Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 5 novembre 2019 à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Ouverture de la séance

10.02 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Présentation

10.03 Ordre du jour

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

10.04 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er octobre 2019, à 18 h 35

10.05 Procès-verbal

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er octobre 2019, à 18 h 30

10.06 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

10.07 Questions

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Période de questions du public

10.08 Questions

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Période de questions des membres du conseil

10.09 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Motion d'un élu

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Semaine de la prévention de la criminalité du 3 au 9 novembre 2019.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des travaux publics* - 1194969012

Accorder une contribution financière non récurrente maximale de 32 200 $, à Espace-Famille Villeray dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, à même les surplus d'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

20.02 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1197644011

Accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) ainsi que ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) et approuver le projet de convention à cette fin.

District(s) : Saint-Michel / François-Perrault

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1197644014

Accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu jeunesse et de l'Entente MIDI-Ville (2018 - 2021) et approuver le projet de convention à cette fin.

District(s) : Parc-Extension

20.04 Autres affaires contractuelles

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1191321004

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 19 545,75 $, taxes incluses, pour des services professionnels en génie électromécanique à la firme AXOR Experts-Conseils inc., dans le cadre du contrat octroyé pour la mise à niveau du système de chauffage au centre Le Patro Le Prévost (CA18 14 0050 - appel d'offres public IMM-18-03), majorant ainsi le montant total du contrat de 123 230,52 $ à 142 776,27 $, taxes incluses.

District(s) : Villeray

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1191309012

Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 30 septembre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1193356022

Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière auprès du Service de la culture de la Ville-centre dans le cadre de leur offre de soutien à l'élaboration des plans d'action culturels des arrondissements pour la conception du plan d'action culturel de l'arrondissement.

30.03 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1193356021

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 2 900 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ à Himalaya Séniors du Québec, 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelnau, 200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Himalaya Séniors du Québec; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 100 $ à la Fondation Femmes de classe, 100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières, 300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES); DISTRICT DE VILLERAY : 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal, 250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA), pour diverses activités sociales.

30.04 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1198186002

Adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Autre sujet

CA *Direction du développement du territoire* - 1196495013

Édicter une ordonnance pour exclure certains secteurs commerciaux et industriels à l'application de l'article 35.1 du Règlement sur la propreté et le civisme de l'arrondissement (chargement et déchargement), en vertu de l'article 36 de ce règlement (RCA08-14005).

District(s) : Saint-Michel

40.02 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1191010017

Donner un avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

District(s) : François-Perrault

40.03 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322005

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14005 autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

40.04 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322006

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14006 autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

40.05 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322007

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14007 autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

40.06 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322008

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14008 autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

40.07 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1197304002

Donner un avis de motion et présentation du Règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

40.08 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1191385020

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection du parvis et l'aménagement d'une rampe pour l'accès universel devant le bâtiment situé au 8500, boulevard Saint-Laurent.

District(s) : Parc-Extension

40.09 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1196996020

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'installation de persiennes de ventilation en façade sur le bâtiment situé au 502 à 514, rue Jarry Est.

District(s) : Villeray

40.10 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1196996019

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7571, rue De Lanaudière.

District(s) : Villeray

40.11 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1191385023

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un garage et de deux nouveaux volumes sur le bâtiment situé aux 150-156, rue Guizot Est.

District(s) : Villeray

40.12 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA *Direction du développement du territoire* - 1195898017

Soumettre à un appel la décision CD19-07 du comité de démolition de l'arrondissement quant à la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont et son remplacement par un nouvel immeuble mixte de quatre étages accueillant un rez-de-chaussée commercial et environ 104 logements.

District(s) : Parc-Extension

40.13 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1198053010

Adopter la résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Villeray

40.14 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1191385009

Adopter la résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Parc-Extension

40.15 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1191010013

Adopter le second projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 24 octobre 2019.

District(s) : Parc-Extension

40.16 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1198053015

Adopter le premier projet de résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Villeray

40.17 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1196495011

Adopter le premier projet de résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Saint-Michel

Les articles 40.18 et 40.19, concernant le 625, rue Villeray, ont été ajoutés séance tenante :

40.18 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction du développement du territoire* - 1191385013

Accorder une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02-14006).

District(s): Villeray

40.19 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1191385014

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un 3^{e} étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

District(s): Villeray

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1198186003

Nommer le conseiller, Josué Corvil, à titre de maire suppléant d'arrondissement, pour la période comprise entre le 6 novembre 2019 et le 9 mars 2020.

51.02 Nomination / Désignation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1191658006

Nommer, pour une période de deux ans, la conseillère, Mary Deros et le conseiller, Sylvain Ouellet, respectivement à titre de présidente et de président suppléant pour le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement.

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CA : 38
Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 0
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 0
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 0

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 1er octobre 2019 à 18 h 35 Maison de la culture Claude-Léveillée située au 911, rue Jean-Talon Est

PRÉSENCES :

Giuliana FUMAGALLI, Mairesse d'arrondissement
Rosannie FILATO, Conseillère de la ville - district de Villeray
Sylvain OUELLET, Conseiller de la ville - district de François-Perrault
Mary DEROS, Conseillère de la ville - district de Parc-Extension
Josué CORVIL, Conseiller de la ville - district de Saint-Michel

AUTRES PRÉSENCES :

Madame Nathalie VAILLANCOURT, Directrice d'arrondissement
Madame Brigitte BEAUDREAULT, Directrice des services administratifs
Madame Elsa MARSOT, Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social
Monsieur Michel JOBIN, Directeur des travaux publics
Monsieur Jocelyn JOBIDON, Directeur du développement du territoire
Madame Joanne MATTE, Commandante du PDQ 33
Madame Lyne DESLAURIERS, Secrétaire d'arrondissement
Madame Diane MONGEAU, Secrétaire d'arrondissement substitut

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse d'arrondissement déclare la séance extraordinaire ouverte à 18 h 40.

CA19 14 0269

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement, tel que proposé.

Adopté à l'unanimité.

10.02

10.03 – Présenter les prévisions budgétaires pour l'année financière 2020

La mairesse d'arrondissement présente les prévisions budgétaires pour l'année 2020.

10.04 - Période de questions du public

À 19 h, la mairesse appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions du public » sur le budget.

Ronald Fitzsimmons Budget relatif à une salle de concert pour l'arrondissement

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens sur le budget, la mairesse d'arrondissement déclare la période de questions close à 19 h 05.

10.05 - Période de questions des membres du conseil

À 19 h 05, la mairesse d'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions des membres du conseil ».

Le conseiller, Sylvain Ouellet, fournit des informations relatives à la continuité du budget 2020 par rapport à celui de l'année 2019.

N'ayant aucune autre intervention de la part des membres du conseil, la mairesse d'arrondissement déclare la période de questions close à 19h 08.

CA19 14 0270

Adopter et soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires soumises à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par le Service des finances de la Ville de Montréal, pour l'exercice financier 2020.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter et soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires soumises à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par le Service des finances de la Ville de Montréal, pour l'exercice financier 2020

Adopté à l'unanimité.

30.01 1197304001

Levée de la séance

À 19 h 10, la séance est levée.

70.01

Les résolutions consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Giuliana FUMAGALLI	Lyne DESLAURIERS
Mairesse d'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement

J'approuve toutes les résolutions, tous les règlements et ordonnances contenus au présent procès-verbal comme si je les avais signés individuellement.

_____
Giuliana FUMAGALLI
Mairesse d'arrondissement

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 5 novembre 2019.

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement
tenue le mardi 1er octobre 2019 à 18 h 30
Maison de la culture Claude-Léveillée située au 911, rue Jean-Talon Est

PRÉSENCES :

Giuliana FUMAGALLI, Mairesse d'arrondissement
Rosannie FILATO, Conseillère de la ville - district de Villeray
Sylvain OUELLET, Conseiller de la ville - district de François-Perrault
Mary DEROS, Conseillère de la ville - district de Parc-Extension
Josué CORVIL, Conseiller de la ville - district de Saint-Michel

AUTRES PRÉSENCES :

Madame Nathalie VAILLANCOURT, Directrice d'arrondissement
Madame Brigitte BEAUDREAULT, Directrice des services administratifs et du greffe
Madame Elsa MARSOT, Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social
Monsieur Michel JOBIN, Directeur des travaux publics
Monsieur Jocelyn JOBIDON, Directeur du développement du territoire
Madame Michèle ST-ONGE, Commandante du PDQ 31
Madame Lyne DESLAURIERS, Secrétaire d'arrondissement
Madame Diane MONGEAU, Secrétaire d'arrondissement substitut

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 35.

10.02 - Présentation

Aucune présentation n'est faite.

À 18 h 40, la mairesse suspend la séance afin de présenter les prévisions budgétaires pour l'année 2020 dans une séance extraordinaire du conseil d'arrondissement.

À 19 h 10, reprise de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement.

CA19 14 0271

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement, avec la modification suivante :

- adopter l'article 15.01 immédiatement après l'adoption de l'article 10.05.

Adopté à l'unanimité.

10.03

CA19 14 0272

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 3 septembre 2019, à 18 h 35

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter et de signer le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 3 septembre 2019, à 18 h 35.

Adopté à l'unanimité.

10.04

CA19 14 0273

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 3 septembre 2019, à 18 h 30

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

d'adopter et de signer le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 3 septembre 2019, à 18 h 30.

Adopté à l'unanimité.

10.05

CA19 14 0274

Proclamation du mois d'octobre, Patrimoine hispanique dans l'arrondissement

CONSIDÉRANT que les Latino-Américains ont commencé à s'établir dans la métropole dans les années 1950, que la première vague d'immigration remonte aux années 1970 et que l'évolution de cette population ne cesse d'augmenter dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, plus particulièrement dans le district de Saint-Michel;

CONSIDÉRANT que la présence de la population hispanique est deux fois plus importante dans l'arrondissement et dans le district de Saint-Michel;

CONSIDÉRANT que les hispanophones sont le deuxième groupe ethnolinguistique issu de l'immigration dans l'arrondissement;

CONSIDÉRANT que le gouvernement fédéral a instauré un projet de loi désignant le mois d'octobre comme « Mois du patrimoine hispanique »;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec a présenté en 2017 un projet de loi proclamant le mois d'octobre comme mois du patrimoine hispanique;

CONSIDÉRANT que les Canadiens célèbrent depuis longtemps la culture hispanique à travers des événements tenus dans plusieurs communautés hispaniques;

CONSIDÉRANT que 16 % des Québécois d'origine Latino-Américaine sont établis dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;

CONSIDÉRANT que 6 % des familles parlent principalement en espagnol dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;

CONSIDÉRANT que 9 % des familles parlent principalement en espagnol dans le district de Saint-Michel;

CONSIDÉRANT que le mois d'octobre a une importance significative pour la communauté hispanique à travers le monde;

CONSIDÉRANT que le 12 octobre est considéré comme la journée de l'Hispanité;

CONSIDÉRANT que l'apport considérable des hispaniques à la vie culturelle, politique, sociale, et économique au profit de l'arrondissement et du district de Saint-Michel;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO
Sylvain OUELLET
Mary DEROS
Josué CORVIL

et résolu :

que l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame le mois d'octobre comme mois du patrimoine hispanique.

Adopté à l'unanimité.

15.01

10.06 - Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

La mairesse, Giuliana Fumagalli, traite de l'ouverture du campus MIL en rappelant que l'administration suit de près ce nouveau développement et que des mesures pour protéger le parc locatif de l'arrondissement seront adoptées. Elle ajoute qu'elle participera au comité de gouvernance afin que les besoins des communautés de l'arrondissement soient prises en compte dans le développement de la phase 2 du campus MIL. Elle rappelle que l'arrondissement fait des interventions pour augmenter le parc de logements sociaux et communautaires, notamment par l'approbation, lors de la séance, de plans de construction d'un bâtiment de trois étages, comprenant 14 logements et un espace communautaire. Par ailleurs, elle mentionne qu'à l'ordre du jour, il y aura l'approbation pour l'installation de panneaux d'arrêts afin de sécuriser les déplacements des citoyens et des piétons ainsi que l'adoption de travaux de sécurisation de la piste cyclable sur la rue Christophe-Colomb aux abords de la rue Crémazie. Il y aura également l'adoption d'une résolution afin de stimuler l'économie locale par un soutien financier de 25 000 $ à PME MTL Centre-Est pour la tenue du concours entrepreneurial Espace Saint-Michel. De plus, afin de souligner la semaine des bibliothèques publiques, le conseil adoptera une résolution encourageant les trois bibliothèques à participer au projet « Lire c'est payant ». Enfin, elle souligne quelques dates importantes, soit la Journée internationale de l'élimination de la pauvreté ainsi que le 30e anniversaire du Centre des loisirs communautaires Lajeunesse. Elle termine en souhaitant un joyeux Halloween et invite à la prudence.

La conseillère, Mary Deros, exprime sa fierté relativement au campus MIL, l'un des plus gros chantiers de construction universitaire au Canada. Dans le cadre de ce projet, une bibliothèque vient d'ouvrir ses portes aux étudiants et aux citoyens et deux nouvelles ailes supplémentaires devraient accueillir de nouveaux départements dans les prochaines années. Le projet LEED, réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal, a permis de transformer un site industriel en un véritable milieu durable et axé sur le transport en actif et collectif, ce qui désenclave le site et revitalise l'espace pour lui donner une nouvelle vie. De plus, elle mentionne qu'il faut conserver le parc à chien situé devant ce projet. Elle souligne également le nouveau projet du campus, soit une fresque animée durant le mois de septembre, ce qui a permis de créer un lien entre quatre arrondissements. Par la suite, elle remercie et félicite tous les citoyens de l'arrondissement, particulièrement ceux de Parc-Extension, d'avoir participé à la Marche pour le climat. Elle souligne l'anniversaire de naissance de monsieur Josué Corvil et termine en souhaitant un joyeux Halloween.

La conseillère, Rosannie Filato, souligne la semaine des bibliothèques ainsi que l'accessibilité universelle au sein des bibliothèques, tout le mois d'octobre, où il y aura plusieurs activités pour les personnes vivant avec une déficience. De plus, elle mentionne qu'une journée sur l'allaitement et la parentalité se tiendra au Centre communautaire Lajeunesse dans le cadre de la semaine mondiale de l'allaitement maternel. Elle explique que présentement, Espace famille Villeray est logé à ce centre communautaire qui sera relocalisé sous peu. À cet effet, elle souligne la collaboration du Centre communautaire Lajeunesse et du Patro Le Prévost dans le but d'assurer le maintien des activités de sports et de loisirs pour les citoyens tout en visant éventuellement une bonification de l'offre de services. De plus, elle félicite le 30e anniversaire du Centre communautaire Lajeunesse. Elle termine en rappelant aux citoyens que l'Halloween doit se tenir en toute sécurité et invite les citoyens à aller sur le site Internet du SPVM pour prendre connaissance des conseils relatifs à la sécurité.

Le conseiller, Sylvain Ouellet, invite les citoyens à participer à la soirée bénéfice du Théâtre Aux Écuries dans François-Perrault. Il informe de la fermeture de la piscine John-F.-Kennedy, en raison de rénovations ainsi que de la fermeture complète du parc Nicolas-Tillemont jusqu'à l'automne 2020. Au niveau des mesures d'apaisement de la circulation, il mentionne l'installation de nouveaux panneaux d'arrêts dans François-Perrault ainsi que de travaux correctifs sur la chaussée dans le secteur du boulevard Saint-Michel et de la rue Iberville. Il réitère la présence de forages, dans la partie Est de François-Perrault, effectués pour le prolongement de la ligne bleue de métro. Ensuite, il mentionne avoir

fait une marche exploratoire avec deux conseillers municipaux de Rosemont–La Petite-Patrie, notamment au parc Saint-Bernadette qui est du côté de cet arrondissement, dans l'objectif d'arrimer les visions des deux arrondissements. Finalement, il ajoute que la marche pour le climat a motivé tous les élus à continuer leurs interventions relatives à la protection de l'environnement.

Le conseiller, Josué Corvil, souligne diverses Journées internationales et mondiales. Il ajoute que le mois d'octobre est le mois du patrimoine hispanique du Québec. De plus, il félicite madame Alexandra Regalado, présidente du conseil Héritage hispanique et son équipe qui ont travaillé très fort pour faire consacrer ce mois de l'hispanité. Par la suite, il souligne quelques événements qui se sont déroulés dans le quartier Saint-Michel, notamment la Journée de la paix à l'école Bienville, une soirée de levée de fonds qui a permis de ramasser 17 000 $ et le « Festival Altérité, pas à pas! », organisé par l'organisme « Nord sud Arts et Cultures ». Il remercie le personnel de l'école Lucien-Guilbault qui accueille des élèves ayant des troubles importants d'apprentissage et termine en invitant les citoyens à découvrir la culture hispanique.

10.07 - Période de questions du public

À 19 h 40, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions du public ». Les personnes ci-dessous ont adressé des questions :

Conformément à l'article 40 (1) du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14004), la mairesse de l'arrondissement entendra les trois premiers citoyens désirant intervenir sur le même sujet, pour laisser la chance aux autres citoyens de s'exprimer sur d'autres sujets qui les préoccupent.

Clémence Buisson	Salon de l'emploi pour Saint-Michel
Alain Bisson	Problème d'inondation dans un garage et installation d'un puisard dans la ruelle Vianney (avenue Vianney et avenue Charland)
Francine Guérin	Refaire la ruelle dans le quadrilatère formé par Jean-Talon, Everett, Boyer et Christophe-Colomb
Simon Ambeault	Maison communautaire au parc George-Vernot
Geneviève Blouin	Abattage des arbres sur la rue Foucher entre Jarry et Mistral
Joanne Pinsonneault	Article 40.04 - Transformation du Centre Lajeunesse
Nathalie Gagnon	Sécurité routière à l'angle de Guizot et de Foucher Lampadaire défectueux sur la rue Berri
Sylvain Bellemare	Utilisation d'un terrain de soccer – parc Jarry
Roger Fauteux	Stationnement pour personne à mobilité réduite sur la rue Foucher
Marc André Vinet	Vignettes de stationnement
Marcos Radhmes Tajada	Projet d'un buste pour représenter la République Dominicaine.

À 20 h 40

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie Filato
Sylvain OUELLET
Mary DEROS
Josué CORVIL

et résolu :

de prolonger la période de questions afin de permettre à tous les citoyens inscrits d'être entendus.

Adopté à l'unanimité.

Geneviève Breault	Lot à l'intersection des rues Jean-Talon et Papineau – logement social (question par courriel)

André Trépanier	Problème d'insalubrité (question par courriel)
Cloélie Roy	Chats errants – Programme Capture-Stérilisation-Retour-Maintien (question par courriel)
Guillaume Déziel	Prêt de matériel aquatique – piscines Saint-Roch et du Patro le Prévost (question par courriel)

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, la mairesse de l'arrondissement déclare la période de question close à 20 h 55.

10.08 - Période de questions des membres du conseil

À 20 h 55, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions des membres du conseil ». Aucune question n'est soulevée et la période de questions est close.

CA19 14 0275

Autoriser la Direction du développement du territoire à installer des panneaux d'arrêt toutes directions à 3 carrefours de l'arrondissement et autoriser une affectation approximative de 4 500 $ à même les surplus de gestion affectés - divers de l'arrondissement, pour la fourniture et l'installation des panneaux.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'autoriser la Direction du développement du territoire à installer des panneaux d'arrêt toutes directions aux 3 carrefours suivants de l'arrondissement
   - un panneau d'arrêt aux abords du parc Frédéric-Back, rue de Deville et 2e Avenue (entrée du parc Frédéric-Back dans le coude);
   - deux panneaux d'arrêt sur la 17e Avenue aux intersections de Michel-Ange et Shaughnessy;
2. autoriser une affectation approximative de 4 500 $ à même les surplus de gestion affectés - divers de l'arrondissement, pour la fourniture et l'installation des panneaux;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

12.01 1198186001

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 15.02 à 15.06 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0276

Proclamation de la Journée internationale de la musique, le 1er octobre

CONSIDÉRANT que l'UNESCO célèbre la Journée internationale de la musique le 1er octobre;

CONSIDÉRANT que cette journée a été créée en 1975 par sir Yehudi Menuhin, alors président du Conseil international de la musique et a pour objectifs majeurs de promouvoir la musique parmi tous les membres de la société, de prôner les valeurs de l'UNESCO en matière d'amitié et de paix entre les peuples, de favoriser l'échange d'expériences et l'appréciation mutuelle des différentes approches esthétiques existant dans le monde;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal jouit d'un grand nombre d'organismes qui oeuvrent chaque jour pour rendre la musique et ses pouvoirs accessibles aux citoyennes et citoyens;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de proclamer le 1er octobre 2019, « Journée internationale de la musique » sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Adopté à l'unanimité.

15.02

CA19 14 0277

Proclamation de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le 17 octobre

CONSIDÉRANT que l'Assemblée générale des Nations Unies a désigné en 1992, le 17 octobre, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté;

CONSIDÉRANT que cette journée est soulignée à travers le monde par des milliers de villes et villages;

CONSIDÉRANT que le quartier Saint-Michel souligne depuis 1997 cette journée internationale;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de déclarer le 17 octobre 2019 « Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté » sous le thème « Agir ensemble pour donner aux enfants, à leurs familles et à la société les moyens de mettre fin à la pauvreté ».

Adopté à l'unanimité.

15.03

CA19 14 0278

Proclamation de la semaine des bibliothèques publiques du 19 au 26 octobre 2019

CONSIDÉRANT que toutes les bibliothèques publiques du Québec s'unissent afin de promouvoir et de faire connaître les services qu'elles offrent;

CONSIDÉRANT que l'importance et la diversité des rôles joués par la bibliothèque publique auprès de la population, soit INFORMER, ÉDUQUER, DONNER ACCÈS À LA CULTURE ET À LA DÉTENTE;

CONSIDÉRANT que la bibliothèque publique est le lieu privilégié pour accéder à l'information et à la connaissance;

CONSIDÉRANT que la bibliothèque publique est un équipement culturel essentiel dans une municipalité et qu'elle est l'instrument de base du développement culturel des citoyens;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de proclamer la semaine du 19 au 26 octobre 2019, *Semaine des bibliothèques publiques*, dans notre arrondissement, sous le thème : « *Apprenez-en plus à votre biblio!* ».

Adopté à l'unanimité.

15.04

CA19 14 0279

Proclamation de la Journée montréalaise de solidarité à la charte mondiale des femmes pour l'humanité le 17 octobre

CONSIDÉRANT que la Déclaration à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2005, adoptée à l'unanimité lors de la séance du conseil de la ville tenue le 21 février 2005 par sa résolution CM05 0080;

CONSIDÉRANT que la création du Conseil des Montréalaises adoptée par le conseil de la ville le 17 mai 2004 par sa résolution CM04 0410;

CONSIDÉRANT que la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion adoptée à l'unanimité par le conseil de la ville le 24 mars 2004 par sa résolution CM04 0146;

CONSIDÉRANT que les actions et les engagements de la Ville de Montréal et de ses arrondissements pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes;

CONSIDÉRANT que l'arrondissement est le palier municipal le plus près du quotidien des citoyens et des citoyennes et qu'il entend poursuivre ses efforts pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes;

CONSIDÉRANT que les valeurs d'égalité, de justice, de solidarité, de liberté et de paix prônées par la Charte mondiale des femmes pour l'humanité sont partagées par l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, un milieu de vie inclusif;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

que le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, proclame la journée du 17 octobre 2019, *Journée montréalaise de solidarité à la Charte mondiale des femmes pour l'humanité*.

Adopté à l'unanimité.

15.05

CA19 14 0280

Proclamation de la semaine québécoise de réduction des déchets du 19 au 27 octobre 2019

CONSIDÉRANT que le Réseau des ressourceries du Québec a créé la Semaine québécoise de réduction des déchets au début des années 2000;

CONSIDÉRANT qu'au Québec, 13 millions de tonnes de déchets sont produites annuellement;

CONSIDÉRANT que la réduction des matières résiduelles est plus que jamais nécessaire, notamment pour la santé, la protection du milieu naturel, la salubrité publique et l'amélioration de la qualité de vie;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal s'est dotée d'un Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014;

CONSIDÉRANT que la SQRD permet aux Québécois et aux Québécoises de s'approprier l'approche des 3RV (Réduction, Réemploi, Recyclage, Valorisation/Compostage) et de développer de nouvelles actions en faveur de la réduction et du réemploi;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adhérer à la *Semaine québécoise de réduction des déchets* qui se tiendra du 19 au 27 octobre 2019 et de promouvoir la réduction des matières résiduelles.

Adopté à l'unanimité.

15.06

CA19 14 0281

Proclamation de la Journée internationale des personnes aînées, le 1er octobre

CONSIDÉRANT que l'Assemblée générale des Nations Unies a désigné, depuis 1991, le 1er octobre Journée internationale pour les personnes aînées;

CONSIDÉRANT qu'en désignant une journée spéciale pour les personnes aînées, l'Assemblée reconnaissait leur contribution au développement et attirait l'attention sur un phénomène démographique : le vieillissement de la population;

CONSIDÉRANT que les personnes aînées sont une force vive de nos communautés et plusieurs d'entre elles ont une riche expérience de vie, des compétences, des habiletés et l'envie d'apporter leur contribution;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

de proclamer le 1er octobre 2019, « Journée internationale des personnes aînées » sous le thème Célébrer les plus âgés défenseurs des droits de l'homme.

Adopté à l'unanimité.

15.07

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 20.01 et 20.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0282

Autoriser, à même les surplus de l'arrondissement, le versement d'une contribution financière non récurrente de 25 000 $ à PME MTL Centre-Est, organisme fiduciaire pour le concours entrepreneurial Espace Saint-Michel 2019.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'autoriser, à même les surplus de l'arrondissement, le versement d'une contribution financière non récurrente de 25 000 $ à PME MTL Centre-Est, organisme fiduciaire du concours entrepreneurial Espace Saint-Michel 2019;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1198343003

CA19 14 0283

Octroyer un contrat à Le Berger Blanc inc., étant le seul soumissionnaire et ayant présenté une soumission conforme, pour le service de fourrière pour animaux sur le territoire de l'arrondissement, pour une période de 24 mois, soit du 5 octobre 2019 au 3 octobre 2021, aux prix de sa soumission, soit au montant total de 331 128 $, taxes incluses - appel d'offres public 19-17822.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à Le Berger Blanc inc., étant le seul soumissionnaire et ayant présenté une soumission conforme, pour le service de fourrière pour animaux sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, pour une période de 24 mois, soit du 5 octobre 2019 au 3 octobre 2021, aux prix de sa soumission, soit au montant total de 331 128 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 19-17822;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1192799002

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0284

Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 31 août 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 31 août 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1191309011

CA19 14 0285

Autoriser les bibliothèques de l'arrondissement à participer au projet « Lire c'est payant », du 19 au 26 octobre 2019, dans le cadre de la Semaine des bibliothèques publiques du Québec.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'autoriser les bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à participer à la campagne d'amnistie « Lire c'est payant », du 19 au 26 octobre 2019, et qui sera lancée dans le cadre de la Semaine des bibliothèques publiques du Québec.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1193356017

CA19 14 0286

Adhérer au Programme des installations sportives extérieures 2019-2021, autoriser le dépôt d'une demande de financement pour la réfection des terrains de basketball des parcs René-Goupil,

Howard, Champdoré et Saint-Roch et confirmer la participation de l'arrondissement au financement du projet.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'adhérer au Programme des installations sportives extérieures 2019-2021;
2. d'autoriser le dépôt d'une demande de financement pour la réfection des terrains de basketball des parcs René-Goupil, Howard, Champdoré et Saint-Roch;
3. de confirmer la participation de l'arrondissement au financement du projet et d'assumer les frais d'exploitation et d'entretien;
4. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à déposer une demande d'aide financière auprès de la Ville de Montréal et à signer tout engagement relatif à cette demande pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1198380003

CA19 14 0287

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 1 700 $ à 6 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 150 $ à SUCO inc., DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 100 $ au Club d'âge d'or Fleur de lilas; 250 $ à Espace-Famille Villeray; 500 $ à Carrefour Jeunesse-Emploi Centre-Nord, DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 200 $ à Nord Sud Arts et Cultures, DISTRICT DE VILLERAY : 250 $ à Espace-Famille Villeray; 250 $ au Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse, pour diverses activités sociales.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'autoriser le versement d'une contribution financière totale de 1 700 $ à 6 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement, pour l'année financière 2019, comme suit :

   FONDS DE LA MAIRESSE :
   MONTANT : 150 $

   150 $ à SUCO inc. - pour leur événement bénéfice;

   DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT :
   MONTANT : 850 $

   100 $ au Club d'âge d'or Fleur de lilas (affilié au CRAIC) - pour diverses activités sociales;
   250 $ à Espace-Famille Villeray - pour la 11e journée de l'allaitement et de la parentalité de Villeray;
   500 $ à Carrefour Jeunesse-Emploi Centre-Nord - pour le salon de l'emploi de Saint-Michel;

   DISTRICT DE SAINT-MICHEL :
   MONTANT : 200 $

   200 $ à Nord Sud Arts et Cultures - pour le « Festival Altérité, Pas à Pas! »

   DISTRICT DE VILLERAY :
   MONTANT : 500 $

   250 $ à Espace-Famille Villeray - pour la 11e journée de l'allaitement et de la parentalité de Villeray;
   250 $ au Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse - pour la fête d'Halloween;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1193356018

CA19 14 0288

Autoriser une dépense de 690 $, taxes incluses, pour l'achat de six billets concernant la participation de l'arrondissement à la 34e Soirée des Lauréats montréalais, qui se tiendra le 1er novembre 2019 au chalet du Mont-Royal.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'autoriser une dépense de 690 $, taxes incluses, pour l'achat de six billets concernant la participation de l'arrondissement à la 34e Soirée des Lauréats montréalais, qui se tiendra le 1er novembre 2019 au chalet du Mont-Royal;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1193356019

CA19 14 0289

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux afin de sécuriser la piste cyclable de la rue Christophe-Colomb, au droit de l'entrée charretière du restaurant A&W situé à l'intersection du boulevard Crémazie, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

d'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux afin de sécuriser la piste cyclable de la rue Christophe-Colomb, au droit de l'entrée charretière du restaurant A&W situé à l'intersection du boulevard Crémazie, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1194793005

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.01 à 40.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0290

Édicter, en vertu de l'article 554.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), l'ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 8198, rue Berri, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement, tel qu'exigé par la réglementation, dans le cadre des travaux de rénovation de ses hangars.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'édicter, en vertu de l'article 554.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), l'ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 8198, rue Berri, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement, tel qu'exigé par la réglementation, dans le cadre des travaux de rénovation de ses hangars.

Adopté à l'unanimité.

40.01 1196996018

CA19 14 0291

Adopter le Règlement RCA19-14003 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise » (RCA15-14001).

CONSIDÉRANT qu'avis de motion du Règlement RCA19-14003 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise » de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA15-14001) a été donné le 3 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que conformément à la Loi sur les cités et villes, tous les membres du conseil présents ont déclaré avoir lu le Règlement RCA19-14003 et ont renoncé à sa lecture;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter le Règlement RCA19-14003 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise » de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA15-14001).

Adopté à l'unanimité.

40.02 1198053013

CA19 14 0292

Adopter la résolution PP19-14007 à l'effet de permettre l'installation de plusieurs enseignes au sol sur les propriétés situées au 8333 et 8400, 2e Avenue, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 438, 459.1 et 520 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 septembre 2019.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14007 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 septembre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 12 septembre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 4 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2019;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, les dispositions liées à l'affichage (art. 113, par. 14) ne sont pas susceptibles d'approbation référendaire;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter la résolution PP19-14007 à l'effet de permettre l'installation de 7 enseignes au sol et 2 enseignes sur vitrine sur les propriétés du 8333 et 8400, 2e Avenue, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions prévues aux articles 438, 459.1 et 520 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- un maximum de 6 enseignes au sol d'une hauteur maximale de 2,75 mètres de haut sont autorisées sur la propriété du 8400, 2e Avenue;

- un maximum d'une enseigne au sol d'une hauteur maximale de 2,75 mètres de haut et 2 enseignes sur vitrine sont autorisées sur la propriété du 8333, 2e Avenue;

- une superficie maximale de 2,75 mètres carrés d'affichage est autorisée sur la propriété du 8333, 2e Avenue;

- si un éclairage est installé pour les enseignes, il doit être orienté vers le sol.

Adopté à l'unanimité.

40.03 1196495010

CA19 14 0293

Adopter la résolution PP19-14005 à l'effet d'autoriser la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 7376-7378, rue Lajeunesse afin d'y accueillir une école primaire en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 85, 119, 342, 413.0.1, 413.0.3 et 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 septembre 2019.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14005 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 septembre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 12 septembre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 4 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2019;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 123.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, une disposition visant la réalisation d'un projet d'équipement collectif n'est pas susceptible d'approbation référendaire;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter la résolution PP19-14005 à l'effet d'autoriser la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 7376-7378, rue Lajeunesse afin d'y accueillir une école primaire, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 85, 119, 342, 413.0.1, 413.0.3 et 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- que le pourcentage de verdissement du terrain ne soit pas inférieur à 17,5 %;

- que le pourcentage de verdissement de la cour avant sur la rue Lajeunesse ne soit pas inférieur à 75 %;

- qu'une clôture en métal ornemental soit installée devant la cour d'école du côté de la rue Lajeunesse;

- que tout matériau de parement léger utilisé n'aie pas d'attaches apparentes;

- qu'une délimitation physique soit proposée entre la limite de propriété donnant sur la ruelle publique accessible à partir de la rue de Castelnau Est et le parvis menant à la nouvelle entrée des parents;

- que les appareils de climatisation et les dépendances soient interdits dans les cours avant sur les rues de Castelnau Est et Lajeunesse;

- que tout appareil de climatisation ou dépendance dans une cour avant soit dissimulé par des plantations denses ou par un autre geste contribuant à réduire leur visibilité;

- qu'un minimum de 50 unités de stationnement pour vélos soient aménagées sur le terrain;

- qu'une garantie monétaire d'un montant de 37 536,10 $ visant la protection des arbres publics en bordure de la propriété soit déposée préalablement à l'émission d'un permis de transformation visant l'aménagement de l'école et que cette garantie soit retenue jusqu'à la fin des travaux de transformation, d'agrandissement et d'aménagement paysager.

La présente autorisation deviendra nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur.

Adopté à l'unanimité.

40.04 1198053009

CA19 14 0294

Adopter le second projet de résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 septembre 2019.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14004 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 septembre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 12 septembre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 4 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2019;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- qu'au moins 45 % de la superficie de la façade du bâtiment qui est parallèle à la rue Jarry Est soit implantée à l'alignement de construction;

- que toute la longueur d'une façade implantée à l'alignement de construction sur la rue Jarry Est soit occupée par un usage commercial autorisé dans la catégorie C.4;

- qu'une superficie de plancher d'au moins 95,0 m^2 soit dédiée à la fonction commerciale au rez-de-chaussée du bâtiment;

- que l'exercice d'un usage commercial soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur au rez-de-chaussée du bâtiment;

- que la superficie d'affichage soit limitée à 4,0 m^2 sur la totalité des façades et que les enseignes soient intégrées à l'architecture du bâtiment;

- qu'un bâtiment respecte un taux d'implantation maximal de 78,0 %;

- qu'un bâtiment compte un maximum de 14 logements;

- qu'au moins 70 % des logements d'un bâtiment aient deux chambres à coucher ou plus;

- que l'ensemble des équipements mécaniques soient installés au toit d'un bâtiment ou en cour arrière de façon à ne pas être visible de la voie publique;

- qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur une construction hors toit;

- qu'un bâtiment soit muni d'une salle à déchets ventilée desservant les logements et d'une salle à déchets réfrigérée desservant tout local commercial abritant une épicerie, un restaurant ou un traiteur;

- qu'une cour avant soit recouverte de végétaux en pleine terre ou de paillis, sauf dans le cas d'un accès piétonnier, qui doit être recouvert d'un pavage perméable;

- qu'un système d'irrigation soit installé sur une période minimale de 10 ans pour le chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue De Chateaubriand;

- qu'une zone libre de construction d'un rayon de 6,3 mètres soit établie à partir du tronc du chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue De Chateaubriand et qu'un système d'irrigation pour cet arbre soit installé pour une période minimale de 10 ans à partir de la date de fin des travaux de construction du nouvel immeuble;

- qu'une garantie monétaire d'une valeur de 20 000,00 $ visant la protection des arbres publics, dont le chêne rouge, soit déposée préalablement à l'émission d'un permis de construction et que cette garantie soit retenue jusqu'à la fin des travaux de construction et d'aménagement paysager.

La présente autorisation deviendra nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur.

Adopté à l'unanimité.

40.05 1198053010

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.06 à 40.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0295

Adopter le second projet de résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 septembre 2019.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14006 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 septembre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 12 septembre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 4 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2019;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un 10e logement dans le bâtiment situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283);

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.06 1191385009

CA19 14 0296

Adopter le premier projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et

CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension (RCA04-14003), et ce, malgré la disposition aux articles 10 et 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes:

   - que la hauteur du bâtiment soit d'au plus 13,70 mètres;
   - que la hauteur du bâtiment, incluant la construction hors toit, soit d'au plus 17,40 mètres;
   - que soit autorisé comme usage principal la vente et la location de véhicules automobiles;
   - que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposée un des parements métalliques et qui a été soumise pour information au comité consultatif d'urbanisme (CCU);
   - que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

   Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1191010013

CA19 14 0297

Accorder une dérogation mineure à l'article 46 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), relativement au mode d'implantation d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8259-8269, rue Saint-Hubert, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02-14006).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande de dérogation mineure et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande de dérogation mineure relativement au mode d'implantation d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage sur le bâtiment situé aux 8259-8269, rue Saint-Hubert;

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 9 septembre 2019, d'accorder cette dérogation mineure en vertu des dispositions du règlement RCA02-14006 sur les dérogations mineures;

ATTENDU que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau accès Montréal de l'arrondissement, le 13 septembre 2019, afin de statuer sur cette demande de dérogation mineure;

ATTENDU qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente dérogation.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA02-14006), une dérogation mineure à l'article 46 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) relativement au mode d'implantation d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage sur le bâtiment situé aux 8259-8269, rue Saint-Hubert.

Adopté à l'unanimité.

40.08 1191385015

CA19 14 0298

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un troisième étage sur le bâtiment situé aux 8259-8269, rue Saint-Hubert.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans 7 à 9 datés d'août 2019, préparés par Héloïse Thibodeau architecte inc., visant l'ajout d'un 3e étage sur le bâtiment situé aux 8259-8269, rue Saint-Hubert et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 10 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.09 1191385016

CA19 14 0299

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement de l'aire de plancher au deuxième étage du bâtiment situé au 7751, rue Saint-André.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans 4/7 et 5/7 datés du 11 avril 2019, préparés par Structurebkim visant l'agrandissement de l'aire de plancher au 2e étage du bâtiment situé au 7751, rue Saint-André et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 10 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.10 1191385017

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.11 à 40.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0300

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection des saillies sur le bâtiment situé aux 3151-3155, rue Jarry Est.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans 2 de 5 à 5 de 5 datés du 12 avril 2018, préparés par Sairpro visant la réfection des saillies sur le bâtiment situé aux 3151-3155, rue Jarry Est et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 10 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.11 1191385018

CA19 14 0301

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé aux 8176-8180, avenue de Gaspé.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A200 et A201 datés du 23 août 2019, préparés par Simon Sauvé designer – TP, visant l'agrandissement du bâtiment situé aux 8176-8180, avenue de Gaspé et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 10 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.12 1191385019

CA19 14 0302

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement de fenêtres et l'installation d'une porte double sur une partie du bâtiment situé aux 3870 à 3880, rue Jarry Est.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans intitulés « 3870, rue Jarry Est - rénovation des façades », feuillets 1 à 6, datés de juillet 2019, préparés par Gregory S. G. Fry, visant l'agrandissement de fenêtres et l'installation d'une porte double sur le bâtiment situé aux 3870 à 3880, rue Jarry Est et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 10 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.13 1191010011

CA19 14 0303

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection de la maçonnerie sur le bâtiment situé au 6960, avenue du Parc.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), le plan visant la réfection de la maçonnerie sur le bâtiment situé au 6960, avenue du Parc et estampillé par la Direction du développement du territoire en date du 10 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.14 1196996015

CA19 14 0304

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7205, rue Louis-Hémon.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A05, A07, A08, A09 et A10, préparés par ISSADESIGN, datés du 10 septembre 2019, visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7205, rue Louis-Hémon et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 11 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.15 1196996014

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.16 à 40.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0305

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7671, 2e Avenue.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans 2/14, 8/14, 9/14, 11/14 et 12/14, préparés par Studio AD, datés du 5 septembre 2019, visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7671, 2e Avenue et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 10 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.16 1196996013

CA19 14 0306

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant des travaux de transformation sur le bâtiment situé au 3637, boulevard Crémazie Est.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :
d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans intitulés « U-Haul Crémazie Est - Restauration des façades et nouvelle salle de montre/façades rénovation and

new showroom », datés du 5 septembre 2019, préparés par Rouge architecture, visant des travaux de transformation et l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 3637, boulevard Crémazie Est et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 10 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.17 1191010012

CA19 14 0307

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un logement de 2 étages avec construction hors toit sur la propriété située au 7011, avenue des Érables.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans des pages 14 à 19, 21 et 22 du document « 7011, avenue des Érables - dossier préliminaire » datés du 9 septembre 2019, préparés par la firme 2 Architectures, visant la construction d'un logement de 2 étages avec construction hors toit sur la propriété située au 7011, avenue des Érables et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 12 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.18 1198053011

CA19 14 0308

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 3 étages abritant 30 logements et un espace communautaire sur la propriété située au 7730-7732, 18e Avenue.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A-091, A-092, A-101, A-102, A-201 et A-202 datés du 3 septembre 2019, préparés par la firme Rose architecture, visant la construction d'un bâtiment de 3 étages abritant 30 logements et un espace communautaire, réalisés dans le cadre du programme Accès Logis Montréal, sur la propriété située au 7730-7732, 18e Avenue et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 12 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.19 1198053012

CA19 14 0309

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'une école primaire de 3 étages sur la propriété située au 8901, boulevard Saint-Michel.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A003, A-102, A-103, A-104, A-151 et A-301 datés du 29 août 2019, préparés par la firme BGLA architectes, et

les plans Y001, Y011, Y012, Y041, Y042, Y051, Y061, Y062, et Y062 datés du 21 août 2019, préparés par la firme Projet paysage, visant la construction d'une école primaire de 3 étages sur la propriété située au 8901, boulevard Saint-Michel et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 12 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.20 1198053014

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.21 et 40.22 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0310

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment situé au 7247, avenue Champagneur.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A-11, A-14, A-20, A-21, A-22, datés du 13 septembre 2019, préparés par Vaz Studio, visant la construction d'une maison unifamiliale de deux étages sur la propriété située au 7247, avenue Champagneur et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 13 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.21 1196996017

CA19 14 0311

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment situé au 2539, rue L.-O. David.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A-100, A-200, A-203, A-300, A-301, A-302, datés du 12 décembre 2018 (version du 4 septembre 2019), préparés par Pierre Cartier, architecte, visant la construction d'une maison unifamiliale de deux étages sur la propriété située au 2539, rue L.-O. David et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 13 septembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.22 1196996016

Levée de la séance

À 21 h 10, la séance est levée.

70.01

_____

Les résolutions consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Giuliana FUMAGALLI	Lyne DESLAURIERS
Mairesse d'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement

J'approuve toutes les résolutions, tous les règlements et ordonnances contenus au présent procès-verbal comme si je les avais signés individuellement.

_____
Giuliana FUMAGALLI
Mairesse d'arrondissement

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 5 novembre 2019.

PROCLAMATION DE LA SEMAINE DE LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

CONSIDÉRANT qu'en 1983, le ministère du Solliciteur général du Canada instaurait, avec la collaboration de l'Alliance pour la prévention du crime, la Semaine nationale de la prévention du crime;

CONSIDÉRANT qu'au fil des années, le ministère de la Sécurité publique a pris une part de plus en plus active dans l'organisation de la semaine et en est aujourd'hui le principal organisateur;

CONSIDÉRANT que cette semaine souhaite susciter l'organisation d'activités pour tous ceux et celles qui se sentent concernés par la prévention de la criminalité et l'importance de prévenir l'adhésion des jeunes aux gangs ou aux groupes criminels;

Il est

proposé par
appuyé par

de proclamer la semaine du 3 au 9 novembre 2019, « Semaine de la prévention de la criminalité » sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, sous le thème « Des actions locales pour prévenir la criminalité ».

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1194969012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente maximale de 32 200 $ à Espace-Famille Villeray dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, à même les surplus d'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière non récurrente maximale de de 32 200 $, à Espace-Famille Villeray dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, à même les surplus d'arrondissement;

2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Michel JOBIN **Le** 2019-10-23 08:07

Signataire : Michel JOBIN

Directeur des travaux publics
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194969012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente maximale de 32 200 $ à Espace-Famille Villeray dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, à même les surplus d'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Espace-Famille Villeray est un organisme à but non lucratif (OBNL) fondé en 1988 (sous le nom de la Joujouthèque de Villeray). De fait, il s'agit d'un organisme communautaire-famille reconnu par le ministère de la Famille du Québec et est un centre de ressources périnatales (CRP) membre actif du Réseau des Centres de Ressources Périnatales du Québec, une halte -garderie et un organisme de bienfaisance reconnu par l'Agence du Revenu du Canada. Leur mission est de contribuer au mieux-être des futurs parents et des familles avec de jeunes enfants (0-5 ans) en valorisant le rôle parental et en favorisant le lien d'attachement parent -enfant par une approche globale, préventive et respectueuse.
L'organisme s'était adressé à l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension le 20 avril 2018 pour lui demander une contribution financière pour un projet de couches lavables, afin d'inciter les familles de l'arrondissement à réduire leur empreinte écologique tout en épargnant de l'argent qu'ils consacrent à l'acquisition de couches. C'est en ce sens qu'un Programme de subventions pour l'achat de couches lavables s'est concrétisé en 2018-2019 et les résultats présentés à la fin de l'exercice sont concluants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0282 du 4 septembre 2018 (SD 1184969015) Octroyer une contribution financière maximale de 31 950 $, non récurrente, à même le surplus libre de l'arrondissement, à l'organisme Espace-Famille Villeray pour la gestion du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 7 septembre 2018 au 6 septembre 2019 et approuver le projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Espace-Famille Villeray accepte la gestion du Programme de subvention à l'achat de couches lavables 2019-2020.
Ces subventions au montant total de 26 250 $ vont permettre de couvrir en partie les frais rattachés à l'achat de :

- couches lavables;
- lingettes lavables;

- langes ou inserts lavables;
- culottes d'entraînement;
- couches maillots;
- réparation de couches ou d'élastiques;
- location de couches ou lingettes.

Critères d'admissibilité

- Résider dans l'arrondissement de Villeray – St-Michel – Parc-Extension ;
- Avoir un enfant de moins de 36 mois (preuve de naissance exigée) ;
- S'engager moralement à utiliser les couches lavables pendant au moins un an ;
- La facture doit provenir d'une boutique légalement enregistrée (les reçus produits par des particuliers pour la vente de couches usagées ne seront pas acceptés) ;
- La demande de remboursement doit être faite dans les 6 mois suivant l'achat des couches.
- Les familles pourront bénéficier de la subvention une seule fois, à l'exception des familles avec naissances multiples, qui seront autorisées à se prévaloir de la subvention en double, selon les mêmes critères.
- Les items admissibles au remboursement sont décrits dans le document d'information à l'intention des parents.

Procédure de remboursement pour l'achat

- Remplir le formulaire de demande de subvention ;
- Fournir les pièces justificatives demandées (voir ci-dessous) ;
- Un remboursement correspondant à 75% des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 150$, sera émis dans un délai de 30 jours après réception de la demande.

Pièces justificatives à fournir

- Pièce d'identité reconnue avec adresse complète;
- La ou les facture(s) originale(s);
- Preuve de naissance de l'enfant (copie de la carte d'assurance maladie ou de la carte d'hôpital du bébé, certificat ou acte de naissance).

À titre indicatif, l'acquisition d'un ensemble de couches lavables neuves coûte entre 250 $ et 700 $, selon la qualité, le modèle et le lieu de conception.

Le Programme est valide du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, ou jusqu'à épuisement des fonds alloués.

Outre le montant de 26 250 $ pour les subventions, un montant cinq cents dollars (500 $) est alloué pour la publicité, trois mille deux cents dollars (3 450 $) pour couvrir les frais de gestion du programme et deux mille dollars (2 000 $) pour la tenu de dix (10) ateliers de formation sera octroyé à l'organisme Espace-Famille Villeray. Il s'agit donc d'une contribution financière maximale non récurrente de 32 200 $.

Enfin, plusieurs partenaires sont intéressés à recevoir des ateliers de formation et en faire la promotion. Les organismes intéressés sont :

- La maison bleue de Parc-Extension;
- La maison bleue de St-Michel;
- Mon resto Saint-Michel;
- La maison de la famille de Saint-Michel;
- Villeray dans l'est.

JUSTIFICATION

La mise en place de ce programme permet de soutenir et de supporter la Politique familiale de la Ville de Montréal, de même que le plan Montréal Durable. Le programme a l'avantage de se traduire par une économie financière à la cueillette et à l'enfouissement de déchets pour la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière proposée est non récurrente et s'élève à 32 200 $, soit :

- 26 250 $ pour la subvention à l'achat de couches lavables et autres produits;
- 3 450 $ pour la gestion et la promotion du programme et la sensibilisation à l'utilisation des couches lavables auprès de la clientèle cible de l'arrondissement;
- 500 $ pour la publicité;
- 2 000 $ pour la tenu de dix (10) ateliers de formation.

Voici les versements :

Versements	Montant	Date de remise
1er	16 100 $ - 50 %	Dans les 30 jours après la signature de la convention
2e	11 270 $ - 35 %	30 avril 2020
3e	4 830 $ - 15 %	Fin du projet
Total :	**32 200 $**	

Voir l'intervention afin de connaître l'imputation de la dépense.

Le cas échéant, les sommes qui n'auront pas été engagées durant la période de validité de la convention seront remboursées à l'arrondissement au terme du projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme de subvention à l'utilisation de couches lavables et autres produits s'inscrit dans un effort de réduction à la source des matières résiduelles et au réemploi.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce soutien financier de l'arrondissement constitue un effort additionnel en matières de développement durable et permettra des économies substantielles pour les familles participantes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les outils de communications seront élaborés par l'organisme et approuvés par la Division des communications de l'arrondissement.
La diffusion du programme sera intégrée aux communications de l'arrondissement et à celles de l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

5 novembre 2019 - approbation du projet de convention par le conseil d'arrondissement;
Novembre 2019 - premier versement de la contribution financière;
Avril 2020 - deuxième versement de la contribution financière;
18 décembre 2020 - fin de l'entente et dernier versement de la contribution financière.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 872-4968
Télécop. : (514) 872-1928

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Michel JOBIN
Directeur des travaux publics

Tél : 514 868-3836
Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1194969012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente maximale de 32 200 $ à Espace-Famille Villeray dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, à même les surplus d'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_1194969012_couches lavables.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Brigitte BEAUDREAULT
Chef de division - Ressources financières et matérielles
Tél : 514 868-4062
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

SOMMAIRE DÉCISIONNEL 1194969012

« Octroyer une contribution financière maximale de 32 200 $, non récurrente, à même le surplus libre de l'arrondissement, à l'organisme Espace-Famille Villeray pour la gestion du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020 et approuver le projet de convention à cet effet. »

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessus mentionnés.

Informations comptables :

Écriture au réel

VSM-Surplus de gestion affecté - Divers	DT
2440.0000000.000000.00000.31020.000000.0000.000000.000000.00000.00000	32 200 $

VSM-Affectation - surplus affecté	CT
2440.0012000.306405.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000	32 200 $

Virement

Provenance

VSM- Affectation - surplus affecté	
2440.0012000.306405.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000	32 200 $

Imputation

VSM- Contributions à d'autres organismes – Développement social	
2440.0012000.306405.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	32 200 $

Voici les versements :

Versements	Montant	Date de remise
1er	16 100 $ - 50 %	Dans les 30 jours après la signature de la convention
2e	11 270 $ - 35 %	30 avril 2020
3e	4 830 $ - 15 %	Fin du projet
Total :	**32 200 $**	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194969012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente maximale de 32 200 $ à Espace-Famille Villeray dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, à même les surplus d'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.



CONVENTION COUCHES 2019-2020 - GDD.pdf



ANNEXE 1 - PROJET DE COUCHES LAVABLES 2019-2020.pdf



DOCUMENT D'INFORMATION POUR LES FAMILLES.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 872-4968
Télécop. : (514) 872-1928

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **ARRONDISSEMENT DE VILLERAY – SAINT-MICHEL – PARC-EXTENSION**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par Lyne Deslauriers, secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCA18-14009, article 6, alinéa 2;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ESPACE FAMILLE VILLERAY**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 7378, rue Lajeunesse, bureau 204-A, Montréal (Québec) H2R 2H8, agissant et représentée par Estelle Huard directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 888376498 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est reconnu par le Ministère de la Famille du Québec et est un centre de ressources périnatales (CRP) membre actif du Réseau des Centres de Ressources Périnatales du Québec, une halte-garderie et un organisme de bienfaisance reconnu par l'Agence du Revenu du Canada. Sa mission est de contribuer au mieux-être des futurs parents et des familles avec de jeunes enfants (0-5 ans) en valorisant le rôle parental et en favorisant le lien d'attachement parent-enfant par une approche globale, préventive et respectueuse;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables 2019-2020 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : Le directeur des travaux publics ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : L'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 terminer le Projet au plus tard le 18 décembre 2020;

4.1.4 obtenir l'approbation écrite de l'autorité compétente avant de procéder à toute modification au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.1.5 mettre en évidence la participation de la Ville dans la réalisation du Projet;

4.1.6 payer directement la contribution financière aux citoyens répondant aux modalités du programme;

4.1.7 déposer des demandes de subvention à des programmes susceptibles de permettre de bonifier le projet et en informer l'autorité compétente;

4.1.8 remettre trimestriellement à la Ville un rapport d'avancement du Projet;

4.1.9 remettre à la Ville un bilan du Projet incluant un compte rendu financier, avec pièces justificatives à l'appui, dans les trente (30) jours suivant la fin du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente-deux mille dollars (32 200 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 La somme sera remise à l'Organisme en trois (3) versements :

1° un premier versement au montant de seize mille cent dollars (16 100 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention (50 %);

2° un deuxième versement au montant de onze mille deux cent soixante-dix dollars (11 270 $), au plus tard le 30 avril 2020 (35 %);

3° et un troisième versement au montant de quatre mille huit cent trente dollars (4 830 $), au plus tard dans les 30 jours suivant le dépôt du bilan de projet par l'Organisme (15 %).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réallsation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 18 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7378, rue Lajeunesse, bureau 204-A, Montréal (Québec) H2R 2H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, rue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 22e jour de octobre 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Lyne Deslauriers
Secrétaire d'arrondissement

Le 18e jour de octobre 2019

ESPACE FAMILLE VILLERAY

Par : _____
Estelle Huard
Directrice générale

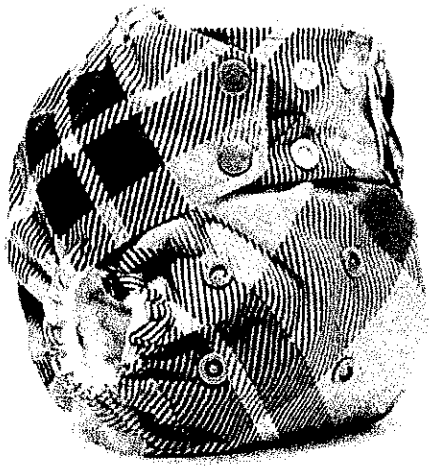
Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, le ....e jour de ..... 2019 (Résolution .....).

ANNEXE 1

PROJET

PROJET DE SUBVENTION À L'ACHAT DE COUCHES LAVABLES 2019-2020

Programme de subvention à l'achat de couches lavables
Projet 2019-2020



Présenté à l'arrondissement de
Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Par Espace-Famille Villeray
Centre de ressources périnatales et familiales

17 octobre 2019

Pour information :
Estelle Huard, directrice générale
514 858-1878
dg@espacefamille.ca

Espace Famille Villeray

Projet proposé dans l'arrondissement VSMPE

Volet 1 : Ateliers de formation

Offrir gratuitement aux citoyens 10 ateliers d'information sur les couches lavables (environ 12 personnes par atelier). Les ateliers et rencontres seront offerts dans tous les districts de l'arrondissement, chez des organismes partenaires ou dans des locaux prêtés par l'arrondissement.

Volet 2 : Subvention à l'achat de couches lavables

- Administrer et promouvoir le programme de subvention à l'achat de couches lavables.
- Distribuer les subventions aux citoyens selon les conditions décrites ci-dessous.

Critères d'admissibilité

- Résider dans l'arrondissement de Villeray – St-Michel – Parc-Extension ;
- Avoir un enfant de moins de 36 mois (preuve de naissance exigée) ;
- S'engager moralement à utiliser les couches lavables pendant au moins un an ;
- La facture doit provenir d'une boutique légalement enregistrée (les reçus produits par des particuliers pour la vente de couches usagées ne seront pas acceptés) ;
- La demande de remboursement doit être faite dans les 6 mois suivant l'achat des couches.
- Les familles pourront bénéficier de la subvention une seule fois, à l'exception des familles avec naissances multiples, qui seront autorisées à se prévaloir de la subvention en double, selon les mêmes critères.
- Les items admissibles au remboursement sont décrits dans le document d'information à l'intention des parents.

Procédure de remboursement pour l'achat

- Remplir le formulaire de demande de subvention ;
- Fournir les pièces justificatives demandées (voir ci-dessous) ;
- Un remboursement correspondant à 75% des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 150$, sera émis dans un délai de 30 jours après réception de la demande.

Pièces justificatives à fournir

- Pièce d'identité reconnue avec adresse complète;
- La ou les facture(s) originale(s);
- Preuve de naissance de l'enfant (copie de la carte d'assurance maladie ou de la carte d'hôpital du bébé, certificat ou acte de naissance).

Coûts

Montant offert aux familles en subventions (jusqu'à 150$ par famille)	26 250 $
Publicité et outils de communications	500 $
10 ateliers de formation	2 000 $
Frais de gestion (13 %)	3 450 $
Montant total	**32 200 $**

Les ateliers de formation comprennent :

- 10 ateliers de 1h30 - 2h offerts gratuitement aux citoyens (information sur les types de couches, matériaux, entretien, routine de lavage, transport, etc.)
- Coordination (réservation de salles, mise à jour du site web, gestion des inscriptions, etc.)
- Préparation de la formation, honoraires du formateur, frais de déplacement
- Au moins 2 ateliers pour chacun des 4 districts.

Les frais de gestion comprennent :

- Répondre aux demandes par téléphone, courriel, et réseaux sociaux
- Accueil des familles, réception des demandes, vérification des pièces justificatives
- Émission des chèques
- Frais d'envois postaux et de papeterie
- Production des documents explicatifs pour les citoyens
- Production du formulaire d'inscription et documents de gestion interne
- Reddition de compte

Durée du programme :

- Du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020.

Rôles et responsabilités d'Espace-Famille Villeray

Espace-Famille Villeray s'engage à gérer le programme de couches lavables avec diligence et professionnalisme. Nous sommes un organisme de confiance à qui Avenir d'Enfants a confié en fiducie plus de 1 million de dollars depuis 7 ans. Nous avons la compétence et l'expérience pour assurer à l'arrondissement que les sommes allouées au programme seront dépensées tel que planifié.

Reddition de compte

Espace-Famille Villeray s'engage à effectuer la reddition de compte demandée par l'arrondissement. Notamment, Espace-Famille Villeray pourrait compiler les données relatives au programme et les rendre disponible à l'arrondissement à tout moment sur demande. Les données recueillies pourraient inclure :

- Les coordonnées complètes du demandeur
- Le nom du bébé et sa date de naissance
- Le montant de la facture et la date d'achat
- Date du remboursement
- Nombre total de subventions offertes
- Appréciation globale du programme par les familles
- Toute autre donnée à la demande de l'arrondissement

Rôles et responsabilités de l'Arrondissement

L'arrondissement :

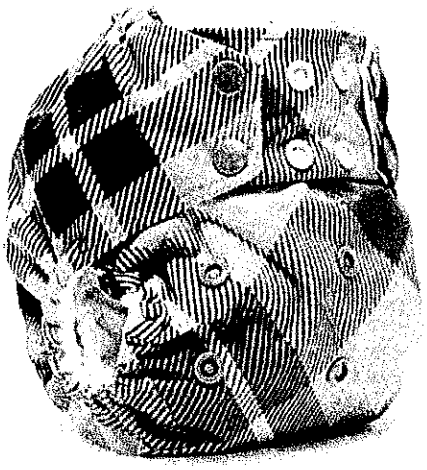
- Informe les employés municipaux et les citoyens du programme et en fait la promotion sur ses divers médias, idéalement par les élus.
- publie sur son site web la procédure de remboursement.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Espace Famille
Villeray

Programme de subvention à l'achat de produits de couches lavables

Formulaire en ligne au www.espacefamille.ca/couches



Du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020

Afin de réduire la production de déchets et d'encourager les comportements éco-responsables, l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, en partenariat avec le centre de ressources périnatales Espace-Famille Villeray, propose aux citoyens un programme flexible de **remboursement de 75% sur les achats de produits liés à l'utilisation des couches lavables, jusqu'à un montant maximal de 150$**.

Espace-Famille Villeray | 7378, rue Lajeunesse, local 204-A, H2R 2H8 | info@espacefamille.ca | 514 858-1878

Critères d'admissibilité

- Résider dans l'arrondissement de Villeray – St-Michel – Parc-Extension ;
- Avoir un enfant de moins de 36 mois (preuve de naissance exigée). Si l'enfant n'est pas encore né, il n'est malheureusement pas possible de réserver.
- S'engager moralement à utiliser des couches ou culottes d'entrainement lavables.
- Présenter des factures qui datent de moins de 6 mois.
- Une seule demande de remboursement par enfant de moins de 36 mois sera acceptée.

Items admissibles au remboursement de 75%

- ✓ Couches lavables (tous les modèles)
- ✓ Lingettes lavables
- ✓ Langes ou inserts lavables
- ✓ Culottes d'entraînement lavables
- ✓ Couches maillots
- ✓ Réparation de couches ou d'élastiques (facture détaillée requise)
- ✓ Location de couches ou lingettes (voir procédure ci-dessous)
- ✓ Items achetés en ligne ou en magasin

Items non admissibles :

- ✗ Sacs de transport ou de couches souillées
- ✗ Feuillets jetables
- ✗ Tissu pour fabriquer soi-même les couches ou langes
- ✗ Items achetés d'une autre personne
- ✗ Contrat de ramassage & lavage de couches
- ✗ Décrassage de couches

Procédure de remboursement

- Remplir le formulaire de demande au espacefamille.ca/couches ou en version papier disponible à la fin de ce document.
- Nous faire parvenir les pièces justificatives suivantes :
    1. Photocopie d'une **pièce d'identité** reconnue avec adresse complète;
    2. Photocopie d'une **preuve de naissance de l'enfant** (carte d'assurance maladie ou certificat de naissance);
    3. Une copie des **facture(s)** :
        a. Encerclez sur la facture les items admissibles; inscrivez des précisions à la main sur la facture au besoin.
        b. Si vous avez un contrat de location de couches, présentez vos factures des derniers mois.
- Lorsque vos documents auront été validés, un chèque vous sera envoyé par la poste (prévoir un délai de 30 jours).

Comment envoyer vos pièces justificatives

- **Par courriel :** info@espacefamille.ca

- **En personne ou par la poste :**
  Subvention Couches Lavables
  Espace-Famille Villeray
  7378, rue Lajeunesse, local 204-A, Montréal (Québec) H2R 2H8
  Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 9h à 16h, fermé de 12h à 13h (sauf sur rendez-vous).

Pour toute question ou commentaires au sujet de ce programme de subvention, contactez Espace-Famille Villeray au 514 858-1878.

Donnez au suivant

Espace-Famille Villeray accepte les dons de couches lavables usagées afin de les offrir à d'autres familles.

Formation gratuite à l'utilisation de couches lavables

Prenez note que des ateliers de formation gratuits ont lieu 10 fois par année sur tout le territoire de l'arrondissement. Pour connaître la programmation, consultez espacefamille.ca/couches.

Demande de remboursement

(À compléter EN LETTRES MAJUSCULES)

NOM DU PARENT

ADRESSE COMPLÈTE

COURRIEL

TÉLÉPHONE

NOM ET DATE DE NAISSANCE DU BÉBÉ

NUMÉRO DU CERTIFICAT DE NAISSANCE OU D'ASSURANCE MALADIE

VEUILLEZ CONFIRMER LES INFORMATIONS SUIVANTES :

☐ Je réside dans l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension.
☐ J'ai l'intention d'utiliser des couches ou culottes d'entraînement lavables pour mon enfant.
☐ Mes achats ont été faits dans les 6 derniers mois.
☐ J'ai encerclé les items admissibles au remboursement sur les factures.

JOINDRE À LA DEMANDE :

☐ Une photocopie des factures.
☐ Une photocopie de votre pièce d'identité avec adresse.
☐ Une preuve de naissance de votre enfant (ou des enfants si vous avez des jumeaux)

ENVOYER LA DEMANDE À :

Subvention Couches Lavables
Espace-Famille Villeray
7378, rue Lajeunesse, local 204-A, Montréal (Québec) H2R 2H8

Heures d'ouverture :
Du lundi au vendredi, de 9h à 16h, fermé de 12h à 13h (sauf sur rendez-vous).

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal;

- Soumettre pour approbation au Responsable tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
  - En informer le Responsable qui s'assurera d'en informer la Division des communications de l'arrondissement qui s'assurera du respect du protocole;

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par le Responsable avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit au Responsable, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter la mairesse de l'arrondissement à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit au Responsable, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le Responsable;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics avec le Responsable.

Programme de subvention à l'achat de couches lavables
Projet 2019-2020



Présenté à l'arrondissement de
Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Par Espace-Famille Villeray
Centre de ressources périnatales et familiales

17 octobre 2019

Pour information :
Estelle Huard, directrice générale
514 858-1878
dg@espacefamille.ca

Espace Famille Villeray

Projet proposé dans l'arrondissement VSMPE

Volet 1 : Ateliers de formation

Offrir gratuitement aux citoyens 10 ateliers d'information sur les couches lavables (environ 12 personnes par atelier). Les ateliers et rencontres seront offerts dans tous les districts de l'arrondissement, chez des organismes partenaires ou dans des locaux prêtés par l'arrondissement.

Volet 2 : Subvention à l'achat de couches lavables

- Administrer et promouvoir le programme de subvention à l'achat de couches lavables.
- Distribuer les subventions aux citoyens selon les conditions décrites ci-dessous.

Critères d'admissibilité

- Résider dans l'arrondissement de Villeray – St-Michel – Parc-Extension ;
- Avoir un enfant de moins de 36 mois (preuve de naissance exigée) ;
- S'engager moralement à utiliser les couches lavables pendant au moins un an ;
- La facture doit provenir d'une boutique légalement enregistrée (les reçus produits par des particuliers pour la vente de couches usagées ne seront pas acceptés) ;
- La demande de remboursement doit être faite dans les 6 mois suivant l'achat des couches.
- Les familles pourront bénéficier de la subvention une seule fois, à l'exception des familles avec naissances multiples, qui seront autorisées à se prévaloir de la subvention en double, selon les mêmes critères.
- Les items admissibles au remboursement sont décrits dans le document d'information à l'intention des parents.

Procédure de remboursement pour l'achat

- Remplir le formulaire de demande de subvention ;
- Fournir les pièces justificatives demandées (voir ci-dessous) ;
- Un remboursement correspondant à 75% des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 150$, sera émis dans un délai de 30 jours après réception de la demande.

Pièces justificatives à fournir

- Pièce d'identité reconnue avec adresse complète;
- La ou les facture(s) originale(s);
- Preuve de naissance de l'enfant (copie de la carte d'assurance maladie ou de la carte d'hôpital du bébé, certificat ou acte de naissance).

Coûts

Montant offert aux familles en subventions (Jusqu'à 150$ par famille)	26 250 $
Publicité et outils de communications	500 $
10 ateliers de formation	2 000 $
Frais de gestion (13 %)	3 450 $
Montant total	**32 200 $**

Les ateliers de formation comprennent :

- 10 ateliers de 1h30 - 2h offerts gratuitement aux citoyens (information sur les types de couches, matériaux, entretien, routine de lavage, transport, etc.)
- Coordination (réservation de salles, mise à jour du site web, gestion des inscriptions, etc.)
- Préparation de la formation, honoraires du formateur, frais de déplacement
- Au moins 2 ateliers pour chacun des 4 districts.

Les frais de gestion comprennent :

- Répondre aux demandes par téléphone, courriel, et réseaux sociaux
- Accueil des familles, réception des demandes, vérification des pièces justificatives
- Émission des chèques
- Frais d'envois postaux et de papeterie
- Production des documents explicatifs pour les citoyens
- Production du formulaire d'inscription et documents de gestion interne
- Reddition de compte

Durée du programme :

- Du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020.

Rôles et responsabilités d'Espace-Famille Villeray

Espace-Famille Villeray s'engage à gérer le programme de couches lavables avec diligence et professionnalisme. Nous sommes un organisme de confiance à qui Avenir d'Enfants a confié en fiducie plus de 1 million de dollars depuis 7 ans. Nous avons la compétence et l'expérience pour assurer à l'arrondissement que les sommes allouées au programme seront dépensées tel que planifié.

Reddition de compte

Espace-Famille Villeray s'engage à effectuer la reddition de compte demandée par l'arrondissement. Notamment, Espace-Famille Villeray pourrait compiler les données relatives au programme et les rendre disponible à l'arrondissement à tout moment sur demande. Les données recueillies pourraient inclure :

- Les coordonnées complètes du demandeur
- Le nom du bébé et sa date de naissance
- Le montant de la facture et la date d'achat
- Date du remboursement
- Nombre total de subventions offertes
- Appréciation globale du programme par les familles
- Toute autre donnée à la demande de l'arrondissement

Rôles et responsabilités de l'Arrondissement

L'arrondissement :

- informe les employés municipaux et les citoyens du programme et en fait la promotion sur ses divers médias, idéalement par les élus.
- publie sur son site web la procédure de remboursement.

Programme de subvention à l'achat de produits de couches lavables

Formulaire en ligne au www.espacefamille.ca/couches



Du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020

Afin de réduire la production de déchets et d'encourager les comportements éco-responsables, l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, en partenariat avec le centre de ressources périnatales Espace-Famille Villeray, propose aux citoyens un programme flexible de **remboursement de 75% sur les achats de produits liés à l'utilisation des couches lavables, jusqu'à un montant maximal de 150$**.

Critères d'admissibilité

- Résider dans l'arrondissement de Villeray – St-Michel – Parc-Extension ;
- Avoir un enfant de moins de 36 mois (preuve de naissance exigée). Si l'enfant n'est pas encore né, il n'est malheureusement pas possible de réserver.
- S'engager moralement à utiliser des couches ou culottes d'entrainement lavables.
- Présenter des factures qui datent de moins de 6 mois.
- Une seule demande de remboursement par enfant de moins de 36 mois sera acceptée.

Items admissibles au remboursement de 75%

- ✓ Couches lavables (tous les modèles)
- ✓ Lingettes lavables
- ✓ Langes ou inserts lavables
- ✓ Culottes d'entraînement lavables
- ✓ Couches maillots
- ✓ Réparation de couches ou d'élastiques (facture détaillée requise)
- ✓ Location de couches ou lingettes (voir procédure ci-dessous)
- ✓ Items achetés en ligne ou en magasin

Items non admissibles :

- ✗ Sacs de transport ou de couches souillées
- ✗ Feuillets jetables
- ✗ Tissu pour fabriquer soi-même les couches ou langes
- ✗ Items achetés d'une autre personne
- ✗ Contrat de ramassage & lavage de couches
- ✗ Décrassage de couches

Procédure de remboursement

- Remplir le formulaire de demande au espacefamille.ca/couches ou en version papier disponible à la fin de ce document.
- Nous faire parvenir les pièces justificatives suivantes :
    1. Photocopie d'une **pièce d'identité** reconnue avec adresse complète;
    2. Photocopie d'une **preuve de naissance de l'enfant** (carte d'assurance maladie ou certificat de naissance);
    3. Une copie des **facture(s)** :
        a. Encerclez sur la facture les items admissibles; inscrivez des précisions à la main sur la facture au besoin.
        b. Si vous avez un contrat de location de couches, présentez vos factures des derniers mois.
- Lorsque vos documents auront été validés, un chèque vous sera envoyé par la poste (prévoir un délai de 30 jours).

Comment envoyer vos pièces justificatives

- **Par courriel :** info@espacefamille.ca

- **En personne ou par la poste :**
  Subvention Couches Lavables
  Espace-Famille Villeray
  7378, rue Lajeunesse, local 204-A, Montréal (Québec) H2R 2H8
  Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 9h à 16h, fermé de 12h à 13h (sauf sur rendez-vous).

Pour toute question ou commentaires au sujet de ce programme de subvention, contactez Espace-Famille Villeray au 514 858-1878.

Donnez au suivant

Espace-Famille Villeray accepte les dons de couches lavables usagées afin de les offrir à d'autres familles.

Formation gratuite à l'utilisation de couches lavables

Prenez note que des ateliers de formation gratuits ont lieu 10 fois par année sur tout le territoire de l'arrondissement. Pour connaître la programmation, consultez espacefamille.ca/couches.

Demande de remboursement

(À compléter EN LETTRES MAJUSCULES)

_____

NOM DU PARENT

_____

ADRESSE COMPLÈTE

_____

COURRIEL

_____

TÉLÉPHONE

_____

NOM ET DATE DE NAISSANCE DU BÉBÉ

_____

NUMÉRO DU CERTIFICAT DE NAISSANCE OU D'ASSURANCE MALADIE

VEUILLEZ CONFIRMER LES INFORMATIONS SUIVANTES :

☐ Je réside dans l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension.
☐ J'ai l'intention d'utiliser des couches ou culottes d'entraînement lavables pour mon enfant.
☐ Mes achats ont été faits dans les 6 derniers mois.
☐ J'ai encerclé les items admissibles au remboursement sur les factures.

JOINDRE À LA DEMANDE :

☐ Une photocopie des factures.
☐ Une photocopie de votre pièce d'identité avec adresse.
☐ Une preuve de naissance de votre enfant (ou des enfants si vous avez des jumeaux)

ENVOYER LA DEMANDE À :

Subvention Couches Lavables
Espace-Famille Villeray
7378, rue Lajeunesse, local 204-A, Montréal (Québec) H2R 2H8

Heures d'ouverture :
Du lundi au vendredi, de 9h à 16h, fermé de 12h à 13h (sauf sur rendez-vous).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1197644011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM), et approuver le projet de convention à cette fin.

1. d'accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1 octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM);
2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-10-22 13:41

Signataire : Elsa MARSOT

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197644011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM), et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le territoire de la Ville de Montréal compte plusieurs secteurs à forte concentration de pauvreté et d'exclusion sociale. On y dénote des problèmes de santé, de chômage, de pauvreté, d'intégration, de sécurité alimentaire, de sécurité urbaine, d'habitation et d'environnement. La complexité, la multiplicité et la particularité des problématiques font en sorte que ces territoires peuvent difficilement se sortir de l'engrenage de la pauvreté sans l'appui concerté des gouvernements et des intervenants.
Préoccupée par ces fortes concentrations de pauvreté, la Ville de Montréal a mis en place douze démarches de revitalisation urbaine intégrée (RUI) dans autant de quartiers répartis dans dix arrondissements. Les démarches RUI visent l'amélioration des conditions de vie des personnes et du cadre physique dans lequel elles évoluent.

C'est dans ce cadre que depuis 2012 la Ville de Montréal et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) ont convenu d'une entente afin de soutenir les démarches de revitalisation urbaine intégrée à Montréal. En septembre 2017, le conseil municipal approuvait une entente triennale de 1,5 M$ visant à poursuivre les réalisations effectuées dans ces milieux de vie, par le Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM).

En 2005, dans le cadre des projets du sommet visant la revitalisation urbaine intégrée, un montant de cinquante mille (50 000 $) a été attribué au quartier de Saint-Michel pour la mise en oeuvre du plan d'action issu de son chantier de revitalisation urbaine et sociale. Par la suite, le quartier de Saint-Michel a continué à bénéficier annuellement de montants dédiés à la poursuite des activités inscrites à son plan d'action.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 14 0084 2 avril 2019	Accorder un soutien financier non récurrent de 58 365 $ à l'organisme Vivre Saint-Michel en santé, pour l'année 2019, pour la réalisation d'une partie du plan de quartier en lien avec le projet

	local de revitalisation urbaine et sociale, dans le cadre de la stratégie de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et approuver le projet de convention à cette fin.
CA18 14 0351 6 novembre 2018	Accorder un soutien financier, non récurrent, totalisant la somme de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé (VSMS), pour soutenir la participation citoyenne en lien avec le projet local de revitalisation urbaine et sociale, dans le cadre de la stratégie de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) pour l'année 2018-2019, et autoriser la signature d'un projet de convention à cette fin. Cette dépense est entièrement assumée par le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal.
CA18 14 0126 1er mai 2018	Autoriser la signature d'un projet de convention entre la Ville et Vivre Saint-Michel en Santé (VSMS), pour la réalisation d'une partie du plan de quartier en lien avec le projet local de revitalisation urbaine et sociale, dans le cadre de la stratégie de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) pour l'année 2018, et octroyer une contribution financière totale non récurrente de 58 365 $ à cette fin.
CM17 1238 25 septembre 2017	Approuver un projet de protocole d'entente par lequel le ministre responsable de la région de Montréal et du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) octroie à la Ville de Montréal une aide financière de 1 500 000 $, pour les exercices financiers 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, afin de soutenir les démarches du projet de « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée (RUI) » sur son territoire / Approuver un budget additionnel de dépenses équivalant au revenu additionnel correspondant.

DESCRIPTION

Porté par Vivre Saint-Michel en santé (VSMS), le quartier de Saint-Michel amorce la mise en oeuvre d'un nouveau plan intégré de quartier 2019-2024. La contribution financière octroyée à VSMS permettra de poursuivre la mobilisation des citoyens dans le quartier de Saint-Michel pour l'amélioration de la qualité de vie dans un objectif de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale et de soutenir la démarche au niveau des ressources humaines, plus particulièrement dévolues à cette implication citoyenne, au cœur de la démarche de revitalisation.

Mobilisation et participation citoyenne

· Mobiliser des citoyens sur l'aménagement urbain du territoire;
· Mobiliser les citoyens pour des projets de logements sociaux, l'accès à l'alimentation de qualité et abordable et le transport actif et la mobilité;
· Promouvoir, recruter, accompagner et former des leaders citoyens par le laboratoire de leadership citoyen afin de favoriser la pleine participation des gens de Saint-Michel au développement de leur communauté.

Ressources humaines à VSMS

Maintenir une structure administrative solide pour la démarche de revitalisation urbaine et sociale de Saint-Michel au niveau du suivi quotidien des ressources financières, de l'organisation du bureau, des ressources informatiques et matérielles.

JUSTIFICATION

Ce projet est complémentaire à plusieurs initiatives de lutte à la pauvreté et s'inscrit en continuité avec la démarche d'intervention territoriale poursuivie par la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme nécessaire à ce dossier, soit 40 000 $, est prévue à même la subvention du Ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH), par le Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) au Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Organisme : Vivre Saint-Michel en Santé (VSMS)

Montant octroyé : 40 000 $
Conformément aux versements prévus à la convention, la totalité du montant de quarante mille dollars (40 000 $) sera issue du budget 2019.

Imputation budgétaire :
2101.0014000.111114.05803.61900.016491.0000.099040.000000.00000.00000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les projets liés aux RUI de la Ville de Montréal contribuent à l'amélioration des conditions de vie des citoyens dans une optique de développement durable. Cette entente s'inscrit dans la priorité d'intervention « Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé » du Plan de développement de la collectivité montréalaise « Montréal durable 2016-2020 ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les actions réalisées par les RUI permettent de contribuer à la revitalisation des quartiers en améliorant les conditions de vie des citoyens, en établissant des projets structurants et pérennes et en conjuguant les efforts de la communauté.
Dans le quartier de Saint-Michel, pour la période visée, les actions permettront de:

1. Soutenir la mise en œuvre du prochain Plan intégré du quartier de Saint-Michel;
2. Contribuer à la saine gestion et développer les communications de la Table de quartier;
3. Poursuivre l'amélioration de l'image du quartier de Saint-Michel;
4. Favoriser le développement d'actions et de projets issus de la concertation des acteurs du milieu michelois;
5. Améliorer la qualité de vie des citoyennes et citoyens de Saint-Michel;
6. Rejoindre et informer un plus grand nombre de résidents du quartier à propos de la démarche de revitalisation urbaine et sociale;
7. Favoriser la mobilisation et l'implication des acteurs (organismes communautaires, entreprises et institutions publiques) et citoyens du milieu dans les projets, activités et actions du quartier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique (voir l'annexe 2 du projet de convention).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le projet fait l'objet d'un suivi constant de la part de l'arrondissement, un rapport est requis au 30 octobre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La convention est conforme aux règles et lois en vigueur. Les documents nécessaires à ces dossiers tels que les lettres patentes de l'organisme, le certificat d'assurance, le certificat d'attestation de l'Inspecteur général, la résolution du conseil d'administration, le rapport d'activités ou le rapport annuel ainsi que les états financiers ont été reçus et vérifiés. De plus, la Politique de gestion contractuelle a été transmise à l'organisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain DANSEREAU, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marcelle DION, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Sonia MCMULLEN, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Sonia MCMULLEN, 16 octobre 2019
Marcelle DION, 10 octobre 2019
Sylvain DANSEREAU, 10 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joëlle LACROIX
conseiller(ere) en developpement communautaire

Tél : 514-868-3446
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-08

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197644011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM), et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1197644011 Villeray.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

NO GDD : 1197644011

Accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM), et approuver le projet de convention à cette fin.

Imputation de la dépense

Imputation budétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Montant 2019	Montant 2020	Total
2101.0014000.111114.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Revitalisation urbaine intégrée - MAMOT*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Vivre Saint-Michel en Santé (VSMS)	36 000 $	4 000 $	40 000 $



Convention_1197644011_VSMS_RUI_FIRM_MAMH.docx

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE (FIRM)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19 14 ____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7605, rue François-Perrault Montréal (Québec) H2A 3L6, agissant et représentée par monsieur Jean Panet-Raymond, directeur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

N^{o} d'inscription T.P.S. : 896927639RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1014943435DQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) ont conclu une entente pour les exercices financiers 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020;

ATTENDU QUE l'Organisme entend poursuivre les réalisations dans le cadre de la démarche de revitalisation urbaine intégrée;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme mouvement de concertation intersectorielle et multi réseaux qui réunit des citoyens, des organismes communautaires, des institutions et des gens d'affaires de tout le quartier Saint-Michel afin de définir et de promouvoir ensemble des priorités d'action visant l'amélioration de la qualité de vie du quartier et le développement social et économique de sa population;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en

soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de

cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quarante mille dollars (40 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente-six mille dollars (36 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille dollars (4 000 $), au plus tard le 30 septembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7605, rue François-Perrault Montréal (Québec) H2A 3L6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice

Le .....e jour de 2019

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

Par : _____
Monsieur Jean Panet-Raymond, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 1er jour d'octobre 2019
(Résolution CA19 14 _____).

ANNEXE 1

PROJET

Voir la demande de soutien financier en pièce jointe dans le sommaire 1197644011.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

A. VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***;
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance;
- Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville;
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

B. MAMH_SECRÉTARIAT À LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit se référer à la page Internet suivante, laquelle indique toutes les obligations relatives aux actions de visibilité publique :
https://www.mamh.gouv.qc.ca/secretariat-a-la-region-metropolitaine/aide-financiere/protocole-de-visibilite/

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197644011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM), et approuver le projet de convention à cette fin.



2019-2020_RUI FIRM VSMS_demande.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joëlle LACROIX
conseiller(ere) en developpement communautaire

Tél : 514-868-3446
Télécop. : 514 872-4682

RUI de Saint-Michel

Demande de financement (40 000$) dans le cadre du Fonds d'initiatives et de rayonnement de la métropole (FIRM) pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020

Description

Portée par Vivre Saint-Michel en santé (VSMS), le quartier Saint-Michel amorce la mise en oeuvre d'un nouveau plan intégré de quartier 2019-2024. La contribution financière octroyée à VSMS permettra de poursuivre la mobilisation des citoyens dans le quartier Saint-Michel pour l'amélioration de la qualité de vie dans un objectif de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale et de soutenir la démarche au niveau des ressources humaines, plus particulièrement dévolu à cette implication citoyenne, au cœur de la démarche de revitalisation.

Mobilisation et participation citoyenne

- Mobiliser des citoyens sur l'aménagement urbain du territoire
- Mobiliser les citoyens pour des projets de logements sociaux, l'accès à l'alimentation de qualité et abordable et le transport actif et la mobilité.
- Promouvoir, recruter, accompagner et former des leaders citoyens par le laboratoire de leadership citoyen afin de favoriser la pleine participation des gens de Saint-Michel au développement de leur communauté.

Ressources humaines à VSMS

Maintenir une structure administrative solide pour la démarche de revitalisation urbaine et sociale de Saint-Michel au niveau du suivi quotidien des ressources financières, de l'organisation du bureau, des ressources informatiques et matérielles.

Impacts majeurs

Dans le quartier Saint-Michel, pour la période visée, les actions permettront de:

1. Soutenir la mise en œuvre du prochain Plan intégré du quartier de Saint-Michel.
2. Contribuer à la saine gestion et développer les communications de la Table de quartier.
3. Poursuivre l'amélioration de l'image du quartier de Saint-Michel.
4. Favoriser le développement d'actions et de projets issus de la concertation des acteurs du milieu michelois.
5. Améliorer la qualité de vie des citoyennes et citoyens de Saint-Michel.

6. Rejoindre et informer un plus grand nombre de résidents du quartier à propos de la démarche de revitalisation urbaine et sociale.
7. Favoriser la mobilisation et l'implication des acteurs (organismes communautaires, entreprises et institutions publiques) et citoyens du milieu dans les projets, activités et actions du quartier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1197644014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu jeunesse et de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) et approuver le projet de convention à cette fin.

1. d'accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, pour l'année 2019, conformément au Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021);
2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-10-23 09:54

Signataire : Elsa MARSOT

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197644014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu jeunesse et de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La clientèle jeunesse représente une priorité pour l'ensemble des arrondissements. Les problématiques (obésité, décrochage scolaire, intégration difficile, etc.) augmentent et le besoin d'agir davantage en amont grâce à des activités, des projets et par la prévention est prouvé depuis longtemps.
Suite à un exercice de priorisation en matière d'intervention municipale jeunesse effectué auprès des directions de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de tous les arrondissements, des directions corporatives concernées dont celles du Service de la Qualité de Vie et de certains grands partenaires institutionnels jeunesse, la Ville de Montréal a adopté le Programme d'intervention de milieu jeunesse (PIMJ) (sommaire 1071535001) en mai 2007. Les actions du PIMJ s'actualisent tant sur le plan régional que sur le plan local (dans tous les arrondissements). Depuis 2007, pour sa mise en œuvre, le PIMJ bénéficie du soutien financier de la Ville de Montréal ainsi que du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), ce dernier par le biais d'ententes signées par les deux parties.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1998 5 décembre 2018	Adopter le premier plan d'action de la Ville de Montréal « Montréal inclusive » 2018-2021, en matière d'intégration des nouveaux arrivants.
CM18 0383 26 mars 2018	Approuver un projet d'entente triennale entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'un soutien financier à la Ville de 12 M$, pour la période 2018-2021, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période.

CM17 1000 21 août 2017	Approuver le projet de protocole d'entente entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'une aide financière à la Ville de 2 000 000 $, pour la période 2017-2018, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période. CE07 0768: Accorder un montant de 150 000 $ à la Direction de la diversité sociale du Service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle pour la coordination, le suivi et la mise en œuvre du « Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales ».
CA19 14 0244 du 3 septembre 2019	Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 31 760 $ à deux organismes de l'arrondissement, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu jeunesse, comme suit : 15 880 $ à Emploi Jeunesse 16-25 inc. et 15 880 $ à Forum Jeunesse Saint-Michel et approuver les projets de convention à cette fin.
CA18 14 0283 du 4 septembre 2018	Accorder un soutien financier, non récurrent, totalisant la somme de 31 760 $ à quatre (4) organismes, soit : 7 000 $ au Bureau de Consultation Jeunesse (BCJ), 7 000 $ à Emploi Jeunesse 16-25 inc., 1 880 $ au Carrefour jeunesse emploi (CJE) Centre-Nord et 15 880 $ au Forum jeunesse Saint-Michel, pour la période indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2018 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal—MIDI-Ville (2018-2021) et approuver les projets de convention à cet effet. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.
CA18 14 0326 du 6 novembre 2018	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 15 879 $ à l'organisme Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, pour la période du 29 octobre 2018 au 21 juin 2019, dans le cadre de l'édition 2018 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal 2017-2018—MIDI-Ville 2018-2021 et d'approuver les projets de convention à cet effet. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

DESCRIPTION

Le projet actuel s'inscrit dans les orientations du programme.
Organisme : Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension
Nom du projet : Expo Jeunesse
Il s'agit d'un projet de quartier rassembleur qui veut impliquer l'ensemble des acteurs du milieu menant des actions auprès des jeunes âgés de 12 à 30 ans. Une centaine de jeunes du quartier âgés de 12 à 25 ans seront invités à s'impliquer dans la réalisation du projet dans son ensemble : mise sur pied d'un comité de jeunes, organisation de cafés-jeunesse où les jeunes pourront discuter sur des sujets liés à la thématique choisie et production d'œuvres qui seront présentées lors d'un l'événement couronnant le projet. Les jeunes participants seront impliqués dans la promotion du projet, la conception, la réalisation et l'évaluation des activités.
Montant accordé : 15 879 $

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'édition 2019 du Programme intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans, l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension souhaite financer des

projets qui sont en lien direct avec les enjeux identifiés par les tables de concertation jeunesse. En effet, l'intervention de milieu auprès des jeunes de 12 à 30 ans est une approche concertée et intégrée, elle est réalisée dans les zones défavorisées; vise à mobiliser et impliquer les acteurs d'un secteur donné. Le but est de répondre aux besoins des jeunes et d'implanter des projets et des activités structurants et dynamiques dans les milieux de vie. Cela permet aux organismes partenaires des trois tables jeunesse de l'arrondissement, qui le désirent et qui répondent aux balises du programme, de déposer un projet concerté.
Dans le quartier de Parc-Extension, le projet Expo jeunesse découle d'un constat reposant sur l'absence d'événements spéciaux dans le quartier visant à célébrer et à reconnaître les efforts d'implication citoyenne des jeunes et à valoriser la persévérance et l'expression des talents des jeunes âgés de 12 à 30 ans. Le Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension dépose le projet au nom de la Coalition Jeunesse de Parc-Extension, la table de concertation jeunesse locale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce soutien financier de 15 879 $ demeure non récurrent. Le financement de la contribution financière se répartit ainsi :

- Un montant de 14 188 $ sera assumé par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) dans le cadre de l'Entente entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (MIDI-Ville 2018-2021).
- Un autre montant de 1 691 $ sera assumé par le budget de fonctionnement du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS).

Organisme	Projet	Soutien accordé		Soutien recommandé 2019	Soutien recommandé sur budget global du projet (%)
		2017	2018		
Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension (114614)	Expo Jeunesse	13 639 $	15 879 $	15 879 $	75%

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets d'intégration visent au rapprochement interculturel et à une meilleure intégration sociale des citoyennes et citoyens d'origines diverses. Ils participent ainsi à des objectifs sociaux du développement durable. Ces projets vont dans le sens de la réalisation de l'Action 9 du Plan de développement durable « Montréal durable 2016-2020 » : Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion. Par cette action, la Ville de Montréal s'engage notamment à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et à collaborer à la réalisation de mesures visant l'intégration des personnes immigrantes et leur pleine participation à la vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

· Reconnaître et valoriser les jeunes pour leurs talents, leurs implications citoyennes, leur persévérance et leurs actions positives;

· Donner aux jeunes des modèles de vie inspirants d'engagement, de persévérance et de réussite;
· Susciter la motivation et l'intérêt des jeunes à persévérer et à agir comme des modèles pour leurs pairs;
· Promouvoir le renforcement du sentiment d'appartenance et la participation des jeunes dans les différentes activités offertes dans leur milieu de vie;
· Promouvoir l'autonomisation, le développement personnel, la responsabilisation et le développement de l'estime de soi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon le protocole de visibilité de l'entente MIDI-Ville, ci-joint en annexe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets.
Les projets feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension. Un premier rapport à la mi-étape sera demandé pour les projets de plus de six (6) mois et un rapport final est requis, au plus tard, le mois suivant la date de fin de projet. L'organisme s'engage à fournir les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mourad BENZIDANE, Direction générale
Sylvain DANSEREAU, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Louise-Michel LAURENCE, 16 octobre 2019

Sylvain DANSEREAU, 16 octobre 2019
Mourad BENZIDANE, 16 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joëlle LACROIX
conseiller(ere) en developpement communautaire

Tél : 514-868-3446
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-10

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197644014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu jeunesse et de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1197644014 PIMJ VSM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

GDD 1197644014

Accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu jeunesse et approuver le projet de convention à cette fin.

Imputation de la dépense

Imputation budétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2019	Montant 2020	Total
2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension	Expo Jeunesse	12 516,00 $	1 672,00 $	14 188,00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension	Expo Jeunesse	1 484,00 $	207,00 $	1 691,00 $
TOTAL				**14 000,00 $**	**1 879,00 $**	**15 879,00 $**



Convention_1197644014_CCJU_PIMJ2019_Expo Jeunesse.doc

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE),** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, agissant et représentée par madame Elsa Marsot dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19 14 XXXX;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE-UNIE DE PARC-EXTENSION**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 7060, rue Bloomfield, Montréal, Québec, H3N 2G8, agissant et représentée par monsieur Richard Vachon, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 131658437RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit à des fins d'éducation et de bienfaisance pour la collectivité, et sans intention de gain pécuniaire pour ses membres, les objets pour lesquels la Corporation est constituée sont les suivants :

1. Opérer une maison de jeunes accueillant les jeunes de 12 à 18 ans vivant dans le quartier Parc-Extension dans le but de contribuer directement à l'amélioration de la qualité de la vie

de ces jeunes éprouvants et/ou pouvant éprouver des problèmes de pauvreté, affectifs, familiaux, scolaires, sociaux ou relationnels.

2. Contribuer au développement personnel social et éducatif des jeunes par le biais de services de soutien éducatifs, de relation d'aide et d'accompagnement individuel et de groupe ainsi que par l'organisation d'activités culturelles et récréatives;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2019, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture

de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille huit cent soixante-dix-neuf dollars (15 879 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatorze mille dollars (14 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de mille huit cent soixante-dix-neuf dollars (1 879 $), au plus tard le 30 juin 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7060, rue Bloomfield, Montréal, Québec, H3N 2G8, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice

Le .....e jour de 2019

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE DE PARC-EXTENSION

Par : _____
Monsieur Richard Vachon, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 5e jour de novembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

PROJET

Voir la demande de soutien financier en pièce jointe dans le sommaire 1197644014.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197644014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu jeunesse et de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) et approuver le projet de convention à cette fin.



DSF_2019-2020_Expo Jeunesse finale.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joëlle LACROIX
conseiller(ere) en developpement communautaire

Tél : 514-868-3446
Télécop. : 514 872-4682

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Coalition Jeunesse de Parc-Extension
Titre du projet : **EXPO JEUNESSE**

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 6 novembre 2019
Date de fin du projet : 30 juin 2019

Date de dépôt de la demande : 12 septembre 2019

Montant demandé : 15 879 $
Montant accordé : 15 879 $

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☒ **PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans** **PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021**	Montréal Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande.
L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☒ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☒ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☒ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☒ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☒ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

☐ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : **Coalition Jeunesse de Parc-Extension** Nom légal de votre organisme Fiduciaire : **Centre communautaire Jeunesse Unie de Parc-Extension**	
Adresse : 419, rue Saint-Roch Local SS05	
Ville : Montréal	Code Postal : H3N 1K2
Numéro d'inscription TPS : N/A	Numéro d'inscription TVQ : N/A
Numéro de charité : N/A	
Arrondissement : Villeray- Saint-Michel - Parc-Extension	
District électoral de Montréal : Parc-Extension (VSP)	
Circonscription électorale du Québec : Laurier-Dorion	
Circonscription électorale fédérale : Papineau	
Responsable de l'organisme : Comité de coordination de la CJPE : Oumar Gueye, Fiduciaire : Richard Vachon	
Fonction : Président du Comité de coordination	
Téléphone : 514-465-0235	Télécopieur : N/A
Courriel : directionheberjeune@gmail.com	Site Web : N/A
Votre organisme est-il à but non lucratif? Oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

La Coalition jeunesse de Parc-Extension est une table de concertation où se réunissent les acteurs communautaires et institutionnels qui desservent les jeunes de 6 à 25 ans du quartier Parc-Extension.

La Coalition Jeunesse de Parc-Extension a comme mission d'améliorer la qualité de vie des jeunes du quartier Parc-Extension pour favoriser l'établissement d'un cadre de concertation intersectorielle et multi réseaux permettant de travailler à l'identification de réalités problématiques touchant les jeunes de 6 à 25 ans du quartier et à l'élaboration de stratégies d'actions communes.
Les principaux projets auxquels contribue la CJPE de concert avec plusieurs organisations membres sont les suivants :

- Prévention et intervention spécialisée en toxicomanie (6-25 ans)
- Exposition interactive Toxik Impressions (6-25 ans)
- Projet de développement des compétences personnelles et sociales des jeunes en milieu scolaire et communautaire (6-25 ans)
- Prévention et accompagnement social en hébergement 18-25 ans
- Prévention et accompagnement social et soutien scolaire des 12-17 ans
- Prévention et accompagnement social et soutien scolaire des 6-12 ans
- Prévention et rattrapage scolaire 6-17 ans/Expression Jeunesse (12-17 ans)
- Programme de sports alternatifs 12-25 ans

Le Centre communautaire Jeunesse Unie est la maison des jeunes du quartier Parc-Extension et est le fiduciaire du projet.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : EXPO JEUNESSE
Personne responsable du projet : Richard Vachon (fiducie) et Kimberly Tassy (Coalition jeunesse de Parc-Extension)
Fonction : Directeur Jeunesse Unie – Fiduciaire Coordonnatrice du projet
Téléphone : 514-270-3127 Télécopieur : 514- 510-9159
Courriel : cjpeintc@gmail.com
☐ Nouvelle initiative ☒ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction
Ce projet rassembleur ne pourra pas se réaliser sans le financement de l'Arrondissement dans le cadre du programme d'intervention de milieu. En général, le projet a connu un succès raisonnable depuis son implantation. Plus spécifiquement, il a eu de très bons résultats au niveau du développement personnel des jeunes, de leur estime de soi et de leur sentiment d'attachement à Parc-Extension, leur milieu de vie. Ledit projet a aussi permis de mobiliser certains acteurs du quartier. C'est pour ces raisons que nous avons décidé de reconduire EXPO-JEUNESSE tout en maintenant les acquis et en apportant des améliorations.

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

EXPO-JEUNESSE est un projet qui découle d'un constat reposant sur l'absence d'événements spéciaux rassembleurs dans le quartier visant à célébrer et à reconnaître les efforts d'implication citoyenne des jeunes. Des événements visant aussi à valoriser la persévérance scolaire et l'expression des talents des jeunes âgés de 12 à 30 ans.

De plus, Expo-Jeunesse est développé en lien avec l'enjeu du plan d'action jeunesse de la Coalition jeunesse 2 : Implication *des jeunes au sein des activités offertes par le milieu communautaire* et l'enjeu 3 : *Réussite scolaire, professionnelle et sociale des jeunes* du Plan d'action stratégique 2014-2017 de la Coalition Jeunesse de Parc-Extension.

Résumé du projet

EXPO-JEUNESSE se veut un projet de quartier rassembleur qui veut impliquer l'ensemble des acteurs du milieu (membres de la Coalition Jeunesse de Parc-Extension ou non) menant des actions auprès des jeunes âgés de 12 à 30 ans. Tout au long de ce projet, nous voulons rejoindre une centaine de jeunes du quartier âgés de 12 à 25 ans qui seront invités à s'impliquer dans la réalisation du projet dans son ensemble.

Au départ, la personne embauchée travaillera à mettre sur pied un comité de jeunes. Ces derniers auront comme mandat sous la supervision de l'intervenant à choisir un thème (exemple : environnement) autour duquel les activités vont se dérouler. Il y aura des cafés-jeunesse où les jeunes pourront discuter sur des sujets liés à la thématique choisie. Puis, selon leur goût et leurs intérêts, ils pourront produire des œuvres qui seront présentées lors de l'événement couronnant le projet. Les jeunes participants seront impliqués dans la promotion du projet, la conception, la réalisation et l'évaluation des activités. Notez bien que les cafés jeunesse seront aussi des espaces de création avec l'assistance de plusieurs personnes ressources.

L'événement sera parrainé par la CJPE et ses membres afin de reconnaître et valoriser les jeunes pour leurs talents, leurs implications citoyennes, leur persévérance et leurs actions positives. Avec ce projet, il s'agit d'aller au-delà des services habituels qu'offrent les organismes et institutions de Parc-Extension afin qu'ensemble on arrive à renforcer l'offre de reconnaissance et de valorisation des jeunes. Ce sera pour nous, organismes jeunesse du quartier, l'occasion de témoigner aux jeunes notre reconnaissance et notre fierté quant à leurs efforts et à leur réussite et de leurs réalisations.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

L'objectif général est d'organiser une série d'activités avec et pour les jeunes comme des cafés jeunesse; un événement de reconnaissance festif, selon les vœux des jeunes. Comme objectifs spécifiques, le projet EXPO-JEUNESSE vise à :

- offrir aux jeunes visés l'occasion d'organiser un ensemble d'activités pour eux sous la coordination d'un intervenant ressource;
- célébrer les efforts remarquables de 100 jeunes du quartier déployés dans différents domaines tels que : scolaire, sportif, artistique, culturel, etc.
- offrir des ateliers de formations artistiques aux jeunes impliqués dans le projet.
- susciter la motivation et l'intérêt des jeunes à persévérer et à agir comme des modèles pour leurs pairs;
- promouvoir le renforcement du sentiment d'appartenance et la participation des jeunes dans les différentes activités offertes dans leur milieu de vie,
- amener les jeunes à développer un sentiment d'appartenance à leur quartier et à leur ville Montréal;
- promouvoir l'autonomisation, le développement personnel, la responsabilisation et le développement de l'estime de soi
- donner aux jeunes des modèles de vie inspirants d'engagement, de persévérance et de réussite.
- renforcer et consolider la concertation des acteurs jeunesse de Parc-Extension.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

Rejoindre jusqu'à 100 jeunes

Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :

12-17 ans : 65 jeunes

18-30 ans : 35 jeunes

Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?

Ce projet veut rejoindre particulièrement une centaine de jeunes issus des communautés ethnoculturelles et des minorités visibles du quartier Parc-Extension. Ils seront recrutés à travers les organismes communautaires, les écoles primaires et secondaires par le biais de différents moyens. Les organisations membres de la Coalition Jeunesse de Parc-Extension seront invitées à proposer des candidats pour la reconnaissance et la valorisation. À la soirée de reconnaissance, seront invités, entre autres, les jeunes participants, leurs parents, les organisations et les acteurs du quartier.

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Villeray / Saint-Michel / Parc-Extension
Précisez le quartier ou le secteur :	Parc-Extension
Plusieurs arrondissements :	N/A
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
☒	Diversité sociale
☒	Loisir culturel
☐	Activités physiques, sportives et de plein air
☐	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. **Promotion du projet (Publicité, Affiches, recrutement de participants)/ Recherche de partenaires financiers et de commandites** La personne embauchée sera responsable de coordonner le projet avec et pour les jeunes. Elle aura également un mandat important de mobiliser les acteurs en sollicitant leur contribution. Cette personne verra à la réalisation des activités, à l'encadrement des jeunes voire au bon déroulement du projet	Novembre 2019	En continu
2. **Mise en place du Comité des jeunes ambassadeurs • Mise sur pied du comité des personnes-ressources** La mise sur pied d'un comité des jeunes ambassadeurs du projet composé de 5 membres. Il aura pour mandat, sous la supervision du chargé de projet, de faire la promotion du projet auprès de leurs pairs, de participer à la définition des activités et à l'évaluation du projet.	Décembre 2019 à Janvier 2020	5 rencontres pour les jeunes ambassadeurs
3. **Cafés-Jeunesse (débats, séances de formations, ateliers de créations…)** Des personnes ressources ayant une expérience auprès des jeunes visés seront sollicitées pour présenter des ateliers de formations artistiques et encadrer les projets en cours. Nous voulons donner aux jeunes l'opportunité d'être en contact avec des modèles de vie significatifs tout en développant leurs compétences personnelles, leur estime de soi, leur autonomisation *(empowerment)*.	Février 2020	3 Séances x 2 hrs
4. **Ateliers de travail sur l'organisation de l'événement**	Février à avril 2020	2 ateliers de 3 heures/sem
5. Séances répétition/préparation de la soirée reconnaissance	Avril à mai 2020	2 séances x 2 hrs
6. **Réalisation de l'événement de reconnaissance** Toutes les actions nommées ci-dessus nous amèneront à l'organisation et la tenue d'un événement de reconnaissance des jeunes de Parc-Extension en mai 2020. À cette occasion, seront exposées les diverses œuvres réalisées par les jeunes tout au long du projet. Des kiosques animés autour du thème choisi par les organisations jeunesse du quartier seront mis en place également. Des prix de reconnaissance et de participation seront remis aux jeunes.	Fin mai 2020	N/A
7. Fin et évaluation du projet	Juin 2020	N/A

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. 1. Développement personnel des jeunes : • une meilleure estime de soi, • un développement de leur talent artistique et de leur esprit critique, • une amélioration voire un changement de leurs comportements au quotidien sur des thèmes comme ○ le bénévolat, ○ l'engagement, ○ l'implication citoyenne, ○ la solidarité locale et la participation.	Journal de bord Enthousiasme et niveau d'implication et de participation des jeunes Rapports mensuels Témoignages	Listes d'inscrits Feuilles de présence Rapports mensuels
2. Changement d'attitudes des jeunes dans les rapports qu'ils entretiennent avec les autres, tant au niveau familial que de la communauté.	Journal de bord Enthousiasme et niveau d'implication et de participation des jeunes Rapports mensuels Témoignages	Listes d'inscrits Feuilles de présence Rapports mensuels
3. Renforcement et consolidation de la concertation dans le quartier	Niveau d'implication et de participation des organismes du quartier Témoignages	Nombres d'organismes et de partenaires impliqués dans le projet

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	CJPE	Contribution org membre	Commandite	
A – Personnel lié au projet					
Titre : Coordonnateur du projet 22$ $ Taux hor. **x** 10 Heures/semaine **+** 39,60 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 32 Semaines **=**	8 307 $				8 307 $
Titre : Professionnel artistique 30$ $ Taux hor. **x** 6 Heures/semaine **+** 32,40 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 16 Semaines **=**	3 049 $	350 $			3 399 $
Titre : Support et encadrement (horaire et taux diverses) Ce montant est un estimation de l'implication des membres de la CJPE . (Moyenne = 120h à 30$)			3 600 $		3 600 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**11 356 $**	**350 $**	**3 600 $**	**0 $**	**15 306 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	545 $	150 $			695 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1 600 $			500 $	2 100 $
Photocopies, publicité	300 $		100 $		400 $
Déplacement	150 $				150 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	300 $	100 $	400 $		800 $
Assurance (frais supplémentaires)	40 $				40 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**2 935 $**	**250 $**	**500 $**	**500 $**	**4 185 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	1 588 $				1 588 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**1 588 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**1 588 $**
Total des contributions	**15 879 $**	**600**	**4 100 $**	**500 $**	**21 079 $**

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Corporation de gestion des Loisirs du Parc Association pour la réussite éducative des jeunes Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension Bureau Consultation Jeunesse Carrefour de Liaison et d'Aide multiethnique Carrefour Jeunesse Emploi Centre-Nord Centre communautaire Jeunesse Unie La corporation de Gestion des Loisirs du Parc DPJ - Centres Jeunesse de Montréal CHAIS – Ressource Famille CIUSSS Centre-Ouest École Barclay (primaire) École Barthélemy-Vimont (primaire) École Lucien-Pagé (secondaire) Héberjeune de Parc-Extension Pact de rue Projet Tandem VSP Afrique au féminin SPVM – Poste de Quartier 33 Trans-Art 2000	Définition du projet Promotion du projet Réalisation du projet Prêt et/ou location de salle (Auditorium du Complexe William-Hingston) Soutien financier et matériel Référencement de jeunes
Entreprises privées du quartier	Commandite + Soutien financier et matériel

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 32
Date de début du projet : 6 novembre 2019 (format : 2019-11-04)
Date de remise du rapport d'étape : 6 mai 2020
Date de fin de projet : 30 juin 2020
Date de remise du rapport final : 30 juillet 2020 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

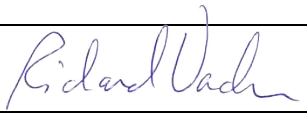
Le professionnel artistique est une personne ayant une expertise reconnue dans le domaine de l'art et du spectacle. Il accompagnera les jeunes sélectionnés tout au long au projet pour la préparation du spectacle.

La CJPE bien qu'étant un organisme incorporé n'a pas de compte bancaire.

L'organisme fiduciaire est le Centre communautaire Jeunesse Unie.

Tout chèque devrait être libellé au nom de l'organisme fiduciaire.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Richard Vachon	Fonction : Directeur
Date : 12/09/2019	Signature : 

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191321004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 19 545,75 $, taxes incluses, pour des services professionnels en génie électromécanique à la firme AXOR Experts-Conseils inc., dans le cadre du contrat octroyé pour la mise à niveau du système de chauffage au centre Le Patro Le Prévost (CA18 14 0050 - appel d'offres public IMM-18-03), majorant ainsi le montant total du contrat de 123 230,52 $ à 142 776,27 $, taxes incluses.

d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 19 545,75 $, taxes incluses, pour des services professionnels de génie électromécanique à la firme AXOR Experts-Conseils inc., dans le cadre du contrat octroyé pour la mise à niveau du système de chauffage au centre Le Patro Le Prévost (CA18 14 0050) conformément à l'appel d'offres public IMM-18-03, majorant ainsi le montant total du contrat de 123 230,52 $ à 142 776,27 $, taxes incluses;

1. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-10-24 10:21

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191321004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 19 545,75 $, taxes incluses, pour des services professionnels en génie électromécanique à la firme AXOR Experts-Conseils inc., dans le cadre du contrat octroyé pour la mise à niveau du système de chauffage au centre Le Patro Le Prévost (CA18 14 0050 - appel d'offres public IMM-18-03), majorant ainsi le montant total du contrat de 123 230,52 $ à 142 776,27 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat orignal de la firme, octroyé le 13 mars 2018, encadre la prestation de services professionnels de génie électromécanique pour l'élaboration et la conception de la mise à niveau du système de chauffage au centre Patro le Prévost. Le mandat des professionnels comprend : les rapports de conception, les plans et devis préliminaires et l'estimation de coûts, la production des plans et devis définitifs pour soumission, la surveillance du chantier, l'assistance lors de la phase de mise en service, la gestion des déficiences et la production des plans tels que construit.
Cette demande d'honoraires professionnels est liée à la phase de surveillance de chantier. Les travaux ont débuté la semaine du 10 septembre 2018. Selon l'échéancier initial proposé par Oslo Construction, les travaux devaient se terminer la semaine du 1er février 2019. À la suite des différents problèmes rencontrés au chantier, la date estimée de fin de projet est le 11 octobre 2019, c'est-à-dire, trente-six (36) semaines de retard par rapport à l'échéancier proposé initialement. La prolongation du chantier est due à la complexité de la composition des réservoirs d'eau chaude existants à modifier et à restaurer. Ces réservoirs ont demandé des validations et des analyses supplémentaires de la part de la firme de génie-conseil. La recherche d'un entrepreneur sous-traitant possédant l'expertise requise pour procéder à la modification des deux chauffe-eau du bâtiment en plus de l'intervention de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) pour des inspections de certification à chaque étape de modification des chauffe-eau à aussi contribuer à prolonger la chantier.

Pour terminer la réalisation des services mentionnés ci-dessus, la firme nous propose des honoraires additionnels pour services professionnels de la phase "surveillance de chantier" de 17 000 $ plus taxes, conformément à la méthode à forfait selon les prescriptions du décret 1235-87 (Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs selon la Loi sur les contrats des organismes publics).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0050 - 13 mars 2018 - Octroyer un contrat à la firme de génie AXOR Experts-Conseils, ayant obtenu le deuxième meilleur pointage final, pour des services professionnels en génie électromécanique pour le projet de travaux de mise à niveau du système de chauffage au centre Patro le Prévost, aux prix de sa soumission, soit au montant total de 123 230,52 $, taxes incluses - appel d'offres public IMM-18-03 (4 soumissionnaires).
CA 18 14 0279 - 4 septembre 2018 - Octroyer un contrat à Oslo Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux d'installation de trois chaudières et de mise à niveau du système de distribution du chauffage au centre de loisirs Patro le Prévost, aux prix de sa soumission, soit au montant total de 649 519,01 $, taxes incluses et voter des contingences de 129 904,50 $ et des incidences de 22 995 $, taxes incluses - appel d'offres public IMM-18-06 (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

L'offre de services de la firme AXOR couvre les activités suivantes pour les modifications au mandat :

- Les services professionnels pour la préparation des plans, devis et de cahier de charges pour la réalisation d'études de validation des données de diverses natures en vue de statuer sur l'état actuel des installations de systèmes mécaniques et électriques du système de chauffage.
- Conception préliminaire, estimation des coûts de classe « B », élaboration de la documentation et les plans et devis préliminaires pour la portée des travaux nécessaires à l'amélioration et à la mise à niveau des diverses installations des systèmes de chauffage du bâtiment. De plus, établir un calendrier d'exécution des travaux.
- Conception définitive, estimation des coûts de classe « A », élaboration de la documentation et les plans et devis pour appel d'offres pour les travaux nécessaires à l'amélioration et à la mise à niveau des diverses installations des systèmes de chauffage du bâtiment.
- Préparation des documents d'appel d'offres, estimation des coûts de classe « A1 », préparation des addendas pendant la période fixée pour la période de dépôt des soumissions. L'analyse des soumissions et recommandations.
- Surveillance des travaux, la production des plans et devis émis pour construction, revue des dessins d'atelier, visites périodiques au chantier selon l'évolution des travaux, réunions de chantier aux deux semaines lors des travaux, inspection finale des systèmes, acceptation provisoire et finale des travaux. Production des plans finaux « tels que construits » à la fin des travaux.

JUSTIFICATION

La prolongation du chantier et les changements aux travaux à effectuer sur les deux réservoirs d'eau chaude du centre Patro le Prévost demande une plus grande charge de travail aux professionnels au niveau de l'étude des propositions, de la validation des travaux, de la surveillance et du suivi du projet.
Une première expertise visuelle, lors de la phase de conception, avait conclue que les deux réservoirs d'eau chaude étaient fabriqué en acier inoxydable. Cependant, lors de la démolition des réservoirs, l'entrepreneur a émis des doutes sur la composition de ceux-ci. Des analyses de laboratoire ont démontrées que les réservoirs sont fabriqués d'acier standard avec un garnissage intérieur de cuivre. Ces nouvelles données ont donc demandé des ajustements importants de la part de la firme de génie conseils qui a dû refaire les analyses et les validations requises pour le modification et le nettoyage des réservoirs. De plus, l'entrepreneur a dû changer de sous-traitant pour les travaux sur les réservoirs car il ne possédait pas l'expertise pour souder du cuivre combiné à de l'acier, ce qui a occasionné d'importants délais sur l'échéancier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour terminer la réalisation du mandat de services professionnels, la firme AXOR Experts-Conseils nous propose la méthode à forfait selon les prescriptions du décret 1235-87 (Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs selon la Loi sur les contrats des organismes publics). Le montant des honoraires pour les service professionnels en phase de construction est évalué à 17 000,00 $ plus taxes. Ce montant est ajouté aux honoraires initiaux de 107 180,27 $ plus taxes (référence BC 1262502) pour un montant total de 124 180,27$ plus taxes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les crédits additionnels demandées permettrons de payer les honoraires additionnels demandés par la firme de génie-conseil afin que ceux-ci puissent terminer leurs mandat conformément aux exigences contractuelles de l'appel d'offres IMM-18-03.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François M MASSÉ
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-5059
Télécop. : 514-868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs

Tél : 514-872-9173
Télécop. : 514 868-4066

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1191321004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 19 545,75 $, taxes incluses, pour des services professionnels en génie électromécanique à la firme AXOR Experts-Conseils inc., dans le cadre du contrat octroyé pour la mise à niveau du système de chauffage au centre Le Patro Le Prévost (CA18 14 0050 - appel d'offres public IMM-18-03), majorant ainsi le montant total du contrat de 123 230,52 $ à 142 776,27 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1191321004_Axor.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles
Tél : 514 868-4062
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

DOSSIER 1191321004

« *Autoriser une dépense additionnelle maximale de 19 545,75 $, taxes incluses, pour des services professionnels en génie électromécanique à la firme AXOR Experts-Conseils inc., dans le cadre du contrat octroyé pour la mise à niveau du système de chauffage au centre Le Patro Le Prévost (CA18 14 0050), majorant ainsi le montant total du contrat de 123 230,52 $ à 142 776,27 $, taxes incluses.*»

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances pour l'obtention des crédits pour la portion de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension.

Information budgétaire

Projet : 42305 - Programme de protection des bâtiments
Sous-projet : 1842305-005 Centre Patro le Prévost : remplacement chauffage et plomberie brute
Sous-projet SIMON : 168978
Requérant : Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc Extension

2019	2020	Ult.	Total
18		0	18

Information comptable

Provenance

6440.4018008.801650.01909.57201.000000.0000.102599.000000.98001.00000

Un virement de crédit sera fait suite à l'approbation de ce dossier par le conseil d'arrondissement dans les comptes ci-dessous :

Imputations

Centre Patro le Prévost : remplacement chauffage et plomberie brute

6440.4018008.801650.07121.54301.000000.0000.168978.000000.22035.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat
42305	168978	1842305 005	17 847.88 $	19 545.75 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191309012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 30 septembre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

Il est recommandé :
de recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 30 septembre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2019-10-08 09:11

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

Directrice d'arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1191309012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 30 septembre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

CONTENU

CONTEXTE

Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 30 septembre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne BERGERON
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-9173
Télécop. : 514 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-07

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-9173
Télécop. : 514 868-4066

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191309012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 30 septembre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

- Copie papier du rapport mensuel pour la période du 1er au 30 septembre 2019;

- Rapport consolidé sept 2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne BERGERON
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-9173
Télécop. : 514 868-4066

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
SEPTEMBRE 2019

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 30 septembre 2019

ARTICLE	DESCRIPTION	Septembre 2019		Cumulatif au 31 août 2019		Cumulatif pour les deux mois	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
	SOMMAIRE **Résultats par grande famille**						
	Octroi de contrats pour exécution de travaux par le budget de fonctionnement	0	- $	0	- $	0	- $
	Règlements de réclamations et de jugements	0	- $	0	- $	0	- $
	Autres décisions impliquant une dépense	2	- $	1	- $	3	- $
	Décisions impliquant la gestion des ressources humaines	18	- $	48	- $	66	- $
	Autres décisions n'impliquant pas de crédits	6	- $	4	- $	10	- $
	TOTAL	**26**	**- $**	**53**	**- $**	**79**	**- $**
RESSOURCES MATÉRIELLES							
22.01	Contrat 101 100 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
22.02	Contrat 50 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
22.03	Contrat 25 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 3)	0	- $	0	- $	0	- $
22.04	Contrat 15 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $
22.05	Contrat 25 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 5)	0	- $	0	- $	0	- $
23.00	Location par la ville d'un immeuble: 101 100 $ et moins (Niveau 1) et 50 000 $ et moins (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL RESSOURCES MATÉRIELLES		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
ADMINISTRATION FINANCIÈRE							
24.01	Contrat 50 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
24.02	Contrat 25 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
24.03	Contrat 10 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 3)	0	- $	0	- $	0	- $
26.01	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 50 000 $ et moins (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
26.02	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 25 000 $ et moins (Niveau 2)	1	- $	0	- $	1	- $
26.03	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 10 000 $ et moins (Niveau 3)	1	- $	0	- $	1	- $
26.04	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 5 000 $ et moins (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
SEPTEMBRE 2019

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 30 septembre 2019

ARTICLE	DESCRIPTION	Septembre 2019		Cumulatif au 31 août 2019		Cumulatif pour les deux mois	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
27.01	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 101 100 $ et moins (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
27.02	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 50 000 $ et moins (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
27.03	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 25 000 $ et moins (Niveau 3)	0	- $	0	- $	0	- $
27.04	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 15 000 $ et moins (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $
28.01	Virement crédits : Tout virement sauf contributions financières (Niveau 1)	0	- $	1	- $	1	- $
28.02	Virement crédits : entre deux fonctions budgétaires d'une même direction, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
28.03	Virement crédits, à l'intérieur d'une même fonction budgétaire, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 6)	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL ADMINISTRATION FINANCIÈRE		**2**	**- $**	**1**	**- $**	**3**	**- $**

RÉGLEMENTATION - DÉCISIONS N'IMPLIQUANT PAS DE CRÉDITS

	Permis - Règlement sur les opérations cadastrales Approuver projet de remplacement de lots	0	- $	0	- $	0	- $
29.00	Règlement: Pouvoirs en matière de circulation, signalisation et stationnement / Directeur TP seulement	3	- $	1	- $	4	- $
32.01	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - construction hors toit en vertu d'un PIIA (Niveau 2)	0	- $	1	- $	1	- $
32.02	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - enseignes (Niveau 2)	3	- $	2	- $	5	- $
TOTAL RÉGLEMENTATION		**6**	**- $**	**4**	**- $**	**10**	**- $**

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
SEPTEMBRE 2019

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 30 septembre 2019

ARTICLE	DESCRIPTION	Septembre 2019		Cumulatif au 31 août 2019		Cumulatif pour les deux mois	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
RESSOURCES HUMAINES							
07.00	POSTES - Nomination cadre (L.R.Q., c. C-19)	2	- $	0	- $	2	- $
08.01	POSTES - Nomination emplloyé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres dir. arr.	0	- $	0	- $	0	- $
08.02	POSTES - Nomination employé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres cas	4	- $	6	- $	10	- $
08.02.1	Mouvements de masse - Employés cols blancs (procédé administratif)	0	- $	0	- $	0	
09.00	POSTES - Nomination employé manuel ayant acquis la permanence d'emploi	0	- $	6	- $	6	- $
10.00	POSTES - Nomination emp. manuel lorsqu'elle entraîne la permanence d'emploi	0	- $	4	- $	4	- $
11.00	POSTES - Mouvement de personnel col bleu suite à une réquisition ou baisse de structure	0	- $	0	- $	0	- $
11.00.1	Mouvements de masse - Employés cols bleus (procédé administratif)	0	- $	0	- $	0	
12.00	POSTES - Résiliation cont. de trav. ou mise à pied d'un cadre (L.R.Q., c. C-19)	0	- $	0	- $	0	- $
13.01	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres dir. arr.	0	- $	0	- $	0	- $
13.02	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres cas	9	- $	25	- $	34	- $
14.01.0	Mesure disciplinaire incluant congédiement / Autorité dir. arr.	0	- $	0	- $	0	
14.02.0	Mesure disciplinaire, incluant congédiement / Autres cas	2	- $	5	- $	7	- $
15.00	Création et transfert de postes	0	- $	0	- $	0	- $
16.00	Abolition et modification de postes	0	- $	1	- $	1	- $
17.00	POSTES - Détermination de l'affectation de travail et des responsabilités des fonctionnaires et employés	0	- $	0	- $	0	- $
18.00	Négociation avec les associations syndicales accréditées, des clauses… prévues à l'art. 49.2.	0	- $	1	- $		
19.01	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
19.02	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) / Autres cas (Niveau 2)	1	- $	0	- $	1	- $
TOTAL RESSOURCES HUMAINES		**18**	**0**	**48**	**0**	**65**	**- $**

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
SEPTEMBRE 2019

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 30 septembre 2019

ARTICLE	DESCRIPTION	Septembre 2019		Cumulatif au 31 août 2019		Cumulatif pour les deux mois	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
MATIÈRES JURIDIQUES							
20.01	Accomplissement de tout acte et signature de document relatif à la CSST incluant nég. proc. jud.	0	- $	0	- $	0	- $
20.02	Négociation, plaidorie et règl. de tout litige en matière de relations de travail avec rég. en matière zonage	0	- $	0	- $	0	- $
20.03	Paiement / Amende découlant d'une infraction en matière de SST	0	- $	0	- $	0	- $
20.04	Recouvrement des sommes dues à l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.05	Paiement de l'indemnité provisionnelle et paiement de l'indemnité définitive en matière d'expropriation	0	- $	0	- $	0	- $
20.06	Règlement d'une réclamation, action ou poursuite / Responsabilité civile ou pénale de l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.07	Consentir des mainlevées ou des quittances	0	- $	0	- $	0	- $
20.08	Radier une somme due à l'arrondissement sauf taxes décrétées par ce dernier	0	- $	0	- $	0	- $
20.09	Paiement des mémoires de frais judiciaires ou des frais d'experts	0	- $	0	- $	0	- $
20.10	Paiement de l'amende et des frais résultant de la commission avec un véhicule de l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.11	Paiement de l'amende et des frais réclamés par un constat d'infraction signifié à l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.12	Opposition à une demande de permis d'alcool prévue à la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9-1)	0	- $	0	- $	0	- $
20.13	La négociation, la plaidoirie devant tout tribunal et le règlement de tout litige.	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL DES MATIÈRES JURIDIQUES		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
	GRAND TOTAL des décisions déléguées prises pour ces périodes	**26**	**0,00 $**	**53**	**0,00 $**	**78**	**0,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1193356022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autorisation du dépôt d'une demande d'aide financière auprès du Service de la culture de la Ville-centre dans le cadre de leur offre de soutien à l'élaboration des plans d'action culturels des arrondissements pour la conception du plan d'action culturel de l'arrondissement.

1. d'autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière auprès du Service de la culture de la Ville de Montréal dans le cadre de leur offre de soutien à l'élaboration de plans d'action culturels des arrondissements pour la conception du plan d'action culturel de l'arrondissement.
2. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, à signer tout engagement relatif à la demande de soutien à l'élaboration de plans d'action culturels locaux des arrondissements.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-10-22 15:33

Signataire : Elsa MARSOT

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193356022**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autorisation du dépôt d'une demande d'aide financière auprès du Service de la culture de la Ville-centre dans le cadre de leur offre de soutien à l'élaboration des plans d'action culturels des arrondissements pour la conception du plan d'action culturel de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Considérant l'importance de se donner des moyens pour planifier des actions visant la consolidation et le développement de quartiers culturels, le Service de la culture souhaite accompagner les arrondissements par un soutien financier dont les objectifs sont :

- soutenir les arrondissements dans l'élaboration de plans d'action culturels locaux, notamment dans la planification de leur(s) quartier(s) culturel(s);
- assurer une harmonisation entre les plans d'action locaux et les politiques et plans sectoriels développés par les services centraux;
- inciter les arrondissements à consulter et impliquer les citoyens et leurs partenaires locaux en amont ou en aval de leur démarche;
- favoriser l'identification de quartiers culturels et l'intégration de pratiques permettant leur consolidation et leur développement à même les plans d'urbanisme et de développement durable des arrondissements;

Les arrondissements intéressés à se prévaloir de ce financement doivent déposer leur demande accompagnée d'une résolution du conseil d'arrondissement appuyant ce dépôt.

Dans leur démarche d'élaboration d'un plan culturel local, les arrondissements peuvent s'adjoindre soit les services d'un consultant (organisme, institution, firme d'experts, etc.) en matière de planification culturelle ou de processus de consultation ou soit d'un organisme local porteur d'une mobilisation citoyenne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0485 - 17 juin 2013 (1132714003) : Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports suite à l'examen public portant sur les quartiers culturels.
CM05 0397 - 20 juin 2005 (1051361002) : Entériner l'adoption par la Ville de Montréal de l'Agenda 21 de la culture.

DESCRIPTION

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension a entamé sa démarche de planification d'un plan d'action culturel dès le mois de septembre 2018. La firme Hors-piste a été sélectionnée pour accompagner la Direction dans l'élaboration de son plan d'action culturel.
Globalement, le projet comporte cinq étapes. La première étape, réalisée à l'automne 2018, consiste à préciser les balises du projet, définir le plan de travail, la méthodologie et les outils de communication. La deuxième étape, toujours réalisée à l'automne 2018, consiste en l'élaboration d'outils de collecte d'information afin de consulter les citoyens et citoyennes de l'arrondissement, et en une analyse de l'environnement culturel. La troisième étape, réalisée à l'hiver 2019, consiste en la tenue de rencontres de travail afin de déterminer les axes de développement et les objectifs du plan d'action. La quatrième étape, au printemps 2019, a permis de consulter plus de 25 employés et plus de 70 partenaires (4 directions et des dizaines d'organismes culturels et communautaires) de l'arrondissement, afin de valider et de bonifier les axes et les objectifs. La cinquième et dernière étape sera vouée à la rédaction finale du plan d'action culturel local avec les orientations et les identifications des actions souhaitées.

JUSTIFICATION

La démarche de conception d'un plan d'action culturel local permettra notamment à l'arrondissement de :

§ Contribuer à créer un milieu de vie animé, vivant, rassembleur et qui favorise les échanges;
§ Contribuer à aménager le milieu selon une vision culturelle du territoire;
§ Mettre en valeur l'histoire et le patrimoine des lieux;
§ Être innovateur et promouvoir les nouvelles technologies;
§ Contribuer à offrir une mixité d'activités, d'attraits et de services culturels de proximité;
§ Contribuer à encourager la participation culturelle des citoyens notamment par des projets de médiation;
§ Contribuer à l'aménagement de milieux attractifs permettant de faire vivre une expérience urbaine distincte;
§ Contribuer à rendre accessible l'offre culturelle;
§ Contribuer à faire une place active aux artistes professionnels et à ceux de la relève;
§ Contribuer au renforcement culturel, touristique et économique de l'arrondissement.

De même que :

· Reconnaître et promouvoir ses réalisations;
· Préciser les rôles des différents intervenants;
· Agir en complémentarité avec les acteurs du domaine culturel;
· Valoriser et encourager les initiatives du milieu;
· Documenter les actions ainsi que suivre leur progression;
· S'adapter à la réalité et à la dynamique existante des quartiers;
· Collaborer à la matérialisation des engagements de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget global dédié à l'ensemble de la démarche est de 30 375 $ (plus taxes) et il est réparti comme suit :
1 - 15 975 $ pour l'élaboration d'un portrait global et d'un diagnostic de la dynamique culturelle de l'arrondissement;

2 - 6 750 $ pour une étape de consultation des partenaires internes et externes;

3 - 7 650 $ pour la rédaction du plan d'action culturel local.

La demande de financement déposée au Service de la culture dans le cadre du programme de soutien à l'élaboration de plans culturels est de 15 000 $, montant qui sera applicable sur les étapes de consultation et de rédaction du plan d'action culturel réalisées en 2019, totalisant 23 023,74 $ taxes incluses. Le soutien financier demandé au Service de la culture doit donc être en lien avec les activités réalisées en 2019 seulement et représente ainsi 65 % de ce budget.

Il est à noter que le budget du projet d'élaboration du plan d'action culturel local ne prend pas en compte le salaire des ressources dédiées à la démarche.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En décembre 2011, la Ville et ses 19 arrondissements ont adopté une déclaration qui appuie la reconnaissance de la culture comme le quatrième pilier du développement durable au même titre que la dimension sociale, environnementale et économique. Cette position vise à ce que chaque politique, plan municipal ou réaménagement urbain intègre des composantes culturelles.
La démarche d'élaboration du plan d'action culturel de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension prendra nécessairement en compte les principes fondamentaux en développement durable (protection du patrimoine culturel, participation et engagement, qualité de vie, etc.).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une autorisation du conseil d'arrondissement permettra de se rendre admissible à une aide financière, sans laquelle l'élaboration du plan d'action culturel local pourrait être compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera réalisé en collaboration avec la division des communications de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension pour faire la promotion des étapes et des résultats de la démarche de l'élaboration d'un plan d'action culturel local.
La participation financière du Service de la culture sera indiquée dans les outils de communications développés pour ce projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cette démarche est étalée sur la période de septembre 2018 à décembre 2019 pour la mise en vigueur d'un plan d'action culturel pour 2020-2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Arlett ABREGO, Service de la culture
Sylvain DANSEREAU, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marcelle DION, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Sylvain DANSEREAU, 22 octobre 2019
Marcelle DION, 22 octobre 2019
Arlett ABREGO, 22 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nadia DELVIGNE-JEAN
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 868-3447
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Andréane LECLERC
C/d Culture et bibliothèques

Tél : 514 868-3444
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193356022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Autorisation du dépôt d'une demande d'aide financière auprès du Service de la culture de la Ville-centre dans le cadre de leur offre de soutien à l'élaboration des plans d'action culturels des arrondissements pour la conception du plan d'action culturel de l'arrondissement.



Formulaire d'inscription_Arrondissement VSMPE_2019-2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nadia DELVIGNE-JEAN
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 868-3447
Télécop. : 514 872-4682

Ville de Montréal

Service de la culture

Direction développement culturel

2019-2020

LES QUARTIERS CULTURELS

Réalisons ensemble nos quartiers culturels !

Soutien à l'élaboration de plans culturels – Arrondissements

Formulaire d'inscription

2019-2020

Montréal

1. NOM DE L'ARRONDISSEMENT DEMANDEUR

Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

2. RESPONSABLE DE DEMANDE

Andréane Leclerc	Chef de division culture et bibliothèques
Prénom, nom	Fonction ou titre

3. COORDONNÉES

405, avenue Ogilvy, Bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3

Adresse

514-868-3444	andreaneleclerc@ville.montreal.qc.ca
Téléphone	Courriel

4. CALENDRIER DE RÉALISATION

04-09-2018	31-12-2019
Du (jj-mm-aa)	Au (jj-mm-aa)

5. MISE EN CONTEXE

Le Service de la culture a publié, en 2017, sa Politique de développement culturel 2017-2022. Inspiré par celle-ci, l'arrondissement a souhaité se positionner par rapport aux grandes orientations de la Ville centre.

En 2018, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement a commencé à travailler sur une planification stratégique. Parallèlement, les équipes de la culture et des bibliothèques et du développement social ont eu comme mandat de réaliser leur premier plan d'action afin d'arrimer les actions aux orientations et à la vision de l'arrondissement, ainsi qu'à celle de la Ville de Montréal.

6. DESCRIPTION DE LA DÉMARCHE

En septembre 2018, l'arrondissement a octroyé un contrat à la firme Hors piste afin que celle-ci l'accompagne dans sa réflexion et dans la démarche d'élaboration du plan d'action culturel.

Étapes de la démarche :

- Définir le cadre de travail
- Identifier les outils de communication
- Élaborer des outils de collecte d'information dans le but de réaliser un sondage auprès des citoyens
- Analyser l'environnement culturel, élaborer la vision et définir le rôle de l'arrondissement dans le développement culturel
- Identifier les quartiers culturels à développer
- Préparer et animer des ateliers avec le comité de travail restreint
- Préparer et animer des ateliers avec les équipes de travail, les organismes et les partenaires institutionnels
- Identifier les axes de développement et les objectifs du plan

- Compiler les résultats du sondage et des ateliers de travail restreints et élargis
- Rédiger l'ébauche du plan d'action

Le plan d'action sera déposé au Conseil d'arrondissement du mois de décembre 2019.

7. OBJECTIFS

- S'arrimer à la politique de développement culturel de la Ville de Montréal
- Définir une vision commune et inspirante du développement culturel de l'arrondissement en tenant compte des besoins des clientèles
- Déterminer des orientations sur lesquelles s'appuieront des actions concrètes au cours des trois prochaines années
- Poursuivre et développer de nouvelles collaborations avec les artistes et organismes culturels du milieu
- Jouer un rôle actif dans le développement social de l'arrondissement
- Réfléchir au développement et au déploiement des quartiers culturels en travaillant de concert avec la Direction du développement du territoire, le développement économique et le service des communications.

8. PUBLIC CIBLE

Tous les citoyens de l'arrondissement, les organismes culturels et communautaires et les institutions (écoles, CPE, garderies, etc.)

9. BUDGET

Étape	Montant
Enrichir le plan avec l'écosystème culturel de l'arrondissement Préparation et animation des ateliers du 4 et 28 février 2019 Identification des axes de développement et des objectifs Préparation et animation de la rencontre du 13 mars avec le comité de travail élargi	625,00 $ 2 250,00 $
Enrichir le plan avec l'écosystème culturel de l'arrondissement Préparation, animation et compilation de la récolte de la rencontre du 27 mai 2019 avec les partenaires internes et externes	4 500,00 $
Décisions finales Préparation et animation des rencontres du 17 avril et du 14 juin 2019	3 600,00 $
Coordination et gestion de projet	1 800,00 $
Matériel d'animation	50,00 $
Rédaction finale du plan d'action culturel Rencontres de travail du 14 juin et du 11 juillet 2019 Rédaction de l'ébauche du plan d'action Validation, corrections et ajustements	2 200,00 $
SOUS-TOTAL	20 025,00 $
TPS	1 001,25 $
TVQ	1 997,74 $
TOTAL	**23 023,74 $**

23 023,74 $	**15 000,00 $**
Montant global de la démarche	Montant demandé (65%)

10. COMMUNICATIONS

Le sondage destiné aux citoyens a été diffusé via les installations culturelles et le site web de l'arrondissement. Le plan d'action final sera déposé sur le site web de l'arrondissement, et sera envoyé directement à toutes les personnes qui y ont contribué de près ou de loin.

11. INDICATEURS DE RÉSULTAT

Étapes de la démarche	Résultats attendus
Précision des balises du projet : Réalisation d'un premier atelier de travail à l'automne 2018	Élaboration du plan de travail, de la méthodologie, des outils de communication et du calendrier. Création d'un comité de travail formé de six employés.
Réalisation du diagnostic Automne 2018 Évaluation des résultats du sondage et analyse de la collecte d'information.	Élaboration des outils de collecte d'information et création d'un sondage destiné à rejoindre 500 citoyens et citoyennes de l'arrondissement. Validation des éléments clés du rapport et rédaction d'un rapport synthèse.
Définir la charpente du plan : Automne 2018 Réalisation de deux ateliers de travail pour analyser l'environnement culturel de l'arrondissement	Élaboration de la vision et définition du rôle de l'arrondissement dans le développement culturel
Enrichir le plan avec l'écosystème culturel de l'arrondissement : Hiver 2019 Réalisation de deux ateliers de travail. Préparer et tenir un atelier avec le comité de travail élargi. Printemps 2019 Tenir une rencontre avec les partenaires internes et externes de l'arrondissement.	Identification des axes de développement et des objectifs. Validation et bonification des réflexions du comité de travail par une rencontre avec 25 employés de l'équipe de la division de la culture et des bibliothèques. Rejoindre 70 partenaires : 4 Directions de l'arrondissement ainsi que des organismes culturels et communautaires. Validation et enrichissement des orientations prises en amont. Identification des actions porteuses permettant de concrétiser les axes de développement
Décisions finales : Été 2019 Réalisation de deux ateliers avec le comité de travail.	Identification des actions à mettre en œuvre selon les objectifs établis.
Rédaction finale du plan d'action culturel Automne 2019	Validation et corrections de la version finale du plan d'action culturel. Diffusion du plan d'action culturel final.

12. IMPLICATION DE LA DIRECTION DÉVELOPPEMENT CULTUREL

- Dans le cadre du développement et de la consolidation des quartiers culturels, le Service de la culture accompagne les arrondissements par un soutien à l'élaboration de plans d'action culturels
    - Soutenir l'arrondissement dans l'élaboration de son plan culturel local, particulièrement dans la planification de ses quartiers culturels.
    - Assurer une harmonisation entre les plans locaux et les politiques et plans sectoriels développés par les Services centraux.
    - Inciter les arrondissements à consulter et impliquer les citoyens et leurs partenaires locaux dans leur démarche.
- Favoriser l'identification de quartiers culturels et l'intégration de pratiques permettant leur consolidation et leur développement dans les plans d'urbanisme et de développement durable des arrondissements.
- Rencontre avec la direction du développement culturel autour de la question des quartiers culturels, de leur déploiement et du soutien possible.
- Discussion téléphonique sur le contenu du plan (version préliminaire) afin de bonifier la mise en contexte, de préciser les indicateurs de succès et de mettre en lumière les bons coups de l'arrondissement.

13. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

En contrepartie du montant d'aide financière accordée, l'arrondissement bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'arrondissement ne permet pas la réalisation complète du projet, l'arrondissement doit présenter un budget révisé et réaliser une version modifiée du projet, telle qu'approuvée par le représentant autorisé (ci-après le « Représentant »);
- Viser promptement et faire approuver par le Représentant tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel une aide financière a été accordée;
- Fournir à la Ville trois photos liées au projet soutenu, selon les conditions prescrites par le représentant. Ces photos devront faire l'objet d'une licence en faveur de la Ville, permettant à cette dernière de les reproduire et de les utiliser sans frais et sans limite de temps pour ses publications et son site Internet. La Ville s'engage lors de la publication de ces photos à les accompagner des légendes et crédits fournis par l'arrondissement;
- Produire à la satisfaction du Représentant, un bilan des réalisations et un compte-rendu financier du projet soutenu dans les trois (3) mois suivant sa réalisation, à défaut de se conformer à ces engagements, l'arrondissement ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention;
- Payer aux autorités et organismes compétents tous les impôts, taxes, permis et droits prescrits;
- Si l'arrondissement fait défaut de réaliser le projet tel que soumis initialement, ou tel que modifié et approuvé par le Représentant ou cesse de se conformer aux critères d'admissibilité du présent programme avant la réalisation complète du projet, le Représentant pourra exiger qu'il lui remette en totalité la somme versée à titre d'aide financière pour ce projet, et ce, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

14. ENGAGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Nous soussignés *(nom de l'arrondissement)*

Après avoir pris connaissance des présentes modalités du soutien à l'élaboration de plans culturels 2019-2020, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande d'aide financière sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par le Service de la culture.

22-10-2019

Responsable de la demande *(Date – jj-mm-aa)*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1193356021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 2 900 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ à Himalaya Séniors du Québec, 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelnau, 200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Himalaya Séniors du Québec; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 100 $ à la Fondation Femmes de classe, 100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières, 300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES); DISTRICT DE VILLERAY : 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal, 250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA), pour diverses activités sociales.

d'autoriser le versement d'une contribution financière totale de 2 900 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement, pour l'année financière 2019 comme suit :
FONDS DE LA MAIRESSE :

250 $ à Himalaya Séniors du Québec - pour diverses conférences;
300 $ à Cyclo Nord-Sud - pour les 3e Cyclofolies;
100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelnau - pour la réalisation de la fête de Noël;
200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières - pour la célébration de la fête de Noël.

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT :

300 $ à Cyclo Nord-Sud - pour les 3e Cyclofolies;
250 $ à la Maison de la poésie de Montréal - pour le projet PoésieGo.

DISTRICT DE PARC-EXTENSION :

500 $ à Himalaya Séniors du Québec - pour la cérémonie du 72e anniversaire de l'indépendance du Pakistan.

DISTRICT DE SAINT-MICHEL :

100 $ à la Fondation Femmes de classe - pour la foire multiculturelle de Noël;
100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières - pour la sortie à la cueillette de pommes;
300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES) - pour les paniers de Noël.

DISTRICT DE VILLERAY :

250 $ à la Maison de la poésie de Montréal - pour le projet PoésieGo;
250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA) - pour la fête latine de Villeray.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-10-22 13:46

Signataire : Elsa MARSOT

_____

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193356021**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 2 900 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ à Himalaya Séniors du Québec, 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelnau, 200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Himalaya Séniors du Québec; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 100 $ à la Fondation Femmes de classe, 100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières, 300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES); DISTRICT DE VILLERAY : 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal, 250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA), pour diverses activités sociales.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension a convenu de la mise sur pied d'un fonds discrétionnaire afin de répondre à des demandes ponctuelles d'aide financière d'organismes à but non lucratif, présents dans les différents districts de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le conseil d'arrondissement a déjà versé des contributions financières ponctuelles afin d'aider différents organismes qui offrent des services à la population locale.

DESCRIPTION

FONDS DE LA MAIRESSE
250 $ à Himalaya Séniors du Québec - pour diverses conférences;
300 $ à Cyclo Nord-Sud - pour les 3e Cyclofolies;
100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelneau - pour la réalisation de la fête de Noël;
200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières - pour la célébration de la fête de Noël.

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT

300 $ à Cyclo Nord-Sud - pour les 3e Cyclofolies;
250 $ à la Maison de la poésie de Montréal - pour le projet PoésieGo

DISTRICT DE PARC-EXTENSION

500 $ à Himalaya Séniors du Québec - pour la cérémonie du 72e anniversaire de l'indépendance du Pakistan;

DISTRICT DE SAINT-MICHEL

100 $ à la Fondation Femmes de classe - pour la foire multiculturelle de Noël;
100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières - pour la sortie à la cueillette de pommes;
300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES) - pour les paniers de Noël.

DISTRICT DE VILLERAY

250 $ à la Maison de la poésie de Montréal - pour le projet PoésieGo
250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA) - pour la fête latine de Villeray

JUSTIFICATION

À la demande du conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

FONDS DE LA MAIRESSE
MONTANT : 850 $
IMPUTATION 2019 :
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029335.00000.00000

250 $ à Himalaya Séniors du Québec - 142353
300 $ à Cyclo Nord-Sud - 130210
100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelneau - 137049
200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières - 327583

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT
MONTANT : 550 $
IMPUTATION 2019 :
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029195.00000.00000

300 $ à Cyclo Nord-Sud - 130210
250 $ à la Maison de la poésie de Montréal - 130792

DISTRICT DE PARC-EXTENSION
MONTANT : 500 $
IMPUTATION 2019 :
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029128.00000.00000

500 $ à Himalaya Séniors du Québec - 142353

DISTRICT DE SAINT-MICHEL
MONTANT : 500 $
IMPUTATION 2019:
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029129.00000.00000

100 $ à la Fondation Femmes de classe - 557776
100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières - 327583
300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES) - 135038

DISTRICT DE VILLERAY
MONTANT : 500 $
IMPUTATION 2019 :
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029336.00000.00000

250 $ à la Maison de la poésie de Montréal - 130792
250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA) - 393289

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nadia DELVIGNE-JEAN
Adjointe de direction

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1193356021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 2 900 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ à Himalaya Séniors du Québec, 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelnau, 200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Himalaya Séniors du Québec; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 100 $ à la Fondation Femmes de classe, 100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières, 300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES); DISTRICT DE VILLERAY : 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal, 250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA), pour diverses activités sociales.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification de fonds_1193356021_Contributions_novembre.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles
Tél : 514 868-4062

Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

SOMMAIRE DÉCISIONNEL 1193356021

«*Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 2 900 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ à Himalaya Séniors du Québec, 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelnau, 200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Himalaya Séniors du Québec; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 100 $ à la Fondation Femmes de classe, 100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières, 300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES); DISTRICT DE VILLERAY : 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal, 250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA), pour diverses activités sociales.*»

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.

FONDS DE LA MAIRESSE : 850 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029335.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
250 $	*Himalaya seniors du Québec*		142353
300 $	*Cyclo Nord-Sud*		130210
100 $	*Club de l'âge d'or Les Étoiles de Castelneau*		137049
200 $	*Saint-Michel Vie sans frontières*		327583
850 $	**TOTAL – Fonds de la mairesse**		

DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 500 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029130.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
100 $	*Fondation Femmes de classe*		557776
100 $	*Saint-Michel Vie sans frontières*		327583
300 $	*Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES)*		135038
500 $	**TOTAL – Saint-Michel**		

DISTRICT DE FRANCOIS-PERRAULT : 550 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029195.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
300 $	*Cyclo Nord-Sud*		130210
250 $	La Maison de la poésie de Montréal		130792
550 $	**TOTAL – François-Perrault**		

DISTRICT DE VILLERAY : 500 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029336.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
250 $	*la Maison de la poésie de Montréal*		130792
250 $	Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain		393289

	(COPATLA)		
	TOTAL – Villeray		

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1198186002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020.

d'adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020.

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-10-24 10:22

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198186002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 319 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) prévoit que le conseil d'arrondissement doit fixer la date et l'heure de chaque séance ordinaire du conseil avant le début de chaque année civile. Ainsi, il y a lieu d'adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour l'année 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0401 - 4 décembre 2018 - 1183842007 - Adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour l'année 2020, se lit tel qu'il suit :

Date	Heure	Lieu
Janvier 2020	-	CONGÉ
Lundi 3 février 2020	18 h 30	Salle du conseil de la mairie d'arrondissement - 405, avenue Ogilvy, bureau 201
Lundi 9 mars 2020	18 h 30	Maison du citoyen - 7501, rue François-Perrault
Lundi 6 avril 2020	18 h 30	Salle du conseil de la mairie d'arrondissement - 405, avenue Ogilvy, bureau 201
Lundi 4 mai 2020	18 h 30	Salle du conseil de la mairie d'arrondissement - 405, avenue Ogilvy, bureau 201
Lundi 1er juin 2020	18 h 30	Centre René-Goupil, 4121, 42e Rue, Montréal
Lundi 6 juillet 2020	18 h 30	Salle du conseil de la mairie d'arrondissement - 405, avenue Ogilvy, bureau 201
Août 2020	-	CONGÉ
Lundi 31 août 2020	18 h 30	Salle du conseil de la mairie d'arrondissement - 405, avenue Ogilvy, bureau 201
Lundi 5 octobre 2020	18 h 30	Maison de la culture Claude-Léveillée - 911, rue Jean-Talon Est

Lundi 2 novembre 2020	18 h 30	Salle du conseil de la mairie d'arrondissement - 405, avenue Ogilvy, bureau 201
Lundi 7 décembre 2020	18 h 30	Salle du conseil de la mairie d'arrondissement - 405, avenue Ogilvy, bureau 201

JUSTIFICATION

Il est recommandé qu'en 2020, le conseil d'arrondissement siège à tous les premiers lundis du mois, à l'exception des mois de janvier et août, pendant lesquels le conseil fait relâche. Par ailleurs, afin d'accommoder les jeunes familles qui sont en relâche scolaire durant la première semaine de mars, la séance de mars est reportée au second lundi, soit le 9. De plus, la séance prévue en septembre se tiendra le 31 août en raison du congé de la Fête du travail.
Conformément à l'article 4 du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14004*)* et de l'article 17 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), les séances ordinaires du conseil doivent avoir lieu au moins 10 fois par année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des séances sera accessible sur le site Internet de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme à la législation applicable, soit la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), la *Loi sur les cités et vill e s* (RLRQ, c. C-19) et le Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14004). Ainsi, à la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane M MONGEAU
Secrétaire recherchiste

Tél : 514 872-4423
Télécop. : 514 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Lyne DESLAURIERS
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-3681
Télécop. : 514 868-4066

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1196495013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour exclure certains secteurs commerciaux et industriels à l'application de l'article 35.1 du Règlement sur la propreté et le civisme (chargement et déchargement), en vertu de l'article 36 de ce règlement (RCA08-14005).

D'édicter une ordonnance pour exclure certains secteurs commerciaux et industriels à l'application de l'article 35.1 du Règlement sur la propreté et le civisme, en vertu de l'article 36 de ce règlement (RCA08-14005).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:27

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196495013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour exclure certains secteurs commerciaux et industriels à l'application de l'article 35.1 du Règlement sur la propreté et le civisme (chargement et déchargement), en vertu de l'article 36 de ce règlement (RCA08-14005).

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension désire adopter une ordonnance en vertu du Règlement sur la propreté et le civisme de l'arrondissement (RCA08-14005). L'article 36 de ce règlement permet d'adopter une ordonnance afin d'exclure des zones de l'application de l'article 35.1 de ce même règlement.

Le projet d'ordonnance est donc soumis au conseil d'arrondissement pour approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 14 0222 - 15 août 2019

DESCRIPTION

Le Règlement sur la propreté et le civisme a été modifié au mois d'août 2019 afin d'inclure une nouvelle disposition interdisant le chargement et déchargement de marchandise la nuit sur l'ensemble du territoire (article 35.1).
L'article 36 de ce même règlement a également été modifié afin de permettre au conseil d'arrondissement d'exclure certaines zones ou terrains à l'application de l'article 35.1, et par le fait même, y autoriser du chargement et déchargement de marchandise la nuit.

L'arrondissement désire exclure les secteurs industriels et les secteurs de commerce de haute intensité, notamment aux abords de l'autoroute métropolitaine, de l'application de l'article 35.1. Les usages autorisés dans ces zones impliquent souvent des opérations de chargement à toutes heures de la journée et de la nuit. L'application d'un tel règlement causerait donc un préjudice très important pour certaines des entreprises situées dans ces secteurs.

Les secteurs présentés sur la carte et visés par cette ordonnance sont des zones exclusivement commerciales ou industrielles, où l'usage résidentiel n'est pas autorisé et dont la nature même de certains usages autorisés est liée directement au chargement et

déchargement de marchandise (entrepôt, commerce en gros, industrie de fabrication, centres commerciaux, etc.).

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande favorablement cette ordonnance puisqu'elle vise à minimiser l'impact du règlement RCA08-14005 sur les secteurs industriels ou de commerces lourds et qu'aucun usage résidentiel n'est autorisé dans ces zones.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

NA

DÉVELOPPEMENT DURABLE

NA

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de cette ordonnance pénaliserait grandement les industries et les entreprises de commerce en gros, ce qui pourrait avoir un impact sur la vitalité économique de ces secteurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication de l'ordonnance

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'ordonnance
Entrée en vigueur à la publication

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette ordonnance est conforme au Règlement sur la propreté et le civisme de l'arrondissement (RCA08-14005).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-11

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196495013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Édicter une ordonnance pour exclure certains secteurs commerciaux et industriels à l'application de l'article 35.1 du Règlement sur la propreté et le civisme (chargement et déchargement), en vertu de l'article 36 de ce règlement (RCA08-14005).

Carte Ordonnance_141931.pdf

Ordonnance 14-19-31_Secteurs exclus_Propretéet civisme_PROJET.doc

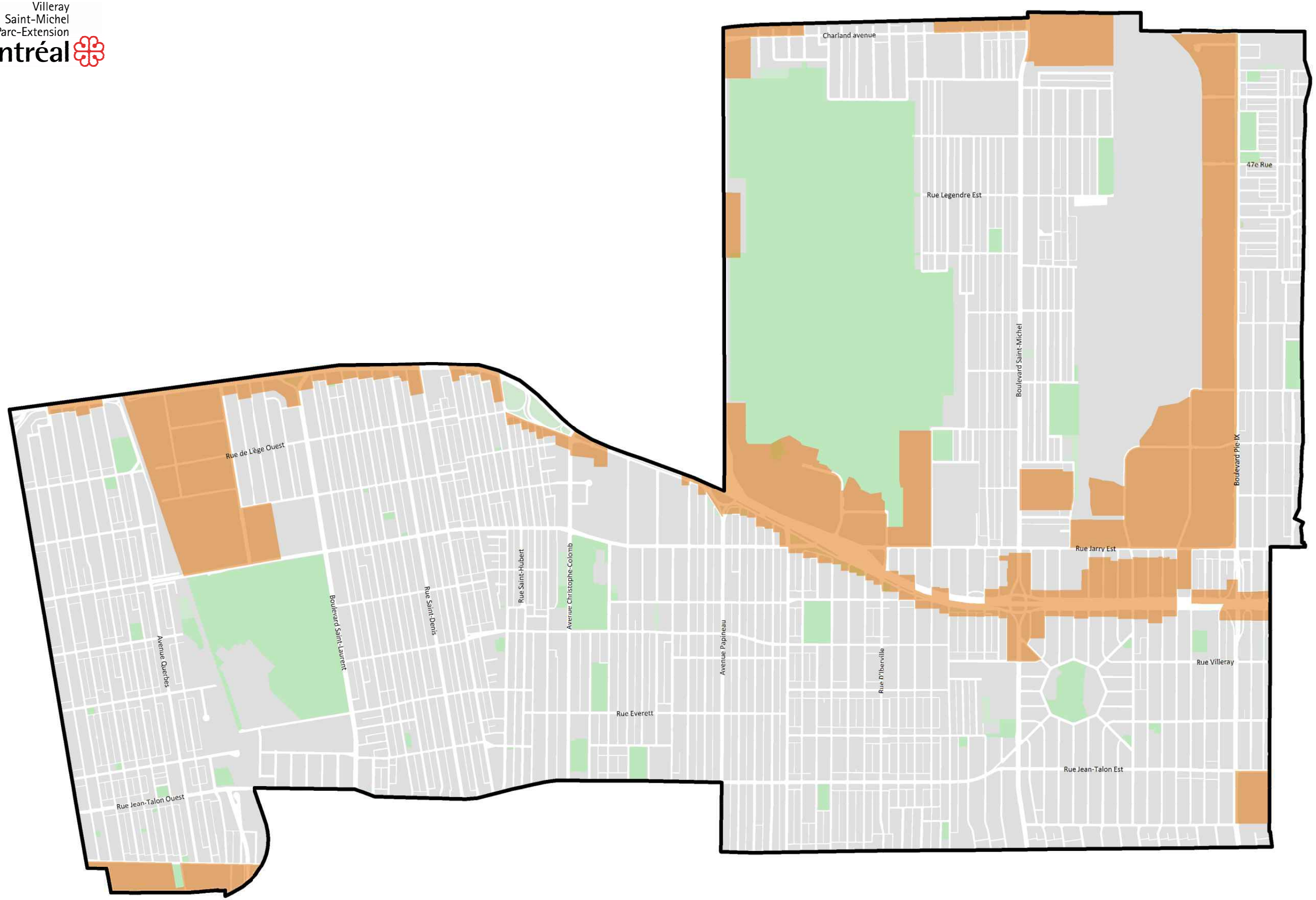
RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ORDONNANCE 14-19-31
SECTEURS EXEMPTÉS DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 35.1 DU RÈGLEMENT RCA08-14005 (CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT)

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal



Version 1.1

Réalisation: Marc Létourneau, octobre 2019
VSMPE - Direction du développement du territoire

N:\Cartographie\08-Modification réglementaire\RCA08-14005\Ordonnance 14-19-31\Ordonnance_141931.wor
N:\Cartographie\08-Modification réglementaire\RCA08-14005\Ordonnance 14-19-31\Ordonnance_141931.pdf

RÈGLEMENT SUR LA PROPRETÉ ET LE CIVISME (RCA08-14005)

ORDONNANCE N^{O} 14-19-31

RELATIVE À L'EXEMPTION DE CERTAINS SECTEURS DE L'ARRONDISSEMENT À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 35.1 DU RÈGLEMENT RCA08-14005

À la séance du ……. 2019, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète l'ordonnance suivante :

1. L'article 35.1 du Règlement sur la propreté et le civisme de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA08-14005) ne s'applique pas dans les secteurs présentés à la carte intitulée « Ordonnance 14-19-31 – Secteurs exemptés de l'application de l'article 35.1 du règlement RCA08-14005 (chargement et déchargement) », jointe à la présente ordonnance.

Cette ordonnance entre en vigueur conformément à la loi.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191010017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

d'adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:06

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191010017**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée afin de permettre une garderie aux 7709 à 7711, 17e Avenue et l'aménagement d'une cour pour les poupons sur le toit du bâtiment adjacent qui se situe aux 7701 à 7707, 17e Avenue.
Pour les projets de garderie en milieu résidentiel, le conseil d'arrondissement peut se prévaloir de l'article 134 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., c. S-4.1.1) qui l'autorise à permettre, malgré toute réglementation de zonage et aux conditions qu'il impose, l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 14 0384 - 7 octobre 2014 - Adopter la résolution numéro PP14-14011 relativement à une dérogation à l'usage résidentiel (H.2-4) prescrit afin de permettre l'occupation d'une partie du rez-de-chaussée du bâtiment sis aux 7701 à 7711, 17^{e} Avenue, à des fins d'équipements collectifs et institutionnels, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003).

DESCRIPTION

Les propriétés visées se situent dans un secteur industriel déstructuré où les fonctions résidentielles ont commencé à s'introduire. D'ailleurs, les usages autorisés dans la zone sont les habitations de 2 à 8 logements, de 2 à 3 étages de haut et d'au plus 11 mètres de hauteur. Dans ce secteur les règles d'insertion s'appliquent pour la détermination des modes d'implantation et des alignements de construction.
À proximité de ce secteur, se trouve un milieu résidentiel établi caractérisé principalement par l'implantation de bâtiments de 2 étages construits en contiguïté.

Depuis plusieurs années, la garderie Soleil Joyeux cherche à ouvrir une deuxième installation dans le secteur pour répondre à la demande grandissante. Leur nouvel établissement occupera un local d'une superficie de 558 mètres carrés qui est actuellement vacant. Il aura une capacité de 80 enfants et comptera une quinzaine d'employés. Son

entrée se trouvera face à l’avenue Léonard-de-Vinci.

Les autres locaux de l'immeuble sont occupés, au rez-de-chaussée, par un commerce d'équipements de plomberie et au deuxième étage, par des bureaux.

L'ajout de fenêtres et d'une porte en aluminium anodisé naturel, dans le mur mitoyen, est prévu sur les élévations Léonard-de-Vinci et latérale sud pour éclairer l'intérieur des lieux. Les travaux sur l'élévation latérale nécessiteront toutefois la protection des ouvertures par l'installation de volets coupe-feu et d'une porte coupe-feu munie d'un mécanisme de retenu magnétique pour s'ouvrir en cas d'urgence.

Le mur avant où les travaux auront lieu sera recouvert d'un parement d'aluminium de couleur grise. Un parement similaire sera installé pour marquer l'entrée du bâtiment.

Le parc Shaughnessy, qui se situe à moins de 100 mètres de la propriété et qui est clôturé, sera utilisé par l'établissement comme aire de jeux pour les enfants. Toutefois, l’aménagement d’une terrasse sur le toit du bâtiment adjacent est planifié pour les poupons. Celle-ci sera construite à 2,13 mètres de la façade ouest du bâtiment et sera entourée d'un garde-corps de 1,52 mètre de haut. Elle sera en gazon synthétique et sera recouverte d'un pare-soleil. Pour réduire la chaleur sur la terrasse, le gravier noir de la toiture de l'immeuble sera remplacé par du gravier blanc.

Aucun stationnement desservant la garderie n'est prévu sur le site. Une demande de débarcadère a été déposée à la Division des études techniques de l'arrondissement. Le dossier est actuellement à l'étude.

Pour le moment, nous ne disposons d'aucune information concernant les enseignes. Une demande de permis d'enseigne sera déposée ultérieurement.

JUSTIFICATION

Les conditions relatives à la qualité d'intégration au milieu sont:
- l'apparence du bâtiment et de son site doivent tendre à se fondre dans l'environnement résidentiel du milieu;
- l'établissement ne doit pas constituer une source de nuisance par le bruit, pour les logements situés à proximité;
- l'aire de jeux ne doit pas compromettre la quiétude du milieu résidentiel environnant et au besoin, on doit créer une séparation marquée avec le milieu résidentiel environnant (clôture, haie, ...);
- l'absence d'une aire de jeux sur le terrain ou le fait de se retrouver avec une aire de jeux de dimension réduite, ne doit pas avoir pour effet de créer une obligation auprès de l'arrondissement à créer ou maintenir des lieux appropriés en vertu de la Loi (espace clôturé dans un parc, par exemple);
- les va-et-vient générés par les automobilistes venant déposer ou chercher les enfants ne doivent pas constituer une surcharge pour les conditions de circulation et de stationnement qui prévalent dans le milieu.

Selon les critères en vertu desquels est faite l'évaluation de la demande, la Direction du développement du territoire recommande l'adoption du règlement pour les raisons suivantes:
- il s'agit d'un ancien local commercial;
- les lieux sont suffisamment grands pour accueillir une garderie de 80 enfants;
- face à l'immeuble se trouve une aire de jeux clôturée pour enfants;
- à proximité se trouve un milieu résidentiel.

Lors de sa séance du 17 octobre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande, et ce, aux conditions suivantes :

- Que le périmètre de la cour des poupons sur le toit de la propriété voisine fasse l'objet d'un verdissement plus important;
- Qu'une haie composée d'arbustes soit plantée perpendiculairement à la façade du bâtiment entre l'entrée principale de la garderie et l'unité de chargement adjacente;
- Que la division des études techniques de l'arrondissement étudie la possibilité de sécuriser l'intersection de la 17^{e} Avenue et du boulevard Shaughnessy.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux: 450 000$;
Frais d'analyse: 1 495$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Du gravier de couleur blanc sera installée sur la toiture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier retarderait l'ouverture de la garderie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public envoyé aux citoyens résidant dans un rayon de 50 mètres autour de la propriété;
Installation d'une affiche sur le bâtiment visé annonçant la nature de la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Assemblée publique de consultation;
Adoption du règlement;
Émission du permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au plan d'urbanisme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191010017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».



Localisation du site.pngNormes réglementaires_7709-7711 17e Avenue.pdf

7709-7711 17e Avenue-Élévations.pdf7709-7711 17e Avenue-Intérieur.pdf

7709-7711 17e Avenue-Perspective.pdf7709-7711 17e Avenue-Séparation coupe-feu.pdf

RCA19-14004_Garderie_17eAvenue-rev-CCU.pdfCCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706


Système d'information géographique et spatiale
boulevard Léonard De Vinci
autoroute 40
18e avenue
17e avenue
#3760
#7755
#7730-32
#7699-711
#7697
#7695
#3750
#7752
#7725-27
#7709-11
#7701-07
#7633
#3710-40
#7682-84
#7656-58
#7660-62
#7644-46
#7636-40
#7632-34
#7685-87
1Map
7/18

Emplacement

Localisation: 771276-50 (OASIS) - 7709 à 7711 17e Avenue (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0517	1199mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	11 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	RI
Densité :	1.2	2.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

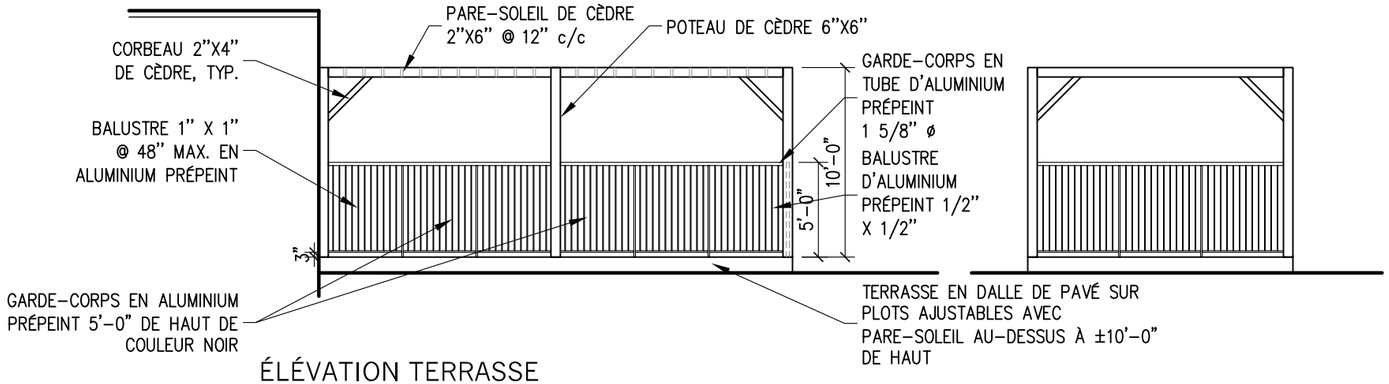
Catégorie(s) d'usage : H.2-4
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-09-24 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

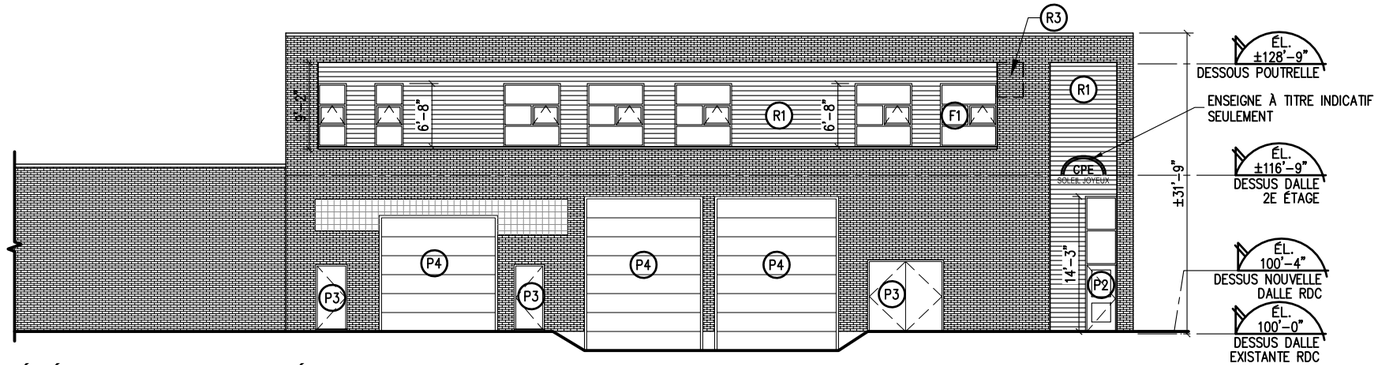
Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Pelletier, Clothilde-Bere



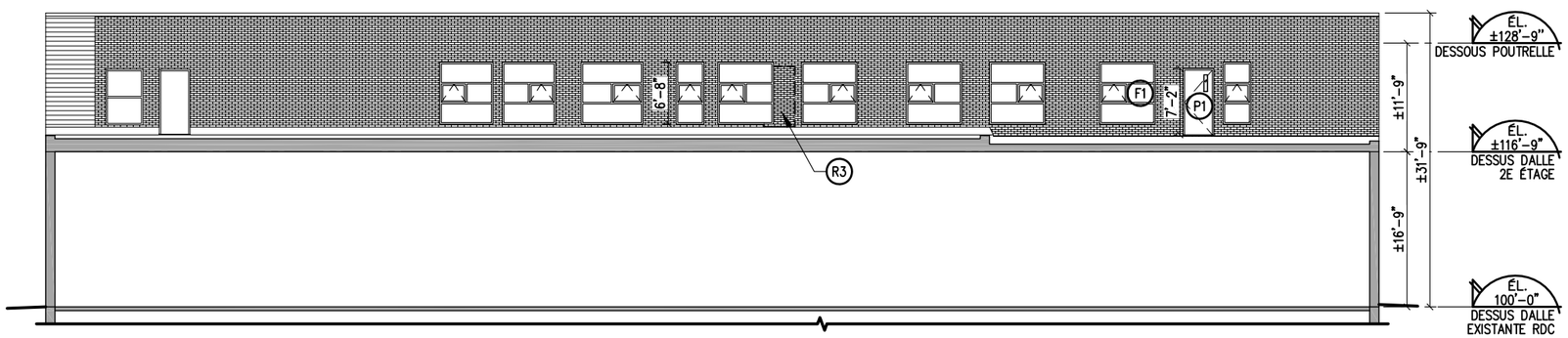
ÉLÉVATION TERRASSE

ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"



ÉLÉVATION AVENUE LÉONARD-DE-VINCI

ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"

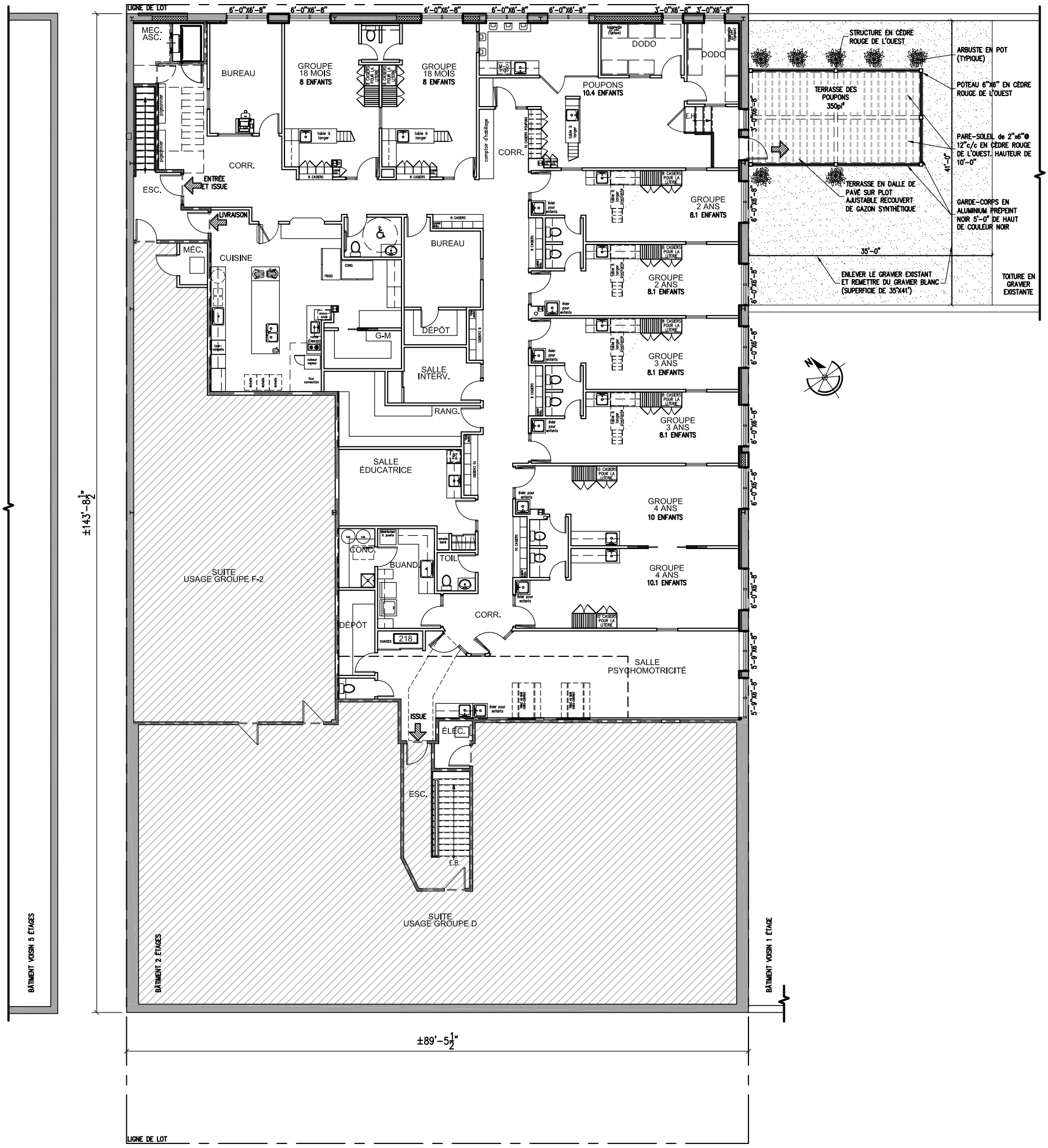


ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE

ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"

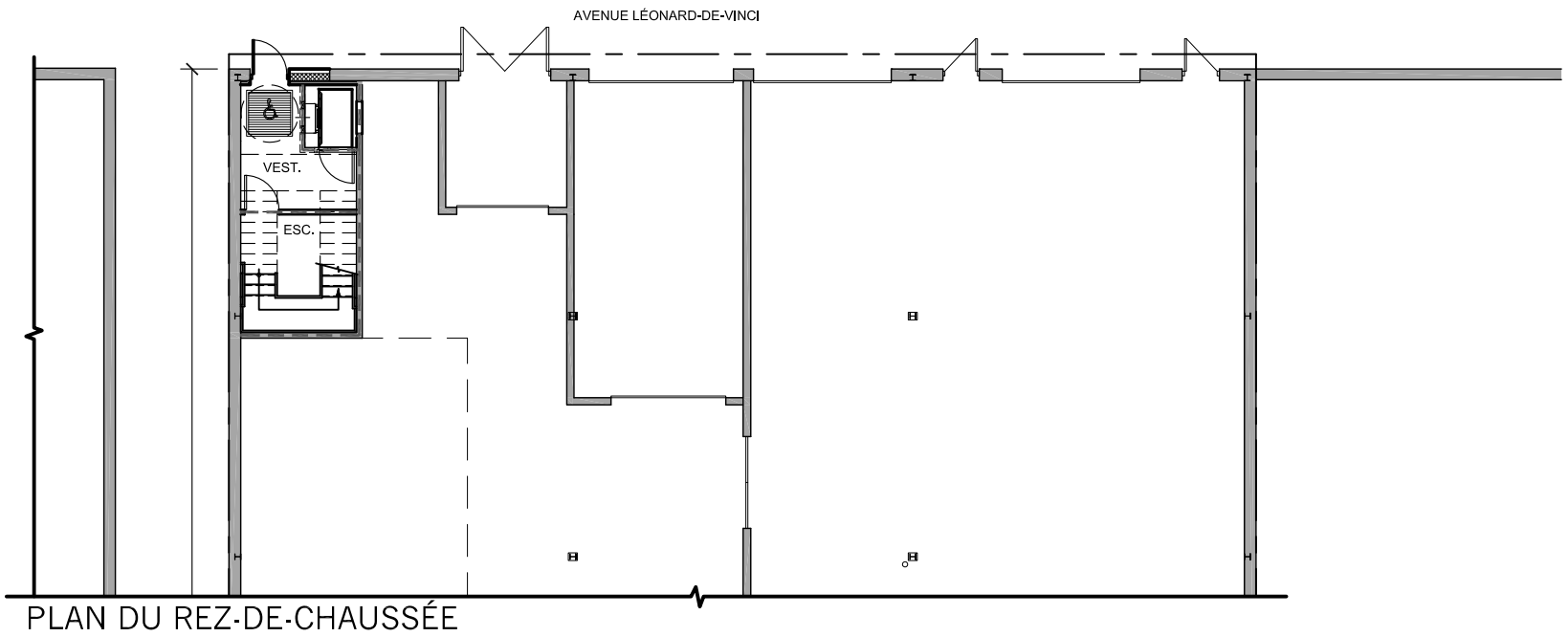
LÉGENDE:

- (F1) FENÊTRE EXTÉRIEURE ISOLÉE
  COULEUR: ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL
- (P1) PORTE EXTÉRIEURE TERRASSE EN ACIER ISOLÉ
  COULEUR: GRIS PÂLE
- (P2) PORTE EXTÉRIEUR ENTRÉE EN ACIER ISOLÉ
  COULEUR: GRIS PÂLE
- (P3) PEINDRE LES PORTES PIÉTONNES ET LEUR CADRE DE MÊME COULEUR QUE LES PORTES DE GARAGE EXISTANTES.
- (P4) PEINDRE LES CADRES EXISTANTS DES PORTES DE GARAGE DE MÊME COULEUR QUE LES PORTES DE GARAGE.
- (R1) REVÊTEMENT MÉTALLIQUE MAC ARCHITECTURAL, PROFILÉ MS14
  COULEUR: GRIS PÂLE
- (R3) BRIQUES RÉCUPÉRÉES, MORTIER TEL QUE L'EXISTANT.



PLAN DE L'ÉTAGE

ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"

POUR CCU

DATE: 2019-09-30

No PROJET: 18044

MONTY & ASSOCIÉ architectes



PERSPECTIVE FAÇADE





PERSPECTIVES TERRASSE AU TOIT

Mercredi 18 septembre 2019

Madame Nathalie Foucher, directrice générale
CPE Soleil Joyeux
7324, avenue Musset
Montréal, Québec H2A 2W7

Objet : Séparation dans le mur coupe-feu **Projet n° 17044**
Nouvelle installation au 7709, 17e Avenue Montréal

Madame,

Suite aux exigences de la Ville concernant la protection des ouvertures dans le mur coupe-feu et de l'issue pour la terrasse au toit du bâtiment adjacent, nous vos soumettons les deux solutions suivantes :

1) Fenêtres dans le mur coupe-feu :

   Installer des volets coupe-feu d'une résistance au feu de 90 minutes à chaque ouverture dans ce mur.

2) Issue de la terrasse :

   Il faut noter que la terrasse accueillera un maximum de dix (10) poupons et que ces enfants sont accompagnés en tout temps d'une éducatrice lorsqu'ils sont sur la terrasse.

   La porte qui donne accès à cette terrasse sera coupe-feu et pourrait être munie d'un mécanisme comme une retenue magnétique qui serait programmée de manière à ce que lorsque le CPE est ouvert, la porte ne soit jamais verrouillée de l'extérieur.

   De plus, une serrure numérique pourrait être installée pour permettre l'accès à l'intérieur du CPE en provenance de la terrasse.

Nous croyons que l'évacuation de la terrasse avec un contrôle d'accès est sécuritaire.

Nous demeurons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, madame Foucher, nos salutations distinguées.

Jacques Monty, architecte

866, boulevard De Périgny, bureau 200, Chambly, Québec J3L 1W3 Téléphone: 450.658.7578 Télécopieur: 450.658.6240

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY−SAINT-MICHEL−PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14004

RÈGLEMENT SUR LA TRANSFORMATION ET L'OCCUPATION À DES FINS DE GARDERIE D'UNE PARTIE DES BÂTIMENTS SITUÉS AUX 7709 À 7711, 17E AVENUE ET AUX 7701 À 7707, 17E AVENUE

ATTENDU les dispositions de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, c. S-4.1.1);

ATTENDU que le conseil d'arrondissement peut, par règlement, malgré toute réglementation de zonage et aux conditions qu'il impose, permettre l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi;

À sa séance du …… , le conseil d'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension décrète :

1. Le présent règlement s'applique aux bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue.

2. Malgré le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283) il est autorisé :

- de transformer et d'occuper une partie du deuxième étage du bâtiment situé aux 7707 à 7711, 17e Avenue à des fins de garderie d'une capacité de 80 enfants;
- d'aménager une cour pour les poupons sur le toit du bâtiment situé aux 7701 à 7707, 17e Avenue.

À ces fins, il est permis de déroger aux articles 119 et 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283).

3. L'aménagement de la cour pour les poupons est autorisé sur le toit du bâtiment situé aux 7701 à 7707, 17e Avenue aux conditions suivantes :

- que le gravier de couleur noire soit remplacé par un gravier de couleur blanc ou de couleur gris pâle;
- qu'elle soit recouverte d'un pare-soleil;
- qu'une superficie minimale de 10 m^2 soit plantée de végétaux en pot ou en bac au périmètre de la cour.

4. Une haie composée d'arbustes doit être plantée perpendiculairement à la façade du bâtiment entre l'entrée principale de la garderie et l'unité de chargement adjacente.

5. La transformation et l'occupation de ces bâtiments sont autorisées à condition que les travaux débutent au courant des 24 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement et qu'ils se terminent au courant des 48 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

6. Aucun équipement mécanique n'est autorisé sur la façade.

7. Toute autre disposition du règlement non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

8. DISPOSITIONS PÉNALES

1^0 Toute personne qui occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue au paragraphe 2.

2^0 Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1- s'il s'agit d'une personne physique :
a) pour une première infraction, d'une amende de 100 $ à 300 $;
b) pour une première récidive, d'une amende de 300 $ à 500 $;
c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 500 $ à 1 000 $.

2- s'il s'agit d'une personne morale :
a) pour une première infraction, d'une amende de 200 $ à 600 $;
b) pour une première récidive, d'une amende de 600 $ à 1 000 $;
c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $.

9. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

_____

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.5. Garderie en milieu résidentiel : 7709 17e avenue	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue »

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- Le quartier qui est en restructuration depuis quelques années.
- Le secteur qui se transforme pour devenir résidentiel et donc moins industriel.
- Les immeubles résidentiels récents à proximité ajoutant une centaine de logements au secteur, augmentant ainsi le besoin de services tels qu'une garderie.
- La provenance de la clientèle pour la garderie.
- Le fait que le bâtiment en question soit à vocation commerciale.
- La présence du parc Shaughnessy, un parc clôturé à moins de 15 m de la propriété visée tel qu'exigé par le Ministère.
- La sécurité autour de la traverse permettant aux enfants de se rendre au parc.
- Les possibilités de sécurisation de l'intersection de la 17e Avenue et du boulevard Shaughnessy – validation requise auprès de la division des études techniques de l'arrondissement.
- La présence de camions sur l'avenue Léonard-De Vinci près de l'entrée principale
- Les heures de livraison du commerce au rez-de-chaussée par rapport aux heures de pointe de la garderie.
- La possibilité de bonifier le verdissement autour de la terrasse des poupons afin, notamment, de diminuer la poussière occasionnée par le camionnage et l'autoroute.
- La possibilité d'ajouter une haie, perpendiculaire à la façade Léonard-De Vinci entre l'entrée principale et les unités de chargement voisines, afin d'éviter que les enfants courent en diagonale vers les unités de chargement.

CCU19-10-17-GMR01	**Résultat : Favorable, conditionnel**

CONSIDÉRANT

Que l'implantation de la garderie respecte les conditions relatives à la qualité d'intégration au milieu de la politique de gestion relative à l'implantation, l'agrandissement ou l'occupation de bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi (L.R.Q., c. C-8.2), maintenant L.R.Q. c. C-S-4.1.1. ;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande conditionnellement à l'ajout de verdissement autour de la terrasse des poupons et à l'aménagement d'une haie perpendiculaire à la façade Léonard-De Vinci entre l'entrée principale et les unités de chargement voisines.

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Anh Truong

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 17e jour du mois d'octobre 2019.

_____	_____
Mary Deros, Présidente du comité et conseillère de la ville – district Parc-Extension	David Fortin, Secrétaire du comité et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1194322005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, le règlement d'emprunt RCA19-14005 autorisant le financement de 300 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-09-26 13:31

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194322005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 300 000 $, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations. Les investissements pour la réalisation de travaux de réfection routière (travaux réalisés à l'externe) liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0408 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14004 autorisant un emprunt de 2 600 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).
CA18 14 0363 - 6 novembre 2018 - Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA18-14004 autorisant un emprunt de 2 600 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation des travaux de réfection routière et de réparations de trottoirs réalisés à l'externe sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement. Cet emprunt permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes: les honoraires professionnels, le planage, la réhabilitation des chaussées, la reconstruction des trottoirs, la réfection de puisards, le revêtement des chaussées et autres dépenses reliés à la réalisation des travaux de réfection routière (travaux réalisés à l'externe).

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de réfection routière et de réparations de trottoirs réalisés à l'externe sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt s'établit comme suit :
Investissements nets 300 000 $ (dépenses moins ristourne de taxes)

Montant à financer par emprunt 300 000 $

Aspects budgétaires

Les budgets sont prévus au présent programme triennal d'immobilisations comme suit:

Projet numéro 55730
Programme de réfection routière

	2020	**2021**	**2022**
Investissements nets	300	2 600	2 000
Emprunt net à charge des citoyens	300	2 600	2 000

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du présent règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 5 novembre 2019;
- Adoption du budget PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal du 11 au 13 décembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement du 3 décembre 2019;
- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce présent dossier est conforme aux normes et procédures de la Ville quant à sa politique de capitalisation et à sa politique de gestion de la dette. La Direction des services administratifs de l'arrondissement certifie que le présent dossier respecte les conditions énoncées à l'article 146.1 de la Charte de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-26

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).



RCA19-14005- emprunt-PRR 2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14005

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 300 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉFECTION ROUTIÈRE, DE RECONSTRUCTION DE RUES ET TROTTOIRS DANS L'ARRONDISSEMENT (TRAVAUX RÉALISÉS À L'EXTERNE)

VU les articles 146.1 et 148 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4);

ATTENDU que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À sa séance du …….., le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Un emprunt de 300 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection routière, tels que la reconstruction des pavages, trottoirs, bordures, chaussées et utilités d'infrastructures dans l'arrondissement pour des travaux réalisés à l'externe.

2. Cet emprunt comprend les honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

_____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1194322006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, le règlement d'emprunt RCA19-14006 autorisant le financement de 2 200 000 $ pour la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-09-26 13:33

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194322006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 2 200 000 $ dans le cadre du programme triennal d'immobilisations. Les investissements pour la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0364 - 6 novembre 2018 - Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA18-14005 autorisant un emprunt de 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.
CA18 14 0409 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14005 autorisant un emprunt de 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation des travaux d'aménagement, de réaménagement, de drainage, de plantations, de mises aux normes, d'éclairage, de remplacement et d'ajout d'équipements dans les différents parcs de l'arrondissement. Cet emprunt permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes: les honoraires professionnels, les études, la conception et la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux d'aménagement, de réaménagement, de drainage, de plantations, de mises aux normes, d'éclairage, de remplacement et d'ajout d'équipements dans les différents parcs de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt s'établit comme suit :
Investissements nets 2 200 000 $ (dépenses moins ristourne de taxes)

Montant à financer par emprunt 2 200 000 $

Aspects budgétaires

Les budgets sont prévus au présent programme triennal d'immobilisations comme suit :

Projet numéro 34226
Programme de réaménagement des parcs

	2020	2021	2022
Investissements nets	2 200	830	1 481
Emprunt net à charge des citoyens	2 200	830	1 481

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du présent règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 5 novembre 2019;
- Adoption du budget PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal du 11 au 13 décembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement du 3 décembre 2019;
- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce présent dossier est conforme aux normes et procédures de la Ville quant à sa politique de capitalisation et à sa politique de gestion de la dette. La Direction des services administratifs de l'arrondissement certifie que le présent dossier respecte les conditions énoncées à l'article 146.1 de la Charte de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-26

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.



RCA19-14006 - parcs 2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14006

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 2 200 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DANS LES PARCS DE L'ARRONDISSEMENT

VU les articles 146.1 et 148 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4);

ATTENDU que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À sa séance du ……., le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Un emprunt de 2 200 000 $ est autorisé pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement des parcs de l'arrondissement.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire du l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1194322007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, le règlement d'emprunt RCA19-14007 autorisant le financement de 3 531 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-09-26 13:31

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194322007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 3 531 000 $, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations. Les investissements pour la réalisation du programme de protection des bâtiments liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0365 - 6 novembre 2018 - Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA18-14006 autorisant un emprunt de 3 231 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.
CA18 14 0410 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14006 autorisant un emprunt de 3 231 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation des travaux de protection des bâtiments de l'arrondissement. Cet emprunt permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes: les honoraires professionnels, les travaux de rénovation et les travaux de conformité.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de protection des bâtiments de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt s'établit comme suit :
Investissements nets 3 531 000 $ (dépenses moins ristourne de taxes)

Montant à financer par emprunt 3 531 000 $

Aspects budgétaires

Les budgets sont prévus au présent programme triennal d'immobilisations comme suit :

Projet numéro 42305
Programme de protection des bâtiments

	2020	2021	2022
Investissements nets	3 531	2 601	2 550
Emprunt net à charge des citoyens	3 531	2 601	2 550

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du présent règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 5 novembre 2019;
- Adoption du budget PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal du 11 au 13 décembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement du 3 décembre 2019;
- Approbation des personnes habiles à voter;
- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-26

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.



RCA19-14007 - bâtiments 2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14007

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 3 531 000 $ POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE PROTECTION DES BÂTIMENTS DE L'ARRONDISSEMENT.

VU l'article 146.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

VU le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À sa séance du 3 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Un emprunt de 3 531 000 $ est autorisé pour le financement du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire du l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1194322008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, le règlement d'emprunt RCA19-14008 autorisant le financement de 950 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-09-26 13:31

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

_____

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194322008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 950 000 $, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations. Les investissements pour la réalisation de travaux de réfection routière (travaux réalisés à l'interne) liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0366 - 6 novembre 2018 - Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA18-14007 autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).
CA18 14 0411 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14007 autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation des travaux de réfection routière et de réparations de trottoirs réalisés à l'interne sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement. Cet emprunt permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes: les honoraires professionnels, le planage, la réhabilitation des chaussées, la reconstruction des trottoirs, la réfection de puisards, le revêtement des chaussées et autres dépenses reliés à la réalisation des travaux de réfection routière.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de réfection routière et de réparations de trottoirs réalisés à l'interne sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt s'établit comme suit :
Investissements nets 950 000 $ (dépenses moins ristourne de taxes)

Montant à financer par emprunt 950 000 $

Aspects budgétaires

Les budgets sont prévus au présent programme triennal d'immobilisations comme suit:

Projet numéro 55738
Programme de réfection routière - Travaux publics

	2020	2021	2022
Investissements nets	950 000 $	950 000 $	950 000 $
Emprunt net à charge des citoyens	950 000 $	950 000 $	950 000 $

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du présent règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 5 novembre 2019;
- Adoption du budget PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal le 11au 13 décembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement du 3 décembre 2019;
- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-26

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).



RCA19-14008- PRR (interne) 2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14008

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 950 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉFECTION ROUTIÈRE, DE RECONSTRUCTION DE RUES ET TROTTOIRS DANS L'ARRONDISSEMENT (TRAVAUX RÉALISÉS À L'INTERNE)

VU les articles 146.1 et 148 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4);

ATTENDU que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À sa séance du ……., le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Un emprunt de 950 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection routière, tels que la reconstruction des pavages, trottoirs, bordures, chaussées et utilités d'infrastructures dans l'arrondissement pour des travaux réalisés à l'interne.

2. Cet emprunt comprend les honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

_____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1197304002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

Adopter le règlement numéro RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020)»

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-10-11 17:45

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197304002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, lors de sa séance extraordinaire du 1er octobre 2019, approuvait le budget de fonctionnement de l'exercice financier 2020.
Lors de cette présentation, il a été fait mention de certaines mesures mises en place par la ville-centre dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements, entre autres, le transfert à l'arrondissement d'une partie des revenus de taxation foncière de la ville-centre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 140270 - 1er octobre 2019 - Adopter et soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires soumises à l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, par le Service des finances de la Ville de Montréal, pour l'exercice financier 2020.
CA18 140407 - 4 décembre 2018 - Adopter le règlement numéro RCA18-14003 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2019)».

DESCRIPTION

Un des éléments de la réforme du financement des arrondissements mis en place par la Ville-centre consiste en la cession d'un espace fiscal. La valeur de cet espace fiscal cédé par la Ville-centre et soustrait des transferts centraux se chiffre pour notre arrondissement à 7 914 400 $ ce qui représente 0,0551 $ / 100 $ d'évaluation.
Il ne s'agit pas d'une taxe supplémentaire imposée, mais bien d'un transfert. Pour les contribuables, ce transfert représente un coût nul, car l'arrondissement n'augmente pas le coût de cette portion de taxe de l'arrondissement.

L'objectif de l'administration de l'arrondissement est de maintenir le niveau et la qualité des services offerts à la population de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. À cet effet, la réforme du financement mise en place par la Ville-centre permet à l'arrondissement de récupérer un montant de 7 914 400 $ par l'imposition d'une taxe relative aux services.

Cette taxation permettra à l'arrondissement de conserver un budget de fonctionnement lui permettant de faire face à ses obligations et engagements et ainsi, de ne pas affecter le niveau de services à ses citoyens.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil d'arrondissement peut par règlement imposer une taxe sur tous les immeubles imposables situés dans l'arrondissement.
Comme il s'agit d'une taxe annuelle, le règlement devra être adopté chaque année pour chacun des exercices financiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La taxe sera applicable à tous les immeubles imposables de l'arrondissement et elle permettra de récupérer un revenu de 7 914 400 $ nécessaire à l'équilibre budgétaire de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis public de la présentation de l'avis de motion du règlement
- Avis de motion du règlement
- Avis public annonçant l'adoption du règlement
- Adoption du règlement
- Avis public d'adoption et d'entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Article 146 de la Charte de la Ville de Montréal

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie CHAMARD, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Odette NTAKARUTIMANA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-8459
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-02

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197304002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter le règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».



RCA19-14010_Taxe sur les services_(2020)_PROJET.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Odette NTAKARUTIMANA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-8459
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14010

RÈGLEMENT SUR LA TAXE RELATIVE AUX SERVICES (EXERCICE FINANCIER 2020)

Vu l'article 146 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4);

Vu la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1);

À sa séance ordinaire du …… 2019, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Il est imposé et il sera prélevé sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière et situé dans l'arrondissement, une taxe spéciale relative aux services, au taux de 0,0551 % appliqué sur la valeur imposable de l'immeuble.

2. Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes, qui sont relatives aux intérêts et à la pénalité exigibles sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, au supplément de la taxe payable à la suite d'une modification du rôle de l'évaluation foncière et au montant exigible d'un versement échu s'appliquent, aux fins du prélèvement de la taxe prévue à l'article 1, telles qu'établies pour l'exercice financier visé à l'article 3.

3. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier de 2020 et a effet à compter du 1er janvier 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191385020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection du parvis et l'aménagement d'une rampe pour l'accès universel devant le bâtiment situé au 8500, boulevard Saint-Laurent.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans ASK-00, ASK-03, A-02r, A-05r, A-06r et A-07r datés du 4 octobre 2019, préparés par L'étude Louis Brillant, architecte, visant la réfection du parvis et l'aménagement d'une rampe pour l'accès universel pour le bâtiment situé au 8500, boulevard St-Laurent et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 octobre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:07

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1191385020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection du parvis et l'aménagement d'une rampe pour l'accès universel devant le bâtiment situé au 8500, boulevard Saint-Laurent.

CONTENU

CONTEXTE

Les représentants de la Mission catholique Philippine de Montréal souhaitent procéder à la réfection du parvis devant l'église située au 8500, boulevard St-Laurent. En un deuxième temps, ils souhaitent aussi aménager une rampe d'accès universel.
Le bâtiment concerné est inclus dans la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural identifié au plan annexé au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement. Selon l'article 15 de ce même règlement tout permis de transformation relatif à la modification d'un élément architectural visible de la voie publique d'un bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural doit être approuvé conformément au Règlement sur les P.I.I.A.

Le conseil d'arrondissement est donc appelé à se prononcer sur ce dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Les travaux demandés seraient répartis en 2 phases. En premier lieu, les requérants procéderaient à la réfection totale du parvis. Au fil du temps, dû à l'absence de fondations, les marches des différents escaliers se sont affaissées. Les travaux consisteraient à remplacer tous les paliers et les marches en béton par de nouveaux paliers et marches en béton similaire. Une nouvelle marche serait ajoutée à chaque escalier afin d'avoir des contre marches égales et de hauteur conforme. Les mains courantes seraient enlevées et réinstallées.
En deuxième temps, une nouvelle rampe d'accès universel serait aménagée du côté latéral du bâtiment, donnant sur la rue de Liège, reliant ainsi le stationnement et une entrée de l'église. L'escalier existant serait démoli et remplacé par la nouvelle rampe qui serait munie de deux paliers intermédiaires. Le garde-corps serait composé de barrottins en acier galvanisé de couleur naturelle. Il serait muni de deux mains courantes en bois de cèdre.

JUSTIFICATION

En se référant aux objectifs et critères joints au dossier, la Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée puisque les travaux de réfection et l'aménagement d'une rampe universel sont nécessaires pour la sécurité des paroissiens.
Le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa séance du 17 octobre 2019, a recommandé au conseil d'arrondissement de donner une suite favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux: 325 494,00$.
Coût du permis: 3 471.84$
Coût du PIIA: 282.00$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au règlement sur les P.I.I.A

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191385020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection du parvis et l'aménagement d'une rampe pour l'accès universel devant le bâtiment situé au 8500, boulevard Saint-Laurent.

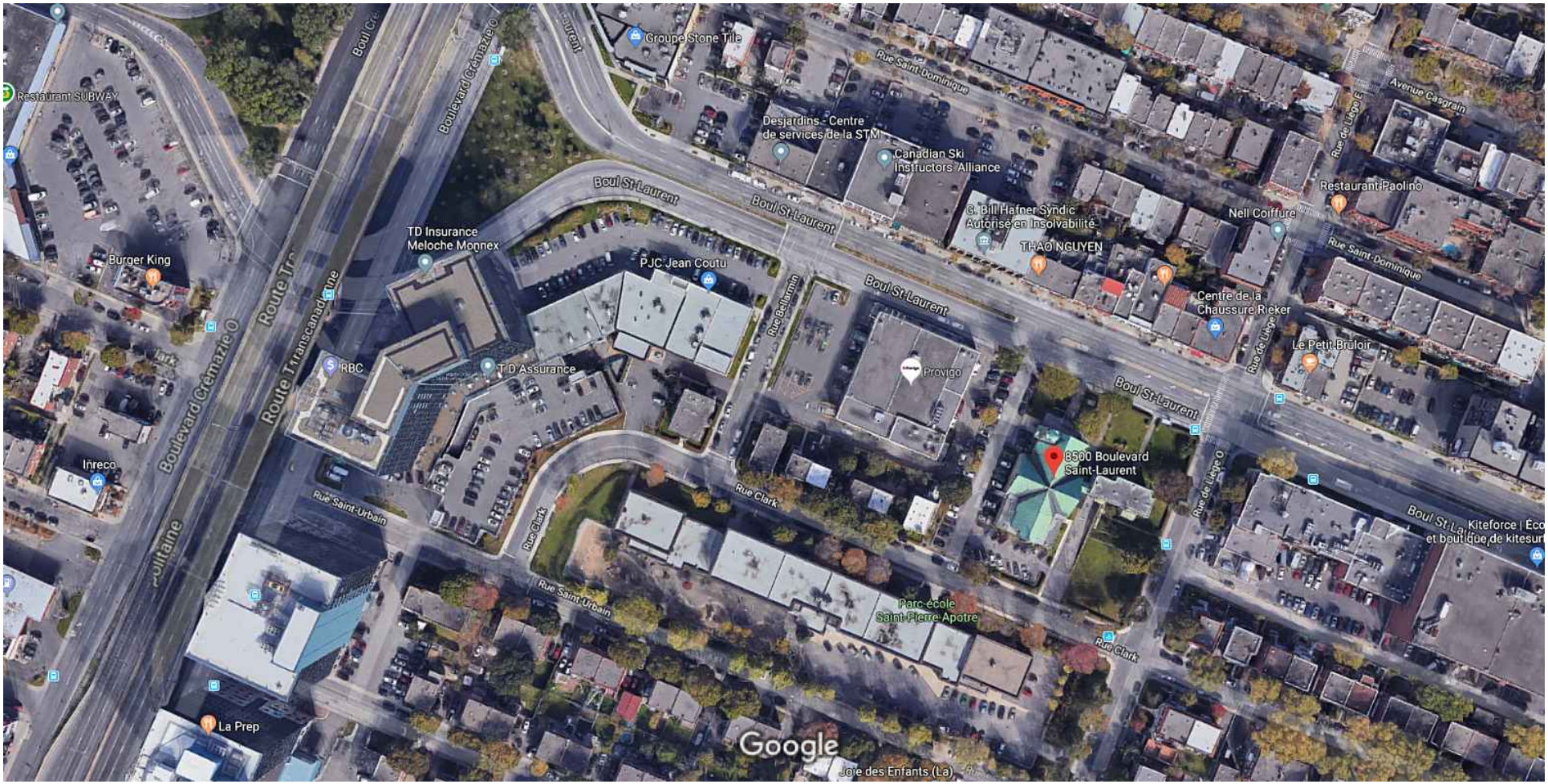
Localisation du site.pdf
Normes réglementaires.pdf
PIIA- Objectifs et critères.doc
2019-10-18-Plans estampillés.pdf
CCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

Google Maps 8500 Boul St-Laurent



Images ©2019 Google, Images ©2019 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2019 20 m



8500 Boul St-Laurent

Montréal, QC H2P 2M8

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

G9R6+6J Montréal, Québec

Photos



À cet endroit

Emplacement

Localisation: 691699-05 (OASIS) - 8500 boulevard Saint-Laurent (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0051	931mc	Terrain situé dans plus d'un secteur de zonage - Vérifier plans annexes

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	16 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	4	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	RI
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	2.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	35%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Oui
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : E.5(1)
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-10-01 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Heubri, Roula

Emplacement

Localisation: 691699-05 (OASIS) - 8500 boulevard Saint-Laurent (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0051	222mc	Terrain situé dans plus d'un secteur de zonage - Vérifier plans annexes

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	16 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	4	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	RI
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	2.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	35%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Oui
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : E.5(1)
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-10-01 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Heubri, Roula

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À LA ZONE 27 ET AUX BÂTIMENTS D'INTERÊT PATRIMONIAL HORS SECTEUR

54.1. Une intervention visée à l'article 15.1 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : Maintenir la typologie du lotissement d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) les dimensions des lots doivent tendre à maintenir le rythme de lotissement caractéristique du secteur.

2º objectif 2 : Préconiser une implantation qui conserve l'homogénéité des implantations dans le milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) l'implantation du nouveau volume doit maintenir un corridor visuel homogène.

3º objectif 3 : préconiser une architecture de qualité qui maintien l'uniformité visuelle du milieu.

Dans l'atteinte de l'objectif 3, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le concept architectural du nouveau volume doit s'harmoniser avec le milieu d'insertion et est d'expression contemporaine;
b) l'ensemble des éléments architecturaux doit permettre de conserver une uniformité visuelle avec le milieu d'insertion quant, notamment, aux matériaux de revêtement extérieur et à la hauteur du bâtiment;
c) l'utilisation d'un assortiment de couleurs pour le revêtement extérieur doit adapter au milieu d'insertion est privilégié;
d) les éléments architecturaux d'origines doivent être préservés dans le cadre de l'agrandissement d'un bâtiment;
e) la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages supérieurs est assurée par la mise en place de composantes architecturales telles qu'un entablement ou un bandeau et une base;
f) maximiser la transparence des vitrines commerciales situées au rez-de-chaussée afin de contribuer à l'animation du domaine public;
g) des aires de services fonctionnelles aménagés à l'intérieur du local commercial sont prévues pour entreposer les matières résiduelles.
h) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
i) la visibilité et les incidences des équipements liés au bâtiment doivent être atténuées.

4º objectif 4 : Concevoir des aménagements paysagers et des aires de stationnement de qualité supérieure.

Dans l'atteinte de l'objectif 4, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

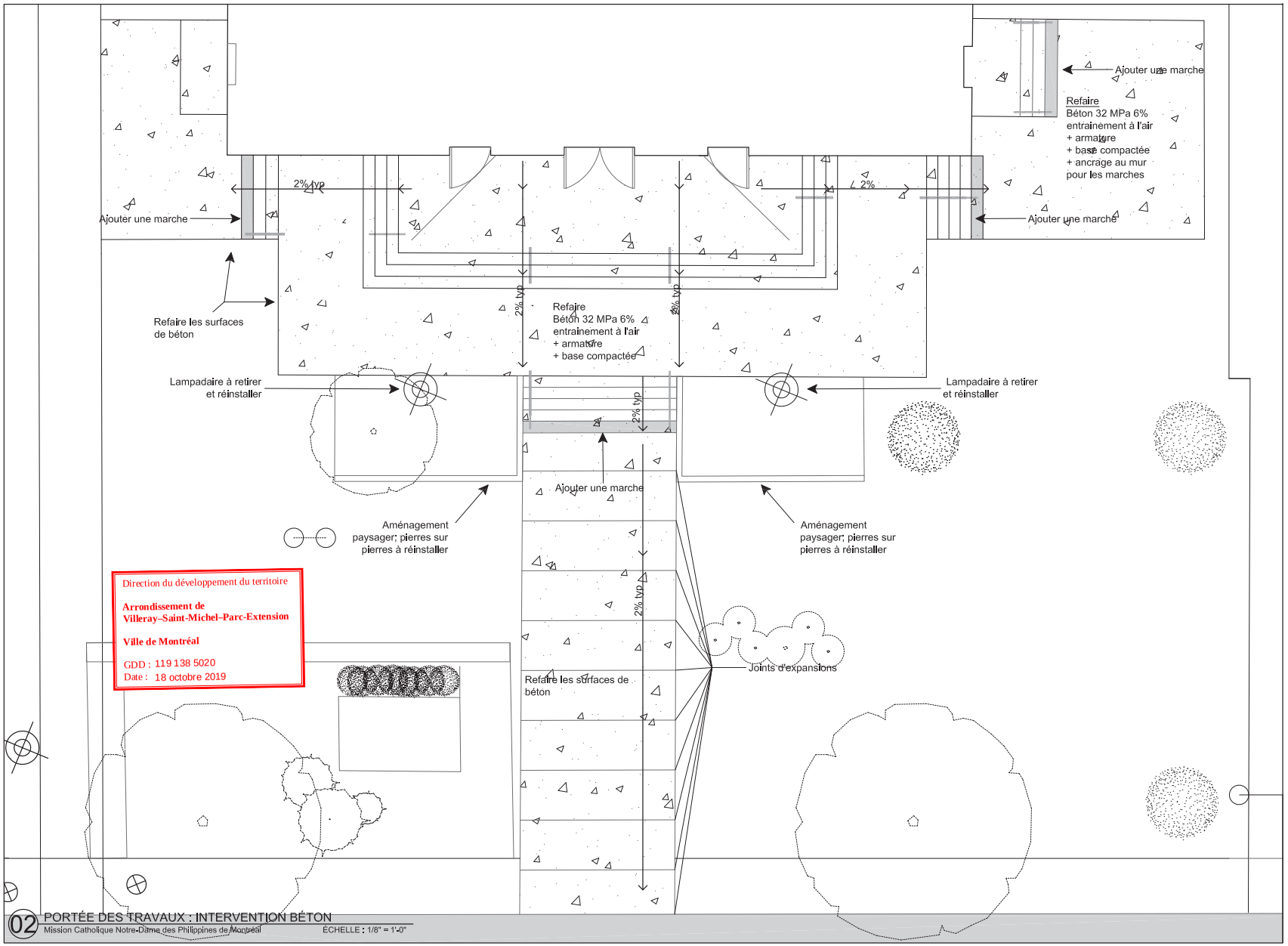
a) l'utilisation de matériaux minéraux est minimisée;
b) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;

c) le stationnement doit être localisé et aménagé de manière à minimiser les impacts négatifs;
d) lorsque située à l'extérieur du bâtiment, l'aire d'entreposage des matières résiduelles pour l'activité commerciale est dissimulé, fonctionnel et minimise les impacts sur le domaine public;
e) les aires de chargement doivent être situés et être traités de manière à minimiser les impacts sur la circulation des camions et aux activités de livraison sur le milieu résidentiel.

5º objectif 5 : Les enseignes s'harmonisent à la façade principale, à l'architecture du bâtiment et au paysage urbain.

Dans l'atteinte de l'objectif 5, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le traitement des enseignes doit être effectué avec sobriété quant au nombre, aux dimensions, aux couleurs, à leur localisation et à leur harmonisation avec l'architecture du bâtiment.»



02 PORTÉE DES TRAVAUX : INTERVENTION BÉTON
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal ÉCHELLE : 1/8" = 1'-0"

No.	J	M	A	DESCRIPTION
5	04	10	19	RÉÉMIS POUR PERMIS
4	26	08	19	ÉMIS POUR PHASAGE
3	13	08	19	ADDENDA 2
2	16	07	19	ADDENDA 1
1	11	07	19	SOUMISSION

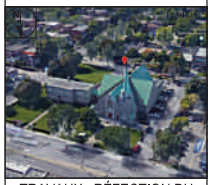
MODIFICATIONS

LÉGENDE

Béton à refaire

Ajout d'un niveau de marche

L'étude Louis Brillant, architecte
6810, 16e Avenue, Rosemont, Mtl Qc H1X 2T4
Tél. : 514.396-5111 Fax : 514.396-4360
Courriel : lbrillant3@bellnet.ca



TRAVAUX : RÉFECTION DU PARVIS ET AJOUT D'UNE RAMPE D'ACCÈS

MISSION CATHOLIQUE NOTRE-DAME DES PHILIPPINES DE MONTRÉAL

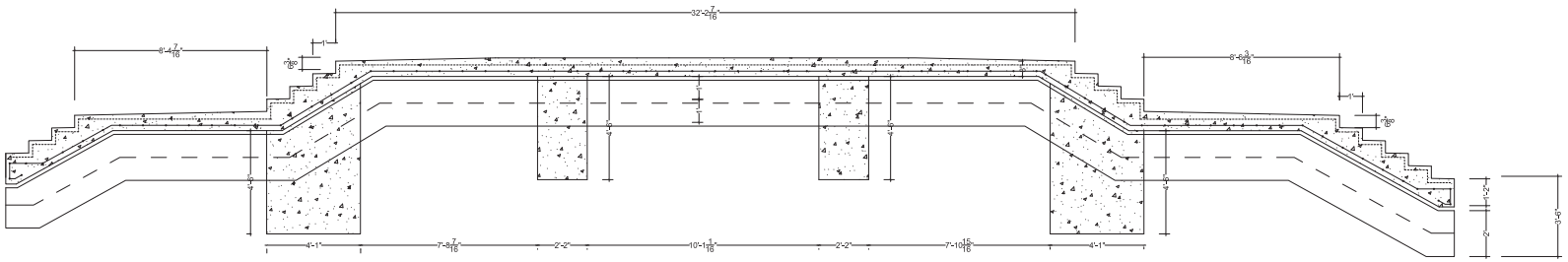
8500 Boul St-Laurent, Montréal
QC H2P 2M8
Tél. : 514.271.8605 Fax : 514.271.1570

TITRE DU DESSIN

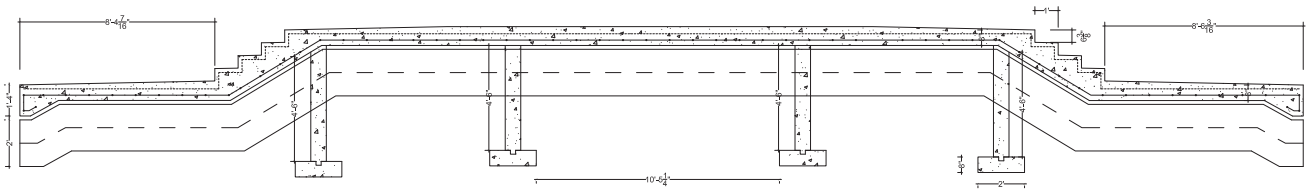
PORTÉE DES TRAVAUX: PHASE 1 INTERVENTION BÉTON

DATE :	ÉCHELLE :
04.10.2019	1/8" = 1'-0
DESSINÉ PAR : CB + SB	VÉRIFIÉ PAR : LB3
PROJET : 2018.25	NO : A-02r

NOTE: TOUTES LES MESURES DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR LE SITE.



04 DÉTAIL DE BÉTON 1-1
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal — ÉCHELLE : 3/16" = 1'-0"



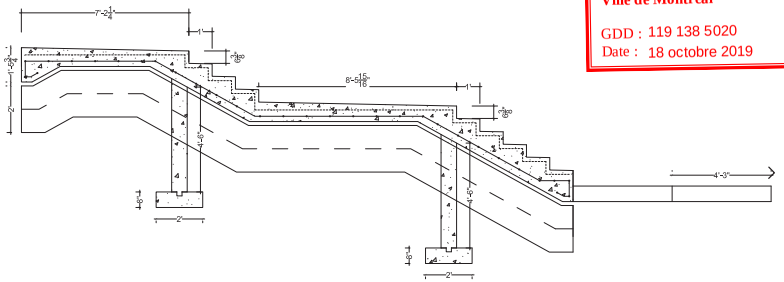
05 DÉTAIL DE BÉTON 2-2
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal — ÉCHELLE : 3/16" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

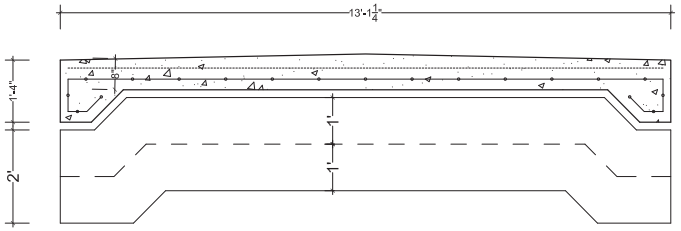
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5020
Date : 18 octobre 2019



06 DÉTAIL DE BÉTON 3-3
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal — ÉCHELLE : 3/16" = 1'-0"

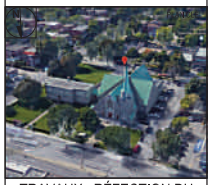


07 DÉTAIL DE BÉTON 4-4 : DALLE TROTTOIR
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal — ÉCHELLE : 3/8" = 1'-0"

No.	J	M	A	DESCRIPTION
5	04	10	19	RÉÉMIS POUR PERMIS
4	26	08	19	ÉMIS POUR PHASAGE
3	13	08	19	ADDENDA 2
2	16	07	19	ADDENDA 1
1	11	07	19	SOUMISSION

MODIFICATIONS

L'étude Louis Brillant, architecte
6810, 16e Avenue, Rosemont, Mtl Qc H1X 2T4
Tél. : 514.396-5111 Fax : 514.398-4360
Courriel : lbrillant3@bellnet.ca



TRAVAUX : RÉFECTION DU PARVIS ET AJOUT D'UNE RAMPE D'ACCÈS

MISSION CATHOLIQUE NOTRE-DAME DES PHILIPPINES DE MONTRÉAL

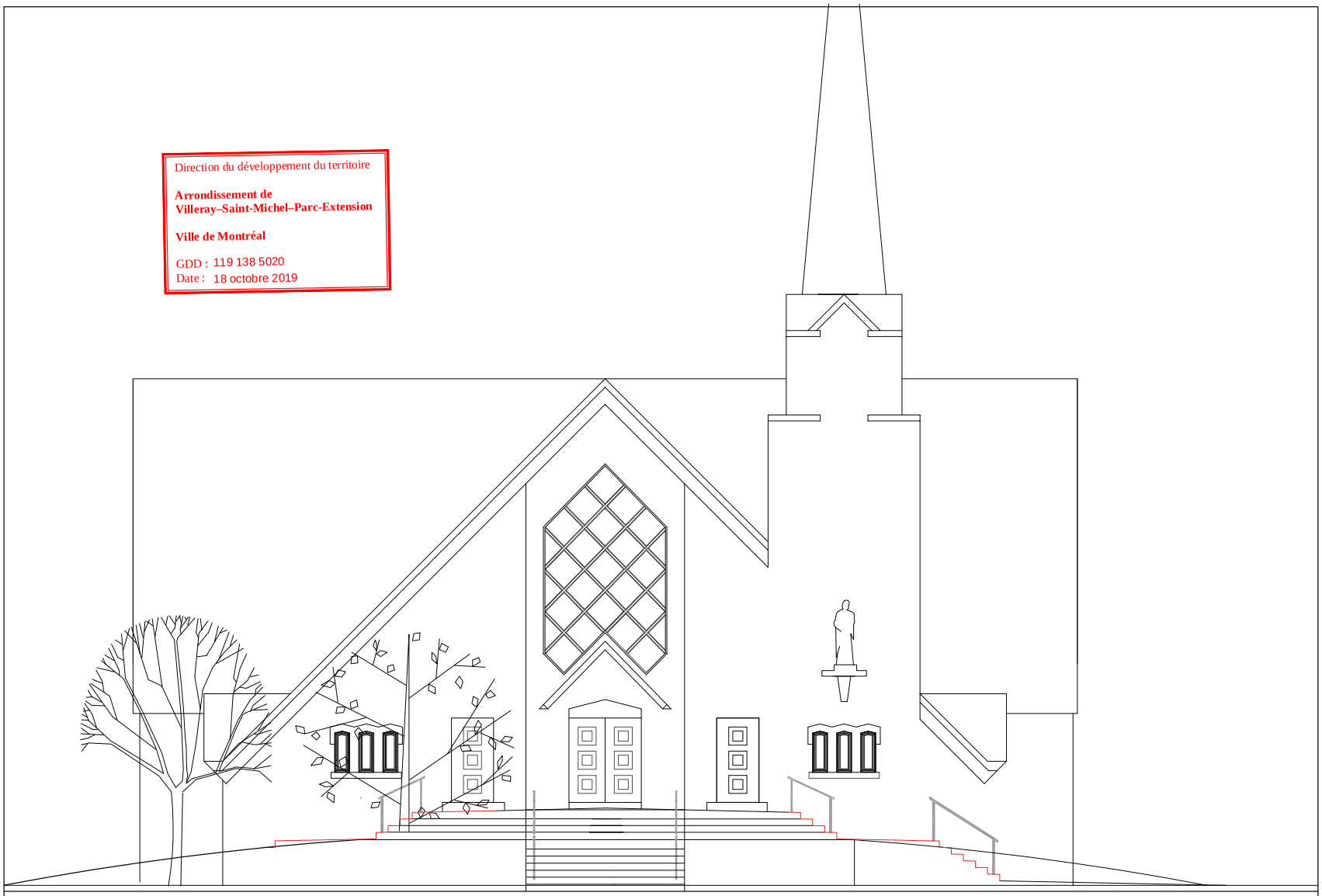
8500 Boul St-Laurent, Montréal
QC H2P 2M8
Tél. : 514.271.8605 Fax : 514.271.1570

TITRE DU DESSIN :

DÉTAILS TRAVAUX DE BÉTON AVEC COTES

DATE :	ÉCHELLE :
04.10.2019	INDIQUÉE
DESSINÉ PAR : CB + SB	VÉRIFIÉ PAR : LB3
PROJET : 2018.25	NO : A-05r

NOTE: TOUTES LES MESURES DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR LE SITE.



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

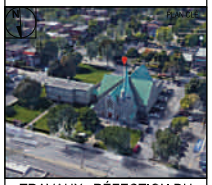
GDD : 119 138 5020
Date : 18 octobre 2019

08 ÉLÉVATION SAINT-LAURENT
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal ÉCHELLE : 1/8" = 1'-0"

No.	J	M	A	DESCRIPTION
5	04	10	19	RÉÉMIS POUR PERMIS
4	26	08	19	ÉMIS POUR PHASAGE
3	13	08	19	ADDENDA 2
2	16	07	19	ADDENDA 1
1	11	07	19	SOUMISSION

MODIFICATIONS

L'étude Louis Brillant, architecte
6810, 16e Avenue, Rosemont, Mtl Qc H1X 2T4
Tél. : 514.396-5111 Fax : 514.396-4360
Courriel : lbrillant3@bellnet.ca



TRAVAUX : RÉFECTION DU PARVIS ET AJOUT D'UNE RAMPE D'ACCÈS

MISSION CATHOLIQUE NOTRE-DAME DES PHILIPPINES DE MONTRÉAL

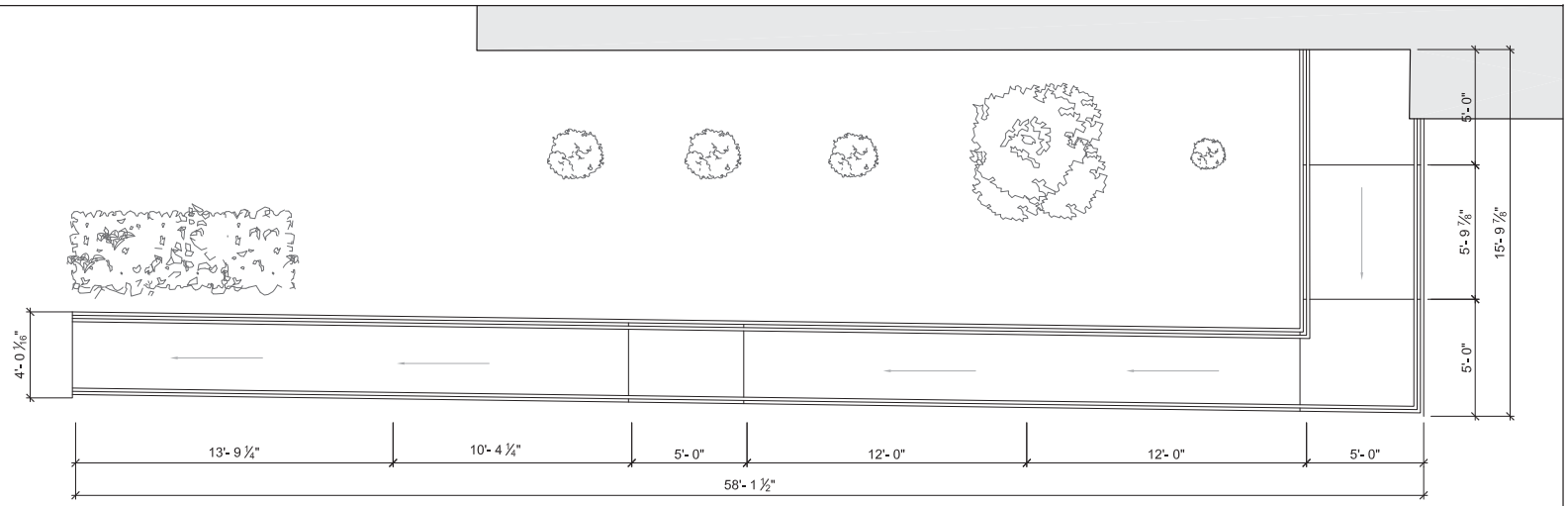
8500 Boul St-Laurent, Montréal
QC H2P 2M8
Tél. : 514.271.8605 Fax : 514.271.1570

TITRE DU DESSIN:

ÉLÉVATION SAINT-LAURENT

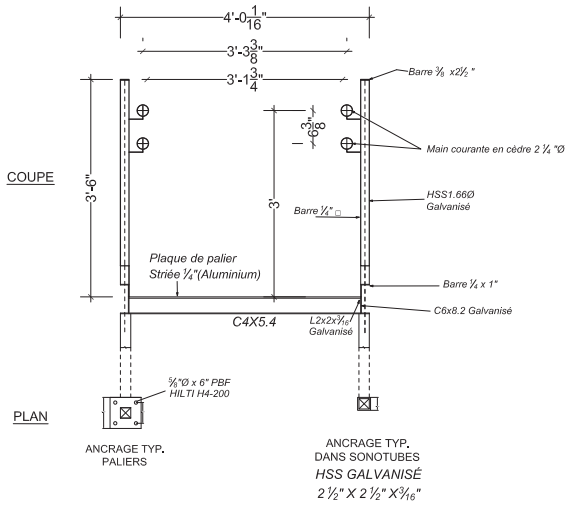
DATE :	ÉCHELLE :
04.10.2019	INDIQUÉE
DESSINÉ PAR : CB + SB	VÉRIFIÉ PAR : LB3
PROJET : 2018.25	NO : A-06r

NOTE: TOUTES LES MESURES DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR LE SITE.



09 DÉTAIL DE LA RAMPE : PLAN

Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal — ÉCHELLE : 3/16" = 1'-0"



MAINS COURANTES

- 2 1/4" Cèdre / longueur de sections de rampe
- Prévoir inspection , collage des éclisses et ponçage 1x/an pour 2 ans après la réception des travaux

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5020
Date : 18 octobre 2019

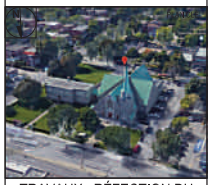
10 DÉTAIL RAMPE : COUPE

Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal — ÉCHELLE : 1/2" = 1'-0"

No.	J	M	A	DESCRIPTION
5	04	10	19	RÉÉMIS POUR PERMIS
4	26	08	19	ÉMIS POUR PHASAGE
3	13	08	19	ADDENDA 2
2	16	07	19	ADDENDA 1
1	11	07	19	SOUMISSION

MODIFICATIONS

L'étude Louis Brillant, architecte
6810, 16e Avenue, Rosemont, Mtl Qc H1X 2T4
Tél. : 514.396-5111 Fax : 514.398-4360
Courriel : lbrillant3@bellnet.ca



TRAVAUX : RÉFECTION DU PARVIS ET AJOUT D'UNE RAMPE D'ACCÈS

MISSION CATHOLIQUE NOTRE-DAME DES PHILIPPINES DE MONTRÉAL

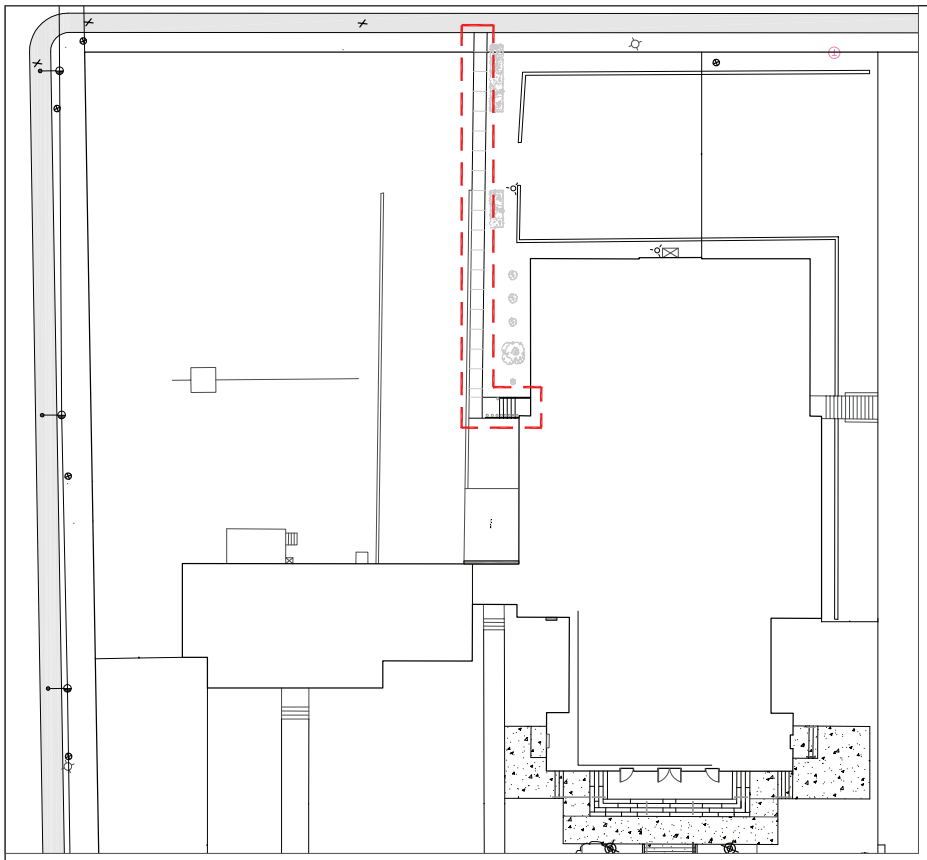
8500 Boul St-Laurent, Montréal
QC H2P 2M8
Tél. : 514.271.8605 Fax : 514.271.1570

TITRE DU DESSIN :

DÉTAIL DE LA RAMPE

DATE :	ÉCHELLE :
04.10.2019	INDIQUÉE
DESSINÉ PAR : CB + SB	VÉRIFIÉ PAR : LB3
PROJET : 2018.25	NO : A-07r

NOTE: TOUTES LES MESURES DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR LE SITE.



01 PLAN DU SITE : ZONE D'INTERVENTION
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal ÉCHELLE : 1/32" = 1'-0"



LOT CADASTRAL # 2 250 108

ORTHOPHOTOGRAPHIE
REF Jean-Luc Léger, Arpenteur-Géomètre
Dossier MPC-1940 1437-1
Minute 26359

MISSION CATHOLIQUE NOTRE-DAME DES PHILIPPINES DE MONTRÉAL

LISTE DES DESSINS:

ASK-00 CONTEXTE ET LISTE DE DESSINS
ASK-01 SITUATION EXISTANTE : VUE PLAN
ASK-02 PORTÉE DES TRAVAUX : FONDATIONS ET VUE PLAN
ASK-03 SITUATION EXISTANTE ET PORTÉE DES TRAVAUX : ÉLÉVATION RUE DE LIÈGE O

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

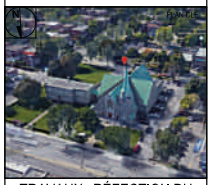
Ville de Montréal

GDD : 119 138 5020
Date : 18 octobre 2019

No.	J	M	A	DESCRIPTION
5	04	10	19	RÉÉMIS POUR PERMIS
4	26	08	19	ÉMIS POUR PHASAGE
3	13	08	19	ADDENDA 2
2	16	07	19	ADDENDA 1
1	11	07	19	SOUMISSION

MODIFICATIONS

L'étude Louis Brillant, architecte
6810, 16e Avenue, Rosemont, Mtl Qc H1X 2T4
Tél. : 514.396-5111 Fax : 514.396-4360
Courriel : lbrillant3@bellnet.ca



TRAVAUX : RÉFECTION DU PARVIS ET AJOUT D'UNE RAMPE D'ACCÈS

MISSION CATHOLIQUE NOTRE-DAME DES PHILIPPINES DE MONTRÉAL

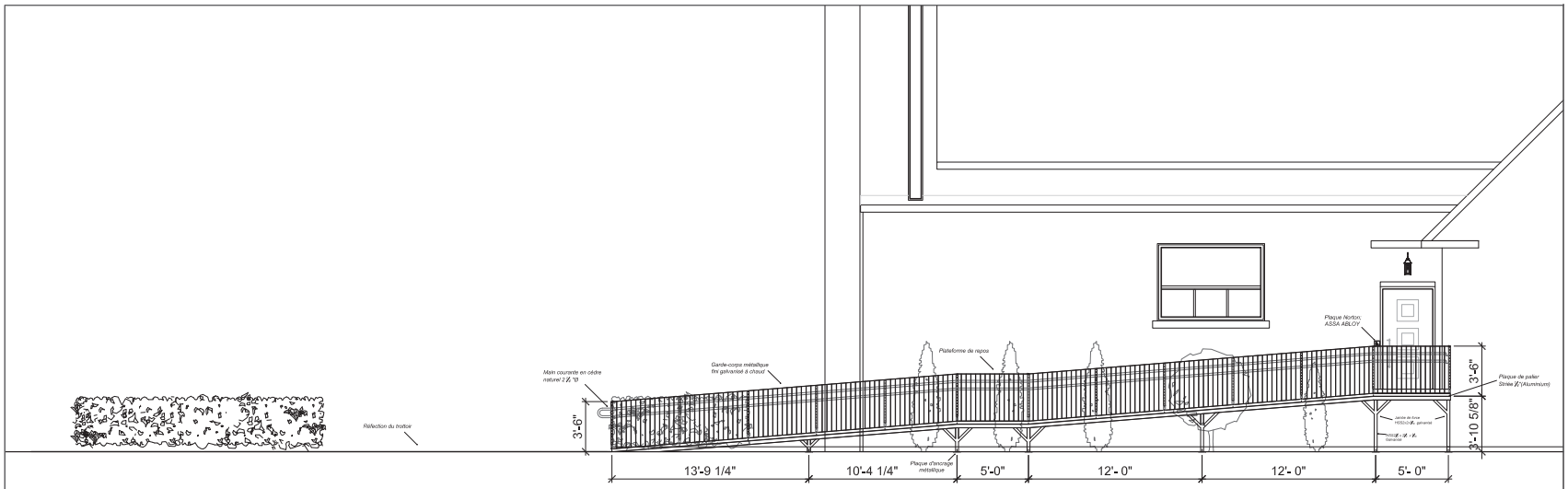
8500 Boul St-Laurent, Montréal
QC H2P 2M8
Tél. : 514.271.8605 Fax : 514.271.1570

TITRE DU DESSIN:

CONTEXTE ET LISTE DE DESSINS

DATE:	ÉCHELLE:
04.10.2019	INDIQUÉE
DESSINÉ PAR: CB + SB	VÉRIFIÉ PAR: LB3
PROJET: 2018.25	NO: **ASK-00**

NOTE: TOUTES LES MESURES DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR LE SITE.



02 PORTÉE DES TRAVAUX : ÉLÉVATION RUE LIÈGE O
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal ÉCHELLE : 1/8" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5020
Date : 18 octobre 2019

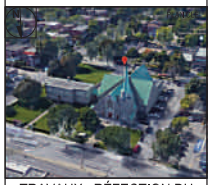


01 SITUATION EXISTANTE : ÉLÉVATION RUE DE LIÈGE O
Mission Catholique Notre-Dame des Philippines de Montréal ÉCHELLE : 1/8" = 1'-0"

No.	J	M	A	DESCRIPTION
5	04	10	19	RÉÉMIS POUR PERMIS
4	26	08	19	ÉMIS POUR PHASAGE
3	13	08	19	ADDENDA 2
2	16	07	19	ADDENDA 1
1	11	07	19	SOUMISSION

MODIFICATIONS

L'étude Louis Brillant, architecte
6810, 16e Avenue, Rosemont, Mtl Qc H1X 2T4
Tél. : 514.396-5111 Fax : 514.398-4360
Courriel : lbrillant3@bellnet.ca



TRAVAUX : RÉFECTION DU PARVIS ET AJOUT D'UNE RAMPE D'ACCÈS

MISSION CATHOLIQUE NOTRE-DAME DES PHILIPPINES DE MONTRÉAL

8500 Boul St-Laurent, Montréal
QC H2P 2M8
Tél. : 514.271.8605 Fax : 514.271.1570

TITRE DU DESSIN:

SITUATION EXISTANTE ET PORTÉE DES TRAVAUX : ÉLÉVATION RUE DE LIÈGE O

DATE :	ÉCHELLE :
04.10.2019	INDIQUÉE
DESSINÉ PAR : CB + SB	VÉRIFIÉ PAR : LB3
PROJET : 2018.25	NO : **ASK-03**

NOTE: TOUTES LES MESURES DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR LE SITE.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.2. PIIA : 8500, Boulevard Saint-Laurent	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Architecte, planification	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection du parvis et l'aménagement d'une rampe d'accès universel devant le bâtiment situé au 8500, boulevard Saint-Laurent

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- L'emplacement de la rampe d'accès sur une façade secondaire pour la rendre la moins visible de la voie publique.
- Des notions de conformité au code de construction concernant la hauteur des contre-marches et le degré de la pente pour les rampes d'accès.

CCU19-10-17-PIIA02	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Anh Truong

appuyé par Celso Giancarlo Alcantara

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 17e jour du mois d'octobre 2019.

_____
Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

_____
David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1196996020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'installation de persiennes de ventilation en façade, sur le bâtiment situé au 502 à 514, rue Jarry Est.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA06-14001), les plans 1 et 2, datés du 10 octobre 2019, préparés par Atelier 21, visant l'installation de persiennes de ventilation sur le bâtiment situé au 502 à 514, rue Jarry Est, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 octobre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:27

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196996020**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'installation de persiennes de ventilation en façade, sur le bâtiment situé au 502 à 514, rue Jarry Est.

CONTENU

CONTEXTE

Le bâtiment visé par la demande comporte une tour de 10 étages appartenant à l'Office municipale d'habitation de Montréal (OMHM) et implantée au-dessus de l'édicule du métro Jarry. Cet édifice, construit au début des années 80, abrite aux étages un peu moins d'une centaine de logements à loyer modique pour personnes âgées. Au rez-de-chaussée, on trouve plusieurs commerces, en plus de l'accès au métro. L'entreprise Couche-Tard souhaite occuper un de ces locaux commerciaux situé au coin des rues Jarry et Lajeunesse. Des travaux de mise aux normes des équipements mécaniques font en sorte qu'elle se voit dans l'obligation d'installer de nouvelles persiennes de ventilation sur la façade du bâtiment donnant sur la rue Lajeunesse.
En 1974, la propriété a fait l'objet d'un programme de développement autorisant la construction du bâtiment. Toute demande de modification d'un élément architectural d'une façade du bâtiment est assujetti au règlement sur les P.I.I.A., selon l'article 5 de ce même règlement. Au printemps 2019, l'OMHM a soumis un projet de réfection entière du parement de maçonnerie de l'édifice qui a été analysé en vertu de la procédure de P.I.I.A. et qui a reçu l'approbation du conseil d'arrondissement. Les travaux n'ont pas encore débuté.

La présente demande d'installation de persiennes est donc soumise pour approbation, le cas échéant, par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 14 0135 - 7 mai 2019 : Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection des façades ainsi que la réfection du parvis du bâtiment situé au 8087, rue Berri (adresse principale : 502, rue Jarry Est).
Règlement 4791 - 31 juillet 1974 : Programme de logements à loyer modique "Jarry 788".

DESCRIPTION

Le local que Couche-Tard souhaite aménager est actuellement occupé par un salon de coiffure. Afin d'y exploiter un dépanneur, il est nécessaire d'y aménager une chambre froide

avec un système de réfrigération. Le système de climatisation actuel du bâtiment utilise l'eau potable, ce qui n'est plus autorisé par la Ville. L'entreprise doit donc installer un nouveau système de climatisation et de réfrigération qui nécessitera des entrées et des sorties d'air. L'ingénieur en charge du projet a étudié plusieurs options pour la localisation de ces prises d'air. Étant donné la hauteur du bâtiment, il n'est pas possible d'installer un équipement mécanique sur le toit pour alimenter un local situé au rez-de-chaussée. De plus, il ne serait pas judicieux d'installer cet équipement sur les toitures basses situées à l'avant et à l'arrière de l'édifice, car il serait situé à proximité des fenêtres et balcons des résidents, ce qui occasionnerait assurément des plaintes liées au bruit. L'entreprise n'a donc pas le choix d'installer des persiennes sur un des murs extérieurs du bâtiment.
L'édifice étant entouré de trois rues, il n'a qu'un seul mur "arrière". Celui-ci est déjà occupé par de grandes grilles de ventilation. De plus, le commerce étant situé à l'avant du bâtiment, les conduites devraient alors passer par des locaux appartenant à d'autres occupants/ locataires (STM, restaurant vietnamien) ce qui complique les choses d'un point de vue administratif. L'ingénieur en charge du projet propose donc d'installer les nouvelles persiennes de ventilation sur la façade du bâtiment donnant sur la rue Lajeunesse. Là encore, plusieurs contraintes ont influencé leur positionnement sur la façade, dont la principale est structurale. L'édifice de 10 étages est supporté par une structure en béton. Les cages d'escaliers, ainsi que les murs "pleins" du basilaire agissent comme contreventement pour permettre à la tour de résister aux charges de vent. Il n'est donc pas judicieux de percer de nouvelles ouvertures dans la portion de mur "aveugle" situé entre la cage d'escalier et les vitrines de la façade de la rue Lajeunesse. Les nouvelles persiennes seront donc installées au-dessus des vitrines étant donné que cette partie du bâtiment reçoit moins de charges structurales provenant de la tour. Toutefois, même à cet endroit, leur positionnement exact et leurs dimensions sont contraints par la dalle et les poutres de béton situées au-dessus du rez-de-chaussée. Pour plus de flexibilité, il est donc proposé de prévoir deux persiennes pour l'entrée d'air et deux autres pour la sortie d'air. De cette façon, il est possible de centrer deux des persiennes au-dessus des vitrines existantes et d'installer les deux autres à distance égale. En tenant compte du positionnement des ouvertures existantes sur la façade, cet aménagement permet de diminuer un peu l'impact de ces nouveaux équipements sur la façade de l'édifice.

Enfin, les persiennes seront également installées dans le même alignement que la maçonnerie ("flush" avec la brique) et seront peintes de la même couleur que les nouvelles briques qui seront installées par l'OMHM lorsqu'il effectuera ses travaux de réfection des façades (prévus au printemps 2020).

JUSTIFICATION

En se référant aux objectifs et critères énumérés aux articles 31 et 32 du règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, la Direction du développement du territoire estime que la présente demande est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée, et ce, pour les raisons suivantes :

- l'installation des persiennes est justifiée par l'exigence de mise aux normes des système de réfrigération et de climatisation adoptée par la Ville de Montréal;
- la localisation des persiennes sur le bâtiment est justifiée par les nombreuses contraintes techniques liées à une intervention sur un bâtiment existant de grande hauteur;
- le positionnement des persiennes sur la façade, leur installation au même niveau que la brique et leur couleur favorisent l'intégration des persiennes à l'architecture du bâtiment.

À sa séance du 17 octobre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable au projet. La demande est donc transmise au conseil d'arrondissement pour approbation, le cas échéant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux : 96 800 $
Coût du permis : 948,64 $
Coût du PIIA : 282 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet permet le remplacement du système de climatisation à l'eau par une unité de climatisation à l'air, ce qui permet de réduire le gaspillage d'eau potable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ

Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196996020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'installation de persiennes de ventilation en façade, sur le bâtiment situé au 502 à 514, rue Jarry Est.

Normes réglementaires.pdf PIIA_Objectifs et critères.doc Localisation du site.pdf

plans estampillés.pdf CCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

Emplacement

Localisation: 683083-00 (OASIS) - 502 à 514 rue Jarry Est (ANJ+MTL+SLN)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0169	1197mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	35%	100%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial : A
Zone PIIA : 33
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : C.4B, H
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-10-10 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Robitaille, Annie

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À UN PROJET DONT LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT A ÉTÉ APPROUVÉ CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 612A DE LA CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (1959-1960, CHAPITRE 102)

31. Une intervention visée à l'article 5 doit répondre à l'objectif suivant:

1. favoriser la construction de nouveaux bâtiments ou la modification des bâtiments existants, respectueux du contexte d'insertion et visant à améliorer le cadre bâti.

32. Les critères d'évaluation énoncés ci-après permettent une appréciation uniformisée des P.I.I.A. et une intervention énumérée à l'article 5 est assujettie à un examen selon ces critères :

1. l'intégration d'un projet au milieu d'insertion, sur le plan architectural;

2. l'efficacité et la qualité d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons;

3. la mise en valeur des lieux publics et la création d'un environnement sécuritaire;

4. la mise en valeur, la protection ou l'enrichissement du patrimoine architectural, naturel et paysager du milieu d'insertion.


RUE JARRY
RUE LAJEUNESSE
RUE BERRI
MÉTRO
JARRY
C.4B
H
H.2-4
H.2-3
H.2-
556-578A
8085-8089
8079-8083
8040-8044
8138-8144
8132-8136
8126-8130
527-531
8139
8133-8137
8129
8123-8127
8117-8121
8111-8115
8077-8087
8068-8072
8062-8066
8056-8060
8038-8048
8028-8036
8124-8128
8118-8122
8116
8104-8106
425-435
8051-8053
8045-8049
8033-8043
8021-8031
8015-8017
8009-8013
428-434
422-426
414-418
8086
8074-8082
8072
8064-8066
8060-8062
8054-8056
8050-8052A
8119-8123
8113-8115
8109-8111
8101-8105

Direction du développement du territoire

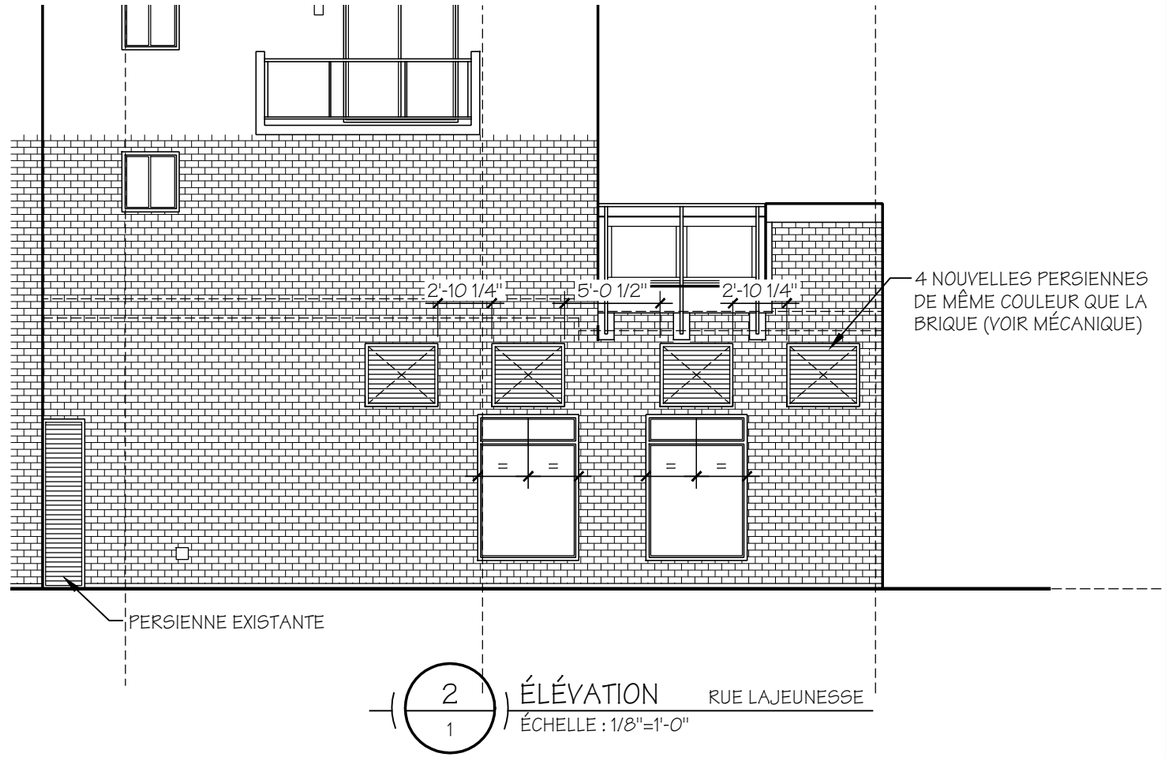
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 699 6020
Date : 18 octobre 2019



1 ÉLÉVATION RUE LAJEUNESSE
ÉCHELLE : 1/16"=1'-0"



2 / 1 ÉLÉVATION RUE LAJEUNESSE
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

CLIENT:
ALIMENTATION COUCHE-TARD
4204, BOUL. INDUSTRIEL
LAVAL, QC
H7L 0E3

A21
ATELIER 21 ARCHITECTURE VERTE + DESIGN URBAIN
800, PLACE D'YOUVILLE, 21e ÉTAGE / QUÉBEC QC G1R 3P4
T 418 688-2060 F 418 688-1570 WWW.A21.CA

SCEAU:
Ordre des architectes du Québec
#3077
CARLO PEIROLO
ARCHITECTE

PROJET:
METRO JARRY
RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
514, JARRY EST
MONTRÉAL, QC

TITRE DU DESSIN:
ÉLÉVATION
RUE LAJEUNESSE

ÉMIS POUR PERMIS

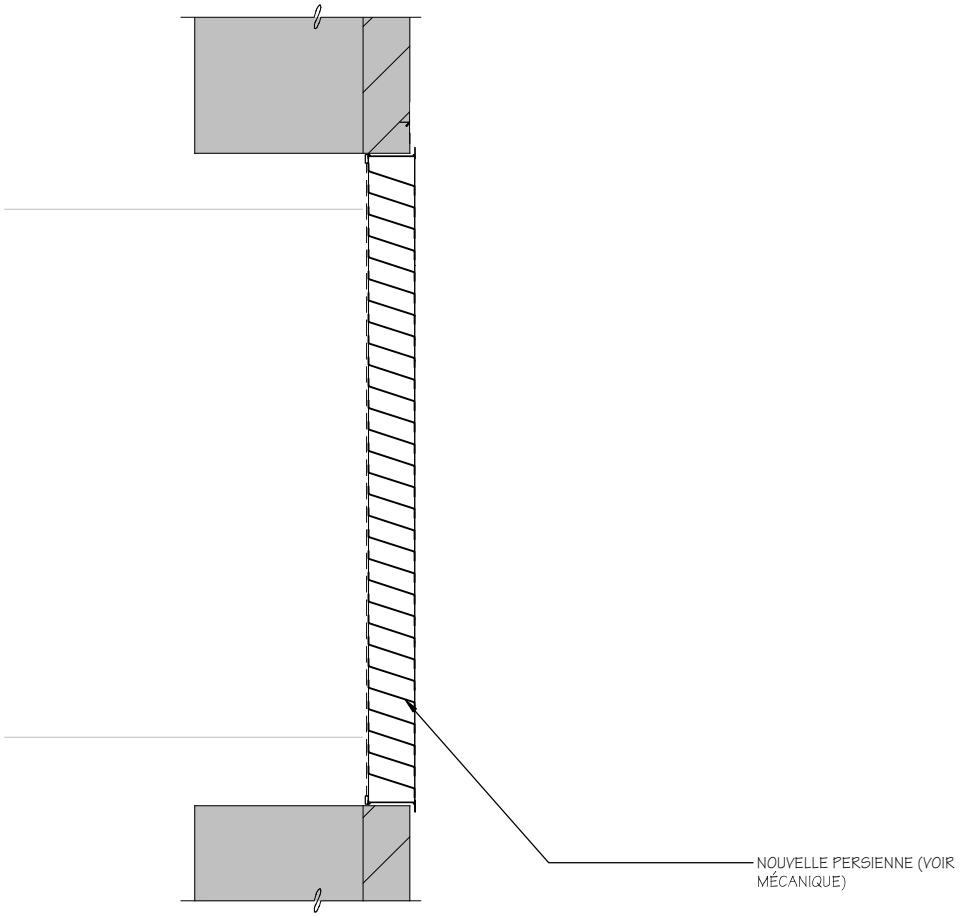
DESSINE PAR: L.D.	VERIFIE PAR: C.P.
DATE: 2019-10-10	ECHELLE: INDIQUÉE
FICHIER: 3010-A-PLC-101	FEUILLE No: 1 DE 1
OPUS: 3010-19	

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 699 6020
Date : 18 octobre 2019



1/1 COUPE PERSIENNE
ÉCHELLE : 1-1/2"=1'-0"

CLIENT: **ALIMENTATION COUCHE-TARD** 4204, BOUL. INDUSTRIEL LAVAL, QC H7L 0E3	A21 ATELIER 21 ARCHITECTURE VERTE + DESIGN URBAIN 803, PLACE D'YOUVILLE, 2IE ÉTAGE / QUÉBEC QC G1R 3P4 T 418 688-2060 F 418 688-1570 WWW.A21.CA	SCEAU: Ordre des architectes du Québec	PROJET: **METRO JARRY** **RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR** 514, JARRY EST MONTRÉAL, QC	TITRE DU DESSIN: COUPE ÉMIS POUR PERMIS	DESSINE PAR: L.D.	VERIFIE PAR: C.P.
					DATE: 2019-10-07	ECHELLE: INDIQUÉE
					FICHIER: 3010-A-PLC-101	FEUILLE No: 2 DE 2
					OPUS: 3010-19	

6.8. PIIA : 514 rue Jarry Est	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Agente de recherche	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'installation de persiennes de ventilation en façade, sur le bâtiment situé au 502 à 514, rue Jarry Est.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- la difficulté de trouver un meilleur endroit pour l'ajout des équipements mécaniques;
- les interventions proposées pour limiter les impacts sur la façade.

CCU19-10-17-PIIA06	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

ADOPTÉ à l'unanimité.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1196996019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7571, rue De Lanaudière.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA06-14001), les pages 1, 6 et 7 des plans datés du 10 octobre 2019, préparés par Yseult St-Jacques, visant l'ajout d'un étage sur le bâtiment situé au 7571, rue De Lanaudière, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 21 octobre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:07

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196996019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7571, rue De Lanaudière.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande porte sur l'ajout d'un étage sur une maison unifamiliale d'un seul étage de type "shoebox", afin d'agrandir le logement existant situé au 7571, rue De Lanaudière. Cette demande est assujettie à l'article 4.2 du Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement visant les agrandissements visibles de la voie publique.
Le dossier est transmis au conseil d'arrondissement pour approbation, le cas échéant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

La propriété se situe dans un secteur résidentiel permettant la construction de bâtiments de 2 à 8 logements et de 2 à 3 étages de hauteur. Elle possède donc des droits acquis quant à son usage (1 logement) et à sa hauteur (1 étage). L'ajout d'un étage sur la maison existante permettra donc de rendre le bâtiment conforme à la réglementation en ce qui à trait à la hauteur minimale en étages prescrite dans la zone. Par ailleurs, la façade du bâtiment est située plus près du domaine public que les façades des bâtiments adjacents. Il est donc proposé de construire le 2e étage en retrait de la façade de 1,2 m de façon à ce qu'il soit implanté entre les deux plans de façades des bâtiments voisins. En revanche, en cour arrière, le nouvel étage se prolongera de 2,1 mètres par rapport à l'implantation du rez-de-chaussée existant. Cela permettra l'aménagement de trois chambres à coucher à l'étage. Le taux d'implantation projeté est de 62%, alors que le maximum permis dans la zone est de 70%.
En façade, le nouvel étage sera revêtu de briques d'argile de couleur brun foncé, en rappel aux briques plus foncées qu'on retrouve dans la maçonnerie polychrome du rez-de-chaussée. Deux grandes fenêtres permettront d'apporter un apport d'éclairage naturel aux chambres et seront alignées avec les fenêtres de l'étage en-dessous. Un revêtement métallique de couleur noire sera installé entre les deux ouvertures. Il s'agencera avec les nouvelles portes et fenêtres de la maison qui seront également de couleur noire. Le revêtement de l'avant-toit existant sera également remplacé par des bardeaux d'asphalte de couleur noire.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est favorable à la présente demande et, ce, pour les raisons suivantes :

- l'agrandissement s'intègre au bâtiment existant et au milieu d'insertion, de par ses proportions et son gabarit;
- le projet, quant aux matériaux utilisés et aux proportions des ouvertures, adopte un langage sobre mais contemporain, ce qui permet de distinguer les époques d'intervention tout en assurant la prédominance du bâtiment d'origine;
- l'implantation en retrait de l'agrandissement permet de préserver et mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment d'origine.

À sa séance du 17 octobre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable au projet. Le dossier est donc transmis au conseil d'arrondissement pour approbation, le cas échéant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux : 111 790 $
Coût du permis : 1 095,54$
Coût du P.I.I.A. : 557 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La toiture du bâtiment sera revêtue d'une membrane blanche.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196996019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7571, rue De Lanaudière.

Normes réglementaires.pdf Objectifs et critères_PIIA.doc Localisation du site.pdf

plans estampillés.pdf CCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

Emplacement

Localisation: 630222-00 (OASIS) - 7571 rue De Lanaudière (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0348	94mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	11 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	RI
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : H.2-4
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-10-02 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Robitaille, Annie

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES AUX AGRANDISSEMENTS VISIBLES DE LA VOIE PUBLIQUE

30.2. Une intervention visée à l'article 4.2 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1° Objectif 1 : favoriser un projet d'agrandissement qui s'intègre au bâtiment existant et au milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) l'agrandissement doit prendre en considération les caractéristiques architecturales dominantes du bâtiment existant et du milieu d'insertion;

b) l'échelle et les proportions de l'agrandissement doivent s'harmoniser au bâtiment existant et au gabarit des bâtiments environnants;

c) les matériaux de parement utilisés doivent être compatibles avec les matériaux de parement existants et favoriser une intégration harmonieuse de l'intervention;

d) lorsqu'il s'agit d'un agrandissement en hauteur qui ne consiste pas à ajouter une construction hors toit visée par l'article 9 du présent règlement, l'intervention doit contribuer à l'amélioration de la perspective de rue;

e) lorsqu'il s'agit d'un agrandissement dans une cour, le nouveau volume doit tendre à respecter les alignements de niveaux de plancher du bâtiment existant et à prendre en considération les caractéristiques paysagères du site.

2° Objectif 2 : favoriser un projet d'agrandissement qui permet de distinguer les époques d'intervention tout en assurant la prédominance du bâtiment d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) l'agrandissement doit adopter un langage contemporain et permettre de distinguer aisément le nouveau volume du bâtiment d'origine;

b) l'agrandissement doit, par l'utilisation de stratégies d'intégration, tendre à préserver et à mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment d'origine.


7747
1370
7690
7680-84
7670-76
7660-64
7650-54
7640-42
7620-24
7610-14
7600
7590
7635-39
7625-27
7615-19
7605-09
7627
7621
7621
7615
7615
7609-13
7603-07
7595-601
7587-93
7583-85
7577-79
7571
7565-67
7561-63
7557-59
7555
7547-51
7545
7539
7533
7534
7540-680
7700
7694
7690
1311
1307
1303
1300-10
7695
7687-89
7681-83
7675-77
7671-73
7667-69
7629-31
7619-21
7609-11
1290
C.1(1)A
H
H.2-4
RUE DE LANAUDIÈRE
RUE VILLERAY
RUE CHAMBORD
RUE ROUSSELOT

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

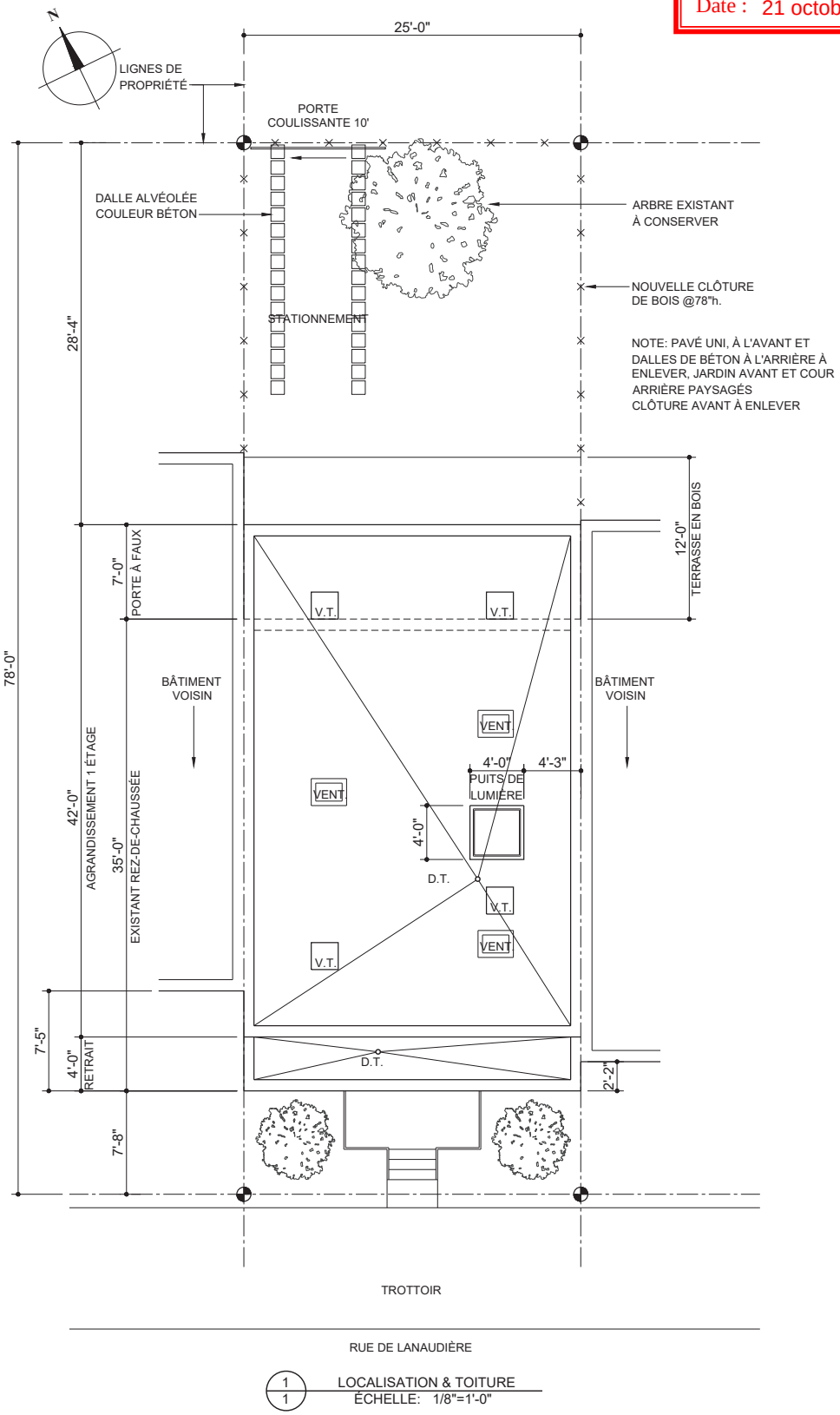
GDD : 119 699 6019
Date : 21 octobre 2019

TAUX D'OCCUPATION DU SOL

- SUPERFICIE DU TERRAIN	1950pi²	
- OCCUPATION PERMISE		70%
- OCUPATION EXISTANT	875pi²	45%
- AGRANDISSEMENT	175pi²	9%
TOTAL	1050pi²	54%

CALCUL DU VERDISSEMENT

SUPERFICIE DU LOT:	1950pi²
SUPERFICIE DES ESPACES VERTS:	718pi²
POURCENTAGE DE VERDISSEMENT:	36%



1/1 LOCALISATION & TOITURE
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

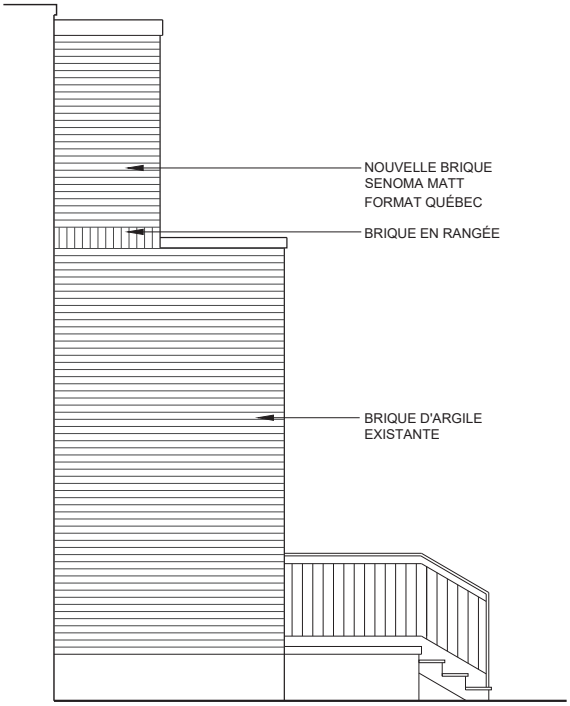
DESSINÉ PAR: YSEULT ST-JACQUES	AGRANDISSEMENT JUIN 2019 7571, RUE DE LANAUDIÈRE, MONTRÉAL	PERMIS 19-07-2019 10-07-2019	1

Direction du développement du territoire

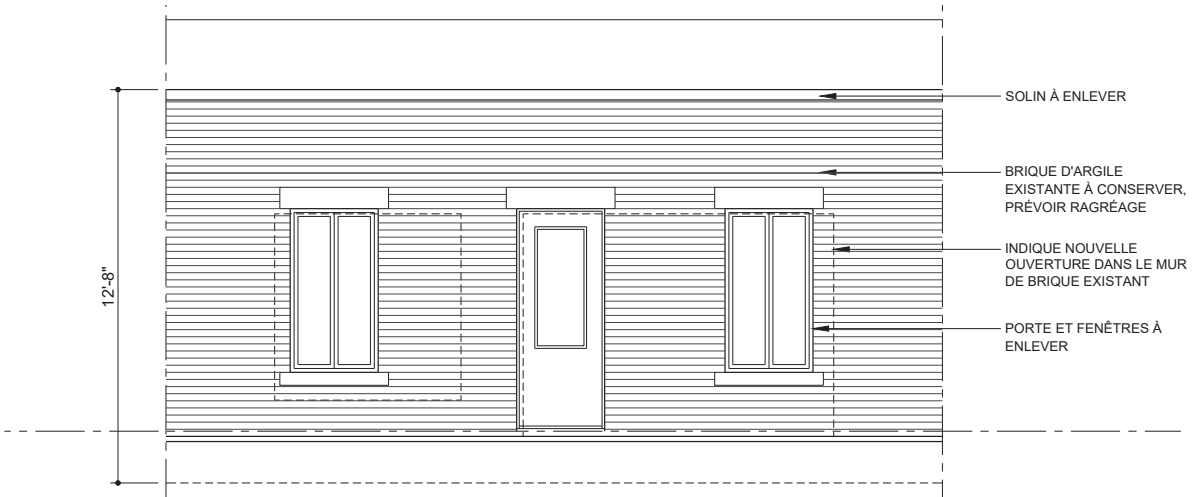
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 699 6019
Date : 21 octobre 2019



3/6 FAÇADE NORD PROJETÉE
ÉCHELLE: ¼"=1'-0"

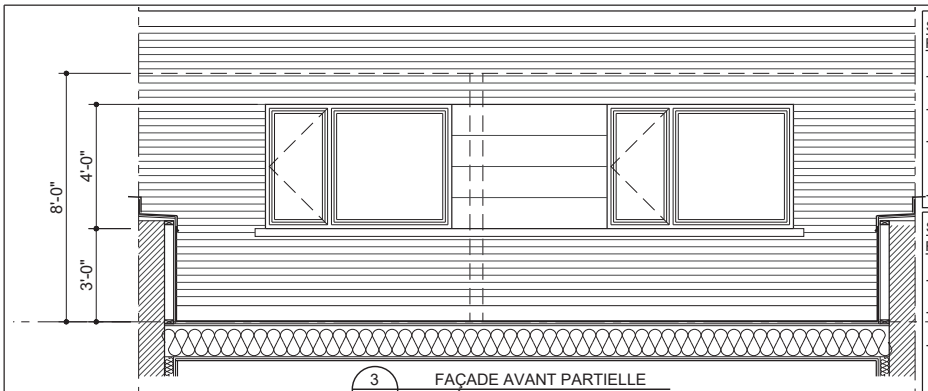


2/6 FAÇADE ARRIÈRE EXISTANT ET DÉMOLITION
ÉCHELLE: ¼"=1'-0"



1/6 FAÇADE AVANT EXISTANT & DÉMOLITION
ÉCHELLE: ¼"=1'-0"

DESSINÉ PAR: YSEULT ST-JACQUES	AGRANDISSEMENT JUIN 2019 7571, RUE DE LANAUDIÈRE, MONTRÉAL	RÉVISION 10-10-2019 PERMIS 19-07-2019 10-07-2019	6



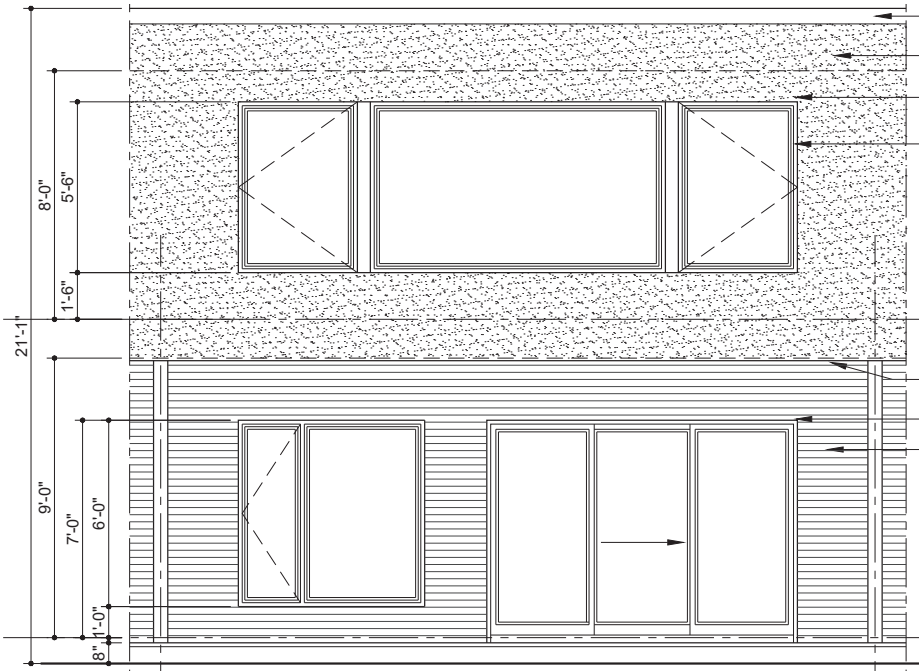
3/7 FAÇADE AVANT PARTIELLE
ÉCHELLE: ¼"=1'-0"

SURFACE DE BAIES NON PROTÉGÉES
FAÇADE AVANT, OUEST

- DISTANCE LIMITATIVE	9.7m
- FAÇADE DE RAYONNEMENT	46m²
- POURCENTAGE PERMIS DE BAIES NON PROTÉGÉES	100%
- OUVERTURES PROJETÉES	9.8m² = 21%

SURFACE DE BAIES NON PROTÉGÉES
FAÇADE ARRIÈRE, EST

- DISTANCE LIMITATIVE	8m
- FAÇADE DE RAYONNEMENT	44m²
- POURCENTAGE PERMIS DE BAIES NON PROTÉGÉES	100%
- OUVERTURES PROJETÉES	19m² = 43%



- SOLIN EN MÉTAL NOIR
- REVÊTEMENT CRÉPI ACRYLIQUE COULEUR GRIS PÂLE
- LINTEAU CORNIÈRE D'ACIER
- FENÊTRES ET PORTES EN MÉTAL COULEUR NOIR
- SOFFITE EN MÉTAL COULEUR CHARCOAL
- LINTEAU CORNIÈRE D'ACIER
- BRIQUE D'ARGILE EXISTANTE PRÉVOIR RAGRÉAGE

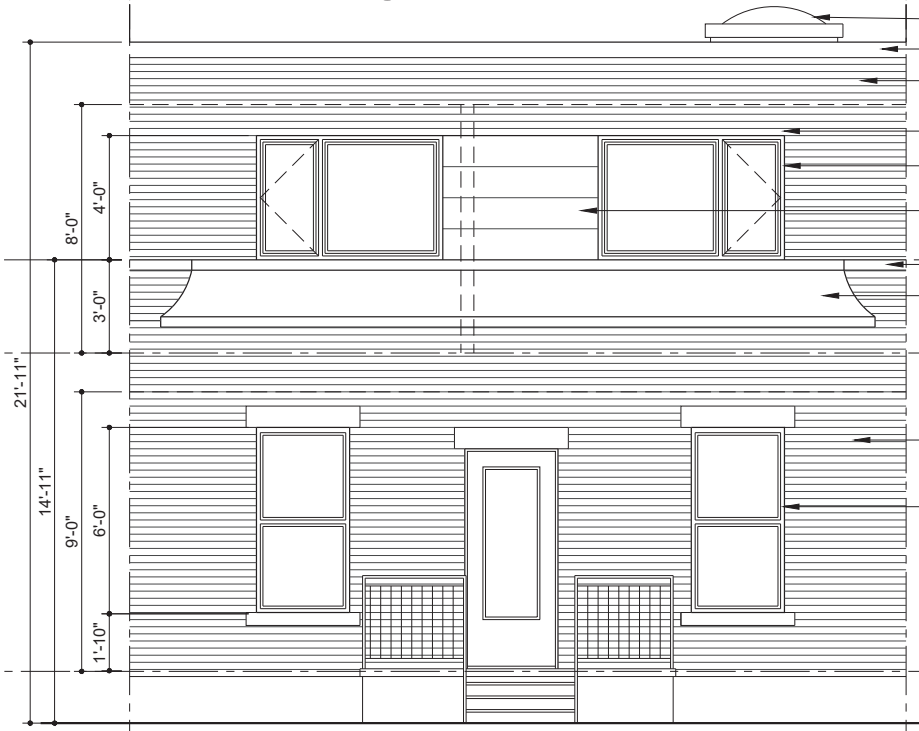
2/7 FAÇADE ARRIÈRE PROJETÉE
ÉCHELLE: ¼"=1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 699 6019
Date : 21 octobre 2019



- PUITS DE LUMIÈRE
- SOLIN EN MÉTAL NOIR
- NOUVELLE BRIQUE SENOMA MATT FORMAT QUÉBEC
- LINTEAU CORNIÈRE D'ACIER
- FENÊTRES EN MÉTAL COULEUR NOIR
- REVÊTEMENT MÉTALIQUE COULEUR NOIR
- SOLIN EN MÉTAL NOIR
- NOUVELLE TOITURE EN BARDEAU D'ASPHALTE COULEUR NOIR
- BRIQUE D'ARGILE EXISTANTE
- NOUVELLES FENÊTRES ET PORTES EN MÉTAL COULEUR NOIR

1/7 FAÇADE AVANT PROJETÉE
ÉCHELLE: ¼"=1'-0"

DESSINÉ PAR:
YSEULT ST-JACQUES

AGRANDISSEMENT JUIN 2019
7571, RUE DE LANAUDIÈRE, MONTRÉAL

RÉVISION	10-10-2019
RÉVISION	30-09-2019
PERMIS	19-07-2019
	10-07-2019

7

6.7. PIIA : 7571 rue Lanaudière	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Agente de recherche	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7571, rue De Lanaudière

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- le remplacement du bardeau d'asphalte de l'avant-toit;
- le maintient de l'avant-toit sur la maison existante;
- l'implantation de l'agrandissement.

CCU19-10-17-PIIA05	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Celso Giancarlo Alcantara

ADOPTÉ à l'unanimité.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191385023

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un garage et de deux nouveaux volumes sur le bâtiment situé aux 150-156, rue Guizot E.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A100, A101, A102, A200, A201 et 49 visant l'ajout d'un garage et de deux nouveaux volumes sur le bâtiment situé aux 150-156, rue Guizot E et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 octobre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:07

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1191385023

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un garage et de deux nouveaux volumes sur le bâtiment situé aux 150-156, rue Guizot E.

CONTENU

CONTEXTE

Actuellement, les propriétaires du bâtiment semi-commercial de 2 étages situé aux 150-156, rue Guizot E. ont démoli le garage et le local de rangement situé au-dessus. Ils souhaitent reconstruire un garage, un local de rangement et un accès sur le toit.
Étant donné qu'il s'agit d'un projet d'agrandissement, les plans sont sujets à une approbation en vertu de l'article 4.2 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement, devant tendre à rencontrer les objectifs et critères applicables prévus à l'article 30.2 de ce même règlement.

Le conseil d'arrondissement est donc appelé à se prononcer sur ce dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Les travaux consistent à construire un nouveau garage de même dimensions et au même emplacement que l'existant. Il serait muni de deux entrées, soit une sur la rue Guizot et une sur l'avenue Casgrain.
Le nouveau local de rangement serait construit au-dessus du garage face à l'avenue Casgrain. Du côté de la rue Guizot, le garage serait surmonté d'une terrasse avec un garde-corps en aluminium de couleur noire.

Un escalier intérieur serait aménagé sur le toit donnant ainsi accès à une terrasse en bois entourée d'un garde-corps en aluminium de couleur noire.

Le revêtement des élévations visibles de la rue de tous les nouveaux volumes serait constitué d'un revêtement en acier corrugué de couleur noire posé à la verticale. Les murs mitoyens seraient constitués d'un revêtement en bloc de béton. Face à l'avenue Casgrain, les murs derrière et adjacent à l'escalier extérieur seraient composés d'un parement en aluminium noir.

JUSTIFICATION

En se référant aux objectifs et critères joints en annexe, la Direction du développement du territoire est d'avis que le choix du requérant est justifié et qu'une suite favorable devrait lui être accordée. En effet, le remplacement du garage existant était nécessaire vu la détérioration de la structure. Le remplacement du hangar en tôle, visible de la voie publique, par un local de rangement en acier corrugué de couleur noire constitue une amélioration de l'aspect architectural du bâtiment.
Le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa séance du 17 octobre 2019, a recommandé au conseil d'arrondissement de donner une suite favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux - 40 000,00 $
Coût du permis - 423,00 $
Frais d'analyse PIIA - 557,00 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Émission du permis de transformation.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191385023

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un garage et de deux nouveaux volumes sur le bâtiment situé aux 150-156, rue Guizot E.

Localisation du site.pdf
Normes réglementaires.pdf
Objectifs et critèrs - agrandissement.doc
2019-10-18-Plans estampillés.pdf
CCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

150 Rue Guizot E



Images ©2019 Google, Images ©2019 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2019 10 m



150 Rue Guizot E

Montréal, QC H2P 1M1

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

G9R8+CH Montréal, Québec

Photos



À cet endroit

Emplacement

Localisation: 691865-82 (OASIS) - 150 à 156 rue Guizot Est (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0072	167mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : H.2-3
Dispositions particulières : 665.20
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-10-10 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Heubri, Roula

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES DANS LES ZONES 32, 33 et 34

91.5 Une intervention visée à l'article 25.5 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : Maintenir la typologie du lotissement d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) les dimensions des lots doivent tendre à maintenir le rythme de lotissement caractéristique du secteur.

2º objectif 2 : Préconiser une implantation qui conserve l'homogénéité des implantations dans le milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) l'implantation du nouveau volume doit maintenir un corridor visuel homogène.

3º objectif 3 : préconiser une architecture de qualité qui maintien l'uniformité visuelle du milieu.

Dans l'atteinte de l'objectif 3, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le concept architectural du nouveau volume doit s'harmoniser avec le milieu d'insertion et est d'expression contemporaine;
b) la cohésion est assurer entre les différentes parties du bâtiment;
c) l'ensemble des éléments architecturaux doit permettre de conserver une uniformité visuelle avec le milieu d'insertion quant, notamment, aux matériaux de revêtement extérieur et à la hauteur du bâtiment et de ses étages;
d) l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégié;
e) les éléments architecturaux d'origines doivent être préservés dans le cadre de la transformation ou de l'agrandissement d'une façade d'un bâtiment;
f) la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages supérieurs est assurée par la mise en place de composantes architecturales telles qu'un entablement ou un bandeau et une base;
g) maximiser la transparence des vitrines commerciales situées au rez-de-chaussée afin de contribuer à l'animation du domaine public;
h) des aires de services fonctionnelles aménagés à l'intérieur du local commercial sont prévues pour entreposer les matières résiduelles.
i) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
j) la visibilité et les incidences des équipements liés au bâtiment doivent être atténuées.

4º objectif 4 : Concevoir des aménagements paysagers et des aires de stationnement de qualité supérieure.

Dans l'atteinte de l'objectif 4, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) l'utilisation de matériaux minéraux est minimisée;
b) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
c) le stationnement doit être localisé et aménagé de manière à minimiser les impacts négatifs;
d) lorsque située à l'extérieur du bâtiment, l'aire d'entreposage des matières résiduelles pour l'activité commerciale est dissimulé, fonctionnel et minimise les impacts sur le domaine public;

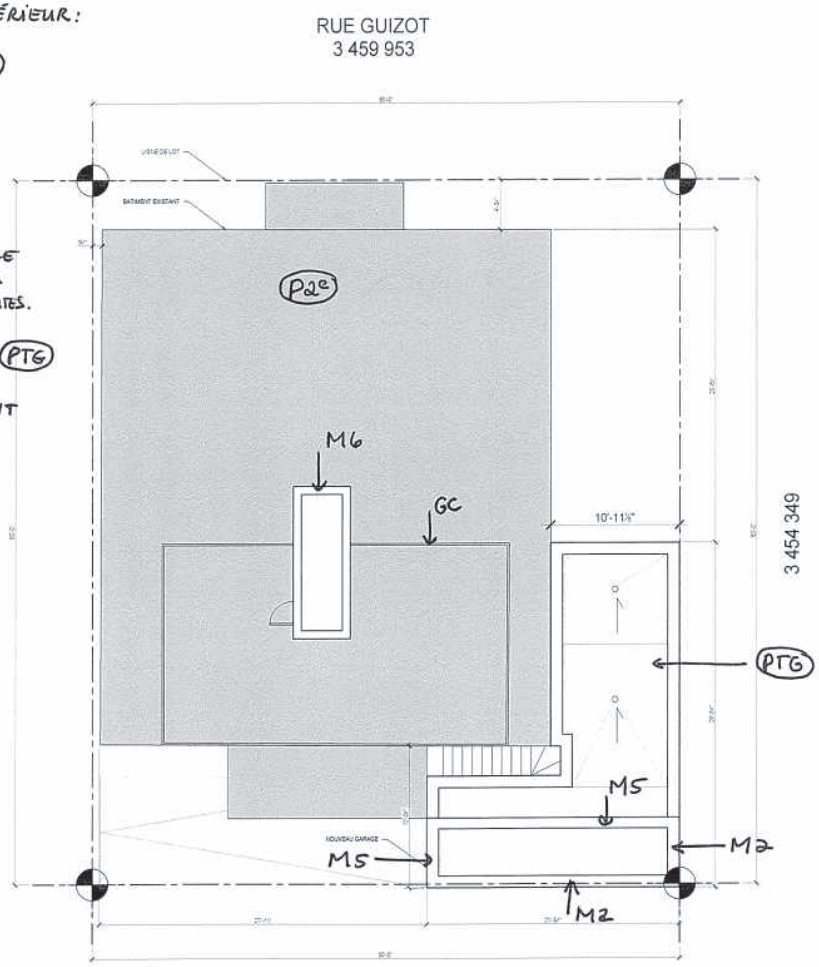
les aires de chargement doivent être situés et être traités de manière à minimiser les impacts sur la circulation des camions et aux activités de livraison sur le milieu résidentiel.

COMPOSITION DES PLAFONDS
DE L'INTÉRIEUR VERS L'EXTÉRIEUR:

- PLAFOND DU 2e ÉTAGE (P2e)
  1) GYPSE FIRE CODE
  2) FORENCE
  3) PARE-VAPEUR
  4) STRUCTURE + ISOLANT
  5) ENTRE TOIT
  6) TOITURE BITUME/GRAVIER

N.B. LES PLAFONDS DU 2e ÉTAGE ONT UNE RÉSISTANCE AU FEU FIRE CODE D'AU MOINS 45 MINUTES.

- PLAFOND TOITURE GARAGE (PTG)
  1) FINITION INTÉRIEURE
  2) MONTANTS D'ACIER + ISOLANT
  3) BÉTON 3-4"
  4) MEMBRANE
  5) ARDOISE



Direction du développement du territoire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension
Ville de Montréal
GDD : 1191385023
Date : 18 octobre 2019

1 A100 PLAN D'IMPLANTATION

No	Description	Date
01	ISSUE POUR PERMIS	2019/10/09

REVISIONS

150 RUE GUIZOT

PLAN D'IMPLANTATION

A100

COMPOSITION DES MURS, DE L'EXTÉRIEUR VERS L'INTÉRIEUR

M1: 1) BLOCS DE CIMENT 6"
2) ISOLATION 4"
3) PARE-VAPEUR
4) FINITION

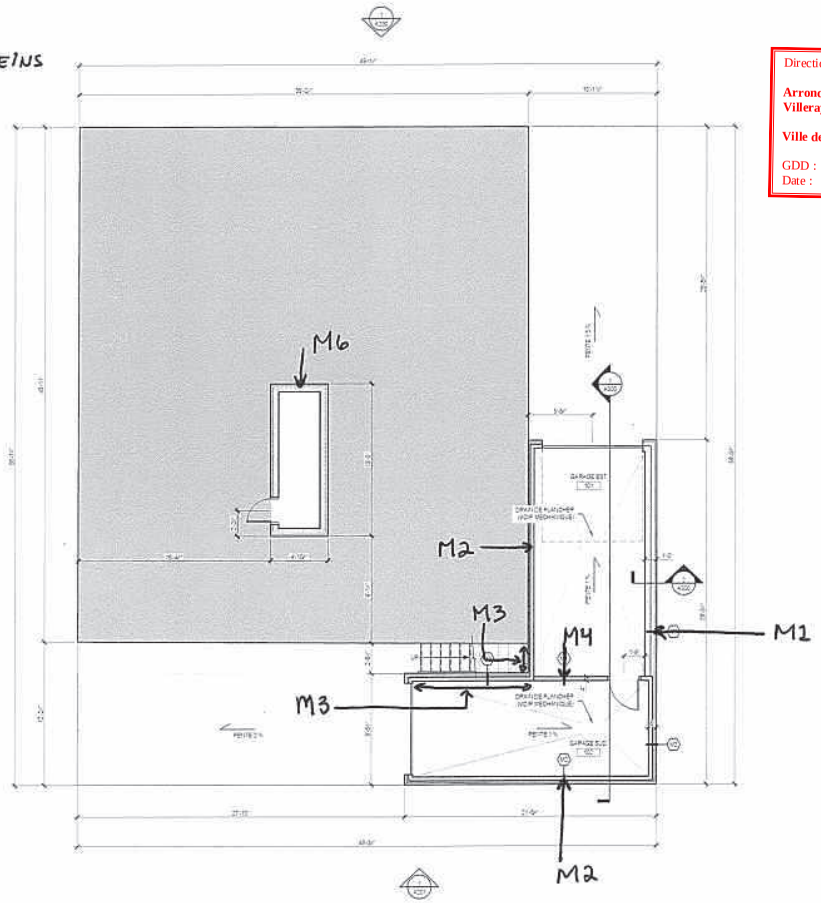
M2: 1) BLOCS DE CIMENT 4" PLEINS
2) ISOLATION
3) PARE-VAPEUR
4) FINITION

M3: 1) PAREMENT EXTÉRIEUR ALUMINIMM NOIR
2) TYVEK
3) BLOCS DE CIMENT 4"
4) ISOLATION
5) PARE-VAPEUR
6) FINITION

M4: 1) FINITION
2) BLOCS DE CIMENT 4"
3) FINITION

M5: (VOIR PLAN A100)
1) ACIER CORRUGUÉ NOIR
2) MONTANTS D'ACIER
3) FINITION

M6: 1) ACIER CORRUGUÉ NOIR
2) TYVEK
3) OSB 5/8"
4) MONTANTS 2X6"+ ISOLANT
5) PARE-VAPEUR
6) FINITION



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5023
Date : 18 octobre 2019

1 A101 PLAN DU PREMIÈRE ÉTAGE

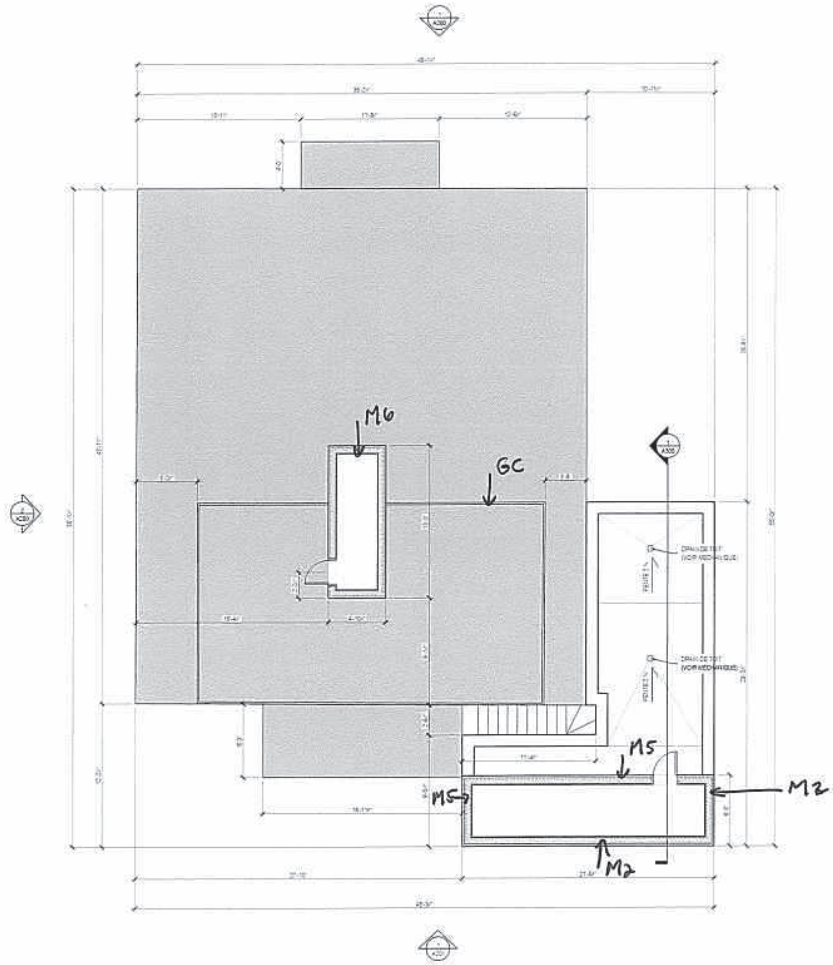
No.	Description	Date
01	ISSUE POUR PERMIS	2019/10/09

REVISIONS

150 RUE GUIZOT

PLAN DU PREMIÈRE ÉTAGE

A101



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5023
Date : 18 octobre 2019

No.	Description	Date
1	ISSUE POUR PERMIS	2019/10/08

REVISIONS

156 RUE GUIZOT

PLAN DU DEUXIÈME ÉTAGE

A102

1 A102 PLAN DU DEUXIÈME ÉTAGE

LÉGENDE MATÉRIAUX :

BR : BRIQUE

CR : CORRUGUÉ ACIER NOIR SEMI-LUSTRÉ

SL : SOU'N

BD : BARDEAUX

GC : GARDE-CORPS : ALUMINIUM NOIR 42" DE HAUT BARREAUX AUX 4"

AC : PORTES ACIER NOIR

B : BALCONS



2 A200 ÉLÉVTION AVE CASGRAIN



1 A200 ÉLEVTION RUE GUIZOT

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5023
Date : 18 octobre 2019

No.	Description	Date
01	ÉMISE POUR PERMIS	2019/10/22

REVISIONS

153 RUE GUIZOT

ÉLÉVATIONS

A200

LÉGENDE MATÉRIAUX :

BR : BRIQUE

CR : ACIER CORRUGUÉ
NOIR SEMI-LUSTRÉ

SL: SOLIN

B: BALCON

GC : GARDE-CORPS :
ALUMINIUM NOIR
42" DE HAUT
BARREAUX AUX 4"

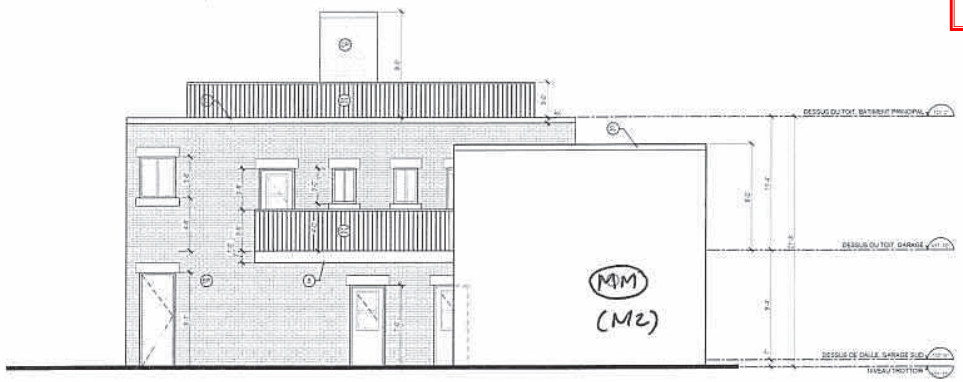
MM : MURMITOVEN EN BLOCS DE CIMENT 4"
(M2 SUR PLANS A100 ET A101)

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5023
Date : 18 octobre 2019



1 A201 ÉLÉVTION SUD

01	ISSUE POUR PERMIS	2019/10/09
No	Description	Date

REVISIONS

ÉLÉVATION

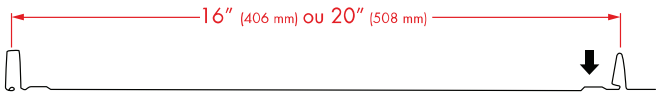
A201

PROFILÉ À ATTACHES DISSIMULÉES AUTHENTIK[MC]

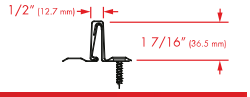
AVEC BANDE DE CLOUAGE CODE 10040

résidentiel commercial





Utilité du produit	Toiture et Lambris
Largeur avant pliage	23,125" (587 mm) ou 27,125" (689 mm)
Largeur après pliage	16" (406 mm) ou 20" (508 mm)
Calibres disponibles	22, 24, 26
Hauteur de la côte	1 7/16" (37 mm)
Longueur min.	4'



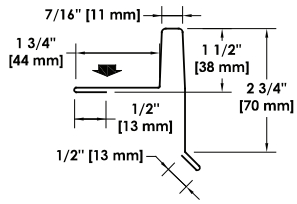
➡ La flèche indique le côté prépeint.

MOULURES ET ACCESSOIRES

MOULURES POUR PROFILÉ AUTHENTIK

MORCEAU DE 10" (3,05 m) DE RECOUVREMENT

MOULURE DE PIGNON AUTHENTIK - 1312



ÉPAISSEUR STANDARD : calibre 28

Autres moulures et accessoires universels compatibles également disponibles.
Voir page 58 à 92.

MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ

MEMBRANES DE TOITURE en rouleau

Membrane de toiture de 1000 pi² (93 m
4' x 250' (1,22 m x 76,2 m)

Membrane de toiture autocollante 216 p
3' x 72' (0,91 m x 22 m)

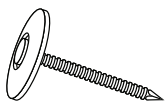
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5023
Date : 18 octobre 2019

CLOU À RONDELLE DE PLASTIQUE



Idéal pour l'installation des membranes d'étanchéité.

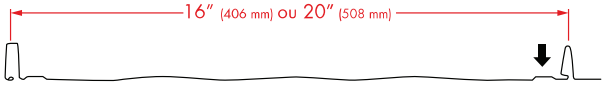
Offert en longueur de 2", 2 1/2" et 3".

Veuillez vous référer au catalogue de clous à construction.

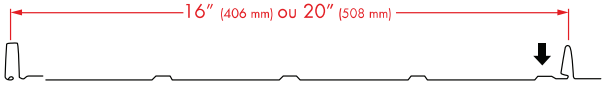
RENFORCEMENT

RENFORCEMENT

STRIATIONS



NERVURES INTERMÉDIAIRES



AVIS IMPORTANT

PROFILÉ D'ACIER À ATTACHES DISSIMULÉES AUTHENTIK

Pente minimale requise
Lorsqu'ils sont utilisés pour une toiture, les profilés d'acier à attaches dissimulées de Duchesne doivent être installés sur une pente minimale de 3/12. Dans les cas où un scellant est appliqué en usine (choix optionnel), la pente minimale requise est de 1,5/12 pour le modèle Authentik.

Substrat solide
Tous les profilés d'acier à attaches dissimulées Duchesne utilisés pour une toiture doivent être installés sur un substrat solide.

Membrane d'étanchéité requise
Une membrane d'étanchéité est requise pour tout projet de toiture réalisé avec le profilé Authentik.

SVP vous référer au manuel d'installation pour plus d'informations concernant l'installation des profilés d'acier à attaches dissimulées Duchesne.

Des outils de pliage peuvent être requis pour l'installation du profilé AUTHENTIK[MC] (voir page 56).
Contactez le service à la clientèle pour plus d'informations au sujet de la disponibilité des outils de pose Duchesne.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.3. PIIA : 150-156, rue Guizot Est	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Architecte, planification	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un garage et de deux nouveaux volumes sur le bâtiment situé aux 150-156, rue Guizot E.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- La démolition du garage sans autorisation.
- Les notions de démolition et de pertes de droits acquis.
- L'implantation du garage en droit acquis.
- Le projet qui sera à la fin identique à l'existant.

CCU19-10-17-PIIA03	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Anh Truong

appuyé par Françis Grimard

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 17e jour du mois d'octobre 2019.

_____
Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

_____
David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1195898017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Soumettre à un appel la décision CD19-07 du comité de démolition de l'arrondissement quant à la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont et son remplacement par un nouvel immeuble mixte de quatre étages accueillant un rez-de-chaussée commercial et environ 104 logements.

ATTENDU que le comité de démolition de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension a autorisé la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont, lors de sa séance publique tenue le 9 septembre 2019;
ATTENDU qu'une demande d'appel de cette décision a été reçue à l'arrondissement le 8 octobre 2019;

ATTENDU que le conseil d'arrondissement doit prendre une décision sur la demande d'appel en vertu de l'article 27 du Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14007);

Il est proposé que :

le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension confirme la décision prise par le comité de démolition de l'arrondissement, lors de sa séance du 9 septembre 2019, relativement à l'immeuble situé au 495, avenue Beaumont.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:27

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195898017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Soumettre à un appel la décision CD19-07 du comité de démolition de l'arrondissement quant à la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont et son remplacement par un nouvel immeuble mixte de quatre étages accueillant un rez-de-chaussée commercial et environ 104 logements.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée afin de démolir le bâtiment formant la tête de l'îlot Beaumont/Querbes/Durocher. Il s'agit d'un immeuble à vocation commerciale et industrielle comptant 1 et 2 étages. Son volume d'origine, agrandi à plusieurs reprises selon les besoins de ses occupants, a été construit en 1948. Le bâtiment accueillait une entreprise de production alimentaire (Homemade Kosher Bakery) et celle-ci compte reloger son espace ouvert au public au rez-de-chaussée de l'immeuble projeté.
Le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé suggère la construction d'un nouveau bâtiment de 4 étages, restructurant entièrement la tête d'îlot concernée. La programmation prévue suppose l'aménagement d'un front commercial sur l'avenue Beaumont, d'un local communautaire sur Querbes et de logements pour les espaces restants. L'aménagement d'environ 104 unités d'habitation, de typologie variée, est prévu.

La demande a été soumise à l'attention du comité de démolition le 9 septembre 2019 et, suite à l'analyse de la proposition et malgré 1 lettre d'opposition reçue par la secrétaire d'arrondissement, le comité a rendu une décision favorable quant à la demande. À cet égard, le comité s'est montré convaincu de l'opportunité de démolir l'immeuble concerné et de permettre la construction d'un projet aux mêmes caractéristiques que celui proposé.

Un délai de 30 jours, permettant à toute personne intéressée insatisfaite de la décision rendue par le comité de démolition de porter en appel au conseil d'arrondissement, s'est donc enclenché suite à la séance du 9 septembre 2019. Pendant cette période, une demande d'appel a été déposée auprès de la secrétaire d'arrondissement.

Le conseil est donc appelé à analyser le présent dossier et de, soit confirmer la décision rendue le 9 septembre dernier, ou rendre toute décision que le comité aurait dû rendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CD19-07, 9 septembre 2019 - D'AUTORISER la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont, suite à la demande de permis de démolition portant le numéro 3001615809, déposée le 19 juillet 2019, conformément au Règlement régissant la

démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14007) et **D'APPROUVER** le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé visant la construction d'un bâtiment mixte de 4 étages comprenant des espaces commerciaux au rez-de-chaussée, un total d'environ 104 logements et occupant environ 70% de la surface du terrain.

DESCRIPTION

Le bâtiment concerné est situé sur le côté nord de l'avenue Beaumont et comptent 1 et 2 étages. Dans cette zone, la hauteur autorisée, suite à l'entrée en vigueur du Plan de développement économique et social (PDUES), est de 3 à 4 étages. Le rez-de-chaussée des bâtiments sur cette portion de l'avenue Beaumont peut être occupé par une fonction commerciale (C.2 A) et les étages par un usage résidentiel (H).
Le cadre bâti de l'avenue Beaumont est en transformation depuis quelques années et cette mutation tend à s'accentuer compte tenu des besoins en habitation à Montréal et de l'ouverture imminente du campus MIL de l'Université de Montréal. Ainsi, du côté nord de l'avenue, certaines parcelles ont déjà été redéveloppées à des fins principalement résidentielles tandis que les changements sur le côté sud se sont opérés par le recyclage de bâtiments auparavant occupés par des usages industriels ou commerciaux lourds vers des fonctions commerciales plus légères (bureaux).

Il est à noter que la fonction résidentielle n'est pas autorisée du côté sud de l'avenue Beaumont puisque le secteur est identifié comme un milieu d'emplois au Plan d'urbanisme à l'inverse du côté nord qui appartient plutôt à la logique de développement du quartier résidentiel adjacent, se prolongeant jusqu'à la rue Jean-Talon. Le résultat d'un tel découpage fait en sorte que le milieu d'insertion est passablement hétérogène tant au niveau du gabarit des constructions qu'à leur occupation, leur implantation et quant à la disposition des espaces libres sur les propriétés. Différentes interventions visant à rehausser significativement la qualité du domaine public sont prévues sur l'avenue Beaumont dans les années à venir.

Les axes nord-sud bordant le bâtiment projeté (Querbes et Durocher) montre des occupations et des volumétries de bâtiments similaires. On y trouve des immeubles à vocation résidentielle comprenant généralement de 2 à 8 logements, implantés en contiguïté et occupant la majeure partie de leur terrain. On y trouve plusieurs plex à circulation intérieure de deux étages et bon nombre de bâtiments de type «walk-up», accueillant davantage de logements, comptant trois étages. Une ruelle publique en forme de «C», accessible par la rue Durocher, borde l'arrière du site et dessert l'ensemble des propriétés de l'îlot. Ce passage est d'une largeur de 6 mètres dans sa portion parallèle à l'avenue Beaumont, bordant le site visé, et de 4 mètres au centre de l'îlot.

Propriété visée

Le bâtiment a été conçu à des fins de production alimentaire et a toujours accueilli des activités de boulangerie. La construction d'origine, datant de 1948, occupe le front de l'avenue Beaumont et celle-ci a été agrandie à différentes reprises (4) selon les besoins des entreprises l'ayant occupé. Son exploitant le plus récent, la compagnie Homemade Kosher Bakery, une boulangerie commerciale/industrielle, a acquis l'immeuble en 1997 mais l'occupait depuis la fin des années 1980. Le projet suppose d'ailleurs, afin de témoigner de la vocation historique du site, qu'une portion du rez-de-chaussée soit investie par un point de vente de ce boulanger.

L'immeuble existant occupe environ les deux tiers du lot visé et est implanté près de ses limites de propriété sur les 3 voies publiques qui le bordent. La portion du site, adjacente au tissu résidentiel sur l'avenue Querbes, sert d'aire de chargement ainsi que de stationnement. La propriété est presque entièrement minéralisée sauf pour une mince

bande végétale à l'arrière du site et un arbre près de l'accès à la ruelle sur Durocher.

Comptant principalement 1 étage, le bâtiment est revêtu quasi entièrement d'un parement de maçonnerie de brique de différentes teintes de rouge. On retrouve un silo à farine sur le site à proximité de l'aire de chargement. La façade principale de l'immeuble, sur l'avenue Beaumont, arbore une fenestration en blocs de verre sur une bonne partie de sa longueur et l'accès au bâtiment dans cet axe n'est pas utilisé. Un traitement arrondi, faisant écho à la composition des immeubles de type «Streamline» dont plusieurs témoins sont encore présents dans le secteur, marque l'intersection Beaumont/Querbes. Les concepteurs du projet souhaitent d'ailleurs reprendre cette forme arrondi afin d'exercer un rappel du bâtiment d'origine et de cette typologie particulière au quartier.

Les agrandissements annexés à la construction de 1948 ont quant à eux été conçus de manière strictement fonctionnelle afin de répondre aux besoins d'expansion des différents occupants ayant exploité l'édifice. Ces ajouts d'espaces rectilignes sont peu perceptibles, ne serait-ce que par de légers changements dans la maçonnerie et la fenestration.

État du bâtiment

Une analyse de l'intégrité structurale de l'immeuble, de même qu'une évaluation de son intérêt patrimonial ont été réalisés afin de documenter adéquatement le bâtiment et justifier, le cas échéant, sa démolition.

Le rapport réalisé quant à l'état du bâtiment témoigne d'une construction peu entretenue, en mauvais état et dont l'enveloppe de maçonnerie présente plusieurs signes de faiblesse, notamment quant à sa façade sur l'avenue Beaumont. Il est recommandé, pour en prolonger la vie utile, de remplacer entièrement le parement du bâtiment. La fenestration, à plusieurs endroits remplacée par du bloc de verre, a également atteint sa fin de vie utile et le même constat est avancé pour la toiture de l'immeuble. À cet égard, plusieurs traces d'infiltration et de la moisissure sont visibles à l'intérieur du bâtiment. Les auteurs du rapport concluent à un immeuble en piètre état nécessitant des travaux de réfection majeurs à très court terme pour permettre d'en prolonger l'exploitation. Vu sa composition structurale, l'état de sa fondation et sa qualité générale, la conservation et l'intégration du bâtiment à tout projet de densification et d'agrandissement n'est pas envisageable.

D'autre part, une analyse de l'intérêt patrimonial de l'immeuble a été réalisée de manière à documenter l'ensemble et déterminer si ses qualités peuvent en justifier la conservation. L'étude a permis de conclure que le bâtiment possède très peu de valeur, celui-ci n'ayant ni intérêt historique, social, culturel, contextuel ou architectural. Il s'agit plutôt d'un bâtiment de fonction industrielle qui, outre sa forme arrondi à l'angle Beaumont/Querbes, n'a servi qu'à répondre aux besoins des entreprises qui l'ont investi et aucune de celles-ci ne se sont établies comme témoin marquant de l'histoire et du développement du quartier de Parc-Extension.

Projet de remplacement

a) nouveau bâtiment

Le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé propose la construction d'un nouvel immeuble de 4 étages qui marquera les trois voies publiques bordant le site. Le bâtiment proposé est articulé sur une cour intérieure et sa portion arrière, en porte-à-faux, permet de mailler et ouvrir le projet sur la ruelle publique traversant l'îlot. Le rez-de-chaussée, sur l'avenue Beaumont, sera occupé à des fins commerciales et un atelier/espace communautaire est prévu sur Querbes. Les commerces seront accessibles par 2 entrées distinctes sur Beaumont et une autre sur Querbes et l'atelier pourra aussi être rejoint sur cette artère. Des entrées cochères seront aménagées sur Durocher et sur Querbes pour

assurer une transition entre les espaces commerciaux et les unités d'habitation en plus de faciliter l'accès à la cour intérieure. L'ouverture sur Querbes servira également d'aire de chargement afin de faciliter la desserte des commerces du rez-de-chaussée.

Le programme prévoit la construction d'un immeuble occupant environ 70% du lot concerné (maximum autorisé de 100%), laissant place à une cour intérieure animée et végétalisée et à des marges avant verdies, sur Querbes et Durocher, marges cohérentes à celles du tissu résidentiel adjacent. À cet égard, les logements du rez-de-chaussée profiteront tous d'une entrée de plain-pied et seront aménagés sur 2 niveaux, ayant accès à un espace mezzanine créé par la double hauteur du rez-de-chaussée. Cette stratégie permet de conférer un aspect résidentiel au projet sur les axes où cette fonction est dominante.

Un découpage volumétrique marqué, sur trois plans, viendra animer l'ensemble des façades du nouvel immeuble. Cette stratégie, en plus de dynamiser et réduire l'effet de masse du bâtiment permettra de dégager des espaces de vie extérieurs de dimensions intéressantes et d'ajouter au verdissement des façades de l'immeuble par l'ajout de bacs de plantations permanents. Les façades sur rue seront entièrement recouvertes d'un parement de maçonnerie foncée (modèle à déterminer) tandis que les élévations sur cour intérieure seront recouvertes d'un revêtement métallique gris pâle. Des jeux de briques en damier, légèrement en retrait contribueront également à animer les façades sur rue.

En ce qui a trait à la répartition des espaces, la superficie dédiée aux locaux commerciaux sera d'environ 700 m^2, une superficie d'environ 200 m^2 sera allouée à l'espace atelier/local communautaire et la proposition comprend l'aménagement d'environ 104 logements. Le bâtiment offrira une typologie résidentielle variée modulée de la façon suivante :

· Studios et logements d'une chambre (384 à 681 pi^2) : 44 unités (42,3%)
· Logements de deux chambres (680 à 958 pi^2) : 41 unités (39,4%)
· Logements de trois chambres (928 à 1069 pi^2) : 19 unités (18,3%)

Tous les logements auront accès à un espace extérieur privatif (balcon ou terrasse au sol) et la cour intérieure aménagée sera commune. Une large terrasse commune de 300 m^2 est prévue au toit du bâtiment et le promoteur a annoncé l'intention d'y aménager une toiture verte productive d'environ 150 m^2 permettant aux résidents de l'immeuble d'y pratiquer de l'agriculture urbaine. Cette intention est également mise de l'avant pour une partie de la cour intérieure qui pourrait servir de jardin collectif.

La proposition comporte une surface équivalente à 20% du site qui fera l'objet de verdissement. Les aménagements sont prévus en fosses de plantation sur dalle au niveau de la cour intérieure et les cours avant seront plantées. Des bacs permanents sont également prévus au pourtour des balcons de tous les logements. Le verdissement de la toiture (extensive et agriculture en bacs), qui augmenterait à 35% le bilan de verdissement du site, est présentement à l'étude (faisabilité). La proposition inclut la plantation d'un total de 20 arbres. Ceci étant, considérant la présence d'une conduite de gaz souterraine, des validations additionnelles détermineront si les plantations sur Querbes (8) seront réalisables. La proposition entraînera l'abattage de deux arbres, un sur le domaine public sur la rue Durocher et un second sur le domaine privé à l'entrée de la ruelle sur cette même rue.

Une aire de stationnement de 64 cases sera aménagée en sous-sol de l'immeuble et sera accessible à partir de la rue Durocher. En plus des cases pour automobiles, le projet inclut, au sous-sol, un local pour stationnement à vélos pouvant accommoder une soixantaine de cases. Toutes les unités profiteront également d'un espace de rangement en sous-sol du bâtiment.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée, et ce, pour les raisons suivantes :

· Le bâtiment existant est en très mauvais état et nécessiterait des travaux majeurs de réhabilitation simplement pour en prolonger la vie utile;
· l'immeuble ne possède pas d'intérêt au niveau patrimonial et ne contribue pas à l'animation de l'avenue Beaumont ainsi qu'à la dynamique de ce secteur;
· vu sa composition et son état, le bâtiment ne pourrait pas être réutilisé dans un projet de mise en valeur et de densification du site à des fins commerciales et résidentielles;
· le bâtiment existant déroge à la réglementation en vigueur sur plusieurs aspects dont les seuils minimaux de hauteur et de densité;
· l'occupation antérieure de l'immeuble, source de nuisances pour le milieu résidentiel adjacent, n'est plus autorisée sur ce côté de l'avenue Beaumont;
· le projet, de par son gabarit et son implantation, s'intégrera adéquatement au tissu urbain environnant et contribuera significativement à poursuivre les efforts de revitalisation sur l'avenue Beaumont;
· la proposition se démarque par un traitement architectural soigné et contemporain, par l'utilisation de matériaux de parement durable et de qualité, par des efforts significatifs de verdissement et par certains gestes permettant d'y conserver les traces de son passé industriel (traitement de coin et maintien d'une boulangerie);
· l'immeuble, proposé comme étant de nature locative, offrira une typologie de logements diversifiée pouvant répondre à différentes clientèles;
· la proposition permettra de densifier une propriété à proximité d'une station de métro (Acadie) et s'inscrit dans les objectifs de dynamisation du secteur, objectifs affirmés lors de l'élaboration et suite à l'entrée en vigueur du Plan de développement urbain économique et social (PDUES).

À sa séance du 9 septembre 2019, le comité de démolition de l'arrondissement a, suite à l'analyse de la proposition et la prise en compte des oppositions formulées quant à celle-ci, rendu une décision favorable au projet tel que présenté.

Le règlement régissant la démolition d'immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14007) stipule ceci :

- Article 12 - Toute personne peut s'opposer à la délivrance d'un permis de démolition dans les dix jours de la publication de l'avis public. Pour ce faire, elle doit faire connaître son opposition motivée au secrétaire d'arrondissement.
- Article 26 - Tout intéressé peut, dans les 30 jours suivant la décision du comité de démolition, interjeter appel de la décision par écrit au conseil d'arrondissement.
- Article 27 - Le conseil peut confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

Puisqu'une demande d'appel a été déposée auprès du secrétaire d'arrondissement lors du délai de 30 jours suivants la décision du comité de démolition, le conseil d'arrondissement est appelé à se prononcer sur la décision rendue le 9 septembre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux - 22 285 461 $
Coût du permis - 222 715,52 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet permettra la restructuration et la densification d'un site situé à proximité d'infrastructures importantes de transport en commun. De plus, différents gestes contribueront à la lutte aux îlots de chaleur urbain tel l'accroissement du verdissement et l'aménagement d'une toiture blanche.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de démolition

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet est conforme aux dispositions du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et rencontre les objectifs du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-868-3513
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195898017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Soumettre à un appel la décision CD19-07 du comité de démolition de l'arrondissement quant à la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont et son remplacement par un nouvel immeuble mixte de quatre étages accueillant un rez-de-chaussée commercial et environ 104 logements.



495_Beaumont_engagement_caractère_public_cour_intérieure.pdf



Résolution signée 19-07 - 495 Avenue Beaumont.pdf



PV 19-07 - 495, Avenue Beaumont.pdf



495 Beaumont_2019-09-03_cahierCCU.pdf



495_Beaumont_analyse_urbaine_20190719.pdf



495_Beaumont_2019-07-31-Rapport-structure.pdf



495_Beaumont_2019-08-02-Etude-patrimoniale.pdf



495_Beaumont_20190812_rapport_pré-consultation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-868-3513
Télécop. : 514-868-4706

Projet de remplacement

495 Beaumont

Demande de permis de démolition

03.
09.
2019

sidlee architecture

MONTONI

01

Site

1.1 Secteur d'intervention



Site

– 3

1.2 Zonage et réglementation

01. Marges
Latérale sur rue: 2.5m ou N/A
Arrière: 3m (peut être calculé à partir de l'axe de la ruelle)

02. Alignement
Au moins 60% de la superficie de la façade doit être construit à l'alignement de construction

03. Taux d'implantation
Minimum 50%
Maximum 85%

04. Densité
Minimum 1,0
Maximum 3,0

05. Usages permis
C.2A: Commerces au détail
H: Habitation

06. Hauteur permise
3 à 4 étages
9 à 16m

07. Dimensions des cases de stationnement
Largeur: 2.6 m
Longueur: 5.5 m

08. Nombre minimal de cases de stationnement

Habitation
Plus de 3 logements et superficie de plancher inférieure à 50m² par logement :
Minimum 1 unité par groupe de 4 log.
Maximum 1 unité par logement

Plus de 3 logements et superficie de plancher supérieure à 50m² par logement :
Minimum 1 unité par groupe de 2 log.
Maximum 1,5 unité par logement

Commerces au détail
Minimum 1 unité par 200 m² de sup. de plancher
Maximum 1 unité par 100 m² de sup. de plancher

09. Dimension des cases pour vélo
2m x 0,4m en position normale
1,2m x 0,4m x 2m HT debout

10. Nombre d'unités de stationnement pour vélos

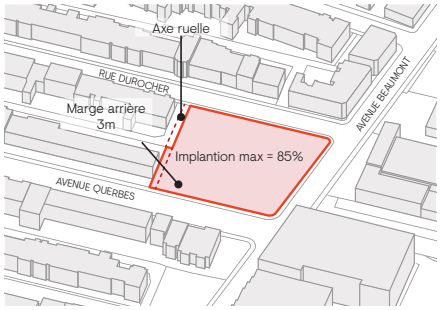
Habitation
5 pour le 1er groupe de 10 logements + 1 unité pour chaque groupe de 10 logements additionnel

Commercial supérieur à 500m²
Si la superficie de plancher > 500m² le nombre minimal est de 5 + 1 unité par tranche de 1000m² de plancher

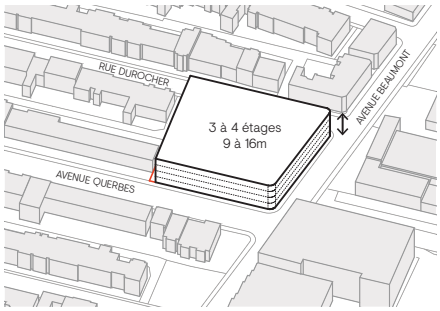
11. Mezzanine

Une mezzanine est considérée comme un étage lorsque sa superficie de plancher est supérieure à 40 % de celle de l'étage immédiatement inférieur.

01 03



06



SecteurSite

— 02

Stratégie

Nous proposons 4 tactiques de développement afin de créer un projet exemplaire à l'image du quartier dans lequel il vient s'intégrer.

A

Mettre en valeur le passé industriel du site à travers la volumétrie et la matérialité

B

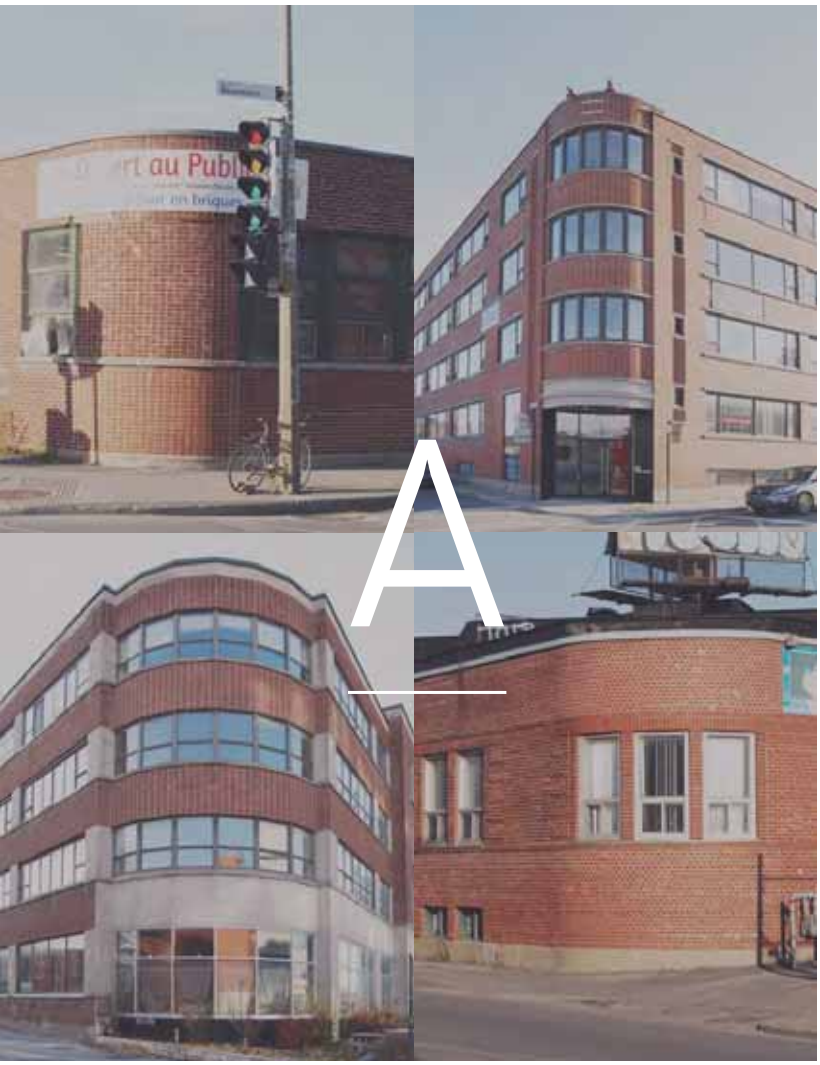
Activer la façade commerciale sur Beaumont avec un basilaire à usage mixte

C

Exprimer en volumétrie la diversité et l'animation de typologies dans le quartier

D

Transposer la vitalité des ruelles du secteur dans l'intériorité du projet

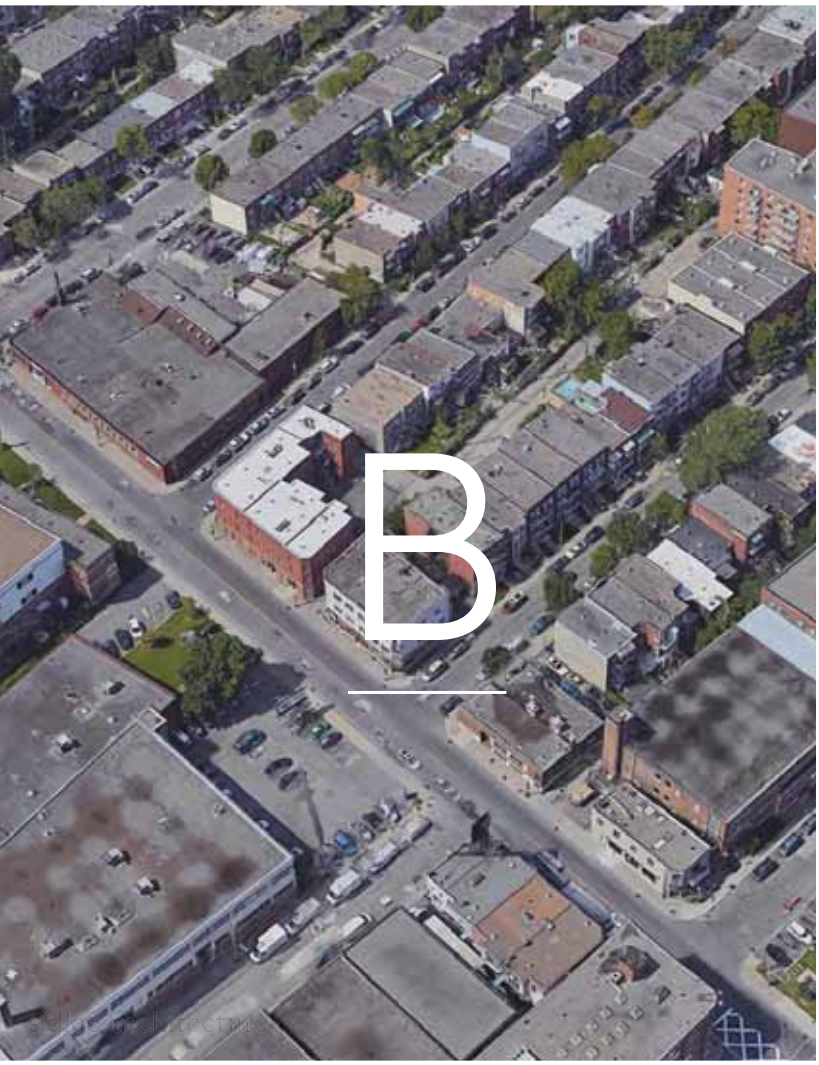


Mettre en valeur le passé industriel du site à travers la volumétrie et la matérialité

Le site est présentement occupé par un bâtiment en brique d'un étage présentant un coin arrondi à l'angle des avenues Beaumont et Querbes.

Le secteur de l'avenue Beaumont présente une concentration significative d'immeubles industriels streamline en brique avec coin arrondi.

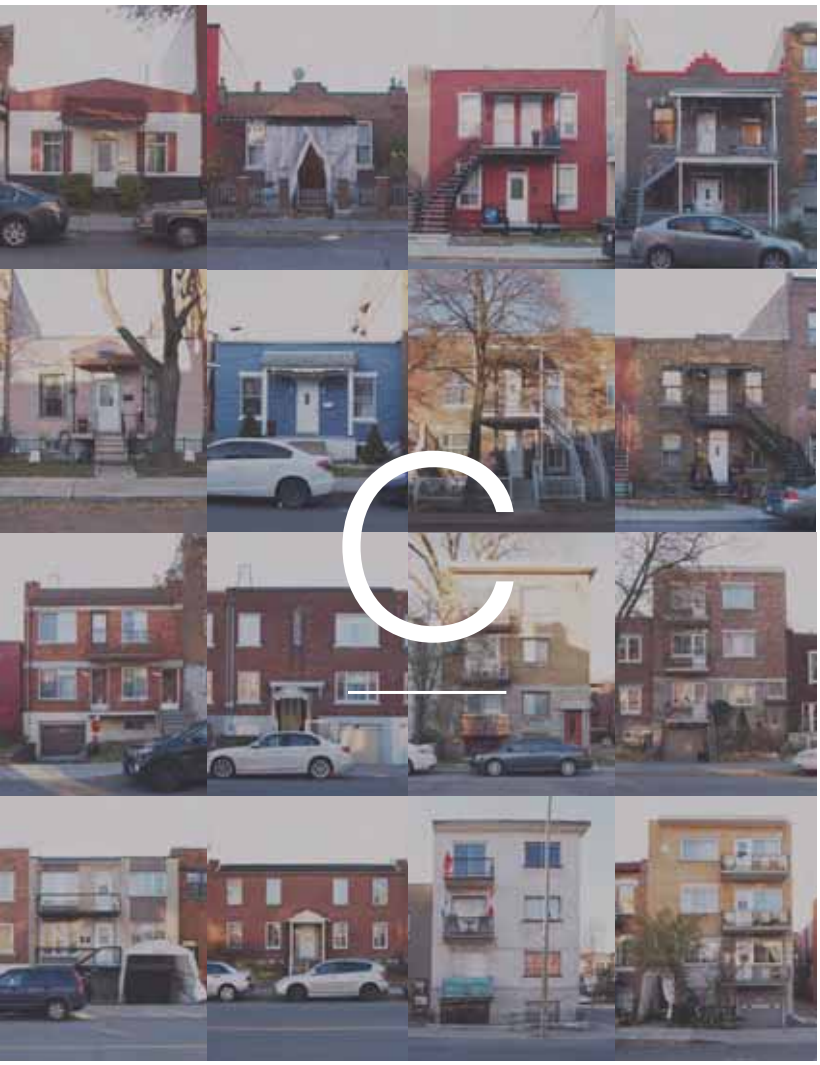
Cette typologie industrielle est typique du quartier et une belle expression d'un vernaculaire à célébrer.



Activer la façade commerciale sur Beaumont avec un basilaire à usage mixte

Renforcer la vocation de l'avenue Beaumont comme artère commerciale est-ouest.

Faire de l'avenue Beaumont l'axe structurant reliant les différents pôles de savoir, de créativité et de hautes technologies, notamment le Campus des sciences de l'Université de Montréal et le secteur du Mile-Ex.



C

Exprimer en volumétrie la diversité et l'animation de typologies dans le quartier

Le cadre bâti est dominé par des bâtiments résidentiel de deux à trois étages, caractérisés par des balcons et des cours avant qui dialogue avec la rue et viennent la dynamiser.

Les typologies découlent de deux principales vagues de développement. La première vague fut marquée par les shoebox, duplex et triplex. Le boom d'après-guerre, quant à lui, amena des typologies offrant une place prédominante à la voiture et un dédoublement de la densité.



Transposer la vitalité des ruelles du secteur dans l'intériorité du projet

La faible profondeur des lots Parc-Extension a occasionné des bâtiments plus petits qui par conséquent entraine une vie de ruelle intérieure des plus dynamiques.

Nombreux sont les résidents qui ont tenter de palier à la petitesse de leur logement en prolongeant de par l'arrière leur habitation à travers des additions.

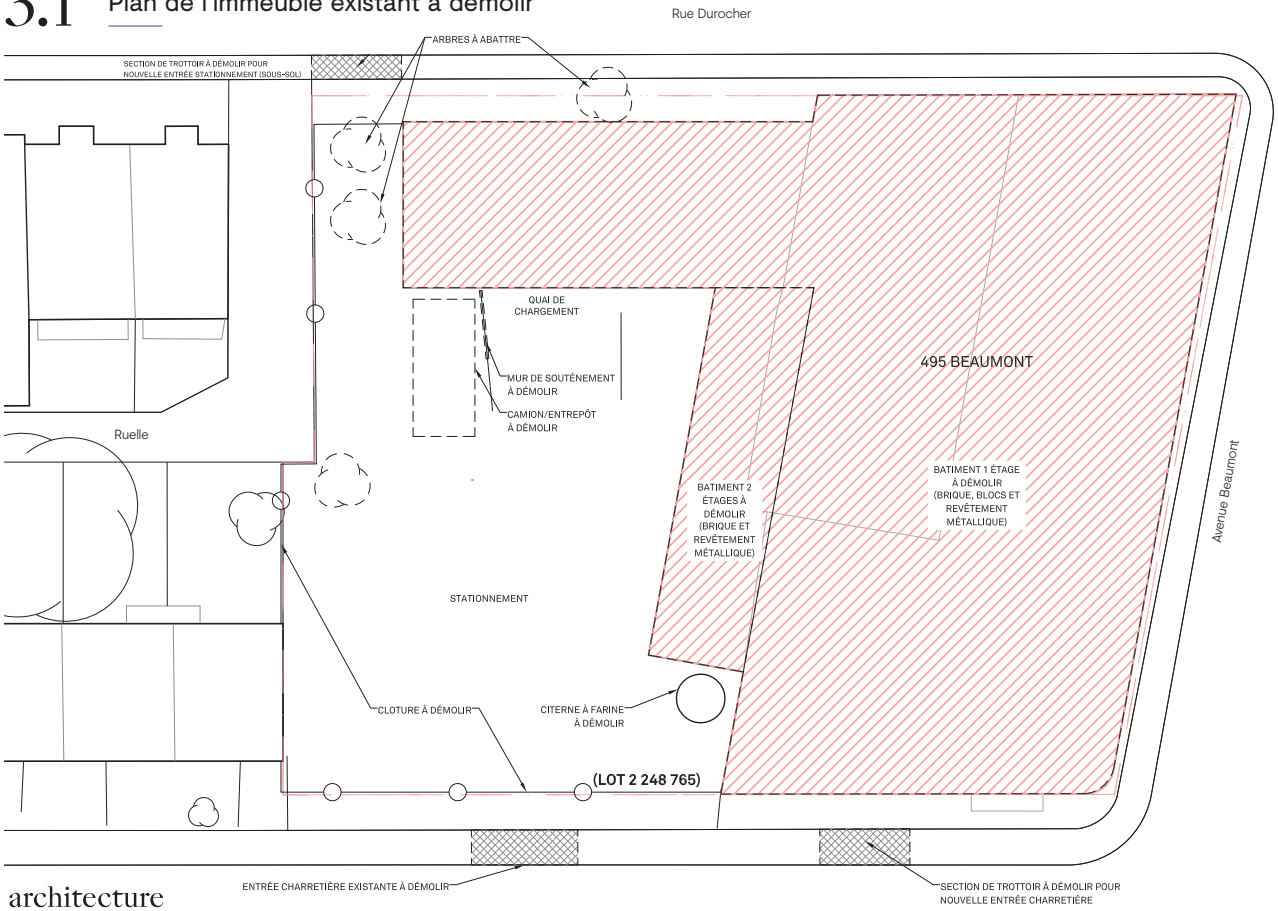
– 10

MONTONI

03

Existant

3.1 Plan de l'immeuble existant à démolir



Existant

Existant

Superficie terrain
+/- 35 767 pi²
Aire bâtiment
+/- 22 055 pi²
Superficie bâtiment (hors sol)
+/- 23 907 pi²
Densité
0.67
% Implantation
62%
Nombre d'étages
2
Hauteur
+/- 6.8 m
Usages
Industriel
Commercial

– 12

0 1 2 5 10 m

sidlee architecture

MONTONI

3.2 Relevé photographique





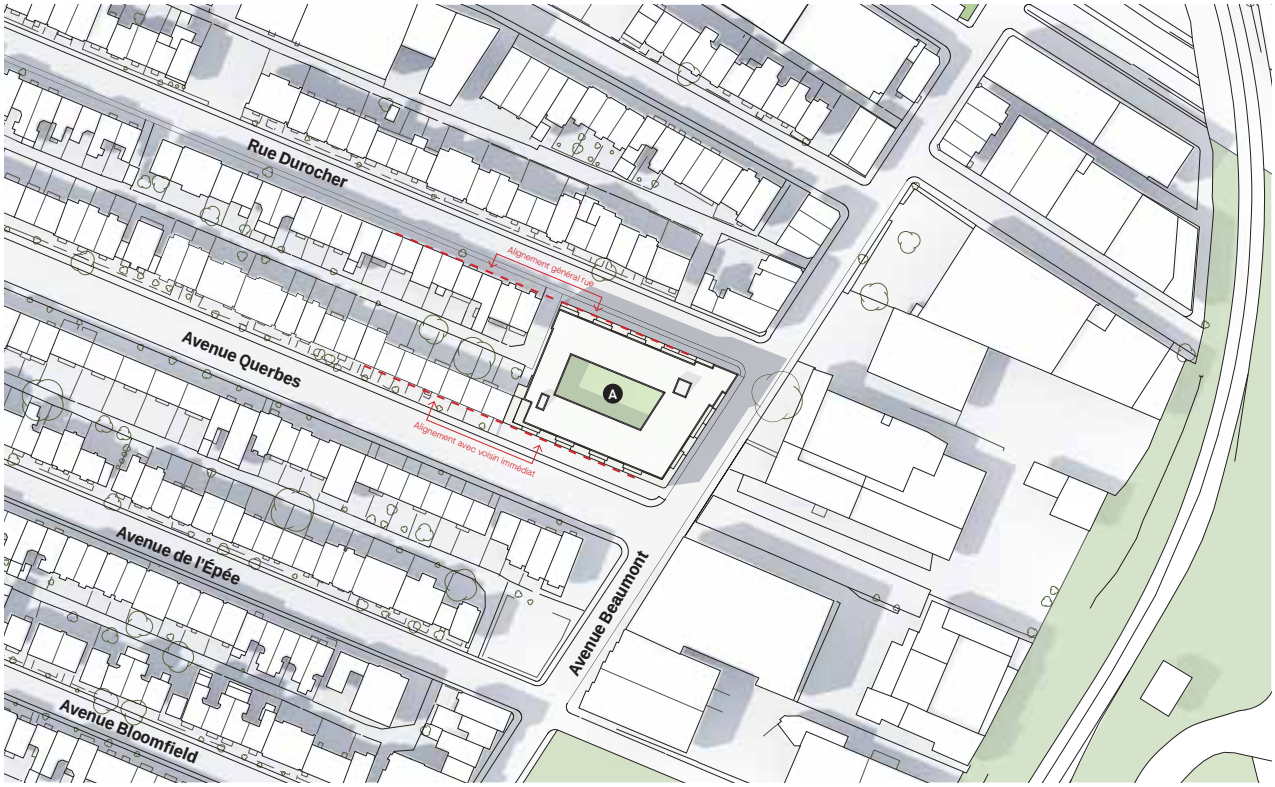



Existant

— 04

Plans

4.1 Implantation



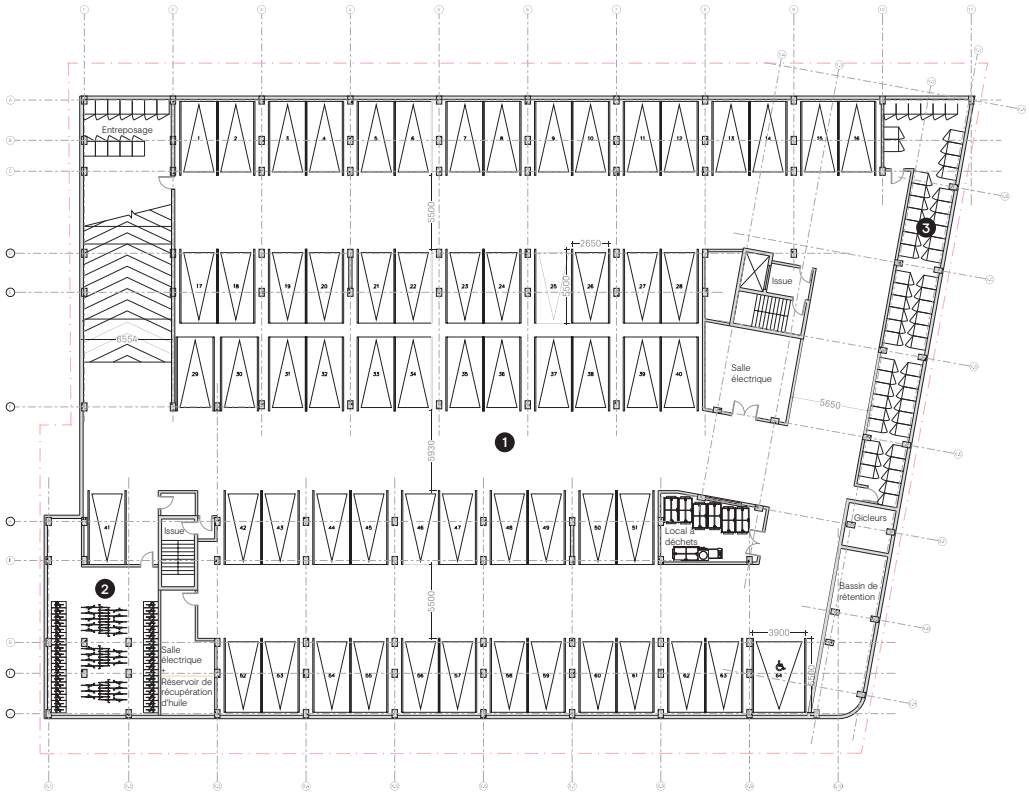
A **495 Beaumont**

Superficie terrain
+/- 35 767 pi²
Aire bâtiment
+/- 25 209 pi²
Superficie bâtiment (hors sol)
+/- 98 308 pi²
Densité
2.75
% Implantation
75%
Nombre d'étages
4
Hauteur
+/- 14.25m
(excluant appentis)
Usages prévus
Résidentiel
Commercial — 15
Communautaire
Nb de logements
+/- 104

N

Plans

4.2 Sous-sol



Usages

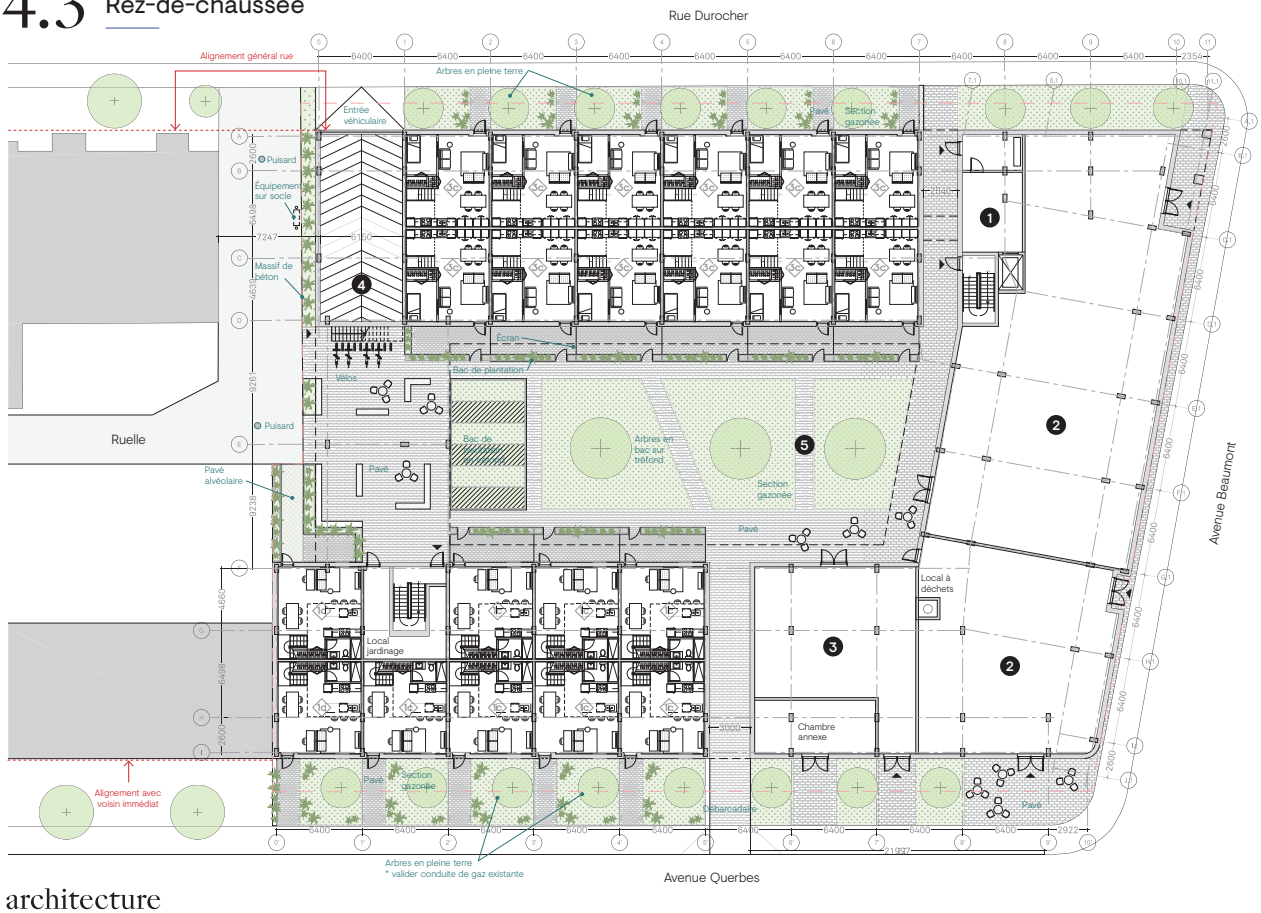
1 **Stationnement**
64 cases

2 **Cases pour vélos**
60 cases

3 **Rangement**
1 casier par logement

0 1 2 5 10 m

4.3 Rez-de-chaussée



Usages

1 Hall résidentiel

2 Commerces
+/- 7 000 pi²

3 Ateliers
+/- 2 000 pi²

4 Rampe stationnement

5 Cour intérieure
verdissement =
+/- 5 500 pi²

*Concept paysager en développement par BC2. Voir annexe.

Logements

S Studio

1c Log. 1 chambre

2c Log. 2 chambres

3c Log. 3 chambres

0 1 2 5 10 m

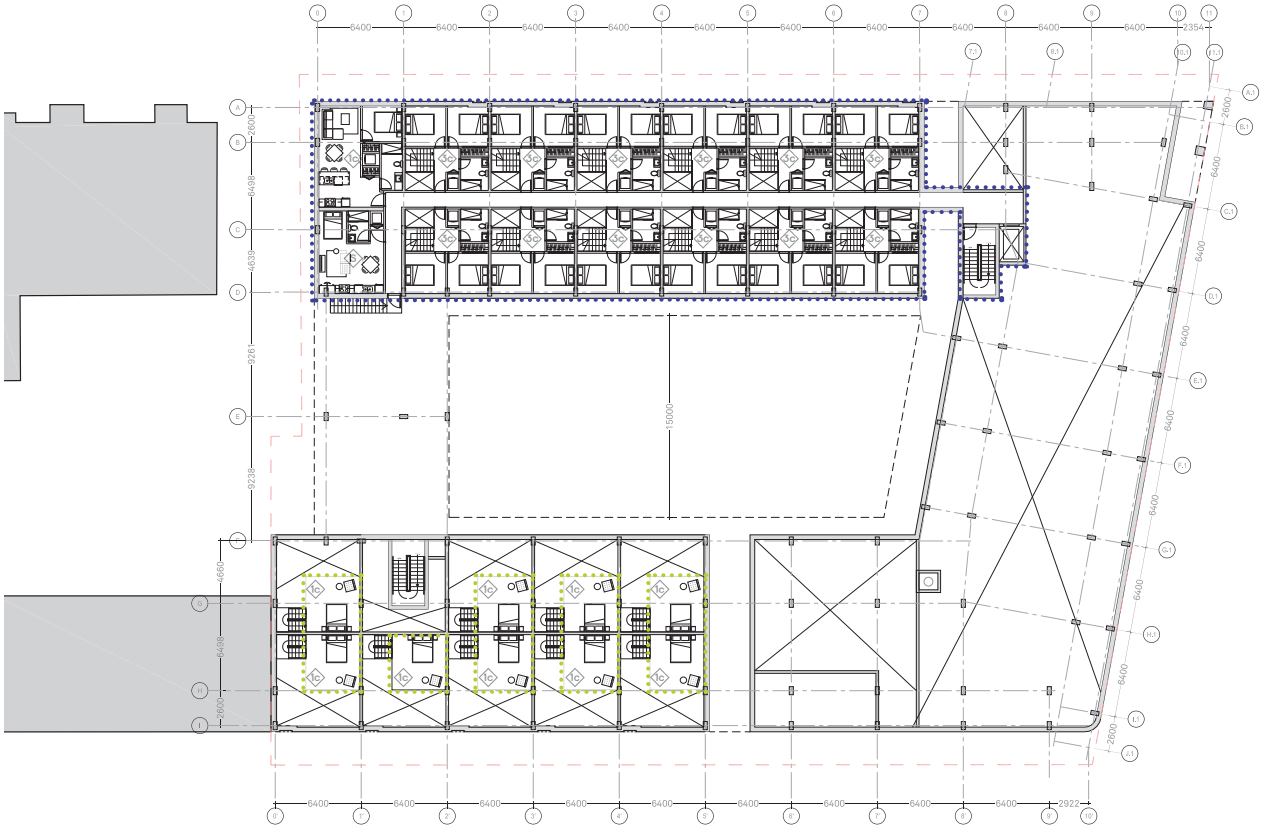
Plans

– 17

sidlee architecture

MONTONI

4.4 Mezzanine



Logements

S	Studio
1c	Log. 1 chambre
2c	Log. 2 chambres
3c	Log. 3 chambres

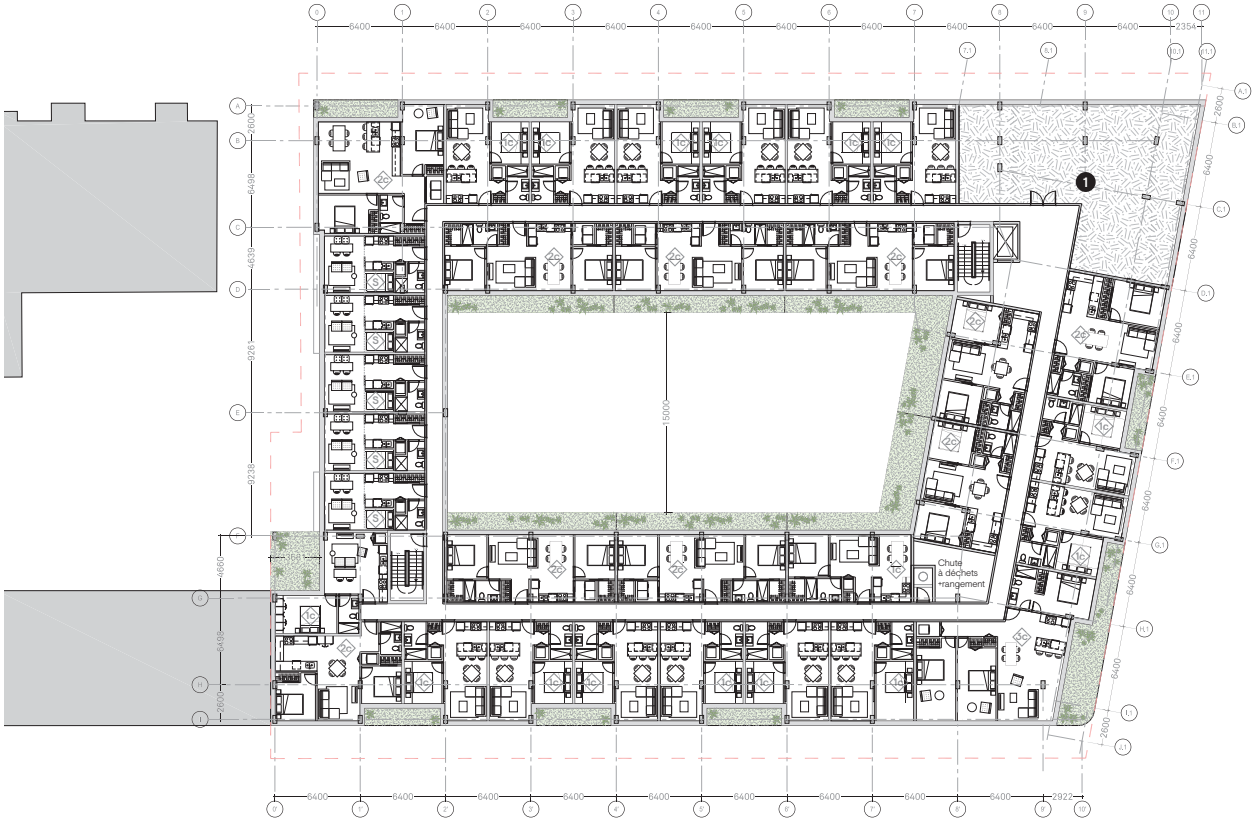
Mezzanine

- **O** Mezzanines de type maison de ville avec accès à deux issues
- **O** Mezzanines représentant 40% de la superficie de l'aire ouverte de l'unité (CNB) – 18
- **=** La superficie combinée de toute les surfaces des mezzanines < 40% à la superficie de l'étage inférieur

N

0 1 2 5 10 m

4.5 Niveau 2



Usages

1 Salle commune +/- 2 000 pi²

Logements

S Studio

1c Log. 1 chambre

2c Log. 2 chambres

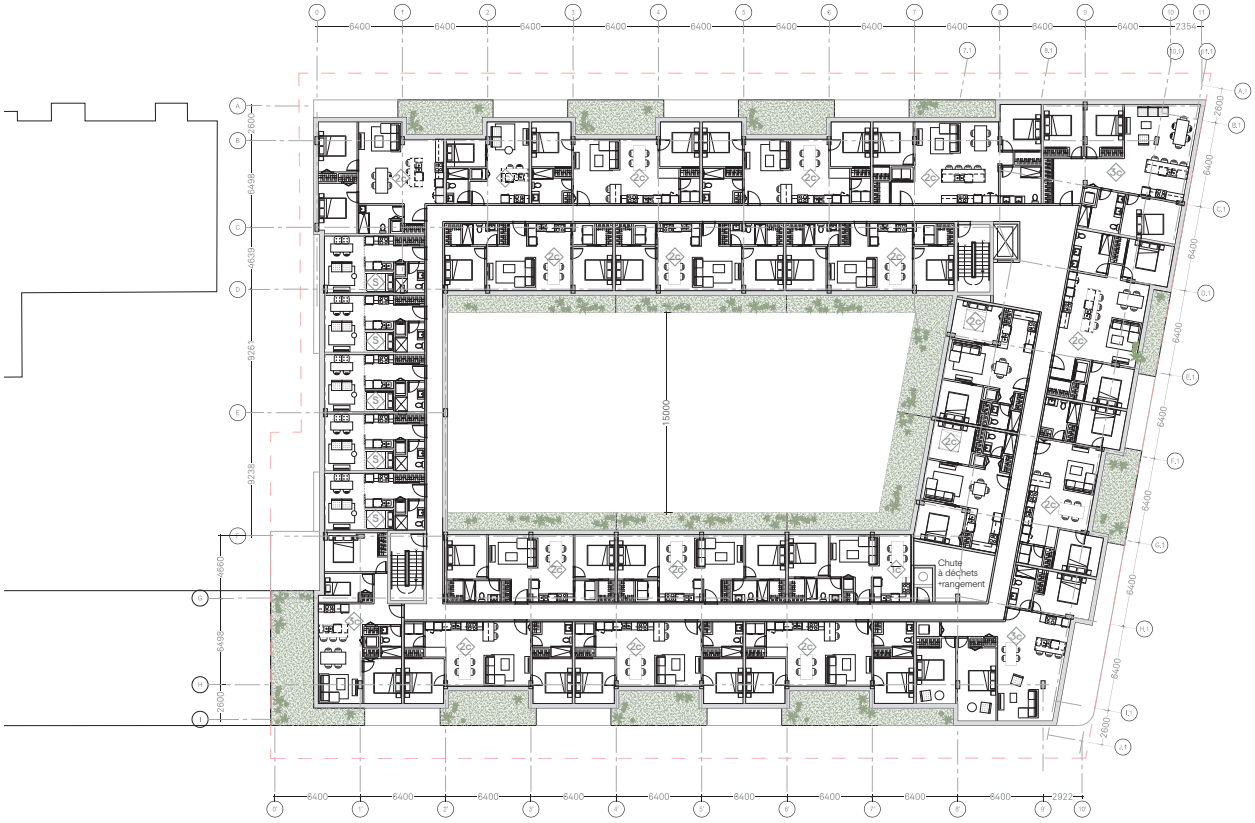
3c Log. 3 chambres

0 1 2 5 10 m

sidlee architecture

MONTONI

4.6 Niveau 3



Logements

S	Studio
1c	Log. 1 chambre
2c	Log. 2 chambres
3c	Log. 3 chambres

0 1 2 5 10 m

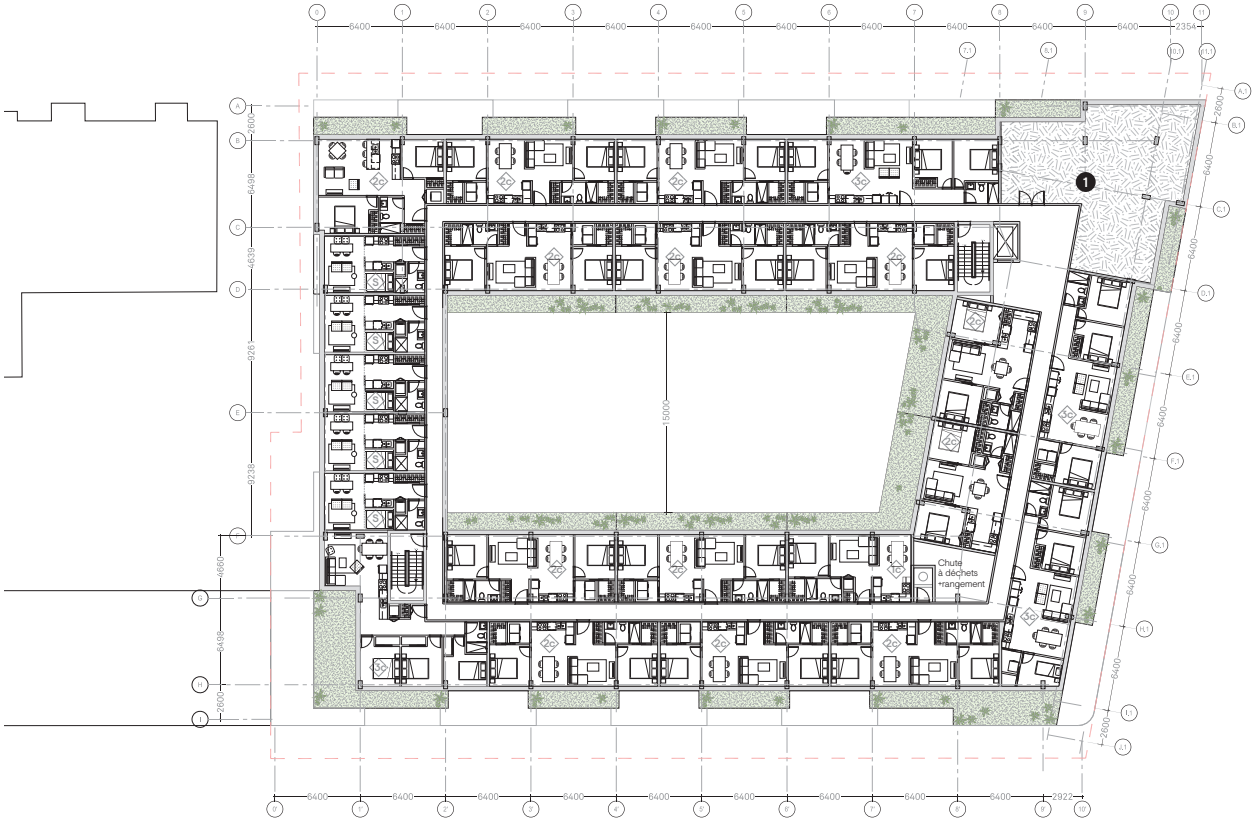
Plans

– 20

sidlee architecture

MONTONI

4.7 Niveau 4



Usages

1 Salle commune
+/- 1 500 pi²

Logements

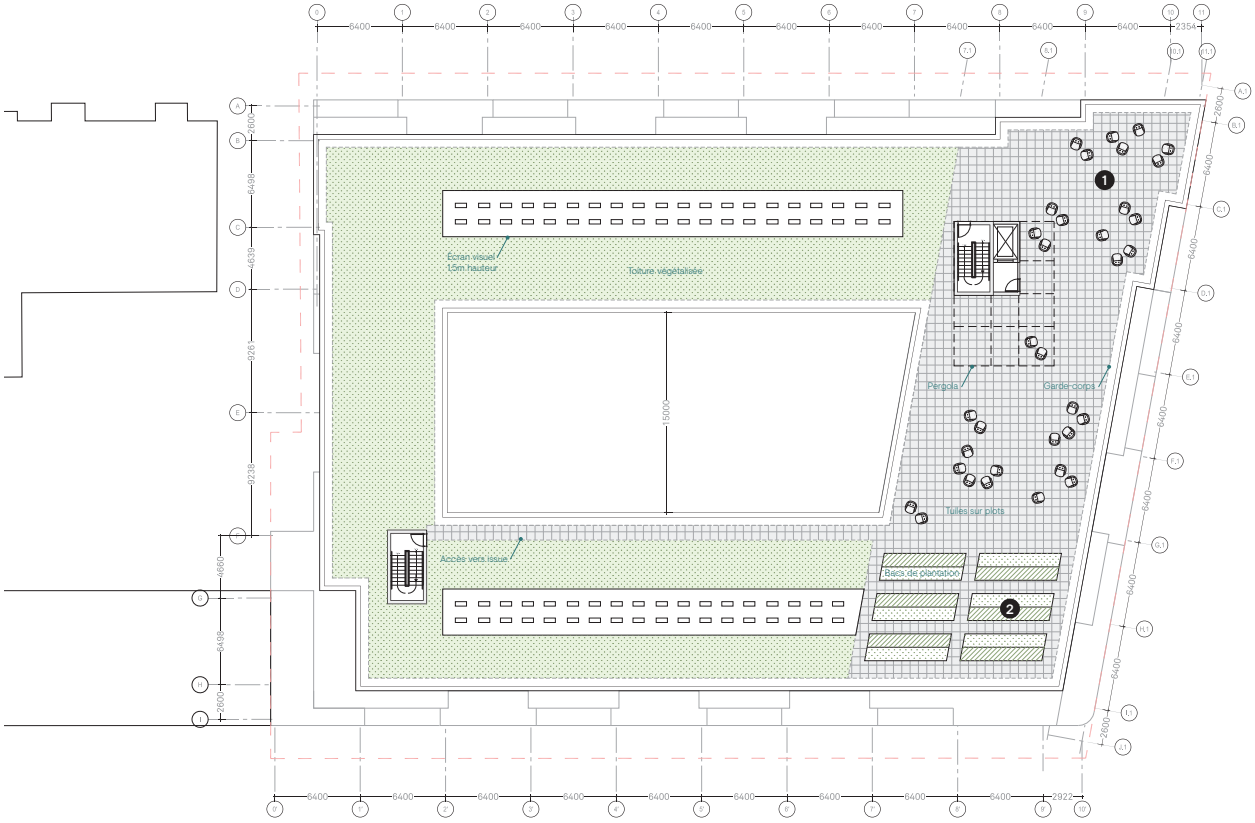
S Studio
1c Log. 1 chambre
2c Log. 2 chambres
3c Log. 3 chambres

0 1 2 5 10 m

sidlee architecture

MONTONI

4.8 Niveau toiture



Usages

1 Terrasse
+/- 3 000 pi²

2 Jardin collectif
+/- 1 650 pi²

0 1 2 5 10 m

Plans

– 22

sidlee architecture

MONTONI

— 05

Élévations

5.1 Élévation avenue Querbes



Matérialité

- A1 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en panneresse*
- A2 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en retrait : damier*
- A3 Brique de couleur anthracite — *Appareillage de couronnement*
- B Revêtement métallique — *Couleur gris clair*
- C1 Mur rideau — *Meneaux de couleur noir*
- C2 *Panneau tympan* — *Couleur noir*
- D1 Fenêtre à battant — *Couleur noir*
- D2 Porte-fenêtre — *Couleur noir*
- E Garde-corps
- F Persiennes

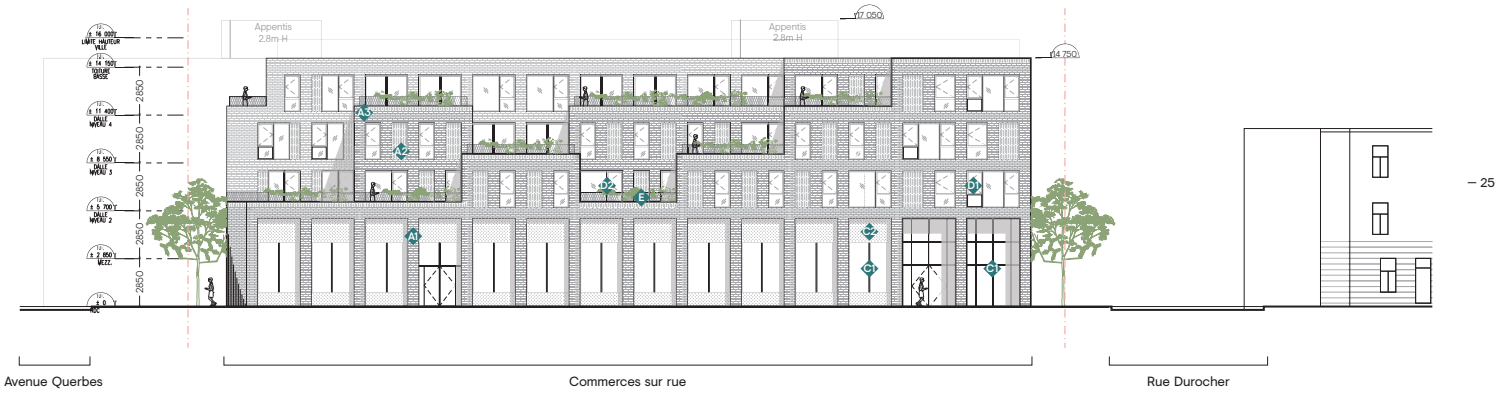
0 1 2 5 10 m

sidlee architecture

MONTONI

5.2 Élévation avenue Beaumont

Élévations



Matérialité

- A1 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en panneresse*
- A1.1 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en retrait : damier*
- A1.2 Brique de couleur anthracite — *Appareillage de couronnement*
- B Revêtement métallique — *Couleur gris clair*
- C1 Mur rideau — *Meneaux de couleur noir*
- C1.1 *Panneau tympan* — *Couleur noir*
- D1 Fenêtre à battant — *Couleur noir*
- D1.2 Porte-fenêtre — *Couleur noir*
- E Garde-corps

0 1 2 5 10 m

sidlee architecture

MONTONI

5.3 Élévation rue Durocher



Élévations

– 26

Matérialité

- A1 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en panneresse*
- A2 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en retrait : damier*
- A3 Brique de couleur anthracite — *Appareillage de couronnement*
- B Revêtement métallique — *Couleur gris clair*
- C1 Mur rideau — *Meneaux de couleur noir*
- C2 *Panneau tympan* — *Couleur noir*
- D1 Fenêtre à battant — *Couleur noir*
- D2 Porte-fenêtre — *Couleur noir*
- E Garde-corps

0 1 2 5 10 m

sidlee architecture

MONTONI

5.4 Élévation ruelle



Matérialité

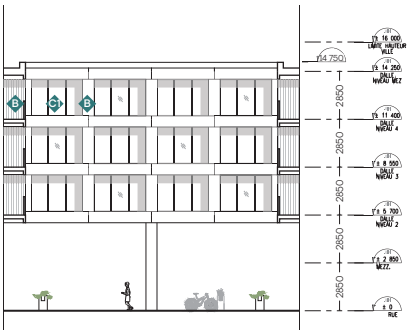
- A1 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en panneresse*
- A2 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en retrait : damier*
- A3 Brique de couleur anthracite — *Appareillage de couronnement*
- B Revêtement métallique — *Couleur gris clair*
- C1 Mur rideau — *Meneaux de couleur noir*
- C2 *Panneau tympan* — *Couleur noir*
- D1 Fenêtre à battant — *Couleur noir*
- D2 Porte-fenêtre — *Couleur noir*
- E Garde-corps

0 1 2 5 10 m

5.5 Élévations cour intérieure

(vers Querbes et vers ruelle)





Matérialité

- A1 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en panneresse*
- A2 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en retrait : damier*
- A3 Brique de couleur anthracite — *Appareillage de couronnement*
- B Revêtement métallique — *Couleur gris clair*
- C1 Mur rideau — *Meneaux de couleur noir*
- C2 *Panneau tympan* — *Couleur noir*
- D1 Fenêtre à battant — *Couleur noir*
- D2 Porte-fenêtre — *Couleur noir*
- E Garde-corps

0 1 2 5 10 m

5.6 Élévations cour intérieure

(vers Durocher et vers Beaumont)



Issue | Maisons de ville | Porte cochère vers Durocher | Commerces

Matérialité

- A1 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en panneresse*
- A2 Brique de couleur anthracite — *Appareillage en retrait : damier*
- A3 Brique de couleur anthracite — *Appareillage de couronnement*
- B Revêtement métallique — *Couleur gris clair*
- C1 Mur rideau — *Meneaux de couleur noir*
- D2 *Panneau tympan* — *Couleur noir*
- D1 Fenêtre à battant — *Couleur noir*
- D2 Porte-fenêtre — *Couleur noir*
- E Garde-corps
- G Grillage métallique

0 1 2 5 10 m

sidlee architecture

MONTONI

5.7 Insertion dans le contexte

Profil de l'avenue Querbes



Profil de l'avenue Beaumont

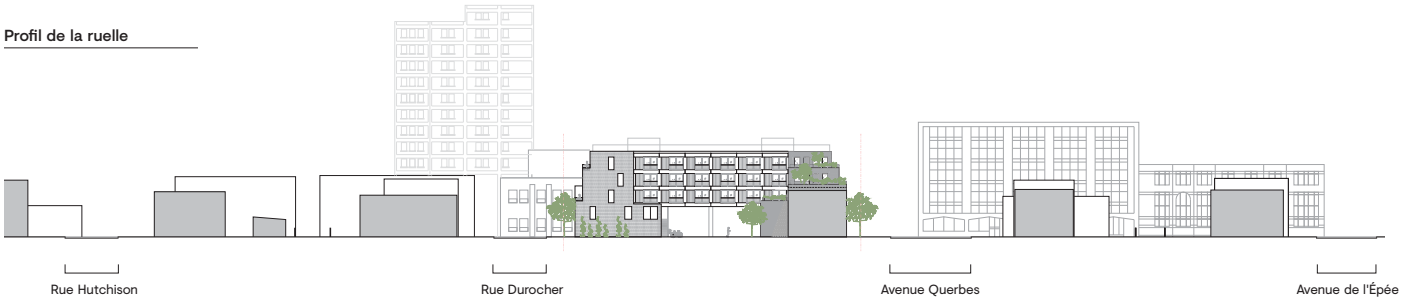


5.8 Insertion dans le contexte

Profil de la rue Durocher



Profil de la ruelle



Coupes

6.1 Coupe transversale



Coupes

– 33

6.2 Coupe longitudinale



Coupes

– 34

07 —

Perspectives

7.1 Perspective

Depuis la rue Durocher



7.2 Perspective

Depuis l'avenue Beaumont, au coin de la rue Durocher



7.3 Perspective

Depuis l'avenue Beaumont, au coin de l'avenue Querbes



7.4 Perspective

Depuis l"avenue Querbes



7.5 Perspective

Détails de la façade et du rapport à la rue







7.6 Perspective

Depuis la rue Durocher, vers l'avenue Beaumont



7.7 Perspective

Depuis la ruelle



7.8 Perspective

De la cour intérieure







7.9 Perspective

Depuis la cour intérieure



Statistiques

8.1 Tableau récapitulatif des superficies

TABLEAU RÉCAPITULATIF Superficies Mis à jour 2019-07-19	**Superficies brutes (pi.ca)**
NIVEAUX	
Sous-sol	32 109
RDC Commercial (7 000 pi.ca) Ateliers (2 200 pi.ca)	22 658
Mezzanine	9 063
Niveau 2	23 734
Niveau 3	21 862
Niveau 4	20 516
Toit	475
Total avec sous-sol	130 417
TOTAL sans sous-sol	**98 308**

STATISTIQUES	
Superficie terrain (pi.ca)	**35 767**
Superficie totale du projet hors-sol (pi.ca)	**98 308**
Verdissement (au sol 5 500 pi.ca.+ bacs plantation toit 1650 pi.ca.)	**20%**
** À l'étude 15% additionnel en toiture verte/productive*	
Densité	**2,75**
Aire de bâtiment	**25 209**
Implantation proposée (%)	**70%**

* Les données ci-haut sont encore approximatives et présentées à titre indicatif.

8.2 Tableau récapitulatif de la répartition des unités locatives

TABLEAU RÉCAPITULATIF Répartition des unités 2019-07-19	**Studios**	**1 ch.**	**1 ch. (+1) Mezzanine**	**2 ch.**	**3 ch.**	**3 ch. Maison**	**TOTAL**
	384-485 pi^2	503-609 pi^2	681 pi^2	680-958 pi^2	966-1069 pi^2	928 pi^2	
NIVEAUX							
RDC (+ mezzanine)		1	8	1		12	22
Niveau 2	5	16		10	1		32
Niveau 3	5	2		16	3		26
Niveau 4	6	1		14	3		24
TOTAL	**16**	**20**	**8**	**41**	**7**	**12**	**104**
% RÉPARTITION D'UNITÉS	**15%**	**19%**	**8%**	**39%**	**7%**	**12%**	
	42%			**58%**			

* Les données ci-haut sont encore approximatives et présentées à titre indicatif.

09 —

Annexes

9.1 Concept d'aménagement paysager

Paysage





FORMAT 11 x 17

Nom du client
adresse et/ou ville
Projet xxxxxxx

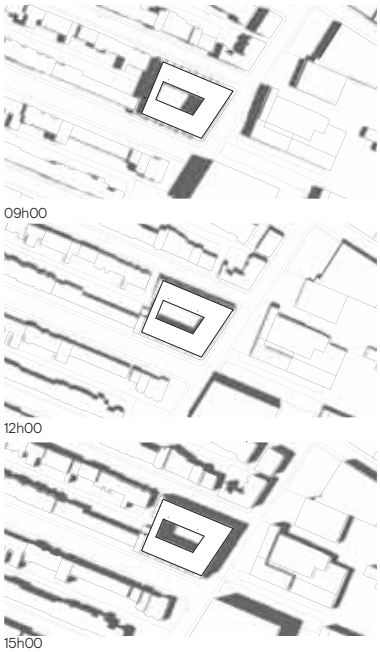
Jour mois année
Approuvé par : XX
Dessiné par : XX
Émission

Titre_de_la_page
Description du projet

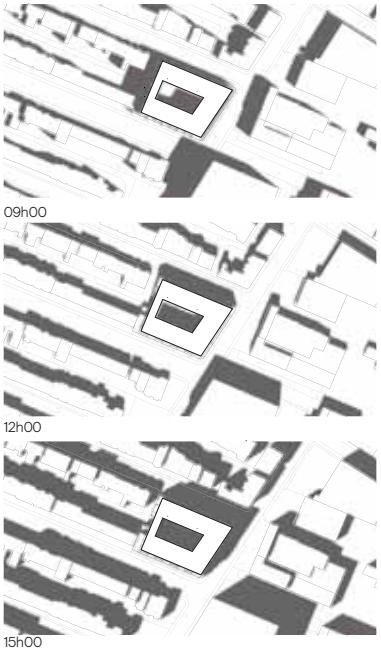
BC2

9.2 Étude d'ensoleillement

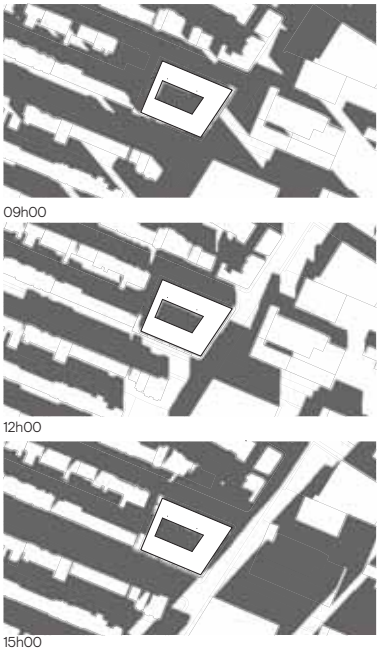
Solstice d'été



Équinoxe d'automne



Solstice d'hiver



Merci !

sidlee architecture MONTONI

sidlee
architecture

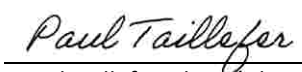


Analyse sur l'état de l'ensemble du bâtiment

Édifice occupé par le commerce *Homemade Kosher Bakery Inc.*
495 rue Beaumont, Montréal, (Québec)
N/Réf. : 11107859-G1 (1)
30 juillet 2019

Sid Lee Architecture
1 Place Ville Marie, bureau 2050 Montréal (Québec)
H3B 2C4

Préparée par :



Paul Taillefer, chargé de projets

Approuvée par :

Martin Leblanc, architecte associé
principal

Table des matières

1. **Première partie - Objet de l'expertise et mandat**

2. **Deuxième partie - Analyse exhaustive**

3. **Troisième partie - Résumé**

Annexes

Annexe A - Plans et élévations

Annexe B - Photographies

1. Objet de l'expertise et mandat

Sid Lee Architecture a été mandaté par Monsieur Marc-André Fullum, Directeur Urbanisme et Développement Stratégique du Groupe Montoni, dans le but de procéder à une analyse de l'état de l'ensemble du bâtiment cité en rubrique.

Sid Lee Architecture a effectué plusieurs visites sur le site afin de réaliser des inspections visuelles et procéder à cette analyse. Les visites ont été effectuées le 9, 15 et le 16 juillet 2019. Les conditions climatiques étaient idéales, ensoleillé et plus de vingt degrés Celsius, nos observations étaient claires. La rédaction de cette analyse a été structurée selon l'annexe A de la ville de Montréal.

Vu le contexte le bâtiment ayant un seul étage, et l'état de sa dégradation nous avons jugé qu'aucun équipement spécialisé n'était requis et les inspections ont été effectuées à pied d'homme. Les inspections ont été réalisées par notre équipe de professionnels expérimentés dans l'évaluation des systèmes de l'enveloppe du bâtiment. Aucune ouverture exploratoire ou essai destructif n'a été nécessaire. Les observations, résultats, conclusions et recommandations découlant de l'inspection détaillée des façades sont présentés ci-dessous et accompagnés de photos et plans explicites. Le rapport comprend une description générale de tous les travaux correctifs recommandés et études approfondies, afin de corriger toutes les déficiences et zones suspectes observées lors de nos inspections.

Le 495 Beaumont est un édifice à vocation industrielle et a en majeure partie un étage. Seule sa partie centrale s'élève à deux étages. Des garages y sont intégrés avec quais de chargement, cet immeuble a toujours été utilisé à des fins de production par des entreprises de boulangerie et le commerce de boulangerie *Homemade Kosher Bakery Inc,* y est établi depuis la fin des années quatre-vingt. Le bâtiment est muni d'un système de protection incendie et sa construction originale aurais été érigée en 1948. Plusieurs agrandissements ont été effectués depuis.

Fait important tiré du certificat de localisation de l'arpenteur géomètre, Groupe SR. Dossier S-69 093-1 *(joint)* : ''*Selon le registre foncier du Québec et la réglementation de la ville, le bien-fonds ci-haut désigné ne serait pas classé comme bien patrimonial et ne serait pas situé en tout ou en partie dans l'aire de protection d'un bien patrimonial déclaré en vertu de la loi sur le patrimoine culturel (RLRQ c. P-9.002)''.* Aucun autre statut patrimonial ou archéologique pertinent n'est présent, comme en témoigne l'étude patrimoniale de BC2.



Figure 5.1 – Localisation du 495 Beaumont
(source : google.com/maps)



Photo 5.2 – Vue aérienne du 495 Beaumont
(source : google.com/maps)

Nous avons observé lors de nos visites, qu'il s'agit d'un bâtiment d'une construction d'une orientation industrielle dont l'enveloppe est constituée d'un parement de maçonnerie de briques et d'une toiture munie d'un système d'étanchéité en bitume caoutchouté appliqué à chaud et gravier. La fenestration est composée en majeure partie de blocs de verre avec persiennes et grillages.

2. Analyse exhaustive

Dès notre arrivée sur les lieux, nos observations nous ont rapidement permis de constater que le parement de maçonnerie de brique est en très mauvais état et que diverses interventions de restauration sommaires ont été effectuées sur l'édifice. Effectivement l'enveloppe du bâtiment nous semble originale, mais sa rectitude sur l'avenue Beaumont est inquiétante, et puisque la sécurité du public est notre principale préoccupation, cet item est devenu la source principale de nos inquiétudes quant à son intégrité structurale. Effectivement des travaux de restauration de la maçonnerie de brique doivent être entrepris, et ce, à court terme. Aucun appareil sophistiqué n'a été utilisé pour en tirer ces conclusions.

Pour l'inspection de la partie originale du bâtiment, puisque les équipements et le personnel étaient en place et en fonction, la situation ne nous permettait pas d'inspecter de l'intérieur l'état de la maçonnerie massive de brique de béton de la charpente originale, qui est munie en partie d'un fini. Une ouverture existante dans le mur sur la rue Durocher nous a permis de constater cette composition. Une attention particulière doit y être apportée, son statut étant évidemment, fondamental. Des poutrelles en acier et un pontage de bois ont été observées.

Selon l'historique des lieux tiré de l'étude patrimoniale effectuée par la firme d'urbanisme BC2, le bâtiment a évolué avec les années, nous comprenons que quatre agrandissements ont vu le jour depuis sa construction, et la structure originale s'en est donc vue modifiée. Nous en déduisons que des murs porteurs ont été démantelés. Les agrandissements ont tous été conçus d'une charpente conventionnelle en acier, incluant colonnes, poutrelles et pontage. Le mur de maçonnerie massive de brique de béton et ses joints de mortier nous semblent authentiques. Et vu l'avancement de la dégradation de son parement de brique d'argile, nous croyons aussi qu'il est original.

Quelques retouches ont été effectuées sur cette installation qui est munie d'évents et de chantepleures, nous en déduisons donc qu'elle a été construite selon le principe de l'écran pare-pluie. Du mortier a été ajouté dont l'application est plutôt sommaire, et excède la surface de la brique. Elle dévoile une méthode assez radicale. Les réparations sont bien évidentes, et ne sont pas acceptables à notre avis. En fait ces interventions ne font qu'accélérer le processus de dégradation du parement dû aux infiltrations combinées aux cycles de gel/dégel. La notion du bâtiment durable a évidemment été, délaissée.

En principe, lorsque des travaux de rejointoiement s'avèrent nécessaires, le sciage du mortier existant y faisant place est primordial. Bref, il s'agit de scier les joints existants avec l'outil spécialement conçu à cet effet sur une profondeur de 25mm et ajouter le mortier en trois couches subséquentes. Nous n'avons aucun indice que des interventions de sciage et /ou de ragréage ont été effectuées.

En réalité, nous comprenons que divers facteurs peuvent contribuer au processus de dégradation du parement de briques. Non seulement les surfaces sont exposées aux éléments et aux polluants atmosphériques, mais nous croyons que des exfiltrations d'air chaud et humide dues à l'absence d'isolant, de pare-air ainsi que de pare-vapeur, combiné aux cycles de gel/dégel ont contribué à cette dégradation. Des fissures majeures apparaissent et témoignent d'un mouvement du parement. Dans ces conditions et sans entretien préventif, nous concevons que la maçonnerie a simplement atteint la fin de son cycle de vie utile.

Pour ce qui est des sections de parement de maçonnerie de briques sous les fenêtres, le phénomène de l'efflorescence est omniprésent et les joints sont bien évidés, on peut aussi y observer des briques éclatées. Toutes les allèges de béton des fenêtres ont aussi atteint de loin leur cycle de vie utile et sont à remplacer. Leur état est lamentable.

Le revêtement de panneaux de béton préfabriqués sur l'avenue Beaumont est en mauvais état et est grandement fissuré. Nous sommes perplexes quant à leurs attaches. Notre recommandation est aussi de les remplacer. Un danger d'effondrement est probable à moyen terme.

Nous avons aussi constaté que des opérations de calfeutrage ont été réalisés depuis un bon moment. Les règles de l'art étaient inconnues des intervenants lors de l'exécution. De plus elles sont surdimensionnées, nous confirmant qu'un écart s'est produit depuis l'installation des composantes. Le calfeutrage au pourtour des ouvertures radicales exercées dans le parement de la rue Durocher, n'a jamais été effectué. Ce qui nous laisse croire que peu d'attention était portée vers l'entretien du bâtiment.

Pour ce qui est de la fenestration, certaines unités nous semblent originales, alors que des blocs de verre sont utilisés en majeure partie, leur installation est artisanale et déficiente.

La toiture a atteint la fin de son cycle de vie utile et multiples réparations sont évidentes, sur tous les dispositifs qui sont anciens, corrodés et dépassés. De l'intérieur, de multiples traces d'infiltrations et de moisissures apparaissent au fini du plafond. Tous les solinages, probablement originaux, et les sections inclinées de bardeaux d'asphalte sont tous à remplacer. Aucun entretien préventif n'a été effectué sur la toiture. Fait intéressant, des opérations de démantèlement au parapet ont eu lieu du côté de l'avenue Beaumont. Le solinage et une partie du parement de brique ont été laissés sur place et le mur est resté à découvert. La partie supérieure du parement de maçonnerie montre des signes de fluage.

Somme toute, la construction nous semble stable, mais montre des signes de vieillissement très avancés.

3. Résumé

Nous avons constaté que l'enveloppe du bâtiment est dans un état déplorable avancé et que des travaux de restauration majeurs sont inévitables. Tous les systèmes tels que le parement de maçonnerie, la toiture, la fenestration, les panneaux de béton préfabriqué ainsi que le calfeutrage ont malheureusement atteint la fin de leur cycle de vie utile. Le fait qu'ils n'ont pas été entretenus, le processus de dégradation s'en est aussi vu accéléré.

Effectivement la situation est inquiétante, le parement sur la limite de propriété de la rue Beaumont est déficient et risque de s'effondrer directement sur le passage réservé aux piétons. Après maintes vérifications et discussions à l'interne, nous n'y voyons d'autres options que de vous recommander de démanteler, et ce, en totalité le parement de maçonnerie de brique et de le reconstruire. Les travaux doivent être effectués avec soin, en utilisant les équipements et outils appropriés, sans mentionner les normes et codes en vigueur.

Lors du démantèlement du parement, une expertise quant à l'intégrité structurale de la maçonnerie massive de brique de béton doit être effectuée par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Les coûts associés à la restauration de l'immeuble, à la remise à norme et à la réfection de tous les systèmes seraient astronomiques. Les possibilités de récupérer et de retransformer la structure et l'enveloppe de cette construction qui a déjà vu maintes modifications significatives sont plutôt minces. Nous comprenons que les modifications effectuées au fil des ans ont probablement eu un impact sur la charpente, comme en témoigne le mouvement du parement de maçonnerie. Des renforcements fondamentaux seraient alors essentiels. De plus, les fondations conçues pour supporter un seul étage selon les exigences normatives de l'époque, ne doivent pas être en mesure d'assumer les nouvelles charges requises par le nouveau projet.

Fin de l'analyse

Limitations hors mandat

Les limitations techniques spécifiques suivantes, découlant de cette investigation et du mandat confié, sont à noter :

- Notre mandat n'incluait aucune vérification des calculs d'ingénierie du bâtiment ou de la conception de ses composantes.
- Notre mandat n'incluait pas la vérification de la verticalité des façades à l'aide d'outils de mesure.
- Notre mandat n'incluait pas la revue de la conformité de la propriété quant aux exigences du Code national du bâtiment ou du Code de prévention des incendies.
- Notre mandat n'incluait pas la vérification de la présence d'amiante, d'eau et/ou de tout autre contaminant.

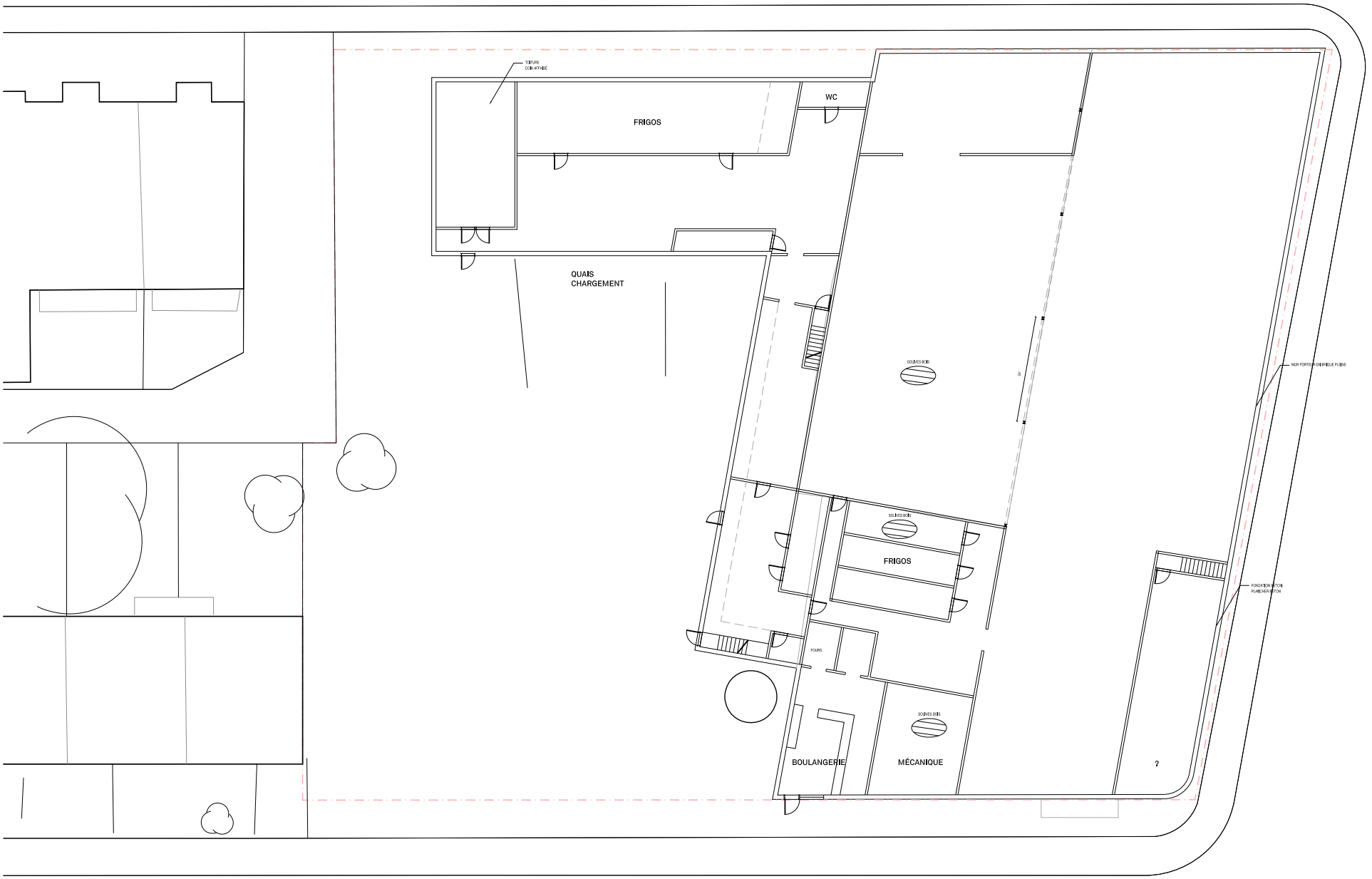
Ce rapport n'est pas exhaustif et ne représente qu'un bilan généralisé de l'état du bâtiment, et ne garantit pas l'identification de toutes les conditions. Il ne doit en aucun temps être considéré comme un certificat de conformité.

Annexe A
Plans et élévations

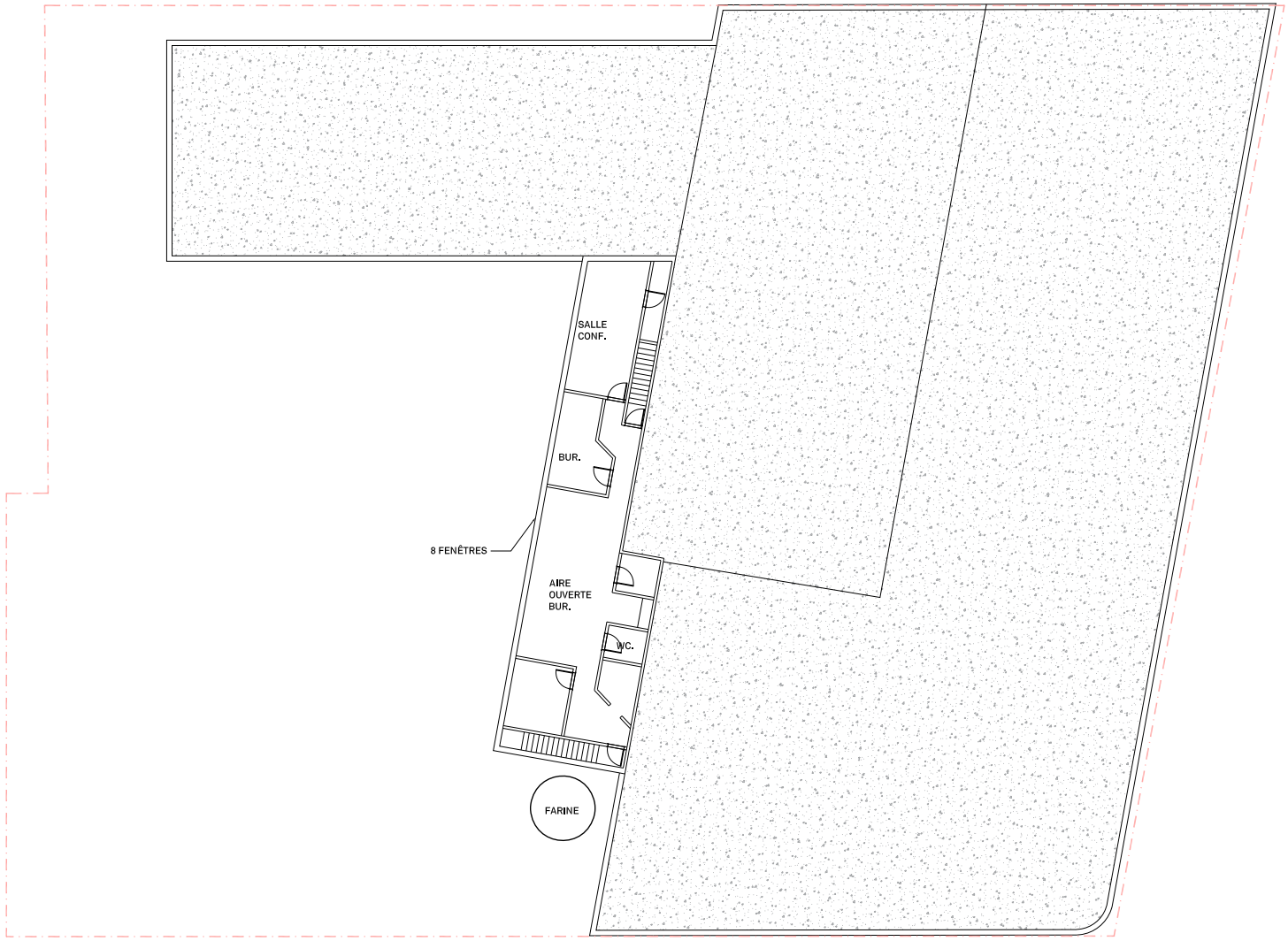
495 BEAUMONT
RELEVÉ 10 JUILLET 2019
SOUS-SOL



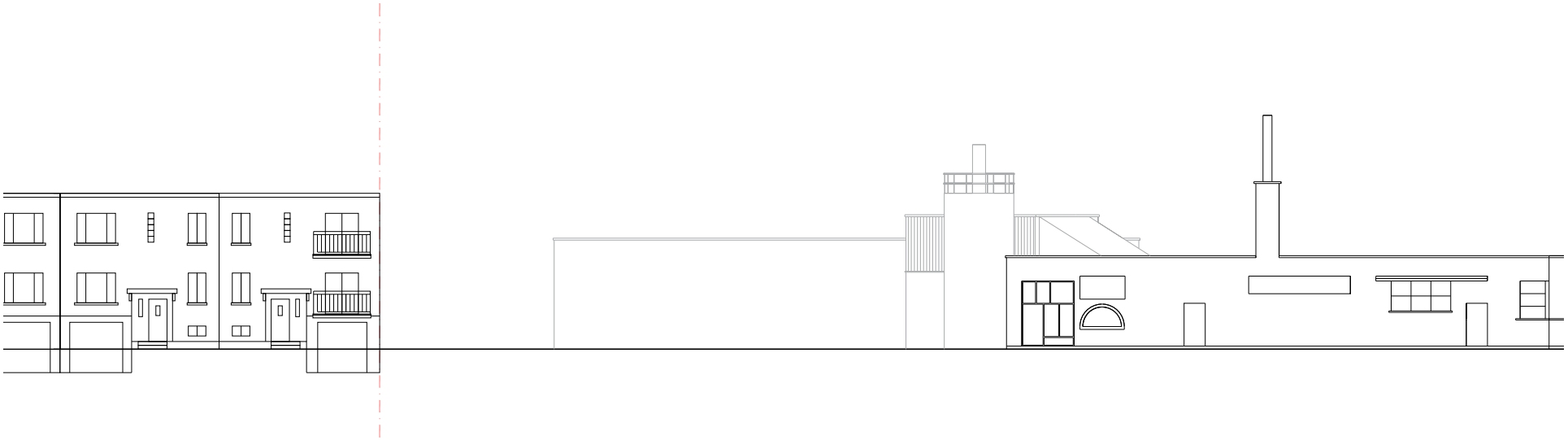
495 BEAUMONT
RELEVÉ 10 JUILLET 2019
RDC



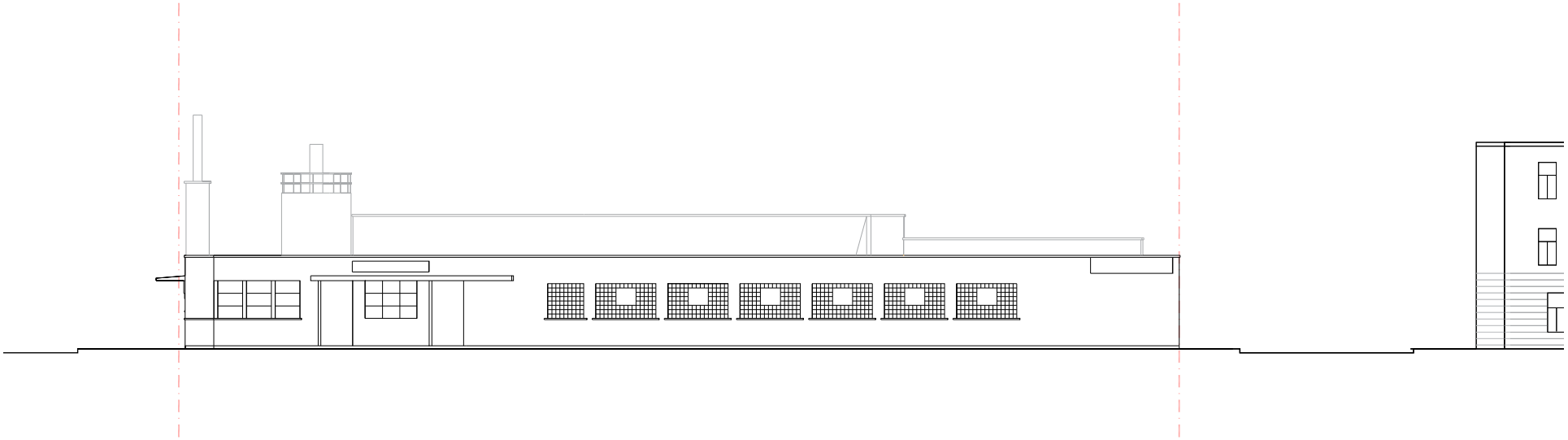
495 BEAUMONT
RELEVÉ 10 JUILLET 2019
2e ÉTAGE



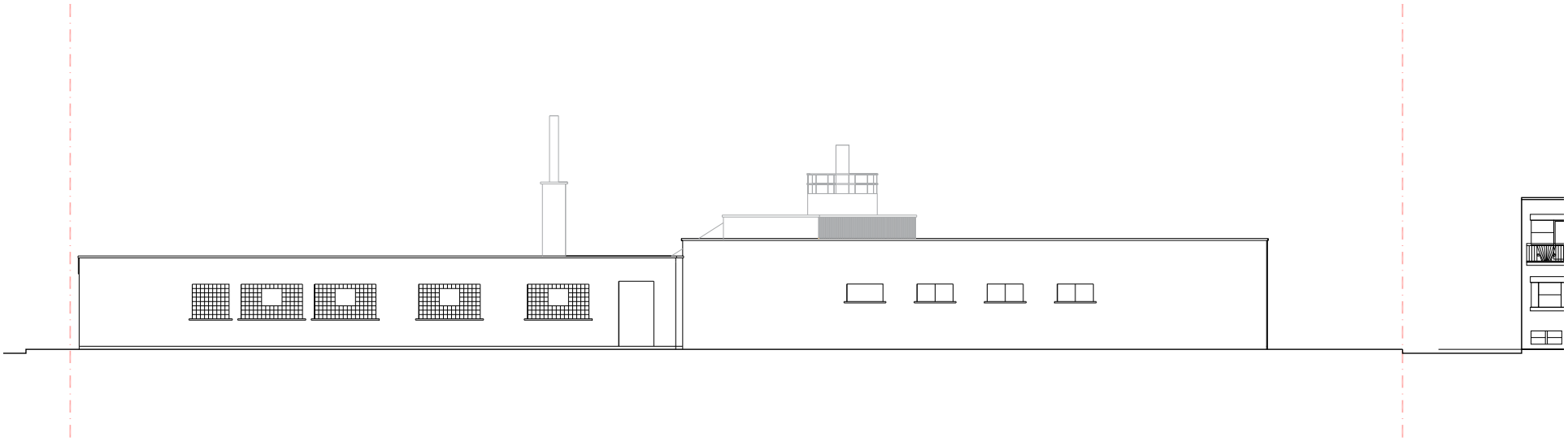
495 BEAUMONT
RELEVÉ 10 JUILLET 2019
ÉLÉVATION QUERBES



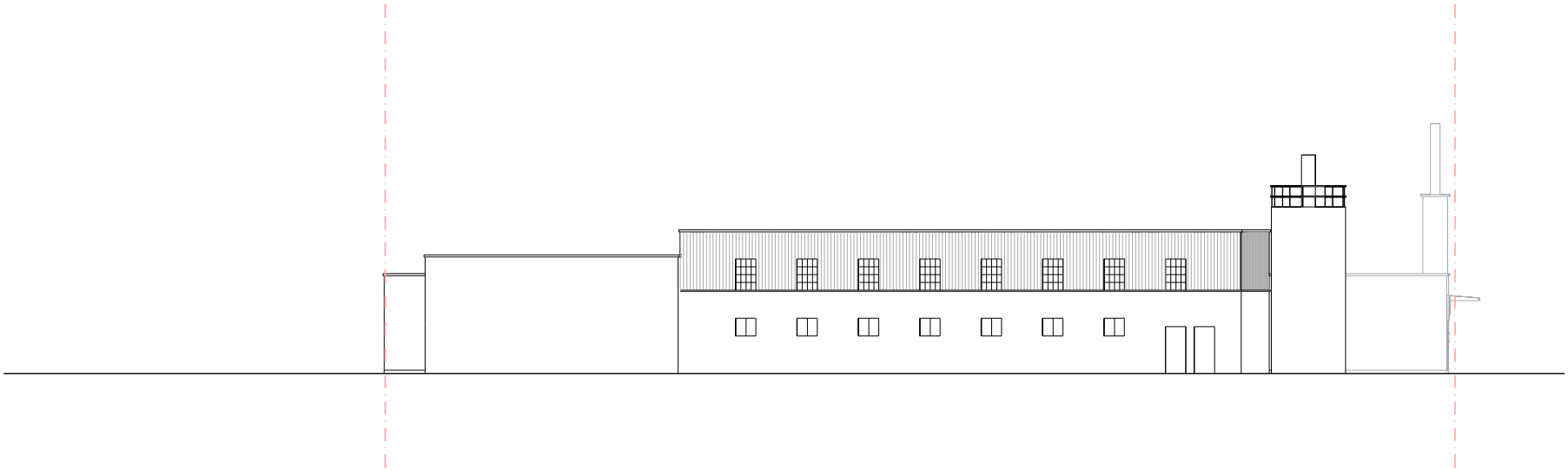
495 BEAUMONT
RELEVÉ 10 JUILLET 2019
ÉLÉVATION BEAUMONT



495 BEAUMONT
RELEVÉ 10 JUILLET 2019
ÉLÉVATION DUROCHER



495 BEAUMONT
RELEVÉ 10 JUILLET 2019
ÉLÉVATION RUELLE



Annexe B
Photographies










Public
en briques


CACHERE 6913 Québec,
Montreal, Québec
Tél. 514-270-5567
1-800-268-5567

















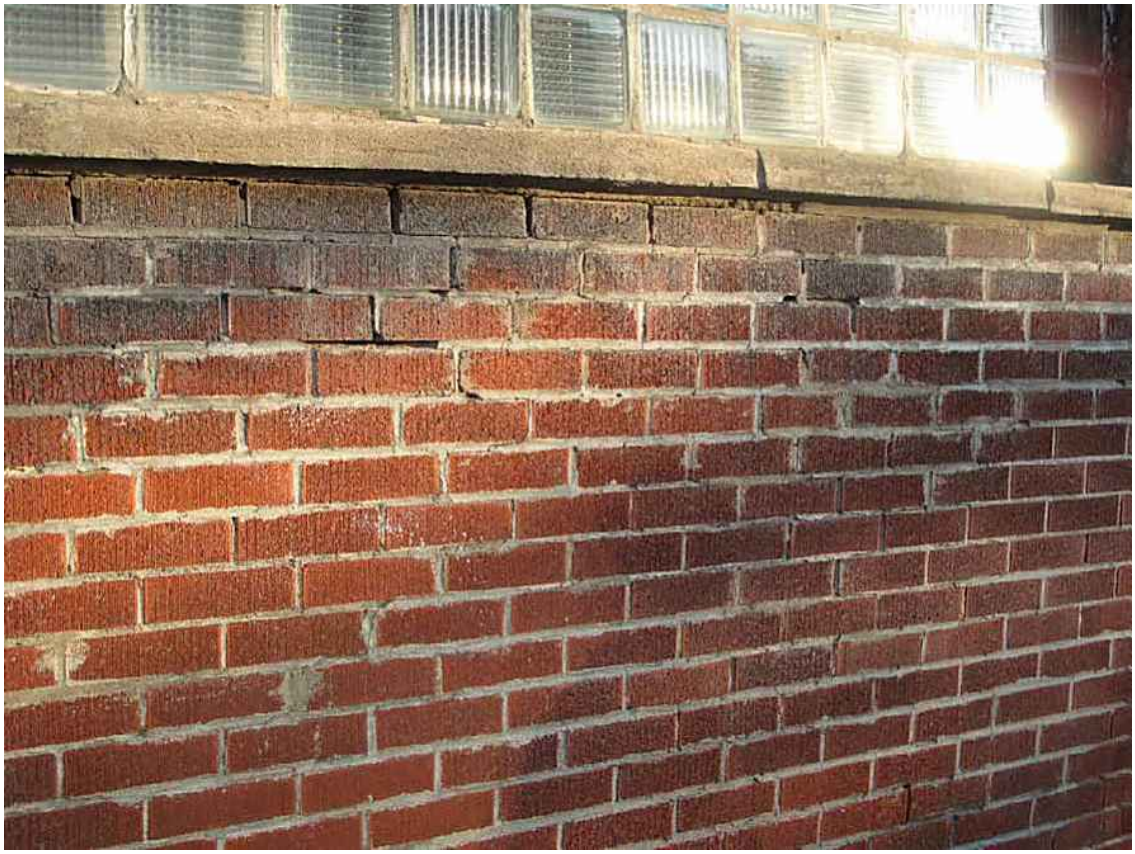






















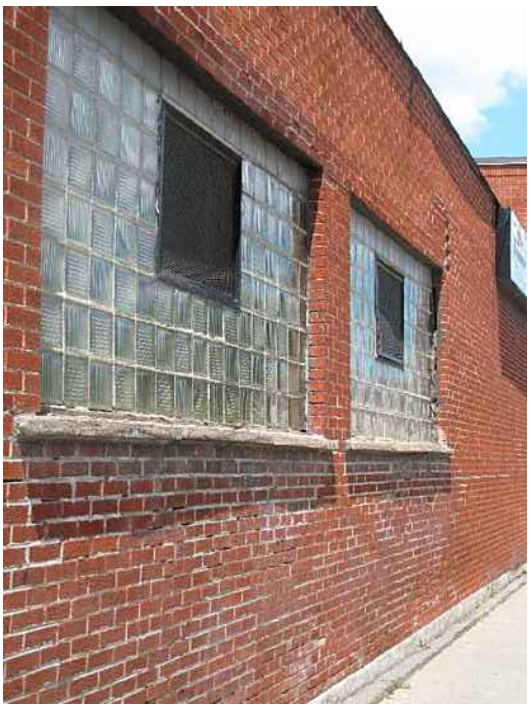

















































Boulangerie
BUREAU
INTERDIT



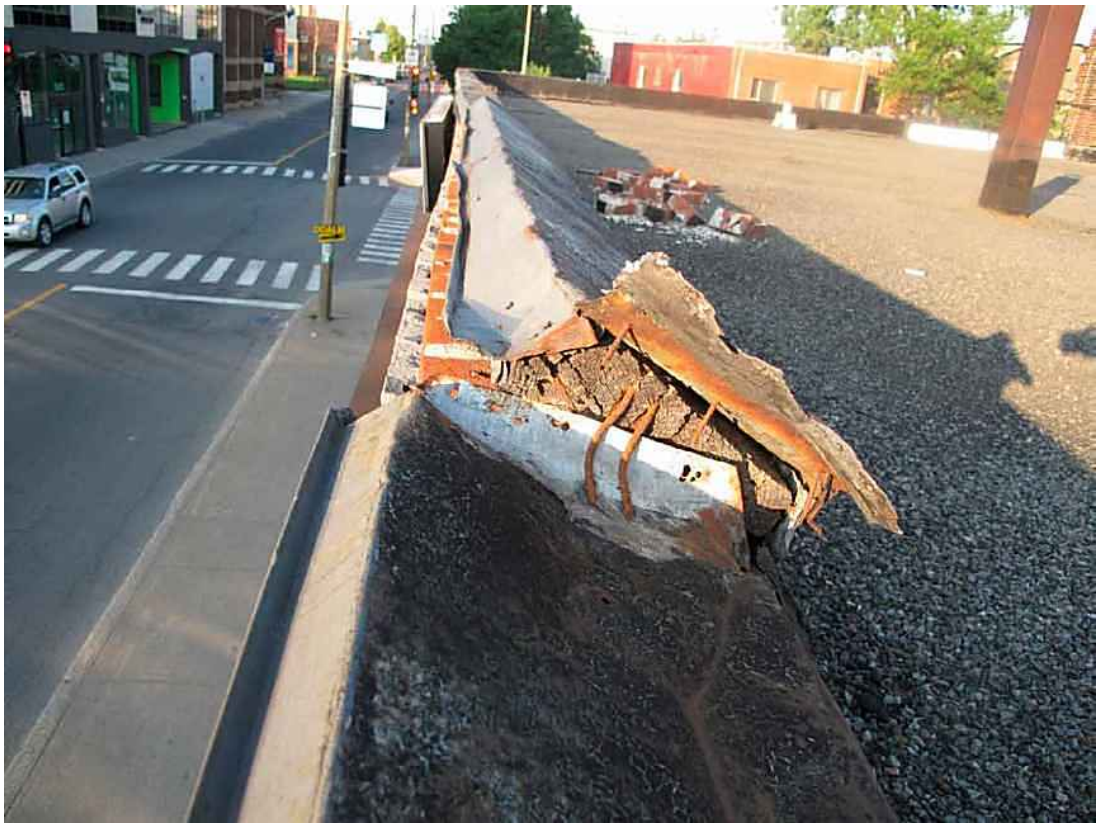











































BC2

RÉFLÉCHIR
L'ESPACE

9367-6815 QUÉBEC INC.

ÉTUDE PATRIMONIALE

495, AVENUE BEAUMONT

29 JUILLET 2019
PROJET 43081902

PARCE QUE TOUS LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT ONT UN IMPACT DIRECT DANS LA VIE DES GENS,
NOUS PRENONS À CŒUR DE RÉFLÉCHIR LES ESPACES DE VIE DE MANIÈRE INTÉGRÉE ET DURABLE

N° RÉVISION	DATE	DESCRIPTION DE LA MODIFICATION / DE L'ÉMISSION
01	2019-07-29	Étude patrimoniale

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1
1 RECHERCHE DOCUMENTAIRE PRÉALABLE 2
1.1 SITUATION ACTUELLE 2
1.1.1 Identification du site 2
1.1.1 Statut 4
1.1.2 État du lieu 4
1.2 SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DU LIEU 8
1.2.1 Historique du lieu 8
1.2.2 Analyse de l'évolution du lieu et de son contexte 9
1.3 FICHE TECHNIQUE SUR LES COMPOSANTES 15
2 ANALYSE PAR LES VALEURS 19
2.1 VALEUR SOCIALE, SYMBOLIQUE 19
2.2 VALEUR HISTORIQUE 19
2.3 VALEUR ARTISTIQUE, ESTHÉTIQUE 19
2.4 VALEUR CONTEXTUELLE, URBAINE OU PAYSAGÈRE 20
2.5 CONCLUSION 21
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES DOCUMENTAIRES 22

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Localisation du site 2
Figure 2 Photos de l'ensemble du site 3
Figure 3 Photos du quartier environnant, rue Durocher 5
Figure 4 Photos du quartier environnant, avenue Querbes 5
Figure 5 Photos du quartier environnant, avenue Beaumont 6
Figure 6 Vue aérienne du site 7
Figure 7 Extrait du plan de subdivision des lots 636, 637 et 638 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, 1908 9
Figure 8 Extraits de plans du secteur, 1914 10
Figure 9 Plan du secteur en 1950 11
Figure 10 Plan du secteur en 1961 12
Figure 11 Plan illustrant la redivision d'une partie du lot 638 en 1968 12
Figure 12 Plan du secteur en 1970 13
Figure 13 Plan du secteur en 1981 14
Figure 14 Plan du secteur en 1986 14
Figure 15 Vues de la façade donnant sur l'avenue Beaumont 16
Figure 16 Vue du bâtiment depuis l'intersection des avenues Beaumont et Querbes 17
Figure 17 Vues de la façade donnant sur l'avenue Querbes 17
Figure 18 Façade du bâtiment donnant sur la rue Durocher 18
Figure 19 Vues de l'arrière du bâtiment 18
Figure 20 Bâtiments comparables dans le secteur 20
Figure 21 Vues du bâtiment depuis l'avenue Beaumont 21

INTRODUCTION

BC2 Groupe Conseil inc. a été mandaté par 9367-6815 Québec inc. afin de préparer une étude patrimoniale pour le bâtiment situé au 495, avenue Beaumont. Cette étude est requise par la Ville de Montréal (arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension) dans le cadre de l'évaluation d'un projet de démolition à cet emplacement.

L'étude a été élaborée en se basant sur la table des matières (« annexe B ») fournie par l'Arrondissement.

1 RECHERCHE DOCUMENTAIRE PRÉALABLE

1.1 SITUATION ACTUELLE

1.1.1 Identification du site

	Immeuble
Nom	N/A
Adresse	495 avenue Beaumont
Numéro de lot	2 248 765
Arrondissement	Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension
Propriétaire	9367-6815 Québec inc.

Figure 1 Localisation du site



Source : Google Maps, 2019

Figure 2 Photos de l'ensemble du site





Source : Google Maps, Google Street View

1.1.1 Statut

Désignation en tant que lieu historique national (fédéral)	Aucune
Statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (provincial ou municipal)	Aucun
Désignation patrimoniale dans le Plan d'urbanisme	Aucune
Potentiel archéologique selon le Plan d'urbanisme	Aucun
Autres statuts pertinents	Aucun

1.1.2 État du lieu

Morphologie, topographie et environnement naturel

L'ensemble du site à l'étude est de topographie plane et est fortement minéralisé. Le site et le bâtiment présentent les dimensions suivantes.

	Immeuble
Adresse	495, avenue Beaumont
Mesure frontale du terrain (avenue Beaumont)	50 m
Superficie du terrain	3 570 m²

Contexte urbain

Le site à l'étude est délimité par les avenues Beaumont et Querbes, ainsi que par la rue Durocher.

L'avenue Beaumont est un axe structurant reliant les différents pôles de savoir, de créativité et de hautes technologies. À cet égard, la circulation y est relativement dense, notamment en raison des allées et venues des camions desservant les commerces et industries. Le cadre bâti se caractérise par une concentration significative d'immeubles industriels en brique. Il s'agit d'un secteur en redéveloppement, en lien avec l'aménagement du nouveau campus MIL de l'Université de Montréal.

Quant à l'avenue Querbes et la rue Durocher, il s'agit de rues résidentielles composées d'un cadre bâti dominé par des plex en rangée de deux à trois étages.

Figure 3 Photos du quartier environnant, rue Durocher





Figure 4 Photos du quartier environnant, avenue Querbes





Figure 5 Photos du quartier environnant, avenue Beaumont





Organisation spatiale

Les façades sur rue donnant sur les avenues Querbes, Beaumont et la rue Durocher sont composées d'un étage. Seule la portion de bâtiment située à l'intérieur du site s'élève à deux étages. Par ailleurs, le site accueille une zone de déchargement ainsi qu'une aire de stationnement, visibles et accessibles, depuis l'avenue Querbes et la ruelle desservant l'îlot.

Figure 6 Vue aérienne du site



Source : Google Maps, 2019

Usages

L'immeuble est actuellement occupé par la Homemade Kosher Bakery, qui fait la fabrication et la vente de produits de boulangerie, tel que décrit dans le tableau ci-dessous.

No civique	495 av. Beaumont
Usage	Industriel et commercial
Précisions	Commerce boulangerie (vente en gros et détaillant) + industrie (fabrication des produits sur place)

1.2 SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DU LIEU

1.2.1 Historique du lieu

Année	
1908	Subdivision d'une partie du lot 638 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent. Création des lots no. 638-169 à 638-176 et 638-210 à 638-218.
1946	Acquisition des lots no. 638-169 à 638-172 et 638-210 à 638-213 par National Holdings Ltée.
1948	Construction du bâtiment et occupation par Harris Bakery et National Holdings Ltée.
1950 – 1960	Agrandissement du bâtiment vers l'arrière du côté de l'avenue Querbes.
1960 – 1970	Acquisition de lots voisins au nord et démolition des bâtiments résidentiels sur ces lots. Deuxième agrandissement du bâtiment vers l'arrière du côté de la rue Durocher.
1964	Fusion de National Holdings Ltée et Harris Bakery, qui deviennent La Bonne Boulangère Ltée.
1964 – 1989	L'immeuble appartient successivement à différentes boulangeries : La Bonne Boulangère, Van Horne Bakery, Van Horne Bagel Bakery, Van Horne Bakery Properties.
1968	Création des lots no. 638-1477 et 638-1478, regroupant les lots no. 638-169 à 638-176 et 638-210 à 638-218.
1970 - 1981	Troisième agrandissement : Ajout d'une aire de chargement à l'arrière.
1981 – 1986	Quatrième agrandissement : Ajout d'une section de deux étages à l'arrière.
1988	Bail de location signé par l'occupant actuel de l'immeuble (Homemade Kosher Bakery).
1997	Acquisition par l'occupant actuel (176061 CANADA INC, ou Homemade Kosher Bakery).
2003	Rénovation cadastrale : Création du lot 2 248 765.
2018	Acquisition par 9367-6815 QUÉBEC INC., exploitant immobilier et propriétaire actuel de l'immeuble.

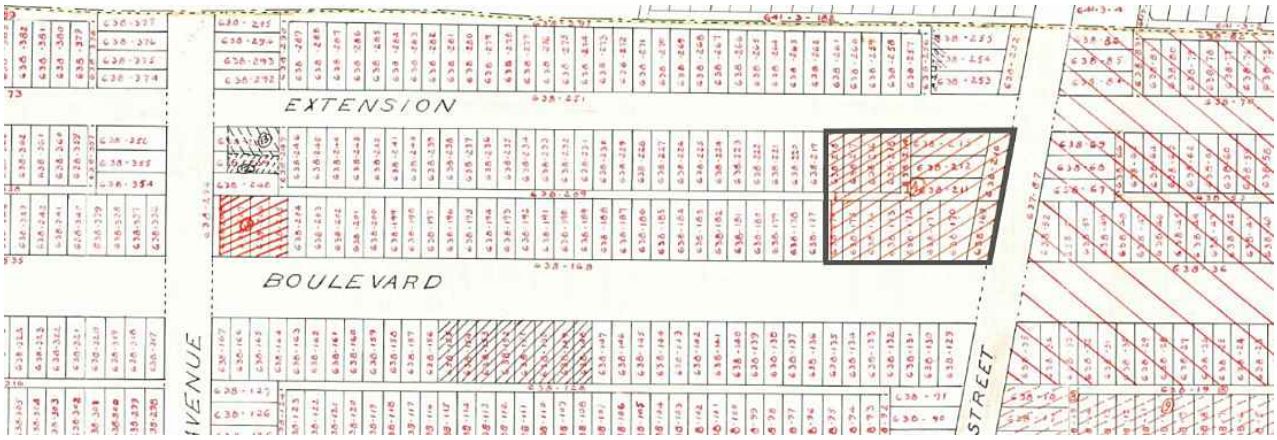
1.2.2 Analyse de l'évolution du lieu et de son contexte

Le territoire de Parc-Extension commence à se développer au début du XXe siècle, en progressant du sud vers le nord à partir de l'avenue Beaumont. Le lotissement suit le cadastre typique montréalais et les voies sont tracées dans l'axe des rues existantes dans les quartiers limitrophes, au-delà des barrières physiques formées par les infrastructures ferroviaires (voie ferrée à l'est et gare de triage d'Outremont au sud du quartier).[1]

*Selon le Répertoire historique des toponymes montréalais, il existe plusieurs hypothèses quant à l'origine du nom de **l'avenue Beaumont**. Ce toponyme pourrait faire référence au village de Beaumont en Angleterre, ou encore à la vue vers le Mont-Royal qu'offre cette voie.*

En 1908, une partie du lot no. 638 (appartenant à la Park Realty Company of Montreal Limited) est subdivisé tel qu'illustré au plan cadastral ci-dessous (figure 7). Le site à l'étude comprend les lots no. 638-210 à 638-218 et 638-169 à 638-176.

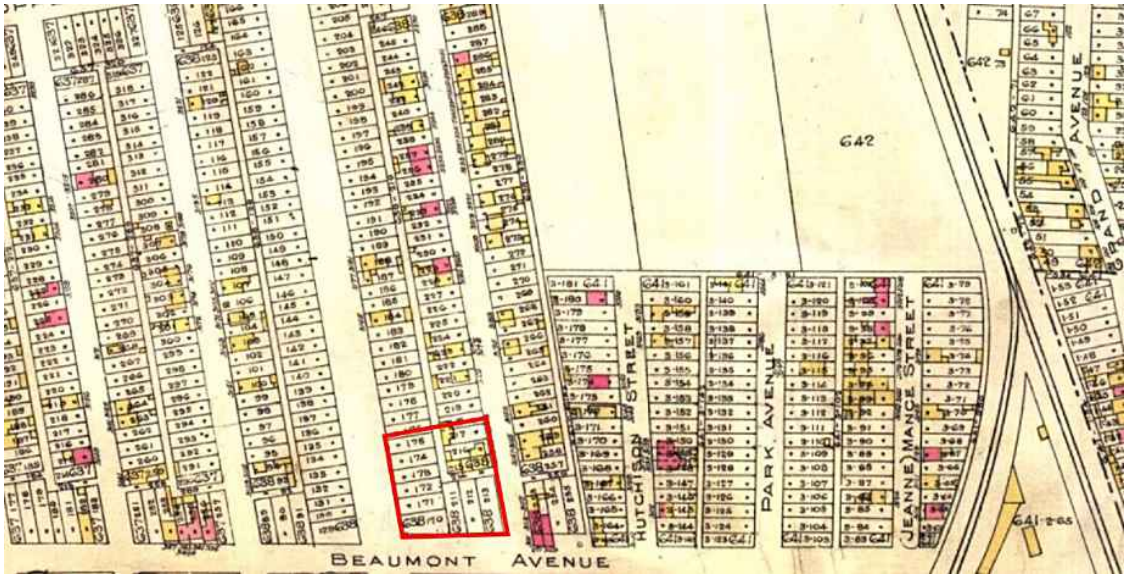
Figure 7 Extrait du plan de subdivision des lots 636, 637 et 638 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, 1908

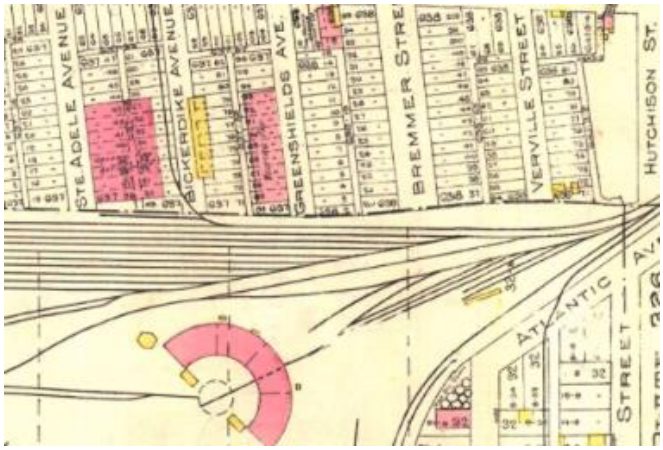


Source : Registre foncier du Québec

[1] 1 Toute référence aux points cardinaux dans ce document est basée sur les points cardinaux montréalais et non géographiques.

Figure 8 Extraits de plans du secteur, 1914





Source: Montreal Atlas, Vol III, de Chas. E. Goad Co.

Les plans ci-hauts présentent les débuts de l'urbanisation de la partie sud du quartier Parc-Extension. Concernant le site à l'étude, on remarque que des bâtiments en bois ont été construits sur les lots 638-215, 638-216 et 638-217. Au sud de l'avenue Beaumont, on note l'implantation de quelques bâtiments industriels.

L'inauguration d'un circuit de tramway sur l'avenue Querbes (dénommée rue Bremner à l'époque) en 1921 vient relier Parc-Extension aux quartiers environnants. L'accessibilité accrue du secteur entraîne une accélération de son développement et on assiste à la construction de plusieurs logements.

Figure 9 Plan du secteur en 1950



Source : Plans d'utilisation du sol de la Ville de Montréal

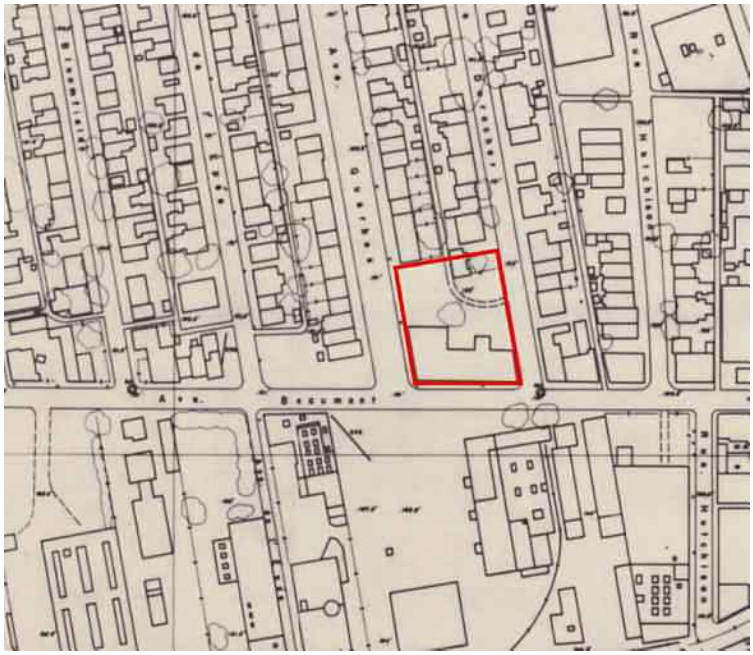
En 1946, la National Holdings Ltée acquiert les lots no.638-169 à 638-172 et 638-210 à 638-213. Cette dernière fait construire un bâtiment 2 ans plus tard, qu'elle occupera avec la Harris Bakery[2], une boulangerie. Le plan ci-dessus démontre la présence de plusieurs bâtiments industriels dans le secteur de l'avenue Beaumont en 1950. La présence de la cour de triage du CP, juste au sud du secteur est un facteur important ayant contribué à la localisation de ces industries.

Le bâtiment abritant la boulangerie sera agrandi au cours des années 1950, tel que le montre le plan de la figure 10.

La période d'après-guerre est synonyme d'urbanisation rapide pour Parc-Extension. Beaucoup de nouveaux arrivants fuyant des conditions de vie difficiles dans leurs pays viennent s'y établir. On estime que plus de 88% des logements du quartier sont construits entre 1945 et 1970.[3]

[2] Selon les Annuaires Lovell de Montréal et sa banlieue
[3] Favretti, 2011

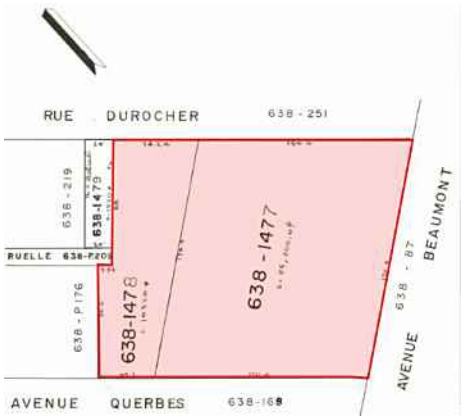
Figure 10 Plan du secteur en 1961



Source : Plans d'utilisation du sol de la Ville de Montréal

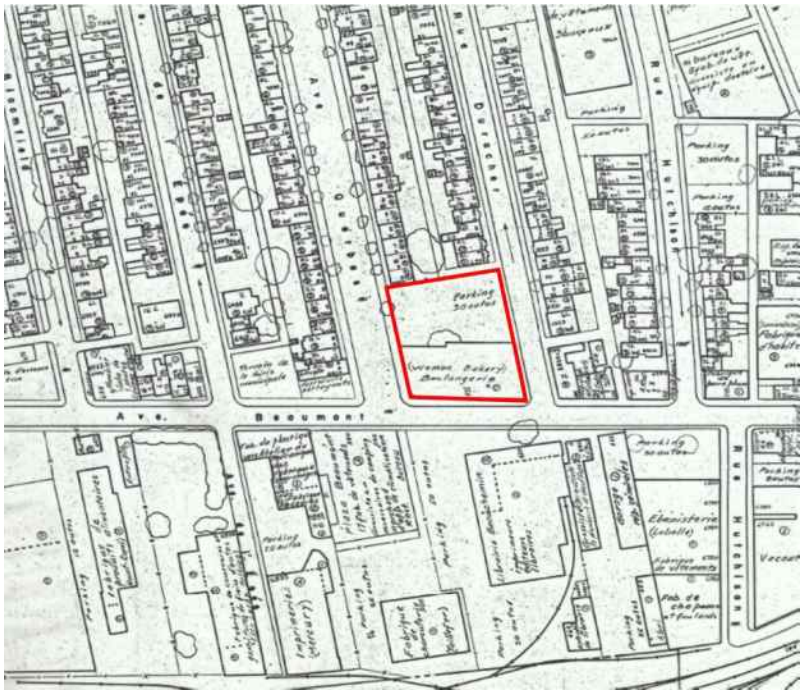
Au cours des années 1960, le bâtiment sera de nouveau agrandi, tel qu'on peut remarquer sur le plan du secteur de la figure 12. Les deux entreprises occupant le bâtiment, soit National Holdings Ltée (également propriétaire de l'immeuble et Harris Bakery, se fusionnent en 1964 et deviennent La Bonne Boulangère Ltée. L'entreprise acquiert les lots voisins, où se trouvent encore de petits bâtiments résidentiels, ainsi qu'une partie de la ruelle. Les lots sont regroupés tel que sur la figure 11, formant les lots 638-1477 et 638-1478. Les bâtiments résidentiels sont démolis pour faire place à un stationnement.

Figure 11 Plan illustrant la redivision d'une partie du lot 638 en 1968



Source : Registre foncier du Québec

Figure 12 Plan du secteur en 1970



Source : Plans d'utilisation du sol de la Cité de Montréal, 1970

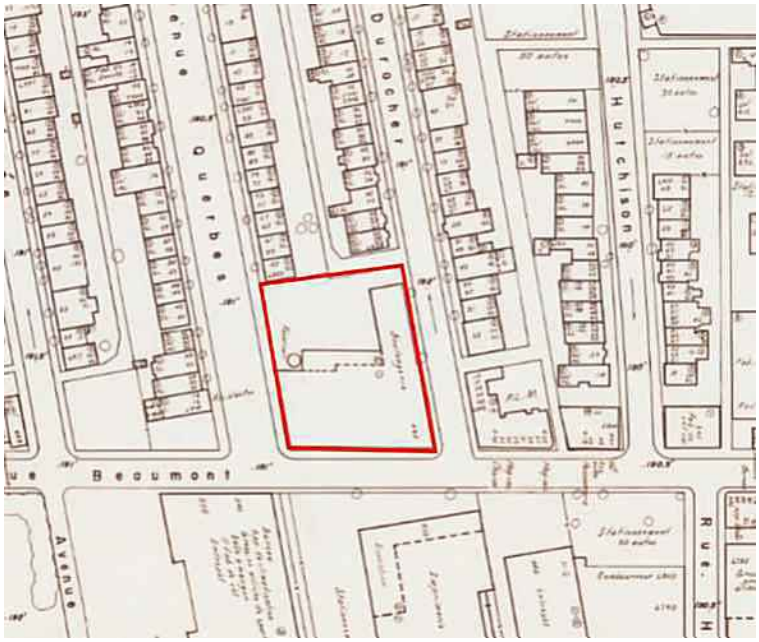
Au cours des années 1970, une aire de chargement est construite à l'arrière du bâtiment (voir figure 13). Puis, au début des années 1980, un nouvel agrandissement aura lieu afin d'ajouter une section de deux étages à l'arrière du bâtiment (voir figure 14). Le bâtiment acquiert alors sa forme actuelle.

Figure 13 Plan du secteur en 1981



Source : Plans d'utilisation du sol de la Cité de Montréal, 1970

Figure 14 Plan du secteur en 1986



Les années 1980 voient arriver une récession économique qui touche particulièrement Parc-Extension, étant donné les nombreuses industries qui y sont localisées. On assiste à la fermeture ou relocalisation de plusieurs entreprises manufacturières qui constituaient une source d'emploi importante pour les habitants du quartier. Quant au bâtiment qui nous intéresse pour cette étude, il demeure en exploitation à des fins de production boulangère. La Homemade Kosher Bakery occupe les lieux à compter de la fin des années 1980, et ce jusqu'à aujourd'hui.

Depuis la fin du XXe siècle, le transport des marchandises par voie ferroviaire connaît un déclin au profit du transport routier, ce qui entrainera la fermeture de la cour de triage d'Outremont. Les terrains dégagés seront requalifiés, faisant la place à un nouveau campus pour l'Université de Montréal à la fin des années 2010. Ce vent de requalification soufflera jusque sur le secteur environnant la rue Beaumont.

1.3 FICHE TECHNIQUE SUR LES COMPOSANTES

495 avenue Beaumont	
Date de construction	1948
Description	— Bâtiment en forme de L, de hauteur variant entre un étage à l'avant et 2 étages à l'arrière; — Revêtement de briques, blocs de béton et tôle; — Coin arrondi à l'intersection Beaumont / Querbes; — Cheminée de briques; — À l'arrière se trouve un réservoir ainsi qu'une aire de chargement.
Modifications marquantes	— Années 1950 : Agrandissement à l'arrière (figure 9); — Années 1960 : Agrandissement à l'arrière (figure 11); — Entre 1970 et 1981 : Ajout d'une aire de chargement à l'arrière (figure 12); — Entre 1981 et 1986 : Agrandissement à l'arrière (section de 2 étages) (figure 13).
Fonctions	À l'origine : Boulangerie (Harris Bakery) Significative : Boulangerie Actuelle : Boulangerie (Homemade Kosher Bakery Inc.)
Concepteur	Inconnu.
Propriétaires et occupants marquants	Depuis sa construction, le bâtiment est occupé par des entreprises de boulangerie, dont plusieurs qui furent aussi propriétaires du bâtiment. L'occupant actuel, Homemade Kosher Bakery Inc., est présent depuis plus de 30 ans.

Figure 15 Vues de la façade donnant sur l'avenue Beaumont



Source : Google Street View



Source : Google Street View

Figure 16 Vue du bâtiment depuis l'intersection des avenues Beaumont et Querbes



Source : Google Street View

Figure 17 Vues de la façade donnant sur l'avenue Querbes



Source : Google Street View

Figure 18 Façade du bâtiment donnant sur la rue Durocher



Figure 19 Vues de l'arrière du bâtiment









2 ANALYSE PAR LES VALEURS

2.1 VALEUR SOCIALE, SYMBOLIQUE

L'entreprise qui occupe actuellement le bâtiment a possiblement acquis une certaine reconnaissance au sein de la communauté juive, étant donné la longévité de sa présence (plus de 30 ans). Elle constitue également une source d'emploi. Cependant, nos recherches n'ont pas relevé d'attachement particulier de la population envers ce lieu, ni l'existence d'éléments immatériels en lien avec celui-ci (tels des récits ou des événements de nature socio-culturelle).

Le site ayant abrité des usages communs (soit diverses boulangeries) au fil des ans, avec des bâtiments et aménagements qui ne se distinguent pas de l'environnement du secteur, il ne semble pas porteur d'une signification particulière pour la collectivité, que ce soit de nature spirituelle, politique, sociale ou culturelle.

Sa valeur sociale et symbolique est donc faible.

2.2 VALEUR HISTORIQUE

Aucun phénomène de société significatif n'est associé à ce bâtiment industriel construit vers le milieu du XXe siècle. Bien que le bâtiment vienne refléter une période d'industrialisation croissante pour le quartier, il n'en constitue pas un élément fondateur et n'a pas joué un rôle particulier dans le développement urbain.

Quant à l'entreprise qui occupe actuellement le bâtiment, soit une boulangerie cashère (Homemade Kosher Bakery Inc.), elle est sur place depuis une trentaine d'années. Cependant, il ne s'agit pas de la même entreprise qu'à l'époque de la construction du bâtiment. Il ne s'agit pas non plus d'une entreprise ayant acquis une renommée particulière. Par ailleurs, aucun autre occupant ou propriétaire ne se distingue par son caractère historique.

Le bâtiment ne possède donc pas de valeur historique.

2.3 VALEUR ARTISTIQUE, ESTHÉTIQUE

Le site comporte un bâtiment à l'architecture fonctionnelle moderne, courante pour les bâtiments industriels au milieu du XXe siècle (revêtement de briques, larges ouvertures horizontales soulignées par des allèges de béton). On note une composition plus élaborée sur la portion du bâtiment à l'intersection des avenues Beaumont et Querbes : coin arrondi, bandeau de fenêtres, mur de pierres et marquises soulignant les entrées (voir figures 15 et 16). Néanmoins, on ne peut considérer ces éléments comme étant particulièrement remarquables.

Si on le compare avec d'autres bâtiments industriels du secteur qui furent construits à la même époque, on constate qu'il ne s'en démarque pas et même qu'il présente moins d'intérêt au niveau architectural (Figure 20).

Figure 20 Bâtiments comparables dans le secteur



80, av. Beaumont



868, av. Beaumont



6830, av. du Parc



395 av. Beaumont

Source : Google Street View

Par ailleurs, le bâtiment a subi plusieurs agrandissements importants depuis sa construction et n'a visiblement pas bénéficié d'un entretien constant au fil du temps. Certaines composantes du bâtiment sont en mauvais état et on remarque plusieurs signes de dégradation, telles des fissures au niveau de la brique et de la pierre.

La valeur architecturale du bâtiment est donc faible.

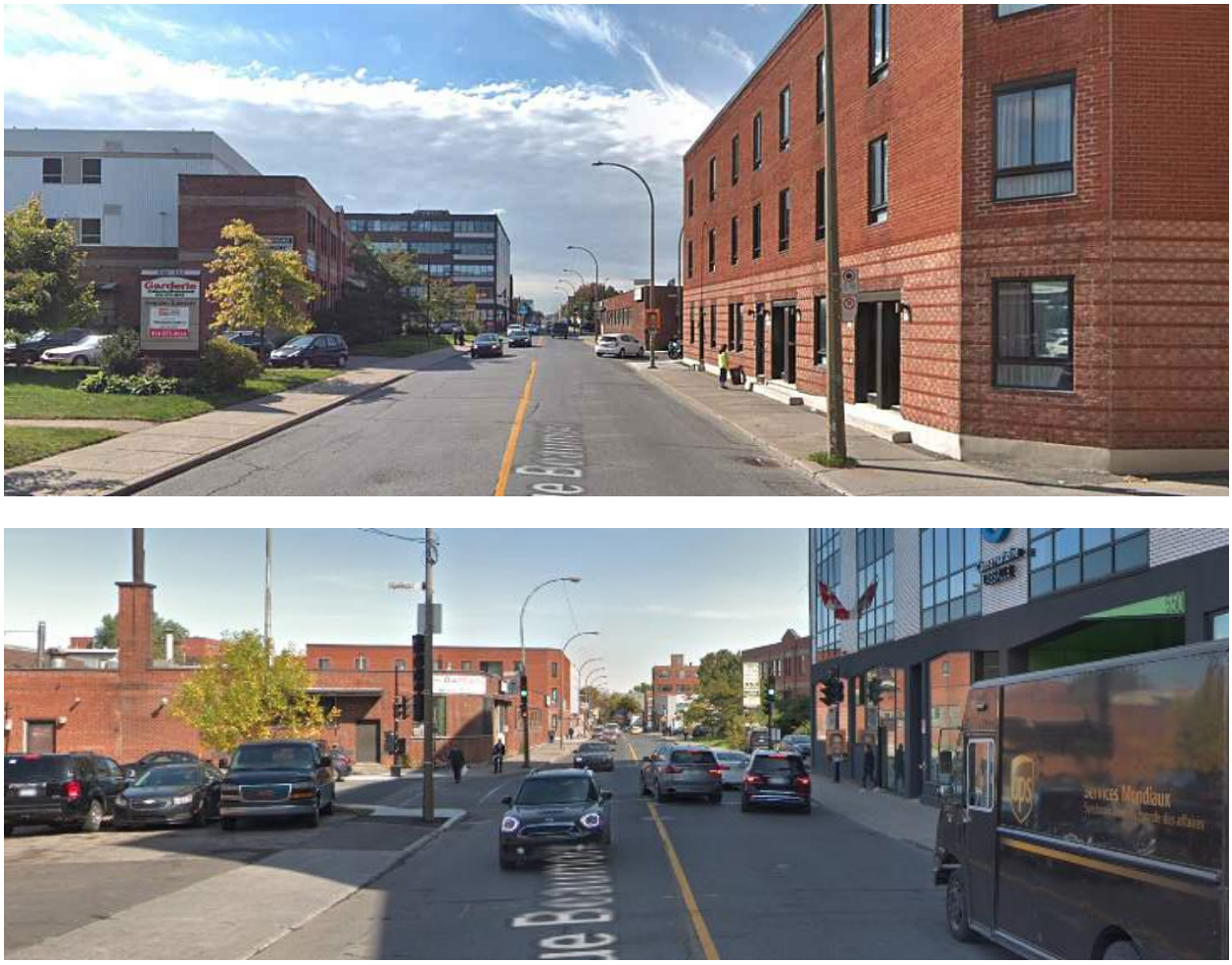
2.4 VALEUR CONTEXTUELLE, URBAINE OU PAYSAGÈRE

Avec ses murs pratiquement aveugles (ouvertures opaques) qui donnent sur l'avenue Beaumont et la rue Durocher, sa façade arrière déstructurée (mur de blocs de béton, tôle, réservoir, quais de livraison, stationnement) et l'absence de végétation, l'immeuble ne contribue pas spécialement à la qualité du paysage dans le quartier, particulièrement pour les rues résidentielles (voir figures 17, 18 et 19).

Étant de faible hauteur par rapport aux bâtiments voisins, il ne se démarque pas du paysage. Il a plutôt tendance à s'y fondre, avec son revêtement de briques de couleur similaire à celle des bâtiments voisins (voir figure 21).

En bref, la valeur contextuelle de ce bâtiment est faible.

Figure 21 Vues du bâtiment depuis l'avenue Beaumont



Source : Google Street View

2.5 CONCLUSION

L'analyse ci-dessus permet de conclure que le bâtiment possède très peu de valeur patrimoniale car il possède peu ou pas de valeur sociale, architecturale, historique ou contextuelle. Il s'agit d'un bâtiment industriel qui n'est pas particulièrement remarquable au niveau de son architecture, qui n'est pas réellement significatif pour l'histoire du quartier ou d'une communauté et qui ne se démarque pas dans son environnement, voire même l'affecte négativement.

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES DOCUMENTAIRES

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, Collections numériques (cartes et plans) [en ligne] : http://services.banq.qc.ca/sdx/cep/accueil.xsp?db=notice

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, Collections numériques, Annuaires Lovell de Montréal et sa banlieue (1842-1999) [en ligne] : http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/

FAVRETTI, Évelyne. Parc-Extension : 100 ans d'histoire. Bilan et chronologie historique. Centre d'histoire de Montréal, 2011 [en ligne] https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VSP_FR/MEDIA/DOCUMENTS/RECH_Bilan_Parc_EXTENSION.PDF

GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC, 16 mai 1964 [en ligne] : http://collections.banq.qc.ca/jrn03/goq/src/1964/05/16/116644_1964-05-16.pdf

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Index des Immeubles, Registre foncier du Québec, [en ligne] : www.registrefoncier.gouv.qc.ca

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Répertoire du patrimoine culturel du Québec. [en ligne] : www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca

HOMEMADE KOSHER BAKERY, Site web de l'entreprise [en ligne] : https://www.homemadekosherbakery.com

VILLE DE MONTRÉAL, Répertoire historique des toponymes montréalais [en ligne] : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11241558&_dad=portal&_schema=PORTAL

VILLE DE MONTRÉAL, Rôle foncier [en ligne] : https://servicesenligne2.ville.montreal.qc.ca/sel/evalweb/rechercherRapportPourAdresse

MONTRÉAL
85, RUE SAINT-PAUL O. BUREAU 300
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 3V4
514 507 3600

QUÉBEC
622, RUE SAINT-JOSEPH E. BUREAU 300
QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 3B9
418 914 1508

SHAWINIGAN
5582, BOULEVARD DES HÊTRES
SHAWINIGAN (QUÉBEC) G9N 4W1
1 866 380 0513

BC2

URBANISME
DESIGN URBAIN
ARCHITECTURE DE PAYSAGE
ENVIRONNEMENT
STRATÉGIE

GROUPE**BC2**.COM

BC2

RÉFLÉCHIR
L'ESPACE

9367-6815 Québec inc.

495 BEAUMONT

SÉANCE D'INFORMATION
DU 17 JUILLET 2019

18 JUILLET 2019
PROJET 43081901

PARCE QUE TOUS LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT ONT UN IMPACT DIRECT DANS LA VIE DES GENS,
NOUS PRENONS À CŒUR DE RÉFLÉCHIR LES ESPACES DE VIE DE MANIÈRE INTÉGRÉE ET DURABLE

TABLE DES MATIÈRES

1 MISE EN CONTEXTE 1

1.1 RAPPEL DU MANDAT 1
1.2 PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE 2
1.3 JOURNÉE PORTES OUVERTES 3

2 RÉSULTATS 5

2.1 RENCONTRE EN CHIFFRES 5
2.2 RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS 5

3 ANNEXES 11

3.1 INVITATION 11
3.2 PANNEAUX D'INFORMATION 12
3.3 PERSONNES RESSOURCES PRÉSENTES LORS DE LA JOURNÉE PORTES OUVERTES DU 17 JUILLET 2019 17

1 MISE EN CONTEXTE

1.1 RAPPEL DU MANDAT

Depuis quelques années, le quartier Parc-Extension est un secteur en pleine transition. Après avoir réalisé le projet *950 Beaumont*, MONTONI souligne son désir de s'ancrer et de s'impliquer davantage dans le quartier.

Ainsi, entouré des architectes de l'agence Sid Lee, MONTONI a acquis le terrain situé au 495 avenue Beaumont en vue d'y réaliser un projet de développement mixte.

Conscients que le quartier se caractérise par un fort sentiment d'attachement, les deux partenaires décident de présenter aux citoyens leurs intentions et les éléments forts de leur projet avant d'entreprendre toute construction.

Dans ce contexte, le Groupe BC2 a été mandaté pour accompagner l'équipe dans une démarche d'information auprès des résidents et des commerçants du quartier.

1.2 PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE

1. Rencontre de démarrage

Cette première étape a permis à l'ensemble de l'équipe (Sid Lee, MONTONI et BC2) d'échanger sur les intentions et les objectifs de la journée portes ouvertes. Par ailleurs, des échanges avec le service de l'urbanisme ont permis de valider le secteur de diffusion et la stratégie d'intervention.

2. Diffusion des invitations

Pour veiller à une diffusion de l'information optimale, une équipe était présente sur le terrain le 8 juillet 2019. Elle s'est assurée de transmettre l'invitation aux résidents, aux commerçants ainsi qu'aux travailleurs du secteur.

La zone d'intervention était délimitée par la rue Jean-Talon, l'avenue du Parc, la voie ferrée et l'avenue Bloomfield.



Source : Google Maps, 2019

Par ailleurs des invitations ont également été diffusées auprès de plusieurs organismes communautaires tels que le Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE), le Comité d'action Parc-Extension (CAPE) et Hapopex.

3. **Journée portes ouvertes du 17 juillet 2019**

   Cette rencontre était l'occasion de présenter aux citoyens les grandes lignes de l'équipe projet ainsi que les premières esquisses, puis d'amorcer une discussion entre les différents acteurs du territoire.

1.3 JOURNÉE PORTES OUVERTES[1]

La journée portes ouvertes s'est déroulée le mercredi 17 juillet 2019 au 950 avenue Beaumont, de 16 h 00 à 19 h 00.

Une personne était présente à l'entrée de la salle pour accueillir les participants et les inviter à prendre connaissance des panneaux. Les cinq panneaux d'information portaient sur les thématiques suivantes :

- L'équipe;
- L'analyse du quartier;
- Les intentions;
- Le bâtiment;
- Les apports à la communauté.

Considérant le profil sociodémographique des résidents du quartier, à savoir une forte proportion de personnes n'ayant pas le français comme langue principale, l'ensemble des supports produits étaient traduits en anglais. De cette manière, l'ensemble des participants avait accès à l'information.

Par ailleurs, des personnes ressources issues des trois firmes (Sid Lee, MONTONI et BC2) étaient présentes tout au long de la journée pour échanger avec les participants, répondre à leurs questions et écouter leurs préoccupations.

Enfin, Mme Mary Deros, conseillère à l'arrondissement Villeray–Saint-Michel—Parc-Extension a assisté à l'entièreté de la rencontre. Madame Giuliana Fumagalli, mairesse de l'arrondissement, ainsi que sa directrice de cabinet, nous ont fait l'honneur de leurs présences. Des représentants de l'organisme à but non lucratif, Hapopex et du Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE) étaient également présents lors de la rencontre. Enfin, un rassemblement extérieur était organisé par les membres du Comité d'action Parc-Extension (CAPE). Ce dernier avait cédulé un point de rencontre à 17 h 30 devant le local où se déroulait la rencontre d'information. Certains d'entre eux sont entrés individuellement pour prendre connaissance du projet. À 18 h 00, l'ensemble du groupe est venu présenter ses questions et commentaires, orientés vers la place des logements sociaux.

[1] À moins d'indication contraire, les photos présentées dans ce document sont des productions de BC2.






A
B
C
D
Mettre en valeur le passé industriel du site à travers les volumes et les matériaux
Refléter la
Transposer la vitalité des ruelles du secteur à l'intérieur du projet



2 RÉSULTATS

2.1 RENCONTRE EN CHIFFRES

1 rencontre d'information

3 heures d'échanges

65 participants

1150 invitations distribuées

2.2 RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS

Lors de la rencontre, une soixantaine de résidents et de commerçants du quartier sont venus prendre connaissance des lignes préliminaires du projet. La plupart d'entre eux se sont assis un instant afin d'approfondir les discussions avec les personnes ressources présentes. Le point de vue des membres de l'organisme Comité d'action Parc-Extension divergeant de celui des autres participants, fait l'objet d'un paragraphe à part entière à la fin de cette section.

Les échanges se sont principalement articulés autour des unités d'habitation, du verdissement, des futurs commerces et de l'intégration du bâtiment à l'environnement existant.

Plusieurs participants se questionnaient entre autres sur les unités d'habitation, sur leur forme et leur coût. Le caractère locatif des logements et les différentes typologies proposées, destinées à répondre à une variété de besoins, ont été favorablement accueillis par la majorité des usagers de quartier, en particulier le pourcentage d'unités d'habitation adaptées aux familles.

Par ailleurs, ils ont partagé leur préoccupation concernant l'îlot de chaleur que représente actuellement le bâtiment. Ainsi, la majorité des participants a apprécié la stratégie de verdissement proposée. Cette dernière repose sur trois interventions : une cour intérieure verdoyante et ouverte sur le quartier, des toits terrasses et des coursives végétalisées, ainsi que des espaces verts productifs situés sur le toit du bâtiment. Au total, le pourcentage de verdissement du projet s'élève à 40%.

> « *Bonjour,*
>
> *Je suis un résident de Parc-Extension et je suis heureux d'apprendre que cette partie de l'avenue Beaumont va être revitalisée.*
>
> *Présentement l'avenue Beaumont est un îlot de chaleur à ciel ouvert à caractère industriel et aride. C'est maintenant le temps de présenter un projet qui changera la donne et qui servira d'exemple pour contrer les îlots de chaleur.*
>
> *De plus, je souhaite que ce projet se réalise dans une perspective de développement urbain à échelle humaine en donnant une place importante au verdissement.*
>
> *Merci.* »

Contribution, d'un résident du quartier, reçue après la diffusion des invitations à la journée portes ouvertes.

Les nouvelles dynamiques, commerciales et humaines, occasionnées par la réalisation du projet ont séduit bon nombre de participants. Ils apprécient la volonté d'encourager la dynamique commerciale tout en préservant l'identité du quartier, en particulier par le maintien de la boulangerie Homemade Kosher Bakery. Aussi, la cour, le local communautaire et les commerces en rez-de-chaussée sont des éléments appréciés par les résidents et commerçants dans la mesure où cela contribuera très probablement à renforcer le dynamisme de la rue et la vie de quartier.

Si quelques participants soulignaient le caractère volumineux du bâtiment, d'autres au contraire, estimaient que la modulation des hauteurs et la gradation progressive des étages était une solution satisfaisante permettant de répondre à l'enjeu d'intégration du bâtiment dans le cadre bâti existant ainsi qu'une insertion plus douce dans le paysage.

De plus, les participants ont apprécié la proposition relative à l'offre de stationnement, prévoyant 60 cases de stationnement souterrain, des branchements pour véhicules électriques et la probable intégration de stationnements Communauto. Enfin, pour plusieurs participants, les 60 espaces de stationnements pour vélo, intérieurs et extérieurs, représentent un bon équilibre entre la nécessité de répondre aux besoins des automobilistes, sans engorger la circulation locale.

Enfin, les membres du Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) se sont présentés à la rencontre en vue de partager certaines de leurs préoccupations. Ces dernières s'articulaient principalement autour des typologies de logements proposées et de leur accessibilité financière.

En effet, les membres de l'organisme revendiquent, depuis plusieurs années, la création de logements sociaux. La présentation du projet a suscité leur étonnement quant à l'absence de ces derniers. Toutefois, les représentants de Montoni ont souligné leur intention de réaliser, prochainement, un projet consacré aux logements sociaux. D'autre part, l'organisme communautaire était inquiet quant aux typologies de logements, craignant que les logements ne soient adaptés qu'aux jeunes étudiants du futur campus.








Équipe
Chronologie typique d'un projet | Typical project timeline











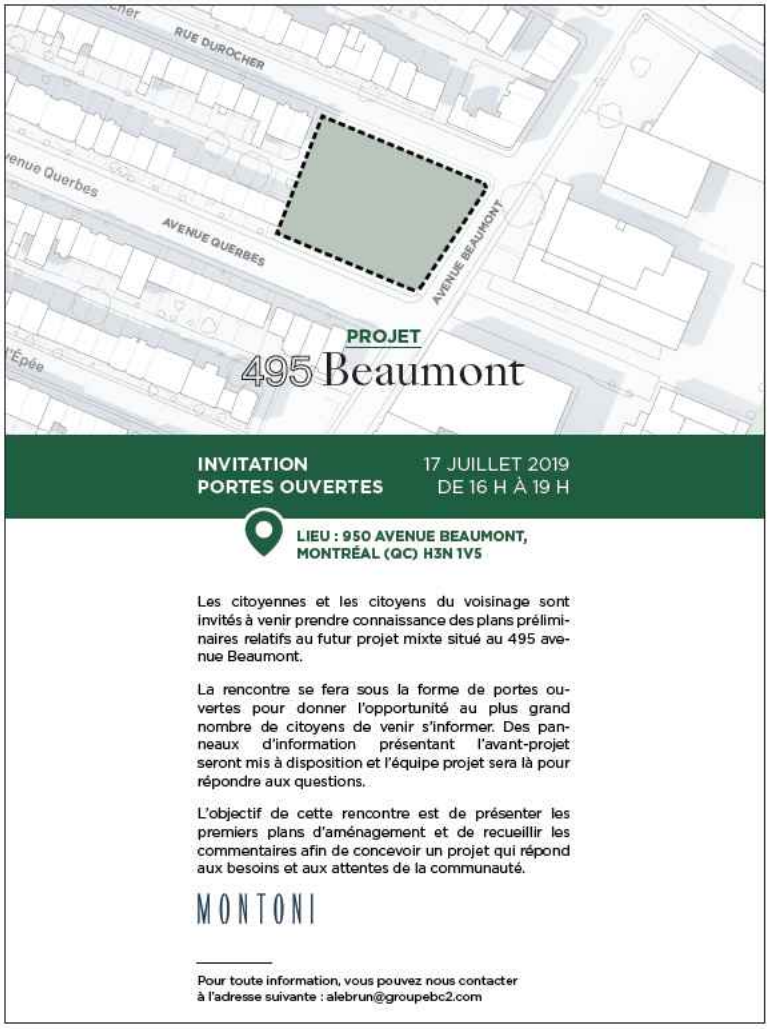






3 ANNEXES

3.1 INVITATION

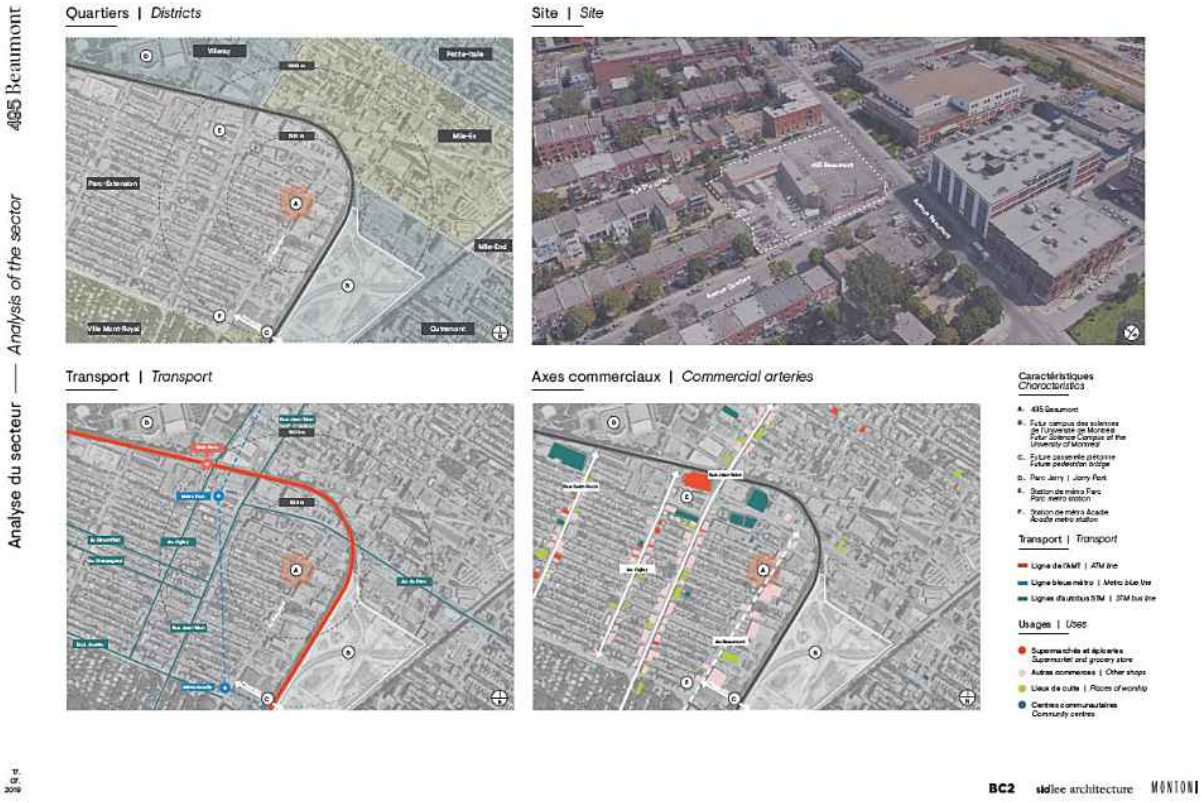


3.2 PANNEAUX D'INFORMATION

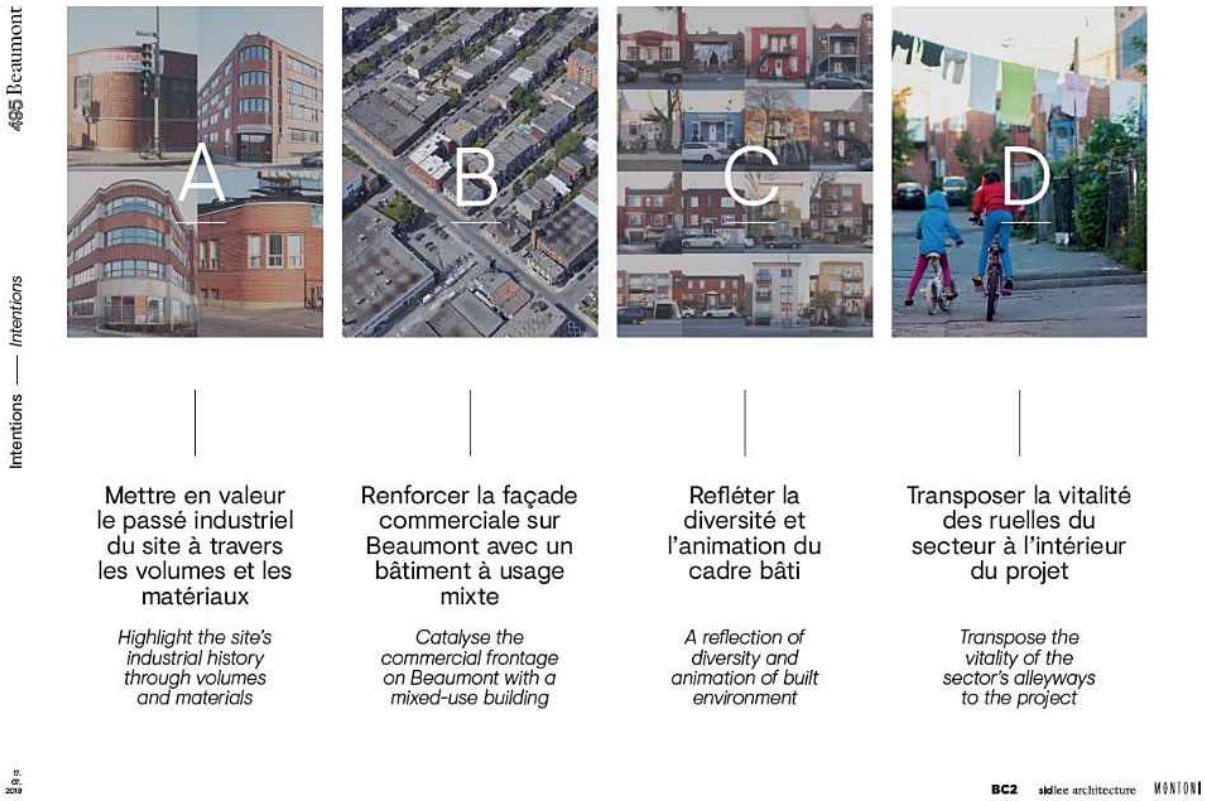
Panneau 1. Équipe



Panneau 2. Analyse du secteur



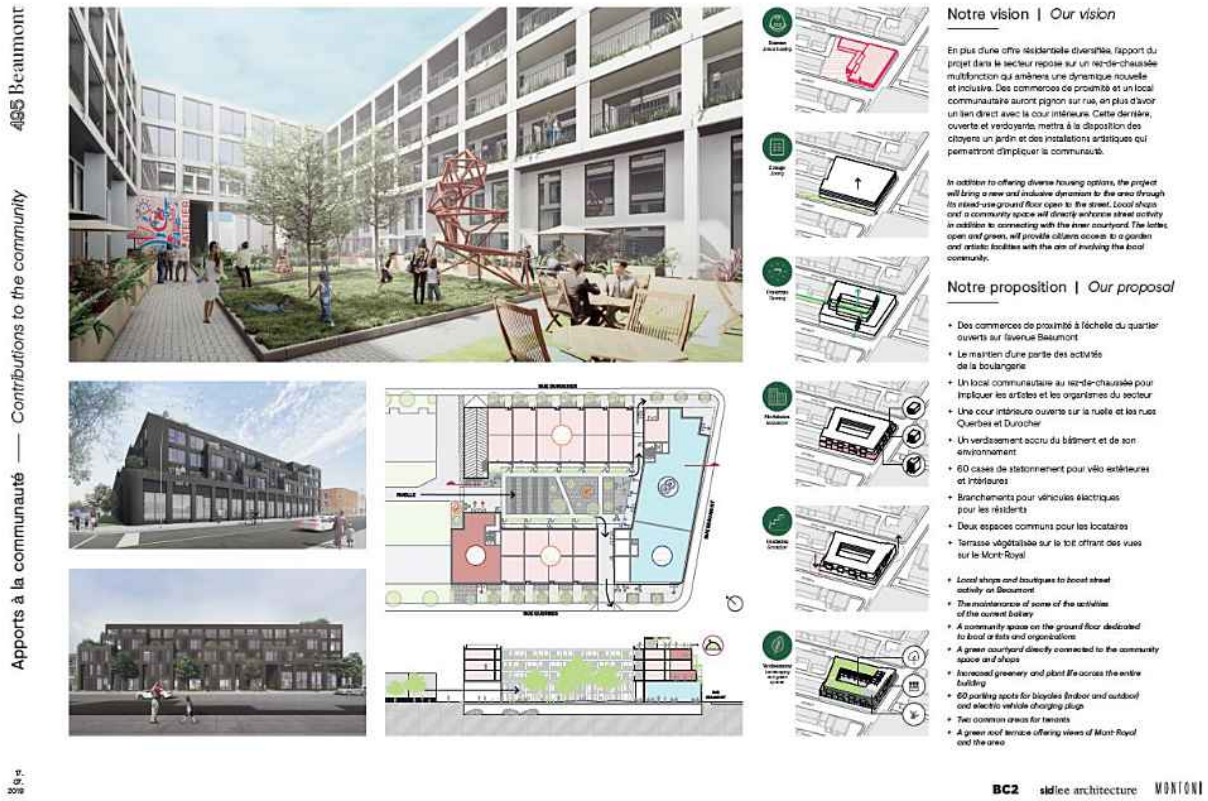
Panneau 3. Intentions



Panneau 4. Bâtiment



Panneau 5. Apports à la communauté



3.3 PERSONNES RESSOURCES PRÉSENTES LORS DE LA JOURNÉE PORTES OUVERTES DU 17 JUILLET 2019

MONTONI

- David Paulozza, *Vice-président planification et développement*;
- Marc-André Fullum, *Directeur Urbanisme et Développement Stratégique*;
- Marilyne Cloutier Turcot, G*estionnaire marketing*.

SID LEE

- Jean Pelland, *Architecte et associé*;
- Pascal Beauchemin, *Architecte*.

BC2

- Véronique Alepin, *Vice-présidente urbanisme et associée*;
- Adèle Lebrun, *Chargée de projet en urbanisme*.

MONTRÉAL
85, RUE SAINT-PAUL O. BUREAU 300
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 3V4
514 507 3600

QUÉBEC
622, RUE SAINT-JOSEPH E. BUREAU 300
QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 3B9
418 914 1508

SHAWINIGAN
5582, BOULEVARD DES HÊTRES
SHAWINIGAN (QUÉBEC) G9N 4W1
1 866 380 0513

MAGOG
790, RUE PRINCIPALE O.
MAGOG (QUÉBEC) J1X 2B3
1 819 640 2267

BC2

URBANISME
DESIGN URBAIN
ARCHITECTURE DE PAYSAGE
ENVIRONNEMENT
STRATÉGIES

GROUPE**BC2**.COM

sidlee

Étude contextuelle

495 Beaumont

17.
07.
2019

architecture

MONTONI

— 01

Secteur

Autrefois quartier industriel, le secteur est en plein renaissance et tire parti de son positionnement statégique, à la confluence des quartiers de Parc-Extension, Mile-End, Mile-Ex, Outremont, Villeray et Ville Mont-Royal.

Parc-Extension, en particulier, attire une population particulièrement cosmopolite, éduquée, multilingue et dynamique:



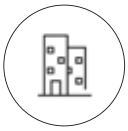
Densité

Le quartier est le plus densément peuplé de l'agglomération montréalaise



Multiculturalisme

62% de la population de Parc-Extension est née à l'extérieur du Canada



Logement

22% des logements du parc locatif sont jugés trop petits à Parc-Extension



Développement

Le quartier est depuis toujours un lieu transitoire pour les populations



Université

La population étudiante représente 34 335 personnes



Développement

100M$ seront investis dans des projets immobiliers à proximité du nouveau campus de l'UdeM

sidlee



Caractéristiques

A. 495 Beaumont

B. Futur campus des sciences de l'Université de Montréal

C. Future passerelle piétonne

D. Parc Jarry

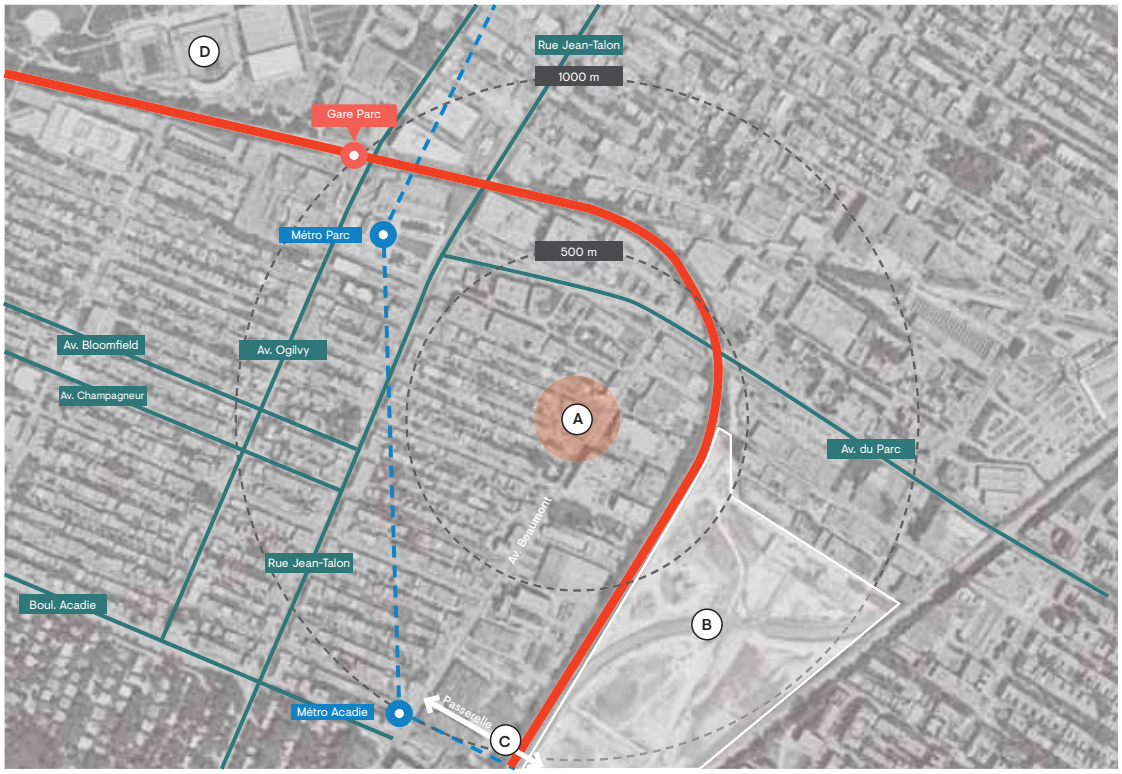
E. Station Parc

F. Station Acadie

Secteur - Quartiers

– 5

architecture



Caractéristiques

A. 495 Beaumont

B. Futur campus des sciences de l'Université de Montréal

C. Future passerelle piétonne

D. Parc Jarry

Transport

- Ligne de l'AMT
- Ligne bleue métro
- Lignes de bus STM

Secteur – Axes commerciaux



Caractéristiques

A. 495 Beaumont

B. Futur campus des sciences de l'Université de Montréal

C. Future passerelle piétonne

D. Parc Jarry

E. Station Parc

F. Station Acadie

Usages

- Supermarchés & épiceries
- Autres commerces
- Lieux de culte
- Centres communautaires

N

sidlee

Secteur - Héritage industriel



Caractéristiques

- **A.** 495 Beaumont
- **B.** Futur campus des sciences de l'UdeM
- **C.** Future passerelle piétonne
- **D.** Parc Jarry
- **E.** Station Parc
- **F.** Station Acadie
- **G.** Mile-Ex
- **H.** Mile-End

Légende

- Héritage industriel

N

– 8

architecture



Caractéristiques

- **A.** 495 Beaumont
- **B.** Futur campus des sciences de l'UdeM
- **C.** Future passerelle piétonne
- **D.** Parc Jarry
- **E.** Station Parc
- **F.** Station Acadie
- **G.** Mile-Ex
- **H.** Mile-End

Légende

Pôles de savoir, de créativité et de hautes technologies

sidlee

Campus des sciences

D'ici 2019, le projet de redéveloppement de l'ancienne cour de triage d'Outremont verra surgir un campus universitaire.

Cette revitalisation amènera :

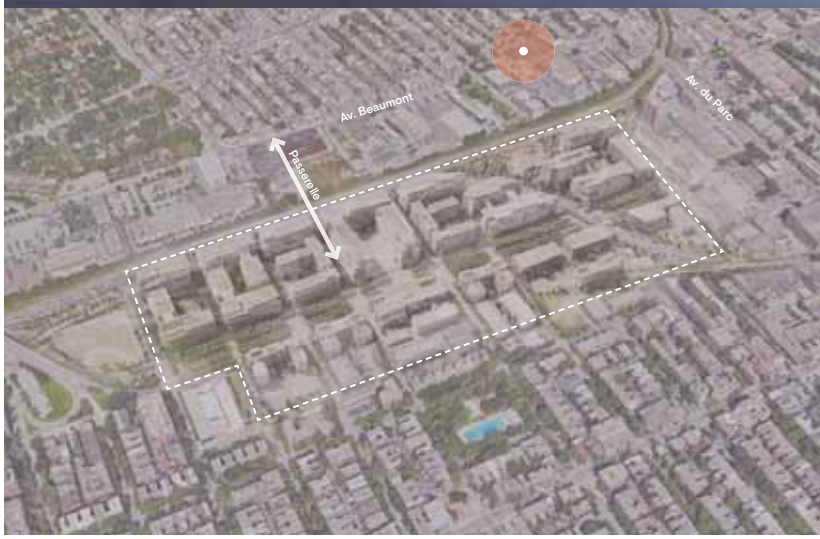
- Un développement immobilier comprenant 300 000 m² de bâtiments universitaires, 1 300 logements

- Un investissement municipal de plus de 150 millions de dollars pour la création de nouvelles rues, de parcs et de lieux publics, et la construction d'une cour de services.

- 2000 étudiants

- 200 professeurs des départements de chimie, de physique, de géographie et de sciences biologiques.





Secteur

architecture

sidlee

Hub du Mile-Ex

Plus grand hub d'intelligence artificiel au pays, le Mile-Ex accueillera prochainement des organismes et entreprises à la fine pointe de la technologie :

- Institut des algorithmes d'apprentissage de Montréal (MILA)
- Ivado
- Element AI
- Thales
- Microsoft
- Fabrik 8

Ces entreprises emploieront dans les prochaines années des milliers de travailleurs spécialisés

Secteur





architecture

sidlee

Embourgeoisement

Plusieurs organismes déplorent l'embourgeoisement du quartier et commencent à mesurer les impacts présents et futurs du nouveau campus Outremont sur les populations locales.

Depuis les deux dernières années, plusieurs citoyens et organismes du secteur se mobilisent pour protester contre certains projets qui, à leurs yeux, menacent la cohésion sociale de Parc-Extension.

Secteur


Deux projets polémiques à l'étude au comité consultatif d'urbanisme

Des tensions autour d'un projet immobilier dans Parc-Extension


Le comité citoyen de la Plaza Hutchison provoque la suspension du conseil d'arrondissement


Parc-Ex: le nouveau Plateau?

architecture

Secteur

5 enjeux

A

Contribuer au décloisonnement du quartier

B

Assurer une cohésion sociale entre des populations diverses

C

Préserver la mémoire d'un secteur au passé industriel

D

Renforcer la vocation de l'avenue Beaumont comme artère commerciale est-ouest

E

Positionner l'avenue Beaumont comme axe structurant reliant les différents pôles de savoir, de créativité et de hautes technologies

— 02

Typologie

Phase 1

1907-1949

Émergence et premier développement suite à
l'arrivée du tramway et de la gare

sidlee

Historique

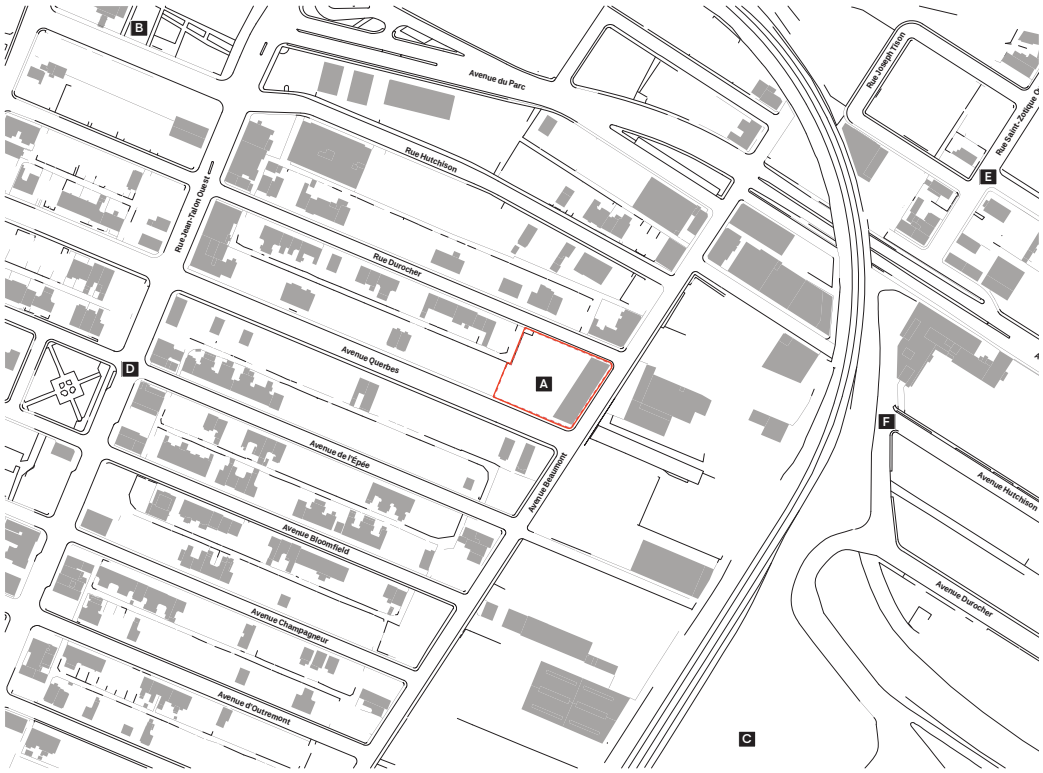
Fondé par des promoteurs immobiliers en 1907, le quartier Parc-Extension s'est lentement développé au courant des années 1920. Le développement connaît un ralentissement en raison de la crise économique puis un regain marqué suite à la construction de la gare Jean-Talon (aujourd'hui Parc) qui contribue à l'accessibilité du quartier.

Le tissu urbain est clairsemé et principalement constitué de constructions de type "shoebox", duplex et triplex, souvent isolées les unes des autres.

Typologie



architecture



Éléments clés

A. 495 Beaumont

B. Gare et station Parc

C. Futur campus des sciences

D. Parc-Extension

E. Mile-Ex

F. Mile-End

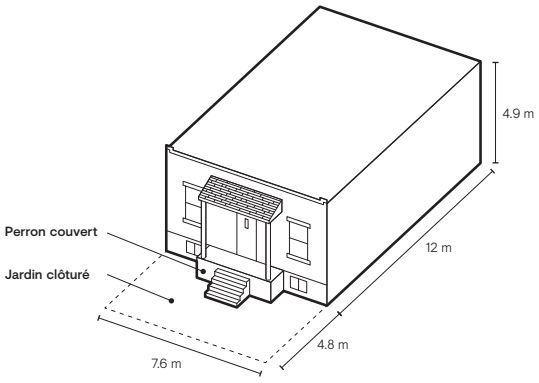
Légende

Bordure du site

Cadre bâti phase 1

sidlee

Typologie



Shoebox

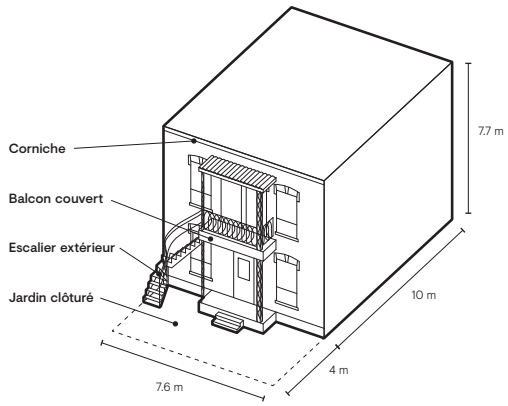
1907-1949



architecture

sidlee

Typologie



Duplex

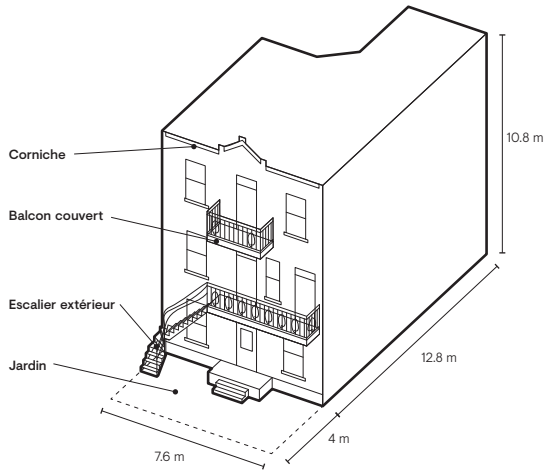
1907-1949



architecture

sidlee

Typologie



Triplex

1907-1949

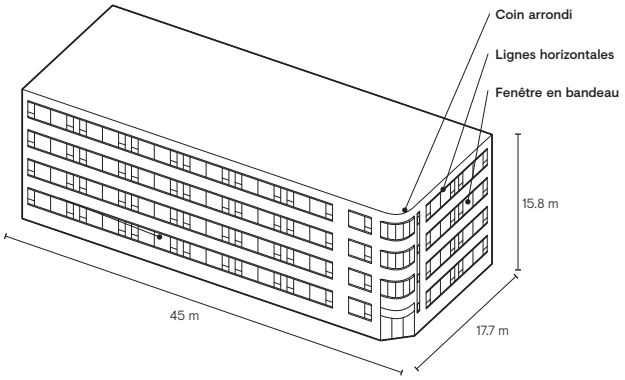




architecture

sidlee

Typologie



Immeuble industriel Streamline

1907-1949



architecture

Phase 2

1950-1976

Le boom d'après-guerre

Historique

Le boom d'après-guerre occasionne un développement fulgurant, notamment grâce à l'arrivée de nombreuses communautés culturelle.

Le tissu urbain devient alors dense et au tournant des années 1970 présente alors un état de quasi complétude.





Éléments clés

A. 495 Beaumont

B. Gare et station Parc

C. Futur campus des sciences

D. Parc-Extension

E. Mile-Ex

F. Mile-End

Légende

Bordure du site

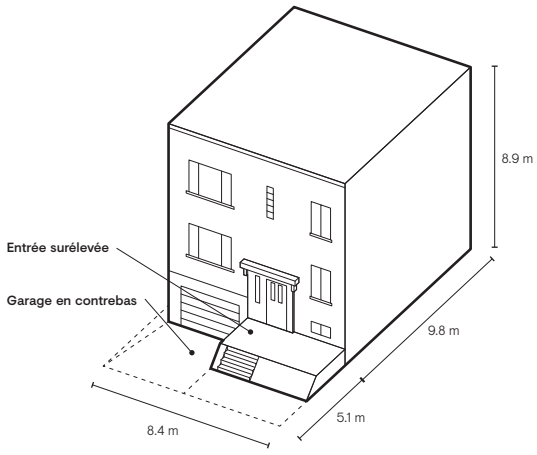
Cadre bâti phase 1

Cadre bâti phase 2

N

sidlee

Typologie



Duplex d'après-guerre

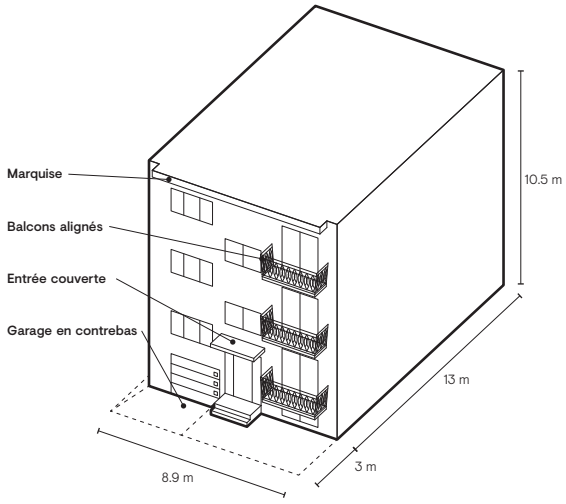
1950-1976

architecture



sidlee

Typologie



Triplex d'après-guerre

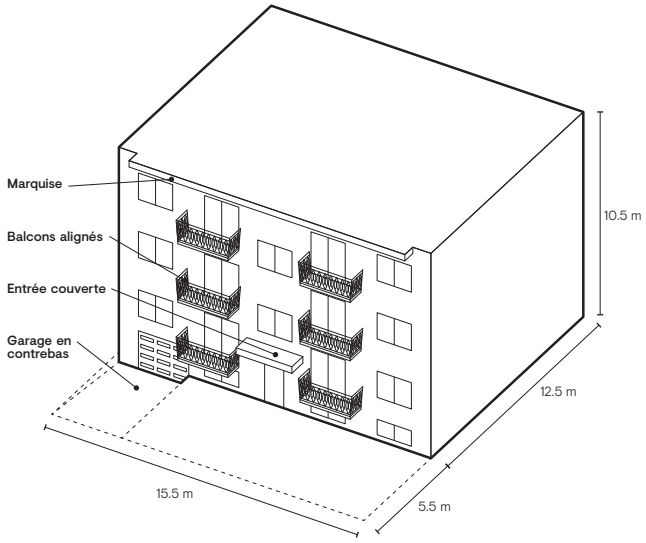
1950-1976



architecture

sidlee

Typologie



Sixplex d'après-guerre

1950-1976

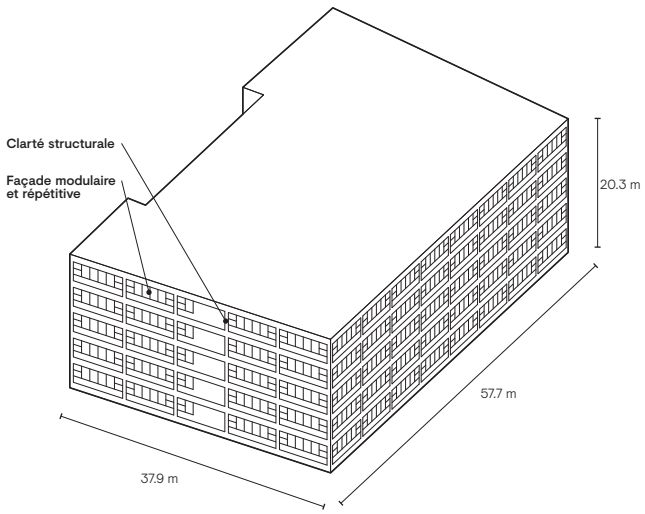




architecture

sidlee

Typologie



Immeuble industriel

1950-1976

architecture



Phase 3

État actuel

Période de transition

Historique

Quartier particulièrement dense et peuple, Parc-Extension présente peu de terrains à construire. La plupart des nouvelles constructions consistent en effet en des insertions ponctuelles ou des reconversions d'immeubles industriels.

Le sud du quartier est présentement dans une période de profondes mutations, en raison du projet du campus Outremont et du pôle d'emploi se développant à l'est de l'avenue Beaumont dans le quartier Mile-Ex.





Éléments clés

A. 495 Beaumont

B. Gare et station Parc

C. Futur campus des sciences

D. Parc-Extension

E. Mile-Ex

F. Mile-End

Légende

Bordure du site

Cadre bâti phase 1

Cadre bâti phase 2

Cadre bâti phase 3

sidlee

Typologie



Insertion

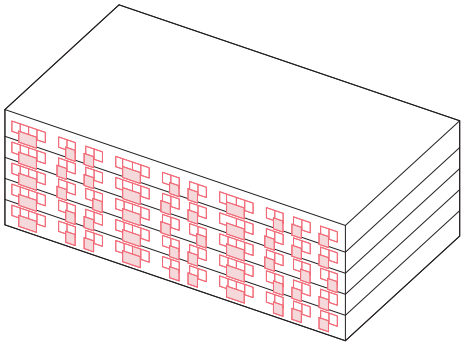
2000 -

architecture



sidlee

Typologie



Reconversion

1950-1976

architecture





5 constats

A

Le cadre bâti est dominé par des bâtiments résidentiel de deux à trois étages

B

La première vague de développement est marquée par les shoebox, duplex et triplex

C

Le boom d'après-guerre amène des typologies offrant une place prédominante à la voiture

D

Concentration significative d'immeubles industriels streamline en brique avec coin arrondi

E

Les nouvelles constructions résidentielles sont pour la plupart des insertions ponctuelles dans le cadre bâti ou des renconversions de bâtiments industriels

03

Morphologie

Historique

Le quartier Parc-Extension a été par des promoteurs immobiliers qui, en 1907, acquièrent des terres agricoles à l'ouest du chemin de fer du CN.

Le plan de lotissement présentent des lots particulièrement longs et étroits et caractérisés par une ruelle se terminant à chacune de ses extrémités par un ou plusieurs coudes.

Morphologie

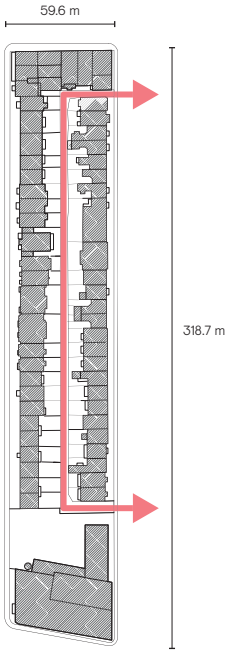




sidlee

Parc-Extension

Morphologie



Superficie de l'îlot
17,000 m²

Densité d'occupation sol
50%

Lot type
7.6 m x 24 m

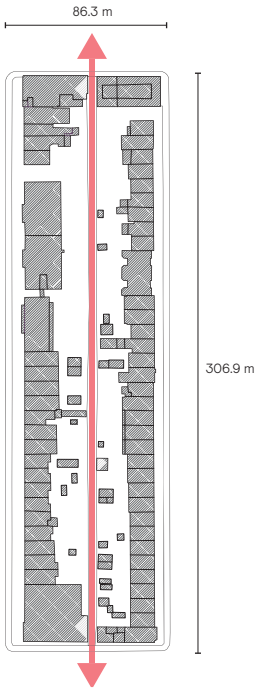


architecture

sidlee

Petite-Italie

Morphologie



Superficie de l'îlot
24,109 m²

Densité d'occupation sol
44%

Lot type
7.6 m x 35 m

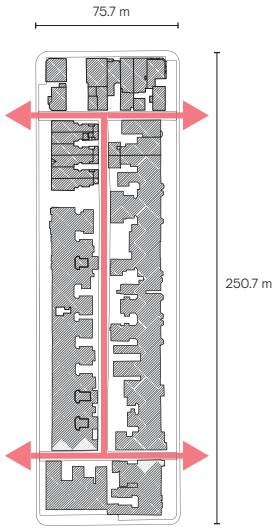


architecture

sidlee

Outremont

Morphologie



Superficie de l'îlot
17,586 m²

Densité d'occupation sol
44%

Lot type
7.6 m x 32 m

architecture



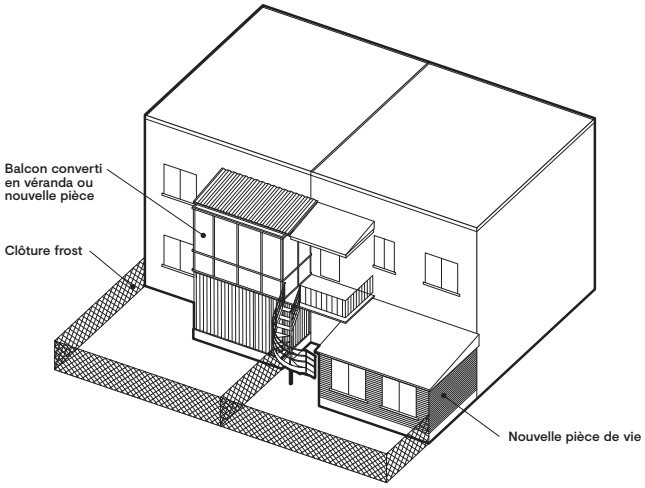
La faible profondeur des lots Parc-Extension a occasionné des bâtiments plus petits.

Par conséquent, les résidents tentent de palier à la petitesse de leur logement en le prolongeant à l'arrière.

sidlee

Ruelles de Parc-Extension

Morphologie





architecture

5 constats

A

Îlots longs et étroits et parcellaire plus modestes que dans les quartiers limitrophes

B

Le lot type de Parc-Extension fait 7.6 m de large par 24 m de profondeur

C

Les têtes d'îlots sont dominées par des bâtiments commerciaux ou mixtes

D

La ruelle se termine à chacune de ses extrémités par un coude

E

Les propriétés, peu profondes, sont caractérisées par des agrandissements à l'arrière, souvent avec des matériaux de fortune

— 04

Site

sidlee

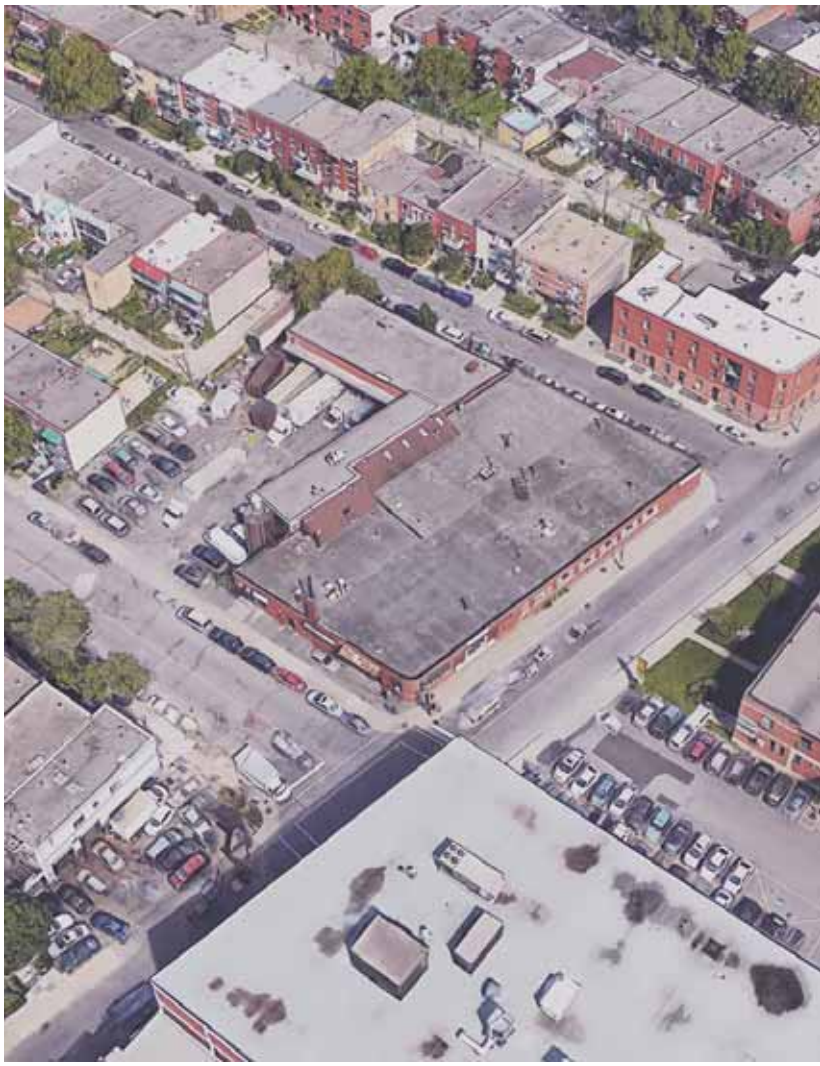
Description

Le site est présentement occupé par un bâtiment en brique d'un étage présentant un coin arrondi à l'angle de l'avenue Querbes.

L'immeuble a subi plusieurs agrandissements successifs au fil du temps.

Site

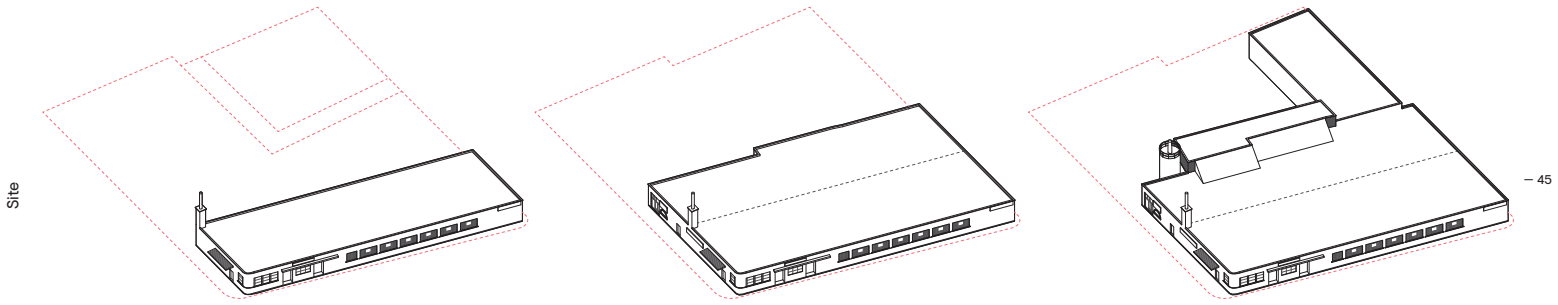
Une boulangerie-pâtisserie de tradition juive, Homemade Kosher Bakery, occupe présentement l'immeuble.



architecture

sidlee

Évolution



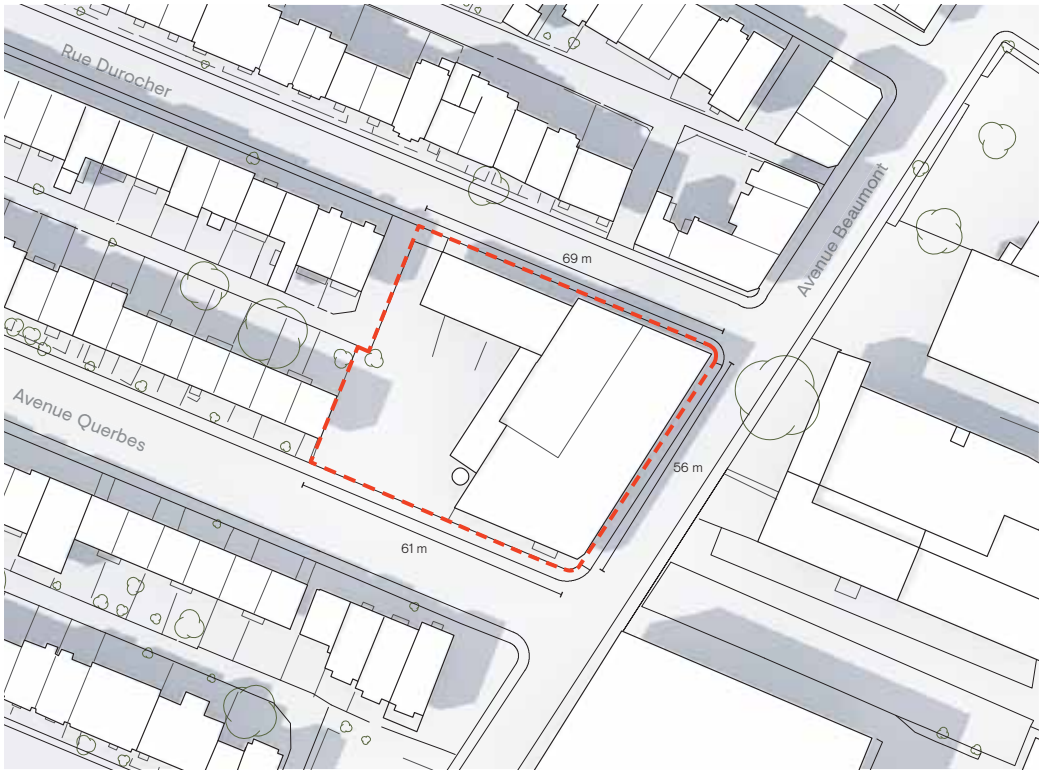
1 2 3

architecture







Caractérisques

Superficie site
35 767 pi²

Aire de bâtiment
25 209 pi²

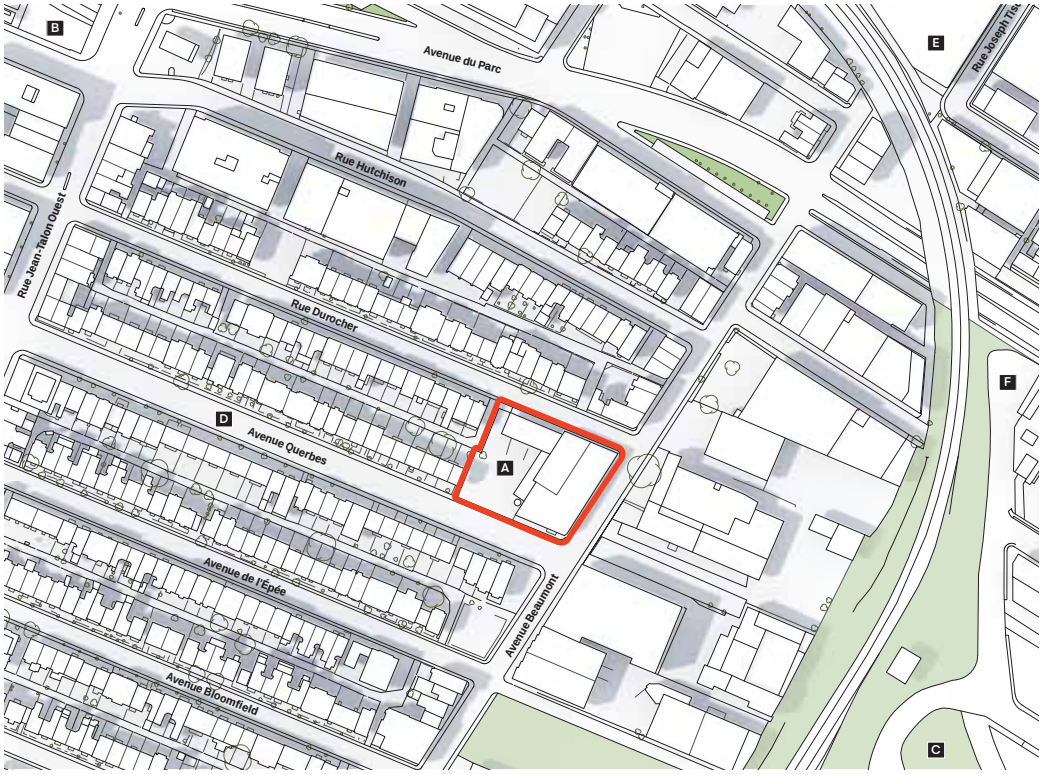
Hauteur
4.8 à 6.8 m

Nombre d'étages
1 à 2

Légende

Bordure du site

Site



Éléments clés

A. 495 Beaumont

B. Gare et station Parc

C. Futur campus des sciences

D. Parc-Extension

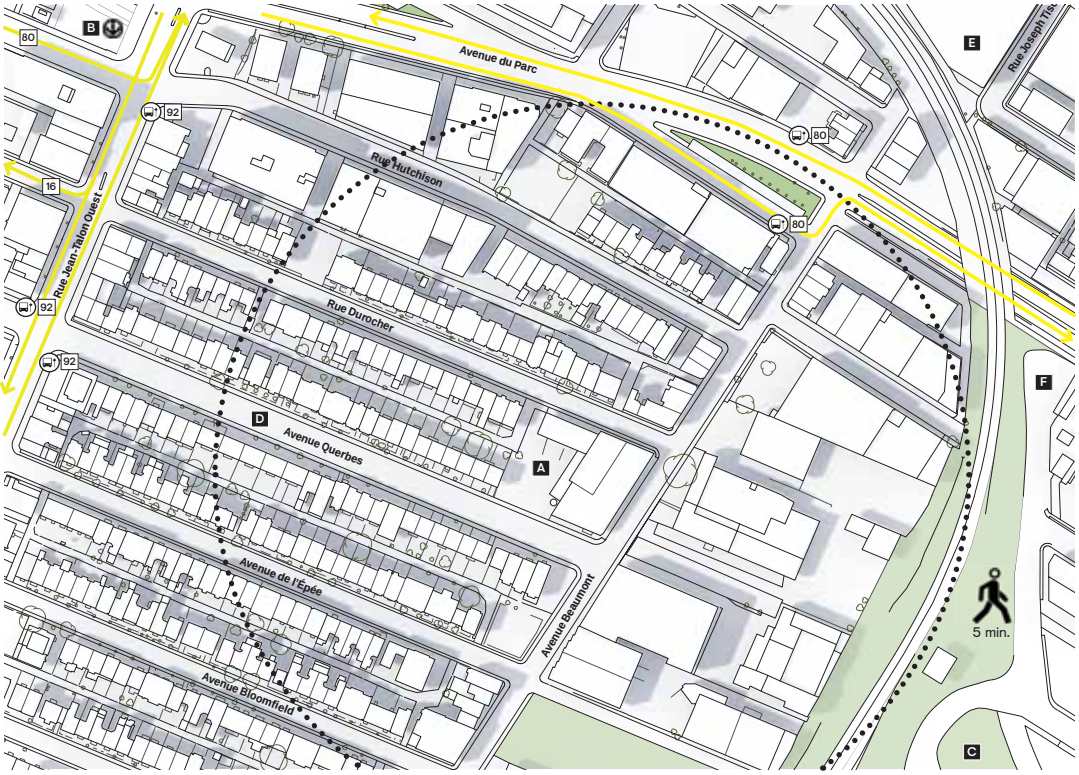
E. Mile-Ex

F. Mile-End

Légende

Bordure du site

Site



Éléments clés

A. 495 Beaumont

B. Gare et station Parc

C. Futur campus des sciences

D. Parc-Extension

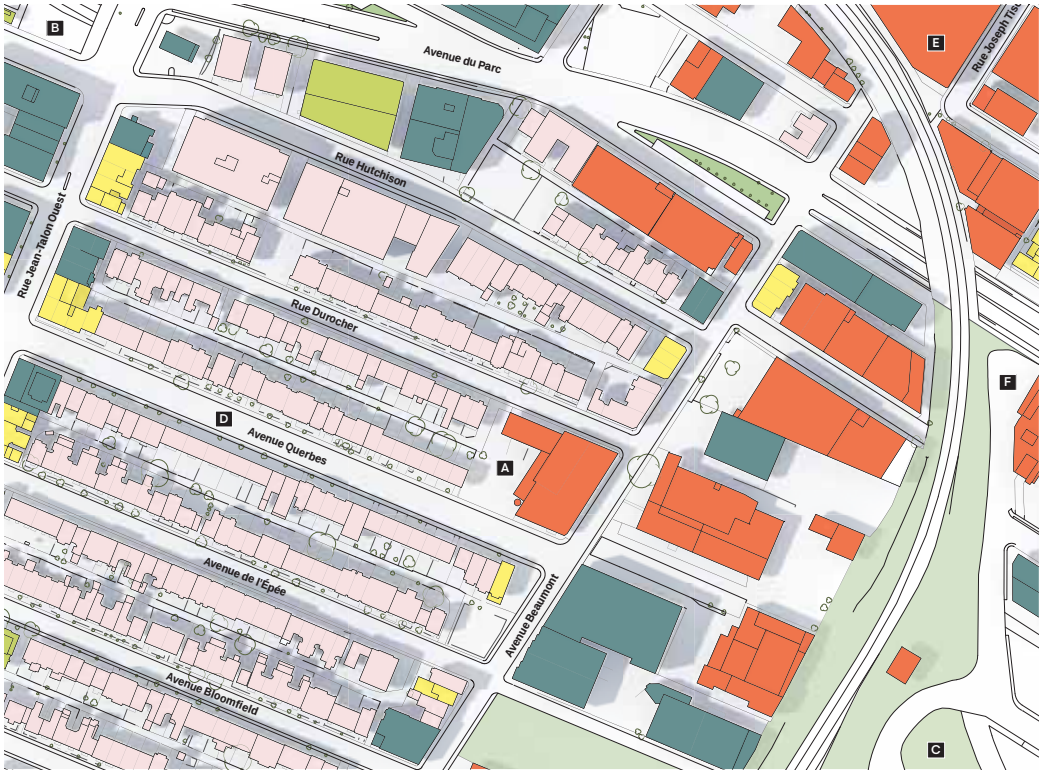
E. Mile-Ex

F. Mile-End

Transport

Lignes de bus

Rayon de marche



Éléments clés

A. 495 Beaumont

B. Gare et station Parc

C. Futur campus des sciences

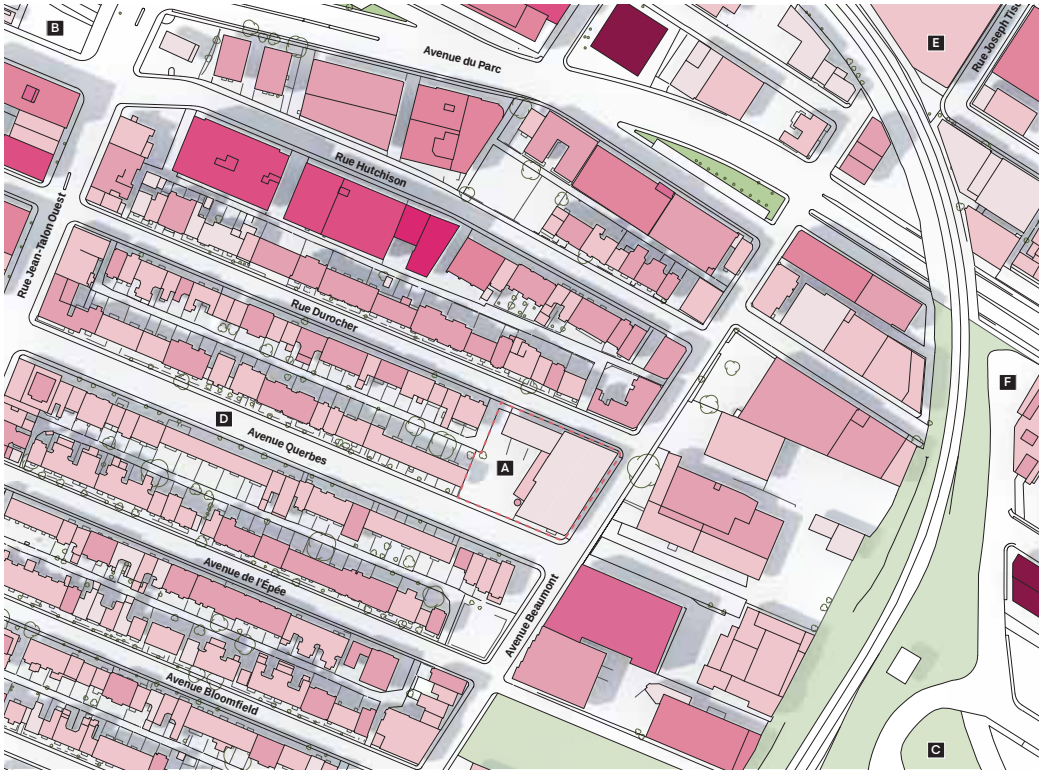
D. Parc-Extension

E. Mile-Ex

F. Mile-End

Usages

- Habitation
- Usage Mixte
- Commercial / Bureaux
- Industriel / Infrastructure
- Institutionnel



Éléments clés

A. 495 Beaumont

B. Gare et station Parc

C. Futur campus des sciences

D. Parc-Extension

E. Mile-Ex

F. Mile-End

Hauteur

- 1 étage
- 2 étages
- 3 étages
- 4 étages
- 5 étages
- 6 étages
- 7 étages
- 8 + étages

N

Site – Hauteur

– 51

– 05

Réglementation

Zonage

01. **Marges**
Latérale sur rue: 2.5m ou N/A
Arrière: 5m (peut être calculé à partir de l'axe de la ruelle)

02. **Alignement**
Au moins 60% de la superficie de la façade doit être construit à l'alignement de construction

03. **Taux d'implantation**
Minimum 50%
Maximum 85%

04. **Densité**
Minimum 1,0
Maximum 3,0

05. **Usages permis**
C.2A: Commerces au détail
H: Habitation

06. **Hauteur permise**
3 à 4 étages
9 à 16m

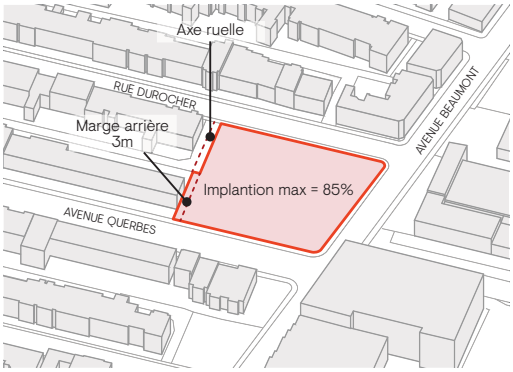
07. **Dimensions des cases de stationnement**
Largeur: 2.6 m
Longueur: 5.5 m

08. **Nombre minimal de cases de stationnement**
Habitation
+ de 3 logements et superficie de plancher inférieure à 50m2 par log. =
-minimum 1 unité par groupe de 4 log.
-maximum 1 unité par logement
+ de 3 logements et superficie de plancher supérieure à 50m2 par log. =
-minimum 1 unité par groupe de 2 log.
-maximum 1,5 unité par logement
Commerces au détail
-minimum 1 unité par 200m2 de superficie de plancher
-maximum 1 unité par 100m2 de plancher

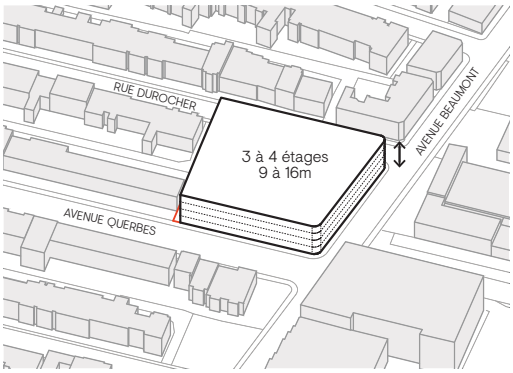
09. **Dimension des cases pour vélo**
2m x 0,4m en position normale
1,2m x 0,4m x 2m HT debout

10. **Nombre d'unités de stationnement pour vélos**
Habitation
5 pour le 1er groupe de 10 logements + 1 unité pour chaque groupe de 10 logements additionnel
Commercial supérieur à 500m²
Si sup. de plancher > 500m2 le nb minimal est de 5 + 1 unité par tranche de 1000m2 de plancher

01 03



06



MONTONI®

Laval, le 21 Octobre 2019

Olivier Gauthier
Conseiller en aménagement
Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Ville de Montréal
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, bureau 111
Montréal (Québec) H3N 1M3

Objet : 495 Beaumont - Gestion de la cour intérieure

Monsieur Gauthier

La présente vous confirme que l'usage de la cour intérieure du projet mentionné en titre sera pour usage public tel que mentionné lors de la sénace du comité de démolition pour la clinetèle du 495 Beaumont ainsi que pour ceux du secteur de la ruelle.

Dans le cadre du projet 495 Beaumont, une des intentions premières était de transposer la vitalité du quartier et de ses ruelles dans la cour intérieure afin de favoriser la mixité sociale. Pour appuyer cette intention, plusieurs gestes forts furent créés dans l'aménagement du site, la généreuse connexion entre la ruelle et la cour intérieure de même que les portes cochères amplifient la porosité du site.

En ce sens le programme proposé favorisera ces échanges. Un local communautaire sera aménagé à l'entrée de la cour près de la ruelle. Ce dernier pourra agir à titre de vigile et monitorer l'activité s'y déroulant.

Des accès entre les commerces donnant sur l'avenue Beaumont et la cour intérieure sont prévus dans le but d'y faire déborder l'activité commerciale grâce à des terrasses publiques. Finalement, un concierge vivant sur place sera aussi en partie responsable de gérer la cour de façon quotidienne.

Pour toutes informations complémentaires vous pouvez communiquer avec le soussigné.

Recevez Monsieur Gauthier, nos salutations distinguées.

Marc-André Fullum
Directeur urbanisme et Développement stratégique

MONTONI®

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

COMITÉ DE DÉMOLITION
PROCÈS-VERBAL

PROCÈS-VERBAL du comité de démolition réuni le 9 septembre 2019, au 405, avenue Ogilvy, Montréal, relativement au projet de démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district de Parc-Extension

Citoyens :

Marc-André Fullum - Groupe Montoni
Pascal Beauchemin - Sid Lee architecture
Yves Demers - Sid Lee architecture
Amy Darwish - CAPE
André Trépanier - CAPE
Sasha Dyke – résident du quartier
Béatrice Calmel – résidente du quartier
Mary McCutcheon – présidente de la société d'histoire de Parc-Extension

Membres du comité :

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre
Selma Laroussi

Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire
Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Olivier Gauthier, conseiller en aménagement
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
David Fortin, agent du cadre bâti

2. Présentation de la demande de permis de démolition et du projet de réutilisation du sol dégagé sur la propriété située au 495, avenue Beaumont :

Olivier Gauthier présente le dossier.

Cette demande a pour but de permettre la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont et, en vertu du programme de réutilisation du sol dégagé, de construire un bâtiment mixte de 4 étages comprenant des espaces commerciaux au rez-de-chaussée, un total d'environ 104 logements et occupant environ 70 % de la surface du terrain.

3. <u>Période de questions/commentaires du public</u>

Amy Darwish (CAPE) :

- Elle s'oppose au projet car elle considère qu'il ne correspond pas à l'intérêt public puisque Montréal a besoin de plus de logements sociaux.
- Elle soupçonne que le projet ne répondra pas à différentes clientèles puisqu'il n'offre pas de logement abordable et que le projet contribuera à la gentrification du quartier.
- Elle souligne aussi que le manque de logement social augmente la pression sur les locataires qui ont de la difficulté à se loger.
- L'analyse de la demande s'effectue dans le contexte de gentrification du quartier.

André Trépanier (CAPE) :

- Il souhaite que soit précisée la valeur des loyers puisqu'il est mentionné que le projet offrira des logements abordables alors que le promoteur n'a pas divulgué le prix des loyers.
- Il souligne la possibilité de fixer le prix des loyers afin que le promoteur ne puisse se prévaloir du délai de grâce de 5 ans prévu à la Loi sur la régie du logement.
- Au départ, le projet offrait un projet communautaire au RDC, et il fait plutôt mention d'un atelier d'artiste, ce qui ne correspond pas aux besoins du quartier.

Marc-André Fullum (Groupe Montoni) :

- Suite à ce dernier point, il précise que leur entreprise travaille déjà dans le secteur en concertation avec différents organismes communautaires.

Sasha Dyke (résident du quartier) :

- Étant donné que le projet inclut une cour intérieure à caractère public, il anticipe que le volet privé va primer sur le public et que la cohabitation sera impossible.
- Il mentionne que les évictions de logements obligent des familles à quitter Montréal et à se reloger en banlieues.
- Il souhaite que le projet offre des logements sociaux.

Béatrice Calmel (résidente du quartier) :

- Elle mentionne que le projet tel que soumis aura des impacts sur la circulation dans le quartier, puisqu'il offre 64 cases de stationnement aux résidents et que le volet commercial entraînera des impacts sur le stationnement sur rue vu l'achalandage qu'il générera.
- Elle souligne l'intérêt d'une cour intérieure paysagée et accessible, mais doute que l'espace soit privatisé puisqu'il pourrait générer des problèmes d'itinérance, entre autres.
- Elle précise que le projet comporte plusieurs intentions louables, mais que la réalité sera sans doute différente.
- Étant donné que le projet offre plus de 100 logements qui incluront des enfants, elle se questionne à savoir si les infrastructures scolaires existantes auront la capacité de recevoir cette nouvelle clientèle.
- Elle s'interroge sur la pérennité des espaces voués au verdissement (bacs de plantation, verdissement de la cour, verdissement du toit et agriculture urbaine).
- Elle souligne que la typologie de logements proposée pourrait contribuer à la mixité sociale.

Mary McCutcheon (présidente de la société d'histoire de Parc-Extension) :

- Elle trouve pertinent de conserver un point de vente de la boulangerie et ainsi d'un rappel architectural de l'ancien bâtiment par la reproduction de sa portion arrondie aux coins des avenues Beaumont et Querbes.
- Elle souligne que le projet est prévu à un carrefour où la circulation est lourde ce qui pourrait être dangereux pour les enfants qui habiteront l'immeuble.
- Elle suggère que l'espace communautaire puisse permettre des échanges avec les résidents du secteur de sorte à favoriser un mélange entre les citoyens.

4. Période de questions des membres du comité

Les commentaires ont porté sur :

- Le faible intérêt patrimonial du bâtiment existant.
- L'état de dégradation du bâtiment existant comme le démontre le rapport de l'ingénieur ainsi que le rapport du professionnel qui démontre des signes apparents de détérioration.
- Le projet de remplacement, qui assurerait une meilleure intégration au milieu environnant.
- Les composantes dérogatoires du bâtiment existant.
- L'entretien des lieux/bâtiment laissant à désirer.
- Les éléments architecturaux qui ne sont plus d'origine sur le bâtiment à démolir.
- La porte cochère du projet de remplacement et la capacité de maintenir un accès public à la cour intérieure.
- Le contrôle des usagers (ateliers d'artistes/organisme communautaire).
- La distinction entre le domaine privé et le domaine public.
- La politique locale d'inclusion sociale pour les nouveaux projets qui ne s'applique pas au projet étant donné qu'il est de plein droit.
- Le projet, qui offre une augmentation de la qualité de l'offre des logements et offre des logements locatifs.
- L'offre des logements, qui va réduire la pression sur le marché.
- La proximité du campus Outremont, qui va générer une augmentation du nombre d'étudiants dans le secteur.
- La problématique liée à la circulation dans le secteur et les efforts de la Ville visant à atténuer ces impacts.
- Le manque de stationnement de vélo pour la clientèle des futurs commerces.
- Les façons envisagées afin d'assurer la pérennité de l'ouverture de la cour au public.

5. Décision du comité

Considérant l'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur la démolition (RCA04-14007);

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Esther St-Louis

et résolu par un vote à l'unanimité

D'AUTORISER la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont suite à la demande de permis de démolition portant le numéro 3001615809, déposée le19 juillet 2019, conformément au Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14007)

ET

D'APPROUVER le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé visant la construction sur le site d'un bâtiment mixte de 4 étages comprenant des espaces commerciaux au rez-de-chaussée, un total d'environ 104 logements et occupant environ 70 % de la surface du terrain.

À 19 h 25, le comité de démolition prend fin.

Signé à Montréal, ce 9e jour du mois de septembre 2019.

Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district de Parc-Extension

David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

DÉCISION NUMÉRO : **CD19-07**

DEMANDE DE PERMIS DE DÉMOLITION

Requérant : Groupe Montoni

Immeuble visé : 495, avenue Beaumont

Demande de permis : 3001615809

DÉCISION SUITE À L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE TENUE LE 9 SEPTEMBRE 2019, À 18H00, AU 405, AVENUE OGILVY, 2E ÉTAGE, MONTRÉAL, À LAQUELLE ASSISTENT MESDAMES ESTHER ST-LOUIS, KATHERINE ROUTHIER, VÉRONIQUE LAMARRE ET SELMA LAROUSSI, SIÉGEANT SOUS LA PRÉSIDENCE DE MADAME MARY DEROS, FORMANT LE QUORUM.

CONSIDÉRANT la demande de permis de démolition pour le bâtiment situé au 495, avenue Beaumont, portant le numéro 3001615809;

CONSIDÉRANT QUE la secrétaire d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension a publié un avis sur le site internet de l'arrondissement en date du 23 août 2019, annonçant la tenue d'une séance du comité d'étude des demandes de démolition conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1)* et au *Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension* (RCA04-14007);

CONSIDÉRANT QUE l'avis public a été affiché sur le bâtiment visé à compter du 23 août 2019, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1)* et au *Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension* (RCA04-14007);

CONSIDÉREANT QUE les orientations du Plan d'urbanisme prévoient le type d'usage souhaité dans le cadre du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé;

CONSIDÉRANT QU'aucun locataire, au sens de la Loi sur la Régie du logement n'occupe le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a soumis un programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé à la satisfaction de tous les membres du comité;

CONSIDÉRANT QUE le comité a tenu une séance publique le 9 septembre 2019 et qu'à cette occasion, toute personne intéressée pouvait être entendue;

Il est

Proposé par Katherine Routhier
Appuyé par Esther St-Louis

et résolu par un vote à l'unanimité :

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

D'AUTORISER la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont, suite à la demande de permis de démolition portant le numéro 3001615809, déposée le 19 juillet 2019, conformément au Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14007)

ET

D'APPROUVER le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé visant la construction d'un bâtiment mixte de 4 étages comprenant des espaces commerciaux au rez-de-chaussée, un total d'environ 104 logements et occupant environ 70% de la surface du terrain.

RENDUE À MONTRÉAL, LE 9 SEPTEMBRE 2019

La présidente de la séance,

MARY DEROS
Conseillère de la Ville – district de Parc-Extension

Le secrétaire de la séance,

DAVID FORTIN
Agent du cadre bâti

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

DÉCISION NUMÉRO : **CD19-07**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1198053010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution PP15-14011 et accorder, par résolution, la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

D'abroger la résolution PP15-14011 relative à la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment à usage mixte sur la propriété située aux 8100-8120, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003) et d'adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), la résolution à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue de Châteaubriand aux conditions suivantes :

- Qu'au moins 45% de la superficie de la façade du bâtiment qui est parallèle à la rue Jarry Est soit implantée à l'alignement de construction.
- Que toute la longueur d'une façade implantée à l'alignement de construction sur la rue Jarry Est soit occupée par un usage commercial autorisé dans la catégorie C.4;
- Qu'une superficie de plancher d'au moins 95,0 m^2 soit dédiée à la fonction commerciale au rez-de-chaussée du bâtiment;
- Que l'exercice d'un usage commercial soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur au rez-de-chaussée du bâtiment;
- Que la superficie d'affichage soit limitée à 4,0 m^2 sur la totalité des façades et que les enseignes soient intégrées à l'architecture du bâtiment;
- Qu'un bâtiment respecte un taux d'implantation maximal de 78,0 %;
- Qu'un bâtiment compte un maximum de 14 logements;
- Qu'au moins 70% des logements d'un bâtiment aient deux chambres à coucher ou plus;

- Que l'ensemble des équipements mécaniques soient installés au toit d'un bâtiment ou en cour arrière de façon à ne pas être visible de la voie publique;
- Qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur une construction hors toit;
- Qu'un bâtiment soit muni d'une salle à déchets ventilée desservant les logements et d'une salle à déchets réfrigérée desservant tout local commercial abritant une épicerie, un restaurant ou un traiteur;
- Qu'une cour avant soit recouverte de végétaux en pleine terre ou de paillis, sauf dans le cas d'un accès piétonnier, qui doit être recouvert d'un pavage perméable;
- Qu'un système d'irrigation soit installé sur une période minimale de 10 ans pour le chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue de Châteaubriand;
- Qu'une zone libre de constructions d'un rayon de 6,3 mètres soit établie à partir du tronc du chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue de Châteaubriand et qu'un système d'irrigation pour cet arbre soit installé pour une période minimale de 10 ans à partir de la date de fin des travaux de construction du nouvel immeuble;
- Qu'une garantie monétaire d'une valeur de 20 000,00 $ visant la protection des arbres publics, dont le chêne rouge, soit déposée préalablement à l'émission d'un permis de construction et que cette garantie soit retenue jusqu'à la fin des travaux de construction et d'aménagement paysager.

La présente autorisation deviendra nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-08-16 17:00

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1198053010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution PP15-14011 et accorder, par résolution, la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire addenda a comme objectif d'exposer l'historique du dossier depuis l'abandon du projet de lieu de culte et de logements proposé initialement en 2015 en remplacement de l'église qui occupait le terrain auparavant :

- 2018 (mars) : Abandon et annulation des permis d'un projet de lieu de culte comprenant 5 logements en raison d'un manque de financement;
- 2018 (mai) : Démolition d'urgence afin de supprimer une condition dangereuse;
- 2018 (juin) : Étude préliminaire présentée par le futur acquéreur du terrain pour un projet de 14 logements avec un local commercial au rez-de-chaussée. Avis favorable de la Direction du développement du territoire pour un PPCMOI à condition que l'arbre au coin de la propriété soit protégé, entre autres;
- 2018 (été ou automne) : Le terrain est vendu au promoteur ayant demandé l'étude préliminaire;
- 2019 (avril) : Ouverture d'une demande de PPCMOI visant à abroger le PPCMOI encadrant l'ancien projet et à réaliser un bâtiment de 14 logements avec un local commercial au RDC conformément à l'avis de la Direction en étude préliminaire;
- 2019 (septembre) : Adoption du 1er projet de résolution de PPCMOI et engagement du promoteur à verser une contribution monétaire dans le respect de la *Politique locale d'inclusion sociale;*
- 2019 (septembre) : Assemblée publique de consultation;
- 2019 (octobre) : Adoption du 2e projet de résolution de PPCMOI et délai d'approbation référendaire - aucune demande reçue.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

514-868-8716
Tél :
Télécop. : 514-886-4706

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1198053010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution PP15-14011 et accorder, par résolution, la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire addenda a pour but de déposer le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 septembre 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

514-868-8716
Tél :
Télécop. : 514-886-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1198053010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Abroger la résolution PP15-14011 et accorder, par résolution, la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

PV-8100, Chateaubriand.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-886-4706

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 12 septembre 2019 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relative au projet de résolution numéro PP19-14004

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, conseillère de la Ville – district de Parc-Extension

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises

Antonio D'Amato, requérant

Mark Calce, architecte (représentant du requérant)

Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement

Citoyens
Une citoyenne s'est présentée à l'assemblée, soit une résidente habitant à proximité du terrain visé.

2. Présentation et contexte du projet de résolution PP19-14004

Mitchell Lavoie a présenté le dossier et le projet de résolution.

Aucun commentaire n'a été formulé pour ces éléments.

3. Période de questions et de commentaires des citoyens

Aucun commentaire n'a été formulé pour ce dossier.

À 18 h 45, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce e jour du mois de septembre 2019.

_____
Mary Deros
Conseillère de la Ville - district de Parc-Extension

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 septembre 2019	Résolution: CA19 14 0248

Abroger la résolution CA15 14 0480 en raison de l'abandon du projet particulier PP15-14011 et adopter le premier projet de résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'abroger la résolution CA15 14 0480 en raison de l'abandon du projet particulier PP15-14011 et adopter le premier projet de résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

   - qu'au moins 45 % de la superficie de la façade du bâtiment qui est parallèle à la rue Jarry Est soit implantée à l'alignement de construction;

   - que toute la longueur d'une façade implantée à l'alignement de construction sur la rue Jarry Est soit occupée par un usage commercial autorisé dans la catégorie C.4;

   - qu'une superficie de plancher d'au moins 95,0 m^2 soit dédiée à la fonction commerciale au rez-de-chaussée du bâtiment;

   - que l'exercice d'un usage commercial soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur au rez-de-chaussée du bâtiment;

   - que la superficie d'affichage soit limitée à 4,0 m^2 sur la totalité des façades et que les enseignes soient intégrées à l'architecture du bâtiment;

   - qu'un bâtiment respecte un taux d'implantation maximal de 78,0 %;

   - qu'un bâtiment compte un maximum de 14 logements;

   - qu'au moins 70 % des logements d'un bâtiment aient deux chambres à coucher ou plus;

- que l'ensemble des équipements mécaniques soient installés au toit d'un bâtiment ou en cour arrière de façon à ne pas être visible de la voie publique;

- qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur une construction hors toit;

- qu'un bâtiment soit muni d'une salle à déchets ventilée desservant les logements et d'une salle à déchets réfrigérée desservant tout local commercial abritant une épicerie, un restaurant ou un traiteur;

- qu'une cour avant soit recouverte de végétaux en pleine terre ou de paillis, sauf dans le cas d'un accès piétonnier, qui doit être recouvert d'un pavage perméable;

- qu'un système d'irrigation soit installé sur une période minimale de 10 ans pour le chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue De Chateaubriand;

- qu'une zone libre de construction d'un rayon de 6,3 mètres soit établie à partir du tronc du chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue De Chateaubriand et qu'un système d'irrigation pour cet arbre soit installé pour une période minimale de 10 ans à partir de la date de fin des travaux de construction du nouvel immeuble;

- qu'une garantie monétaire d'une valeur de 20 000,00 $ visant la protection des arbres publics, dont le chêne rouge, soit déposée préalablement à l'émission d'un permis de construction et que cette garantie soit retenue jusqu'à la fin des travaux de construction et d'aménagement paysager.

La présente autorisation deviendra nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.01 1198053010

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 septembre 2019

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er octobre 2019	Résolution: CA19 14 0294

Adopter le second projet de résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 septembre 2019.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14004 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 septembre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 12 septembre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 4 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2019;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- qu'au moins 45 % de la superficie de la façade du bâtiment qui est parallèle à la rue Jarry Est soit implantée à l'alignement de construction;

- que toute la longueur d'une façade implantée à l'alignement de construction sur la rue Jarry Est soit occupée par un usage commercial autorisé dans la catégorie C.4;

- qu'une superficie de plancher d'au moins 95,0 m^2 soit dédiée à la fonction commerciale au rez-de-chaussée du bâtiment;

- que l'exercice d'un usage commercial soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur au rez-de-chaussée du bâtiment;

- que la superficie d'affichage soit limitée à 4,0 m^2 sur la totalité des façades et que les enseignes soient intégrées à l'architecture du bâtiment;

- qu'un bâtiment respecte un taux d'implantation maximal de 78,0 %;

- qu'un bâtiment compte un maximum de 14 logements;

- qu'au moins 70 % des logements d'un bâtiment aient deux chambres à coucher ou plus;

- que l'ensemble des équipements mécaniques soient installés au toit d'un bâtiment ou en cour arrière de façon à ne pas être visible de la voie publique;

- qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur une construction hors toit;

- qu'un bâtiment soit muni d'une salle à déchets ventilée desservant les logements et d'une salle à déchets réfrigérée desservant tout local commercial abritant une épicerie, un restaurant ou un traiteur;

- qu'une cour avant soit recouverte de végétaux en pleine terre ou de paillis, sauf dans le cas d'un accès piétonnier, qui doit être recouvert d'un pavage perméable;

- qu'un système d'irrigation soit installé sur une période minimale de 10 ans pour le chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue De Chateaubriand;

- qu'une zone libre de construction d'un rayon de 6,3 mètres soit établie à partir du tronc du chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue De Chateaubriand et qu'un système d'irrigation pour cet arbre soit installé pour une période minimale de 10 ans à partir de la date de fin des travaux de construction du nouvel immeuble;

- qu'une garantie monétaire d'une valeur de 20 000,00 $ visant la protection des arbres publics, dont le chêne rouge, soit déposée préalablement à l'émission d'un permis de construction et que cette garantie soit retenue jusqu'à la fin des travaux de construction et d'aménagement paysager.

La présente autorisation deviendra nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur.

Adopté à l'unanimité.

40.05 1198053010

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198053010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution PP15-14011 et accorder, par résolution, la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à permettre la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un espace commercial au rez-de-chaussée sur un terrain situé au coin nord-ouest de l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue de Châteaubriand. Le projet est dérogatoire au Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement en ce qui concerne les usages autorisés, l'alignement de construction, le nombre minimal d'arbres à planter et l'exigence de planter un arbre en cour avant lorsqu'une façade est implantée à plus de 5 mètres de l'emprise d'une voie publique. La demande vise également à abroger la résolution PP15-14011 visant la construction d'un bâtiment comprenant un lieu de culte et des logements, car cette dernière réfère à un projet avorté.
Ainsi, une demande en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble a été déposée. En vertu de ce règlement, une demande doit faire l'objet d'une recommandation du Comité consultatif d'urbanisme préalablement à l'adoption d'un premier projet de résolution par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Permis # 3000719080-18 (18 mai 2018) - Démolition du bâtiment afin de supprimer une condition dangereuse et ce en fonction des rapports de Axor du 22 mars 2018 et du 12 avril 2018.
CA17 14 0200 (6 juin 2017) - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment mixte sur la propriété située aux 8100-8120, avenue de Chateaubriand. Demande 3001136979.
CA15 14 0480 (18 décembre 2015) - Adopter la résolution PP15-14011 relative à la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment à usage mixte sur la propriété situé aux 8100-8120, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003).

DESCRIPTION

La présente demande vise la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un espace commercial sur un terrain vacant situé au coin nord-ouest de l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue de Châteaubriand en dérogation à certaines normes du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement. Ce terrain était occupé auparavant par l'Église de dieu au Québec qui a fermé ses portes depuis de nombreuses années. En 2015, la résolution de projet particulier PP15-14011 visant la démolition du bâtiment et la construction d'un nouveau bâtiment de 3 étages comprenant un lieu de culte et des logements avait été approuvée par le conseil d'arrondissement. Après de nombreuses modifications, les plans d'implantation et d'intégration architecturale ont été approuvés en 2017. Toutefois, en 2018, les promoteurs ont abandonné le projet et ont vendu la propriété aux promoteurs du projet faisant l'objet de la présente demande. Au cours de cette même année, le bâtiment de l'église a été démoli d'urgence en raison d'une condition dangereuse. Comme le nouveau projet visé ne comporte pas les mêmes usages ou caractéristiques que le projet visé par la résolution PP15-14011, cette dernière est désuète et doit être abrogée. Le nouveau projet, tel que présenté, est dérogatoire aux dispositions suivantes du règlement de zonage 01-283 :

- Usages prescrits (Article 119 et plan des usages à l'annexe A);
- Pourcentage d'une façade à l'alignement de construction (Article 52);
- Nombre d'arbres à planter (Article 384);
- Exigence de planter un arbre lorsqu'une façade est implantée à plus de 5 m de l'emprise d'une voie publique (Article 413.0.1)

Seule la catégorie d'usage E.5(1) - *établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent* est autorisée à l'heure actuelle sur le terrain visé. Les constructions doivent avoir 2 ou 3 étages, une hauteur maximale de 12,5 m et une densité maximale de 4,5. Le mode d'implantation doit être contigu et le taux d'implantation maximal est de 100%. Le terrain est situé dans un secteur patrimonial A et dans la zone de plans d'implantation et d'intégration architecturale 33.

La nouvelle construction aura 3 étages ainsi qu'une construction hors toit. Son taux d'implantation est de 77,7% et il sera implanté en contiguïté par rapport au voisin sur l'avenue de Châteaubriand. Le bâtiment s'articulera en deux volumes. Celui donnant sur la rue Jarry Est présentera une implantation plus forte et un alignement de construction à la limite de propriété, tandis que celui donnant sur l'avenue de Châteaubriand reprendra les caractéristiques typiques des constructions résidentielles voisines. L'immeuble comprendra 14 logements, dont 4 unités d'une chambre à coucher, 9 unités de deux chambres à coucher et une unité de 3 chambres à coucher. Un espace commercial d'environ 95 m^2 est proposé au rez-de-chaussée sur la rue Jarry Est. Ce dernier aura accès un espace de rangement d'environ 47 m^2 au sous-sol. Douze unités de stationnement sont également proposés au sous-sol et celles-ci seront accessibles à partir d'une rampe du côté de la ruelle.

Le terrain est caractérisé par la présence d'un grand chêne rouge à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue de Châteaubriand. Selon la division des parcs de l'arrondissement, cet arbre mature est réputé significatif en termes de patrimoine arboricole et doit être conservé. Ainsi, le projet propose une implantation favorisant sa conservation et sa mise en valeur. Une zone d'un rayon de 6,3 mètres sera laissée libre autour de l'arbre à conserver, ce qui crée une situation dérogatoire au niveau du pourcentage de la façade Jarry implanté à l'alignement de construction (55% contre 60% exigé). Cette zone sera aménagée de façon à favoriser la protection de l'arbre. Entre autres, un système d'irrigation de type « Silva Cell » sera installé et des surfaces perméables seront aménagées, dont des végétaux en pleine terre autour de l'arbre et des pavés perméables près de l'entrée du commerce. Comme le réseau racinaire et la canopée de l'arbre occupent la majeure partie de cet

espace, il ne sera pas possible de planter un arbre sur le domaine privé en cour avant conformément au règlement de zonage. Ainsi, une dérogation est nécessaire pour cet élément. Également, la perte de superficie développable en cour avant et l'investissement requis pour conserver le chêne rouge justifient une dérogation au nombre d'arbres à planter. Un découpage à l'arrière du bâtiment du côté de la ruelle dégage un espace végétalisé supplémentaire, mais celui-ci est trop petit pour pouvoir planter un arbre.

Des briques de format métrique modulaire en trois tons de taupe de la compagnie Brampton Brick sont proposées sur l'ensemble des façades. Des jeux de briques et des éléments architecturaux en métal noir ajouteront du dynamisme aux façades. Des balcons, des loggias et des bacs de plantation sont proposés à différents endroits sur les façades. Les loggias sont proposés là où la canopée du chêne rouge à conserver risquerait d'entrer en conflit avec des saillies plus imposantes. La construction hors toit, implantée conformément au règlement de zonage, offre de l'espace habitable supplémentaire à certains logements en plus de donner accès à des toits-terrasses privés.

En respect de la *Politique locale d'inclusion sociale* de l'arrondissement, le requérant s'est engagé à verser une contribution monétaire volontaire de 47 600,00 $, soit 3 400,00 $ par logement créé, au Fonds de contribution à la Stratégie d’inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande de projet particulier pour les raisons suivantes :

- La résolution PP15-14011 est adaptée à un projet qui n'ira pas de l'avant, donc son abrogation est pertinente;
- La programmation résidentielle et commerciale proposée est appropriée pour le contexte du projet;
- Le projet propose une implantation permettant son intégration au cadre bâti avoisinant et favorisant la conservation du chêne rouge au coin de la propriété;
- Le bâtiment comptera une forte proportion de logements ayant plus d'une chambre à coucher;
- L'espace commercial proposé au rez-de-chaussée favorisera la continuité commerciale sur la rue Jarry Est;
- La proposition architecturale est de facture contemporaine et reprend certaines caractéristiques du bâtiment situé sur le coin opposé de l'avenue de Châteaubriand.

Toutefois, la Direction est d'avis que les conditions suivantes devraient être assujetties à l'autorisation :

- Qu'au moins 45% de la superficie de la façade du bâtiment qui est parallèle à la rue Jarry Est soit implantée à l'alignement de construction.
- Que toute la longueur d'une façade implantée à l'alignement de construction sur la rue Jarry Est soit occupée par un usage commercial autorisé dans la catégorie C.4;
- Qu'une superficie de plancher d'au moins 95,0 m^2 soit dédiée à la fonction commerciale au rez-de-chaussée du bâtiment;
- Que l'exercice d'un usage commercial soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur au rez-de-chaussée du bâtiment;
- Que la superficie d'affichage soit limitée à 4,0 m^2 sur la totalité des façades et que les enseignes soient intégrées à l'architecture du bâtiment;
- Qu'un bâtiment respecte un taux d'implantation maximal de 78,0 %;

- Qu'un bâtiment compte un maximum de 14 logements;
- Qu'au moins 70% des logements d'un bâtiment aient deux chambres à coucher ou plus;
- Que l'ensemble des équipements mécaniques soient installés au toit d'un bâtiment ou en cour arrière de façon à ne pas être visible de la voie publique;
- Qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur une construction hors toit;
- Qu'un bâtiment soit muni d'une salle à déchets ventilée desservant les logements et d'une salle à déchets réfrigérée desservant tout local commercial abritant une épicerie, un restaurant ou un traiteur;
- Qu'une cour avant soit recouverte de végétaux en pleine terre ou de paillis, sauf dans le cas d'un accès piétonnier, qui doit être recouvert d'un pavage perméable;
- Qu'un système d'irrigation soit installé sur une période minimale de 10 ans pour le chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue de Châteaubriand;
- Qu'une zone libre de constructions d'un rayon de 6,3 mètres soit établie à partir du tronc du chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue de Châteaubriand et qu'un système d'irrigation pour cet arbre soit installé pour une période minimale de 10 ans à partir de la date de fin des travaux de construction du nouvel immeuble;
- Qu'une garantie monétaire d'une valeur de 20 000,00 $ visant la protection des arbres publics, dont le chêne rouge, soit déposée préalablement à l'émission d'un permis de construction et que cette garantie soit retenue jusqu'à la fin des travaux de construction et d'aménagement paysager.

La Direction propose également que la clause suivante soit intégrée à la résolution de projet particulier : *La présente autorisation deviendra nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur.*

Lors de sa séance du 12 août 2019, le comité consultatif d'urbanisme a recommandé au conseil d'arrondissement de donner une suite favorable à la demande, et ce, aux conditions énumérées ci-dessus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de PPCMOI : 8 489,00 $
Coût approximatif des travaux : 2,1 M $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conservation et mise en valeur d'un arbre public mature.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage du projet sur le terrain visé;

- Publication d'un avis annonçant une assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Assemblée publique de consultation;

- Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.
Conforme au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-16

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. : 514-868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198053010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Abroger la résolution PP15-14011 et accorder, par résolution, la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CCU_PV_2019-08-12.pdf

mca-1818_8100 Chateaubriand_2019-07-05_Demande de permis et CCU - rév. 3_Plans.pdf

mca-1818_8100 Chateaubriand_2019-07-05_Demande de permis et CCU - rév. 3_Document graphique.pdf

Plan paysage, 8100 chateaubriand-190719.pdf Devis de protection.pdfLocalisation.pdf

2019-02-26-Normes-réglementaires.pdf2019-08-16-Lettre-engagement-signée.pdf

Résolution-PP15-14011.pdf

8100 de Chateaubriand_Rapport forestier_révisé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 12 aout 2019, à 19h00

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Sylvain Ouellet, président du comité et conseiller de la ville – district François-Perrault
Giuliana Fumagalli, mairesse d'arrondissement
Rosannie Filato, conseillère de la ville – district Villeray

Esther St-Louis
Anh Truong
Celso Giancarlo Alcantara
Sylvia Jefremczuk

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte - planification
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents :

Katherine Routhier
Véronique Lamarre
Françis Grimard

1. Ouverture de la séance

À 18h30, le président Sylvain Ouellet, débute la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Anh Truong

appuyé par Celso Giancarlo Alcantara

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption de procès-verbaux

Il est proposé par Esther St-Louis

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 3 juillet 2019.

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.2 PPCMOI : 8100, avenue de Chateaubriand	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Abroger la résolution PP15-14011 et accorder, par résolution, la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- le nouveau projet qui réduit la superficie d'espaces verts sur le terrain et les mesures entreprises par le promoteur pour compenser au verdissement;
- la sécurité de l'accès au garage par la ruelle et l'impact sur les piétons;
- la superficie de la salle à déchets vu le nombre de logements proposé;
- l'encadrement des usages de type épicerie, restaurant, traiteur, notamment eu égard à l'exigence d'une chambre à déchets;
- l'emplacement des équipements mécaniques et de ventilation pour limiter les nuisances sonores;
- la qualité de la proposition, notamment l'architecture du bâtiment, les jeux de maçonnerie et la conservation de l'arbre public en façade.

CCU19-08-12-PPCMOI02	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Anh Truong

appuyé par Sylvia Jefremczuk

ADOPTÉ à l'unanimité.

8100-8120 AVENUE DE CHATEAUBRIAND

ARRONDISSEMENT VILLERAY, ST-MICHEL,
PARC-EXTENSION, MONTRÉAL

mca-1818

ARCHITECTURE

NOUVELLE CONSTRUCTION MIXTE
3 ÉTAGES AVEC MEZZANINE

ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03
LE 05 JUILLET 2019

LISTE DES DESSINS

		RÉVISION	DATE
A000	- PAGE DE GARDE	03	2019-07-05
A001	- LÉGENDES ET TABLEAUX	03	2019-07-05
A100	- PLAN DE CONSTRUCTION DU SOUS-SOL	03	2019-07-05
A101	- PLAN DE CONSTRUCTION DU REZ-DE-CHAUSSÉE	03	2019-07-05
A102	- PLAN DE CONSTRUCTION DU 2e ÉTAGE	03	2019-07-05
A103	- PLAN DE CONSTRUCTION DU 3e ÉTAGE	03	2019-07-05
A104	- PLAN DE CONSTRUCTION DE MEZZANINE	03	2019-07-05
A300	- ÉLÉVATION RUE JARRY EST	03	2019-07-05
A301	- ÉLÉVATION AVENUE CHATEAUBRIAND	03	2019-07-05
A302	- ÉLÉVATION AVEC BÂTIMENT VOISIN MITOYEN	03	2019-07-05
A303	- ÉLÉVATION À PARTIR DE LA RUELLE	03	2019-07-05
A304	- COUPES GÉNÉRALES ET ÉLÉVATION	03	2019-07-05

LÉGENDE GRAPHIQUE

SYMBOLES

- XX-XXX / LOCAL — IDENTIFICATION DE LA PIÈCE & SURFACE EN PIEDS CARRÉS
- FEN-X — IDENTIFICATION & TYPE DE FENÊTRES (VOIR BORDEREAU DE FENÊTRES)
- PT-XX — IDENTIFICATION & TYPE DE PORTES (VOIR BORDEREAU DE PORTES)
- CLX — TYPE DE CLOISON (VOIR TABLEAU DE CLOISONS)
- XX — TYPE DE FINITION (VOIR LÉGENDE DES FINIS)
- X / XX — TYPE DE FINITION DE PLANCHER OU DE PLAFOND (VOIR LÉGENDE DES FINIS)
- XXX'-X" / DESSUS STRUCTURE — NIVEAU DE DALLE, PLAFONDS OU D'UN ÉLÉMENT PARTICULIER
- X — AXE DE STRUCTURE
- X — NOTE DE CONSTRUCTION (VOIR LÉGENDES)
- XX / XX — RÉVISION AUX PLANS (AD= ADDENDA, IS= INSTRUCTION SUPPLÉMENTAIRE, DM= DIRECTIVE DE MODIFICATION)
- BORNE DE LIMITE DE TERRAIN
- CLOISONS OU MURS EXISTANTS À DÉMOLIR
- CLOISONS OU MURS EXISTANTS À CONSERVER
- NOUVELLE CLOISON, DE TYPE SÉPARATION COUPE-FEU (VOIR LÉGENDE DES CLOISONS TYPES)
- NOUVELLE CLOISON OU MUR (VOIR LÉGENDES DES CLOISONS TYPES OU COMPOSITIONS DE MURS)
- NOUVELLE CLOISON DE BLOCS (VOIR CLOISONS TYPES & ING, STRUCT,)
- ZONE HORS-CONTRAT
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, PORTE EXISTANTE À ENLEVER.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, PORTE ET CADRE À CONSERVER.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, NOUVELLE PORTE.
- V.A.C. — INFORMATION À VALIDER AU CHANTIER

RÉFÉRENCES

- COUPE (X / AXXX)
- ÉLÉVATION (X / AXXX)
- DÉTAIL (X / AXXX)
- COUPE DE MUR (X / AXXX)

INFORMATIONS ET ZONAGE

ZONAGE

SUPERFICIE DU LOT	6 145.1 pi² [570.9m²]
SUPERFICIE DU BÂTIMENT PROPOSÉ	4 777.7 pi² [443.8m²]
TAUX D'OCCUPATION DU SOL MAXIMAL PERMIS	100.0%
TAUX D'OCCUPATION DU SOL PROPOSÉ	77.7%
NOMBRE D'ÉTAGES MAXIMAL PERMIS	3 étages
NOMBRE D'ÉTAGES DU BÂTIMENT PROPOSÉ	3 étages
HAUTEUR MAXIMALE PERMISE	41'-0" [12.5m]
SURHAUTEUR MAXIMALE PERMISE	47'-6 1/2" [14.5m]
HAUTEUR PROPOSÉE	36'-4" [11.1m]
SURHAUTEUR PROPOSÉE	46'-8" [14.2m]
LOGEMENTS PROPOSÉS	14 unités 9x 2 chambres 4x 1 chambres 1x 3 chambres
LOCAUX COMMERCIAUX PROPOSÉS	1 unité
SUPERFICIE TOTALE DE PLANCHER PROPOSÉE	15 301.5 pi² [1,421.6m²]
SOUS-SOL	1 500.1 pi²
REZ-DE-CHAUSSÉE	4 379.0 pi²
2e ÉTAGE	4 435.2 pi²
3e ÉTAGE	4 435.2 pi²
MEZZANINE	552.0 pi²
DENSITÉ PROPOSÉE	2.49
DENSITÉ PERMISE	4.50
CASES DE STATIONNEMENT MIN. REQUISES USAGE C	7
CASES DE STATIONNEMENT MIN. REQUISES USAGE E	0
CASES DE STATIONNEMENT TOTALES MIN. REQUISES	7
CASES DE STATIONNEMENT PROPOSÉES	8
CASES À VÉLO REQUISES	6

ÉTUDE DE CODE CNB 2010

AIRE DE BÂTIMENT	4 881.9 pi² [453.6m²]
NOMBRE D'ÉTAGES	3 + MEZZ.
NOMBRE DE RUES	1
SECTION DU CODE	PARTIE 9
USAGE SOUS-SOL	F3 - Stationnement
USAGES RDC	C - Habitation + E - Commerce
USAGE 2e ET 3e ÉTAGES	C - Habitation
CONSTRUCTION REQUISE	Combustible étages (art. 3.2.2.52. 2)) Incombustible plancher rdc (art. 3.2.1.2. 1))
GICLEURS	Requis sous-sol (art. 3.3.5.4. 7)) À installer dans le RDC commercial Non requis étages (art. 3.2.2.52. 2) et 3.2.2.64. 1))
SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'ALARME INCENDIE	Requis dans tout le bâtiment (art. 9.10.18.2. 1) et 2))
RÉSEAU CANALISATION INCENDIE	Non requis (art. 3.2.5.8. 1))
RÉSIST. AU FEU DU PLANCHER DU REZ-DE-CHAUSSÉE - ENTRE USAGES F3 ET E	2 hrs (art. 9.10.4.3. 1))
RÉSIST. AU FEU DU PLANCHER DU 2e ÉTAGE - ENTRE USAGES E ET C	2 hrs (art. 9.10.9.11. 2))
RÉSIST. AU FEU DU PLANCHER DU 3e ÉTAGE	45 min. (art. 9.10.8.1. 1))
RÉSIST. AU FEU DE LA MEZZANINE	45 min. (art. 9.10.8.1. 1))
RÉSISTANCE AU FEU DU TOIT	45 min. toit 3e étage (art. 9.10.8.7. 1)) Aucune toit mezz. (art. 9.10.8.1. 1))
RÉSIST. AU FEU DES MURS, POTEAUX ET ARCS PORTEURS	2 hrs soutenant planchers rdc et 2e étage (art. 9.10.8.3. 1)) 45 min. soutenant planchers 3e et mezz. (art. 9.10.8.3. 1)) 45 min. soutenant toit 3e étage (art. 9.10.8.3. 1)) Aucune soutenant toit mezz.(art 9.10.8.3 1))
RÉSIST. AU FEU DES ISSUES	2 hrs au sous-sol et rdc (art. 9.9.4.2. 1)) 45 min. aux 2e et 3e étages (art. 9.9.4.2. 1))
RÉSIST. AU FEU CORRIDORS COMMUNS	45 min. (art. 9.10.9.15. 1))
RÉSIST. AU FEU CLOISONS ENTRE USAGES E ET C	2 hrs (art. 9.10.9.11. 2))
RÉSIST. AU FEU ENTRE SUITES C	45 min. (art. 9.10.9.14. 1))
RÉSISTANCE AU FEU MIN. ENTRE STATIONNEMENT ET TOUT AUTRE USAGE AU SOUS-SOL	1,5 hrs (art. 9.10.9.16. 1))
RÉSIST. AU FEU DES VIDES TECHNIQUES VERTICAUX	2 hrs au sous-sol et rdc (art. 3.6.3.1. 1)) 45 min aux 2e, 3e et mezz. (art. 3.6.3.1. 1))
NOMBRE D'ISSUES REQUISES	2 à tous les étages (art.9.9.8.2. 1))
DISTANCE MIN. ENTRE LES ISSUES - AVEC CORR. COMMUN	29'-6" [9.0 m] (art.3.4.2.3. 1)a))
DISTANCE MIN. ENTRE LES ISSUES - SUITE E	44'-0" [13.4 m] (art.3.4.2.3. 1)b))
DISTANCE DE PARCOURS MAX. SUITE USAGE E	147'-6" [45.0 m] (art.9.9.8.2. 1)b))
ISSUES INDÉPENDANTES DES LOGEMENTS DU RDC	Selon art.9.9.9.2. 1)
LARGEUR DES ISSUES	36" [900mm] (art.9.9.3.2. 1))
DISTANCE DE PARCOURS MAX. ISSUE PAR HALL	49'-2" [15.0 m] (art.9.9.8.5. 2))
LARGEUR LIBRE PORTES MOYENS D'ÉVACUATION	32" [800mm] (art.9.9.6.3. 2)a))
DIMENSIONS MIN. DU GIRON DES MARCHES - ISSUES	9 1/16" [230mm] (art. 9.8.4.2. 1))
DIMENSIONS MAX. DES CONTREMARCHES - ISSUES	7 7/8" [200mm] (art. 9.8.4.1. 1))
LARGEUR CORRIDOR COMMUN	44" [1100mm] (art. 9.9.3.3. 1))
DISTANCE MAX. CORRIDOR COMMUN EN IMPASSE	19'-8" [6.0m] (art. 9.9.7.3. 1))



calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:

Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:

8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND

MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:

PAGE DE GARDE

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A000
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	

LÉGENDES DES FINIS EXTÉRIEURS

BR1 — REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE
CIE : BRAMPTON
MODÈLE : EXECUTIVE BLEND
FORMAT : MODULAIRE MÉTRIQUE
MORTIER : À VENDRE AGENCER AVEC LA COULEUR DE LA BRIQUE
APPAREILLAGE: EN PANNERESSE (VOIR LES ÉLÉVATIONS)

BR2 — REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE
TEL QUE BR2 MAIS AVEC JOINTS HORIZONTAUX CREUX

BE1 — REVÊTEMENT DE BÉTON
FONDATION DE BÉTON EXPOSÉE

RM1 — REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
REVÊTEMENT MÉTALLIQUE À JOINTS FERMÉS D'ALUPLANK 1.8mm DÉPASSEUR AVEC TEXTURE LISSE DE QC-16068 NOIR

RM2 — REVÊTEMENT MÉTALLIQUE GARDE-CORPS
PLAQUES D'ACIER 1/8" D'ÉPAISSEUR PRÉPEINTES SOUDÉES
COULEUR QC-16068 NOIR

RM3 — REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
ALUMINUM CAL. 18 PLIÉ SUR CONTREPLAQUÉ
TRAITÉ DE COULEUR QC-16068 NOIR TEL QUE MUR-RIDEAU

RM4 — REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
REVÊTEMENT D'ALUMINIUM PP-400 PANFAB
PLAQUE PAR PANFAB
COULEUR : BEIGE QC 16074

03 REV.

SO1 — SOLIN D'ALUMINIUM
SOLIN D'ALUMINIUM CAL. 22
OULEUR QC-16068 NOIR

NOTES GÉNÉRALES FINIS EXTÉRIEURS:
-À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES FENÊTRES, PORTES ET CADRES SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068
- À MOINS DINCATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES MOULURATIONS ET SOLINS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068

COMPOSITIONS DES MURS DE FONDATIONS ET EXTÉRIEURS

MF1 MUR FONDATION (R REQUIS: 17.00)	**R 20,19**
-FILM D'AIR EXTERIEUR,	0,17
-IMPERMÉABILISATION SOUS LE NIVEAU FINI DU SOL	-
-FONDATION DE BÉTON (VOIR ING. STRUCTURE)	0,72
-BARRE EN "Z" 3 1/2" @ 24" C/C	-
-ISOLANT URÉTHANE GICLÉ 3" APPLIQUÉ SUR LE MUR DE BÉTON	18,18
-(1x) PANNEAU DE GYPSE HAUTE-DENSITÉ 1/2"	0,44
-FILM D'AIR INTERIEUR,	0,68

* AJUSTER ÉPAISSEUR DES FONDATIONS ET VALIDER AVEC ING. STRUCTURE LORSQUE DES MURS BERLINOIS SONT REQUIS

ME1 MUR REVÊT. DE MAÇONNERIE (R REQUIS: 24.50)	**R 30,35**
-FILM D'AIR EXTERIEUR,	0,17
-REVÊTEMENT DE BRIQUE + ATTACHES VOIR ING. STRUCTURE	0,40
-ESPACE D'AIR 1"	1,02
-ISOLANT URÉTHANE GICLÉ TYPE '2', ÉP. 1"	6,06
-PANNEAU ASPRENITE 15/32"	0,56
-MONTANTS 2"x6" EN BOIS (ESPACEM. PAR ING. STRUCTURE)	-
-ISOLANT DE FIBRE DE VERRE EN MATELAS DE R20	20,00
-POLYÉTHYLÈNE 6MIL PARE-VAPEUR / PARE-AIR À JOINTS SCELLÉS	-
-FOURRURE EN BOIS 1"x3" @ 24" c/c	1,02
-(1x) PANNEAU DE GYPSE 5/8"	0,44
-FILM D'AIR INTERIEUR,	0,68

ME1A MUR REVÊT. DE MAÇONNERIE (R REQUIS: 24.50)
-MÊME COMPOSITION QUE LE MUR DE TYPE ME1 À LA DIFFÉRENCE QUE UN RANG DE BRIQUE SUR DEUX EST EN RETRAIT DE 1/2 " AVEC UN ESPACE D'AIR DE 1/2", VOIR ÉLÉVATIONS

ME1B MUR REVÊT. DE MAÇONNERIE (R REQUIS: 24.50)
-MÊME COMPOSITION QUE LE MUR DE TYPE ME1 À LA DIFFÉRENCE QUE LA BRIQUE EST EN RETRAIT DE 1/2 " AVEC UN ESPACE D'AIR DE 1/2" SUR TOUTE LA HAUTEUR, VOIR ÉLÉVATIONS

ME2 MUR REVÊT. MÉTALLIQUE (R REQUIS: 24.50)	**R 30,57**
-FILM D'AIR EXTERIEUR	0,17
-REVÊTEMENT MÉTALLIQUE (VOIR LÉGENDES DES FINIS EXT.)	0,62
-SYSTÈME DE FIXATION DU REVÊTEMENT MÉTALLIQUE SELON RECOMMANDATIONS DU FABRICANT	1,02
-ISOLANT URÉTHANE GICLÉ TYPE '2', ÉP. 1"	6,06
-PANNEAU ASPRENITE 15/32"	0,56
-MONTANTS 2"x6" EN BOIS (ESPACEM. PAR ING. STRUCTURE)	-
-ISOLANT DE FIBRE DE VERRE EN MATELAS DE 6" R20	20,00
-POLYÉTHYLÈNE 6MIL PARE-VAPEUR / PARE-AIR À JOINTS SCELLÉS	-
-FOURRURE EN BOIS 1"x3" @ 24" c/c	1,02
-(1x) PANNEAU DE GYPSE 5/8"	0,44
-FILM D'AIR INTERIEUR.	0,68

ME3 MURET REVÊT. BÉTON APPARENT À EXT. (R REQUIS: 24.50)	**R 27,27**
-FILM D'AIR EXTERIEUR	0,17
-FONDATION DE BÉTON COULÉ FINI LISSE. VOIR LÉGENDE DES FINIS EXTÉRIEURS (VOIR ING. STRUCTURE)	0,72
-MONTANTS MÉTALLIQUES 3 1/2" À 1/2" DU MUR DE BÉTON	-
-ISOLANT URÉTHANE GICLÉ 4" APPLIQUÉ SUR LE MUR DE BÉTON	24,24
-FOURRURE EN BOIS 1"x3" @ 24" c/c	1,02
-(1x) PANNEAU DE GYPSE 5/8"	0,44
-FILM D'AIR INTERIEUR.	0,68

MT1 MUR MITOYEN TYPE — **R n/a**
-BÂTIMENT VOISIN EXISTANT,
-BLOCS DE BÉTON 4" + ATTACHES, VOIR ING. STRUCTURE
-ISOLANT URÉTHANE GICLÉ TYPE '2', ÉP. 1 1/2" SUR LES BLOCS DE BÉTON
-ESPACE D'AIR 1"
-MONTANTS 2"x6" EN BOIS (ESPACEM. PAR ING. STRUCTURE)
-ISOLANT DE FIBRE DE VERRE EN MATELAS DE R20
-PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ LORSQUE REQUIS EN STRUCTURE (VOIR ING. STRUCTURE)
-POLYÉTHYLÈNE 6MIL PARE-VAPEUR / PARE-AIR À JOINTS SCELLÉS
-FOURRURE EN BOIS 1"x3" @ 24" c/c
-(1x) PANNEAU DE GYPSE 5/8"
-FILM D'AIR INTERIEUR.

*** LORSQUE LE MUR MITOYEN EXCÈDE LES BÂTIMENT VOISINS (LATÉRALEMENT OU VERTICALEMENT) LA COMPOSITION ME1 OU SIMILAIRE S'APPLIQUE EN LIEU DE MT1 POUR TOUTES LES PORTIONS VISIBLES DE L'EXTÉRIEUR (R REQUIS: 24.50)

COMPOSITIONS DES TOITURES

TT1 TOITURE STRUCTURE DE BOIS 3e ÉTAGE (R REQUIS: 41.00)	**R 44,83**
-FILM D'AIR EXTÉRIEUR	0,17
-MEMBRANE 5 PLIS GOUDRONNÉE AVEC BALAST DE PIERRES BLANCHES	-
-CONTREPLAQUÉ TYPE EXTÉRIEUR 5/8" EMBOUVETÉ	0,78
-ISOLANT LAINE MINÉRALE 12"	41,52
-POUTRELLES DE TOITURE AVEC PENTE INTÉGRÉE (VOIR FABRICANT)	-
-POLYÉTHYLÈNE 6MIL	-
-FOURRURES 1"x3" @ 16" c/c.	0,91
-2x) PANNEAUX DE GYPSE 5/8" TYPE 'X'	0,88
-FILM D'AIR INTÉRIEUR	0,57

*R.A.F.; 1hr (REQUIS 45 min.)

TT1a TOITURE STRUCTURE BOIS + TERRASSE (R REQUIS: 41.00)	**R 44,83**

À LA COMPOSITION TT1, AJOUTER:
- TERRASSE EN BOIS TRAITÉ BRUN
- STRUCTURE DE TERRASSE EN BOIS TRAITÉ BRUN
- PLOTS RÉGLABLES SUR LISIÈRE DE CAOUTCHOUC

*R.A.F.; 1hr (REQUIS 45 min.)

TT1b TOITURE STRUCTURE BOIS MEZZANINE (R REQUIS: 41.00)	**R 44,39**

DANS LA COMPOSITION TT1, REMPLACER LES GYPSES PAR
(1x) FEUILLE DE GYPSE 1/2" STANDARD

COMPOSITIONS DES SOFFITES

SF1 SOFFITE PLANCHER STRUCT. DE BÉTON **(R REQUIS: 29.50)**	**R 30,20**
-FILM D'AIR INTERIEUR,	0,91
-REVÊTEMENT DE PLANCHER (VOIR CLIENT)	0,78
-PANNEAU OSB 5/8" EN DIAGONALE	0,78
-PANNEAU OSB 5/8"	0,78
-ISOLANT RIGIDE 1 1/2"	7,58
-DALLE DE BÉTON + TREILLIS + TRAIT DE SCIE (VOIR ING. STRUCTURE)	
-ISOLANT D'URÉTHANE GICLÉ 3"	18,18
-SYSTÈME DE FIXATION DU REVÊTEMENT MÉTALLIQUE SELON RECOMMANDATIONS DU FABRICANT	1,02
-REVÊTEMENT MÉTALLIQUE (SPÉCIFICATION À VENIR)	-
-FILM D'AIR EXTÉRIEUR,	0,17

*R.A.F.: 4hrs (REQUIS 2hrs)

SF2 SOFFITE PLANCHER STRUCT. DE BOIS **(R REQUIS: 29.50)**	**R 43,92**
-FILM D'AIR INTÉRIEUR	0,91
-REVÊTEMENT DE PLANCHER (VOIR CLIENT)	0,78
-PAPIER CIRÉ BLANC	
-PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ 5/8" FLOTTANT	0,78
-MEMBRANE DE CAOUTCHOUC DURA-SON 1/8"	-
-CHAPPE DE BÉTON LÉGER 1 1/2"	-
-PANNEAU TENTEST 1/2"	-
-PANNEAU ASPENITE DRYGUARD 5/8"	0,78
-POUTRELLES DE BOIS (VOIR ING. STRUCTURE)	-
-ISOLANT D'URÉTHANE GICLÉ 3"	18,18
-CAVITÉ RESTANTE REMPLIE DE LAINE MINÉRALE	20,00
-PANNEAU NOYAU CIMENTAIRE DUROCK 3/4"	1,30
-BARRES EN 'Z'	-
-SYSTÈME DE FIXATION DU REVÊTEMENT MÉTALLIQUE SELON RECOMMANDATIONS DU FABRICANT	1,02
-REVÊTEMENT MÉTALLIQUE (SPÉCIFICATION À VENIR)	-
-FILM D'AIR EXTÉRIEUR,	0,17

*R.A.F.; 1hr (REQUIS 45 min.)

COMPOSITIONS DES PLANCHERS ET PLAFONDS

PL1 DALLE SUR SOL (R REQUIS 7.50)	11,25
-FILM D'AIR INT,	0,91
-SCELLANT	-
-DALLE DE BÉTON + TREILLIS + TRAIT DE SCIE (VOIR ING. STRUCTURE)	0,24
-ISOLANT RIGIDE 2" SUR 48" AU PÉRIMÈTRE	10,10
-PARE-VAPEUR	-
-LIT DE SABLE 2"	-
-PIERRE CONCASSÉE 0- 3/4"	-
-SOL NON-REMANIÉ	-

PL2 PLANCHER DU RDC LOGEMENTS
-FILM D'AIR INTÉRIEUR
-REVÊTEMENT DE PLANCHER, SELON LES USAGES SUIVANTS ;
- ' LOGEMENTS : REVÊTEMENT DE PLANCHER (VOIR CLIENT) SUR PAPIER CIRÉ BLANC
- ' ISSUE AU RDC ; CÉRAMIQUE (VOIR CLIENT)
- ' CORRIDORS COMMUNS : REVÊTEMENT DE TAPIS COLLÉ (VOIR CLIENT)

-PANNEAU OSB 5/8" EN DIAGONALE
-PANNEAU OSB 5/8"
-ISOLANT RIGIDE 1 1/2"
-DALLE DE BÉTON + TREILLIS + TRAIT DE SCIE (VOIR ING. STRUCTURE)
-FILM D'AIR INTÉRIEUR

*R.A.F.: 4hrs (REQUIS 2hrs)

PL3 PLANCHER DU RDC COMMERCE
-FILM D'AIR INTÉRIEUR
-AUCUN REVÊTEMENT DE PLANCHER, DALLE PRÊTE À RECEVOIR FINIS DES LOCATAIRES
-DALLE DE BÉTON + TREILLIS + TRAIT DE SCIE (VOIR ING. STRUCTURE)
-FILM D'AIR INTÉRIEUR

*R.A.F.: 4hrs (REQUIS 2hrs)

PL4 PLANCHERS ÉTAGES
-FILM D'AIR INTÉRIEUR
-REVÊTEMENT DE PLANCHER (VOIR CLIENT)
-PAPIER CIRÉ BLANC
-PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ 5/8" FLOTTANT
-MEMBRANE DE CAOUTCHOUC DURA-SON 1/8"
-CHAPPE DE BÉTON LÉGER 1 1/2"
-PANNEAU TENTEST 1/2"
-PANNEAU ASPENITE DRYGUARD 5/8"
-POUTRELLES DE BOIS (VOIR ING. STRUCTURE)
-CELLULOSE COMPACTÉE PRESSION 2.5 LBS
-POLYÉTHYLÈNE 6MIL
-BARRES RÉSILIENTES @ 16" c/c
-(2x) PANNEAU DE GYPSE TYPE 5/8"
-FILM D'AIR INTÉRIEUR

*R.A.F.: 1hr (REQUIS 45 min.)

PF1 RETOMBÉES ISOLÉES AU PÉRIMÈTRE EXTÉRIEUR SOUS LES DALLES
-DESSOUS DE LA DALLE DE BÉTON
-BARRES EN "Z" 3 1/2" @ 24" C/C SUSPENDUES À LA DALLE
-ISOLANT D'URÉTHANE GICLÉ 3" APPLIQUÉ SUR LE DESSOUS DE LA DALLE
-(1x) PANNEAU DE GYPSE 5/8"

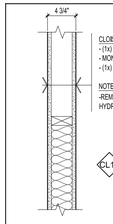
PF2 RETOMBÉES DE GYPSE AVEC R.A.F
-DESSOUS DE LA DALLE DE BÉTON OU DU GYPSE DU PLAFOND
-BÂTI DE MONTANTS DE BOIS EN SUSPENSION. ASSURER QUE LE BÂTI SOIT ABSOLUMENT MINIMAL AFIN DE CONSERVER LA PLUS GRANDE CAVITÉ LIBRE À L'INTÉRIEUR DE LA RETOMBÉE POUR LE PASSAGE ET CROISEMENT DE LA MÉCANIQUE
-REMPLIR TOUTE LA CAVITÉ D'ISOLANT DE LAINE DE ROCHE EN MATELAS TEL QUE ROCKWOOL
-(2x) PANNEAU DE GYPSE 5/8" TYPE 'X'

*** ASSURER DE FAIRE RETOURNER LA COMPOSITION SUR TOUTES LES PAROIS LATÉRALES DE LA RETOMBÉE JUSQU'À LA DALLE. MÊME QUAND UNE AUTRE RETOMBÉE LUI EST ADJACENTE, AFIN D'ASSURER L'INTÉGRITÉ COMPLÈTE DE LA CAVITÉ À L'INTÉRIEUR DE LA RETOMBÉE

*R.A.F.: 1hr (REQUIS 45 min.)

PF3 RETOMBÉES DE GYPSE TYP. SANS R.A.F.
-DESSOUS DE LA DALLE DE BÉTON OU DU GYPSE DU PLAFOND
-BÂTI DE MONTANTS DE BOIS EN SUSPENSION. ASSURER QUE LE BÂTI SOIT ABSOLUMENT MINIMAL AFIN DE CONSERVER LA PLUS GRANDE CAVITÉ LIBRE À L'INTÉRIEUR DE LA RETOMBÉE POUR LE PASSAGE ET CROISEMENT DE LA MÉCANIQUE
-(1x) PANNEAU DE GYPSE 5/8"

COMPOSITIONS DES CLOISONS



CLOISON PLANCHER À PLAFOND
- (1x) PANNEAU DE GYPSE 5/8"
- MONTANTS 2"x4" @ 16" C/C
- (1x) PANNEAU DE GYPSE 5/8"

NOTES
-REMPLACER LE GYPSE RÉGULIER PAR UN GYPSE HYDROFUGE DANS LES SALLES DE BAINS

MUR PORTEUR EN 2"x6" R.A.F. 45 min.
REMPLACER 2"x6" AU LIEU DE 2"x4" (VOIR ING. POUR ESPACEMENTS)
ET REMPLACER LES GYPSES RÉGULIERS PAR DES GYPSES 5/8" TYPE 'X'
ET AJOUTER ISOLANT DE LAINE DE ROCHE EN MATELAS DE 3 1/2" TEL QUE ROCKWOOL

CL1a

*** VALIDER TOUS LES MURS PORTEURS SUR LES PLANS DE L'ING. STRUCTURE

CL1 CLOISON TYPE À L'INTÉRIEUR DES LOGEMENTS
ÉCHELLE : 1" = 1'-0"

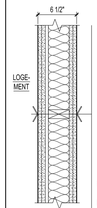
CLOISON PLANCHER À PLAFOND ET EN CONTINUITÉ DANS LE PUITS
- (1X) PANNEAU DE PARCI DE PUITS 1" DU PLANCHER AU PLAFOND
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 C-H-2 1/2" @ 24" c/c
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE EN MATELAS DE 1 1/2" TEL QUE ROCKWOOL
- BARRE RÉSILIENTE 1/2" @ 24 c/c
- (2x) PANNEAUX DE GYPSE 5/8" TYPE 'X'

NOTES
-PRÉVOIR MEMBRANE DE CAOUTCHOUC 1/4" SOUS LA SABLIÈRE ET FIXÉE AU CENTRE SEULEMENT + SCELLANT IGNIFUGE ACOUSTIQUE SUR BOUDIN COMPRESSIBLE

-REMPLACER LE GYPSE RÉGULIER PAR UN GYPSE HYDROFUGE DANS LES SALLES DE BAIN

R.A.F 2 HRS [REQUIS: 45min]
ITS 53 [REQUIS: 50]
No. Ref. CGC SA926-6

CL4 CLOISON TYPE PUITS VERTICAL
ÉCHELLE : 1" = 1'-0"



CLOISON PLANCHER À PLAFOND
- (2x) PANNEAUX DE GYPSE 5/8" TYPE 'X'
- BARRE RÉSILIENTE 1/2" @ 24" C/C DU CÔTÉ DES LOGEMENTS
- MONTANTS 2"x4" @ 16" C/C
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE EN MATELAS DE 3 1/2" TEL QUE ROCKWOOL
- (2x) PANNEAUX DE GYPSE 5/8" TYPE 'X'

NOTES
-PRÉVOIR MEMBRANE DE CAOUTCHOUC 1/4" SOUS LA SABLIÈRE ET FIXÉE AU CENTRE SEULEMENT + SCELLANT IGNIFUGE ACOUSTIQUE SUR BOUDIN COMPRESSIBLE

-REMPLACER LE GYPSE RÉGULIER PAR UN GYPSE HYDROFUGE DANS LES SALLES DE BAIN

R.A.F, porteur 1.5h
non-porteur 2h [REQUIS: 45 min ou 2h]
ITS 58 [REQUIS: 50]
No. Ref. CNB - W6b

CL2a MUR PORTEUR EN 2"x6"
REMPLACER 2"x6" AU LIEU DE 2"x4"
(VOIR ING. STRUCT. POUR ESPACEMENTS)

CL2b CLOISON SOUS-SOL
REMPLACER LE GYPSE PAR PANNEAUX DE DUROCK DU CÔTÉ DU STATIONNEMENT
ET REMPLACER LA LISSE BASSE AVEC DOUBLE LISSE DE BOIS TRAITÉ OU DE BOIS AVEC UN TRAITEMENT ÉQUIVALENT HYDROFUGE

*** VALIDER TOUS LES MURS PORTEURS SUR LES PLANS DE L'ING. STRUCTURE

CL2 CLOISON TYPE R.A.F. ET ISOLATION ACOUSTIQUE
ÉCHELLE : 1" = 1'-0"

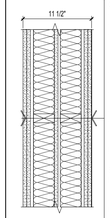
CLOISON PLANCHER À PLAFOND
- CLOISON DE BASE
- ESPACE D'AIR 1/2"
- MONTANTS 2"x4" @ 16" C/C
- (1x) PANNEAU DE GYPSE 1/2"

NOTES
-REMPLACER LE GYPSE RÉGULIER PAR UN GYPSE HYDROFUGE DANS LES SALLES DE BAINS

CL5 SOUFFLAGE SUPPLÉMENTAIRE POUR PASSAGE PLOMBERIE ET ÉLECTRICITÉ
ÉCHELLE : 1" = 1'-0"

CLOISON PLANCHER À PLAFOND
- COMPOSITION DE BASE
- ESPACE D'AIR 1/2"
- MONTANTS 2"x6" @ 16" C/C
- FOURRURE EN BOIS 1"x3"
- (1x) PANNEAU DE GYPSE 1/2"

CL6 SOUFFLAGE BOÎTES POSTALES
ÉCHELLE : 1" = 1'-0"



CLOISON PLANCHER À PLAFOND
- (2x) PANNEAUX DE GYPSE 5/8" TYPE 'X'
- BARRE RÉSILIENTE 1/2" @ 24" C/C
- MONTANTS 2"x4" @ 16" C/C
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE EN MATELAS DE 3 1/2" TEL QUE ROCKWOOL
- PANNEAU ASPENITE 15/32"
- ESPACE D'AIR 1/2"
- POLYÉTHYLÈNE 6 mil AVEC JOINTS SCELLÉS
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE EN MATELAS DE 3 1/2" TEL QUE ROCKWOOL
- MONTANTS 2"x4" @ 16" C/C
- BARRE RÉSILIENTE 1/2" @ 24" C/C
- (2x) PANNEAUX DE GYPSE 5/8" TYPE 'X'

NOTES
-PRÉVOIR MEMBRANE DE CAOUTCHOUC 1/4" SOUS LA SABLIÈRE ET FIXÉE AU CENTRE SEULEMENT + SCELLANT IGNIFUGE ACOUSTIQUE SUR BOUDIN COMPRESSIBLE

-REMPLACER LE GYPSE RÉGULIER PAR UN GYPSE HYDROFUGE DANS LES SALLES DE BAIN

R.A.F, porteur 1.5h
non-porteur 2h [REQUIS: 45 min ou 2h]
ITS 66 [REQUIS: 50]
No. Ref. CNB - W15a

CL3a MUR PORTEUR UN CÔTÉ EN 2"x6", R.A.F 45min
REMPLACER UN SEUL DES CÔTÉS AVEC 2"x6"
AU LIEU DE 2"x4" (VOIR ING. STRUCT, POUR CÔTÉ ET ESPACEMENTS)

*** VALIDER TOUS LES MURS PORTEURS SUR LES PLANS DE L'ING. STRUCTURE

CL3 CLOISON DOUBLE R.A.F. ET ACOUSTIQUE
ÉCHELLE : 1" = 1'-0"

NOTES POUR CLOISONS:

NOTE 1: UTILISER DES PANNEAUX DE GYPSE DE TYPE HYDROFUGE DANS LES SALLES DE BAIN.
NOTE 2: TOUTES LES CLOISONS SONT DU PLANCHER AU PLAFOND, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES
NOTE 3: À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS, TOUTES LES CLOISONS DANS LES LOGEMENTS SERONT DE TYPE CL1

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3986
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

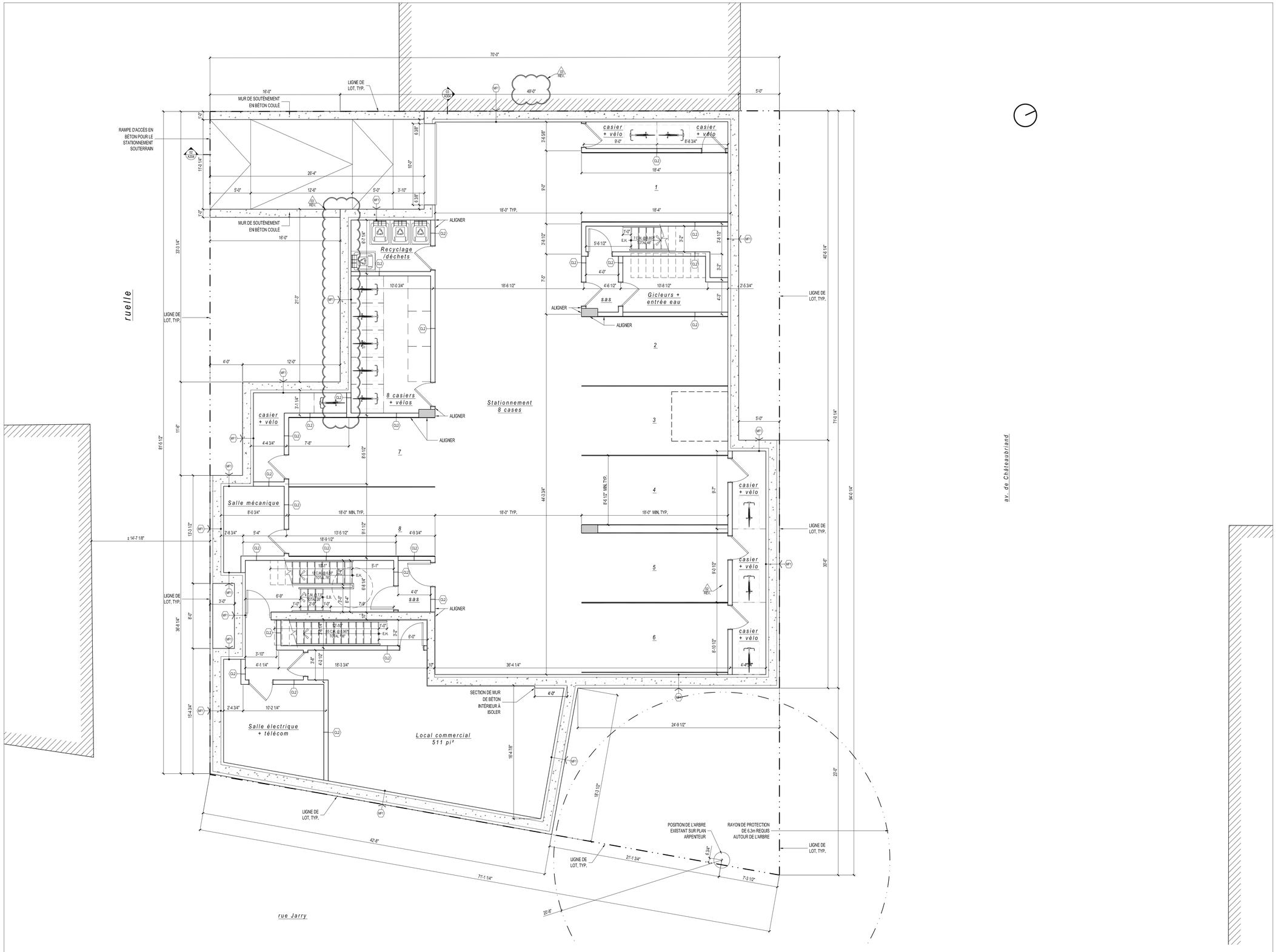
NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
COMPOSITION TYPE

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHEILLE: INDIQUÉE	PAGE: A001
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	



calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
n° 3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

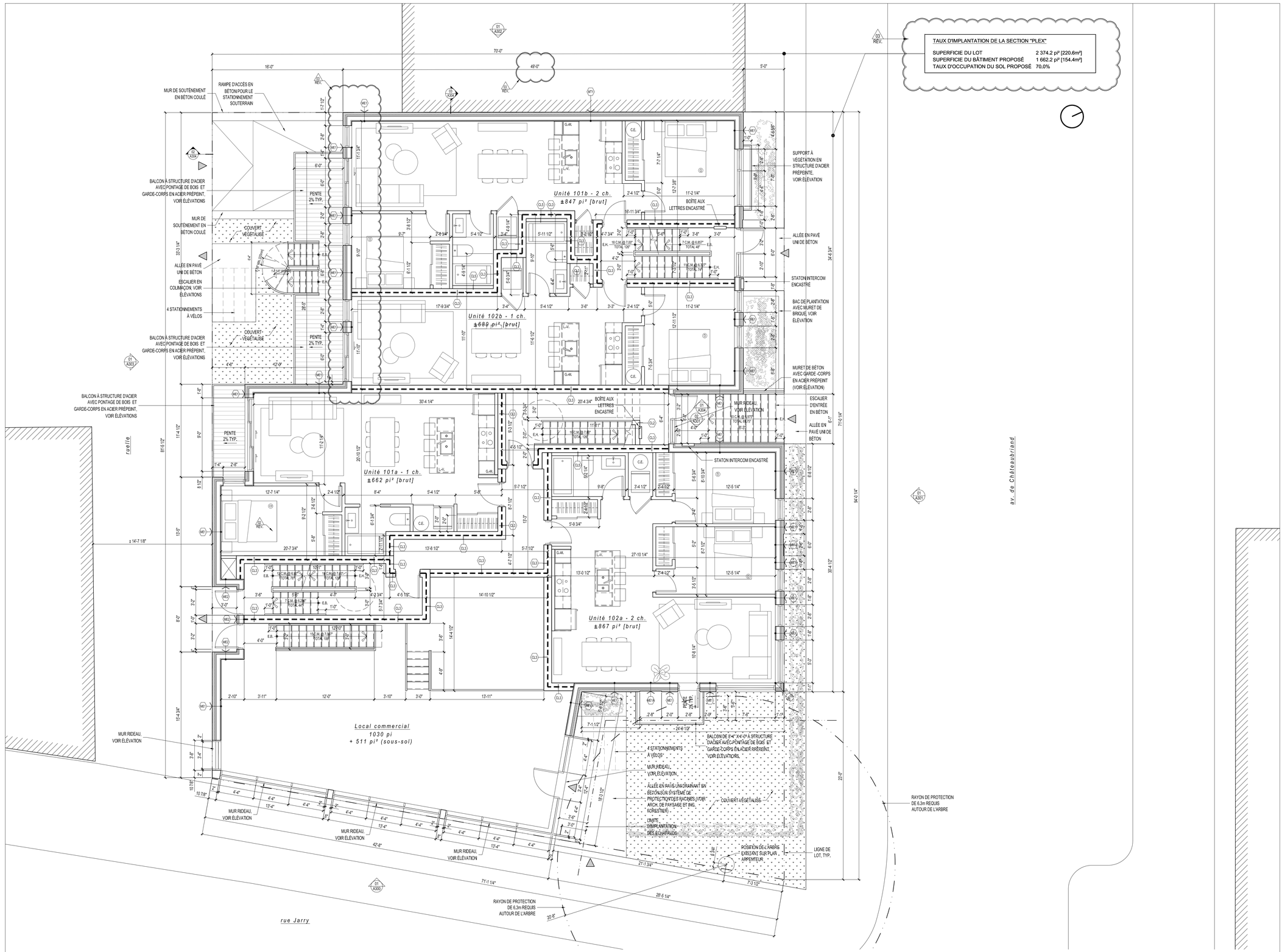
NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
PLAN DE CONSTRUCTION
DU SOUS-SOL

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A100
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	



calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

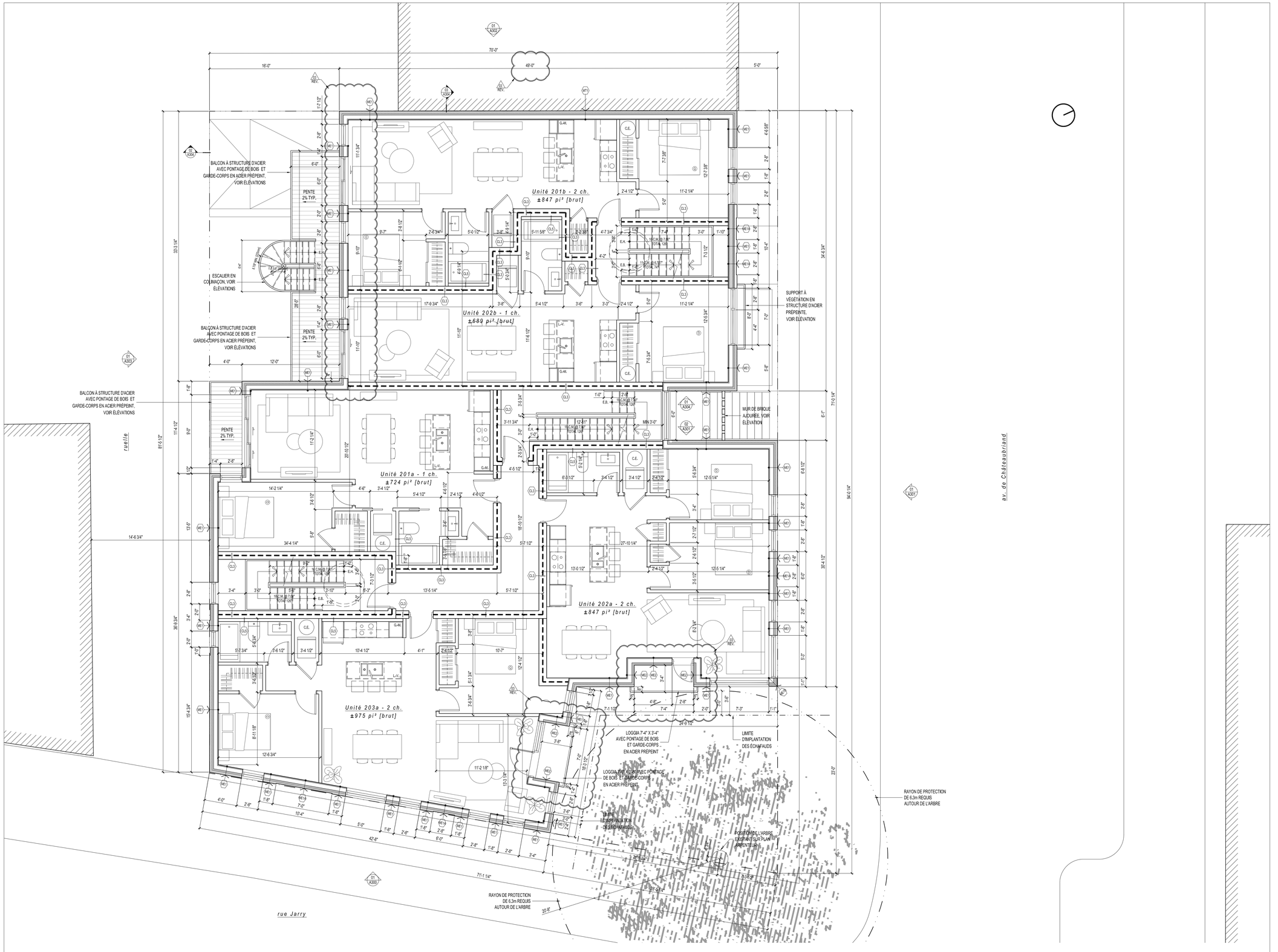
NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
PLAN DE CONSTRUCTION
DU REZ-DE-CHAUSSÉE

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A101
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	



calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

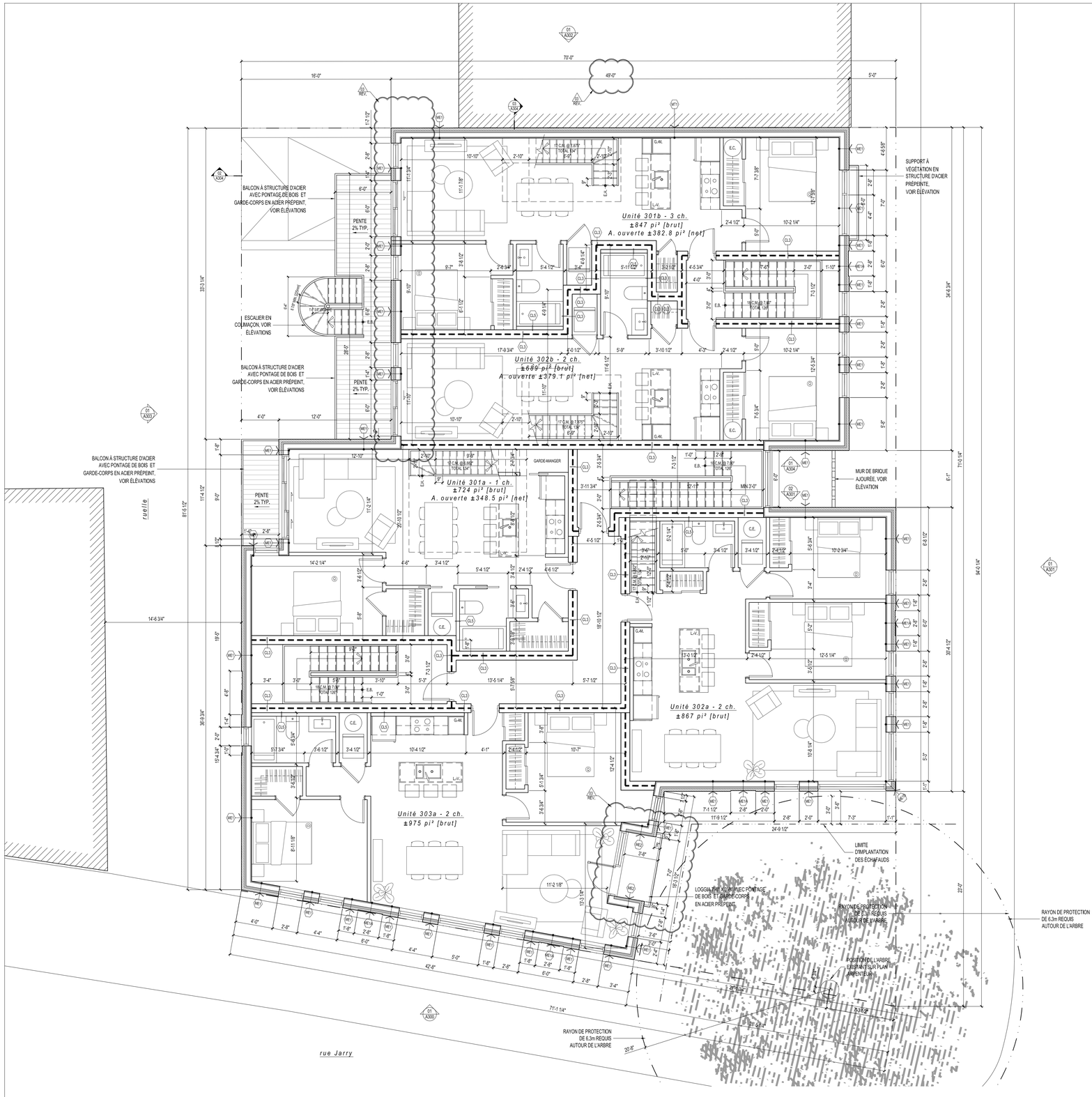
NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
PLAN DE CONSTRUCTION
DU 2e ÉTAGE

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A102
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	



PLAN DE CONSTRUCTION DU 3e ÉTAGE
ÉCHELLE: 3/16" = 1'-0" (1 / A103)

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

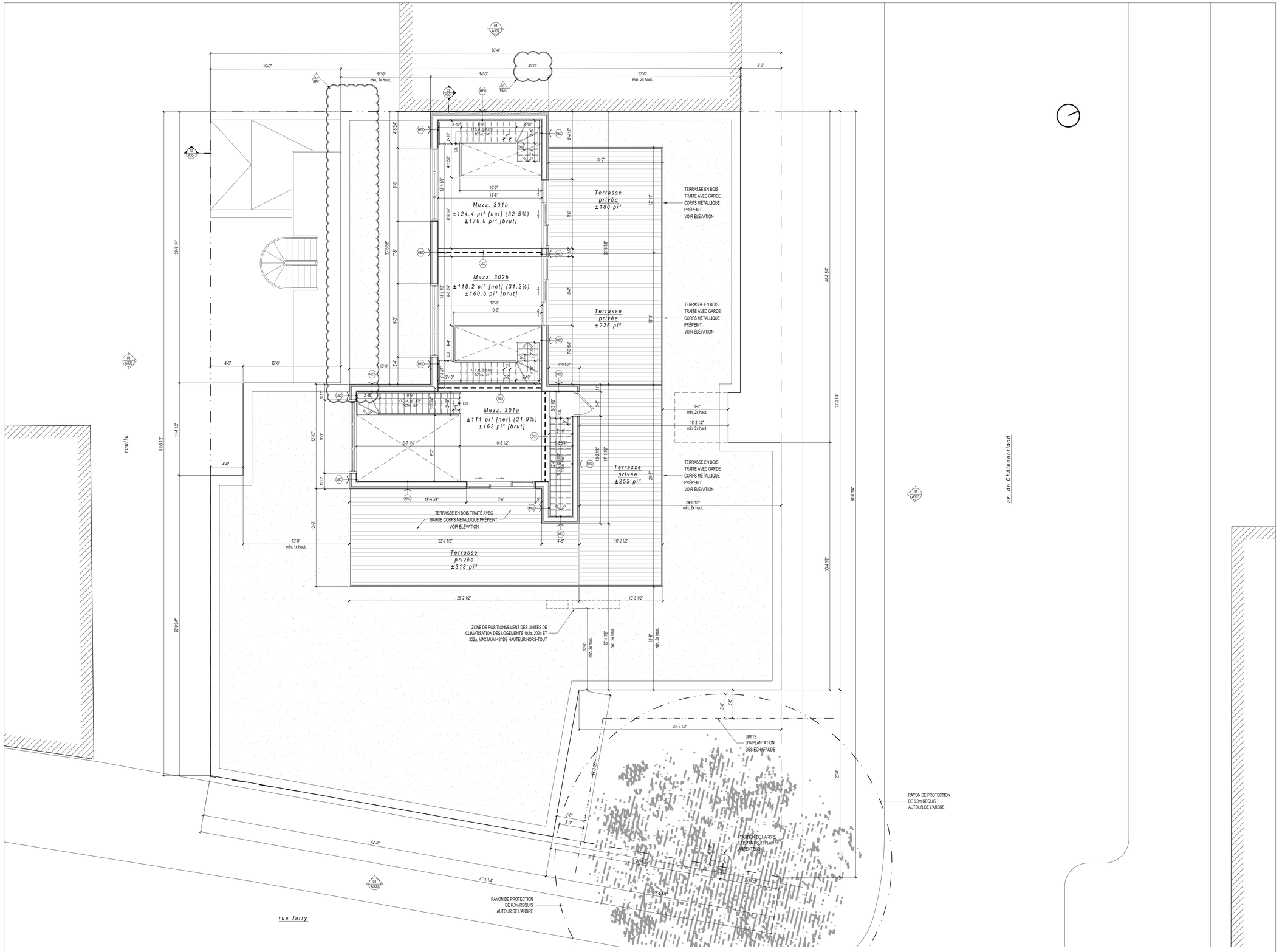
NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE ÉMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
PLAN DE CONSTRUCTION
DU 3e ÉTAGE

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A103
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	



PLAN DE CONSTRUCTION DE LA MEZZANINE 1/A104
ÉCHELLE: 3/16" = 1'-0"

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato Itée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
PLAN DE CONSTRUCTION
DE LA MEZZANINE

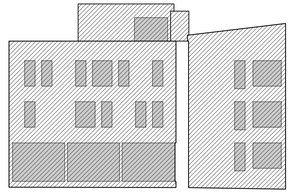
DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A104
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	

LÉGENDES DES FINIS EXTÉRIEURS

BR1	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE CIE : BRAMPTON MODÈLE : EXECUTIVE BLEND FORMAT : MODULAIRE MÉTRIQUE MORTIER : À VENIR, AGENCER AVEC LA COULEUR DE LA BRIQUE APPAREILLAGE: EN PANNERESSE (VOIR LES ÉLÉVATIONS)	BE1	REVÊTEMENT DE BÉTON FONDATION DE BÉTON EXPOSÉE	RM3	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE ALUMINIUM CAL. 18 PLIÉ SUR CONTREPLAQUÉ TRAITÉ DE COULEUR QC-16068 NOIR TEL QUE MUR-RIDEAU
BR2	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE TEL QUE BR2 MAIS AVEC JOINTS HORIZONTAUX CREUX	RM1	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE À JOINTS FERMÉS D'ALUPLANK 1.8mm D'ÉPAISSEUR AVEC TEXTURE LISSE DE QC-16068 NOIR	RM4	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE REVÊTEMENT D'ALUMINIUM PP-400 PANFAB **PLAQUE** PAR PANFAB COULEUR : BEIGE QC 16074
		RM2	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE GARDE-CORPS PLAQUES D'ACIER 1/8" D'ÉPAISSEUR PRÉPEINTES SOUDÉES COULEUR QC-16068 NOIR	SO1	SOUS D'ALUMINIUM SOUS D'ALUMINIUM CAL. 22 OULEUR QC-16068 NOIR

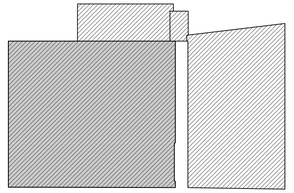
03 REV.

NOTES GÉNÉRALES FINIS EXTÉRIEURS:
- À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES FENÊTRES, PORTES ET CADRES SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068
- À MOINS DINDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES MOULURATIONS ET SOUINS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068



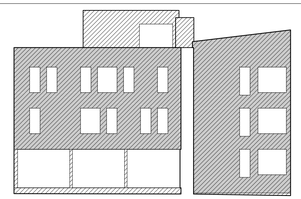
SUPERFICIE FAÇADE: 2,881.6 pi²
SUPERFICIE OUVERTURES: 865.7 pi²
% OUVERTURES: 30,3 %

% D'OUVERTURES EN FAÇADE - RUE JARRY 5 A300
ÉCHELLE: N/A



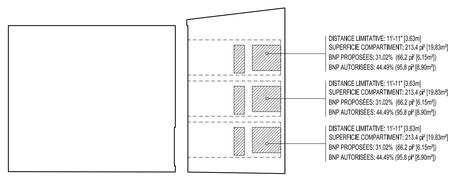
SUPERFICIE FAÇADE: 2,881.6 pi²
SUPERFICIE FAÇADE À ALIGNEMENT : 1,592.1 pi²
% FAÇADE À ALIGNEMENT: 55,6 %

% D'ALIGNEMENT DE FAÇADE - RUE JARRY 3 A300
ÉCHELLE: N/A

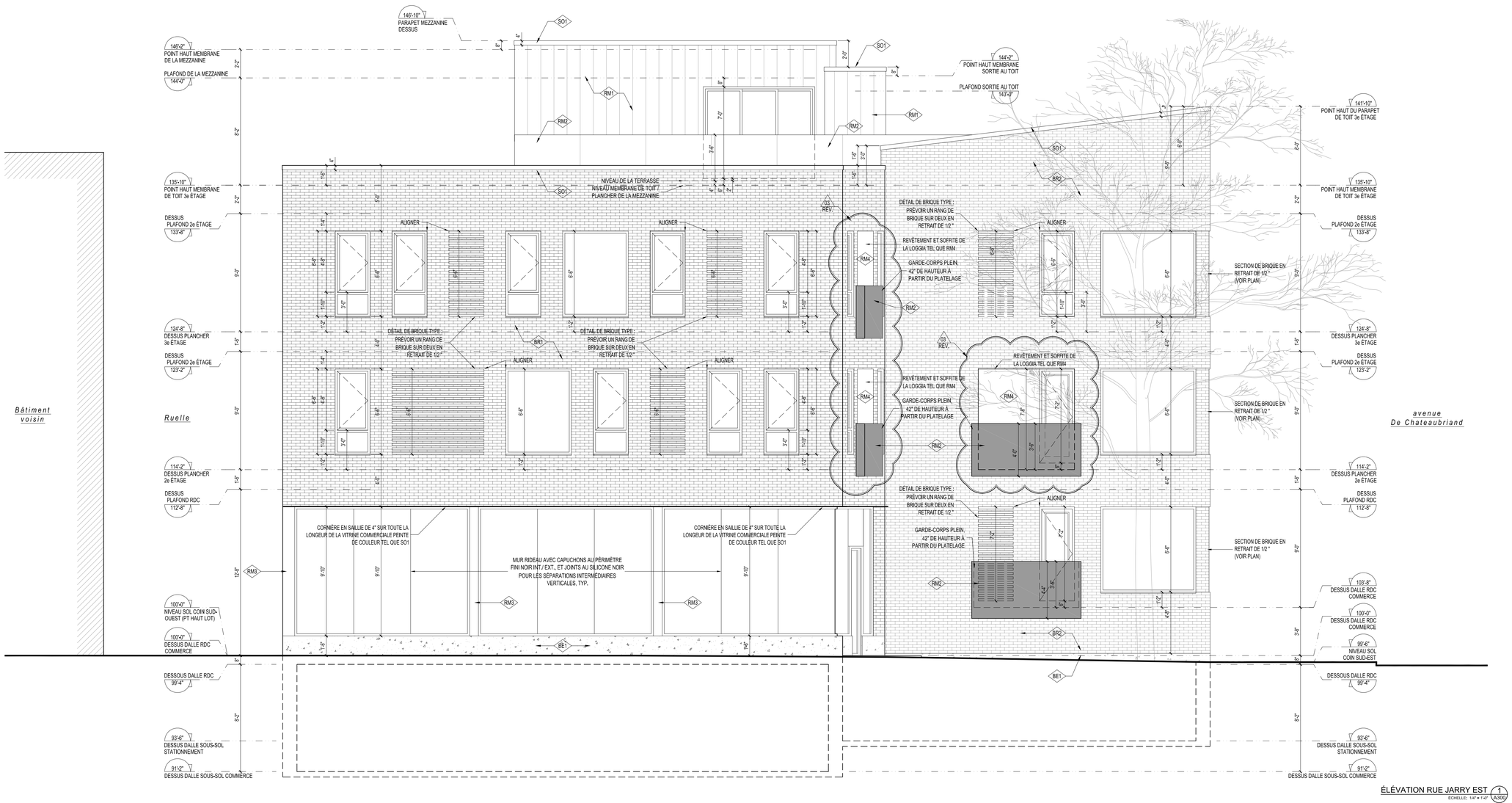


SUPERFICIE FAÇADE SANS OUVERTURE: 1,995.9 pi²
SUPERFICIE MAÇONNERIE: 1,686.2 pi²
% MAÇONNERIE: 64,5 %

% DE MAÇONNERIE EN FAÇADE - RUE JARRY 4 A300
ÉCHELLE: N/A



FAÇADE DE RAYONNEMENT - RUE JARRY 2 A300
ÉCHELLE: N/A



ÉLÉVATION RUE JARRY EST 1 A300
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
n° 3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - REV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - REV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - REV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements G. D'Amato Itée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
ÉLÉVATION
RUE JARRY EST

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A300
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	

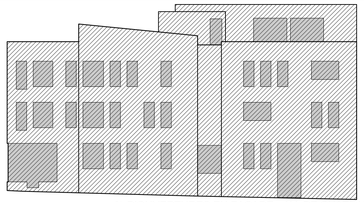
LÉGENDES DES FINIS EXTÉRIEURS

BR1	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE CIE : BRAMPTON MODÈLE : EXECUTIVE BLEND FORMAT : MODULAIRE MÉTRIQUE MORTIER : À VENIR, AGENCER AVEC LA COULEUR DE LA BRIQUE APPAREILLAGE: EN PANNERESSE (VOIR LES ÉLÉVATIONS)	BE1	REVÊTEMENT DE BÉTON FONDATION DE BÉTON EXPOSÉE	RM3	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE ALUMINIUM CAL. 18 PLIÉ SUR CONTREPLAQUÉ TRAITÉ DE COULEUR QC-16068 NOIR TEL QUE MUR-RIDEAU
BR2	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE TEL QUE BR2 MAIS AVEC JOINTS HORIZONTAUX CREUX	RM1	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE À JOINTS FERMÉS D'ALUPLANK, 1.8mm D'ÉPAISSEUR AVEC TEXTURE LISSE DE QC-16068 NOIR	RM4	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE REVÊTEMENT D'ALUMINIUM PP-400 PANFAB **PLAQUE** PAR PANFAB COULEUR : BEIGE QC 16074
		RM2	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE GARDE-CORPS PLAQUES D'ACIER 1/8" D'ÉPAISSEUR PRÉPEINTES SOUDÉES COULEUR QC-16068 NOIR	SO1	SOUS D'ALUMINIUM SOUS D'ALUMINIUM CAL. 22 OULEUR QC-16068 NOIR

03 REV.

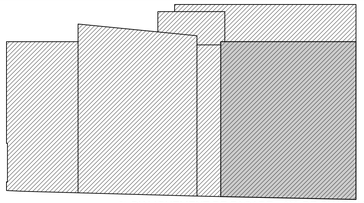
NOTES GÉNÉRALES FINIS EXTÉRIEURS:
- À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES FENÊTRES, PORTES ET CADRES SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068
- À MOINS DINDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES MOULURATIONS ET SOLINS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068

SUPERFICIE FAÇADE: 4,052.0 pi²
SUPERFICIE OUVERTURES: 991.5 pi²
% OUVERTURES: 24,5 %



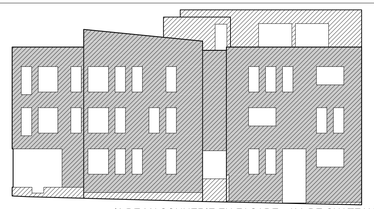
% D'OUVERTURES EN FAÇADE - AV. DE CHATEAUBRIAND 5 A301
ÉCHELLE: N/A

SUPERFICIE FAÇADE: 4,052.0 pi²
SUPERFICIE FAÇADE À ALIGNEMENT : 1,381.1 pi²
% FAÇADE À ALIGNEMENT: 34,1 %



% D'ALIGNEMENT DE FAÇADE - AV. DE CHATEAUBRIAND 3 A301
ÉCHELLE: N/A

SUPERFICIE FAÇADE SANS OUVERTURE: 3,060.5 pi²
SUPERFICIE MAÇONNERIE: 2,570.3 pi²
% MAÇONNERIE: 84,0 %

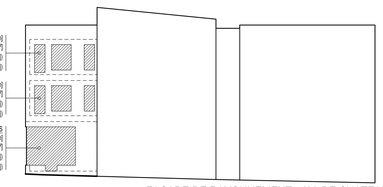


% DE MAÇONNERIE EN FAÇADE - AV. DE CHATEAUBRIAND 4 A301
ÉCHELLE: N/A

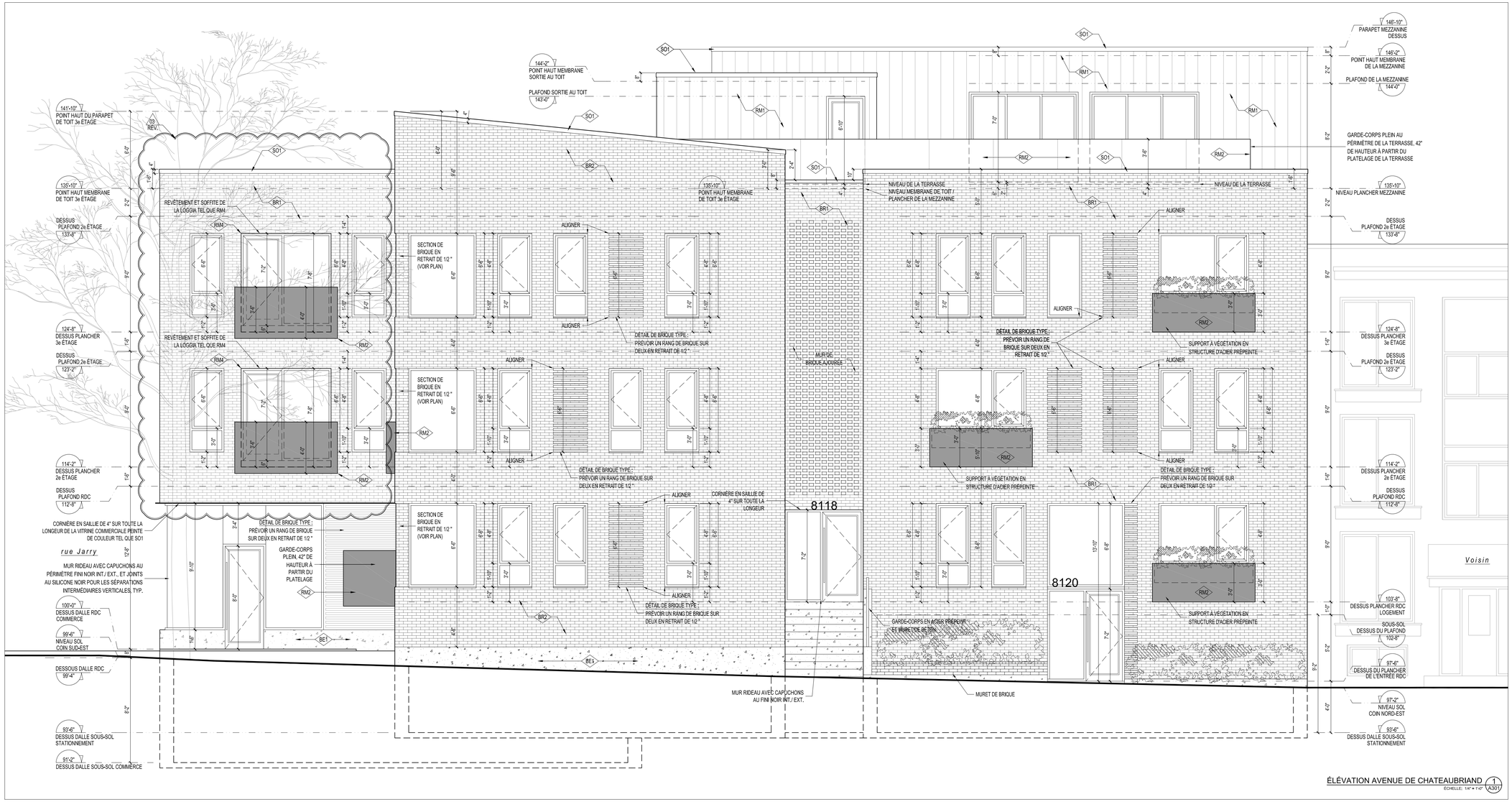
DISTANCE LIMITATIVE: 11'-11" [3.63m]
SUPERFICIE COMPARTIMENT: 154.9 pi² [14.39m²]
BNP PROPOSÉES: 44.48% (68.9 pi² [6.40m²])
BNP AUTORISÉES: 55.90% (59.0 pi² [5.48m²])

DISTANCE LIMITATIVE: 11'-11" [3.63m]
SUPERFICIE COMPARTIMENT: 154.9 pi² [14.39m²]
BNP PROPOSÉES: 44.48% (68.9 pi² [6.40m²])
BNP AUTORISÉES: 55.90% (59.0 pi² [5.48m²])

* AVEC GICLEURS
DISTANCE LIMITATIVE: 13'-10" [4.22m]
SUPERFICIE COMPARTIMENT: 227.6 pi² [21.14m²]
BNP PROPOSÉES: 55.98% (127.4 pi² [11.84m²])
BNP AUTORISÉES: 58.46% (133.1 pi² [12.37m²])



FAÇADE DE RAYONNEMENT - AV. DE CHATEAUBRIAND 2 A301
ÉCHELLE: N/A



ÉLÉVATION AVENUE DE CHATEAUBRIAND 1 A301
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

01 REV.

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
n° 3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
ÉLÉVATION
AVENUE DE CHATEAUBRIAND

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A301
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	

LÉGENDES DES FINIS EXTÉRIEURS

BR1 — REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE
CIE : BRAMPTON
MODÈLE : EXECUTIVE BLEND
FORMAT : MODULAIRE MÉTRIQUE
MORTIER : À VENIR, AGENCER AVEC LA COULEUR DE LA BRIQUE
APPAREILLAGE: EN PANNERESSE (VOIR LES ÉLÉVATIONS)

BR2 — REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE
TEL QUE BR2 MAIS AVEC JOINTS HORIZONTAUX CREUX

BE1 — REVÊTEMENT DE BÉTON
FONDATION DE BÉTON EXPOSÉE

RM1 — REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
REVÊTEMENT MÉTALLIQUE À JOINTS FERMÉS D'ALUPLANK 1.8mm D'ÉPAISSEUR AVEC TEXTURE LISSE DE QC-16068 NOIR

RM2 — REVÊTEMENT MÉTALLIQUE GARDE-CORPS
PLAQUES D'ACIER 1/8" D'ÉPAISSEUR PRÉPEINTES SOUDÉES COULEUR QC-16068 NOIR

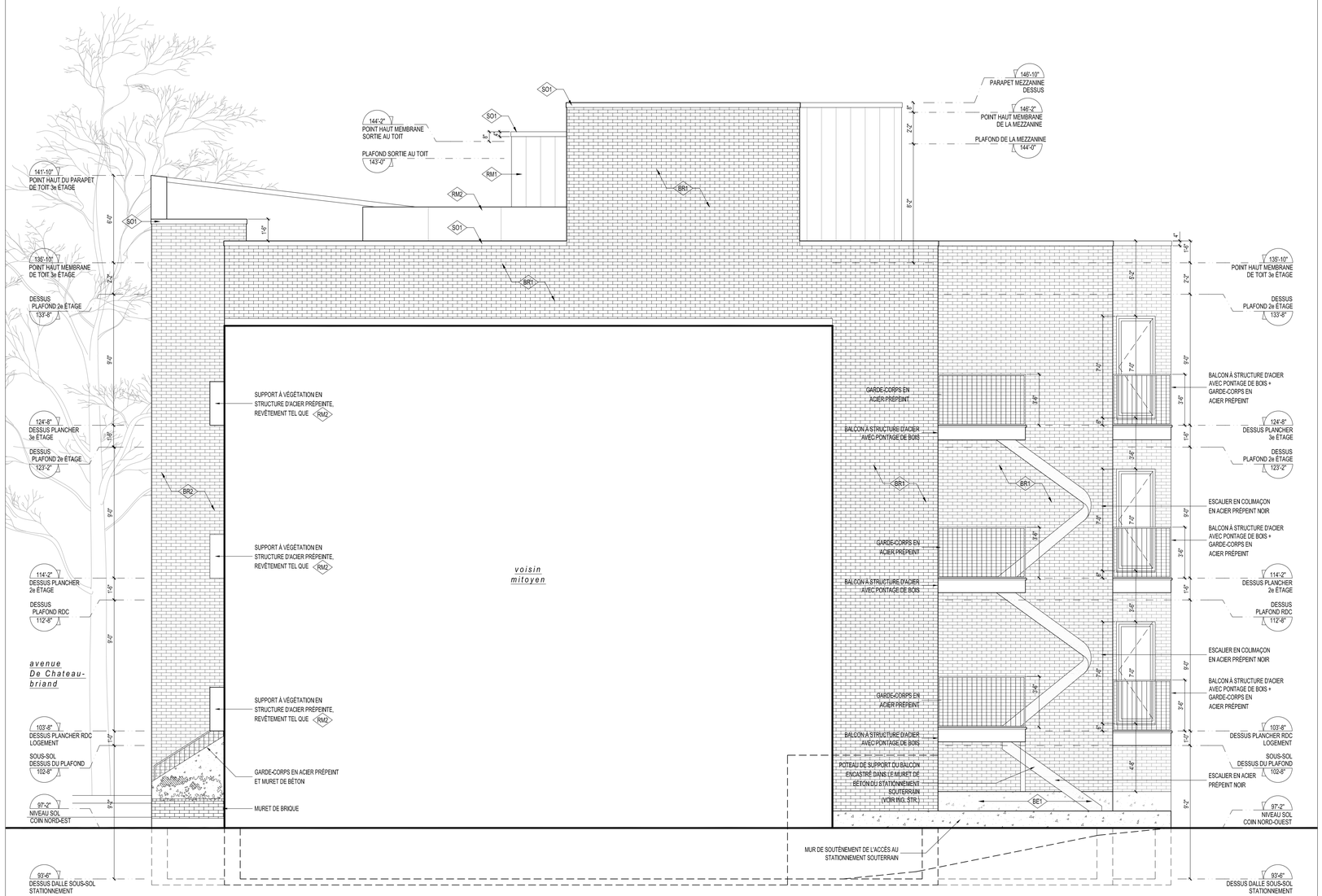
RM3 — REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
ALUMINIUM CAL. 18 PLIÉ SUR CONTREPLAQUÉ
TRAITÉ DE COULEUR QC-16068 NOIR TEL QUE MUR-RIDEAU

RM4 — REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
REVÊTEMENT D'ALUMINIUM PP-400 PANFAB
PLAQUE PAR PANFAB
COULEUR : BEIGE QC 16074

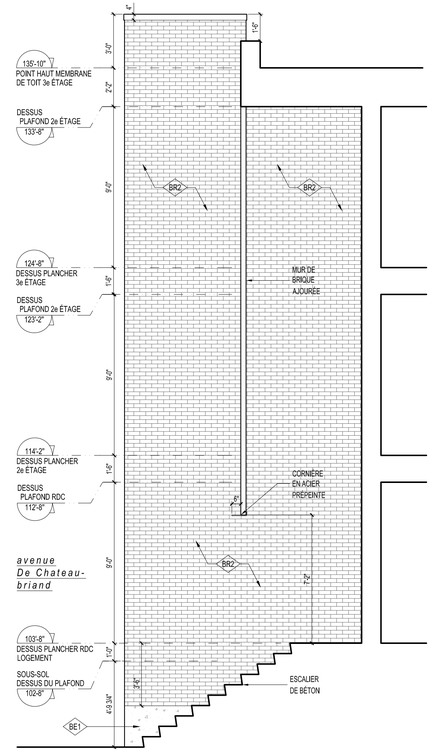
03 REV.

SO1 — SOLIN D'ALUMINIUM
SOLIN D'ALUMINIUM CAL. 22
OULEUR QC-16068 NOIR

NOTES GÉNÉRALES FINIS EXTÉRIEURS:
- À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES FENÊTRES, PORTES ET CADRES SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068
- À MOINS DINDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES MOULURATIONS ET SOLINS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068



ÉLÉVATION AVEC BÂTIMENT VOISIN MITOYEN 1 A302
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



ÉLÉVATION INTÉRIEURE ENTRÉE 2 A302
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato Itée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

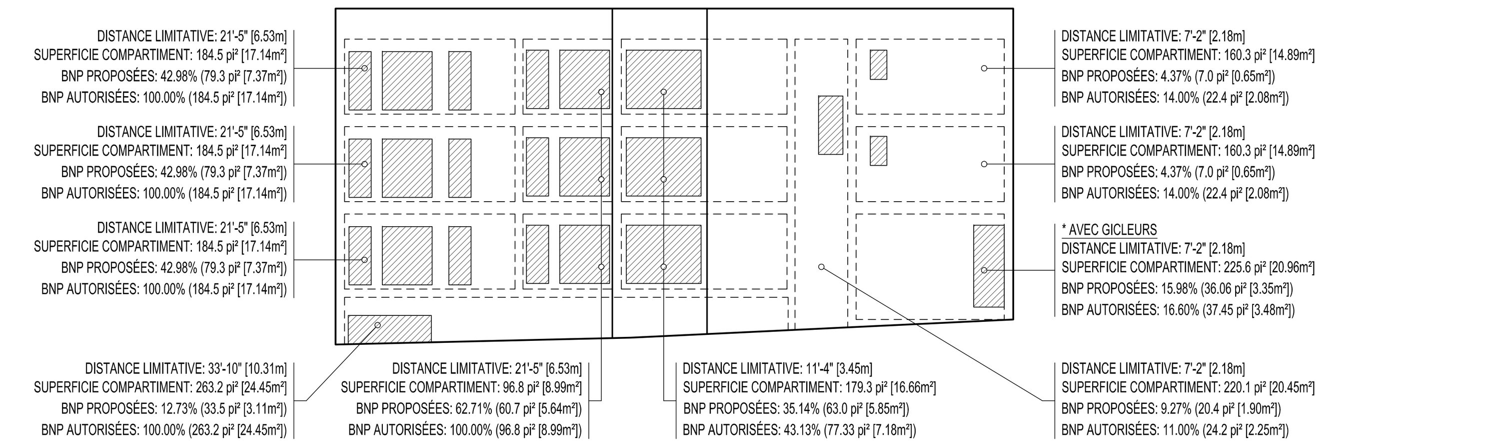
DESSIN:
ÉLÉVATION AVEC
BÂTIMENT VOISIN MITOYEN

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A302
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	

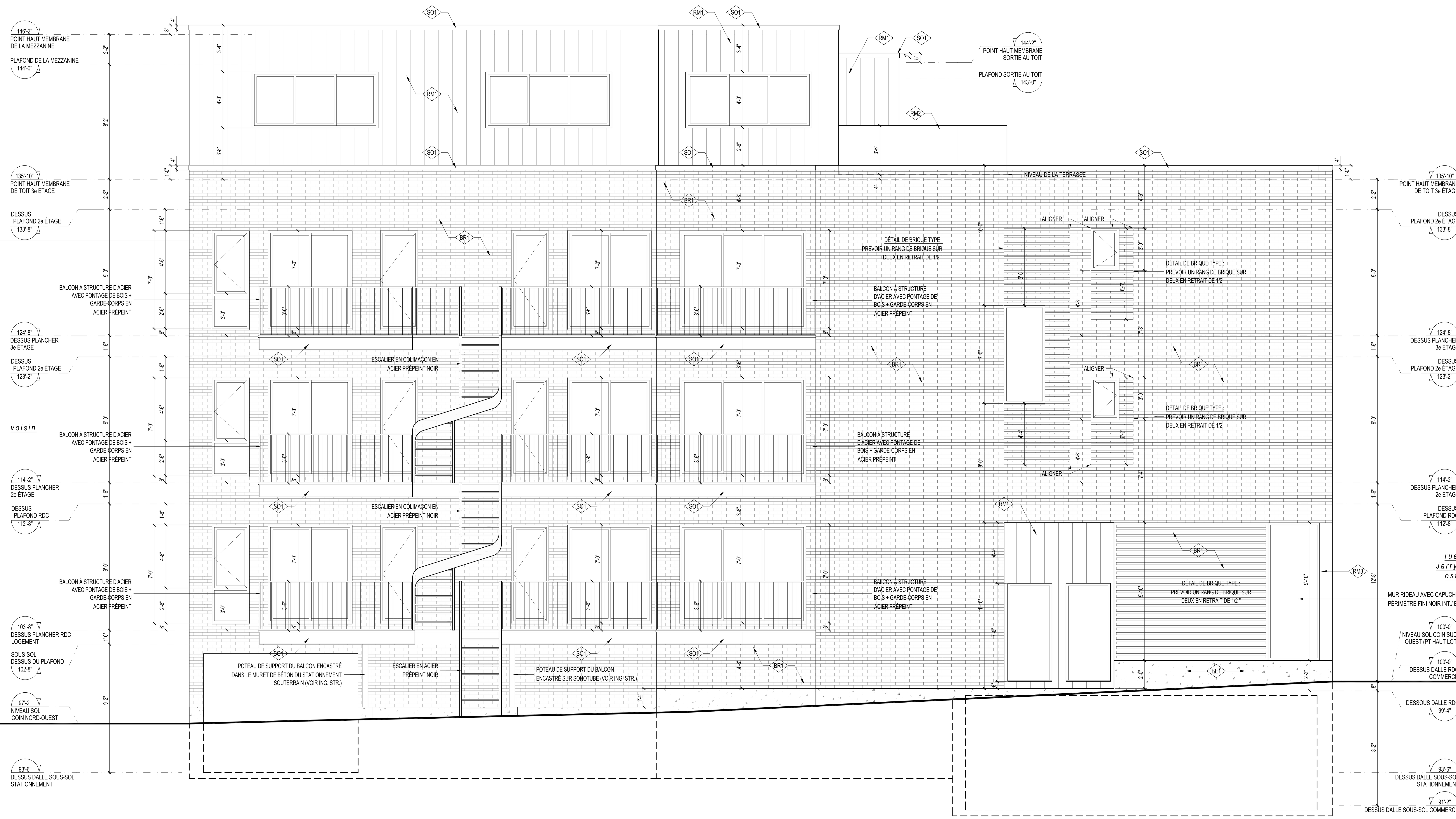
LÉGENDES DES FINIS EXTÉRIEURS

BR1	REVÊTEMENT DE MACONNERIE CIE : BRAMPTON MODÈLE : EXECUTIVE BLEND FORMAT : MODULAIRE MÉTRIQUE MORTIER : À VENIR, AGENCER AVEC LA COULEUR DE LA BRIQUE APPAREILLAGE: EN PANNERESSE (VOIR LES ÉLÉVATIONS)	
BR2	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE TEL QUE BR2 MAIS AVEC JOINTS HORIZONTAUX CREUX	
BE1	REVÊTEMENT DE BÉTON FONDATION DE BÉTON EXPOSÉE	
RM1	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE À JOINTS FERMÉS D'ALUPLANK 1.8mm D'ÉPAISSEUR AVEC TEXTURE LISSE DE QC-16068 NOIR	
RM2	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE GARDE-CORPS PLAQUES D'ACIER 1/8" D'ÉPAISSEUR PRÉPEINTES SOUDÉES COULEUR QC-16068 NOIR	
RM3	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE ALUMINIUM CAL. 18 PLIÉ SUR CONTREPLAQUÉ TRAITÉ DE COULEUR QC-16068 NOIR TEL QUE MUR-RIDEAU	
RM4	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE REVÊTEMENT D'ALUMINIUM PP-400 PANFAB **PLAQUE** PAR PANFAB COULEUR : BEIGE QC 16074	03 RÉV.
SO1	SOLIN D'ALUMINIUM SOLIN D'ALUMINIUM CAL. 22 OULEUR QC-16068 NOIR	

NOTES GÉNÉRALES FINIS EXTÉRIEURS:
-À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES FENÊTRES, PORTES ET CADRES SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068
- À MOINS DINCATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES MOULURATIONS ET SOLINS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068



FAÇADE DE RAYONNEMENT - ÉLÉVATION RUELLE 2
ÉCHELLE: N/A A303



ÉLÉVATION RUELLE 1
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0" A303

calce architecture workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:
Ordre des architectes du Québec
A 3986
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

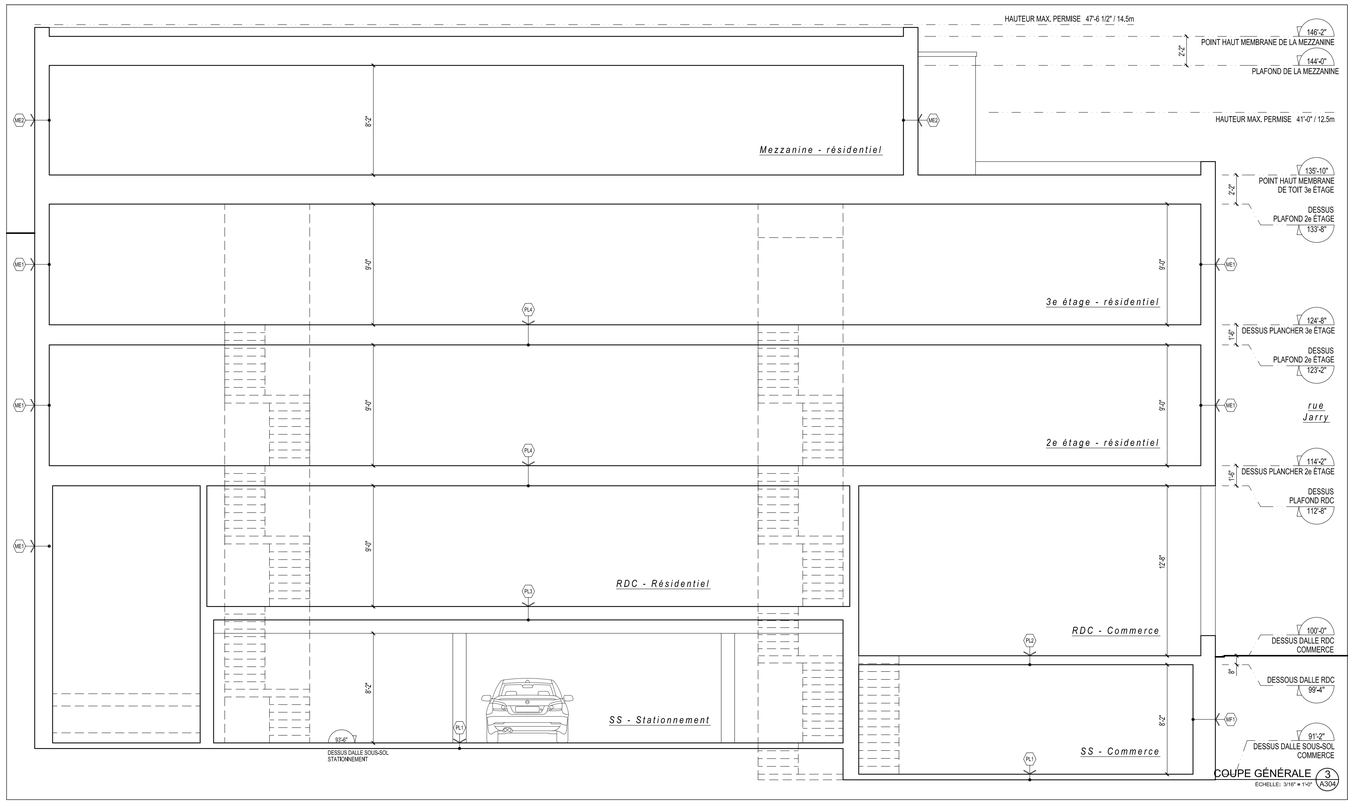
NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - RÉV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

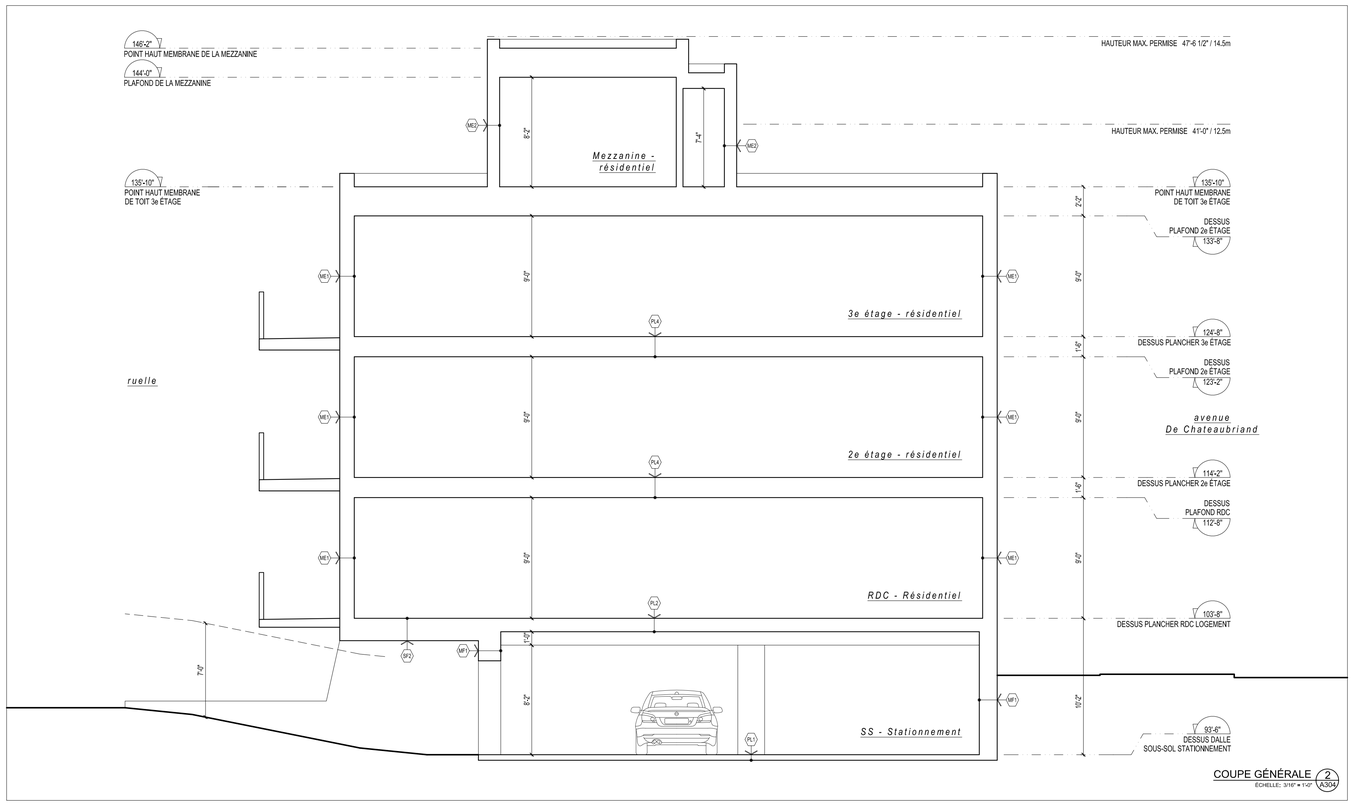
CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
ÉLÉVATION
À PARTIR DE LA RUELLE

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A303
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	



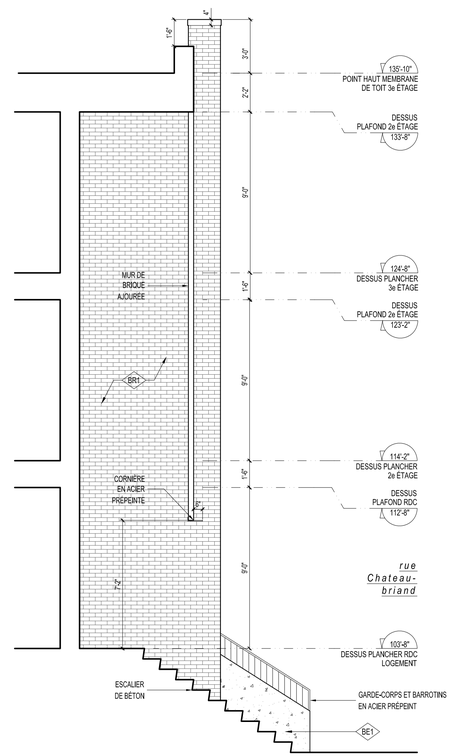


LÉGENDES DES FINIS EXTÉRIEURS

BR1	REVÊTEMENT DE MACONNERIE CIE : BRAMPTON MODÈLE : EXECUTIVE BLEND FORMAT : MODULAIRE MÉTRIQUE MORTIER : À VENIR, AGENCER AVEC LA COULEUR DE LA BRIQUE APPAREILLAGE: EN PANNERESSE (VOIR LES ÉLÉVATIONS)	BE1	REVÊTEMENT DE BÉTON FONDATION DE BÉTON EXPOSÉE	RM3	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE ALUMINUM CAL. 18 PLIÉ SUR CONTREPLAQUÉ TRAITÉ DE COULEUR QC-16068 NOIR TEL QUE MUR-RIDEAU
		RM1	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE À JOINTS FERMÉS D'ALUPLANK, 1.8mm D'ÉPAISSEUR AVEC TEXTURE LISSE DE QC-16068 NOIR	RM4	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE REVÊTEMENT D'ALUMINUM PP-400 PANFAB **PLAQUE** PAR PANFAB COULEUR : BEIGE QC 16074
BR2	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE TEL QUE BR2 MAIS AVEC JOINTS HORIZONTAUX CREUX	RM2	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE GARDE-CORPS PLAQUES D'ACIER 1/8" D'ÉPAISSEUR PRÉPEINTES SOUDÉES COULEUR QC-16068 NOIR	SO1	SOLIN D'ALUMINIUM SOLIN D'ALUMINIUM CAL. 22 OULEUR QC-16068 NOIR

03 REV.

NOTES GÉNÉRALES FINIS EXTÉRIEURS:
- À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES FENÊTRES, PORTES ET CADRES SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068
- À MOINS DINCATION CONTRAIRE SUR LES PLANS ET ÉLÉVATIONS, TOUTES LES MOULLURATIONS ET SOLINS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR NOIR TEL QUE QC-16068



ÉLÉVATION RUELLE 1 A304
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
n° 3956
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - REV. 03		2019-07-05
02	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - REV. 02		2019-05-03
01	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU - REV. 01		2019-03-27
00	ÉMIS POUR PERMIS ET CCU		2019-02-26

CLIENT:
Les Placements
G. D'Amato ltée
222 AVENUE HAMELIN
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2B 2E6

PROJET:
8100-8120
AV. DE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
COUPES GÉNÉRALES
ET ÉLÉVATION

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
J-M.L.	2019-07-05
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A304
FICHIER: mca-1818_8100-8120 Chateaubriand	

8100-8120 Chateaubriand / Jarry

Demande de permis et CCU
Révision 3
2019-07-05



Informations générales

Adresses actuelles :
8100-8120 rue Châteaubriand
au coin de la rue Jarry

Numéro de lot :
3 455 672

Numéro et nom de projet :
mca-1818 / Jarry II

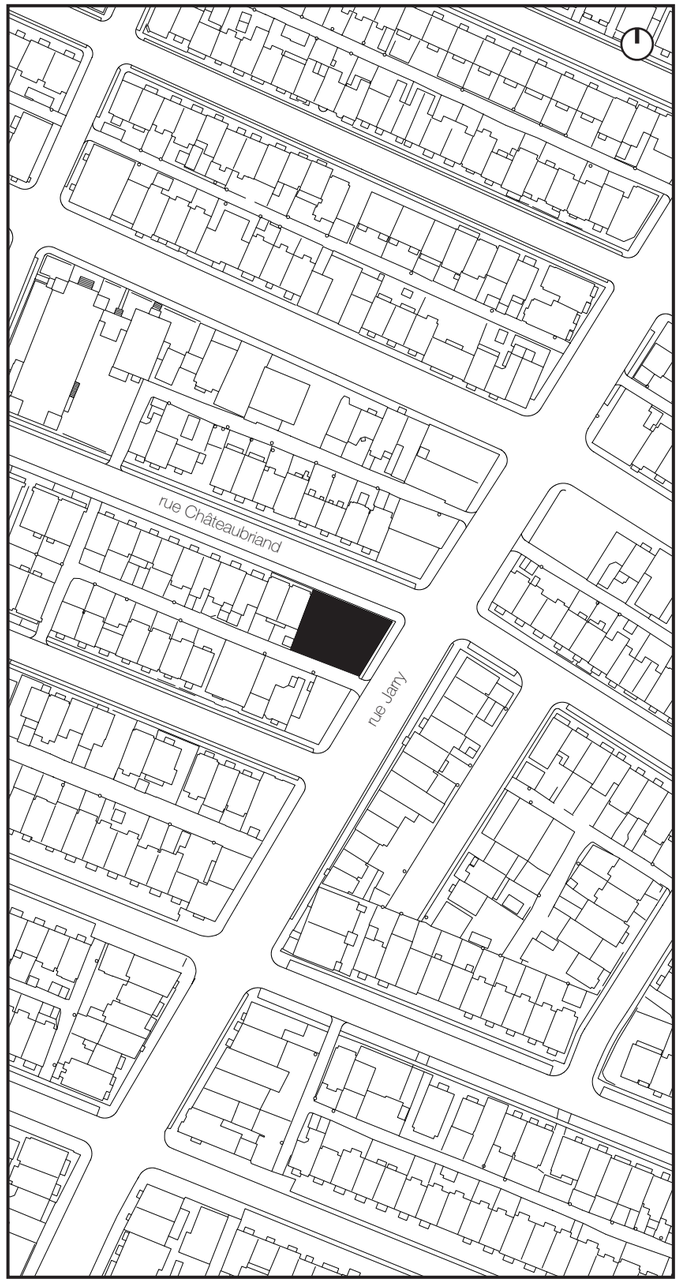
Client :
Les Placements G. D'Amato ltée
222 av. Hamelin
Montréal, Québec, H2B 2E6

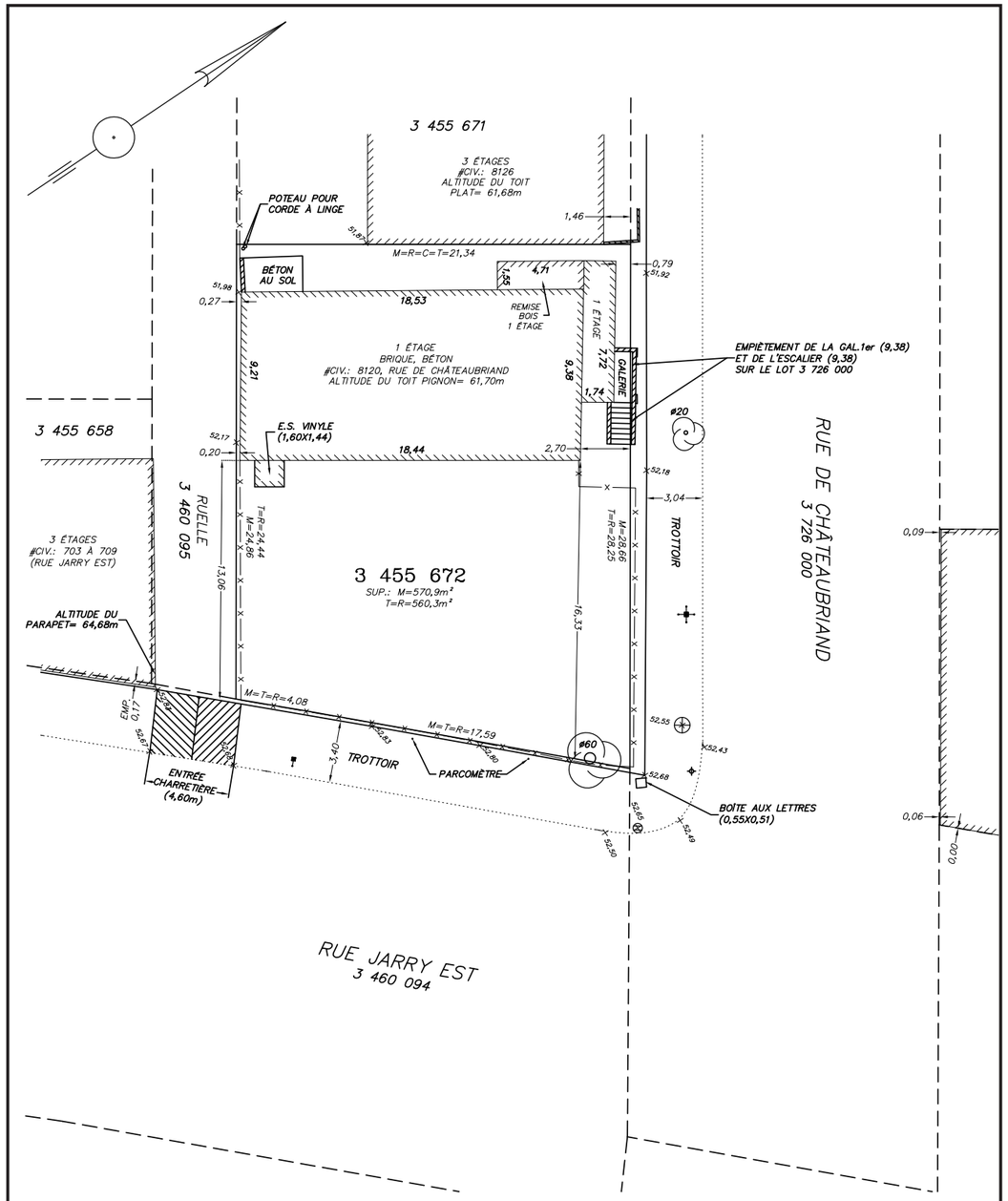
Descriptif du projet :
Requalification du lot de coin avec la construction d'un nouveau bâtiment à usage mixte de 3 étages + mezzanine avec rez-de-chaussée commercial donnant sur la rue Jarry et stationnement souterrain.

Demande à la ville :
Demande de permis.

Table des matières :

A0 - Page de garde
A1 - Informations et extrait du certificat de localisation
A2 - Site existant
A3 - Bâtiments voisins
A4 - Environnement urbain immédiat
A5 - Analyse urbaine (hauteurs de bâtiment et taux d'occupation)
A6 - Analyse urbaine (bâtiments de coin et alignements)
A7 - Analyse urbaine (hauteurs et usages des rez-de-chaussée)
A8 - Schémas de conception
A11 - Volumétrie finale
A12 - Étude d'ensoleillement
A15 - Perspectives







1. Site existant vu à partir de l'avenue Châteaubriand vers le sud-ouest



2. Site existant vu à partir de l'avenue Châteaubriand vers le nord-ouest



3. Arbre existant sur le coin du terrain à l'angle de Jarry et Châteaubriand



4. Site existant vu à partir de la ruelle vers le nord-est



5. Site existant vu à partir de la ruelle vers le sud-est



6. Site existant vu à partir de la rue Jarry vers le nord

Le lot existant est actuellement vacant et est situé à l'intersection nord-ouest de la rue Jarry, grande artère de circulation à usages mixtes, et de l'avenue de Châteaubriand, à caractère exclusivement résidentiel. Le site est ainsi bordé par la rue Jarry au sud, un bâtiment résidentiel mitoyen au nord, l'avenue de Châteaubriand à l'est et une ruelle à l'ouest. Le site était auparavant occupé par un petit bâtiment à toit à deux versants qui était utilisé comme lieu de culte. Ce bâtiment était autrefois situé dans la partie nord du lot alors que la partie sud du site, longeant la rue Jarry, a toujours été une zone vacante et clôturée. Dans cette zone et tout près au coin sud-est du lot se trouve un arbre mature surplombant les deux voies publiques bordant le site.





1. Voisin immédiat au nord sur l'avenue Châteaubriand (élévation mitoyenne et façade avant)

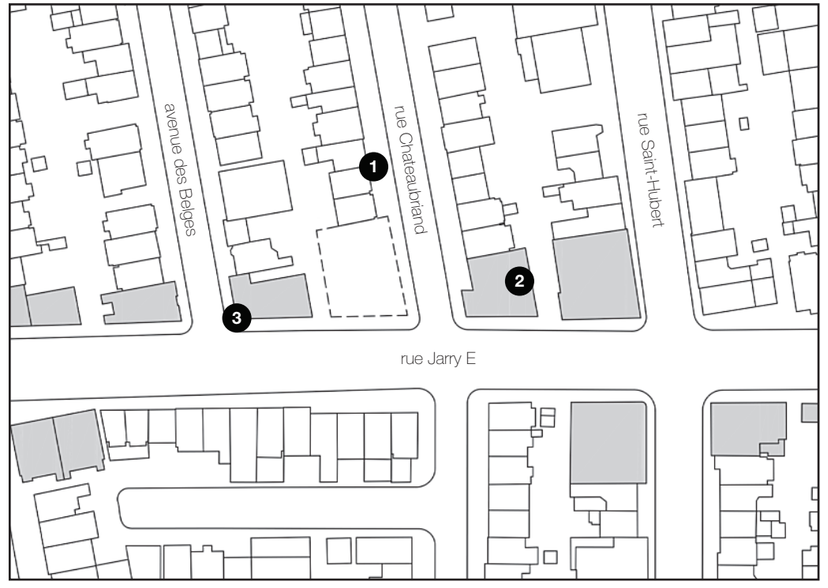


2. Voisin immédiatement en face au coin Jarry et Châteaubriand projet en cours de conception par Calce architecture workshop





3. Voisin immédiat à l'ouest sur la rue Jarry (façade avant et élévation mitoyenne sur ruelle)



Plan de localisation



1. Environnement urbain sur la rue Jarry, vu vers l'est



2. Environnement urbain sur la rue Jarry, vu vers l'ouest



3. Environnement urbain avenue Châteaubriand, côté ouest adjacent au site



4. Environnement urbain sur l'avenue Châteaubriand côté est face au site



5. Environnement urbain sur la rue Jarry, côté sud face au site



Plan des hauteurs de bâtiment et des taux d'occupation

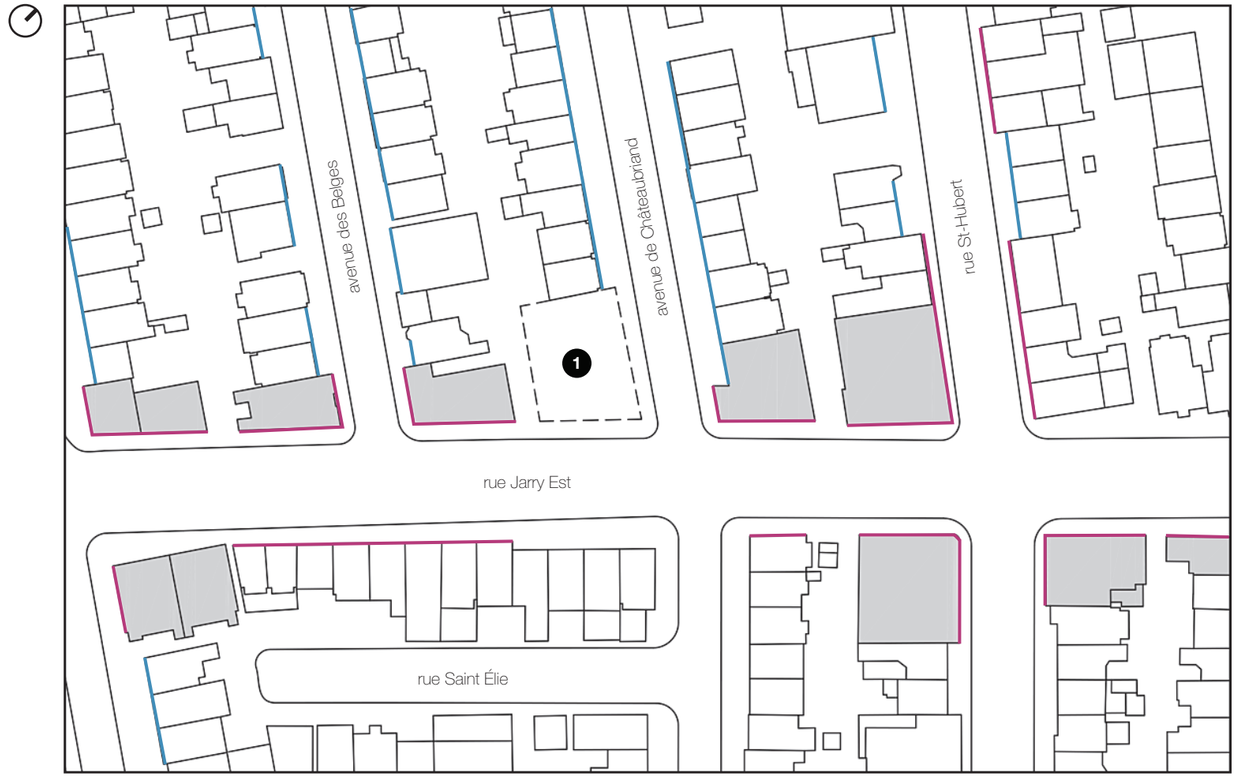
Légende graphique

Hauteur de bâtiment

- 1 étage
- 2 étages
- 3 étages
- Taux d'occupation de plus de 80%
- 1 Site du 8100 - 8120 avenue de Châteaubriand / Jarry

Dans le secteur du site, les hauteurs de bâtiments sont généralement de 2 à 3 étages, comme démontré dans les schémas ci-contre. Il est par ailleurs possible d'observer qu'un gabarit constant d'une hauteur de bâtiment de 3 étages, avec ou sans mezzanine, s'impose sur la rue Jarry et notamment du côté nord à proximité du site. Bien que l'avenue de Châteaubriand possède de son côté un gabarit typique de deux étages avec rez-de-chaussée surélevé, ce qui est également le cas des autres rues nord-sud adjacentes, il est possible de noter que, plus les bâtiments s'approchent de l'artère Jarry plus ils sont susceptibles de présenter 3 étages, comme en font foi les deux bâtiments immédiatement au nord du site.

Le secteur dans lequel s'inscrit le lot à l'étude comporte ainsi deux types de tissus urbains distincts. Le premier est à plus petite échelle, comme sur l'avenue de Châteaubriand, composé de petits lots de petite ou moyenne densité et un deuxième à une échelle urbaine, comme sur la rue Jarry, avec de plus grands lots plus densément construits. Il est à noter à cet effet que la majorité des bâtiments existants situés sur la rue Jarry possèdent un taux d'implantation de plus de 70% et se rapprochant même souvent d'une occupation se à 100% du lot.



Plan des bâtiments de coin et des alignements

Légende graphique

- Bâtiments de coin
- Alignement ‘0’
- Alignement avec recul
- 1 Site du 8100 - 8120 avenue de Châteaubriand / Jarry

La majorité des lots et bâtiments de coin du secteur présentent des caractéristiques similaires : lots de grandes dimensions occupant en général la moitié de la tête d’îlot; grande densité avec des bâtiments se rapprochant d’un taux d’implantation de 100% ; et gabarit urbain avec une hauteur de 3 étages, avec ou sans mezzanine. Par leur envergure, ces bâtiments ont une présence urbaine indéniable et structurante pour le tissu urbain, apportant ainsi une cohérence bâtie souhaitable pour une artère telle que la rue Jarry.

En ce qui a trait aux alignements de façades, on peut en remarquer deux différents types qui se rencontrent précisément sur le site présentement à l’étude et répondant chacun à la logique du tissu urbain auquel ils font référence. Ainsi l’avenue de Châteaubriand présente un alignement continu de ses façades en retrait du trottoir de ± 5’-0”, témoignant du caractère et de l’échelle de ce tissu urbain exclusivement résidentiel. Par ailleurs, il est possible de noter sur la rue Jarry que le front bâti est en général régulier et continu en alignement ‘0’, à l’image de l’échelle plus importante de cette artère et des bâtiments qui y sont situés de même que des usages mixtes qu’elle abrite.



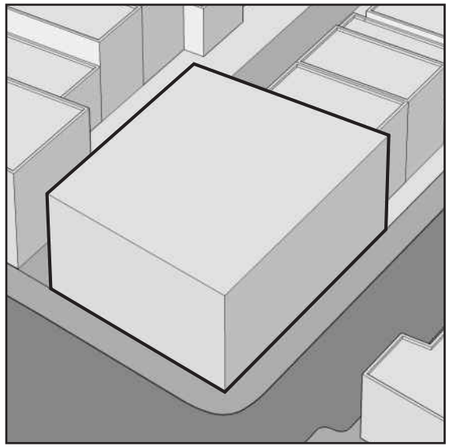
Plan des hauteurs et usages des rez-de-chaussée

Légende graphique

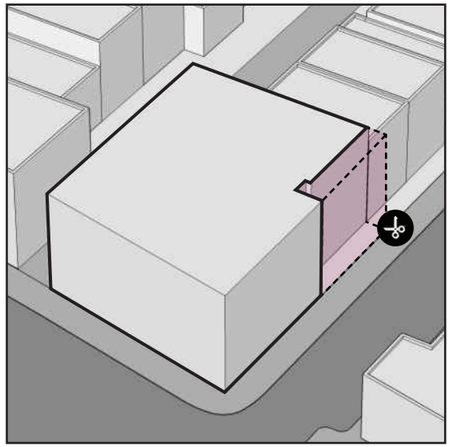
- Rez-de-chaussée au niveau de la rue
- Rez-de-chaussée surélevé
- Rez-de-chaussée commercial
- Rez-de-chaussée résidentiel
- 1 Site du 8100 - 8120 avenue de Châteaubriand / Jarry

Comme décrit ci-avant, la rue Jarry constitue une importante artère commerciale dans le secteur et naturellement la majorité des bâtiments qui s'y trouvent présentent un rez-de-chaussée dédié à cet usage. L'analyse de ces commerces permet également de constater qu'ils ont tous, pratiquement sans exception, un niveau de plancher situé directement au niveau du trottoir.

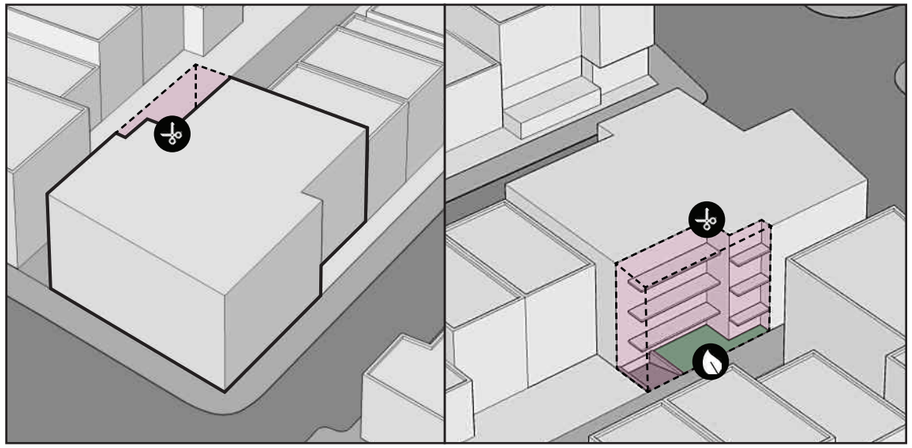
En parallèle, en raison de leur caractère résidentiel, les rues transversales nord-sud et plus précisément l'avenue de Châteaubriand répondent à l'approche opposée. En effet, les rez-de-chaussée donnant sur ces rues sont généralement surélevés de 3' à 5' par rapport au trottoir.



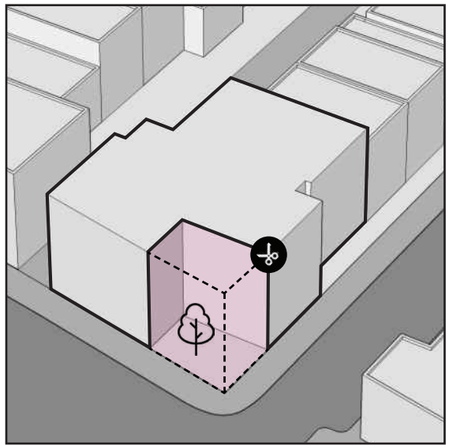
1. Volumétrie de base sans découpage



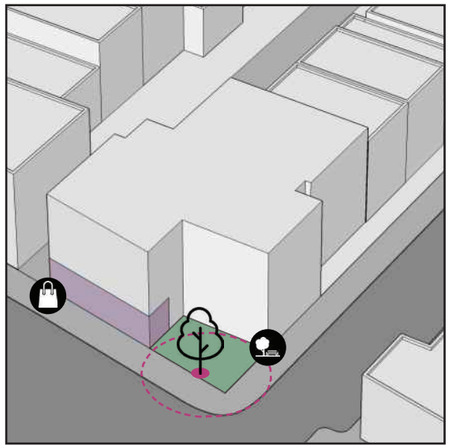
2. Alignement avec le voisin



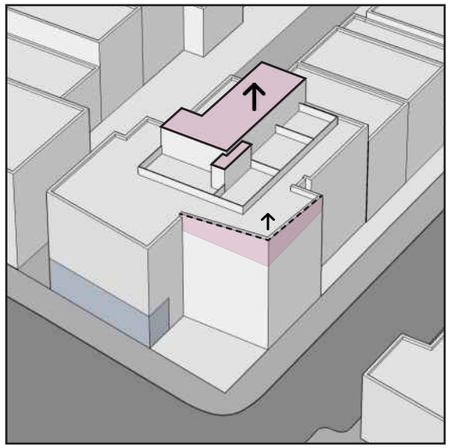
3. Recul arrière avec balcons et descente de stationnement (vue avant et arrière)



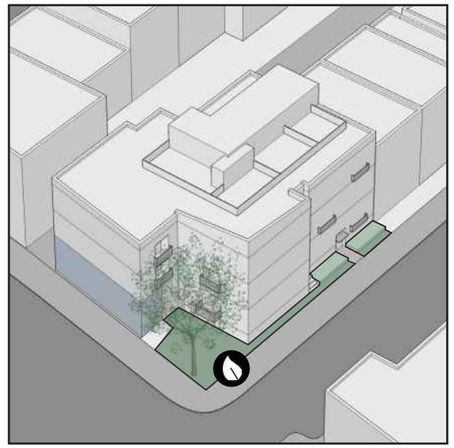
4. Retrait au coin (conserver arbre existant)



5. Commerce et espace végétalisé



6. Volume de la mezzanine



7. Volume final

Conception volumétrique

Tel qu'énoncé lors de l'étude urbaine ci-avant, le lot à l'étude se trouve à la rencontre de différentes échelles de tissu urbain tout en répondant à la nature particulière d'un lot de coin et le concept volumétrique du projet proposé se développe autour de l'équilibre entre ces différents éléments.

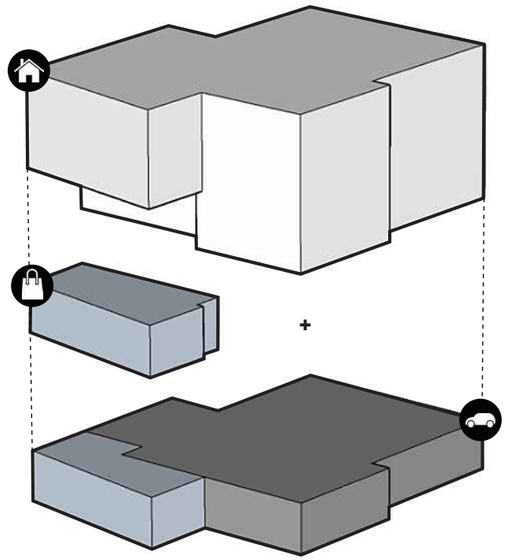
En effet, le projet proposé présente un jeu d'alignements sur la façade Châteaubriand qui définit le projet en deux volumes répondant chacun à leur contexte environnant immédiat. Ainsi, la partie sud du projet proposé s'implante en alignement '0' sur la rue Jarry et sur l'avenue de Châteaubriand, selon une échelle urbaine dans l'esprit des bâtiments de coin qui se retrouvent typiquement dans le secteur sur la rue Jarry. Parallèlement, la partie nord du bâtiment est implantée en recul du trottoir et en continuité de l'alignement présent dans le tissu adjacent sur Châteaubriand, selon une échelle de quartier dans l'esprit du tissu urbain de plus petites dimensions de cette rue transversale. Ce jeu volumétrique permet ainsi une transition architecturale souhaitable au niveau urbain entre l'alignement de l'avenue de Châteaubriand et le gabarit d'un bâtiment de coin.

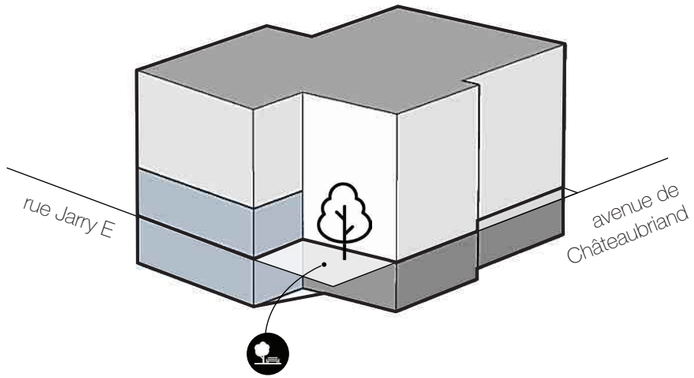
De plus, un retrait supplémentaire en ruelle arrière permet également au volume nord de mieux s'insérer dans l'alignement arrière et le gabarit typique des bâtiments voisins sur Châteaubriand et de ménager un espace libre permettant d'implanter des balcons pour chacun des six logements de cette partie du projet.

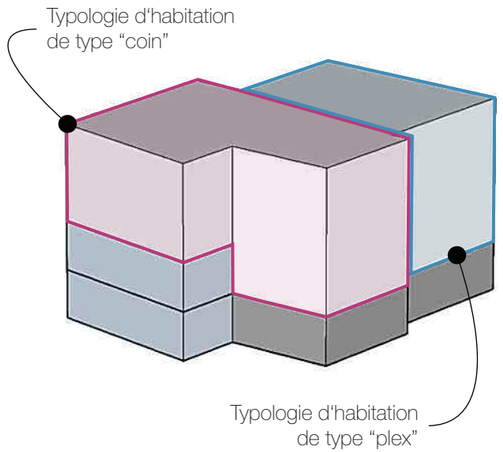
Un autre geste d'importance du projet découle de la demande par le service de l'urbanisme de favoriser la conservation de l'arbre mature existant situé au coin sud-est du site. Ainsi le coin du bâtiment a été évidé afin de dégager un rayon libre de 6.3m à partir du centre du tronc de l'arbre existant, et ce sur toute la hauteur du projet. De plus, selon la géométrie particulière du site et tout en respectant cette contrainte, il a été possible d'amener le volume du rez-de-chaussée commercial en légère avancée dans cette cour avant, mettant avantageusement de l'avant la présence commerciale au niveau de la rue. En addition, il est proposé de tirer profit de la nécessité de cette cour avant afin d'y implanter des balcons aux étages, une marquise d'entrée pour le local commercial et d'utiliser le sol afin de donner un espace extérieur au commerce.

Finalement, l'ensemble des gestes architecturaux présentés ci-haut font en sorte que le projet présente un taux d'implantation aux environs de 80%, ce qui est avantageusement moindre en comparaison à la majorité des autres bâtiments de coin du secteur, anciens ou nouveaux. De plus, la répartition de l'implantation sur le site se maille au tissu urbain adjacent alors que la partie nord du projet a un taux d'implantation moindre et la partie sud au coin un taux plus élevé. Qui plus est, il en résulte une présence d'espaces libres au niveau du sol à hauteur de près de 20% du lot et comportant en bonne partie des surfaces végétalisées ou poreuses. Ceci représente un intérêt certain dans le tissu urbain tout en conservant un gabarit assurant la cohésion urbaine requise par un bâtiment de coin.

Usages et typologie





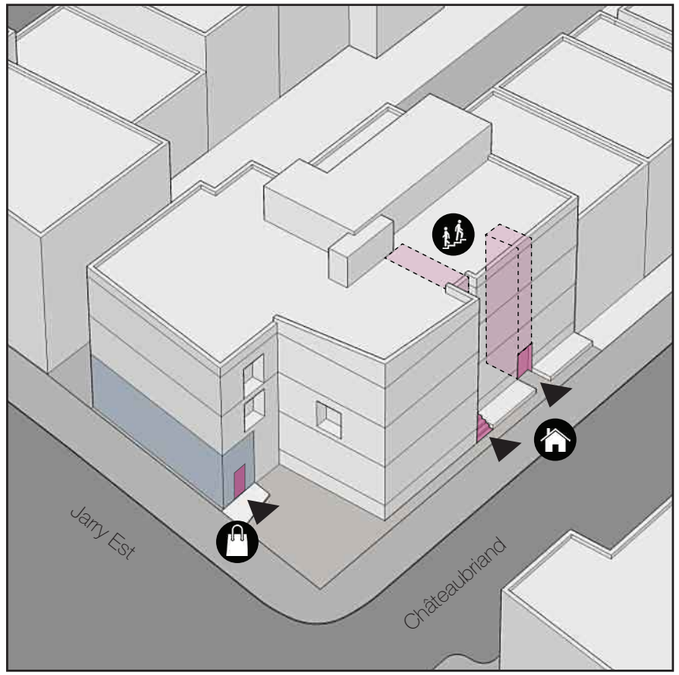


En complément de son intérêt urbain et formel, le jeu de volumétrie et d'alignement sur la façade de l'avenue de Châteaubriand exprime également les deux typologies distinctes présentes dans le projet et participant à son intégration aux logiques urbaines présentes dans le tissu urbain adjacent. Ainsi, le volume au sud du lot a un commerce au rez-de-chaussée en façade principale et huit logements répartis sur trois étages selon une organisation de type corridor commun, c'est-à-dire une typologie d'immeuble de grand gabarit correspondant à sa situation de coin. Quant à elle, la partie nord du bâtiment possède une typologie dite de 'plex', alors que deux logements traversants sont situés de part et d'autre d'un escalier commun sur chacun des trois étages, en continuité de la typologie présente dans les plex adjacents sur l'avenue de Châteaubriand au nord du site.

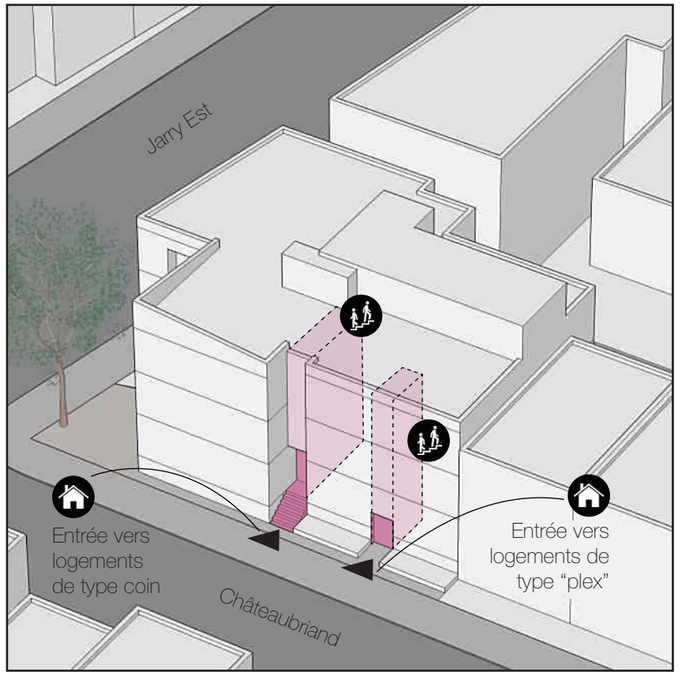
Au niveau de la distribution des usages, le niveau du rez-de-chaussée en façade sur Jarry est occupé par un local commercial situé entre la ruelle et la cour avant formée par la présence de l'arbre au coin, sur une profondeur moyenne de 22'. Une partie du sous-sol sous le commerce lui serait également attribuée à des fins d'entreposage. Le niveau du rez-de-chaussée dans cette section commerciale du projet se trouve au niveau du trottoir, ce qui permet l'accès facile aux usagers, la participation à l'animation de la rue et s'inscrit dans la logique de la plupart des commerces existants sur la rue Jarry. Ceci favorise également une grande hauteur de plancher à plafond, ce qui est souhaitable dans l'usage commercial.

Les unités résidentielles occupent quant à elles l'ensemble des autres espaces du rez-de-chaussée, 2e étage, 3 étage et mezzanine, alors que le sous-sol est dédié aux espaces de stationnement et techniques. Le niveau du rez-de-chaussée où se trouvent des usages résidentiels, qui donnent en majeure partie sur l'avenue Châteaubriand, est surélevé par rapport au trottoir dans la continuité des rez-de-chaussée résidentiels typiques adjacents et favorise également une plus grande intimité pour les logements du rez-de-chaussée.

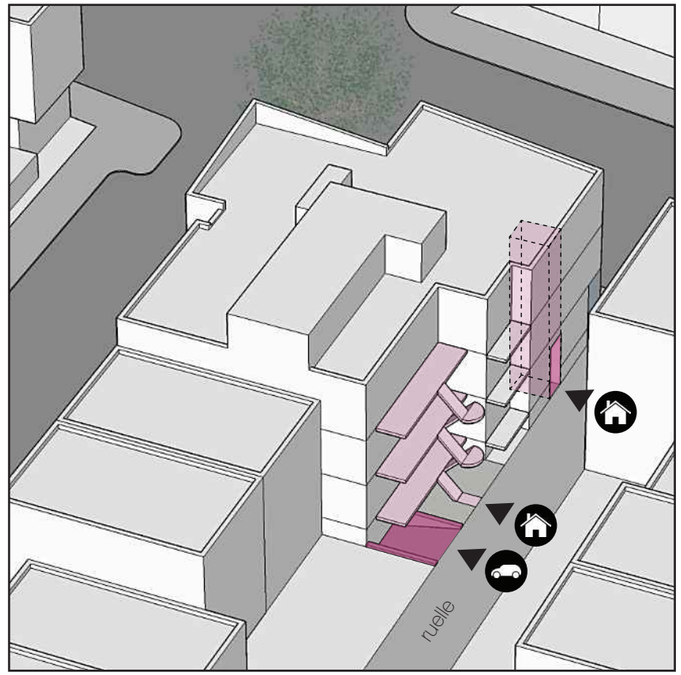
Entrées et circulations verticales



Axonométrie coin Jarry / Châteaubriand



Axonométrie Châteaubriand



Axonométrie ruelle

La rencontre de deux échelles différentes de tissu urbain décrites précédemment se traduit également dans la position des principaux points d’accès du projet, amarrant ainsi ceux-ci à la logique des tissus urbains adjacents. En ce sens, les deux entrées résidentielles proposées sont toutes deux situées sur l’avenue Châteaubriand, qui est une rue exclusivement résidentielle. La présence de ces deux entrées principales résidentielles découle des deux typologies différentes telles que présentées précédemment. Ainsi, la partie sud du projet comporte un corridor commun à chaque étage et deux escaliers d’issues intérieurs, le 2e débouchant dans la ruelle. La partie nord s’organise quant à elle autour d’un escalier intérieur principal accédant directement aux logements de part et d’autre, alors qu’un 2e escalier d’issue extérieur est situé derrière et donne sur la ruelle. Le stationnement en sous-sol dessert exclusivement les unités résidentielles en étant accessible à partir des deux parties du projet et son accès à la voie publique se fait par une rampe extérieure située dans la ruelle.

De son côté le local commercial aura une entrée située sur la rue Jarry, qui est une importante artère commerciale, poursuivant ainsi la logique urbaine. Qui plus est, il est également proposé que l’entrée du commerce soit en réalité située sur la façade latérale donnant dans la cour avant, tout près du trottoir. De cette façon, nous visons une réappropriation de cette cour avant et à favoriser son utilisation comme prolongation de l’espace commercial, ce qui apparaît comme souhaitable dans l’optique de la participation du projet à la vie urbaine du secteur. Le commerce aura également un accès à la ruelle permettant d’éviter que les activités commerciales connexes telles que la livraison ne se fassent en façade principale.



Vue coin Jarry / Chateaubriand



Vue vol d’oiseau coin Jarry / Chateaubriand



Vue vol d’oiseau avenue Chateaubriand



Vue vol d’oiseau à partir de la ruelle



Vue à partir de la ruelle



Vue vol d’oiseau rue Jarry est

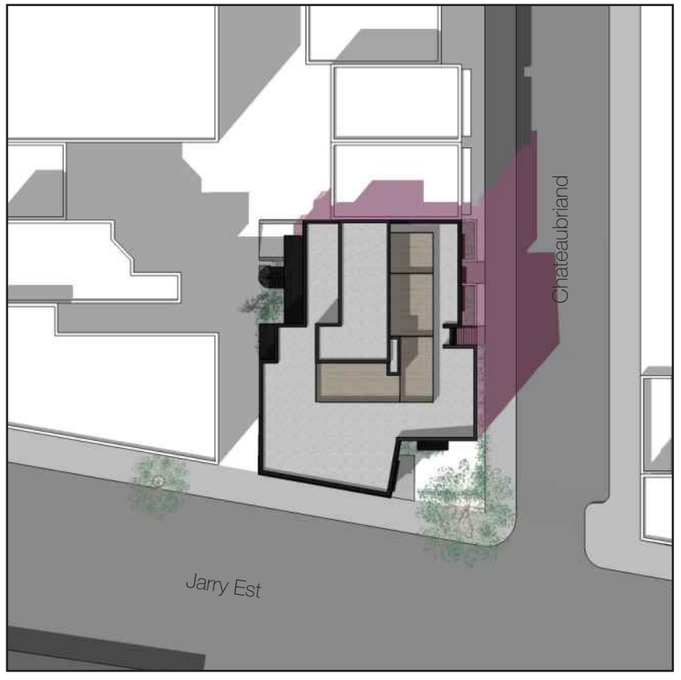
Ombre actuelle

Ombre du projet

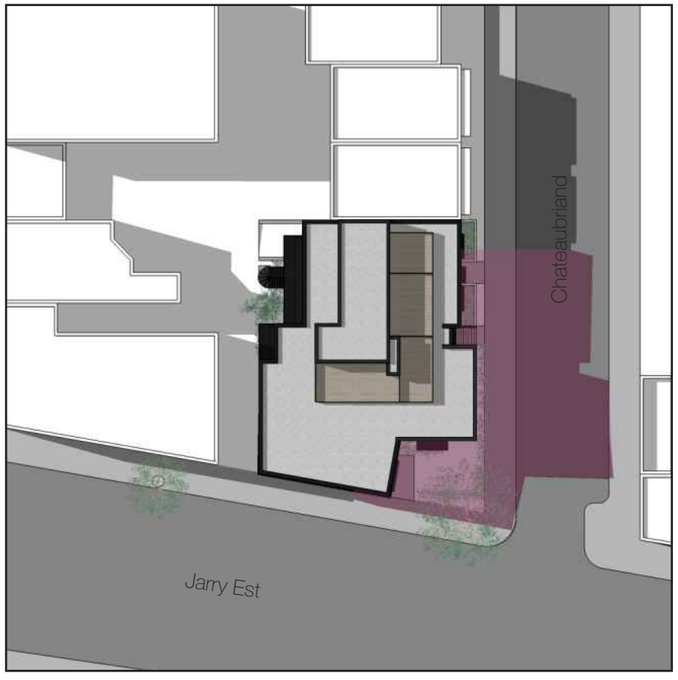
Équinoxe printemps



01 (20 mars 9:00)



02 (20 mars 12:00)

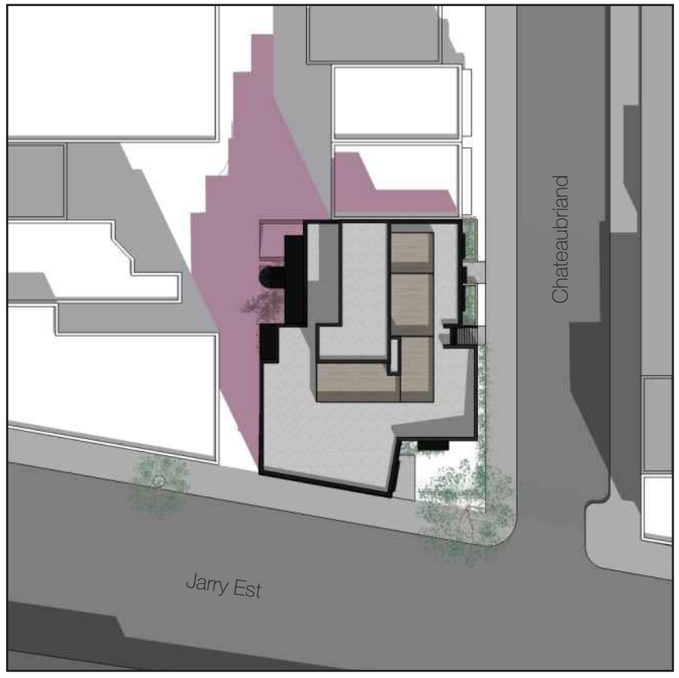


03 (20 mars 15:00)

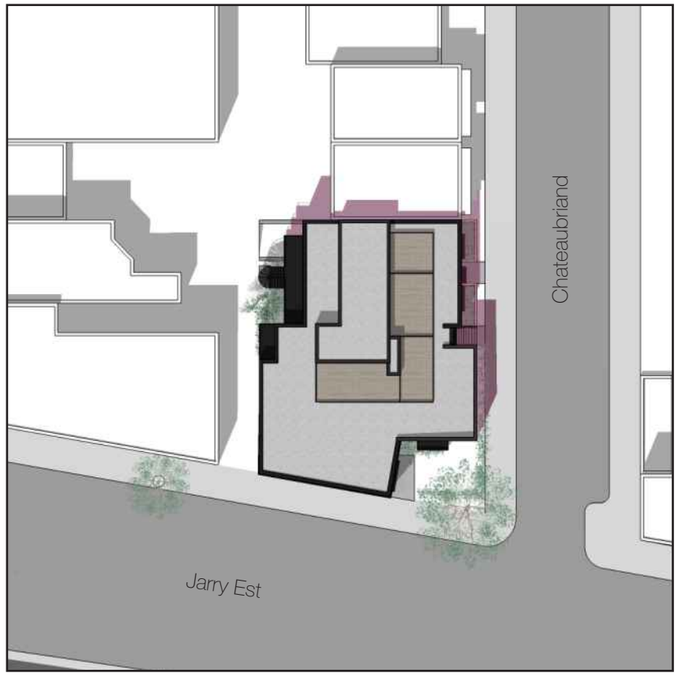
Ombre actuelle

Ombre du projet

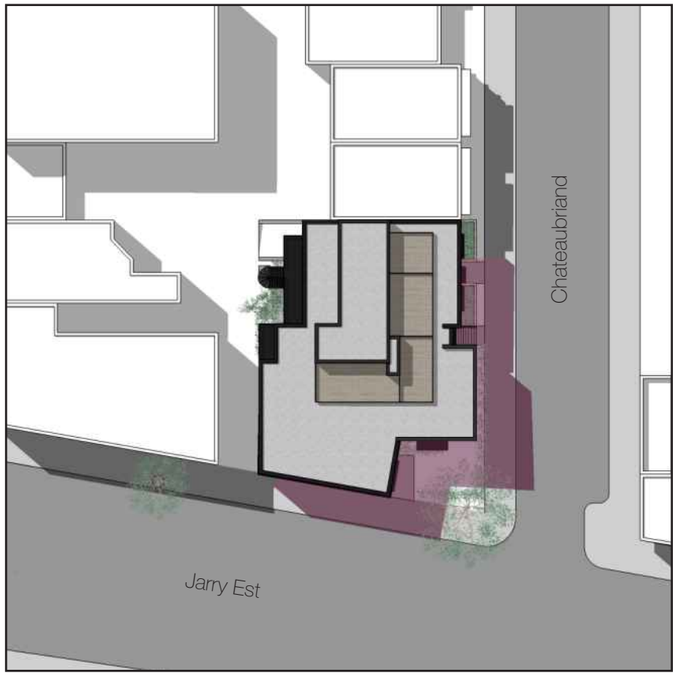
Solstice d'été



01 (21 juin 9:00)



02 (21 juin 12:00)



03 (21 juin 15:00)

Ombre actuelle

Ombre du projet

Solstice d’hiver



01 (21 décembre 9:00)



02 (21 décembre 12:00)



03 (21 décembre 15:00)



Vue à patir du coin Jarry Est / Chateaubriand

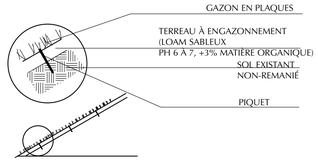


Vue à partir de Jarry Est

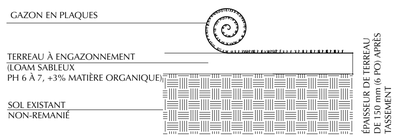


Vue à patir de Chateaubriand

6.0 POSE DU GAZON EN PLAQUES

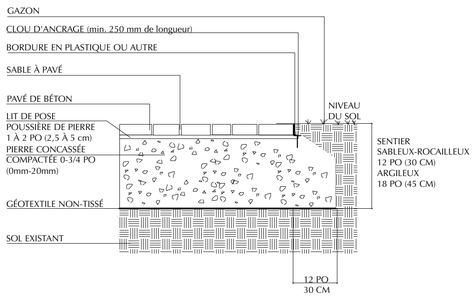


POSE SUR LES PENTES DE 3:1 À 2:1



RÉF. BNQ 0605-100/2001

SENTIER DE PAVÉ DE BÉTON (melville petit rectangle)



Note: La fondation se prépare en recouvrant le géotextile de pierre concassée. La pierre doit être légèrement arrosée avant l'opération de compactage. À l'aide d'une plaque vibrante ou d'une pilonneuse (jumping jack) l'opération doit s'effectuer par couches successives de 4 po (10 cm) et ce à deux reprises, c'est-à-dire dans les deux sens.

RÉF. BNQ 0605-500/2008



MATÉRIAUX



Melville gris scandina IRS 29

LISTE DE VÉGÉTAUX

CATÉGORIE	QUANTITÉ	CODE	NOM LATIN	CALIBRE
ARBUSTES	***39***			
	8	Fhbb	Hydrangea paniculata 'Bobo'	50cm
	25	Fpn	Physocarpus opulifolius 'Nanus'	40 cm
	6	Fswg	Spiraea japonica 'White Gold'	40 cm
VIVACES	***69***			
	2	Varus	Aruncus dioicus	2
	27	Vcaf	Calamagrostis acutiflora 'Karl Foerster'	2
	6	Vhgs	Hosta fortunei 'Gold Standard'	2
	21	Vlyn	Lysimachia nummularia	sp3
	13	Vsng	Sedum reflexum 'Angelina'	SP3
TOTAL	***108***		Note: SP3= 4 po (9 cm) SP5= 2 litres (15 cm) 2= 2 gallons	

SOURCE:

Calce architecture Workshop
Plan en date: 2019-05-07

Légende

ARBRE
CONIFÈRE
FEUILLUS
GRIMPANT
QUANTITÉ-CODE
CLÉ D'IDENTIFICATION
VIVACE
ANNUELLE
LIGNE DE PROPRIÉTÉ

Nivellement

Les niveaux de terrain n'ont pas été relevé, l'entrepreneur devra faire les vérifications et ajustements nécessaires afin que le nivellement et le drainage du terrain respecte les normes de construction et le code civil.

Note à l'entrepreneur
L'entrepreneur devra faire une demande de repérage auprès de INFO-EXCAVATION, avant le début des travaux. L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux selon les normes du Bureau de Normalisation du Québec (BNQ) et selon le code du bâtiment en vigueur.

L'entrepreneur devra faire les vérifications de toutes les dimensions avant la réalisation du projet et contacter l'architecte paysagiste pour signaler toutes omissions ou ambiguïtés au projet. L'architecte paysagiste n'est pas responsable de la qualité d'exécution des travaux réalisés pas l'entrepreneur.

Note au propriétaire
Le propriétaire à la responsabilité de faire approuver le ou les plans par la municipalité, il devra se procurer les permis de constructions nécessaires. Le propriétaire du projet à la responsabilité d'approuver le choix des matériaux à l'aide d'échantillons.

Note réalisation

Protection de l'arbre existant
L'arbre existant devra être protégé durant les travaux de construction et de paysagement. Se référer aux documents de l'ingénieur forestier et de l'arboriculteur.

Engazonnement
L'engazonnement sera à faire suite aux travaux, l'entrepreneur devra installer du gazon en plaque cultivé (éco-trèfle) sur 4 pouces de terreau à engazonnement (composé en majeure partie de sable et de limon avec 4 à 7% de matière organique, ph entre 6 et 7) selon les normes du BNQ en vigueur. Le mélange no 1 (3100) de la cie Savaria est recommandé, l'équivalent peut être accepté.

Plantation
Le lit pour les aires de plantation devra être excavé de 12 pouces, il sera ensuite rempli avec terreau de plantation, soit un loam sableux ayant un PH de 6.5 et un taux un matière organique entre 10 et 20%. Le mélange no 2 (3125) de la cie Savaria est recommandé, l'équivalent peut être accepté.
Pour la zone adjacente à l'arbre, il est recommandé de prévoir seulment 4 @ 6 po de terreau pour la section de couvre-sol et une quantité de sol minimale entre 8 et 12 po pour les vivaces et arbustes. Le tout afin de protéger le système racinaire de l'arbre existant.

Finition
Couvrir le sol des plates-bandes avec un paillis de cèdre de couleur noire, sur une épaisseur d'environ 3 po. Ne pas mettre de paillis de cèdre dans la zone de couvre-sol. De plus, les plates-bandes adjacentes au gazon doivent être munie d'une bordure de plantation en aluminium. Une bordure d'aluminium doit également séparer les zones de galet décoratif ou autre pierre des zones de gazon ou de plantation.

Irrigation
Un système d'irrigation devra être prévu pour les plantations et le gazon. Voir les recommandations de l'ingénieur forestier et de l'arboriculteur pour le système d'irrigation adapté pour l'arbre existant.
Une proposition pour le système d'irrigation devra être fait par l'entrepreneur paysagiste.

No	Date	Émission
001	19 juillet 2019	pour permis

Sceau

Architecte paysagiste

L'espace Paysage
signé Martine Boudreault
T.450.447.2180 mboudreault@lespacepaysage.ca

Droit d'auteur
Ce dessin est sujet au droit d'auteur, il ne peut être reproduit pour quelques intentions ou usages que ce soit, il ne peut être utilisé uniquement avec l'apposition de la signature et du sceau.

www.lespacepaysage.ca

Conception
Martine Boudreault

Vérifié par
Martine Boudreault

Client
Dev-Mtl
8100 de Chateaubriand
Montréal

Titre
Plan d'aménagement paysager

Dessin
Plan d'implantation et plantation

Échelle	Dossier
0'-1/8"=1'0"	#900 19
Date	Feuille
19 juillet 2019	1 de 1

NADEAU Foresterie Urbaine Inc.
233, boul. Ste-Rose Bureau 420 Laval, QC H7L 1L7 Canada
Tél.: 450-628-1291 • Fax: 450-628-6196
nfu@nadeauforesterieurbaine.com
www.nadeauforesterieurbaine.com

Objet : **Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension**

8100 Châteaubriand –
Devis d'abattage et de protection d'arbres publics

Date : **24 octobre 2018**

Général

Les instructions pour l'abattage de certains arbres ainsi que pour assurer la préservation et la conservation des arbres sont exposées aux paragraphes qui suivent.

1- Arbres à abattre par la Ville de Montréal :

a) Description générale des arbres
   - Les arbres #2 à 5 [voir *plan 2* en pièce jointe] ont poussé naturellement dans ou très près de la clôture à mailles de chaines et appartiennent visiblement à la Ville de Montréal. Il s'agit d'un orme de Sibérie (*Ulmus pumila*) de 8 cm de diamètre de tronc à hauteur de poitrine (arbre #2), d'un pommetier (*Malus* spp.) de 5 cm de diamètre de tronc (arbre #3), d'un autre orme de Sibérie de 8 et 11 cm de diamètre de troncs (arbre #4) et d'un frêne de Pennsylvanie (*Fraxinus pennsylvanica*) de 5 et 5 cm de diamètre de troncs (arbre #5). Ces arbres sont tous en bonne santé générale.

b) Impacts des travaux sur les arbres :
   - Comme ces arbres sont tous de petites dimensions et qu'ils poussent tous naturellement très près de la clôture à mailles de chaînes, et que celle-ci sera retirée pour laisser place au bâtiment qui s'arrêtera très près du trottoir, nous estimons que la conservation de ces arbres serait irréaliste.

c) Instructions :
   - Les arbres devront être abattus par une équipe d'arboriculteurs de la Ville de Montréal avant le début des travaux.
   - Dix jours ouvrables avant le début des travaux de construction, L'Entrepreneur ou le propriétaire de l'immeuble devra faire la demande à Roxanne Maheu de la firme *Nadeau Foresterie Urbaine* (450-628-1291 poste 207) pour que l'abattage de ces arbres soit effectué par la Ville de Montréal.

d) Évaluation de la valeur des arbres en vertu de l'article 72 du RCA17-14004:
   - 1 828 $ / arbre

e) Compensation monétaire à verser pour les travaux d'abattage en vertu de l'article 49 du RCA16-14001:
   - 256 $ / les quatre arbres (en tout)

f) Dépôt de garantie :
   - À moins d'un avis contraire, l'Entrepreneur devra verser à l'Arrondissement les valeurs données aux points d) et e) avant que les arbres ne soient abattus.

2- Arbres à conserver :

a) Instructions :
   - Les arbres #1, 6 et 7 [voir *plan 2* en pièce jointe] situés près de la rue Jarry et appartenant à la Ville de Montréal sont à protéger et à préserver par l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur doit donc prendre toutes les mesures appropriées pour atteindre pleinement cet objectif.

- Le terme « arbre » inclut tout autant les parties aériennes (tronc, cime, branches, feuilles) que la portion souterraine, soit les racines ainsi que le sol (terre, sable, pierre, roc) autour des racines ainsi que les propriétés physiques (texture, porosité, densité, topographie) et chimiques (composition, acidité, etc.) qui caractérisent le sol environnant ce dernier.

b) Description générale des arbres :
   - L'arbre #1 est un chêne rouge (*Quercus rubra*) situé sur le parterre engazonné et faisant 58 cm de diamètre de tronc. Cet arbre est en bonne condition de santé générale.
   - Les arbres #6 et 7 sont des chicots du Canada (*Gymnocladus dioicus*) situés dans des fosses de plantation en trottoir et faisant chacun 3 cm de diamètre de tronc. Ces arbres sont en bonne condition de santé générale.

c) Évaluation de la valeur des arbres en vertu de l'article 72 du RCA17-14004:
   - Arbre #1 : 8 718 $

d) Compensation monétaire supplémentaire à verser en cas de dommages importants aux arbres en vertu de l'article 49 du RCA17-14004:
   - Arbre #1 : 2 642 $
   - Arbres #6 et 7 : 204 $ / arbre

e) Dépôt de garantie :
   - À moins d'un avis contraire, l'Entrepreneur devra verser à l'Arrondissement les valeurs données aux points c) et d) en dépôt de garantie avant le début des travaux de construction.

3- <u>Recommandations pour augmenter les chances de survie de l'arbre #1 suite aux travaux</u>:

a) Analyse
   - Le projet de construction actuel implique d'utiliser un rayon de protection de 6,3 m pour conserver l'arbre #1 [voir *rayon de protection A* sur le *plan 1* en pièce jointe]. À notre avis professionnel, ceci est plus que suffisant pour préserver ses racines d'ancrage (i.e. racines servant à la stabilité de l'arbre) et donc permettre de conserver cet arbre de manière sécuritaire autant à court terme qu'à long terme. Toutefois, les pertes de racines nourricières (i.e. racines fines et de transport) sont estimées à plus de 75%. Avec de telles pertes, les chances de survie à moyen et long terme de l'arbre sont estimées à moins de 50%.

b) Recommandations
   - Afin d'augmenter les chances de survie de l'arbre à environ 75%, nous recommandons que celui-ci fasse l'objet d'un arrosage régulier pendant au moins 10 ans à partir du moment où les travaux d'excavation débutent à proximité de l'arbre. Si cette option est retenue, se référer à l'article 4 ci-dessous.
   - Une autre manière d'augmenter les chances de survie de l'arbre serait de limiter davantage la surface excavée, avec ou sans arrosage. Deux exemples de rayons de protection (*rayons de protection B et C*) sont présentés sur le *plan 1* en pièce jointe, avec les chances de survie estimées en appliquant ces rayons, avec ou sans arrosage complémentaire.

4- <u>Arrosage des arbres [facultatif]:</u>

a) Instructions :
   - Pour une période de 10 ans commençant à partir du moment où les travaux d'excavation près de l'arbre sont commencés, l'arbre devra être arrosé une fois par semaine entre le début du mois de mai et la fin d'octobre. Chaque arrosage devra durer une heure.

- Préférablement, afin de s'assurer que cet arrosage soit bien effectué, un système d'irrigation permanent avec tuyauterie pourrait être installé le long du bâtiment projeté, à l'endroit indiqué au *plan 2* ci-joint.
- De manière alternative, l'arrosage de l'arbre pourrait être effectué par l'Entrepreneur.

5- <u>Élagage de branches</u> :

- Si des branches des arbres à conserver interfèrent avec les travaux prévus, elles devront être élaguées par la Ville de Montréal. Si cette situation se présente, l'Entrepreneur devra contacter Roxanne Maheu de la firme *Nadeau Foresterie Urbaine* (450-628-1291 poste 207) au moins 10 jours ouvrables avant le début des travaux de construction. La compensation monétaire à verser à la Ville de Montréal pour les travaux d'élagage en vertu de l'article 49 du RCA16-14001 serait alors à la charge de l'Entrepreneur.

6- <u>Mesures de protection pour le tronc des arbres</u>:

a) Instructions :

- Le tronc des arbres à conserver devra être recouvert avec des pièces de bois (madriers 2 × 3 po.) sur une hauteur minimale de 2,4 m depuis le sol pour l'arbre #1 et sur une hauteur minimale de 1,2 m depuis le sol pour les arbres #6 et 7. Des bandes de caoutchouc ou toute autre matière matelassante devront être insérées entre les pièces de bois et le tronc. Les pièces de bois devront être fixées en place autour du tronc au moyen de ceintures ou broches métalliques.
- Cette intervention devra être réalisée préalablement au début des travaux par l'Entrepreneur.

7- <u>Mesures de soutènement du sol</u> :

a) Buts :

- Les mesures de soutènement du sol ont pour fonction de soutenir le sol en place et de minimiser l'aire couverte par les travaux d'excavation à proximité des arbres à conserver.

b) Instructions :

- En tout temps, les travaux d'excavation et de soutènement du sol ne devront être faits à l'intérieur de l'aire de protection de l'arbre prévue au *plan 2* ci-joint.
- Au besoin, afin de respecter ces distances, l'Entrepreneur devra utiliser des ouvrages de soutènement temporaire du sol pour effectuer les excavations nécessaires à la construction du nouveau bâtiment.

8- <u>Clôtures et périmètres de protection des arbres:</u>

a) Instructions :

- Autour des arbres #1, 6 et 7, une clôture de protection devra être installée telle qu'indiqué sur le *plan 2* ci-joint afin de délimiter l'aire de protection des arbres.
- Cette clôture devra être située minimalement autour des limites des aires de protection prévues, tout en s'assurant de laisser un passage libre de 1,8 m de largeur pour les piétons.
- Cette clôture devra avoir minimalement 1200 mm de hauteur.
- Cette clôture devra être installée avant le début des travaux et n'être retirée qu'à la fin de ces derniers.
- Toute excavation, circulation de machinerie ou entreposage temporaire de matériaux au-delà de cette clôture (i.e. à l'intérieur de l'aire de protection) sur la zone en vert au *plan 2* ci-joint sera interdite en tout temps.

9- <u>Pré-coupe de racines</u> :

a) Instructions :

- Une pré-coupe des racines devra être réalisée avant les travaux d'excavation, et ce, le long de la limite de la zone d'excavation, aux endroits indiqués au *plan 2* ci-joint.

- La pré-coupe des racines devra être effectuée à l'aide d'une essoucheuse mécanique sur une profondeur de 300 mm.

10-<u>Conduites souterraines près des arbres</u> :

a) Instructions :
   - L'Entrepreneur ne devra en aucun cas sortir ou désaffecter les conduites souterraines (i.e. conduites d'eau, d'égouts et d'électricité) en excavant à l'intérieur de l'aire de protection des arbres indiquée au *plan 2* ci-joint.

11-<u>Norme de référence pour la protection des arbres</u> :

a) Instructions :
   - Dans le cadre de ses travaux de construction, l'Entrepreneur devra respecter les prescriptions émises dans la norme *NQ 0605-100-IX, Aménagement paysager à l'aide de végétaux – Conservation des arbres et des arbustes lors des travaux d'aménagement et de construction.*

12- <u>Avis pour début des travaux</u> :

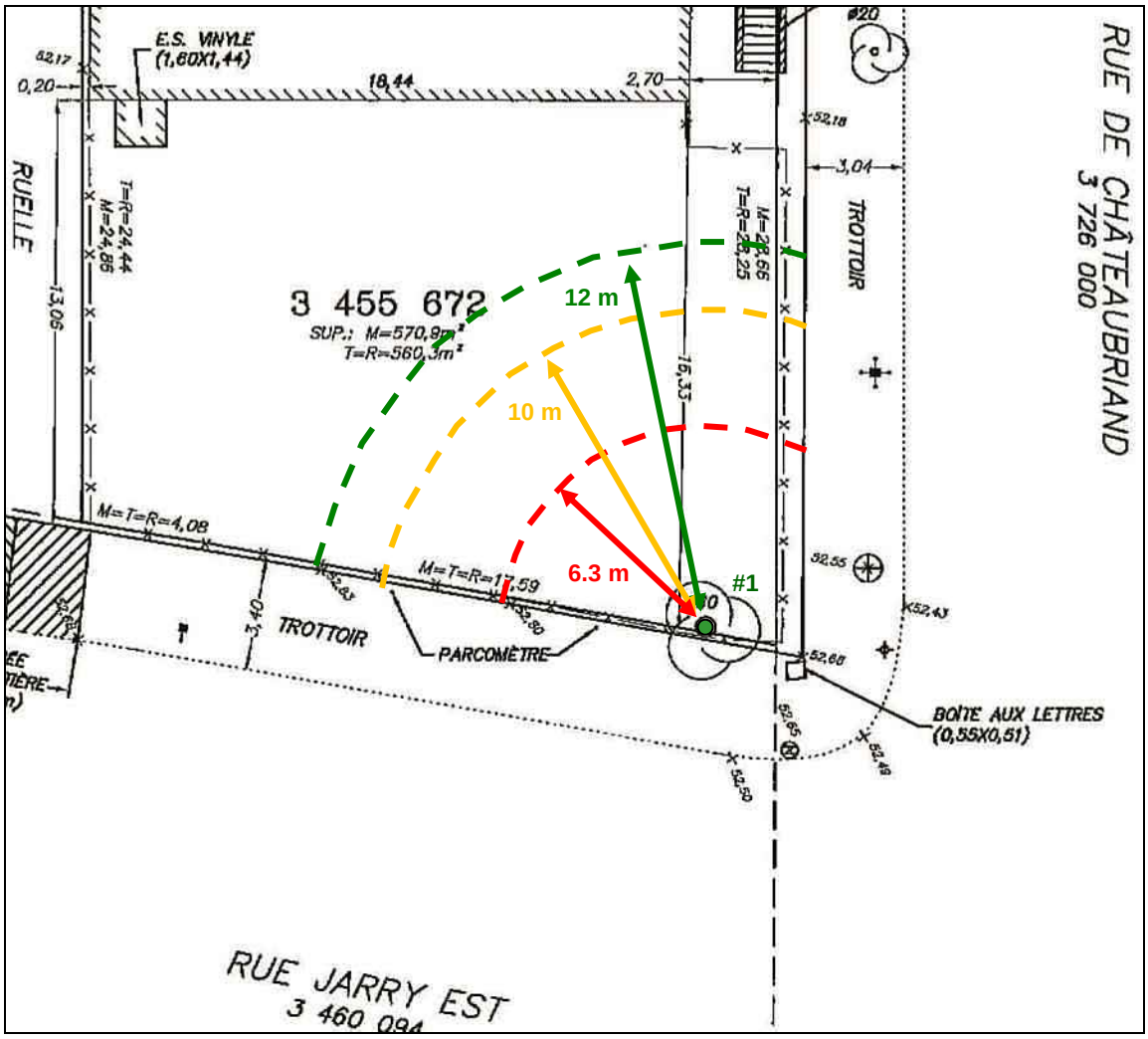
a) Instructions :
   - À moins d'un avis contraire, l'Entrepreneur ou le propriétaire de l'immeuble devra aviser Roxanne Maheu de la firme *Nadeau Foresterie Urbaine* (450-628-1291 poste 207) immédiatement après la mise en place complète des ouvrages de protection, avant le début des travaux de construction, afin qu'une vérification de la conformité de mise en place des mesures de protection des arbres soit faite.

Document préparé par :



Roxanne Maheu, ing.f.
Arboricultrice certifiée ISA

Plan 1 : **Plan de localisation de l'arbre #1 et possibilités pour la protection de l'arbre**



Légende

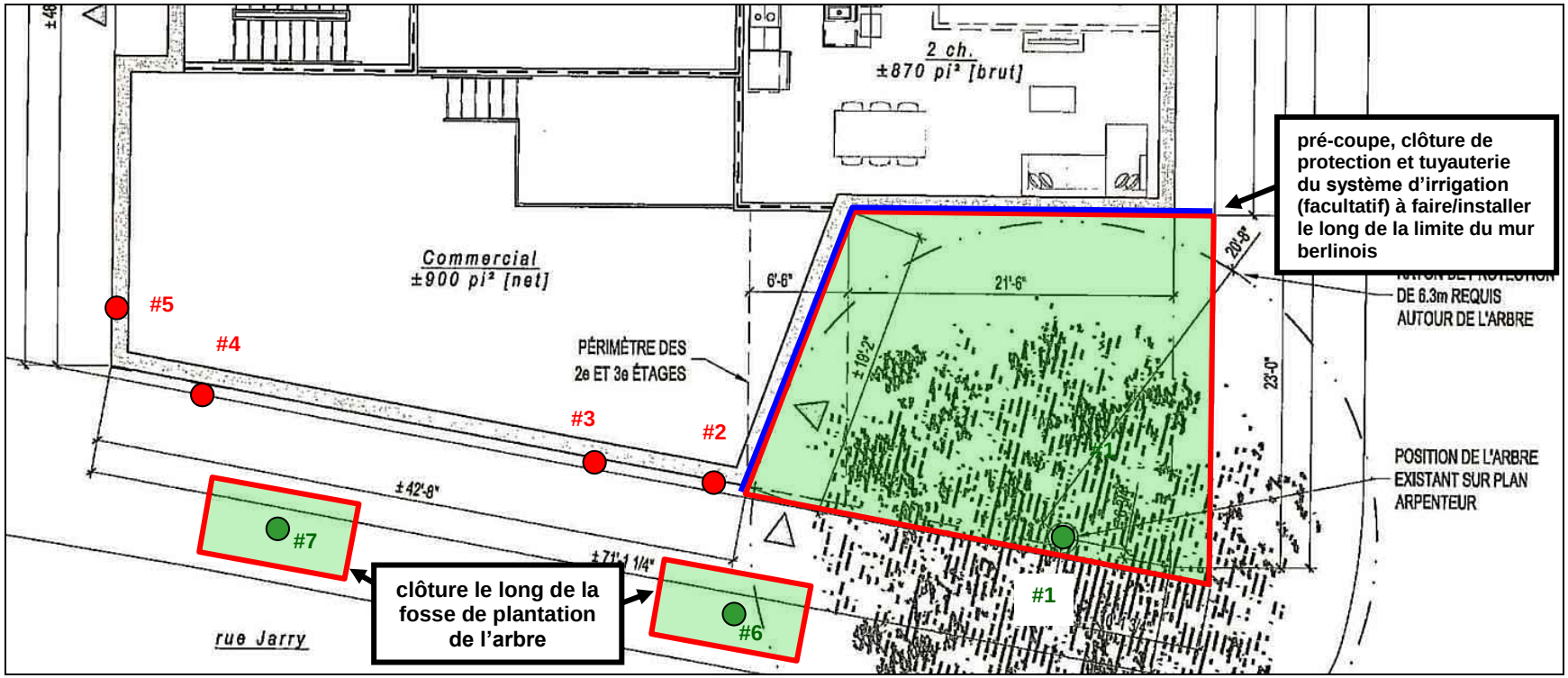
- arbre à conserver et protéger
- rayon de protection A (actuellement prévu aux plans) :
  - pertes d'environ 75% du système racinaire nourricier
  - → chances de survie à moyen et long terme estimées à…
    - moins de 50% sans arrosage
    - environ 75% avec arrosage
- rayon de protection recommandé B :
  - pertes d'environ 50% du système racinaire nourricier
  - → chances de survie à moyen et long terme estimées à…
    - environ 75% sans arrosage
    - environ 90% avec arrosage
- rayon de protection recommandé C :
  - pertes de moins de 40% du système racinaire nourricier
  - → chances de survie à moyen et long terme estimées à…
    - plus de 95% avec ou sans arrosage

Note :

Toutes ces options permettent de conserver l'arbre de manière sécuritaire à court, moyen et long terme.

Source du plan de base : 8100-8120 Châteaubriand/Jarry – Informations et extrait du certificat de localisation, Calce Architecture Workshop (2016-09-10)

Plan 2 : **Plan de localisation approximative des arbres et mesures de protection à réaliser/installer**



Légende

- arbre à conserver et protéger (boucliers de protection de tronc)
- arbre à abattre et essoucher par la Ville de Montréal
- clôture de protection d'arbre à installer
- pré-coupe racinaire à effectuer avant le début des travaux d'excavation
- **aire de protection:** zone interdite à toute circulation de machinerie ou entreposage temporaire de matériaux en tout temps

Source du plan de base : 8100-8120 Châteaubriand/Jarry – Plan de rez-de-chaussée proposé (Plan A11), Calce Architecture Workshop (2016-09-10)



Photo 1
arbre #1 – vue générale



Photo 2
arbres #2 à 5 – vue générale



Photo 3
arbres #6 et 7 – vue générale


Avenue De Chateaubriand
Boulangerie Fanfare
The House of Astronomy
Avenue De Chateaubriand
8100 Avenue De Chateaubriand
Rue Jarry E
Avenue De Chateaubriand
Restaurant Corvette Express
Alternative electronic cigarette Montreal
Restaurant Pho Mylys
Rue Saint-Élie
Avenue De Chateaubriand
Baristello & co
Avenue des Belges
Avenue des Belges
Radio d'Automobile Universelle
Rue Jarry E
Rue Saint-Élie
Clôture de piscine amovible Pool Guard
Google
Mi Saigon
Map
3D
Imagery ©2019 Google, Map data ©2019 Google
Canada
Terms
Send feedback
10 m

Emplacement

Localisation: 682374-00 (OASIS) - 99999 avenue De Chateaubriand (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0595	190mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	35%	100%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial : A
Zone PIIA : 33
Plan de site : Non
Parc : Non
Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Oui
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : E.5(1)
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-02-26 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Kabis Plante, Cynthia

Montréal le 16 août 2019

Ville de Montréal
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy

À l'attention de la Ville de Montréal

OBJET : Contribution financière au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal - Projet Châteaubriand/Jarry (8100-8120, avenue de Châteaubriand)

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la réalisation du projet immobilier résidentiel et commercial « Châteaubriand/Jarry » au 8100-8120, avenue de Châteaubriand, l'entreprise *9381-6098 Québec Inc.* s'engage à verser une contribution financière volontaire au montant de **quarante-sept mille six cent dollars (47 600,00 $)** au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal.

Cette contribution financière est toutefois versée à la Ville de Montréal à la condition que celle-ci serve aux seules fins de réalisation de logements sociaux et communautaires sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Meilleures salutations.

Antonio D'Amato
Président
9381-6098 Québec Inc.
2896, rue Gaétan-Labrèche
Montréal (Québec) H4R 2W5

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du vendredi 18 décembre 2015	Résolution: CA15 14 0480

Adopter la résolution PP15-14011 relative à la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment à usage mixte sur la propriété situé aux 8100-8120, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003).

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP15-14011 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 novembre 2015 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 19 novembre 2015, dûment convoquée par avis paru dans le journal Progrès de Villeray du 10 novembre 2015;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu et le second projet de résolution adopté par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er décembre 2015;

CONSIDÉRANT qu'un avis de demande d'approbation référendaire a été publié dans le journal Le Devoir édition du 4 décembre 2015;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'approbation référendaire de la part des personnes intéressées à cette résolution n'a été reçue à l'arrondissement en temps opportun;

Il est proposé par Anie SAMSON

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 52, 94, 95, 104, 119 et 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), la résolution à l'effet d'accorder la demande d'autorisation pour la construction d'un bâtiment en forme de 3 étages, d'une superficie de plus ou moins 490 mètres carrés, abritant un lieu de culte et 5 logements, sur la propriété sise aux 8100-8120, avenue de Châteaubriand en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003) aux conditions suivantes :

- que la hauteur du rez-de-chaussée face à la rue Jarry s'harmonise avec celle du bâtiment adjacent;
- que la hauteur du bâtiment, face à l'avenue de Châteaubriand, soit modulée pour qu'elle s'intègre au cadre bâti résidentiel environnant;
- que la façade de l'avenue de Châteaubriand soit implantée à au moins 1,62 mètres de l'emprise de la voie publique;

- qu'un saut-de-loup soit construit face à l'avenue de Châteaubriand pour bonifier la fenestration du sous-sol de l'établissement;
- qu'aucune construction ou travaux soient réalisés à l'intérieur du rayon de protection de l'arbre déterminé par la Division des parcs de l'arrondissement;
- que la partie de mur construite en retrait de la rue Jarry et qui compte uniquement deux petites fenêtres soit pourvue soit d'un jeu de briques, soit d'une enseigne et d'un éclairage d'ambiance pour briser l'apparence d'un mur aveugle;
- que l'utilisation du bois au troisième étage des élévations de la rue Jarry et de l'avenue de Châteaubriand soit revue et que soit évaluée la possibilité d'utiliser seulement un revêtement de maçonnerie;
- que soit évaluée la possibilité que la façade du volume en saillie de deux étages soit pourvue de fenêtres de dimensions et de proportions semblables à celles du reste du bâtiment afin qu'elles s'harmonisent avec le bâtiment et qu'elles augmentent l'apport de lumière naturelle à l'intérieur des lieux et favorisent une meilleure ventilation naturelle (re. façade de rayonnement);
- que les éléments mécaniques au toit soient entourés d'un écran pour éviter la propagation du bruit;
- que les éléments mécaniques soient implantés à l'arrière de la cage d'ascenseur pour minimiser leur visibilité depuis les voies publiques;
- que les éléments mécaniques soient entourés d'un écran pour réduire les risques de propagation du bruit;

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.14 1151010022

Anie SAMSON
_____
Maire d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 18 décembre 2015



Marc Grégoire Expert-Conseil inc.

Foresterie urbaine

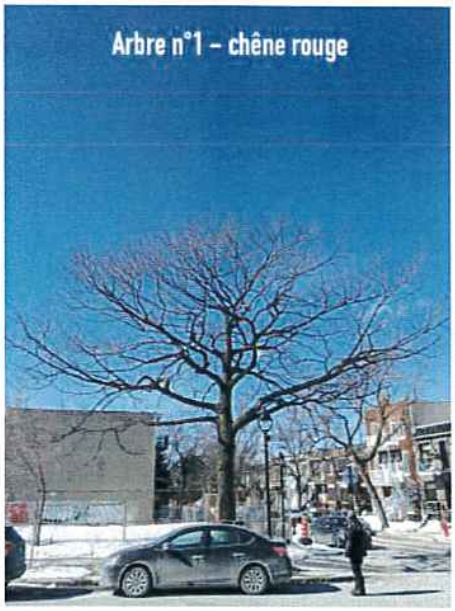
13, 30e Avenue Est
Blainville, QC, J7C 1H1
438-502-3848

www.marcgregoire.com

Évaluation des arbres pour le projet de construction d'un bâtiment de trois étages avec mezzanine situé au 8100-8120 avenue de Châteaubriand dans l'arrondissement de Villeray à Montréal. Les travaux et l'établissement d'un système de protection et de préservation de certains arbres seront effectués par l'entreprise d'Amato ltée.

Arbres à conserver

Arbre n°1 - Chêne rouge (*Quercus rubra*)
58 cm Ø, situé sur le terrain privé, en excellente condition



Arbre n°2 - Chicot du Canada (*Gymnocladus dioicus*)
3 cm Ø, situé sur le terrain public, dans une fosse de plantation, en bonne condition.

Arbre n°3 - Chicot du Canada (*Gymnocladus dioicus*)
3 cm Ø, situé sur le terrain public, dans une fosse de plantation, en bonne condition.

Ces trois arbres devront être munis de clôtures de protection pendant la durée des travaux. La fiche technique d'un système de protection d'arbre offert par Modu-Loc, que nous suggérons, se trouve en annexe. Le périmètre de protection pour les chicots du Canada peut se limiter à la fosse de plantation. Quant au chêne rouge, le périmètre de protection devra être autour d'un rayon de 6.3 m du tronc. Au moment du début des travaux d'excavation, il faudra délimiter la zone du système racinaire à l'aide d'un *airspade* (faire appel à un arboriculteur qualifié pour le maniement de cet outil) pour dégager les racines et les couper à la distance exigée. Il faudra ensuite installer la clôture du périmètre de protection. Une exception est prévue pour le rayon de protection du chêne rouge, celui-ci pourra être réduit à 5 m uniquement du côté de l'entrée des commerces (rue Jarry).

Irrigation du chêne rouge

Un système d'irrigation permanent avec tuyauterie sera installé **après les travaux**. Cela permettra d'éviter des arrosages récurrents pendant plusieurs années suite aux travaux. Toutefois, il sera nécessaire **pendant les travaux** d'arroser une fois par semaine et ce pendant une heure de temps, tel que mentionné dans le rapport de la firme Nadeau Foresterie Urbaine.

Marc Grégoire, Expert-Conseil inc.



Marc Grégoire Expert-Conseil inc.

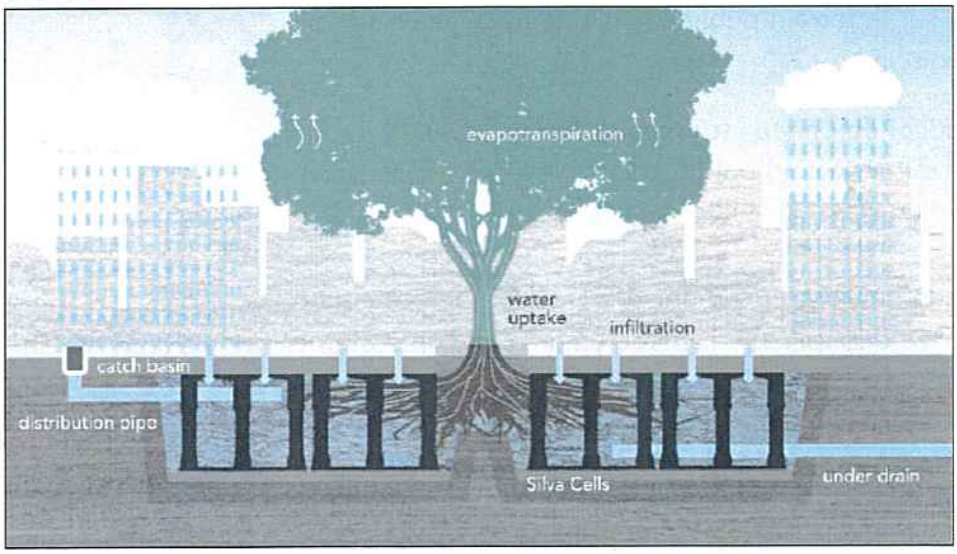
Foresterie urbaine

13, 30e Avenue Est
Blainville, QC, J7C 1H1
438-502-3848

www.marcgregoire.com

Silva cells

En raison des travaux d'aménagement paysager qui seront réalisés autour de l'arbre n°1 (en dehors du rayon de protection de 6.3 m), il est important de s'assurer que les racines du chêne pourront continuer de bien se déployer et ne seront pas affectées par la compaction de sol nécessaire à l'aménagement et l'installation de pavé uni. Pour ce faire nous préconisons l'installation de modules *Silva cells*. Ces modules constituent une infrastructure innovante permettant aux systèmes racinaires des arbres de se développer adéquatement dans des environnements urbains leur étant généralement défavorables, en plus de faciliter la circulation de l'eau souterraine et l'accès à cette dernière par les radicelles. L'entrepreneur est responsable de s'assurer que l'installation soit conforme aux instructions du fabricant.



Élagage post-construction

Dans l'éventualité où, une fois le bâtiment terminé, certains balcons seraient dans le périmètre de la ramure du chêne rouge, il sera nécessaire de raccourcir certaines branches de petit calibre à l'aide de coupes directionnelles afin d'éviter que les branches se dirigent directement vers les balcons et finissent par les toucher. Ceci aura peu d'incidence sur la santé de l'arbre étant donné que sa ramure est beaucoup plus fournie du côté de la rue que tu côté du futur immeuble. Je serai sur place lors des travaux d'élagage pour m'assurer que le tout soit fait selon les techniques de dégagement appropriées. Voir plan en annexe pour les zones de contact entre les branches et les balcons.

Marc Grégoire, Expert-Conseil inc.



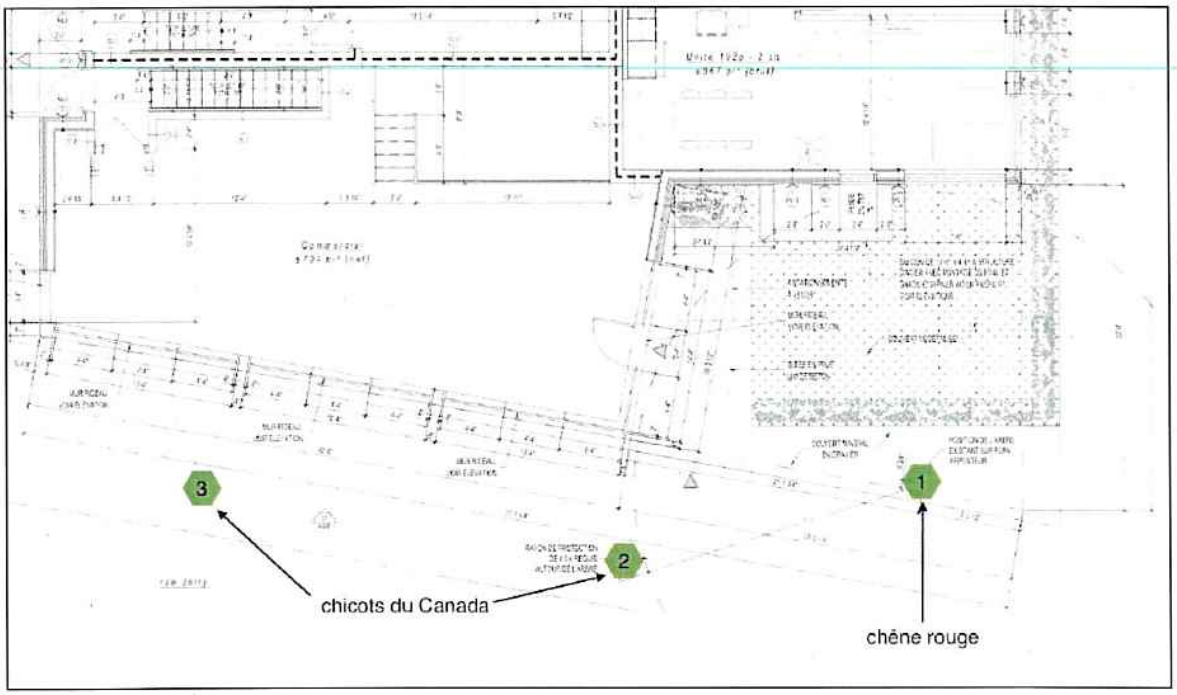
Marc Grégoire Expert-Conseil inc.

Foresterie urbaine

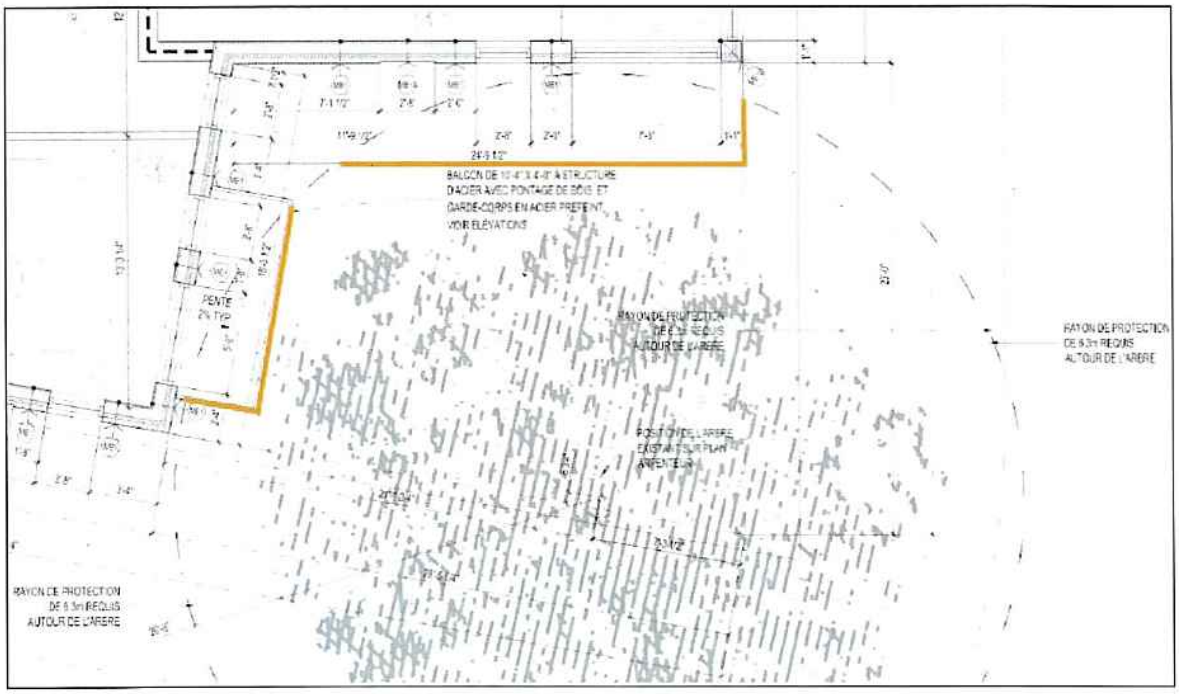
13, 30e Avenue Est
Blainville, QC, J7C 1H1
438-502-3848

www.marcgregoire.com

Position des arbres



Interférences branches et balcons



Marc Grégoire, Expert-Conseil inc.

PROTECTION DES ARBRES

LOCATION DE CLÔTURE
MODU-LOC
N'IMPORTE OÙ. N'IMPORTE QUAND.







Les clôtures Modu-Loc offrent une protection supérieure pour les arbres de grande valeur de votre municipalité.

PROTECTION COMPLÈTE – bases montées en surface réduisant le risque de dommages aux racines, aucun creusage requis.

APPARENCE ATTRAYANTE – meilleure apparence que les palissades conventionnelles en contreplaqué ou les clôtures à neige orange.

FAIBLES COÛTS D'ENTRETIEN – se déplacent aisément pour faciliter l'entretien paysagé – tonte du gazon et déneigement.

SOLUTION ÉCOLOGIQUE – panneaux réutilisables qui réduisent le gaspillage.

Service à l'échelle nationale avec 17 bureaux au Canada

1-877-522-8371 | www.moduloc.ca

TREE-US-2014-10-V01

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191385009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande d'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003).

D'adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), l'ajout d'un 10ième logement dans le bâtiment situé au 7267, avenue de l'Épée, et ce,
malgré les dispositions de l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283),

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Marc-André HERNANDEZ **Le** 2019-08-19 08:48

Signataire : Marc-André HERNANDEZ

c/d urb.<<arr.>60000>>
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 septembre 2019	Résolution: CA19 14 0250

Adopter le premier projet de résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un 10e logement dans le bâtiment situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283);

   Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.03 1191385009

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 septembre 2019

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er octobre 2019	Résolution: CA19 14 0295

Adopter le second projet de résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 septembre 2019.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14006 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 septembre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 12 septembre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 4 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2019;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un 10e logement dans le bâtiment situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283);

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.06 1191385009

Giuliana FUMAGALLI _____

Lyne DESLAURIERS _____

Mairesse d'arrondissement

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1191385009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande d'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire addenda a pour but de déposer le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 septembre 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte préposé à la planification

514 868-3494
Tél :
Télécop. : 514 868-3517

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1191385009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder, par résolution, la demande d'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003).

PV_7267, de l'Épée.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte préposé à la planification

Tél : 514 868-3494
Télécop. : 514 868-3517

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 12 septembre 2019 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relative au projet de résolution numéro PP19-14006

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, conseillère de la ville – district de Parc-Extension

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises

Roula Heubri, Architecte-Planification

Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement

Citoyens
Aucun citoyen ne s'est présenté à cette assemblée.

2. Présentation et contexte du projet de résolution PP19-14006

Le projet de résolution a été lu, et aucun commentaire n'a été formulé par les citoyens pour ce dossier.

Mitchell Lavoie présente le dossier.

3. Période de questions et de commentaires des citoyens

Aucun commentaire n'a été formulé pour ce dossier.

À 18 h 45, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce e jour du mois de septembre 2019.

_____
Mary Deros
Conseillère de la Ville - district de Parc-Extension

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191385009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande d'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003).

CONTENU

CONTEXTE

En janvier 2016, le requérant a acquis la propriété située au 7267, avenue de l'Épée qui était annoncée comme un bâtiment résidentiel de 9 logements. Or, actuellement un 10e logement, est aménagé au sous-sol et ce, depuis la construction du bâtiment en 1968.
Le propriétaire souhaite faire reconnaître officiellement ce dixième logement. Par contre, ce bâtiment est déjà dérogatoire et protégé par droits acquis. En effet, étant donné qu'il est situé dans une zone H.2-4, selon l'article 128 du Règlement de zonage, il devrait abriter tout au plus 8 logements alors que 9 ont déjà été autorisés au moment de sa construction. La reconnaissance d'une unité de logement additionnelle viendrait accroître cette non-conformité.

Une telle demande peut être étudiée en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003). Le conseil d'arrondissement peut, par résolution, autoriser un tel projet suite aux recommandations du Comité consultatif d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Avant 1994, le nombre maximal de logements n'était pas régi par la réglementation dans la zone ou est situé ce bâtiment. La présence de 9 ou 10 logements n'était donc pas dérogatoire. Par contre, à l'origine, sur les plans de construction, ce logement d'une chambre à coucher faisait partie intégrante du logement de 3 chambres à coucher situé au-dessus.
Le bâtiment de 3 étages et demi abrite des logements de une et deux chambres à coucher sauf pour le logement de 3 chambres au-dessus du logement dérogatoire. L'escalier reliant ces 2 logements aurait été retiré à un moment donné rendant ainsi les 2 logements indépendants. Aucune modification n'a été nécessaire pour le rendre conforme puisqu'il

possède déjà une entrée et une deuxième issue complètement indépendantes. Le sous-sol abrite également d'autres logements.

Les anciens propriétaires n'ont jamais loué cet appartement puisqu'ils en faisaient usage pour leurs propres enfants. Depuis la nouvelle acquisition ce logement est loué à de jeunes étudiants tout comme le logement au-dessus qui est loué en collocation.

Le projet déroge à l'article 128 du règlement de zonage de l'arrondissement qui stipule que dans une zone H.2-4, le nombre de logements doit être de minimum 2 et de maximum 8.

JUSTIFICATION

Les critères en vertu desquels doit être effectuée l'évaluation de la demande d'autorisation d'un projet particulier sont les suivants :

- respect des objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;
- qualités d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux, des types de matériaux de revêtement proposés pour les constructions ainsi que de l'affichage;
- avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;
- avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;
- impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;
- qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, au regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;
- avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;
- faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu.
- accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Selon les critères en vertu desquels est faite l'évaluation de la demande, la Direction du développement du territoire est favorable au projet pour les raisons suivantes:
- bien que l'immeuble comporte un nombre de logements excédant le maximum autorisé dans la zone, les impacts générés par une telle situation sont minimes, et, puisqu'il s'agit d'une situation qui semble exister depuis un certain temps et probablement depuis la construction du bâtiment, l'octroi de l'autorisation sollicitée n'engendrerait pas d'impact additionnel pour le voisinage;
- une telle autorisation permettrait de confirmer l'existence d'un logement abordable dans un secteur où la pression sur de telles unités d'habitation est importante;
- l'ajout de ce logement supplémentaire est envisageable considérant les dimensions de la propriété, le milieu d'insertion et la proximité de l'immeuble à d'importantes infrastructures de transport en commun.

Le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa séance du 3 juillet 2019, a recommandé au conseil d'arrondissement de donner une suite favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût de la demande de PPCMOI: 3 980,00$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public à paraître afin d'annoncer la tenue d'une assemblée de consultation publique.
Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Assemblée publique de consultation portant sur le projet.
- Adoption d'un deuxième projet de résolution.
- Publication d'un avis décrivant le mécanisme d'approbation référendaire.
- Adoption de la résolution.
- Émission du permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191385009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder, par résolution, la demande d'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003).

Localisation du site.pdf Normes réglementaires.pdf Plan.pdf

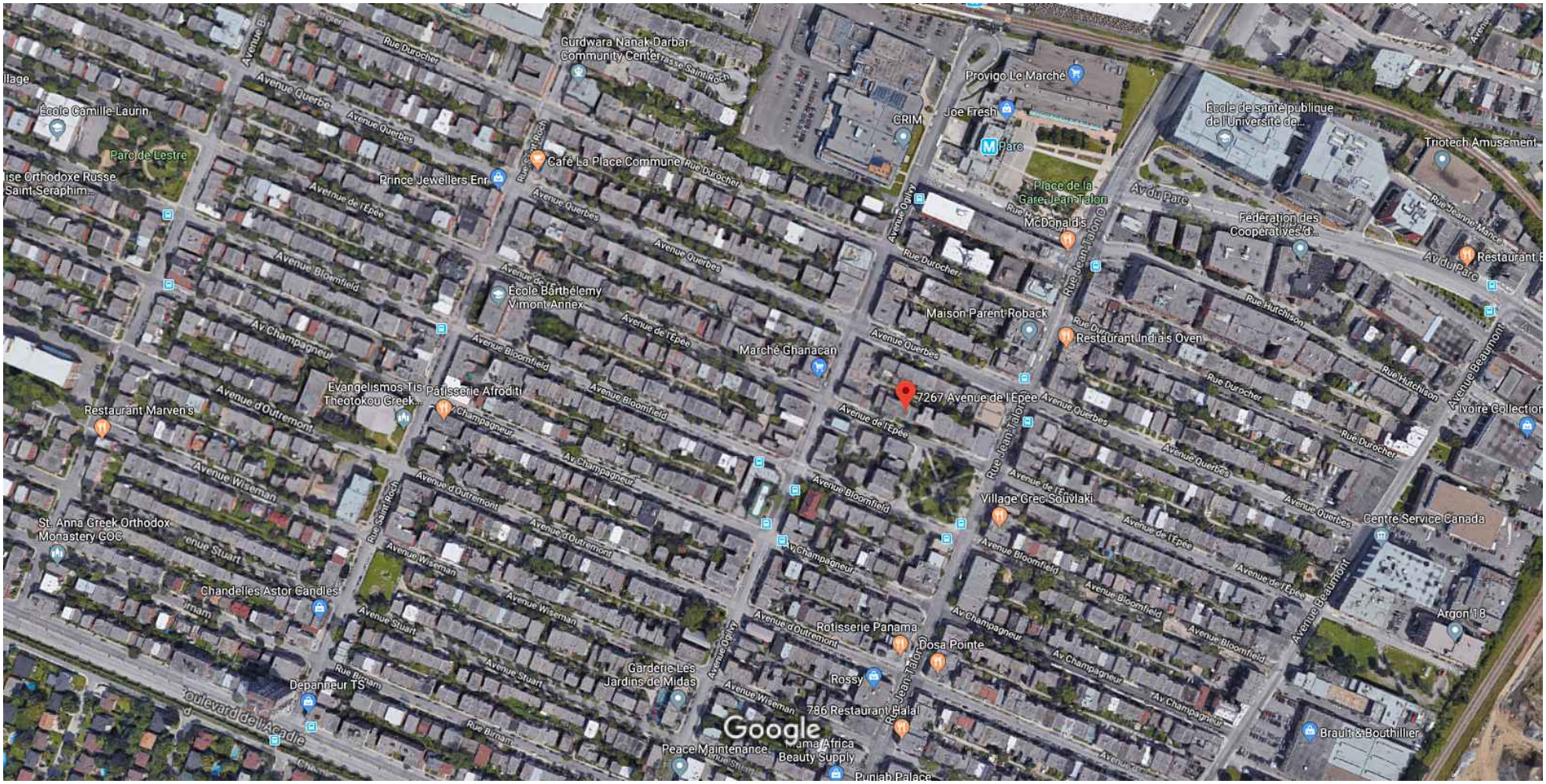
CCU_2019-07-03_PV (final).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

Google Maps 7267 Avenue de l'Épée



Images ©2019 Google, Données cartographiques ©2019 Google 50 m



7267 Avenue de l'Épée

Montréal, QC H3N 2E2

Itinéraires | Enregistrer | À proximité | Envoyer vers votre téléphone | Partager

Photos



Emplacement

Localisation: 582647-00 (OASIS) - 7267 avenue De L'Épée (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0212	215mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : H.2-4
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-06-14 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Heubri, Roula

LÉGENDE EN ARCHITECTURE

SYMBOLES

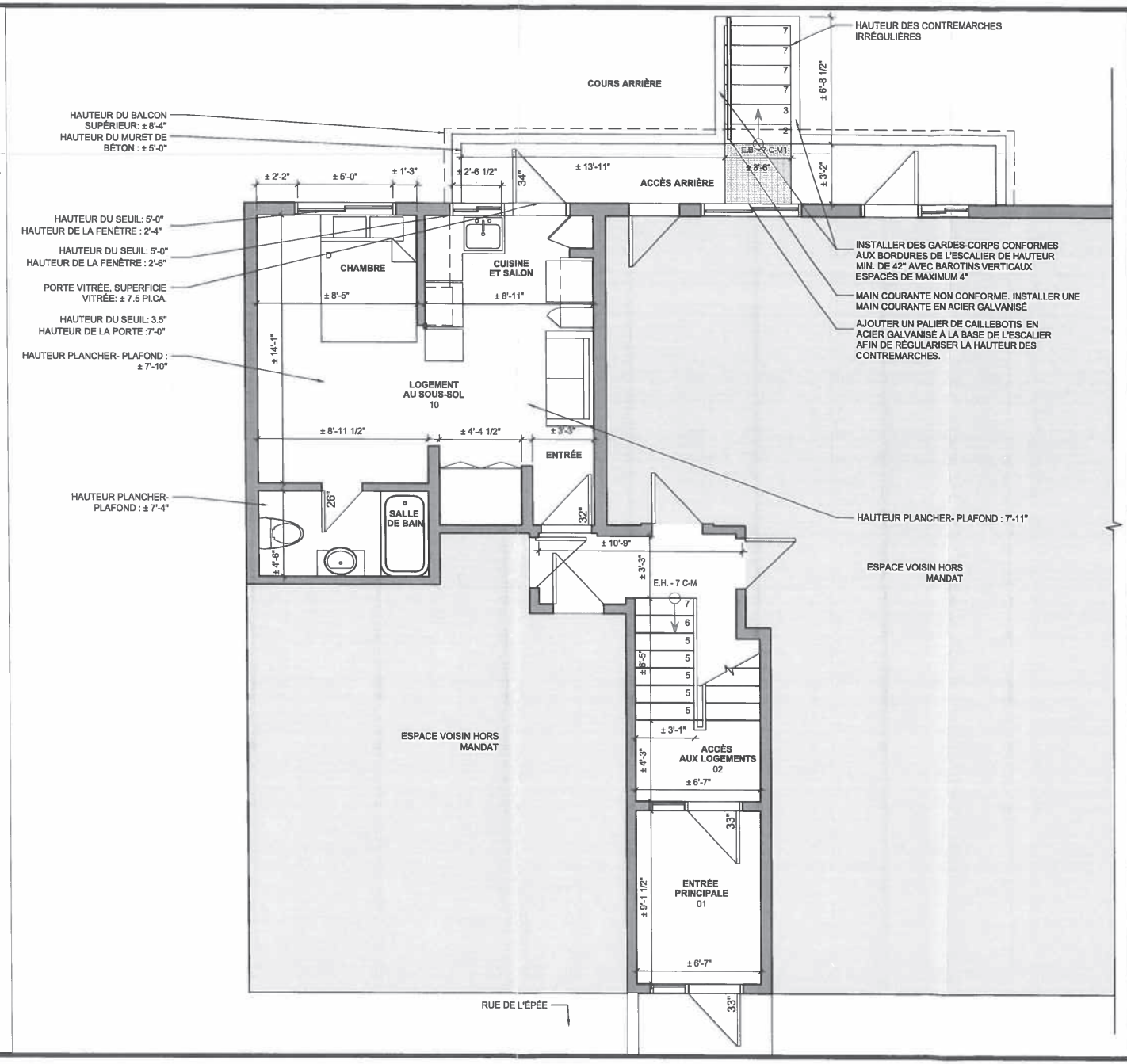
MUR EXISTANT CONSERVÉ

PORTE EXISTANTE

SUPERFICIE NETTE DU LOGEMENT: ± 303 PI.CA.
SUPERFICIE DES FENÊTRES :± 24.5 PI.CA.

SUPERFICIE DES FENÊTRES DE LA CUISINE: ± 12.9 PI.CA.

SUPERFICIE DES FENÊTRES DE LA CHAMBRE: ± 11.6 PI.CA.



STUDIO MMA
Architecture + Design

Vouli Mamfredis Architecte
Rob Miners Architecte

contact@studiomma.ca
7275, rue St.-Urbain, bureau 403
Montréal (Québec)
Canada H2R 2Y5
Tél. : (514) 388-3451
www.studiomma.ca

NE PAS MESURER À L'ÉCHELLE
DO NOT SCALE DRAWING

REVISIONS

NO.	DESCRIPTION	DATE
01	POUR PERMIS	2019-04-29

PAS POUR CONSTRUCTION

Ordre des architectes du Québec
#3612
ROBERT C. MINERS
ARCHITECTE

PROJET
ÉTUDE DE CONFORMITÉ DE LOGEMENT
7267, avenue de l'Épée
MTL (Villeray-Saint-Michel-Parc-Ex.)

DESSIN
PLAN DU LOGEMENT 10 ET ISSUES
SOUS-SOL ET REZ-DE-CHAUSSÉ

PROJET NO.	2019.22
ÉCHELLE	3/16"=1'-0"
DATE	29-04-2019
DESSINÉ PAR	M.L.
VÉRIFIÉ PAR	G.M.
RÉVISION NO.	
FEUILLE NO.	A-200

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 3 juillet 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Sylvain Ouellet, président du comité et conseiller de la ville – district François-Perrault

Francis Grimard
Esther St-Louis
Véronique Lamarre
Anh Truong
Katherine Routhier

Roula Heubri, architecte - planification
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
Eric Laplante, inspecteur du cadre bâti

Absents :
Aucun absent

1. Ouverture de la séance

À 18h30, le président Sylvain Ouellet, débute la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Véronique Lamarre

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclare d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption de procès-verbaux

Il est proposé par Francis Grimard

appuyé par Esther St-Louis

d'adopter le procès-verbal de la séance du 10 juin 2019.

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.3 PPCMOI : 7267, avenue de l'Épée	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Architecte – planification	Aucun

Objet

Accorder, par résolution, la demande d'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- La présence du logement #10 existant depuis plusieurs années
- L'usage résidentiel déjà existant au sous-sol depuis la construction du bâtiment

CCU19-07-03-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PPCMOI;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Francis Grimard

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h55, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce _____e jour du mois de _____ 2019.

_____	_____
Sylvain Ouellet, Président du comité et conseiller de la ville – district François-Perrault	Eric Laplante, Secrétaire du comité et inspecteur du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191010013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

D'**adopter**, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension (RCA04-14003), et ce,
malgré la disposition aux articles 10 et 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283),

Une résolution à l'effet d'autoriser la demande d'autorisation visant des modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest aux conditions suivantes:
- que la hauteur du bâtiment soit d'au plus 13,70 mètres;
- que la hauteur du bâtiment, incluant la construction hors toit, soit d'au plus 17,40 mètres;
- que soit autorisé comme usage principal la vente et la location de véhicules automobile;
- que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposée un des parements métallique et qui a été soumise pour information au comité consultatif d'urbanisme (CCU);
- que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-09-17 16:22

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er octobre 2019	Résolution: CA19 14 0296

Adopter le premier projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension (RCA04-14003), et ce, malgré la disposition aux articles 10 et 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes:

   - que la hauteur du bâtiment soit d'au plus 13,70 mètres;
   - que la hauteur du bâtiment, incluant la construction hors toit, soit d'au plus 17,40 mètres;
   - que soit autorisé comme usage principal la vente et la location de véhicules automobiles;
   - que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposée un des parements métalliques et qui a été soumise pour information au comité consultatif d'urbanisme (CCU);
   - que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

   Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1191010013

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1191010013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire Addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 24 octobre 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
Conseiller(ere) en amenagement

514 868-3495

Tél :

Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1191010013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)



PV_PPCMOI PP19-14008_final.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 000-0000

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 24 octobre 2019 à 18 h 00, au 405, avenue Ogilvy relative au premier projet de résolution numéro PP19-14008

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, conseillère de la ville - district de Parc-Extension

Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises

Citoyens
Aucun citoyen ne s'est présenté

Requérants
Gabriel Azouz (GPA Motor Trade Inc)
Isabelle Renaud (GPA Motor Trade Inc)

2. Présentation et contexte du premier projet de résolution PP19-14008

Le projet de résolution a été lu.

Mitchell Lavoie présente le dossier.

Aucun commentaire n'a été formulé par les citoyens pour ce dossier.

3. Période de questions et de commentaires des citoyens

Aucun commentaire n'a été formulé pour ce dossier.

À 18 h 15, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce e jour du mois d'octobre 2019.

_____	_____
Mary Deros	Cynthia Kabis Plante
Conseillère de la ville - district de Parc-Extension	Secrétaire de l'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191010013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis est déposée pour effectuer des travaux de transformation sur le bâtiment situé au 250, rue Crémazie Ouest. L'immeuble construit déroge à certaines dispositions qui ont été approuvées par projet particulier en 2011 et 2013 soit:
- la hauteur maximale autorisée qui est de 13,5 mètres;
- la hauteur totale maximale du bâtiment, incluant la construction hors toit, qui est de 17,00 mètres.

Puis, la nouvelle occupation des lieux par le concessionnaire Kia (vente et location de véhicules automobile) n'est actuellement pas autorisée à titre d'usage principal.

Ceci signifie alors que l'ensemble de ces éléments devront être permis par projet particulier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA07 14 0250 - 9 août 2007 - Approuver, conformément au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement, les plans visant la construction d'un bâtiment commercial (hôtel) sur le lot 2 589 411, à Montréal, bordant le boulevard Crémazie entre la rue Jeanne-Mance et l'avenue de l'Esplanade
CA11 14 0327 - 6 septembre 2011 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment sur la propriété située au 250, boulevard Crémazie Ouest (Demande de permis 3000432243)

CA11 14 0330 - 6 septembre 2011 - Adopter la résolution numéro PP11-14014, afin de permettre la construction et l'occupation à des fins commerciales d'un nouveau bâtiment de deux étages sur le lot 2 589 411, situé sur le boulevard Crémazie Ouest

CA12 14 0299 - 10 septembre 2012 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans modifiant les plans approuvés visant la construction d'un nouveau bâtiment sur la propriété située au 250, boulevard Crémazie Ouest. Demande

de permis 3000533172

CA13 14 0256 - 2 juillet 2013 - Adopter la résolution numéro PP13-14009 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvé le 7 juin 2011 par la résolution CA11 14 0223 pour le nouveau bâtiment à des fins commerciales, situé sur le lot 2 589 411 (250, boulevard Crémazie Ouest - Projet Autolux), zone 0009, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

CA13 14 0260 - 2 juillet 2013 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans modifiant les plans approuvés visant la construction d'un nouveau bâtiment sur la propriété située au 250, boulevard Crémazie ouest. Demande de permis numéro 3000680647

CA15 14 0177 - 5 mai 2015 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A de l'arrondissement, le plan visant l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 25, boulevard Crémazie Ouest. Demande d'installation d'enseigne 3000980625

DESCRIPTION

La propriété visée se situe dans la zone 009 où sont autorisés les usages des catégories suivantes: I.2, C.7, C.1 et E.7. Dans ce secteur les bâtiments doivent avoir une hauteur variant entre 4 et 12,5 mètres et peuvent occuper la totalité de la superficie d'un terrain sans dépasser une densité de 4.5.
Travaux de transformation

Le groupe Gabriel, qui vendait et réparait des véhicules d'occasion au 250, boulevard Crémazie Ouest, a décidé de changer sa bannière pour devenir un concessionnaire Kia - véhicules électriques.

Pour ce faire, l'entreprise doit effectuer des travaux pour rendre son bâtiment conforme aux exigences de Kia Canada. En plus, elle souhaite augmenter sa visibilité depuis le boulevard Crémazie.

Il est donc suggéré de prolonger de 1,65 mètre le mur latéral ouest et d'y construire une marquise de 2,92 mètres de largeur et d'un peu plus de 6,20 mètres de hauteur. Ces nouvelles parties de mur seront recouvertes de parements métallique de couleur rouge, blanc et gris.

Des panneaux métalliques rouge et gris seront installés autour de la porte pour marquer l'entrée.

Enseignes

L'installation d'une enseigne sur socle est également planifiée en bordure de la rue. Celle-ci aura 5,18 mètres de haut et 2,44 mètres de large. Elle sera recouverte d'aluminium aux couleurs de l'entreprise, soit rouge et grise sur lesquels apparaîtront le logo de Kia et le nom du concessionnaire.

L'enseigne sera éclairée de l'intérieur.

Pour ce qui est des enseignes à plat qui seront installées sur le bâtiment, aucune information les concernant ne nous a été transmise.

Travaux réalisés

Pour ce qui est des éléments du bâtiment existant qui ne sont pas conformes à ce qui étaient prévus initialement, ils sont les suivants:
- le bâtiment est plus haut de 0,15 mètre que la hauteur permise qui est de 13,50 mètres.
- la construction hors toit dépasse de 0,38 mètre la hauteur autorisée qui est de 17 mètres.

JUSTIFICATION

Les critères en vertu desquels doit être effectuée l'évaluation de la demande d'autorisation d'un projet particulier sont les suivants :
- respect des objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;
- qualité d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux, des types de matériaux de revêtement proposés pour les constructions ainsi que de l'affichage;
- avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;
- avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;
- impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;
- qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, au regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;
- avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;
- faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu;
- accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Selon les critères en vertu desquels est faite l'évaluation de la demande, la Direction du développement du territoire est d'avis que la présente demande est justifiée pour la raison suivante:
- le concessionnaire occupe déjà les lieux;
- les modifications qui seront apportées au bâtiment visent à rendre les lieux conformes à l'image corporative de Kia.

La direction émet toutefois des réserves concernant les éléments suivants:
- la marquise proposée est trop imposante, elle n'est pas en lien avec le caractère architectural du bâtiment et elle ne contribuera pas à le mettre en valeur;
- l'installation d'une enseigne sur socle est prévue pour augmenter la visibilité de l'établissement depuis le boulevard Crémazie;
- la majorité des autres concessionnaires Kia ne comporte pas de marquise.

À sa séance du 10 septembre 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont recommandé d'accepter la demande telle que soumise aux conditions suivantes:
- que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposé un des parements métallique et qui a été soumise pour information au CCU;
- que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût estimé des travaux: 330 000$
Frais d'étude: 6 242$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier pourrait occasionner des retards dans les travaux

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage du projet sur le terrain visé;
Publication d'un avis annonçant une assemblée publique de consultation;
Publication d'un avis décrivant le mécanisme d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption d'un premier projet de résolution;
- Assemblée publique de consultation;
- Adoption d'un deuxième projet de résolution;
- Avis public portant sur la démarche d'approbation référendaire;
- Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au plan d'urbanisme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-12

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191010013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)



Certificat localisation 250 Cremazie Ouest.pdfLocalisation du site.png

Normes règlementaires_250 Crémazie O.pdf Resolution_2013.pdf Resolution_2014.pdf

Plans du projet_250 Crémazie Ouest.pdfCCU_Extrait PV_2019-09-09-final.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DOSSIER NUMÉRO RSM10400561-1
MINUTE NUMÉRO 20184

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOTS	:	**2 589 411**
CADASTRE	:	**QUÉBEC**
MUNICIPALITÉ	:	**VILLE DE MONTRÉAL**
ARRONDISSEMENT	:	**VILLERAY/SAINT-MICHEL/PARC-EXTENSION**
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	**MONTRÉAL**

Je, soussigné, Jean-Luc Léger, arpenteur-géomètre, dûment autorisé à pratiquer l'arpentage dans la Province de Québec, ayant étude à Longueuil, Comté de Chambly, certifie que :

MANDAT :

De Monsieur **Gabriel Azouz, président de GPA MOTOR TRADE INC.** a requis la confection du présent certificat de localisation pour la vente de la propriété.

DATE DU LEVÉ :

Le 15 novembre 2013, j'ai procédé à la localisation du bâtiment érigée au 250 boulevard Crémazie Ouest, en la Municipalité de la Ville de Montréal arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension.

RÉFÉRENCE AU TITRE DE PROPRIÉTÉ :

Les recherches effectuées au bureau de la publicité des droits de Montréal en date du 22 novembre 2013 m'ont permis de constater :

GPA MOTOR TRADE INC. est propriétaire de cet immeuble en vertu de l'acte publié sous le numéro 19 527 029 en date du 30 octobre 2012.

HISTORIQUE CADASTRAL :

Le lot 2 589 411 a été déposé officiellement au bureau de la publicité des droits le 29 janvier 2003 suite à une opération cadastrale de rénovation. Ce lot rénove le lot 642-848 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent.

Le lot 642-848 a été déposé officiellement au bureau de la publicité des droits le 30 juillet 1990 suite à une opération cadastrale de remplacement. Le lot 642-848 remplace une partie du lot 642-781. Le lot 642-781 fut mis en vigueur le 21 février 1951 et corrigé le 30 juillet 1990.

Le cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent entra en vigueur le **2 novembre 1877,** créant entre autre le lot originaire **642.**

DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS :

Cette propriété est connue et désignée comme étant le lot 2 589 411 du cadastre officiel du Québec.

Ce lot contient en superficie 3 770,5 m^2.

CONCORDANCE :

En relation avec l'historique cadastral de cette propriété, il y a concordance entre le titre de propriété et le cadastre.

De plus, en relation avec les mesures et contenance de cette propriété, il y a concordance entre le titre de propriété et le cadastre rénové.

Quant à l'occupation exercée sur cette propriété, celle-ci, telle que montrée sur le plan ci-joint, permet de conclure qu'elle concorde avec le titre de propriété et le cadastre sauf pour une partie de la clôture arrière de la propriété qui n'est pas représentative de la limite de propriété.

BORNAGE :

Aucun procès-verbal de bornage n'est inscrit comme tel au registre foncier de cet immeuble.

BÂTIMENTS, DÉPENDANCES ET STRUCTURES LOCALISÉS SUR LE BIEN-FONDS :

J'ai localisé sur cette propriété un bâtiment isolé sur dalle de béton de 3 étages en construction dont seulement la structure métallique est installée ainsi qu'un conduit de gaz naturel qui a été relevé. Les dimensions du bâtiment sont en référence à la fondation.

Ses dimensions et localisation sont indiquées sur le plan ci-joint préparé par le soussigné.

EMPIÉTEMENT :

Il existe sur la propriété voisine (lot 2 589 345) une rampe temporaire d'accès qui empiète partiellement sur notre propriété.

Il existe un conduit de gaz naturel qui a été relevé et aucune servitude n'a été publiée au bureau de publicité foncière.

SERVITUDE :

Une servitude de passage en faveur de notre propriété est publiée sous les numéros 934 316 et 3 970 012, suite à des morcellements depuis la création de la servitude, la présente propriété n'a plus de lien pour communiquer au fond servant inscrit dans ces actes.

Il n'existe aucune autre servitude active ou passive publiée au registre foncier ou contenue dans le dernier acte d'acquisition, ni aucune autre servitude apparente ou charge qui devrait normalement faire l'objet d'une servitude réelle concernant ce bien-fonds.

OUVERTURES ET VUES:

Les ouvertures des constructions érigées sur cet emplacement ainsi que sur les propriétés voisines sont toutes situées à des distances supérieures à celles exigées par les articles 993 à 996 du Code civil du Québec.

MITOYENNETÉ :

Aucun mur du bâtiment érigé sur la propriété susdécrite est mitoyen.

AVIS D'EXPROPRIATION :

Suivant les inscriptions au registre foncier se rapportant à la propriété faisant l'objet du présent rapport, aucun avis d'expropriation n'affecte présentement les droits réels de cette propriété.

RÉSERVE POUR FINS PUBLIQUES :

Il n'existe aucune réserve pour fins publiques pouvant affecter la propriété faisant l'objet du présent rapport.

AIRE DE PROTECTION DE BIENS CULTURELS CLASSÉS :

La propriété faisant l'objet du présent rapport n'est pas classée ou reconnue comme étant un bien culturel et n'est pas située à l'intérieur d'une aire de protection d'un bien culturel classé, ou d'un arrondissement historique.

De plus, aucune inscription de ce genre n'apparaît au registre foncier de ladite propriété, tel que requis en vertu de la loi sur les biens culturels (L.R.Q. c. B-4). Aucune disposition similaire n'apparaît au règlement municipal de zonage.

ZONAGE AGRICOLE (LOI 90) :

La propriété susdécrite n'est pas située à l'intérieur d'une zone agricole dont le plan a été approuvé par décret du gouvernement en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1).

RÈGLEMENTS DE ZONAGE ET DE LOTISSEMENT :

La propriété est conforme à la zone commerciale (C.7A et C.1(2)C) et industrielles (I.2C) du règlement municipal de zonage de la Ville de Montréal arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension, quant à la position de la construction principale respecte les règlements municipaux relatifs au zonage actuellement en vigueur numéro 01-283.

Le tout tel que montré sur le plan accompagnant le présent rapport.

ZONE D'INONDATION ET ZONE DE PROTECTION :

Le bien-fonds n'est pas situé à l'intérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau, signée en 1976 et ses modifications subséquentes.

De plus, le bien-fonds n'est pas situé à l'intérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection riveraine, d'une zone d'inondation ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

ZONE AÉROPORTUAIRE :

Suivant les inscriptions au registre foncier, le bien-fonds n'est pas situé à l'intérieur d'une zone aéroportuaire établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique.

ENSEMBLE IMMOBILIER :

La propriété faisant l'objet du présent rapport ne présente aucun élément apparent d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., c. R-8.1).

SYSTÈME DE MESURE :

Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).

UTILISATION DES DOCUMENTS :

Le présent rapport qui est partie intégrante du certificat de localisation et le plan qui l'accompagne doit faire partie, selon les renseignements obtenus, de la documentation requise à des fins de vente ou de créance de la propriété par ledit propriétaire et ne devra être utilisé ou invoqué à d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné ou du détenteur de son greffe.

CERTIFICAT :

Je certifie que le présent rapport et le plan qui l'accompagne sont conformes aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux et à ceux fournis par les documents que j'ai pu recueillir.

De plus, les éléments mentionnés aux paragraphes 1° à 23° du premier alinéa de l'article 9 du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation (L.R.Q., c. A-23, a. 49) ont été

vérifiés par le soussigné.

Enfin, les éléments visés aux paragraphes 9° et 13° à 17° du premier alinéa de l'article 9 du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation (L.R.Q., c. A-23, a. 49) ont été personnellement validés par le soussigné.

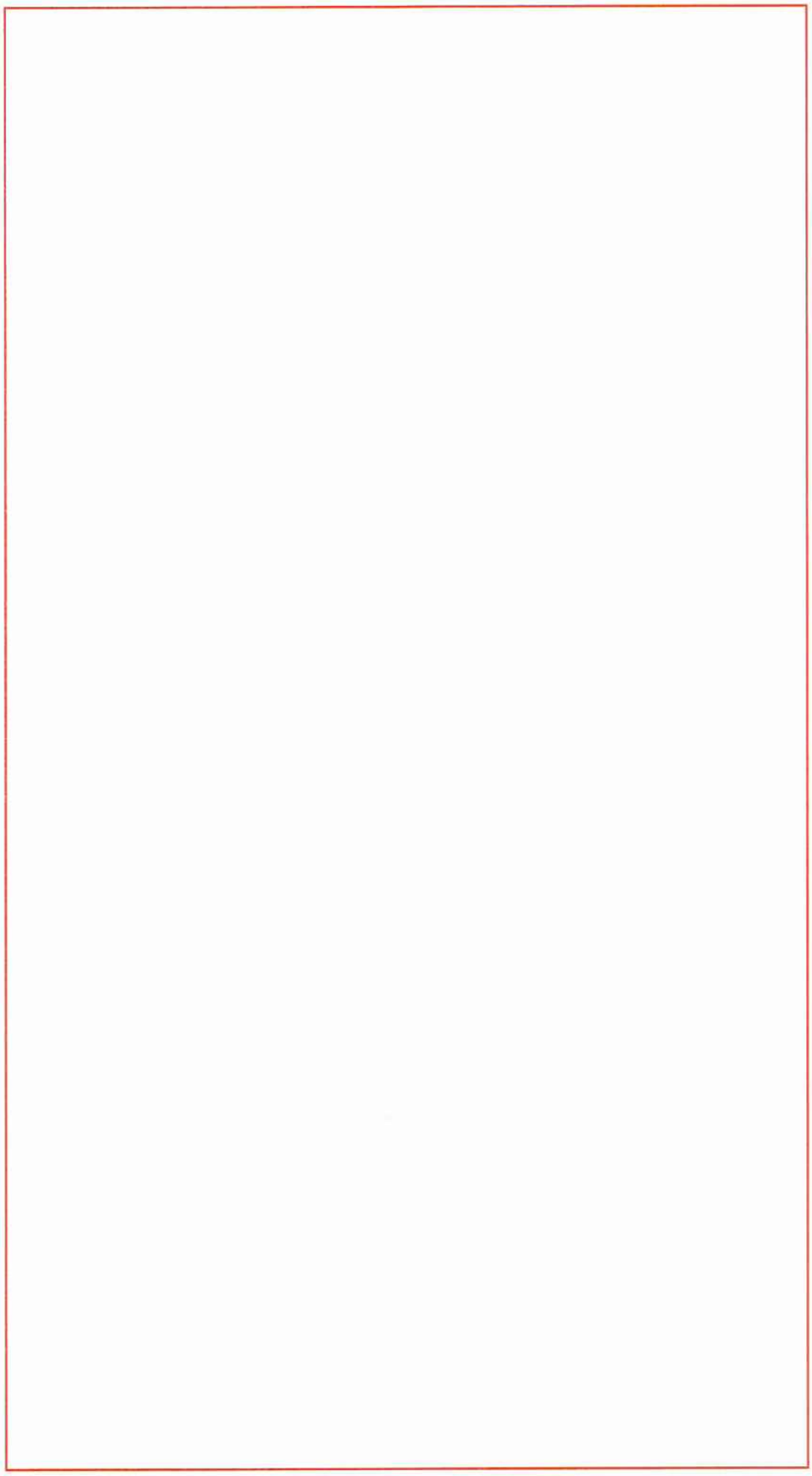
PRÉPARÉ À LONGUEUIL, LE 22 NOVEMBRE 2013, SOUS LE NUMÉRO 20184 DE MES MINUTES, DOSSIER NUMÉRO RSM10400561-1.

JEAN-LUC LÉGER
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

VRAIE COPIE DE L'ORIGINAL

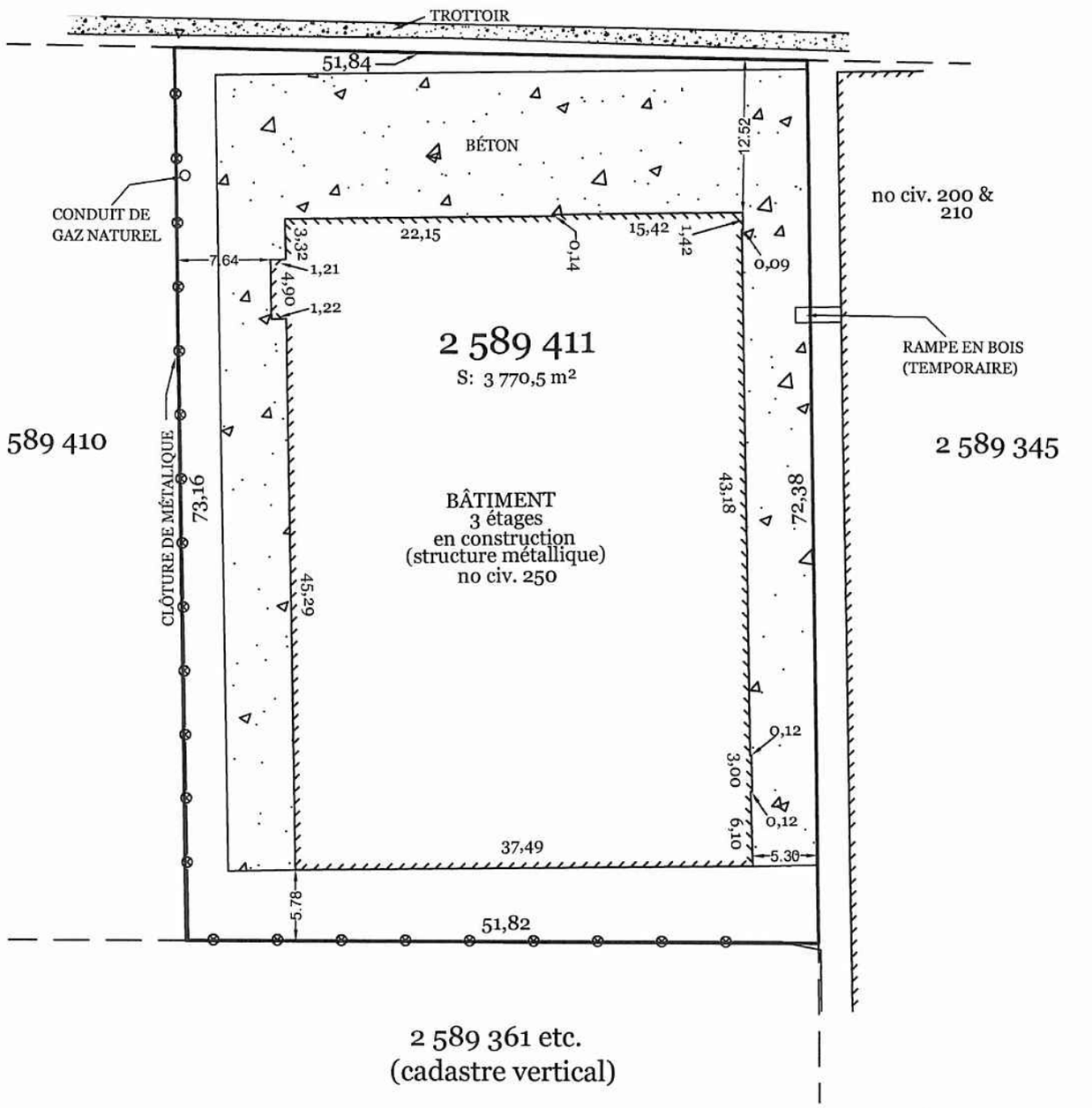
ÉMISE LE _____

PAR : _____



BOULEVARD CRÉMAZIE OUEST

2 590 459



ÉCHELLE : 1 : 500

15 NOVEMBRE 2013

REQUÉRANT :

GPA MOTOR TRADE INC.

NOTES :
- Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).
- Toutes les mesures concernant les bâtiments sont prises sur la fondation
- Ce plan, préparé pour des fins de vente et / ou d'obtention de prêt hypothécaire, ne devra pas être utilisé ou invoqué pour d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.
- Ce plan fait partie intégrante du certificat de localisation.

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Lot (s) : 2 589 411

Cadastre: du Québec

Circonscription foncière de: Montréal

Municipalité: Montréal

Arrondissement : Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension

Le groupe XYZ
CIVITAS

DIVISION DE LONGUEUIL
1085, boulevard Sainte-Foy, bureau 230,
Longueuil, Québec J4K 1W7
TÉL:(450) 670-1113
FAX: (450) 674-9522

Dressé par

JEAN-LUC LÉGER
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Copie conforme à l'original,
émise le . . . . . .

ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

MINUTE : 20 184	DOSSIER : RSM10400561-1	Dessiné par : GL ET JMD	Longueuil, le 22 NOVEMBRE 2013


Système d'information géographique et spatiale
rue Meunier
rue Tolhurst
autoroute 40
boulevard Crémazie Ouest
rue Waverly
rue Bellerive
avenue de l'Esplanade
250
306
200-20
180-200
303
255
221-23
225-29
233-37
180
155
24/38

Emplacement

Localisation: 691870-50 (OASIS) - 250 boulevard Crémazie Ouest (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0009	70510mc	Terrain situé dans plus d'un secteur de zonage - Vérifier plans annexes

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	4 m	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	N/A	N/A	**Étage sous les combles :**	N/A	**Mode implantation :**	I,J,C
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	100%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 07
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : I.2C, C.7A, C.1(2)C, E.7(1)
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-08-13 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Pelletier, Clothilde-Bere

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 2 juillet 2013	Résolution: CA13 14 0256

Adopter la résolution numéro PP13-14009 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvé le 7 juin 2011 par la résolution CA11 14 0223 pour le nouveau bâtiment à des fins commerciales, situé sur le lot 2 589 411 (250, boulevard Crémazie Ouest - Projet Autolux), zone 0009, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003).

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP13-14009 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 7 mai 2013 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 22 mai 2013, dûment convoquée par avis paru dans le journal Progrès de Villeray/Parc-Extension du 14 mai 2013;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu et le second projet de résolution adopté par le conseil d'arrondissement à sa séance du 4 juin 2013;

CONSIDÉRANT qu'un avis de demande d'approbation référendaire a été publié dans le journal Nouvelles Parc-Extension, édition du 15 juin 2013;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'approbation référendaire de la part des personnes intéressées à cette résolution n'a été reçue à l'arrondissement en temps opportun;

Il est proposé par Anie SAMSON

appuyé par Frantz BENJAMIN

et résolu :

d'adopter, en vertu du règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 10 et 119 du règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), une résolution à l'effet d'accorder la demande de modification du projet particulier approuvé le 7 juin 2011 par la résolution CA11 14 0223 pour un bâtiment à des fins commerciales, situé sur le lot 2 589 411 (boulevard Crémazie ouest), afin d'autoriser :

- l'usage *entreposage de véhicules neufs* sur le toit du bâtiment;
- un bâtiment d'une hauteur maximale de 13,5 mètres et des constructions hors-toit d'une hauteur maximale de 17 mètres;

et afin de remplacer les plans *Élévation boulevard Crémazie*, *Élévation ouest*, *Élévation est* et *Élévation arrière* datés d'avril 2011, réalisés par l'atelier d'architecture Saroli Palumbo inc. et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 18 mai 2011 par les plans *Élévation boulevard Crémazie*, *Élévation ouest*, *Élévation est* et *Élévation arrière* datés d'avril 2011, réalisés par l'atelier d'architecture Saroli Palumbo inc. et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 8 avril 2013.

Adopté à l'unanimité.

40.18 1134992009

Anie SAMSON
_____
Maire d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 3 juillet 2013

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2011	Résolution: CA11 14 0330

Adopter la résolution numéro PP11-14014, afin de permettre la construction et l'occupation à des fins commerciales d'un nouveau bâtiment de deux étages sur le lot 2 589 411, situé sur le boulevard Crémazie Ouest.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP11-14014 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 7 juin 2011, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003) et ce, malgré les articles 52, 87, 119, 538, 576 et 587 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (01-283);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 22 juin 2011, dûment convoquée par avis paru dans le journal Progrès de Villeray/Parc-Extension édition du 14 juin 2011;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu et le second projet de résolution adopté par le conseil d'arrondissement à sa séance du 5 juillet 2011;

CONSIDÉRANT qu'un avis de demande d'approbation référendaire a été publié dans le journal Nouvelles Parc-Extension News, édition du 16 juillet 2011;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'approbation référendaire de la part des personnes intéressées à cette résolution n'a été reçue à l'arrondissement en temps opportun;

Il est proposé par Anie SAMSON

appuyé par Frank VENNERI

et résolu :

d'adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003) et ce, malgré les dispositions des articles 52, 87, 119, 538, 576 et 587 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283),

une résolution numéro **PP11-14014,** à l'effet d'accorder la demande d'autorisation pour le lot 2 589 411 situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, afin d'autoriser :

- l'usage réparation et entretien de véhicules automobiles et l'usage complémentaire vente et location de véhicules automobiles
- un alignement de construction allant jusqu'à 13,2 mètres;
- une façade constituée de 90% d'ouverture;

- aucune aire de chargement;
- une largeur d'allée de circulation de 5,3 mètres pour le stationnement intérieur;
- une allée de circulation extérieure sans un dégagement de 1 mètre.

et ce, aux conditions suivantes :

- que l'apparence architecturale du bâtiment respecte substantiellement les plans *Élévation boulevard Crémazie*, *Élévation ouest*, *Élévation est* et *Élévation arrière* datés d'avril 2011, réalisés par l'atelier d'architecture Saroli Palumbo inc. et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 18 mai 2011;

- que l'implantation du bâtiment et l'aménagement paysager respectent substantiellement le plan *Plan d'implantation*, daté de mai 2011, réalisé par l'atelier d'architecture Saroli Palumbo inc. et estampillé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 18 mai 2011.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.14 1114992003

Anie SAMSON
_____
Maire d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 septembre 2011

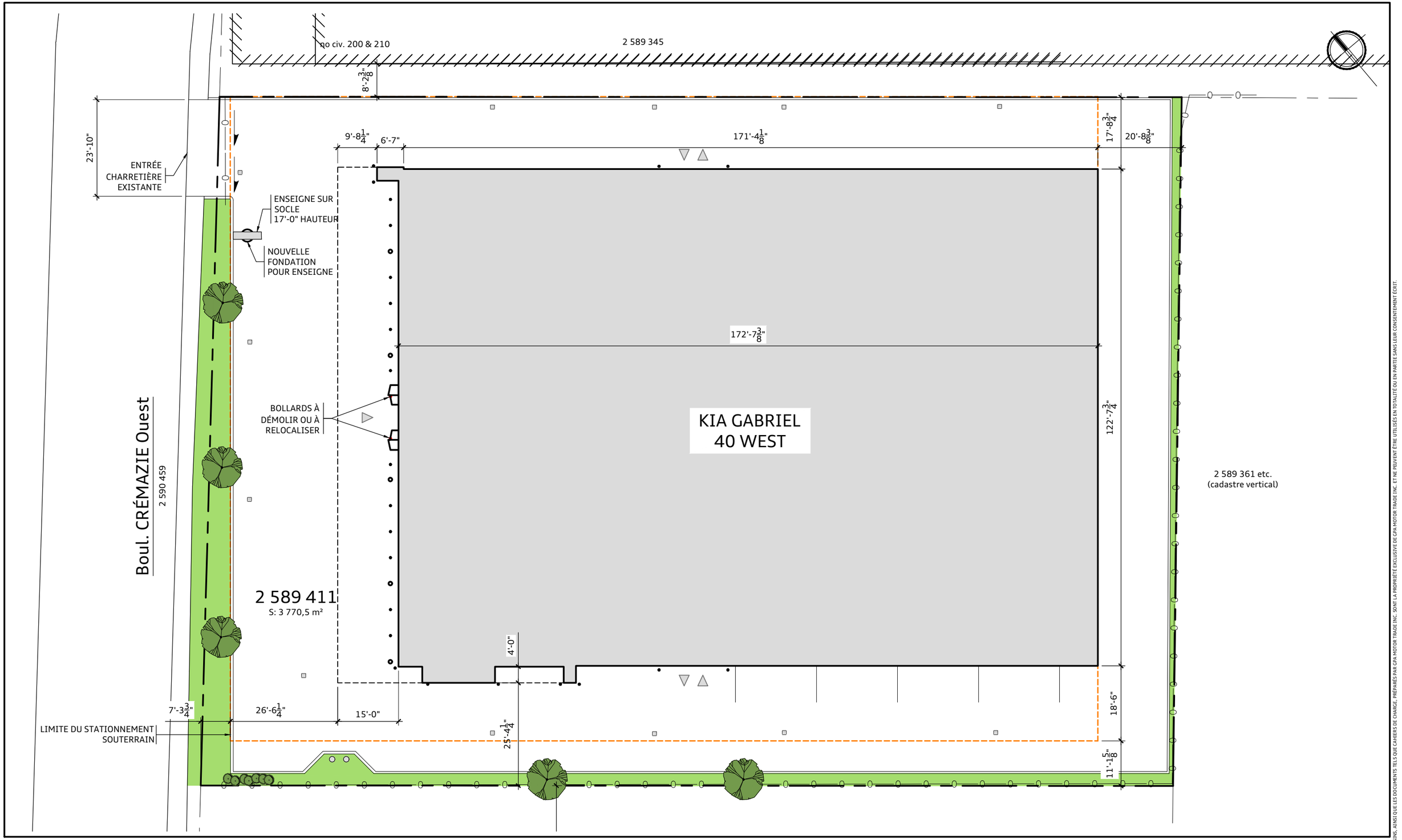
T

LUMINIUM
NC (PANTONE 11-0601)

250, Crémazie Ouest, Montréal



GROUPE



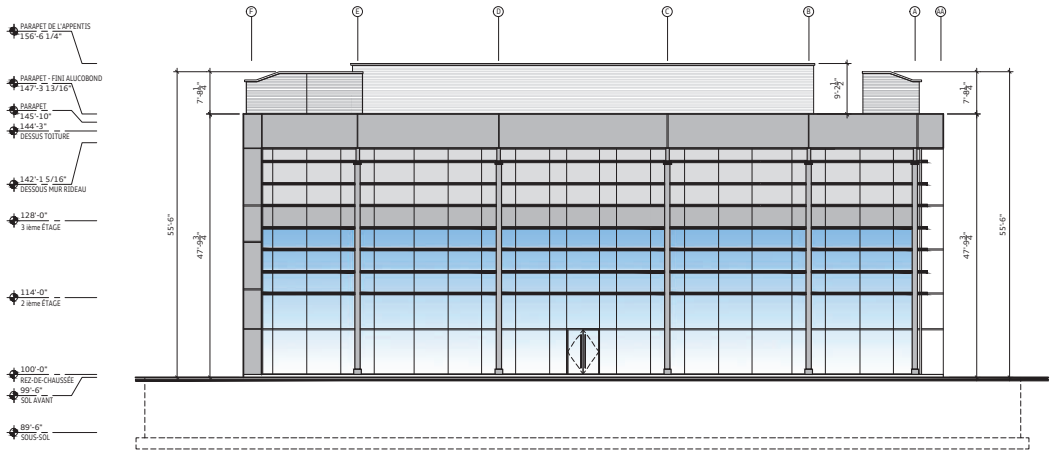
GROUPE GABRIEL
GPA MOTOR TRADE INC
5905, Route Transcanadienne
St-Laurent, Québec
H4T 1A1
T: 514.748.2301
F: 514.868.8594

PLAN D'IMPLANTATION PROPOSÉ

ÉCHELLE: 3/64" = 1'-0"

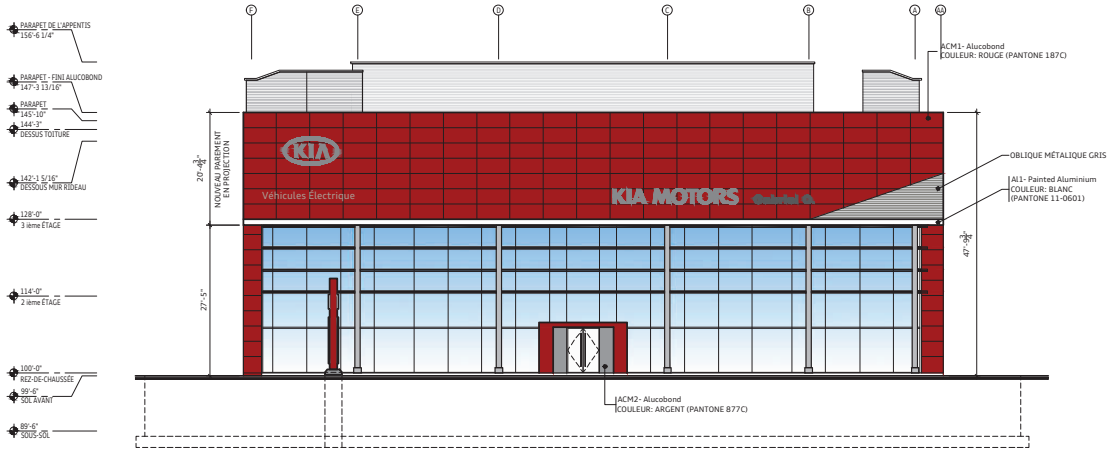
Kia Gabriel 40 West
250, Crémazie Ouest, Montréal
3 SEPTEMBRE 2019 | A100

COPYRIGHT: TOUS LES DESSINS, AINSI QUE LES DOCUMENTS TELS QUE CAHIERS DE CHARGE, PRÉPARÉS PAR GPA MOTOR TRADE INC. SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE GPA MOTOR TRADE INC. ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS LEUR CONSENTEMENT ÉCRIT.

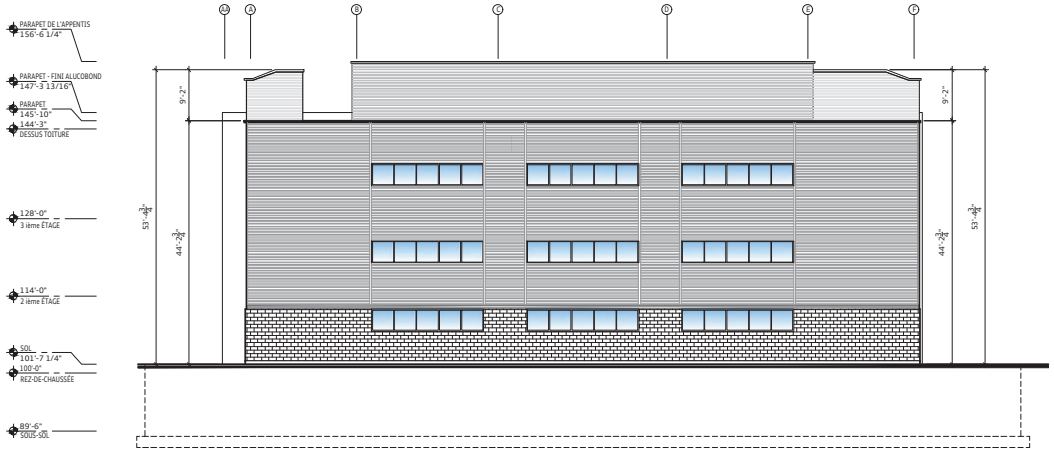


1 ÉLÉVATION NORD EXISTANTE
1/16" = 1'-0"

L'apparence devra être similaire à celle de la page 1 du document



1 ÉLÉVATION NORD PROPOSÉE
1/16" = 1'-0"



2 ÉLÉVATION SUD - AUCUN CHANGEMENT
1/16" = 1'-0"

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC., ET NE DEVRA ÊTRE EXPLOITÉ QUE PAR SON APPROBATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRÉSÉANCES SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

LES ENTREPRENEURS DOIVENT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER, ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMMISION À L'ATTENTION DE L'ARCHITECTE.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

CE DOCUMENT DOIT COMPORTER LA SIGNATURE ORIGINALE DE L'ARCHITECTE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION.

0	POUR PERMIS	2019-05-14

I verified

7109 Transcanadienne, Suite
Saint-Laurent, Québec, H4T 1A2
Tél.: (514) 331-4777
Fax.: (514) 331-0461
E-mail: info@khazaka.ca

2019-05-14

STRUCTURE:

MÉCANIQUE:

ÉLECTRIQUE:

CIVIL:

KIA GABRIEL - 40 WEST

250, CRÉMAZIE OUEST
MONTRÉAL

GPA MOTOR TRADE INC.

ÉLÉVATIONS NORD & SUD
EXISTANTE & PROPOSÉE

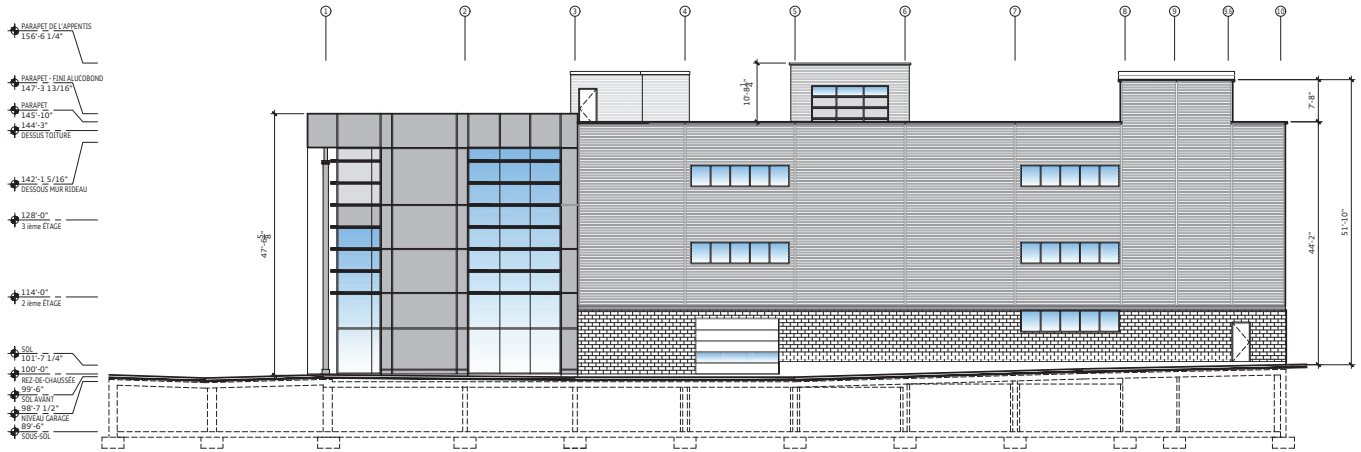
I. RENAUD | R. KHAZAKA

1/16" = 1'-0" | MARS 2019

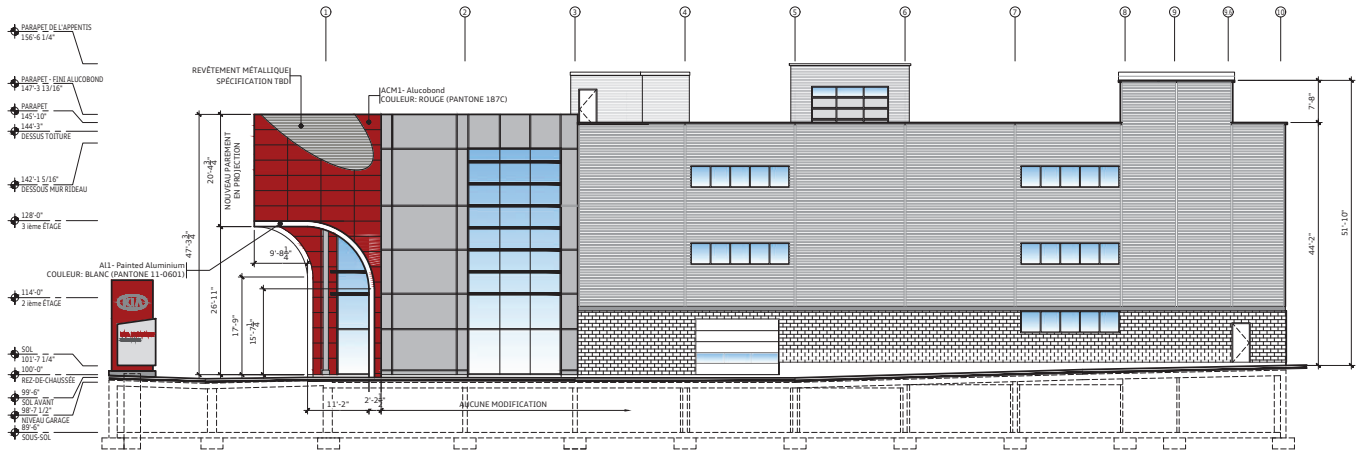
K19-661

A500

RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.



3 ÉLÉVATION EST EXISTANTE
1/16" = 1'-0"



3 ÉLÉVATION EST PROPOSÉE
1/16" = 1'-0"

L'apparence devra être similaire à celle de la page 1 de ce document

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.), ET NE DEVRA ÊTRE EXPLOITÉ QUE PAR SON APPROBATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRÉSÉANCES SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

LES ENTREPRENEURS DOIVENT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER, ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMMISION À L'ATTENTION DE L'ARCHITECTE.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

CE DOCUMENT DOIT COMPORTER LA SIGNATURE ORIGINALE DE L'ARCHITECTE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION.

0	POUR PERMIS	2019-05-14

PERMIT FORMAT
I verified

RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.
7109 TRANSCANADIENNE, SUITE
SAINT-LAURENT, QUÉBEC, H4T 1A2
TEL.: (514) 331-4777
FAX.: (514) 331-021
E-MAIL: INFO@KHAZAKA.CA

2019-05-14

STRUCTURE:
MÉCANIQUE:
ÉLECTRIQUE:
CIVIL:

KIA GABRIEL - 40 WEST

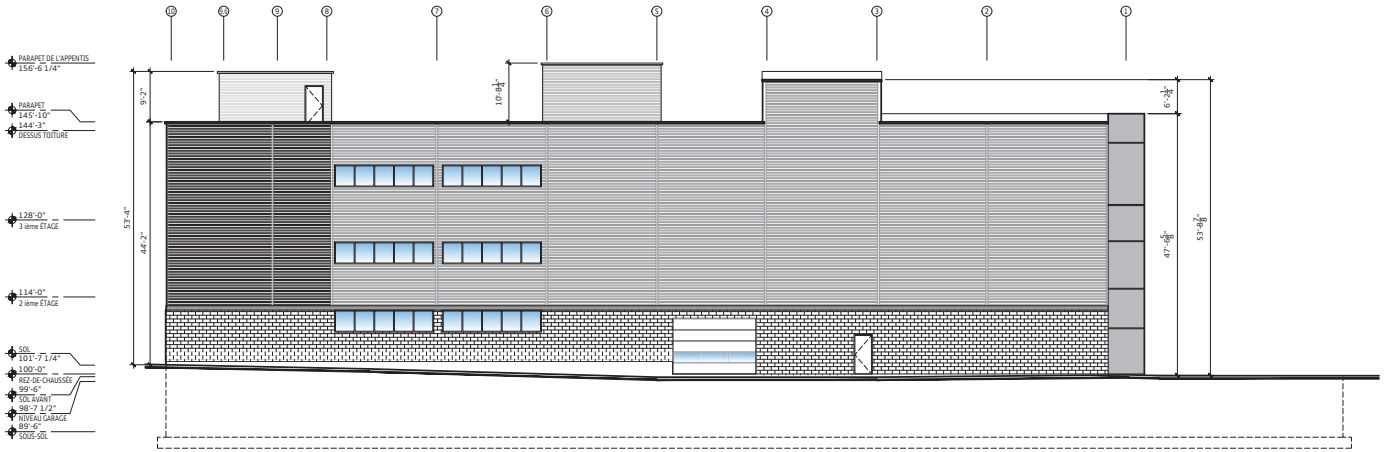
250, CRÉMAZIE OUEST
MONTRÉAL

GPA MOTOR TRADE INC.

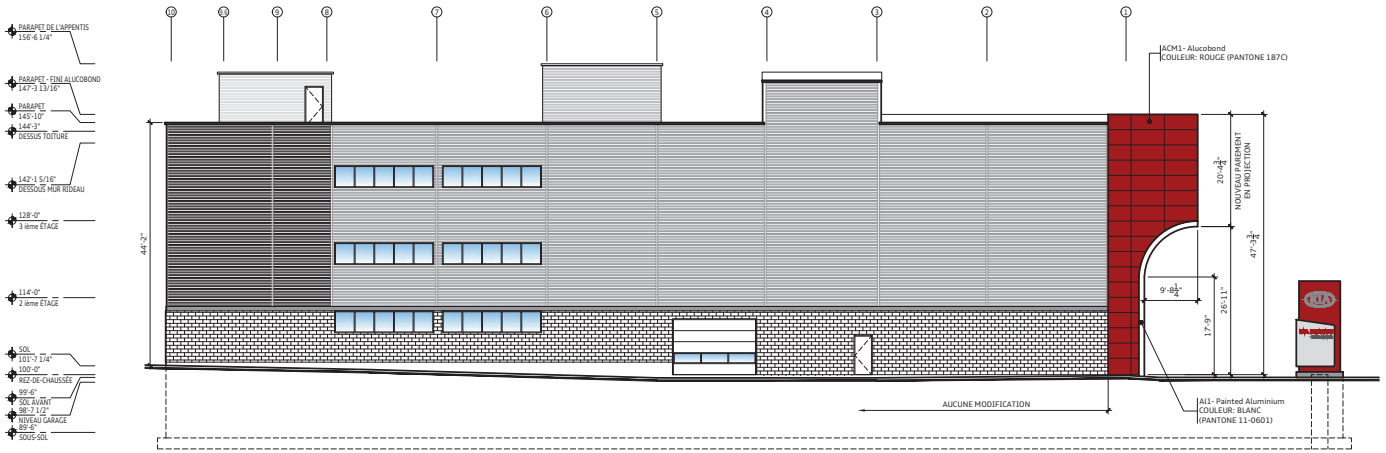
ÉLÉVATIONS EST
EXISTANTE & PROPOSÉE

I. RENAUD	R. KHAZAKA
1/16" = 1'-0"	MARS 2019
K19-661	

A505



4 ÉLÉVATION OUEST EXISTANTE
1/16" = 1'-0"



4 ÉLÉVATION OUEST PROPOSÉE
1/16" = 1'-0"

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE "RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.", ET NE DEVRA ÊTRE EXPLOITÉ QUE PAR SON APPROBATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRÉSÉANCES SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

LES ENTREPRENEURS DOIVENT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER, ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMMISION À L'ATTENTION DE L'ARCHITECTE.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

CE DOCUMENT DOIT COMPORTER LA SIGNATURE ORIGINALE DE L'ARCHITECTE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION.

0	POUR PERMIS	2019-05-14

I verified

7109 Transcanadienne, Suite
Saint-Laurent, Québec, H4T 1A2
Tel.: (514) 331-4777
Fax.: (514) 331-021
E-mail: info@khazaka.ca

2019-05-14

RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.

A510

STRUCTURE:

MÉCANIQUE:

ÉLECTRIQUE:

CIVIL:

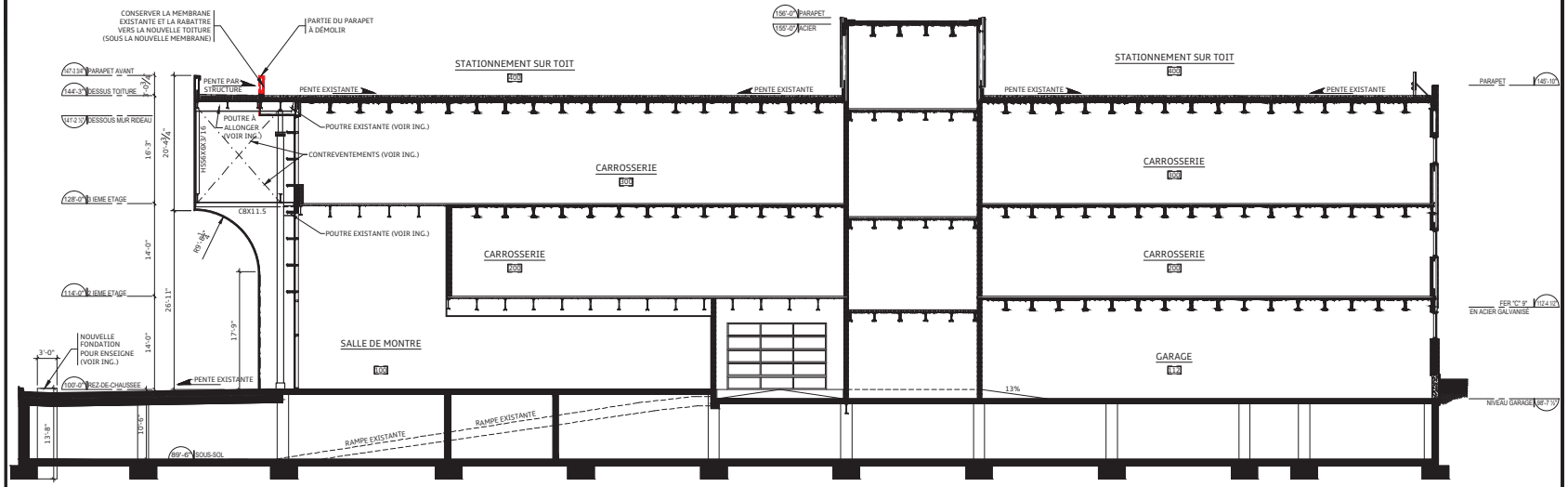
KIA GABRIEL - 40 WEST

250, CRÉMAZIE OUEST
MONTRÉAL

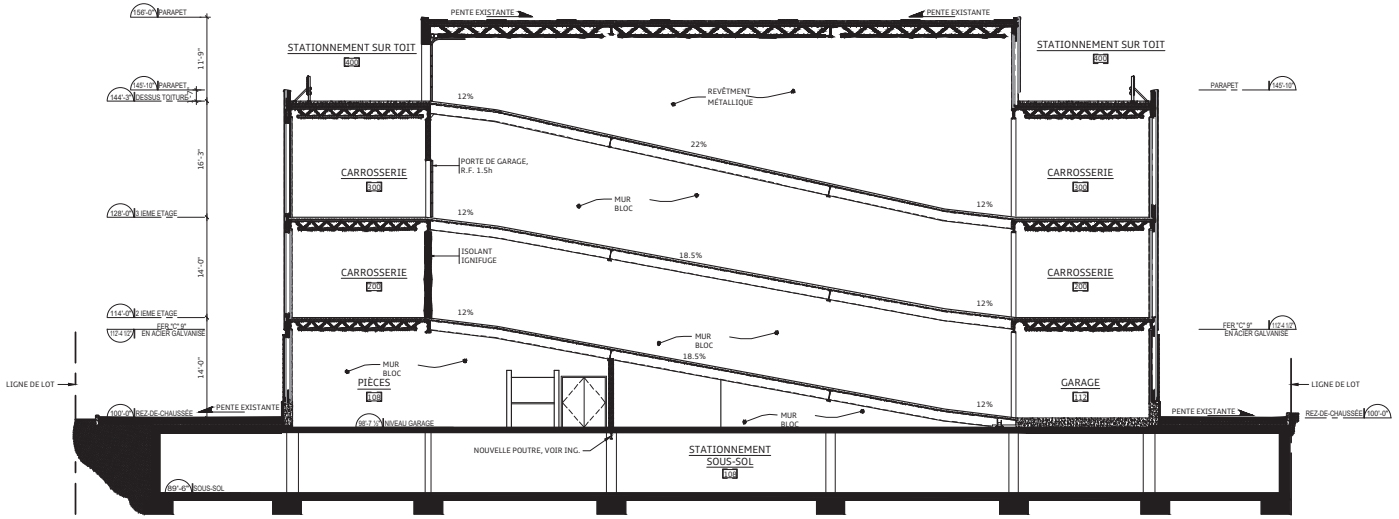
GPA MOTOR TRADE INC.

ÉLÉVATIONS OUEST
EXISTANTE & PROPOSÉE

I. RENAUD	R. KHAZAKA
1/16" = 1'-0"	MARS 2019
K19-661	



1 COUPE LONGITUDINALE



2 COUPE TRANSVERSALE

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.', ET NE DEVRA ÊTRE EXPLOITÉ QUE PAR SON APPROBATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRÉSÉANCES SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

LES ENTREPRENEURS DOIVENT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER, ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMMISION À L'ATTENTION DE L'ARCHITECTE.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

CE DOCUMENT DOIT COMPORTER LA SIGNATURE ORIGINALE DE L'ARCHITECTE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION.

0	POUR PERMIS	2019-05-14

PERMIT FORMAT
I verified

7109 Transcanadienne, Suite
Saint-Laurent, Québec, H4T 1A2
Tél.: (514) 331-4777
Fax.: (514) 331-0611
E-mail: info@khazaka.ca

2019-05-14

RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.

STRUCTURE:

MÉCANIQUE:

ÉLECTRIQUE:

CIVIL:

Kia Gabriel - 40 West

250, Crémazie Ouest
Montréal

GPA Motor Trade Inc.

COUPES DE BÂTIMENT

I. Renaud	R. Khazaka
S.D.	Mars 2019

K19-661

A600

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 9 septembre 2019, à 19 h

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Katherine Routhier
Esther St-Louis (Départ à 21H40)
Véronique Lamarre
Selma Laroussi

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents :

Françis Grimard
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 19 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Véronique Lamarre

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclare d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption de procès-verbaux de la séance du 12 août 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance d'octobre.

5. Suivi des dossiers

6.3. PPCMOI : 250, boulevard Crémazie Ouest	
Présenté par	**Invités**
Clothilde-Béré Pelletier Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- L'implantation en recul du bâtiment par rapport à la rue qui le rend peu visible;
- Le manque de verdissement sur le terrain;
- Le geste trop imposant de la marquise;
- La signature architecturale du concessionnaire automobile;
- Le fait que les modifications devraient avoir lieu sur le bâtiment existant plutôt que d'ajouter une marquise.

CCU19-09-09-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, aux conditions suivantes :

- Que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposé un des parements métallique et qui a été soumise pour information au CCU;
- Que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datant de mai 2019.

Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Selma Laroussi

ADOPTÉ à l'unanimité.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1198053015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

d'adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- que les usages de la famille commerce exercés dans le bâtiment soient limités à ceux autorisés dans la catégorie C.2 et à l'usage additionnel « salle de réunion »;
- que la superficie totale des usages commerciaux dans le bâtiment soit limitée à 500 m^2;
- que la superficie occupée par un usage de type « épicerie » ou « restaurant, traiteur » soit limitée à 200 m^2 et que l'exercice de tels usages soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à ce dernier;
- qu'aucune hotte commerciale ne soit installée sur le bâtiment;
- que seuls les usages additionnels soient autorisés à l'étage;
- qu'aucune activité commerciale n'ait lieu à l'extérieur du bâtiment;
- qu'un toit-terrasse aménagé sur le volume du garage soit bordé du côté de la ruelle et de la propriété résidentielle voisine au nord par un écran d'intimité ajouré.

La présente autorisation sera nulle et sans effet si, dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur, aucune demande visant l'occupation de l'étage à des fins commerciales n'est ouverte.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:07

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198053015**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier est déposée visant à autoriser, à tous les niveaux du bâtiment portant le numéro civique 1201, rue Jean-Talon Est, des usages commerciaux exercés par une entreprise d'innovation sociale. Cette entreprise, nommée « Mon atelier de quartier », vise à regrouper sous un même toit un café zéro déchet avec mets préparés sans cuisson sur place, un espace adaptable à différentes activités et cours, ainsi que des bureaux administratifs à l'étage. Pour ce faire, des dérogations aux dispositions du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement sont requises, dont celles relatives aux usages commerciaux autorisés, à la classe d'occupation commerciale applicable, à la superficie maximale autorisée pour un commerce, ainsi qu'au contingentement des occupations de type « restaurant, traiteur ».
En vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble,* un projet nécessitant des dérogations à la réglementation d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation par le comité consultatif d'urbanisme préalablement à l'adoption du projet de résolution approuvant ces dérogations.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

La demande vise à autoriser l'occupation de la totalité du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est à des fins commerciales pour y accueillir une entreprise en innovation sociale. Le projet « Mon atelier de quartier » vise à rendre accessible une gamme d'activités et de services favorisant l'adoption de comportements écoresponsables. Ce dernier comprendra trois volets, soit un café zéro déchet offrant des mets préparés sans cuisson sur place, un espace polyvalent pouvant accueillir des cours de yoga, des ateliers de réparation de petits objets, des conférences et des réunions, entre autres, ainsi que des bureaux administratifs

à l'étage. La demande déroge aux articles suivants du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement :

- Article 119 relatif aux usages prescrits dans la zone visée;
- Article 159 relatif à la classe d'occupation A qui limite l'emplacement d'un usage commercial au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement en-dessous de ce dernier;
- Article 183 relatif à la superficie maximale de 200 m^2 pouvant être occupée par un usage de la famille C.2;
- Article 230 relatif au contingentement d'un usage de type restaurant dans un rayon de 25 m d'un autre restaurant.

Le bâtiment visé est une construction de 2 étages construite en 1951 à l'intersection des rues Jean-Talon Est et de la Roche. Sis sur un lot de forme longue et étroite d'une superficie de 160,9 m^2, le bâtiment comporte une superficie de plancher d'environ 460 m^2 incluant le sous-sol et le garage double donnant sur la rue Jean-Talon Est. Le bâtiment a été conçu pour accueillir des fonctions commerciales sur ses deux niveaux, mais le 2^e étage aurait été utilisé à des fins de logement jusqu'en 2018. Malgré cette occupation résidentielle préalable, l'étage aurait conservé son aménagement de type bureau.

Dans la zone de la propriété visée, les constructions doivent avoir une hauteur de 2 à 3 étages, un taux d'implantation entre 35% et 100% et un mode implantation en contiguïté par rapport à leurs voisins. Les usages commerciaux de la catégorie C.2A ainsi que l'habitation sont autorisés à l'heure actuelle sur la propriété visée. La classe d'occupation A limite les occupations commerciales au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à celui-ci. En raison de la proximité d'une occupation de type « restaurant, traiteur », cet usage spécifique ne peut être autorisé dans le bâtiment visé actuellement.

Le projet vise l'occupation du bâtiment existant de la façon suivante :

- Local de coin au rez-de-chaussée et espace d'entreposage correspondant au sous-sol : Café zéro déchet avec mets préparés sans cuisson sur place;
- Local du rez-de-chaussée donnant sur la rue Jean-Talon Est et espace d'entreposage correspondant au sous-sol : Espace polyvalent (cours de yoga, ateliers de réparation, réunions, conférences);
- Garage et espace d'entreposage correspondant au sous-sol : Occupation potentielle en tant qu'espace supplémentaire pour les activités prévues dans l'espace polyvalent au rez-de-chaussée;
- Deuxième étage : Bureaux administratifs de l'entreprise;
- Toiture du garage : Aménagement d'une terrasse à l'usage exclusif des utilisateurs du 2^e étage.

Les activités commerciales visées par les porteurs du projet s'apparentent aux usages spécifiques et additionnels suivants, dont certains sont dérogatoires au règlement de zonage :

- Café zéro déchet avec mets préparés sans cuisson sur place : usage s'apparentant à l'usage spécifique « restaurant, traiteur » qui est autorisé dans la catégorie C.2, mais qui fait l'objet d'un contingentement sur la propriété visée;
- Cours de yoga : usage s'apparentant à l'usage additionnel « centre d'activités physiques » qui est autorisé dans la catégorie C.2;
- Atelier de réparation de petits objets : usage s'apparentant à l'usage additionnel « services personnels et domestiques » qui est autorisé dans la catégorie C.2;

- Conférences et réunions : usage s'apparentant à l'usage additionnel « salle de réunion » qui n'est pas autorisé dans la catégorie C.2;
- Bureaux administratifs : usage s'apparentant à l'usage additionnel « bureau » qui est autorisé dans la catégorie C.2, mais seulement au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à celui-ci lorsque la classe d'occupation A s'applique.

Comme il s'agit d'un concept relativement nouveau, il est attendu que les activités et services offerts par l'entreprises évoluent au fil du temps. Ainsi, il est souhaité que le projet bénéficie d'une certaine souplesse au niveau des superficies d'occupation autorisées. Pour ce faire, une dérogation à la limite de superficie de 200 m^2 applicable aux usages de la catégorie C.2 est demandée pour permettre à l'entreprise d'exercer l'ensemble de ses activités dans le bâtiment à travers un seul certificat d'occupation. L'espace disponible dans le bâtiment étant restreint, il est anticipé qu'aucune nuisance ne sera générée par le projet. En ce qui concerne l'occupation de l'étage à des fins commerciales, cela aura peu d'incidence sur le voisinage puisque de nombreux édifices avoisinants comportent des usages de ce type sur des niveaux autres que le rez-de-chaussée.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande de projet particulier pour les raisons suivantes :

- Les usages proposés dans le bâtiment n'occasionneront pas de nuisances pour le voisinage;
- La superficie relativement restreinte du bâtiment limitera l'intensité des activités qui s'y trouveront;
- Plusieurs bâtiments sur cette portion de la rue Jean-Talon Est abritent des usages commerciaux à des niveaux autres que le rez-de-chaussée;
- L'intégration des nouvelles occupations dans le bâtiment ne nécessitera aucune modification à l'enveloppe du bâtiment, mis à part le retrait d'une cheminée;
- Les activités et services proposés dans le bâtiment visent à favoriser des comportements écoresponsables dans la population du quartier immédiat.

Toutefois, la Direction est d'avis que les conditions suivantes devraient être assujetties à l'autorisation :

- Que les usages de la famille commerce exercés dans le bâtiment soient limités à ceux autorisés dans la catégorie C.2 et à l'usage additionnel « salle de réunion »;
- Que la superficie totale des usages commerciaux dans le bâtiment soit limitée à 500 m^2;
- Que la superficie occupée par un usage de type « épicerie » ou « restaurant, traiteur » soit limitée à 200 m^2 et que l'exercice de tels usages soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à ce dernier;
- Qu'aucune hotte commerciale ne soit installée sur le bâtiment;
- Que seuls les usages additionnels soient autorisés à l'étage;
- Qu'aucune activité commerciale n'ait lieu à l'extérieur du bâtiment;
- Qu'un toit-terrasse aménagé sur le volume du garage soit bordé du côté de la ruelle et de la propriété résidentielle voisine au nord par un écran d'intimité ajouré.

La Direction propose également que la clause suivante soit intégrée à la résolution de projet

particulier : *La présente autorisation sera nulle et sans effet si, dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur, aucune demande visant l'occupation de l'étage à des fins commerciales n'est ouverte.*

Lors de sa séance du 17 octobre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de PPCMOI : 3 980,00 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet proposé vise à favoriser des comportements écoresponsables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage du projet sur le terrain visé;

- Publication d'un avis annonçant une assemblée publique de consultation;
- Publication d'un avis aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Assemblée publique de consultation;

- Adoption d'un deuxième projet de résolution;
- Période de signature des demandes d'approbation référendaire;
- Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.
Conforme au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. : 514-868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198053015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

2019-04-04-Normes-réglementaires.pdf Localisation.pdf Critères-PPCMOI.pdf

1318-CMA_Demande PPCMOI_2019-09-25.pdf CCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

Emplacement

Localisation: 680620-50 (OASIS) - 7155 rue De La Roche (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0420	155mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	11 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	35%	100%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : C.2A, H
Dispositions particulières :
Note :

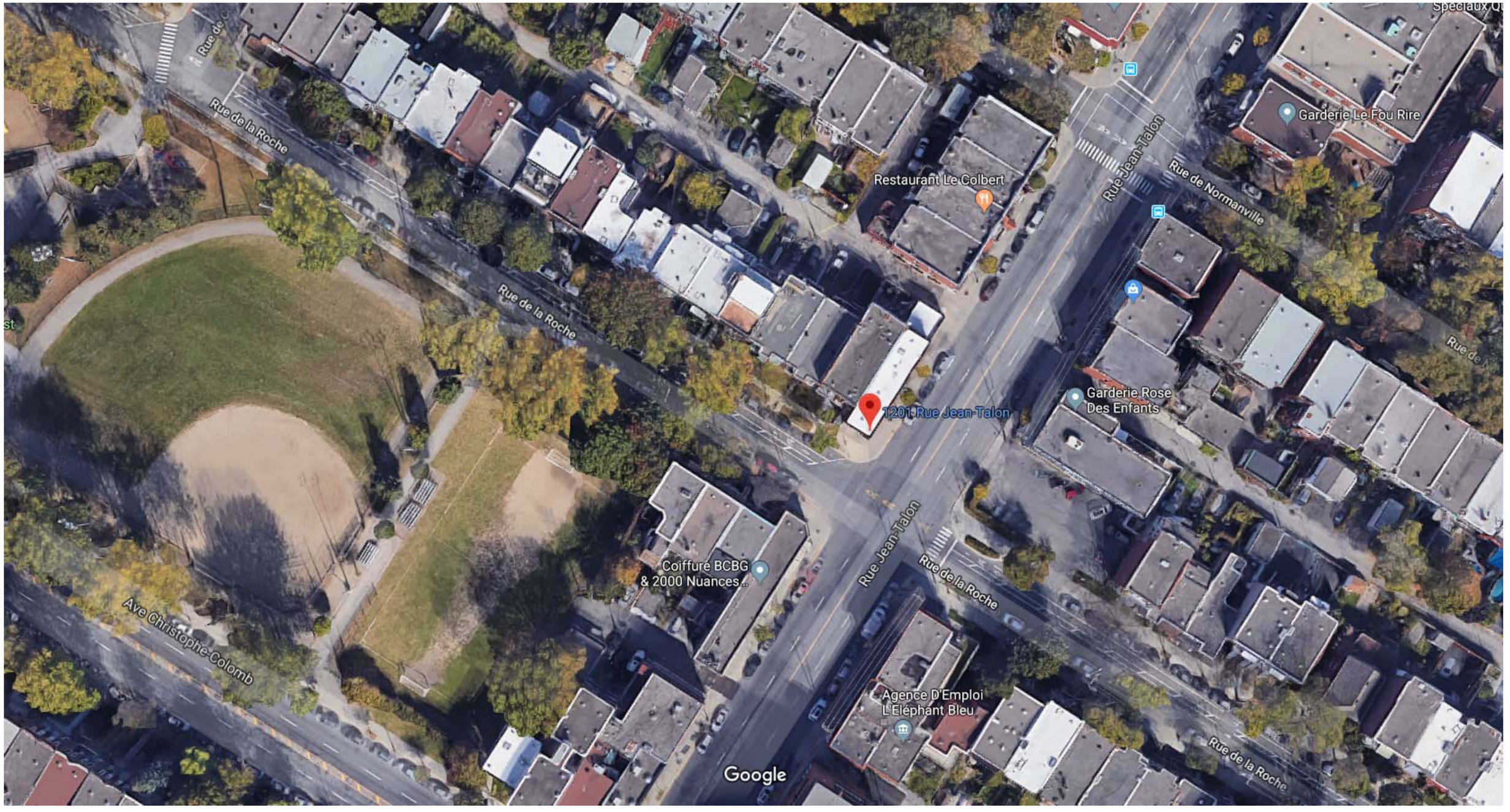
********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-04-04 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Lavoie, Mitchell

Google Maps 1201 Rue Jean-Talon



Images ©2019 Google, Images ©2019 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2019 20 m



1201 Rue Jean-Talon

Montréal, QC H2R 1W1

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

G9VQ+9C Montréal, Québec

Photos



SECTION IV
CRITÈRES D’ÉVALUATION

9. Les critères suivant lesquels est faite l’évaluation de la demande d’autorisation d’un projet particulier sont les suivants :

1 respect des objectifs du plan d’urbanisme de la Ville de Montréal;

2º compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;

3º qualités d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux, des types de matériaux de revêtement proposés pour les constructions ainsi que de l'affichage;

4º avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;

5º avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;

6º impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;

7º qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, au regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;

8º avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;

9º faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu.

10º accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l’aménagement sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l’aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Réaménagement commercial

Document pour PPCMOI

1201 rue Jean-Talon



Liste des dessins

A-000 Page titre
A-001 Photos de l'existant
A-021 Plan d'implantation

A-101 Plans proposés
A-102 Plans proposés
A-103 Aménagements proposés

architecture rose

Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**



Photo 1 - Vue du coin des rue Jeant-Talon et de la Roche



Photo 2 - Vue de la rue Jean-Talon



Photo 3 - Vue de la terrasse



Photo 4 - Vue de l'espace café



Photo 5 - Vue de l'espace cuisine

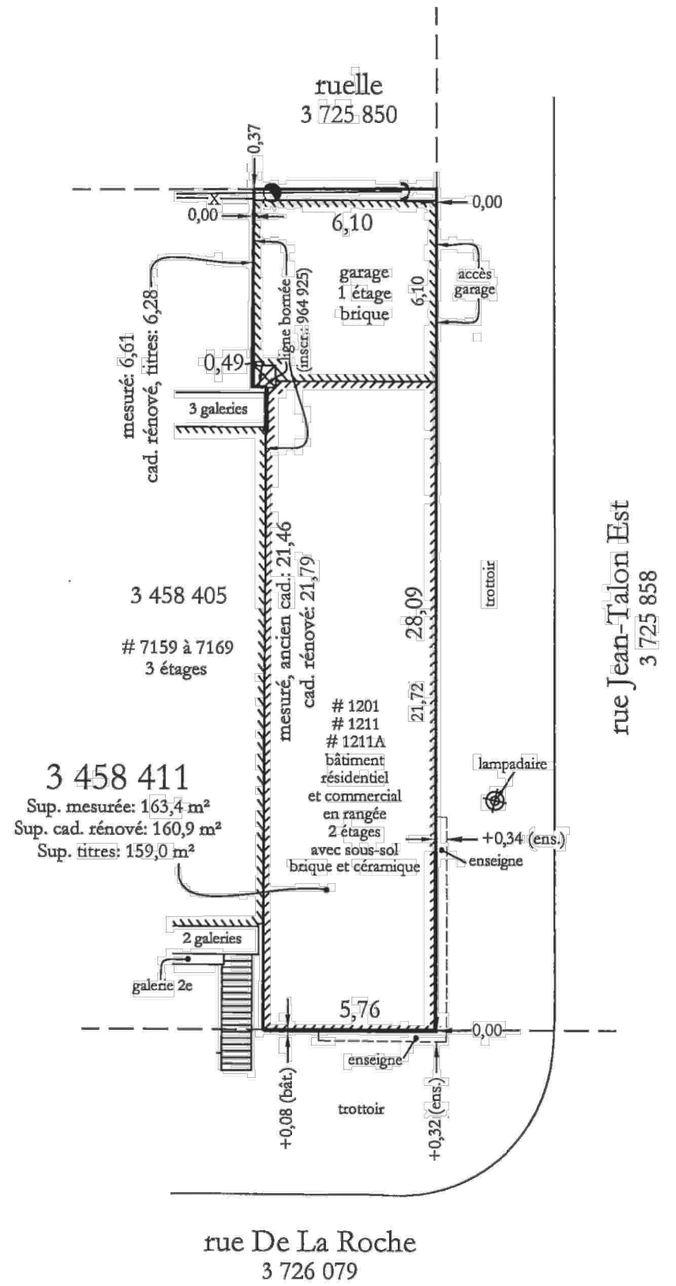
architecture rose
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

Réaménagement commercial

1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	s/o	Photos de l'existant	A-001
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin



CERTIFICAT DE LOCALISATION

ARPENTEUR-GÉOMÈTRE
JEAN-PHILIPPE GRONDIN

6424, rue Jean-Talon Est, bureau 202
Montréal, Québec, H1S 1M8
Téléphone : 514-508-3497
Télécopieur : 514-439-0790
info@jpgrondin.com

LOT(S) : 3 458 411

CADASTRE : Du Québec

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE : Montréal

MUNICIPALITÉ : Ville de Montréal

ARRONDISSEMENT : Villeray/ Saint-Michel/ Parc-Extension

DOSSIER : JPG-4507 | ÉCHELLE: 1/200 | Montréal, le 31 août 2017 | MINUTE : 5193

Notes:
- Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font partie intégrante du présent certificat de localisation. Préparés pour fin de vente et / ou obtention d'un prêt hypothécaire.
- Ce document ne peut pas être utilisé ou invoqué pour d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.
- Les mesures concernant les bâtiments ont été prises sur le revêtement extérieur.
- Les dimensions indiquées sur ce plan sont en mètres (SI).

Préparé par :

JEAN-PHILIPPE GRONDIN
arpenteur-géomètre

Copie conforme à l'original émise le, 31 août 2017

par:

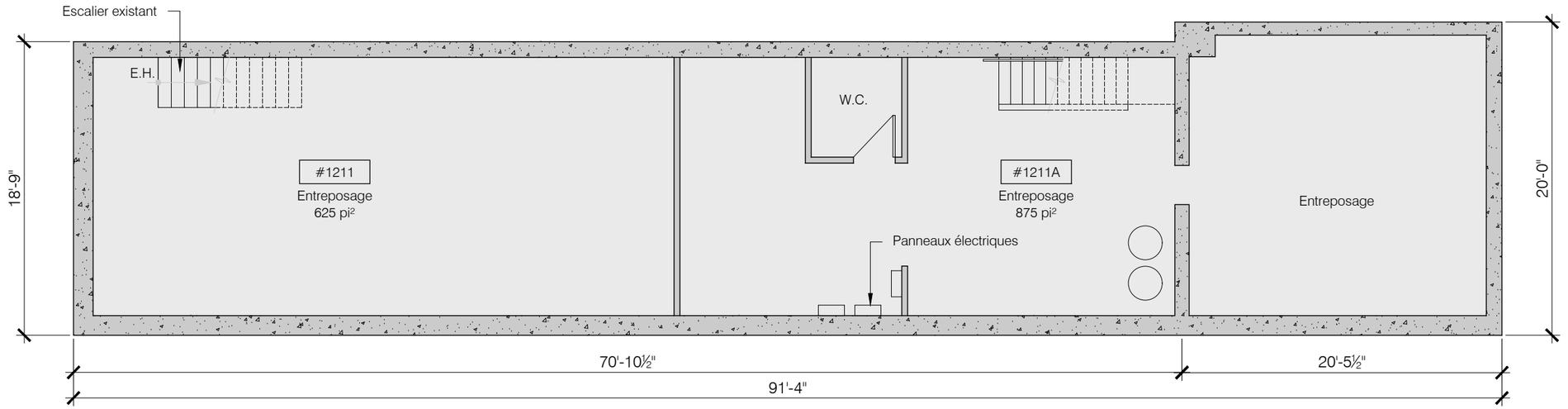
arpenteur-géomètre

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

rose architecture
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

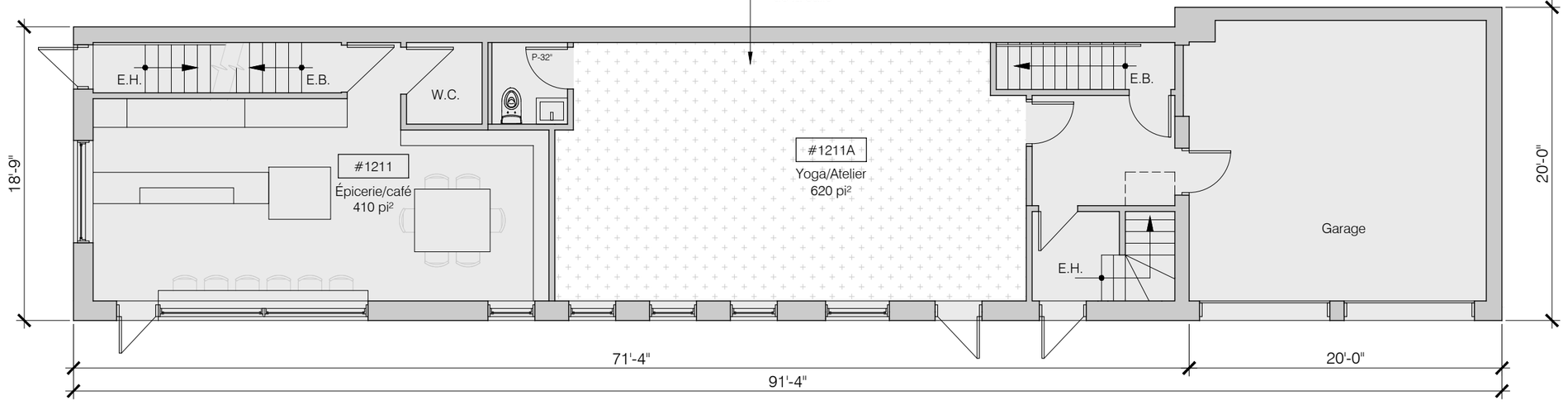
Réaménagement commercial
1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	s/o	Plan d'implantation	A-021
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin



01 / A-101 **Plan sous-sol proposé**

Échelle : 1/8"=1'-0"



02 / A-101 **Plan rez-de-chaussée proposé**

Échelle : 1/8"=1'-0"

Légende

- Cloison/mur existant
- Zone non-touchée par les travaux
- Zone touchée par une demande de changement d'usage

Note générale

1. La demande de changement d'usage touche l'ensemble du rez-de-chaussée et du deuxième étage de l'édifice pour permettre l'aménagement d'espaces de bureaux.
2. La demande de changement d'usage comprend la création d'un atelier de petite réparation domestique (124 m2) - demande pour le rdc au complet pour la flexibilité future
3. Les travaux du rez-de-chaussée et de la terrasse font l'objet d'une demande de permis différente.
4. Le nombre de personnes calculé pour les bureaux est déterminé selon la section 3.1.17 du CCQ

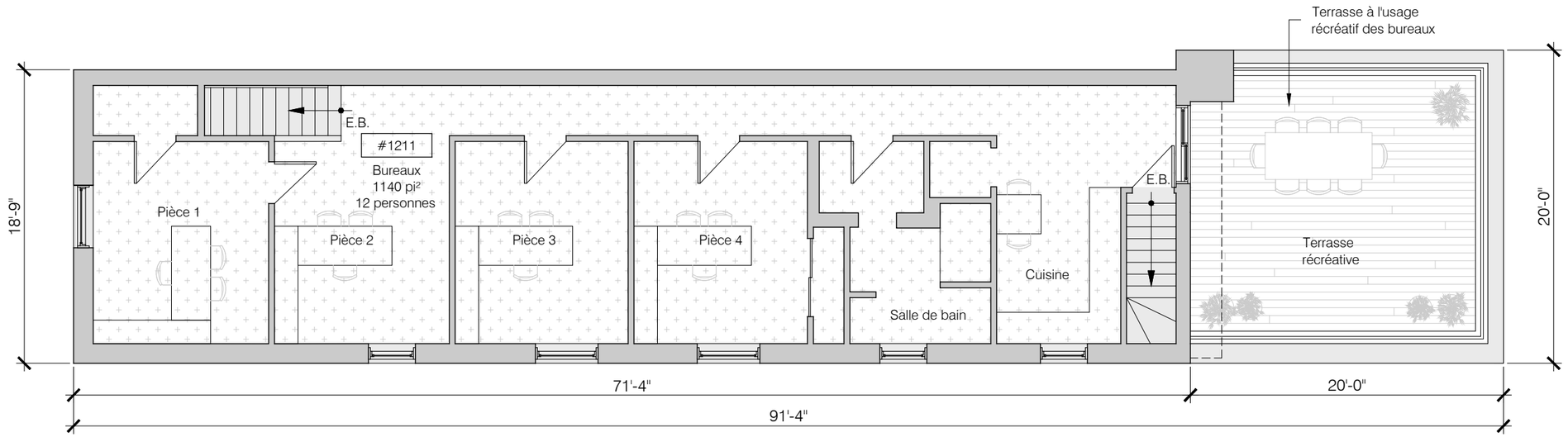
L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

architecture rose
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

Réaménagement commercial

1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

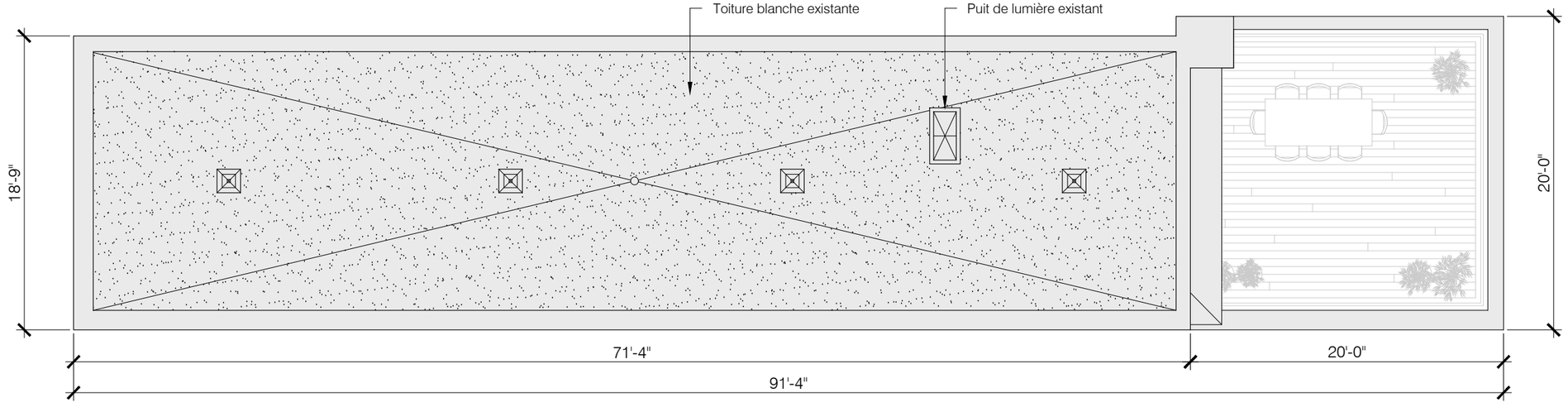
1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	⅛" = 1'-0"	Plans proposés	A-101
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin



01
A-102

Plan de l'étage proposé

Échelle : 1/8"=1'-0"



02
A-102

Plan de toit proposé

Échelle : 1/8"=1'-0"

Légende

- Cloison/mur existant
- Zone non-touchée par les travaux
- Zone touchée par une demande de changement d'usage

Note générale

1. La demande de changement d'usage touche l'ensemble du rez-de-chaussée et du deuxième étage de l'édifice pour permettre l'aménagement d'espaces de bureaux.
2. La demande de changement d'usage comprend la création d'un atelier de petite réparation domestique (124 m2) - demande pour le rdc au complet pour la flexibilité future
3. Les travaux du rez-de-chaussée et de la terrasse font l'objet d'une demande de permis différente.
4. Le nombre de personnes calculé pour les bureaux est déterminé selon la section 3.1.17 du CCQ

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

architecture rose
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

Réaménagement commercial
1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	1/8" = 1'-0"	Plans proposés	A-102
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin

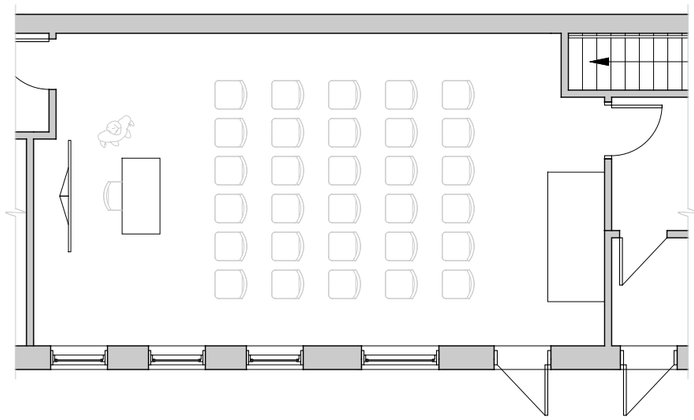
Légende

Cloison/mur existant

Note générale

1. Le nombre maximal permis pour la salle est de 40 personnes suivant la partie 10 du CCQ

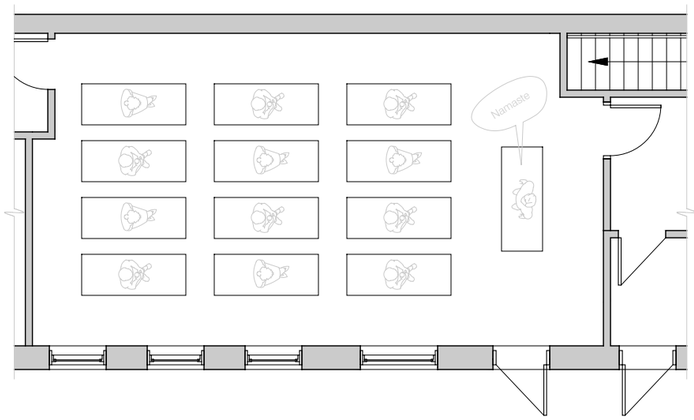
Des conférences pourraient être présentées occassionnellement sur des sujets en lien avec les missions des organismes occupant le bâtiment.



01 A-103 Exemple d'aménagement - conférence

Échelle : 1/8"=1'-0"

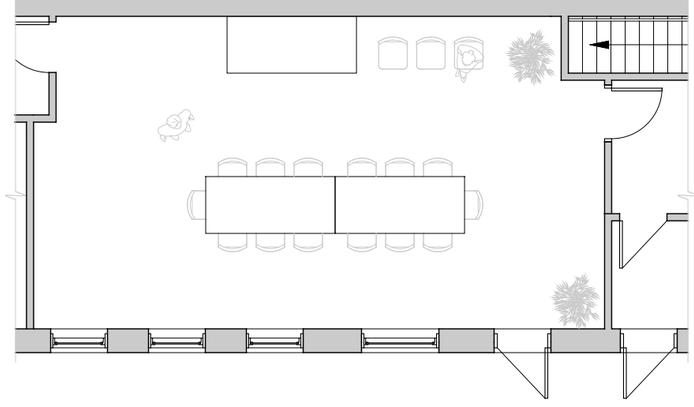
Des cours de yoga seront offerts dans l'espace de manière régulière.



02 A-103 Exemple d'aménagement - Yoga

Échelle : 1/8"=1'-0"

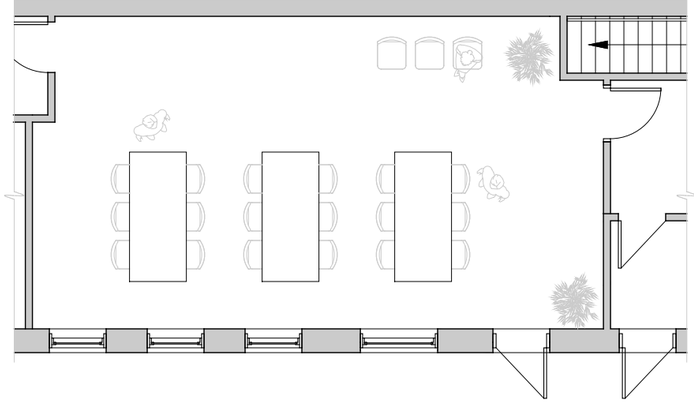
La salle sera aménagée avec des tables pour permettre l'organisation de réunion ou de tables rondes de manière régulière.



03 A-103 Exemple d'aménagement - réunion

Échelle : 1/8"=1'-0"

Des ateliers de réparation d'appareils électroniques et ménagers ne requiérant pas d'outilages lourds seront offerts occasionnellement.



04 A-103 Exemple d'aménagement - Atelier de réparation

Échelle : 1/8"=1'-0"

architecture rose

Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

Réaménagement commercial

1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	1/8" = 1'-0"	Aménagements proposés	A-103
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.4. PPCMOI : 1201 rue Jean-Talon Est	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Accorder, par résolution, la demande d'autorisation visant à permettre certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283)

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- L'enveloppe extérieure qui ne sera pas modifiée.
- Les activités qui s'implanteront bien dans le secteur et qui ne perturberont pas le voisinage.
- Le fait que d'autres bâtiments dans le secteur aient des fonctions commerciales au 2e étage.
- Le fait qu'il n'y ait plus de logement dans le bâtiment.
- La terrasse sur le garage qui ne sera pas à vocation commerciale. Il s'agit plutôt d'un espace pour les employés que ne pourra être aménagé que si un écran d'intimité est installé.

CCU19-10-17-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 17e jour du mois d'octobre 2019.

_____	_____
Mary Deros, Présidente du comité et conseillère de la ville – district Parc-Extension	David Fortin, Secrétaire du comité et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1196495011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

d'adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 119 du Règlement sur le zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- l'usage est autorisé uniquement au rez-de-chaussée du bâtiment;
- les demandes de permis de transformation et du certificat d'occupation doivent être déposées dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur du projet particulier.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:26

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196495011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée par le propriétaire et le nouveau locataire du local situé au 3554, rue Bélair, afin d'y exploiter une école de karaté, considérée au sens du règlement de zonage comme un centre d'activités physiquee.

La demande est déposée au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation et, par la suite, au conseil d'arrondissement pour autorisation, le cas échéant.

La demande est également assujettie à une procédure d'approbation référendaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0153 - PIIA - 9 avril 2018

DESCRIPTION

Le requérant est propriétaire d'une école de karaté qui est située de l'autre côté de la rue Bélair. Il désire installer son commerce dans le nouveau local du 3554, rue Bélair. Le bâtiment du 3554-3558, rue Bélair a fait l'objet récemment d'un développement. Dans le cadre de ce projet, des locaux commerciaux ont été réaménagée au rez-de-chaussée.
Le zonage actuel autorise seulement les usages commerciaux de la catégorie C.1(1). L'usage "centre d'activités physiques", nécessaire pour autoriser une école de karaté, n'est pas autorisé et est plutôt associé à du C.1(2) ou du C.2.

La demande déroge donc à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

La rue Bélair, est une rue semi-commerciale qui vise à accueillir des commerces de proximité au rez-de-chaussée des bâtiments. Le local visé, qui fait 1900 pieds carrés, occupe la moitié du rez-de-chaussée du bâtiment. Étant donné la dimension du local, l'intensité commerciale de l'usage demandé n'est pas plus importante que les autres usages

actuellement autorisés dans la zone. Le commerce ne générera pas plus de nuisance sur le milieu qu'il ne le fait présentement.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande devrait recevoir une suite favorable, et ce, considérant les éléments suivants:

- le commerce est déjà présent sur cette rue depuis de nombreuses années et ne génère pas de nuisance notable sur le milieu;
- le commerce desservira la population locale.

La direction est d'avis que la présente autorisation doit être assujettie aux conditions suivantes:

- l'usage est autorisé uniquement au rez-de-chaussée du bâtiment;
- les demandes de permis de transformation et du certificat d'occupation doivent être déposées dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur du projet particulier.

Lors de la séance du 17 octobre 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable au projet tel que présenté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût du PPCMOI: 3 980$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

NA

IMPACT(S) MAJEUR(S)

NA

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Consultation publique
Publication sur le site internet de la ville
Affiche sur le bâtiment

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du premier projet de résolution - 5 novembre 2019
Consultation publique - novembre 2019
Adoption du second projet de résolution - 3 décembre 2019
Processus d'approbation référendaire - décembre 2019 à janvier 2020
Adoption de la résolution - février 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente demande est conforme au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003) de l'arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Jocelyn JOBIDON
Directeur du développement du territoire

Tél : 514 868-3450
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196495011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Localisation 3554-58 Bélair.pdfCCU_PV_2019-10-17_extrait.pdf



Plan du local_3554 Bélair.jpg

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706



Sigs3

Date: 19-10-23 13:13

Échelle 1:476

Producteur: BOUCHER, GENEVIEVE

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.6. PIIA : 3554 rue Bélair	
Présenté par	**Invités**
Geneviève Boucher Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003), une résolution à l'effet de permettre l'usage "centre d'activités physique" dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair.

Commentaires

Aucun commentaire n’a été formulé.

CCU19-10-17-PIIA04	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

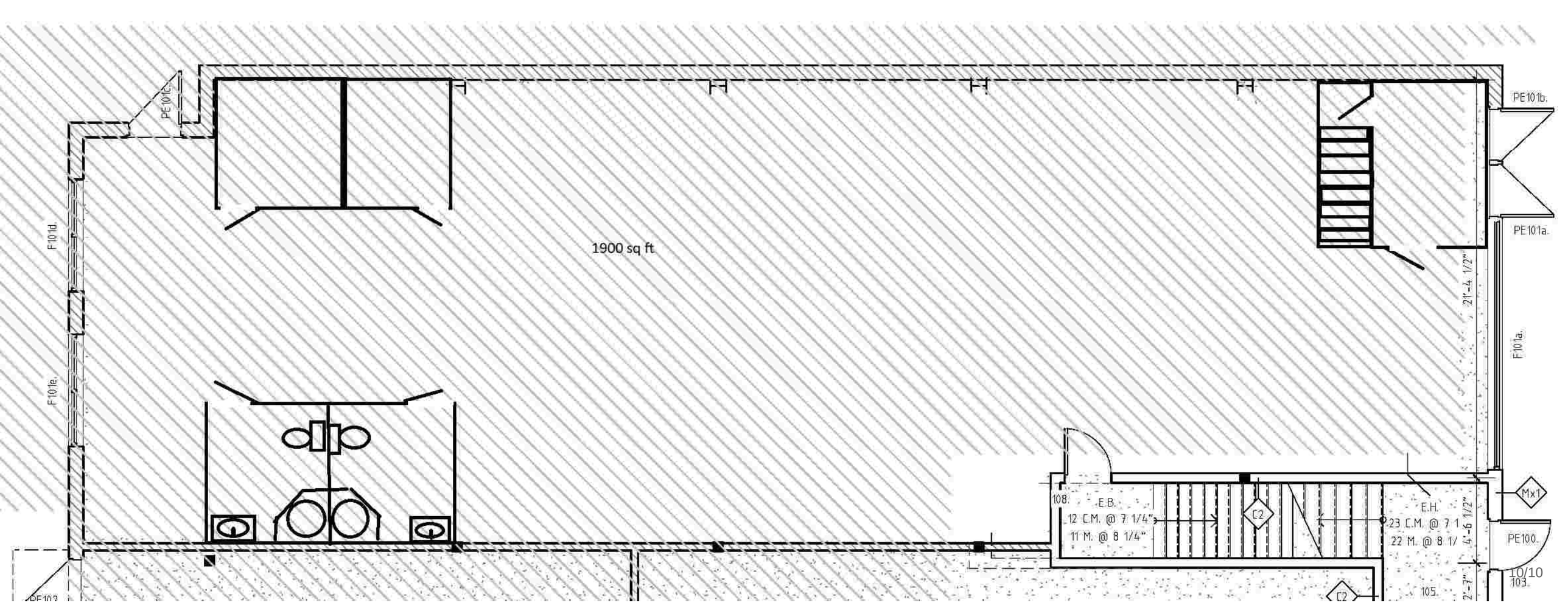
L’évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement d’accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Anh Truong

appuyé par Francis Grimard

ADOPTÉ à l’unanimité.


PE101c.
PE101b.
PE101a.
F101d.
F101e.
F101a.
1900 sq ft
21'-4 1/2"
108.
E.B.
12 C.M. @ 7 1/4"
11 M. @ 8 1/4"
C2
E.H.
23 C.M. @ 7 1
22 M. @ 8 1/
4'-6 1/2"
M x1
PE100.
10/10
103.
105.
C2
2'-7"

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191385013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray en vertu du Règlement sur les dérogations mineures RCA02-14006.

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures RCA02-14006, une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-09-17 16:22

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191385013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray en vertu du Règlement sur les dérogations mineures RCA02-14006.

CONTENU

CONTEXTE

Les nouveaux propriétaires du bâtiment résidentiel de 2 étages et de 2 logements situé au 625, rue Villeray souhaitent ajouter un troisième étage et une construction hors toit afin d'aménager un troisième logement qu'ils occuperaient personnellement.
Selon l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement, une construction abritant une partie d'un logement peut dépasser de 2 mètres la hauteur maximale prescrite à condition que sa superficie de plancher soit inférieure à 40 % de celle de l'étage immédiatement inférieur. Cette construction doit respecter un retrait de 2 fois sa hauteur par rapport à la façade et un retrait d'une fois sa hauteur par rapport au mur arrière. Or, l'implantation actuelle du bâtiment étant constituée en forme de "L", les propriétaires ne seraient pas en mesure de se conformer au retrait minimal exigé sur une partie du mur arrière.

Une dérogation mineure relative aux dépassements autorisés à la hauteur maximale peut être étudiée en vertu des articles 145.1 à 145.8 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* ainsi qu'en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures.*

Le requérant a donc déposé une demande de dérogation mineure pour approbation par le conseil d'arrondissement.

Une demande d'approbation de plan d'implantation et d'intégration architecturale est traitée simultanément avec ce dossier. Voir dossier 1191385014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Le bâtiment est situé dans une zone permettant une hauteur de 2 à 3 étages et de 12,5 mètres de hauteur maximale, où les usages de la catégorie commerciale C.2A et résidentielle H sont permis. Le mode d'implantation prescrit est contigu et le taux d'implantation autorisé varie de 35% à 100 % maximum.
La construction projetée sur le toit respecterait la hauteur maximale permise par le Règlement de zonage. De 2,97 mètres de hauteur, elle serait construite en retrait de 5,95 mètres par rapport à la façade et de 4,9 mètres par rapport au mur arrière le plus reculé. Par contre, le fait que le périmètre de l'implantation existante soit irrégulier, le retrait par rapport à une partie du mur arrière serait de seulement 1,3 mètres. Ceci étant inférieur au retrait minimal exigé de 2,97 mètres.

Le fini extérieur serait composé en façade d'un revêtement métallique de couleur charbon en continuité avec le revêtement du troisième étage. Le mur arrière serait entièrement fenêtré et serait encadré par un revêtement de bois incliné en saillie afin de servir aussi de pare soleil. Les murs latéraux seraient constitués d'un revêtement de brique similaire à la brique existante.

Tous les espaces de vie seraient aménagés dans la construction hors-toit. Deux terrasses en bois seraient accessibles en avant et en arrière. Les garde-corps auraient un retrait d'une fois leur hauteur et seraient constitués de verre transparent. L'escalier existant arrière serait prolongé afin de constituer la deuxième issue de la construction.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande de dérogation mineure est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée car l'application du Règlement, tel que prescrit, cause un préjudice sérieux au requérant puisqu'il ne lui permettrait pas d'aménager une construction hors-toit viable. Le retrait proposé par rapport au mur arrière le plus reculé est largement supérieur au minimum exigé.
La nouvelle construction serait peu visible de la rue, étant donné qu'elle respecte le retrait minimal exigé par rapport à la façade.

La dérogation relative aux dépassements autorisés à la hauteur maximale ne cause pas de préjudices au voisinage.

Le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa séance du 9 septembre août 2019, a recommandé au conseil d'arrondissement de donner une suite favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût de la dérogation mineure:1 592,00 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toiture blanche.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au règlement sur les dérogations mineures RCA02-14006.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-12

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191385013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray en vertu du Règlement sur les dérogations mineures RCA02-14006.

DM-Conditions.doc
Normes réglementaires.pdf
Localisation du site.pdf
CCU_PV_2019-09-09-final.pdf
CCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

CONDITIONS SELON LESQUELLES UNE DÉROGATION MINEURE PEUT ÊTRE ACCORDÉE

Une dérogation mineure à ces règlements ne peut être accordée que si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1. la demande vise une disposition pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure édictée à l'article 2 du Règl. RCA02-14006;

2. l'application des dispositions de ces règlements visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant de la demande;

3. le requérant est dans l'impossibilité de se conformer aux dispositions des par la demande de dérogation mineure;

4. la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

5. la dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;

6. dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, le requérant a obtenu un permis de construction ou un certificat d'autorisation pour ces travaux et les a effectués de bonne foi;

7. la demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme de l'arrondissement.

Emplacement

Localisation: 683021-00 (OASIS) - 625 à 627 rue Villeray (MTL+SLN)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0262	105mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	35%	100%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial : A
Zone PIIA : 33
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : C.2A, H
Dispositions particulières : 665.42
Note :

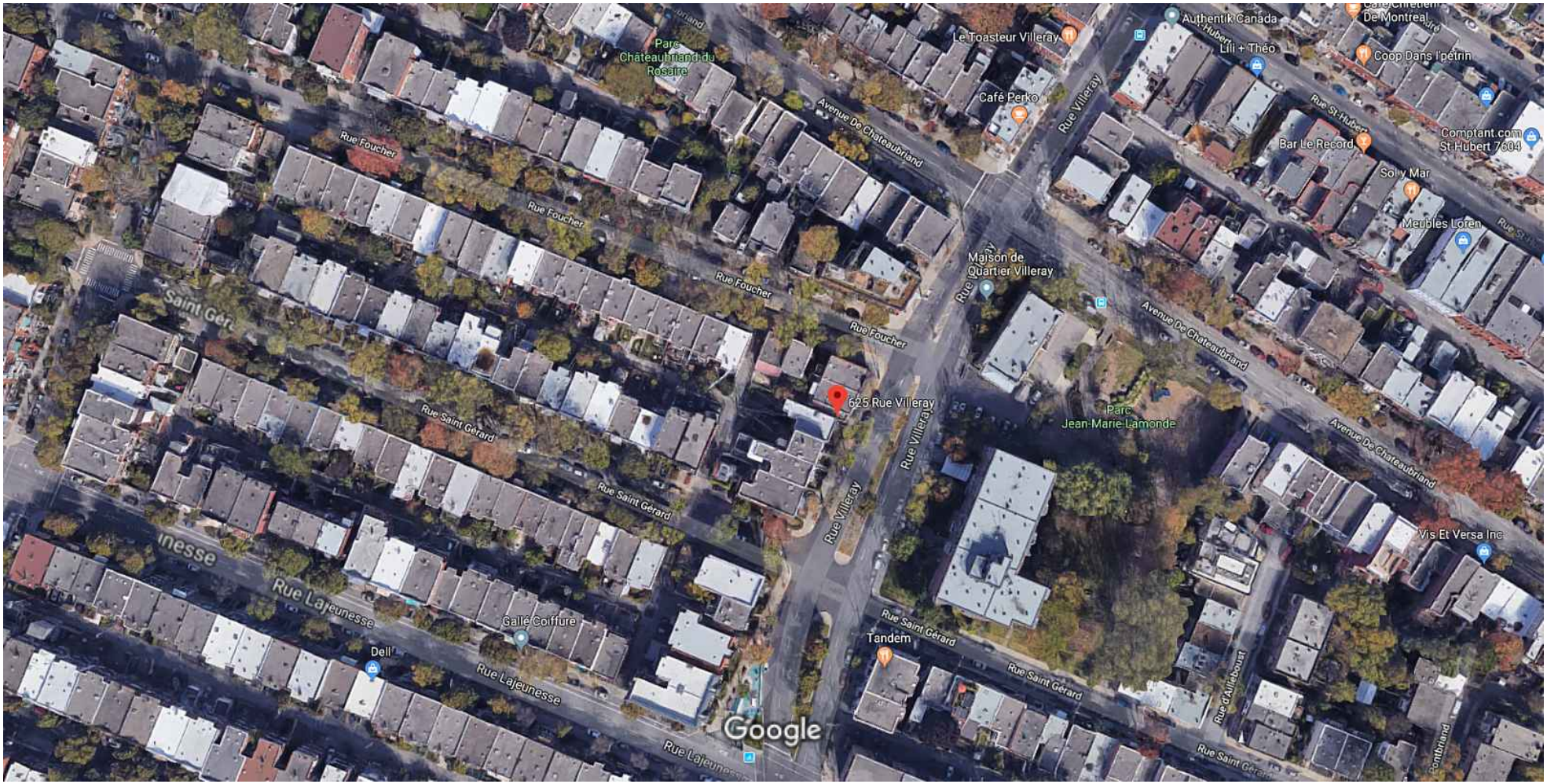
********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-07-11 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Heubri, Roula

Google Maps 625 Rue Villeray



Images ©2019 Google, Données cartographiques ©2019 Google 20 m



625 Rue Villeray

Montréal, QC H2R 1H8

Itinéraires | Enregistrer | À proximité | Envoyer vers votre téléphone | Partager

G9VH+64 Montréal, Québec

Photos



Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 9 septembre 2019, à 19 h

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Katherine Routhier
Esther St-Louis (Départ à 21H40)
Véronique Lamarre
Selma Laroussi

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Olivier Gauthier, conseiller en aménagement
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents :

Françis Grimard
Esther St-Louis
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 19 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Véronique Lamarre

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclare d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption de procès-verbaux de la séance du 12 août 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance d'octobre.

5. Suivi des dossiers

6.8. DM : 625, rue Villeray	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Accorder une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3^{e} étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures RCA02-14006.

Commentaires

Aucun commentaire

CCU19-09-09-DM01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande en fonction des conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordée;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Selma Laroussi

ADOPTÉ à l'unanimité.

6.9. PIIA : 625, rue Villeray	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- La fenestration asymétrique dans la fausse mansarde et non alignée avec celle du RDC;
- Les fausses mansardes typiquement montréalaises de l'époque victorienne;
- Le style architectural du nouvel étage qui ne cadre pas avec le bâtiment existant;
- Le manque d'intervention sur la partie existante ;
- Le manque de cohésion entre le nouveau et l'ancien volume;
- Le style architectural trop audacieux et hors contexte de l'agrandissement;
- La construction hors toit qui reprend le même style que le 3^{e} étage;
- La grandeur des ouvertures;
- La forme du revêtement métallique.

CCU19-09-09-PIIA07	**Résultat : Défavorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement de refuser la demande soumise telle que présentée, aux conditions suivantes :

- La nouvelle proposition devrait démonter plus de cohésion avec le bâtiment existant (revêtement, couleur, motif, hauteur, fenestration)

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Selma Laroussi

ADOPTÉ à l'unanimité.

6.10. DM : 8259, rue Saint-Hubert

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 23 h 15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 9e jour du mois de septembre 2019.

_____
Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

_____
David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.1. PIIA : 625, rue Villeray	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Architecte, planification	Roccio Venegas, architecte François Beaulieu, architecte

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors-toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray

Commentaires

Dossier a déjà été présenté aux membres du CCU en septembre. La demande de PIIA a été refusée. Les membres ont demandé de revoir le projet avec la modification du revêtement et le déplacement des fenêtres. La demande de dérogation mineure a été traitée en septembre et a eu une recommandation favorable de la part des membres du comité.

Complément d'information des propriétaires

Étant donné la réticence des membres du CCU lors de la consultation de septembre concernant la finition du revêtement métallique en façade, les architectes ont testé le revêtement lisse suggéré par les membres, mais ont considéré qu'une façade principale nécessitait un revêtement plus ouvragé. Selon Mme Venegas, le revêtement en forme de losange donne une allure plus contemporaine. De plus, la couleur noire choisit rend le motif moins perceptible. Ce matériau se trouve actuellement sur quelques bâtiments dans le quartier. Un travail a été fait pour arrimer les nouvelles fenêtres à celles existantes.

M. Beaulieu ajoute que le bâtiment ayant été construit par un architecte est unique en son genre dans ce quartier. C'est un projet atypique, mais de bonne qualité. L'ancien propriétaire a bien conservé le bâtiment et leur objectif est d'aller dans la continuité et le même esprit. L'agrandissement, tout en étant contemporain, doit refléter un style différent conçu par des architectes.

Les commentaires ont porté sur :

- L'agrandissement en saillie par rapport à la façade existante.
- Les modifications apportées aux ouvertures pour s'aligner avec les fenêtres existantes.
- La dimension imposante des fenêtres.
- Le choix de la couleur noire du revêtement qui rend le motif moins perceptible.
- Les références des mansardes dans le quartier. Le projet est plutôt un volume contemporain et non une fausse mansarde.
- L'arrimage du nouveau volume avec la structure du toit existant.
- L'effet d'écrasement du volume existant.
- L'intervention qui est très audacieuse.
- Les éléments architecturaux que l'on retrouve à Montréal.
- La vocation historique de cette rue dans l'arrondissement Villeray.
- La demande de mesures différentes pour le revêtement métallique sur le mur latéral.

CCU19-10-17-PIIA01	Résultat : Favorable

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 17e jour du mois d'octobre 2019.

_____	_____
Mary Deros, Présidente du comité et conseillère de la ville – district Parc-Extension	David Fortin, Secrétaire du comité et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191385014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors-toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A03, A04, A04a, A04c et A10 préparés par rocioarchitecture, visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors-toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 octobre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:27

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191385014**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors-toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

CONTENU

CONTEXTE

Les nouveaux propriétaires du bâtiment résidentiel de 2 étages et de 2 logements situé au 625, rue Villeray souhaitent ajouter un troisième étage et une construction hors toit afin d'aménager un troisième logement qu'ils occuperaient personnellement.
Puisse qu'il s'agit d'un projet d'agrandissement et d'une construction hors-toit, les plans sont sujets à une approbation en vertu de l'article 4.2 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement, devant tendre à rencontrer les objectifs et critères applicables prévus à l'article 30.2 de ce même règlement.

Le conseil d'arrondissement est donc appelé à se prononcer sur ce dossier.

Une demande de dérogation mineure est traitée simultanément avec ce dossier. Voir dossier 1191385013.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le bâtiment est situé dans une zone permettant une hauteur de 2 à 3 étages et de 12,5 mètres de hauteur maximale, où les usages de la catégorie commerciale C.2A et résidentielle H sont permis. Le mode d'implantation prescrit est contigu et le taux d'implantation autorisé varie de 35% à 100 % maximum.
Actuellement, le bâtiment de 2 étages abrite un logement de trois chambres à coucher au rez-de-chaussée se prolongeant au sous-sol et un logement de 2 chambres à coucher au 2e étage. Le sous-sol abrite également un stationnement intérieur. Trois chambres à coucher ainsi qu'un espace familial serait aménagé au niveau du troisième étage tandis que les espaces de vie seraient concentrés sur la mezzanine.

La façade existante est composée d'un revêtement de briques couronné par une fausse mansarde. Cette dernière serait supprimée afin que le nouveau volume repose directement

sur la brique. Le revêtement du nouveau volume serait constitué d'un revêtement métallique de couleur noire légèrement en pente afin de faire un clin d'œil aux anciens toits mansardés. Deux larges fenêtres ressortiraient de la façade rappelant ainsi les lucarnes. Le mur arrière du troisième étage serait partiellement en revêtement métallique identique à celui de la façade. L'autre partie, tout comme le mur arrière de la construction hors-toit, serait entièrement fenêtrée et encadrée par un revêtement métallique imitation de bois incliné en saillie afin de servir aussi de pare soleil. Deux nouvelles terrasses avec un garde-corps en acier galvanisé seraient aménagées sur le toit. L'escalier arrière serait prolongé jusqu'à la construction hors-toit. Les murs latéraux seraient composés d'un revêtement de briques similaire à celles existantes.

Le volume existant de la façade demeurerait identique sauf pour les fenêtres du sous-sol qui seraient agrandies en façade.

Deux nouvelles unités de stationnement, accessibles par la ruelle, seraient aménagées dans la cour arrière. Une clôture séparerait l'aire de verdissement et l'espace de stationnement.

JUSTIFICATION

Le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa séance du 9 septembre août 2019, a exprimé des réserves quant à la proposition présentée. Les membres du comité ont demandé de revoir le projet avec une nouvelle proposition qui démontre plus de cohésion avec le bâtiment existant.
Le 17 octobre 2019, les requérants ont présenté une nouvelle proposition montrant de nouvelles fenêtres alignées. Les membres du CCU ont recommandé au conseil d'arrondissement de donner une suite favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux - 175 000,00 $
Coût du permis - 1 715,00 $
Frais d'analyse PIIA - 557,00 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au règlement sur les P.I.I.A

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191385014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors-toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

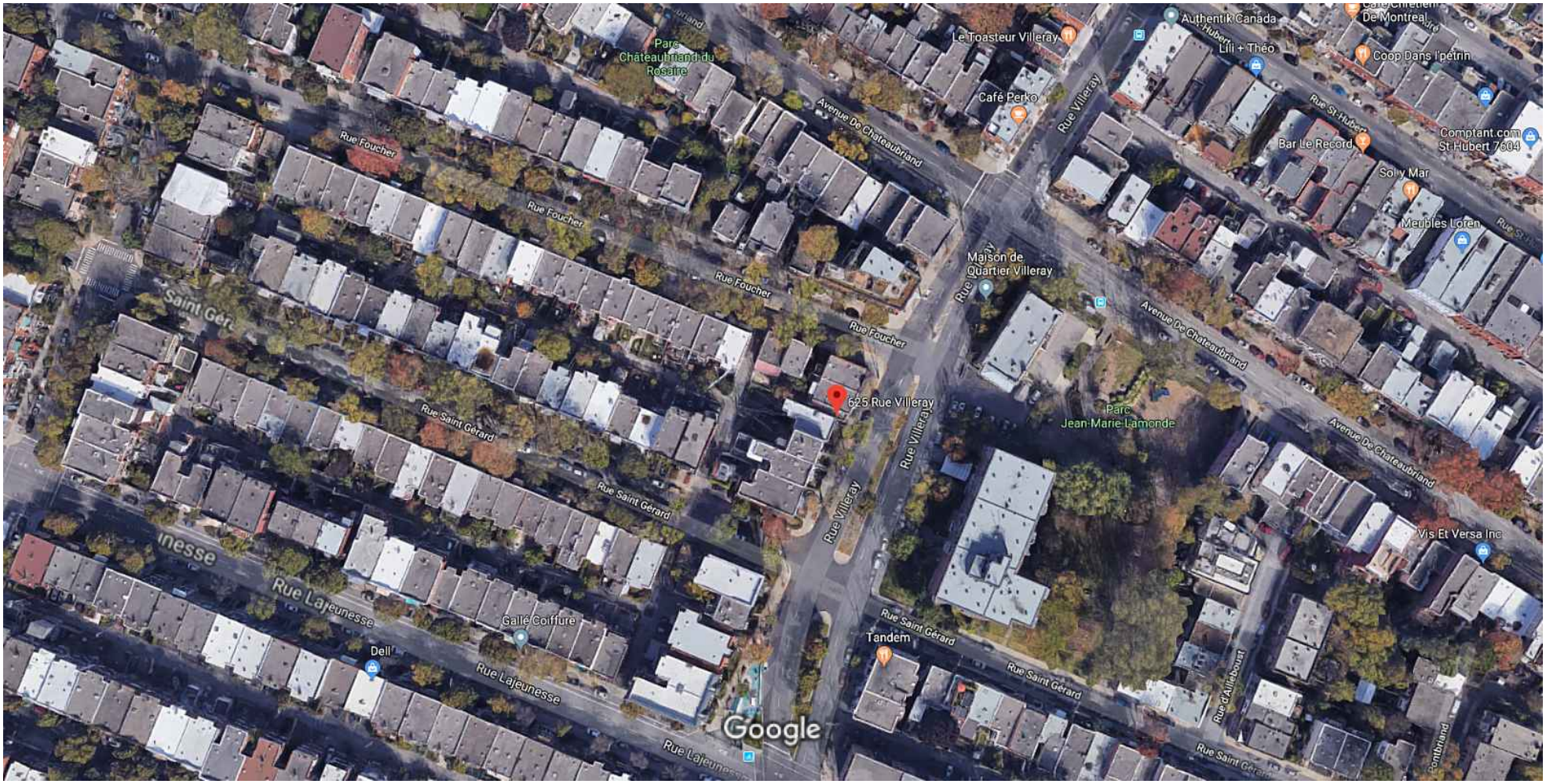
Localisation du site.pdf
Normes réglementaires.pdf
Objectifs et critèrs - agrandissement.doc
PIIA-Obj. et critères const. H-T.doc
CCU_PV_2019-09-09-final.pdf
2019-10-18 Plans estampillés.pdf
CCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

Google Maps 625 Rue Villeray



Images ©2019 Google, Données cartographiques ©2019 Google 20 m



625 Rue Villeray

Montréal, QC H2R 1H8

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

G9VH+64 Montréal, Québec

Photos



Emplacement

Localisation: 683021-00 (OASIS) - 625 à 627 rue Villeray (MTL+SLN)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0262	105mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	35%	100%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial : A
Zone PIIA : 33
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : C.2A, H
Dispositions particulières : 665.42
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-07-11 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Heubri, Roula

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES DANS LES ZONES 32, 33 et 34

91.5 Une intervention visée à l'article 25.5 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : Maintenir la typologie du lotissement d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) les dimensions des lots doivent tendre à maintenir le rythme de lotissement caractéristique du secteur.

2º objectif 2 : Préconiser une implantation qui conserve l'homogénéité des implantations dans le milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) l'implantation du nouveau volume doit maintenir un corridor visuel homogène.

3º objectif 3 : préconiser une architecture de qualité qui maintien l'uniformité visuelle du milieu.

Dans l'atteinte de l'objectif 3, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le concept architectural du nouveau volume doit s'harmoniser avec le milieu d'insertion et est d'expression contemporaine;
b) la cohésion est assurer entre les différentes parties du bâtiment;
c) l'ensemble des éléments architecturaux doit permettre de conserver une uniformité visuelle avec le milieu d'insertion quant, notamment, aux matériaux de revêtement extérieur et à la hauteur du bâtiment et de ses étages;
d) l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégié;
e) les éléments architecturaux d'origines doivent être préservés dans le cadre de la transformation ou de l'agrandissement d'une façade d'un bâtiment;
f) la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages supérieurs est assurée par la mise en place de composantes architecturales telles qu'un entablement ou un bandeau et une base;
g) maximiser la transparence des vitrines commerciales situées au rez-de-chaussée afin de contribuer à l'animation du domaine public;
h) des aires de services fonctionnelles aménagés à l'intérieur du local commercial sont prévues pour entreposer les matières résiduelles.
i) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
j) la visibilité et les incidences des équipements liés au bâtiment doivent être atténuées.

4º objectif 4 : Concevoir des aménagements paysagers et des aires de stationnement de qualité supérieure.

Dans l'atteinte de l'objectif 4, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) l'utilisation de matériaux minéraux est minimisée;
b) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
c) le stationnement doit être localisé et aménagé de manière à minimiser les impacts négatifs;
d) lorsque située à l'extérieur du bâtiment, l'aire d'entreposage des matières résiduelles pour l'activité commerciale est dissimulé, fonctionnel et minimise les impacts sur le domaine public;

les aires de chargement doivent être situés et être traités de manière à minimiser les impacts sur la circulation des camions et aux activités de livraison sur le milieu résidentiel.

OBJECTIF ET CRITÈRES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE POUR UNE CONSTRUCTION HORS TOIT.

Objectif:

1° Favoriser l'intégration d'une construction hors toit avec le cadre bâti environnant.

Critères:

1° L'intégration au bâtiment concerné et aux bâtiments voisins en ce qui a trait aux éléments architecturaux sur une façade, à la configuration du toit et à l'installation d'un garde-corps;

2° La réduction de l'impact visuel, à partir de la rue, par la hauteur, le gabarit et la localisation d'une construction hors toit.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 9 septembre 2019, à 19 h

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Katherine Routhier
Esther St-Louis (Départ à 21H40)
Véronique Lamarre
Selma Laroussi

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Olivier Gauthier, conseiller en aménagement
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents :

Françis Grimard
Esther St-Louis
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 19 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Véronique Lamarre

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclare d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption de procès-verbaux de la séance du 12 août 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance d'octobre.

5. Suivi des dossiers

6.8. DM : 625, rue Villeray	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Accorder une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3^{e} étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures RCA02-14006.

Commentaires

Aucun commentaire

CCU19-09-09-DM01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande en fonction des conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordée;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Selma Laroussi

ADOPTÉ à l'unanimité.

6.9. PIIA : 625, rue Villeray	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- La fenestration asymétrique dans la fausse mansarde et non alignée avec celle du RDC;
- Les fausses mansardes typiquement montréalaises de l'époque victorienne;
- Le style architectural du nouvel étage qui ne cadre pas avec le bâtiment existant;
- Le manque d'intervention sur la partie existante ;
- Le manque de cohésion entre le nouveau et l'ancien volume;
- Le style architectural trop audacieux et hors contexte de l'agrandissement;
- La construction hors toit qui reprend le même style que le 3^{e} étage;
- La grandeur des ouvertures;
- La forme du revêtement métallique.

CCU19-09-09-PIIA07	**Résultat : Défavorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement de refuser la demande soumise telle que présentée, aux conditions suivantes :

- La nouvelle proposition devrait démonter plus de cohésion avec le bâtiment existant (revêtement, couleur, motif, hauteur, fenestration)

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Selma Laroussi

ADOPTÉ à l'unanimité.

6.10. DM : 8259, rue Saint-Hubert

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 23 h 15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 9e jour du mois de septembre 2019.

_____
Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

_____
David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti



INSPIRATION AJOUT ETAGE MODERNE



INSPIRATION REVETEMENT MEZZANINE

LÉGENDE MATÉRIAUX

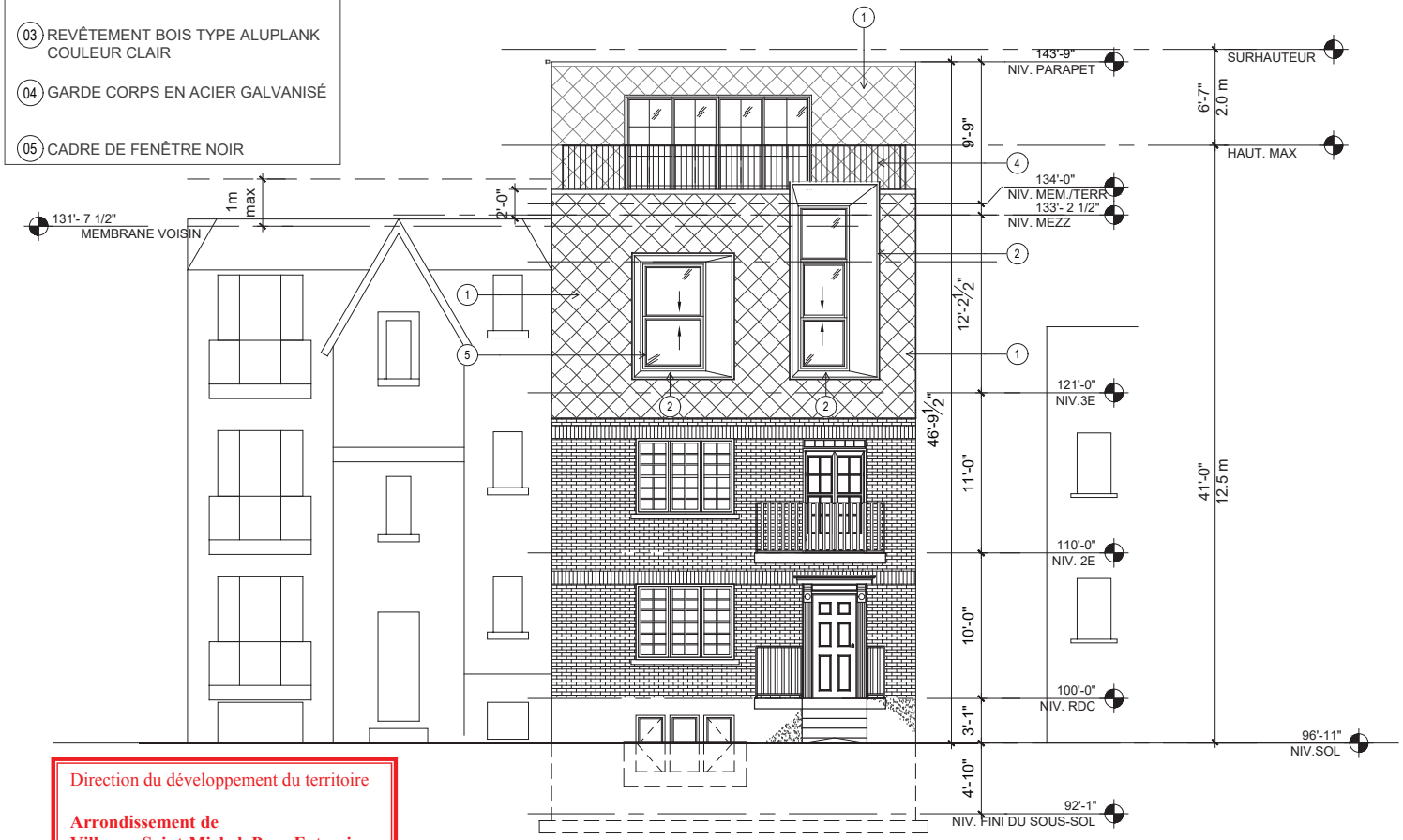
01 REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CLASSIQUE BRONZE

02 REVÊTEMENT MÉTALLIQUE NOIR

03 REVÊTEMENT BOIS TYPE ALUPLANK COULEUR CLAIR

04 GARDE CORPS EN ACIER GALVANISÉ

05 CADRE DE FENÊTRE NOIR



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5014
Date : 18 octobre 2019

rocioarchitecture

Projet: 16819_625 Villeray

Titre du dessin: ÉLÉVATION AVANT

Échelle: 1/8" = 1'-0"
Émis: POUR C.C.U.
Date: 2019-09-26

No dessin: A03

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5014
Date : 18 octobre 2019

LÉGENDE MATÉRIAUX

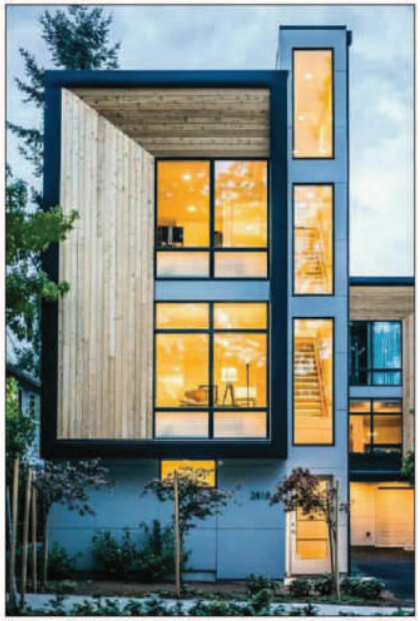
01 REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CLASSIQUE BRONZE

02 REVÊTEMENT MÉTALLIQUE NOIR

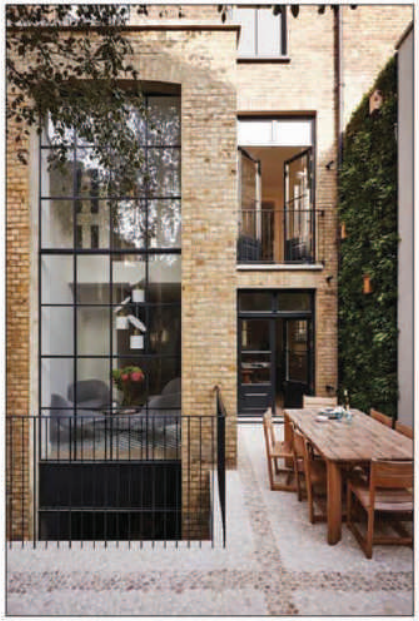
03 REVÊTEMENT BOIS TYPE ALUPLANK COULEUR CLAIR

04 GARDE CORPS EN ACIER GALVANISÉ

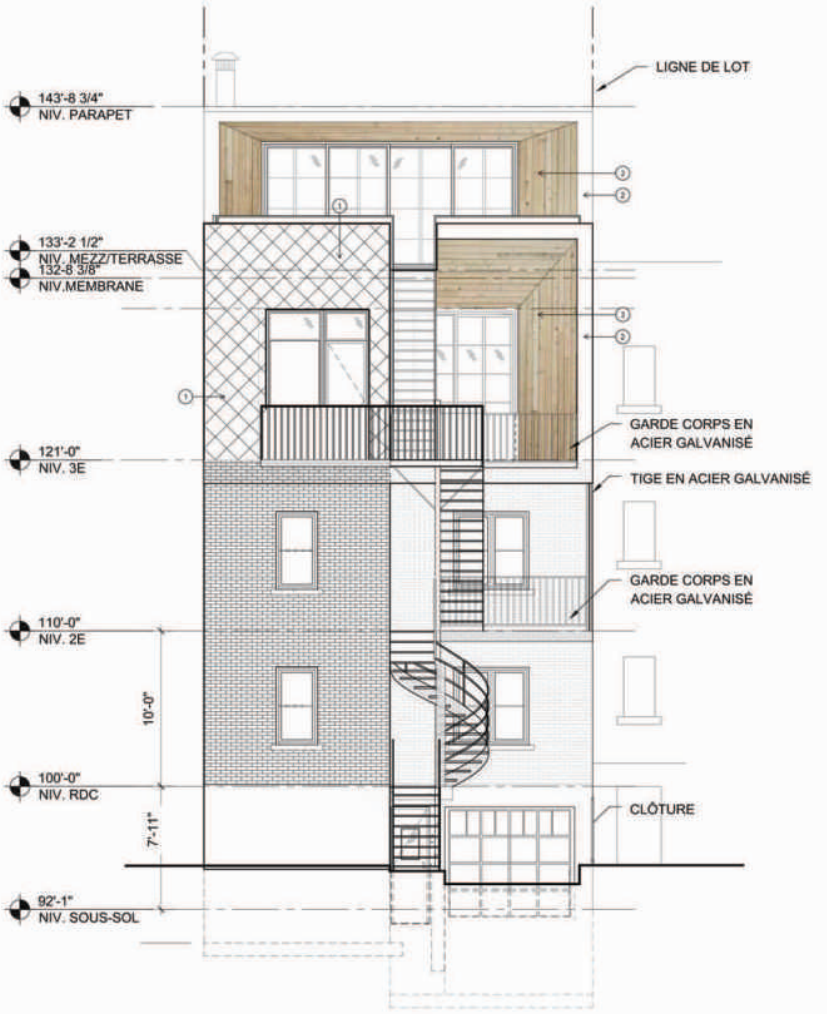
05 CADRE DE FENÊTRE NOIR



INSPIRATION VOLUME CADRE ARCHITECTURAL



INSPIRATION FENETRE DOUBLE HAUTEUR



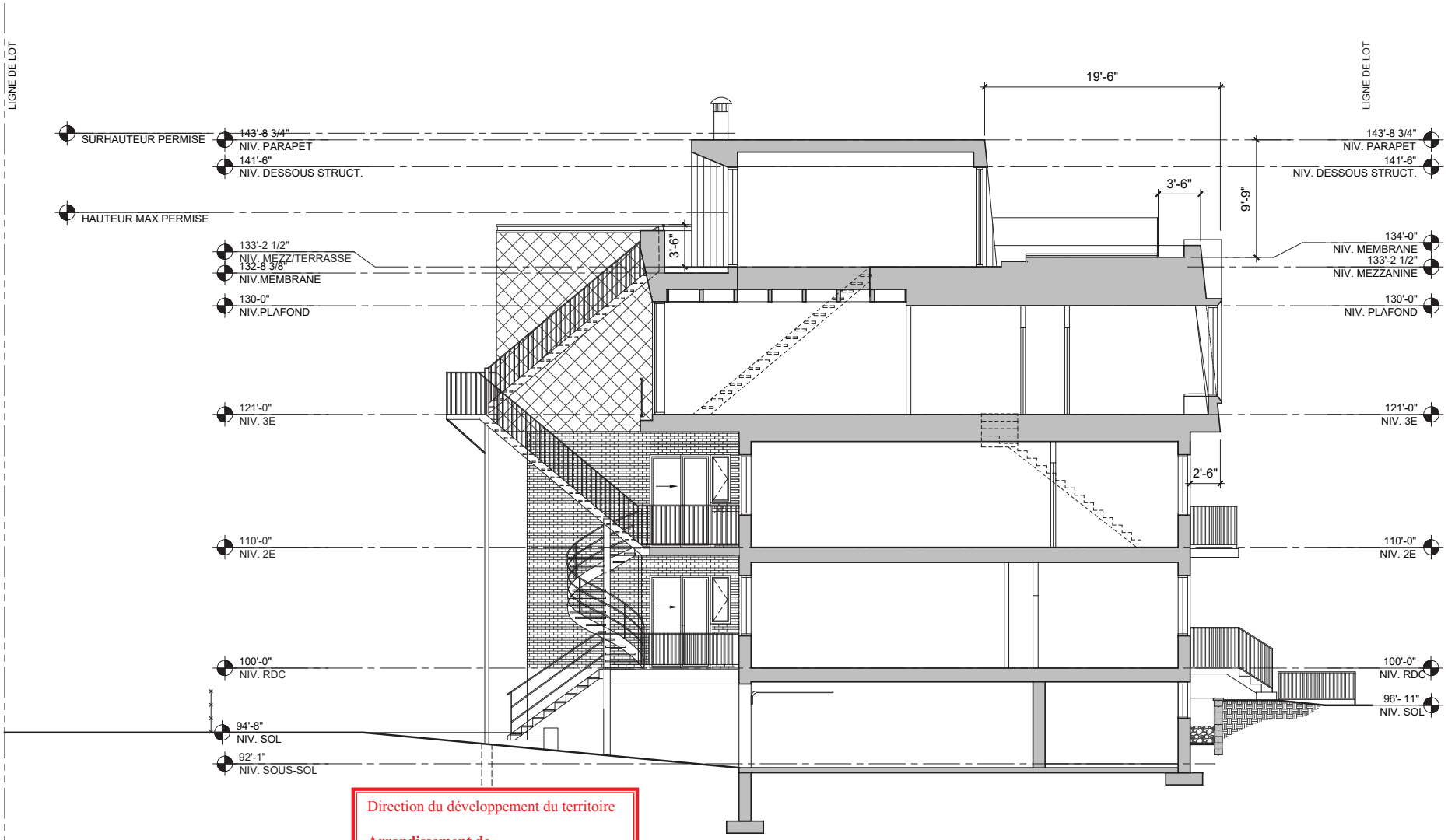
rocioarchitecture

Projet: 16819_625 Villeray

Titre du dessin: ÉLÉVATION ARRIÈRE

Échelle: 1/8" = 1'-0"
Émis: POUR C.C.U.
Date: 2019-09-24

No dessin: A04



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5014
Date : 18 octobre 2019

rocioarchitecture

Pro 16819_625 Villeray

Titre du dessin:

COUPE GÉNÉRALE

Échelle: 1/8" = 1'-0"
Émis: POUR C.C.U.
Date: 2019-09-26

No dessin:

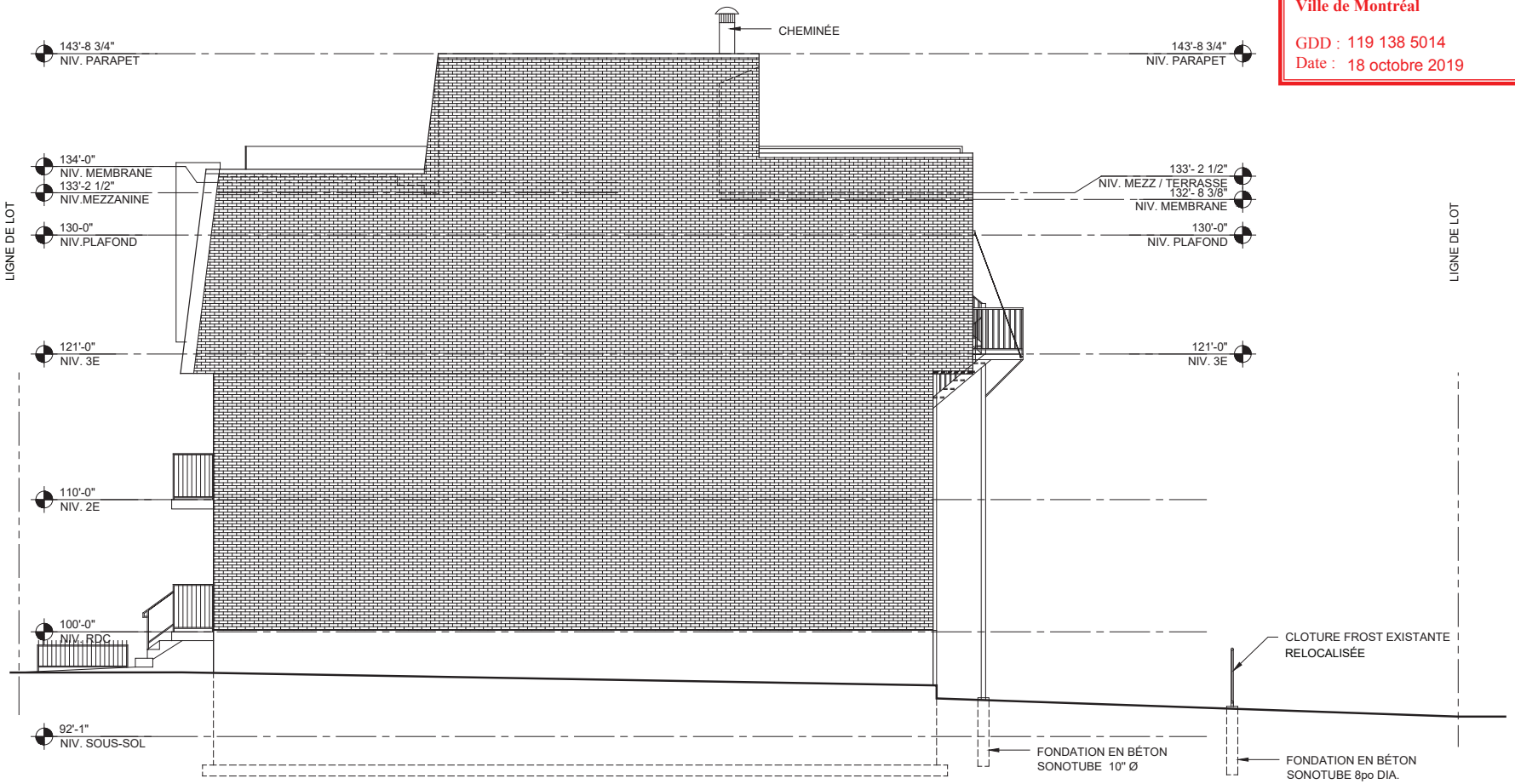
A04a

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5014
Date : 18 octobre 2019



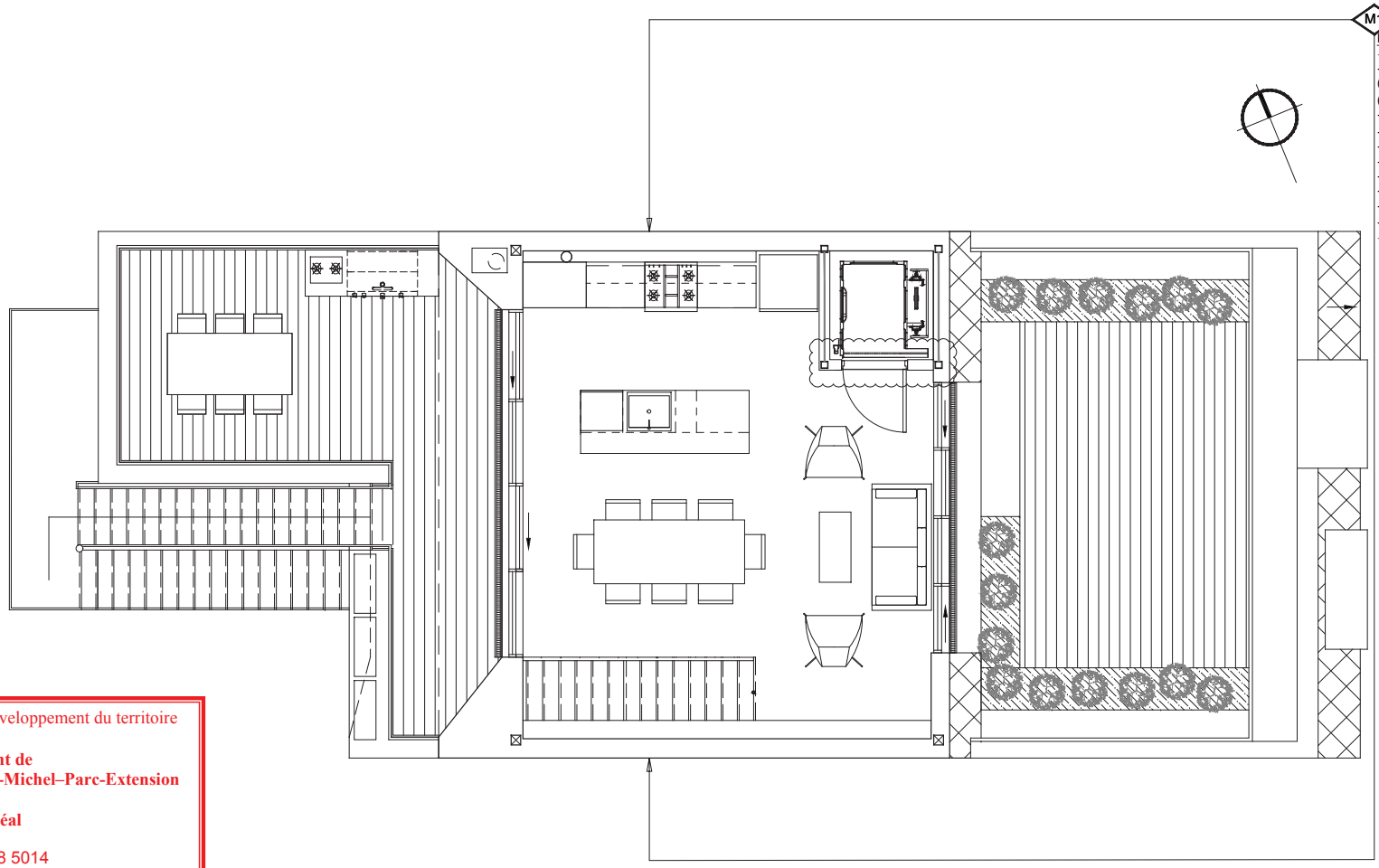
rocioarchitecture

Projet: 16819_625 Villeray

Titre du dessin: ÉLÉVATION LATERALE EST

Échelle: 1/8" = 1'-0"
Émis: POUR C.C.U.
Date: 2019-09-26

No dessin: A04c



M1

MURS DE MAÇONNERIE BRIQUES (R-28.01)
- LAME D'AIR (R-0.17)
- MAÇONNERIE BRIQUE ARGILE 3 5/8" (R-0.40) _____ MODULAIRE No ___ (APPAREILLÉE À LA BRIQUE EXISTANTE)
- ESPACE D'AIR 3/4" (R-1.02)
- PARE-AIR JOINTS SCELLÉS
- PANNEAUX DE COPEAUX (OSB) 7/16" (R-0.70)
- MONTANTS 2X6 @ 16" C.C.
- ISOLANT FIBRE DE VERRE 6" (R-19.08)
- POLYISOCYANURATE (THERMAX) 3/4" (R-4.50)
- FOURRURE HORIZONTALE - 3/4" (R-1.02)
- GYPSE 1/2" AVEC JOINTS TIRÉS (R-0.44)
- LAME D'AIR (R-0.68)

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 138 5014
Date : 18 octobre 2019

rocioarchitecture

Projet: 16819_625 Villeray

Titre du dessin: PLAN MEZZANINE

Échelle: 3/16" = 1'-0"
Émis: POUR C.C.U.
Date: 2019-09-26

No dessin: A10

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.1. PIIA : 625, rue Villeray	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Architecte, planification	Roccio Venegas, architecte François Beaulieu, architecte

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors-toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray

Commentaires

Dossier a déjà été présenté aux membres du CCU en septembre. La demande de PIIA a été refusée. Les membres ont demandé de revoir le projet avec la modification du revêtement et le déplacement des fenêtres. La demande de dérogation mineure a été traitée en septembre et a eu une recommandation favorable de la part des membres du comité.

Complément d'information des propriétaires

Étant donné la réticence des membres du CCU lors de la consultation de septembre concernant la finition du revêtement métallique en façade, les architectes ont testé le revêtement lisse suggéré par les membres, mais ont considéré qu'une façade principale nécessitait un revêtement plus ouvragé. Selon Mme Venegas, le revêtement en forme de losange donne une allure plus contemporaine. De plus, la couleur noire choisit rend le motif moins perceptible. Ce matériau se trouve actuellement sur quelques bâtiments dans le quartier. Un travail a été fait pour arrimer les nouvelles fenêtres à celles existantes.

M. Beaulieu ajoute que le bâtiment ayant été construit par un architecte est unique en son genre dans ce quartier. C'est un projet atypique, mais de bonne qualité. L'ancien propriétaire a bien conservé le bâtiment et leur objectif est d'aller dans la continuité et le même esprit. L'agrandissement, tout en étant contemporain, doit refléter un style différent conçu par des architectes.

Les commentaires ont porté sur :

- L'agrandissement en saillie par rapport à la façade existante.
- Les modifications apportées aux ouvertures pour s'aligner avec les fenêtres existantes.
- La dimension imposante des fenêtres.
- Le choix de la couleur noire du revêtement qui rend le motif moins perceptible.
- Les références des mansardes dans le quartier. Le projet est plutôt un volume contemporain et non une fausse mansarde.
- L'arrimage du nouveau volume avec la structure du toit existant.
- L'effet d'écrasement du volume existant.
- L'intervention qui est très audacieuse.
- Les éléments architecturaux que l'on retrouve à Montréal.
- La vocation historique de cette rue dans l'arrondissement Villeray.
- La demande de mesures différentes pour le revêtement métallique sur le mur latéral.

CCU19-10-17-PIIA01	Résultat : Favorable

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 17e jour du mois d'octobre 2019.

_____
Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

_____
David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1198186003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer le conseiller, Josué Corvil, à titre de maire suppléant d'arrondissement, pour la période comprise entre le 6 novembre 2019 et le 9 mars 2020.

que le conseiller, Josué Corvil, soit nommé à titre de maire suppléant d'arrondissement, pour la période comprise entre le 6 novembre 2019 et le 9 mars 2020.

Signé par Sylvain DANSEREAU **Le** 2019-10-31 14:27

Signataire : Sylvain DANSEREAU

Chef de division - Ressources financières et matérielles
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198186003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer le conseiller, Josué Corvil, à titre de maire suppléant d'arrondissement, pour la période comprise entre le 6 novembre 2019 et le 9 mars 2020.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 20.2 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) permet au conseil d'arrondissement de désigner, parmi ses membres, une mairesse suppléante ou un maire suppléant de l'arrondissement et de déterminer la durée du mandat, le tout conformément à l'article 56 de la *Loi sur les cités et villes* . La mairesse suppléante ou le maire suppléant possède et exerce les pouvoirs de la mairesse lorsque celle-ci est absente du territoire de la municipalité ou est empêchée de remplir les devoirs de sa charge.
Le 2 juillet 2019, par sa résolution CA19 14 0218, le conseil d'arrondissement désignait la conseillère, Mary Deros, à titre de mairesse suppléante d'arrondissement pour la période comprise entre le 3 juillet et le 5 novembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 14 0218 - 2 juillet 2019 - Nomination de la conseillère Mary Deros à titre de mairesse suppléante d'arrondissement.
CA19 14 0072 - 12 mars 2019 - Nomination de la conseillère Mary Deros à titre de mairesse suppléante d'arrondissement.

CA18 14 0380 - 6 novembre 2018 - Nomination de la conseillère Mary Deros à titre de mairesse suppléante d'arrondissement.

DESCRIPTION

Il convient de nommer une nouvelle mairesse suppléante ou un nouveau maire suppléant pour la période comprise entre le 6 novembre 2019 et le 9 mars 2020.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun aspect financier

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, plus spécifiquement à :

- l'article 56 de la *Loi sur les cités et villes* ;
- l'article 20.02 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane M MONGEAU
Secrétaire recherchiste

Tél : 514 872-4423
Télécop. : 514 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Lyne DESLAURIERS
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-3681
Télécop. : 514 868-4066

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.02

2019/11/05
18:30

Dossier # : 1191658006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer, pour une période de deux ans, la conseillère, Mary Deros et le conseiller, Sylvain Ouellet, respectivement à titre de présidente et de président suppléant pour le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement.

de nommer, la conseillère, Mary Deros, pour une période de deux ans, soit du 23 novembre 2019 au 23 novembre 2021, à titre de présidente du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension;

1. de nommer, le conseiller, Sylvain Ouellet, pour la même période, à titre de président suppléant du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement.

Signé par Sylvain DANSEREAU **Le** 2019-10-31 14:30

Signataire : Sylvain DANSEREAU

Chef de division - Ressources financières et matérielles
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191658006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer, pour une période de deux ans, la conseillère, Mary Deros et le conseiller, Sylvain Ouellet, respectivement à titre de présidente et de président suppléant pour le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 146 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LRLQ, c. A-19.1) précise que le conseil d'une municipalité peut, par règlement, constituer un comité consultatif d'urbanisme composé d'au moins un membre du conseil et du nombre de membres qu'il détermine et qui sont choisis parmi les résidents du territoire de la municipalité. Cet article prévoit aussi que le conseil d'une municipalité peut attribuer à ce comité des pouvoirs d'étude et de recommandation en matière d'urbanisme, de zonage, de lotissement et de construction.
Le Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA02-14002) a été adopté en 2002. L'article 3 prévoit que ce comité se compose de onze (11) membres désignés par le conseil d'arrondissement, dont un membre du conseil d'arrondissement qui agit comme président et un membre du conseil d'arrondissement qui agit comme président suppléant et qui remplace le président lorsqu'il est absent ou lorsqu'il est dans l'impossibilité d'agir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 14 0268 - 3 septembre 2019 - Nommer, la conseillère Mary Deros, à titre de présidente du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement, afin de combler la durée non écoulée du mandat 2017-2019 (en remplacement du conseiller Sylvain Ouellet), soit du 4 septembre au 22 novembre 2019.
CA17 14 0370 - 21 novembre 2017 - Nommer, le conseiller Sylvain Ouellet et la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, respectivement à titre de président et de présidente suppléante du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement, pour une période de deux ans, soit du 22 novembre 2017 au 22 novembre 2019.

DESCRIPTION

Le mandat de la présidente (ou du président) et de la présidente suppléante (ou du président suppléant) du comité consultatif d'urbanisme arrive à échéance le 22 novembre 2019. Il convient donc de nommer une nouvelle présidente (président) et une nouvelle présidente suppléante (président suppléant) pour une période de deux (2) ans, soit du 23 novembre 2019 au 23 novembre 2021.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc-André HERNANDEZ, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane M MONGEAU
Secrétaire recherchiste

Tél : 514 872-4423
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Lyne DESLAURIERS
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-3681
Télécop. : 514 868-4066